



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5171

Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002

Date de dépôt : 19-06-2003

Date de l'avis du Conseil d'État : 22-02-2004

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
20-04-2005	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
19-06-2003	Déposé	5171/00	<u>6</u>
23-07-2003	Annexes 1,2,4,5, et 6 - Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (23.7.2003)	5171/00A	<u>265</u>
08-12-2003	Rapport de la Cour des Comptes sur le compte général de l'Etat de l'exercice 2002 (8.12.2003)	5171/01	<u>338</u>
22-02-2004	Avis complémentaire du Conseil d'Etat (22.2.2005)	5171/04	<u>419</u>
17-06-2004	Annexe 3 - Dépêche du Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (17.6.2004)	5171/00B	<u>422</u>
04-01-2005	Avis du Conseil d'Etat (4.1.2005)	5171/02	<u>425</u>
14-01-2005	Amendement gouvernemental (14.1.2005)	5171/03	<u>430</u>
14-03-2005	Rapport de commission(s) : Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes Rapporteur(s) :	5171/05	<u>435</u>
13-04-2005	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (13-04-2005) Evacué par dispense du second vote (13-04-2005)	5171/06	<u>447</u>
31-12-2005	Publié au Mémorial A n°77 en page 1224	5171	<u>450</u>

Résumé

N° 5171 Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002

Les comptes généraux de l'exercice 2002 peuvent, suite aux amendements gouvernementaux, être résumés comme suit :

A.– Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes 6.200.420.986,64
II. Dépenses 6.200.177.157,72
III. Excédent de recettes 243.828,92
IV. Report du solde des recettes et dépenses 505.860.145,78

B.– Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre 3.089.667.111,95
II. Dépenses pour ordre 3.064.437.888,12
III. Excédent de recettes pour ordre 25.229.223,83
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre 10.957.723,45

C.– Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

I. Recettes 1.854.997.767,73
II. Dépenses 1.949.135.510,20
III. Excédent de dépenses 94.137.742,47
IV. Report du solde des recettes et dépenses 3.158.039.748,36

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2002, les variations sont les suivantes :

	Budget définitif 2002	Compte général 2002	Variations	
			En valeur	En %
Recettes				
-	5.935.153.555,00	6.149.413.915,08	214.260.360,08	+ 3,6
Total recettes (1)	5.977.173.884,00	6.200.420.986,64	223.247.102,64	+ 3,7
Dépenses				
-	5.145.880.385,00	5.217.274.196,87	71.393.811,87	+ 1,4
Total dépenses (2)	5.999.153.051,00	6.200.177.157,72	201.024.106,72	+ 3,3
Excédent de recettes (1)-(2)	-21.979.167,00	243.828,92	22.222.995,92	

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,3% le total des dépenses prévues pour 2002. En valeur absolue, cet écart correspond à 201,02 millions d'euros. Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 65.889.801 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 38.795.611 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 37.773.127 euros);
- aux dotations de fonds de réserve (+ 33.159.900 euros);

- aux transferts de revenus aux administrations publiques locales (+ 20.535.745 euros).

Par rapport au compte 2001, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 8,64%.

Dans le cadre du projet de loi sous rubrique, la Cour des comptes a procédé à des contrôles approfondis concernant l'acquisition de matériel informatique et les rémunérations des agents de l'Etat

5171/00

N° 5171

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

* * *

*(Dépôt: le 19.6.2003)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (13.6.2003).....	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi.....	4
4) Compte général – Exercice 2002.....	6

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre du Trésor et du Budget est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002.

Palais de Luxembourg, le 13 juin 2003

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le budget voté de l'exercice 2002 tel qu'il a été arrêté par la loi du 24 décembre 2001 se présentait comme suit:

	<i>Budget courant</i>	<i>Budget en capital</i>	<i>Budget total</i>
Recettes	5.935,2	42,0	5.977,2
Dépenses	5.122,8	853,3	5.976,1
Excédents	+812,4	-811,3	+1,1

Note: Les chiffres du tableau sont exprimés en millions d'euros.

Le budget voté de l'exercice 2002 a été modifié par

- 1) la loi du 22 juillet 2002 relative à l'accord salarial dans la fonction publique,
- 2) la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel,
- 3) la loi du 7 août 2002 portant création du Centre Virtuel de Connaissance sur l'Europe.

Ces dispositions législatives ont apporté les modifications suivantes au budget voté de l'exercice 2002:

- 1) Loi relative à l'accord salarial dans la fonction publique:
 - Le crédit de l'article 08.0.11.310, libellé „Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat“ a été porté de 10.515.000 euros à 28.292.000 euros + 17.777.000 euros
 - Un nouvel article 08.0.33.001, libellé „Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par l'Etat“ a été ajouté au budget voté avec un montant de 1.767.000 euros +1.767.000 euros
 - Un nouvel article 08.0.12.350, libellé „Participation aux frais de certaines catégories de personnel des communes et de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois“ a été ajouté au budget voté avec un montant de 3.020.800 euros +3.020.800 euros
- 2) Loi relative à la protection des données à caractère personnel:
 Cette loi prévoit une section nouvelle dotée des articles suivants:
 - Prise en charge par l'Etat des frais encourus par la Commission nationale pour la protection des données +200.870 euros
 - Dotation initiale en faveur de la Commission nationale pour la protection des données +200.000 euros
- 3) Loi portant création du Centre Virtuel de Connaissance sur l'Europe:
 cette loi a ajouté un article 03.5.33.014 nouveau pour la dotation du Centre, avec un crédit de 100.000 euros +100.000 euros
 Total +23.065.670 euros

Compte tenu de ces dépenses supplémentaires, le budget définitif de l'exercice 2002 se présentait comme suit:

	<i>Budget courant</i>	<i>Budget en capital</i>	<i>Budget total</i>
Recettes	5.935,2	42,0	5.977,2
Dépenses	5.145,8	853,3	5.999,1
Excédents	+789,4	-811,3	+21,9

Note: Les montants sont exprimés en millions d'euros.

Le *compte général de l'exercice 2002* se présente comme suit par rapport au budget définitif pour le même exercice.

	<i>Budget définitif 2002</i>	<i>Compte général 2002</i>	<i>Plus- ou moins-values</i>	<i>Variation en %</i>
Budget courant				
Recettes	5.935,2	6.149,4	214,2	+3,6
Dépenses	5.145,8	5.217,3	71,5	+1,4
Excédents	+789,4	+932,1	142,7	-
Budget en capital				
Recettes	42,0	51,0	9,0	+21,4
Dépenses	853,3	923,9	70,6	+8,3
Excédents	-811,3	-872,9	-61,6	-
Budget total				
Recettes	5.977,2	6.200,4	223,2	+3,7
Dépenses	5.999,1	6.141,2	142,1	+2,4
Excédents	-21,9	59,2	81,1	-

Note: Les chiffres du tableau sont exprimés en millions d'euros.

Le texte du projet de loi arrêtant le compte général de l'exercice 2002 est identique à celui ayant arrêté le compte général de l'exercice 2001.

L'excédent de recettes, de l'ordre de 59,2 millions d'euros, est reporté, en attendant son affectation par une loi spéciale. Le solde reporté de la „réserve budgétaire“ de l'Etat se chiffre ainsi à 564,9 millions d'euros, avant la prise en compte des avances de trésorerie non encore imputées au budget.

Le solde du budget pour ordre a pu être rééquilibré et retrouve un solde positif de l'ordre de 11 millions d'euros.

Les fonds de tiers restent marqués par un solde négatif du Fonds de dépenses communales, correspondant à une avance de trésorerie de l'Etat aux communes. Les comptes représentant les consignations faites par des étrangers et le fonds de successions en déshérence non encore acquises à l'Etat ont été apurés et ne figureront désormais plus au compte général de l'Etat, étant donné que les avoirs y afférents sont déposés auprès de la Caisse de consignation sous l'empire de la nouvelle législation en la matière.

L'avoir disponible des fonds spéciaux de l'Etat est passé de 2.613,63 au compte général 2001 (après affectation des plus-values) à 2.515,52 au compte général 2002 (avant affectation des plus-values), ce qui représente une diminution limitée à 98,11 millions d'euros.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.– Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les budgets courant et en capital de l'Etat ainsi que sur le budget pour ordre pendant l'exercice 2002 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes effectives:	6.200.420.986,64 EUR
II – Dépenses effectives:	6.141.177.157,72 EUR
III – Excédent de recettes:	59.243.828,92 EUR

L'excédent de recettes est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“ dont le solde positif s'établit alors à **564.860.147,78** euros.

B. Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre:	3.089.667.111,95 EUR
II – Dépenses pour ordre:.....	3.064.437.888,12 EUR
III – Excédent de recettes pour ordre:.....	25.229.223,83 EUR

L'excédent de recettes pour ordre est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses pour ordre“ dont le solde positif s'établit alors à **10.957.723,45** euros.

Art. 2.– Les comptes de fonds de tiers déposés auprès de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2002 comme suit:

I – Fonds des communes

Fonds communal de péréquation conjoncturelle:	41.727.670,80 EUR
Fonds de dépenses communales:.....	-72.490.419,92 EUR

II – Fonds d'autres tiers

Consignations judiciaires:.....	18.486.958,95 EUR
Consignations faites par des étrangers:	0,00 EUR
Fonds des successions en déshérence non encore acquises à l'Etat:	0,00 EUR

Art. 3.– L'avoir disponible des fonds spéciaux et le solde des fonds de couverture de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2002 comme suit:

I – Fonds spéciaux de l'Etat

Fonds d'investissements publics administratifs:	377.684.346,64 EUR
Fonds d'assainissement en matière de surendettement:.....	138.508,64 EUR
Fonds de la coopération au développement:	25.404.600,13 EUR
Fonds communal de dotation financière:	0,00 EUR
Fonds de la chasse:.....	0,74 EUR
Fonds de crise:	21.715.472,77 EUR
Fonds social culturel:.....	60.832,45 EUR
Fonds cynégétique:	455.871,89 EUR
Fonds de la dette publique:	329.662.102,78 EUR
Fonds des eaux frontalières:.....	1.415.716,68 EUR
Fonds pour l'emploi:	89.253.003,38 EUR

Fonds pour la loi de garantie:.....	189.431.619,46 EUR
Fonds pour la gestion de l'eau:.....	94.106.837,87 EUR
Fonds pour les monuments historiques:.....	12.012.221,36 EUR
Fonds d'équipement militaire:.....	1.056.059,39 EUR
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture:.....	29.043.235,17 EUR
Fonds de la pêche:.....	446.842,92 EUR
Fonds pour la protection de l'environnement:.....	79.445.994,88 EUR
Fonds de pension:.....	15.398.306,58 EUR
Fonds du rail:.....	133.687.354,32 EUR
Fonds pour la réforme communale:.....	61.973,38 EUR
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux:.....	111.694.389,42 EUR
Fonds des routes:.....	161.304.821,72 EUR
Fonds d'investissements publics scolaires:.....	276.861.244,62 EUR
Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales:.....	144.237.455,77 EUR
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières:.....	334.106.964,48 EUR
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux:.....	62.443.345,29 EUR
Fonds d'équipement sportif national:.....	24.394.190,41 EUR
<i>Total de l'avoir disponible des fonds spéciaux de l'Etat:.....</i>	<i>2.515.523.313,14 EUR</i>

II – Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire

Fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor:.....	64.495.299,93 EUR
Fonds de couverture des avoirs sur comptes chèques postaux:.....	531.296.925,46 EUR

COMPTE GENERAL – EXERCICE 2002

(en euros)

Budget des recettes: (page 7)	
Total recettes courantes:	6.149.413.915,08
Total recettes en capital:	51.007.071,56
Total des recettes:	6.200.420.986,64
Budget des dépenses: (page 17)	
Total dépenses courantes:	5.217.274.196,87
Total dépenses en capital	923.902.960,85
Total des dépenses:	6.141.177.157,72
Budget pour ordre: (page 251)	
Total recettes pour ordre:	3.089.667.111,95
Total dépenses pour ordre:	3.064.437.888,12
Excédent de recettes:	25.229.223,83
Total des avoirs sur Fonds spéciaux: (page 255)	
Fonds de tiers:	18.486.958,95
Fonds des communes:	-30.762.749,12
Fonds de l'Etat:	2.515.523.313,14
Total des Fonds:	2.503.247.522,97

Abréviations utilisées dans ce document:

CORD: Crédit ordinaire
CNLI: Crédit non limitatif
CSDE: Crédit sans distinction d'exercice
CNST: Crédit non susceptible de transfert
CNSM: Crédit non susceptible de majoration
D: Dépassement
TE: Transfert émis
TR: Transfert reçu

Budget des Recettes – Chapitre Ier.– Recettes courantes

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
			64 – MINISTÈRE DES FINANCES			
			Administration des Contributions directes (sections 64.0 à 64.4)			
			<i>Section 64.0 – Impôts directs</i>			
37.000	37.10	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des collectivités	CORD	1.199.000.000,00	1.312.486.609,04
37.001	37.10	Divers	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des collectivités	CORD	49.950.000,00	54.686.942,04
37.010	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette	CORD	240.000.000,00	263.988.892,41
37.011	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les traitements et salaires	CORD	1.155.000.000,00	1.127.584.387,61
37.012	37.20	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur certains revenus échus à des contribuables non résidents	CORD	2.231.000,00	2.566.986,28
37.013	37.20	Divers	Produit de l'impôt de solidarité prélevé moyennant une majoration de l'impôt sur le revenu des personnes physiques	CORD	35.769.000,00	34.844.886,09
37.020	37.00	13.60	Impôt général sur le revenu: impôt retenu sur les revenus de capitaux	CORD	95.000.000,00	104.923.713,72
37.021	37.00	13.60	Impôt sur la fortune	CORD	40.000.000,00	159.652.789,12
37.022	37.00	13.60	Impôt sur les tantièmes	CORD	1.000.000,00	1.391.457,34
37.023	37.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: frais, suppléments et intérêts de retard	CORD	5.000.000,00	6.724.360,93
37.024	37.00	13.60	Recouvrement des impôts relevant de l'administration des contributions: produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues	CORD	450.000,00	472.234,87
37.025	37.00	13.60	Impôt sur le revenu retenu sur les tantièmes	CORD	7.500.000,00	10.389.835,25
			<i>Total de la Section 64.0</i>		2.830.900.000,00	3.079.713.094,70
			<i>Section 64.1 – Impôts indirects</i>			
36.090	36.09	13.60	Taxe et prélèvement sur les paris relatifs aux épreuves sportives: prélèvement sur les sommes brutes engagées	CORD	270.000,00	252.479,85
36.091	36.09	13.60	Taxe sur le loto	CORD	3.750.000,00	3.687.222,77
36.092	36.09	13.60	Prélèvement sur le produit des jeux de casino	CORD	6.500.000,00	10.758.061,82
			<i>Total de la Section 64.1</i>		10.520.000,00	14.697.764,44
			<i>Section 64.2 – Recettes d'exploitation, taxes et redevances</i>			
10.010	10.00	13.90	Recettes diverses non ventilées	CORD	12.000.000,00	32.094.920,11
10.011	10.00	13.90	Excédent de recettes de comptes extraordinaires	CORD	270.000,00	2.304.721,24
16.010	16.11	09.20	Recettes provenant de l'exploitation des centrales hydroélectriques	CORD	363.500,00	1.606.963,43
16.050	16.12	Divers	Ventes de biens non durables et de services en relation avec le département de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CORD	1.754.944,00	248.613,49

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
16.051	16.12	04.43	Ventes de biens non durables et de services en relation avec le département de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	CORD	150.000,00	0,00
16.070	16.00	01.22	Produit de la vente de formules de déclarations fiscales, de circulaires administratives et d'objets divers	CORD	17.500,00	12.685,59
16.071	16.00	01.22	Recettes de l'administration du cadastre et de la topographie	CORD	1.100.000,00	500.000,00
29.010	29.00	13.90	Gains de change en relation avec des paiements de factures en devises	CORD	100,00	511.809,71
36.100	36.09	01.22	Recettes du service de métrologie	CORD	20.000,00	18.237,14
38.040	38.50	04.50	Autres recettes en relation avec le département de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CORD	660.000,00	905.966,72
38.050	38.00	13.90	Autres transferts de revenus non ventilés entre secteurs	CORD	100,00	9.600,00
39.000	Divers	01.32	Recettes en relation avec le département de l'économie	CORD	86.100,00	204.780,60
			<i>Total de la Section 64.2</i>		16.422.244,00	38.418.298,03
			<i>Section 64.3 – Recettes de participations ou d'avances de l'Etat</i>			
26.010	26.10	13.10	Intérêts de fonds en dépôt	CORD	100.000.000,00	93.756.792,33
27.000	26.10	07.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société nationale des habitations à bon marché	CORD	100,00	0,00
28.001	Divers	09.20	Ristournes concédées par la société électrique de l'Our en vertu du paragraphe 5 du contrat de fourniture d'énergie électrique signé le 30.4.1963 entre l'Etat et la S.E.O.	CORD	1.735.000,00	0,00
28.002	Divers	08.40	Redevances à payer par la CLT-UFA	CORD	100,00	0,00
28.003	Divers	05.30	Redevances dues par les concessionnaires de pharmacies	CORD	1.000.000,00	986.906,29
28.004	Divers	12.14	Société nationale de contrôle technique: recettes d'exploitation (part de l'Etat)	CORD	4.660,00	4.646,25
28.005	Divers	08.40	Redevances à payer par la société européenne des satellites	CORD	100,00	733.624,00
28.011	28.20	09.20	Participation de l'Etat aux dividendes de la société CEGEDEL	CORD	3.448.994,00	3.912.206,50
28.012	28.20	09.20	Participation de l'Etat aux dividendes de la société électrique de l'Our	CORD	812.291,00	814.655,50
28.013	28.20	09.10	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de transport de gaz (SOTEG S.A.)	CORD	225.500,00	1.344.000,00
28.014	28.20	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes de la société ARBED	CORD	8.000.000,00	42.956.451,22
28.015	28.20	12.60	Participation de l'Etat au résultat de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	28.000.000,00	23.000.000,00
28.016	28.20	Divers	Participation de l'Etat aux dividendes de la société de distribution de gaz (LUXGAZ S.A.)	CORD	23.625,00	25.200,00
28.017	28.20	11.30	Participation de l'Etat aux dividendes de la société SES GLOBAL	CORD	9.000.000,00	8.196.183,62
38.000	Divers	11.70	Participation de l'Etat au bénéfice de la Banque centrale du Luxembourg	CORD	100,00	0,00
			<i>Total de la Section 64.3</i>		152.250.470,00	175.730.665,71
			<i>Section 64.4 – Remboursements de dépenses</i>			
11.010	11.00	06.14	Remboursements à charge du fonds pour l'emploi relatifs à l'occupation de jeunes au service de l'Etat dans le cadre de contrats de mise au travail temporaire	CORD	100,00	0,00
11.301	48.22	10.30	Communes et établissements publics: salaires d'ouvriers forestiers et autres frais de débardage	CORD	12.395,00	12.881,39
11.310	Divers	06.15	Remboursement par l'association d'assurance contre les accidents (section industrielle) des secours pécuniaires avancés par l'Etat aux ouvriers de l'Etat en cas d'accident	CORD	37.184,00	58.263,47

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
11.312	48.22	05.20	Remboursement par la caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers de l'indemnité pécuniaire de maladie avancée par l'Etat aux ouvriers forestiers occupés dans les domaines et pépinières domaniales et en zone verte	CORD	100.000,00	141.241,35
11.320	Divers	13.90	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des sociétés et quasi-sociétés non financières	CORD	532.184,00	693.939,39
11.321	Divers	11.30	Versements par les sociétés anonymes des indemnités revenant à des administrateurs de l'Etat	CORD	123.947,00	0,00
11.330	Divers	11.70	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des institutions de crédit	CORD	100,00	103.732,51
11.340	Divers	11.70	Remboursement de 50% des traitements et indemnités avancés par l'Etat dans l'intérêt de l'administration et de la gestion de la caisse d'assurance des animaux de boucherie	CORD	26.870,00	26.157,84
11.350	Divers	Divers	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pensions par le secteur des ménages	CORD	450.000,00	597.870,18
11.353	Divers	Divers	Remboursement par des organismes de la sécurité sociale de dépenses de personnel	CORD	100,00	259.348,28
11.360	39.40	12.34	Remboursements divers de dépenses de personnel et de pension par des institutions internationales autres que l'U.E.	CORD	672.000,00	913.882,39
12.020	12.14	06.40	Remboursements par les entreprises des frais avancés par l'Etat pour le recrutement et l'accueil de la main-d'oeuvre étrangère	CORD	100,00	0,00
12.300	48.22	12.12	Parts contributives des communes aux dépenses de fonctionnement des installations d'éclairage routier de la voirie de l'Etat	CORD	50.000,00	25.814,98
12.360	39.10	10.10	Remboursement par les communautés européennes et par d'autres organismes des frais de stockage public et d'autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention	CORD	33.572,00	145.809,95
12.361	39.10	10.10	Participation du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.) aux dépenses résultant de mesures spéciales des Etats membres des communautés européennes	CORD	3.500,00	6.707,83
12.380	Divers	01.24	Participation de l'Union Européenne aux dépenses en relation avec des activités d'information sur l'Union économique et monétaire dans le cadre du programme d'information du citoyen européen	CORD	25.000,00	111.216,58
12.390	12.16	03.30	Remboursement par le fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants de dépenses relatives au projet global de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire	CORD	300.000,00	157.555,14
14.010	39.40	12.34	Remboursement forfaitaire des frais d'entretien du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	CORD	570.000,00	319.856,95
14.380	39.40	12.12	Installations d'éclairage routier. – Remplacement des installations d'éclairage routier endommagées par suite d'accidents de la circulation routière ou par suite de travaux effectués par des tiers: remboursements	CORD	250.000,00	265.433,80
16.000	16.20	09.20	Péages perçus sur le transit d'énergie électrique empruntant les installations 220 kV appartenant à l'Etat	CORD	100,00	0,00
34.020	34.35	10.30	Remboursement des salaires de compensation versés aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû à des intempéries hivernales	CORD	2.479,00	0,00
34.310	34.30	06.12	Remboursement par les caisses de pension des pensions partielles avancées par l'Etat aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat (article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	CORD	2.801.196,00	2.761.581,92
39.000	Divers	10.10	Remboursement par les communautés européennes des frais de financement relatifs au stockage public de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention	CORD	12.300,00	15.026,27

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
39.001	Divers	11.20	Aides au titre du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier	CORD	100,00	0,00
39.002	Divers	06.00	Concours financiers du fonds social européen	CORD	100,00	0,00
39.003	Divers	06.00	Concours financiers du fonds européen de développement régional	CORD	495.000,00	0,00
39.004	Divers	10.00	Remboursement par les communautés européennes des frais de perception des prélèvements agricoles et d'autres recettes constituant des ressources propres à ces communautés	CORD	100,00	0,00
42.000	42.00	06.12	Restitutions sur cotisations d'assurance pension perçues par le C.A.S.S.: remboursement de la contribution versée par l'Etat	CORD	125.000,00	198.420,04
53.000	39.10	10.10	Participation du fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (F.E.O.G.A.), section „garantie“, aux dépenses résultant de l'application des actions du plan de développement rural suivant les règlements (CE) No 1257/99 du 17.5.99 et 1750/99 du 23.7.99	CORD	4.054.000,00	7.659.375,42
			<i>Total de la Section 64.4</i>		10.677.427,00	14.474.115,68
			Administration des Douanes et Accises			
			<i>Section 64.5 – Douanes</i>			
16.070	16.00	01.22	Recettes d'exploitation (vente d'imprimés et divers)	CORD	60.000,00	65.621,99
28.000	Divers	09.20	Produit de la taxe sur l'électricité	CORD	4.000.000,00	4.507.878,57
36.010	36.02	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise	CORD	739.629.000,00	820.416.649,60
36.011	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur certaines huiles minérales	CORD	114.315.000,00	110.236.950,79
36.012	36.02	13.60	Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur les cigarettes	CORD	25.668.000,00	25.088.126,80
36.013	36.02	13.60	Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits d'accise sur l'alcool indigène	CORD	145.000,00	104.954,18
36.014	36.02	13.60	Redevance de contrôle sur le fuel domestique	CORD	1.635.000,00	1.954.375,25
36.020	36.03	12.10	Taxe sur les véhicules automoteurs	CORD	31.000.000,00	28.394.560,62
36.021	36.03	12.10	Droit d'usage de certaines infrastructures routières par des véhicules utilitaires lourds	CORD	5.000.000,00	6.771.704,08
36.022	36.03	12.10	Taxe sur les bateaux ou navires de plaisance	CORD	100.000,00	98.865,02
36.060	36.07	13.60	Taxe sur les cabarets	CORD	595.000,00	550.867,17
36.071	36.08	13.60	Intérêts de retard en matière de droits de douane et de taxes y assimilées à l'exclusion des droits d'accise communs	CORD	75.000,00	9.729,17
38.000	Divers	13.60	Taxe de contrôle vétérinaire à l'importation	CORD	95.000,00	98.345,09
38.050	38.00	13.60	Produit d'amendes, de confiscations et recettes similaires	CORD	60.000,00	2.829,63
39.001	Divers	01.22	Remboursement par l'union européenne des frais de perception des droits de douane constituant des ressources propres à ces communautés	CORD	7.225.000,00	4.499.812,29
			<i>Total de la Section 64.5</i>		929.602.000,00	1.002.801.270,25

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
			Administration de l'Enregistrement et des Domaines (sections 64.6 à 64.9)			
			<i>Section 64.6 – Impôts, droits et taxes</i>			
16.010	16.11	12.40	Taxes d'atterrissage et de stationnement à l'aéroport de Luxembourg	CORD	13.527.928,00	10.786.854,80
16.011	16.11	12.40	Aviation civile: taxes et redevances aéronautiques diverses	CORD	12.000,00	619,73
16.060	Divers	12.40	Redevances de route perçues pour le compte du Grand-Duché par l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL)	CORD	1.115.000,00	1.226.956,31
36.000	36.01	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	CORD	1.111.278.500,00	1.141.726.993,10
36.001	36.01	13.60	Impôt sur le chiffre d'affaires	CORD	100,00	0,00
36.030	36.04	13.60	Droits d'hypothèques	CORD	12.900.000,00	12.449.336,64
36.031	36.04	13.60	Hypothèques: salaires	CORD	720.000,00	748.417,19
36.032	36.04	13.60	Taxe d'abonnement sur les titres de société	CORD	510.000.000,00	403.560.929,27
36.050	36.06	13.60	Droits d'enregistrement	CORD	217.000.000,00	122.351.043,02
36.100	36.09	11.70	Taxe sur les assurances	CORD	24.250.000,00	25.080.547,11
36.101	36.09	12.34	Commissariat aux affaires maritimes: taxes d'immatriculation	CORD	620.000,00	695.777,92
38.000	Divers	13.60	Registre aux firmes: taxes	CORD	1.340.000,00	1.481.580,65
38.040	38.50	10.40	Part de l'Etat dans le droit d'ajudication des pêches (article 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CORD	20.000,00	26.085,71
38.041	38.50	10.40	Examen d'aptitude pour l'obtention du premier permis de chasse: taxe	CORD	6.500,00	7.499,16
38.050	38.00	13.60	Droits de timbre	CORD	11.155.000,00	10.997.156,42
38.051	38.00	07.30	Taxes grevant les autorisations d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes	CORD	100,00	0,00
39.010	39.20	11.10	Taxes et annuités des brevets d'invention et participation aux recettes du bureau BENELEX des marques et des dessins ou modèles	CORD	2.250.000,00	1.646.777,60
			<i>Total de la Section 64.6</i>		1.906.195.128,00	1.732.786.574,63
			<i>Section 64.7 – Recettes domaniales</i>			
16.000	16.20	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations publiques	CORD	173.600,00	139.165,28
16.010	16.11	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des entreprises	CORD	25.000.000,00	23.428.678,46
16.020	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des administrations privées	CORD	371.800,00	470.376,46
16.050	16.12	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produit de ventes de bois	CORD	1.212.000,00	683.221,98
16.051	16.12	10.10	Recettes provenant de l'institut viti-vinicole	CORD	10.000,00	9.469,42
16.052	16.12	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance du secteur des ménages	CORD	2.000.000,00	2.021.431,62
16.060	Divers	01.25	Loyers d'immeubles y compris les charges accessoires en provenance des communautés européennes	CORD	1.489.900,00	1.728.695,94
16.061	Divers	01.25	Recettes d'exploitation du bâtiment administratif I (bâtiment-tour) et de ses annexes au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	CORD	2.830.000,00	2.707.012,71

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
16.062	Divers	01.25	Loyer du bâtiment administratif II (Robert-Schuman) au centre européen de Luxembourg-Kirchberg	CORD	3.500.000,00	2.099.535,82
16.063	Divers	01.25	Loyer du bâtiment de la cour de justice des communautés européennes	CORD	2.060.000,00	2.089.885,49
16.064	Divers	01.25	Loyers du bâtiment CUBE occupé par la Commission des Communautés européennes	CORD	1.100.000,00	0,00
16.070	16.00	10.40	Etablissement piscicole de Lintgen: vente d'alevins et de truitelles; frais de repeuplement	CORD	93.750,00	16.840,35
16.071	16.00	10.30	Produit des pépinières de l'Etat	CORD	35.000,00	27.094,07
16.072	16.00	01.20	Ventes mobilières	CORD	8.000,00	508,90
17.000	36.09	02.10	Vente de biens militaires durables	CORD	100,00	0,00
28.000	Divers	01.25	Parking du St-Esprit: redevance d'exploitation	CORD	460.000,00	568.070,33
28.020	28.30	10.30	Domaine forestier de l'Etat: produits du droit de chasse et du droit de pêche	CORD	210.000,00	194.388,90
			<i>Total de la Section 64.7</i>		40.554.150,00	36.184.375,73
10.010	10.00	13.90	<i>Section 64.8 – Recettes d'exploitation et autres</i>	CORD	800.000,00	6.664.338,43
12.320	Divers	06.42	Recettes diverses non ventilées	CORD	40.000,00	36.926,42
12.360	Divers	10.40	Remboursements de frais relatifs à la surveillance des personnes exposées professionnellement aux radiations ionisantes	CORD	6.750,00	153,12
12.361	16.12	10.10	Recouvrement des frais de repeuplement occasionnés par l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie	CORD	61.900,00	59.149,78
12.380	12.16	03.10	Taxes de contrôle des semences	CORD	175.000,00	230.557,00
14.380	14.10	07.33	Recouvrement des frais de justice et remboursement des frais d'exécution de commissions rogatoires transmises à l'étranger	CORD	100,00	0,00
16.010	16.11	12.34	Récupération à charge des intéressés des frais avancés par l'Etat pour intervention en cas de prévention de pollutions accidentelles des eaux	CORD	100,00	0,00
16.034	16.12	05.20	Ventes de biens non durables et de services au secteur des sociétés et quasi-sociétés non financières, au secteur des institutions de crédit et au secteur des sociétés d'assurances	CORD	4.400.000,00	2.353.662,93
16.040	16.12	06.32	Recettes du laboratoire national de santé	CORD	300.000,00	313.758,10
16.041	16.12	06.32	Centre du Rham: recouvrement des frais d'entretien des pensionnaires	CORD	500.000,00	571.669,48
16.044	16.12	06.36	Etablissements divers d'assistance de l'Etat: remboursements	CORD	400.000,00	247,89
16.045	16.12	07.20	Commissariat du Gouvernement aux étrangers: recettes des centres de logement et des foyers d'accueil pour travailleurs migrants et pour réfugiés; recettes diverses	CORD	45.000,00	34.342,99
16.046	16.12	Divers	Contribution des régions-partenaires dans des actions menées dans le cadre de la Grande Région	CORD	25.000,00	0,00
16.050	16.12	04.00	Services conventionnés du Ministère de la Santé: remboursements par les services conventionnés du Ministère de la Santé	CORD	2.500.000,00	2.843.254,72
16.051	16.12	10.10	Vente d'ouvrages publiés par le Gouvernement	CORD	78.592,00	185.214,99
16.053	16.12	08.30	Recettes provenant de la vente de biens et de services pour le département de l'agriculture	CORD	124.000,00	171.838,03
16.054	16.12	Divers	Recettes d'exploitation de l'institut national des sports à Luxembourg-Feischenhof	CORD	100,00	24.619,85
			Recettes des musées de l'Etat, des archives de l'Etat, de la bibliothèque nationale et du centre national de l'audiovisuel	CORD		

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
16.055	16.12	08.10	Recettes des châteaux et d'autres monuments historiques gérés sous le contrôle de l'Etat: participation aux recettes provenant des droits d'entrée à la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel „Wenzel“	CORD	14.000,00	48.761,12
16.056	16.12	06.42	Recettes et avances perçues pour la mise à la disposition de normes européennes ainsi que pour la vente du code de la sécurité au travail	CORD	30.600,00	29.571,72
16.059	16.12	06.42	Recette provenant des participations aux frais des cours et programmes de formation en matière de sécurité et de santé des travailleurs	CORD	38.000,00	0,00
16.060	Divers	12.40	Remboursement par l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EURO-CONTROL) des frais d'exploitation d'installations de navigation radioélectriques établies sur le territoire du Grand-Duché	CORD	100,00	0,00
16.061	Divers	06.36	Subsides de la part de la Commission européenne dans le cadre du 4e programme d'action communautaire à moyen terme pour l'égalité des chances entre hommes et femmes	CORD	100,00	54.568,27
16.062	Divers	09.20	Recettes de la vente d'électricité produite par la centrale de cogénération d'énergie du Centre national de formation professionnelle continue à Esch-sur-Alzette	CORD	60.000,00	164.263,87
16.063	Divers	13.90	Recettes provenant d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre les femmes et les hommes	CORD	800.000,00	331.320,31
16.070	16.00	01.10	Recettes en relation avec la publication au mémorial	CORD	4.700.000,00	6.024.445,92
16.071	16.00	02.10	Recettes provenant de la vente de biens et de services par l'armée et la police grand-ducale	CORD	200.000,00	319.150,25
16.072	16.00	03.30	Etablissements pénitentiaires: produit du travail des détenus et recettes diverses provenant de la vente des produits	CORD	1.134.875,00	653.602,83
16.073	16.00	06.32	Centres socio-éducatifs de l'Etat: recettes diverses	CORD	125.000,00	175.521,42
16.074	16.00	13.90	Ventes de biens non durables et de services (non ventilé entre secteurs)	CORD	900.000,00	69.242,20
16.075	16.00	08.20	Recettes du programme de distribution „Films made in Luxembourg“ du Centre national de l'audiovisuel	CORD	90.000,00	81.306,00
16.076	16.00	08.20	Recettes du spectacle audiovisuel „Lichtjoren“ produit par le Centre national de l'audiovisuel	CORD	100,00	0,00
34.360	34.30	05.22	Recouvrement des frais d'entretien des personnes placées dans des établissements de cure	CORD	25.000,00	0,00
36.100	36.09	13.60	Droits en sus et amendes	CORD	5.000.000,00	3.884.518,69
36.101	36.09	05.30	Recettes provenant des droits perçus en matière d'autorisation de produits biocides	CORD	100,00	0,00
38.000	Divers	05.30	Contrôle des spécialités pharmaceutiques: taxes d'immatriculation	CORD	180.000,00	149.070,15
38.001	Divers	Divers	Autres transferts de revenus des entreprises	CORD	200.000,00	255.815,73
38.002	Divers	05.22	Recettes d'expertises relatives aux programmes d'essais cliniques des médicaments	CORD	2.500,00	0,00
38.003	Divers	10.10	Taxes de contrôle des viandes	CORD	100,00	373.689,67
38.004	Divers	10.10	Taxes d'expertises relatives aux organismes génétiquement modifiés	CORD	100,00	0,00
38.005	Divers	07.34	Recettes destinées à couvrir les frais d'évacuation de déchets	CORD	100,00	0,00
38.041	38.50	01.40	Recettes concernant le département des affaires étrangères	CORD	100.000,00	13.244.089,21
38.042	38.50	02.10	Recettes provenant de la cantine des volontaires de l'armée	CORD	275.000,00	188.997,26
38.050	38.00	01.34	Frais d'adjudications publiques pour compte de l'Etat	CORD	50.000,00	136.536,94
38.051	38.00	03.00	Amendes de condamnations diverses, dommages-intérêts, restitution de droits fraudés, confiscations en numéraire, peines disciplinaires et diverses amendes d'ordre	CORD	9.000.000,00	9.860.607,37

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
38.052	38.00	08.10	Dons en faveur du fonds pour les monuments historiques	CORD	100,00	0,00
38.053	38.00	12.60	Produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe ainsi que sur les télégrammes postaux en faveur d'oeuvres, de groupements et de collectivités poursuivant des buts sociaux, culturels ou d'intérêt national	CORD	50.000,00	40.205,62
38.054	38.00	13.90	Autres transferts de revenus (non ventilés entre secteurs)	CORD	125.000,00	104.824,01
38.055	38.00	12.10	Recettes d'analyses et d'essais	CORD	17.000,00	59.258,66
39.000	Divers	05.20	Subsides de la part de la Commission Européenne dans le domaine de la sécurité, de l'hygiène et de la santé au travail	CORD	100,00	0,00
			<i>Total de la Section 64.8</i>		32.574.417,00	49.739.100,95
			<i>Section 64.9 – Remboursements</i>			
11.300	48.22	Divers	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les communes	CORD	1.830.000,00	1.934.169,24
11.320	Divers	05.22	Centre hospitalier de Luxembourg: remboursement des traitements et indemnités avancés par l'Etat concernant certaines catégories de personnel de la maternité Grande-Duchesse Charlotte et de la clinique pour enfants	CORD	409.676,00	365.992,86
11.321	Divers	05.22	Centre thermal et de santé de Mondorf: remboursement des traitements et indemnités de certaines catégories de personnel	CORD	1.643.000,00	1.459.009,80
11.350	48.22	Divers	Frais d'administration des bois: remboursement des dépenses de personnel par les établissements publics	CORD	86.143,00	88.969,56
12.360	Divers	10.40	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour l'aménagement et l'entretien d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grils empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 17, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CORD	100,00	0,00
12.361	Divers	07.50	Recouvrement des sommes avancées par l'Etat pour le reboisement de terrains en exécution de la loi sur la protection des bois et pour la lutte contre les organismes nuisibles	CORD	100,00	0,00
12.380	Divers	03.10	Recouvrement des frais de poursuite et d'instance	CORD	75.000,00	78.199,99
12.381	Divers	03.10	Assistance judiciaire et procédure en débet: recouvrements	CORD	11.000,00	3.841,60
12.382	10.00	07.34	Remboursement des frais avancés en relation avec la gestion des déchets	CORD	100,00	0,00
14.380	14.10	12.12	Remboursement des frais avancés dans l'intérêt de la réparation des dégâts causés par les usagers de la route à la voirie de l'Etat et à ses dépendances	CORD	1.400.000,00	935.969,33
38.000	Divers	04.42	Remboursement d'aides financières de l'Etat pour études supérieures (article 10 de la loi du 8.12.1977), remboursements d'aides de l'Etat pour autres études	CORD	100,00	1.639,79
42.310	47.00	06.20	Versement par le fonds national de la solidarité des frais de recouvrement des pensions alimentaires effectivement récupérées sur les débiteurs ainsi que des revenus provenant du placement de tout ou partie du fonds de roulement du fonds	CORD	2.500,00	862,79
			<i>Total de la Section 64.9</i>		5.457.719,00	4.868.654,96
			Total du département 64:		5.935.153.555,00	6.149.413.915,08
			Total du Chapitre Ier – Recettes courantes:		5.935.153.555,00	6.149.413.915,08

Budget des Recettes – Chapitre II. – Recettes en capital

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
			94 – Ministère des Finances			
			<i>Section 94.0 – Emprunts, bons du trésor, certificats et autres recettes de trésorerie</i>			
58.030	58.22	01.24	Recettes en relation avec l'émission et le retrait de signes monétaires	CORD	125.000,00	966.783,34
84.093	84.23	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: versements en rapport avec l'ajustement de la souscription du Grand-Duché versée en monnaie nationale à l'évolution de la valeur du dollar américain	CORD	100,00	0,00
96.000	96.11	14.10	Produits d'emprunts nouveaux	CORD	100,00	0,00
96.001	96.11	01.23	Emission de certificats de trésorerie	CORD	100,00	0,00
			<i>Total de la Section 94.0</i>		125.300,00	966.783,34
			<i>Section 94.1 – Autres recettes en capital</i>			
11.311	67.00	06.12	Transfert par les caisses de pension des cotisations pour des périodes d'affiliation prises en considération par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat (article 7 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension)	CORD	2.726.829,00	4.886.846,40
12.370	51.10	04.60	Projet ENA (European navigator): participation de la Commission Européenne	CORD	100,00	0,00
17.000	96.12	02.00	Remboursements des pays membres de l'O.T.A.N. relatifs à des travaux internationaux à intérêt commun exécutés par le Grand-Duché	CORD	100,00	0,00
53.360	58.22	07.10	Remboursement de primes ou de subventions accordées dans l'intérêt de l'accession à la propriété immobilière	CORD	4.500.000,00	6.717.097,57
56.000	56.10	06.35	Recouvrements à faire sur la base de la législation sur les dommages de guerre	CORD	100,00	0,00
56.040	56.50	13.60	Droits de succession	CORD	26.000.000,00	33.129.339,13
57.010	57.20	06.35	Consignations à porter définitivement en recette au profit du Trésor (arrêté grand-ducal du 9.7.1945)	CORD	50.000,00	9.418,47
58.010	58.12	07.10	Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location	CORD	100,00	0,00
58.011	58.12	07.10	Remboursement des participations aux frais de construction d'ensembles destinés à la vente ou à la location	CORD	100,00	0,00
58.031	58.22	01.20	Ventes mobilières: produit des ventes d'objets saisis et confisqués	CORD	112.000,00	186.181,96
59.000	59.11	11.00	Participation du fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) aux dépenses résultant de l'aménagement de zones industrielles et de l'exécution de projets analogues	CORD	3.356.500,00	0,00
74.050	58.22	12.12	Installations d'éclairage public: acquisition d'équipements, travaux de déplacement et frais de raccordement à rembourser par les demandeurs	CORD	25.000,00	39.277,78
76.040	76.31	01.25	Vente de bâtiments à l'intérieur du secteur des administrations publiques	CORD	2.500.000,00	450.847,90
76.050	76.32	01.25	Vente de bâtiments à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	2.500.000,00	804.331,52
77.030	77.00	01.20	Ventes de biens meubles durables	CORD	124.000,00	3.813.734,44

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
87.000	87.10	04.42	Remboursements de subsides remboursables pour études universitaires (ancien régime) Remboursements d'avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi	CORD	100,00	3.213,05
89.000	89.15	06.14		CORD	100,00	0,00
			<i>Total de la Section 94.1</i>		41.895.029,00	50.040.288,22
			Total du département 94:		42.020.329,00	51.007.071,56
			Total du Chapitre II – Recettes en capital		42.020.329,00	51.007.071,56

Budget des Dépenses – Chapitre III. – Dépenses courantes

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			00 – Ministère d'Etat				
			<i>Section 00.0 – Maison du Grand-Duc</i>				
			Liste civile				
10.000	10.00	01.10	Frais du personnel attaché à la fonction de Chef de l'Etat	CNLI, CPUBLIE	893.425,00	893.425,00	893.425,00
10.001	10.00	01.10	Frais de représentation du Chef de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.967.458,00 D	4.045.232,00	3.967.458,00
10.002	10.00	01.10	Frais du personnel attaché à la fonction d'ancien Chef de l'Etat	CORD	402.133,00	402.133,00	402.133,00
10.004	10.00	01.10	Frais de représentation de Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean	CNLI, CPUBLIE, CSDE	499.006,00 D	506.990,00	499.006,00
10.005	10.00	01.10	Frais de représentation et entretien	CORD	203.414,00	203.414,00	203.414,00
10.006	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	314.411,00	314.411,00	314.411,00
11.000	Divers	01.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	122.529,00 D	152.246,95	152.246,95
			<i>Total de la section 00.0</i>		6.402.376,00	6.517.851,95	6.432.093,95
			<i>Section 00.1 – Chambre des Députés</i>				
			Chambre des Députés				
10.000	10.00	01.10		CORD	24.137.562,00	24.137.562,00	24.137.562,00
			<i>Total de la section 00.1</i>		24.137.562,00	24.137.562,00	24.137.562,00
			<i>Section 00.2 – Cour des Comptes</i>				
			Dotation au profit de la Cour des Comptes				
10.000	10.00	01.10		CNLI, CPUBLIE	3.050.229,00	3.050.229,00	3.050.229,00
			<i>Total de la section 00.2</i>		3.050.229,00	3.050.229,00	3.050.229,00
			<i>Section 00.3 – Conseil d'Etat</i>				
			Traitements des fonctionnaires				
11.000	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	420.940,00 D	422.811,09	422.811,09
11.010	Divers	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	116.881,00 D	118.321,16	118.321,16
11.030	Divers	01.10	Indemnités d'habillement	CNLI, CSDE	45.610,00 D	46.114,98	46.114,98
11.100	11.40	01.10	Indemnités des membres et du personnel du Conseil d'Etat	CORD	421,00	421,00	412,12
11.130	11.12	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CNLI, CPUBLIE	1.115.655,00 D	1.127.877,00	1.127.876,58
12.010	12.13	01.10	Frais de bureau	CORD	4.926,00	4.926,00	2.930,81
12.040	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	36.496,00	36.496,00	35.687,70
12.050	12.12	01.10	Location et entretien des équipements informatiques	CPUBLIE, CSDE	21.414,00	21.414,00	16.229,05
12.070	12.12	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	28.000,00 TR	28.118,00	28.117,92
12.080	12.11	01.10	Frais de représentation	CORD	21.567,00 TE	20.949,00	20.867,33
12.300	Divers	01.10		CPUBLIE, CSDE	5.000,00 TR	5.500,00	5.186,36

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
24.010	24.10	01.10	Documentation juridique – connexion à des bases de données étrangères	CORD	2.479,00	2.479,00	2.226,03
35.060	35.00	01.10	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	1.000,00	1.000,00	1.000,00
			<i>Total de la section 00.3</i>		1.820.389,00	1.836.427,23	1.827.781,13
			<i>Section 00.4 – Gouvernement</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	7.155.857,00 D	7.286.996,58	7.286.996,58
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	180.000,00 TR	181.600,00	180.334,57
11.300	Divers	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information: frais de personnel	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.500.000,00	1.500.000,00	50.793,70
12.000	12.15	01.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.231,00	2.231,00	327,24
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CPUBLIE, CSDE	37.200,00	37.200,00	31.933,31
12.011	12.13	13.90	Frais de route et de séjour à l'étranger (gouvernement et autres administrations)	CPUBLIE, CSDE	768.500,00 D	1.577.900,00	1.539.957,10
12.012	12.13	01.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	158.000,00	158.000,00	139.307,60
12.020	12.14	01.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	12.230,00	12.230,00	9.796,74
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	14.000,00 TR	15.100,00	15.073,80
12.041	12.12	01.10	Service central de législation: frais de bureau	CORD	3.718,00	3.718,00	3.489,23
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	2.235.925,00	2.235.925,00	1.773.594,50
12.070	12.12	01.10	Frais d'entretien d'équipements informatiques et audiovisuels	CNLI, CPUBLIE	59.089,00	59.089,00	45.448,60
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	27.581,00 TR	37.581,00	32.137,99
12.110	12.30	01.10	Frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	37.500,00 D TR	261.507,00	260.976,14
12.120	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	810.000,00	810.000,00	186.028,26
12.130	12.16	01.10	Frais de publication de communiqués officiels	CNLI, CPUBLIE	1.000.000,00 D	1.200.000,00	1.144.891,86
12.131	12.16	01.10	Frais de publication du Mémorial	CNLI, CPUBLIE	3.222.616,00 D	6.522.616,00	6.174.283,19
12.133	12.16	01.10	Frais de publication de codes, de recueils de législation, d'études juridiques et de projets de loi, sur papier et sur support informatique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.000,00	200.000,00	73.216,45
12.134	12.16	01.10	Frais de publication et d'impression des annuaires téléphoniques de l'administration gouvernementale, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00 TR	81.000,00	80.900,54
12.170	12.30	01.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur; dépenses diverses	CORD	1.239,00	1.239,00	298,22
12.300	Divers	01.10	Indemnités de représentation des membres du gouvernement	CNLI, CPUBLIE	375.850,00 D	380.955,40	380.955,40

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.310	Divers	01.10	Indemnisation des dégâts matériels causés à des voitures privées utilisées pour des voyages de service (gouvernement et autres administrations)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.395,00 TR	18.595,00	17.834,24
12.315	Divers	08.50	Commission consultative des Droits de l'homme: frais de fonctionnement et dépenses diverses	CORD	8.250,00	8.250,00	6.566,64
12.321	Divers	01.10	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.250.000,00 D	2.685.000,00	2.682.451,20
12.330	Divers	01.10	Dépenses pour distinctions honorifiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	250.000,00	250.000,00	249.878,08
12.340	Divers	01.10	Service information et presse: journaux et périodiques, frais d'impression et de publication, documentation, promotion de l'image de marque du Grand-Duché de Luxembourg, frais d'études et dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	898.374,00	898.374,00	797.509,73
12.341	Divers	01.30	Frais d'abonnement à des agences de diffusion d'informations	CORD	50.000,00	50.000,00	45.559,03
12.342	Divers	01.42	Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens: frais de fonctionnement; honoraires d'avocats et d'interprètes; frais d'experts, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	37.000,00 TR	57.280,00	54.388,46
12.343	Divers	03.60	Service de renseignements: frais de fonctionnement, frais d'installation et autres	CORD	175.000,00	175.000,00	175.000,00
12.344	Divers	01.10	Centre national de documentation et de recherche sur la résistance: indemnités pour services de tiers, frais de bureau et autres frais de fonctionnement, frais de route et de séjour	CORD	19.832,00	19.832,00	17.852,72
12.346	Divers	12.60	Service d'information et presse: frais de fonctionnement de réseaux électroniques d'information	CORD	215.000,00 TE	213.500,00	143.798,87
12.348	33.00	01.40	Centre de recherches et d'études européennes Robert-Schuman: dépenses diverses	CORD	69.410,00	69.410,00	59.021,06
12.350	Divers	01.10	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10.000,00 D	1.710.000,00	1.467.324,18
12.351	Divers	12.60	Mise en place d'un site Internet de l'Etat luxembourgeois: frais d'installation et de fonctionnement, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE	500.000,00	500.000,00	455.669,47
12.352	Divers	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information: frais d'experts et d'études, frais de fonctionnement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.000.000,00 D	5.870.000,00	5.869.594,99
12.355	Divers	13.90	Mise en place de mesures de protection concernant divers bâtiments	CNLI, CPUBLIE, CSDE	125.000,00	125.000,00	0,00
12.380	Divers	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: installation et location de lignes téléphoniques; redevances, entretien et réparation des équipements radio-électriques, consommation	CPUBLIE, CSDE	174.900,00	174.900,00	148.479,73

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.000	33.00	04.60	Participation de l'Etat au programme de recherche et de développement entrepris par le centre d'études de populations, de pauvreté et de politique socio-économique	CNLI, CPUBLIE	2.686.838,00	2.686.838,00	2.686.838,00
33.010	33.00	08.40	Subsides aux organisations professionnelles de la presse	CNSM	6.693,00	6.693,00	0,00
33.011	33.00	04.40	Participation aux frais occasionnés par les activités de l'association Luxembourg-Harvard dans le cadre des relations entre le Luxembourg et l'université de Harvard	CNSM	82.000,00	82.000,00	82.000,00
33.013	33.00	01.10	Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'études et de recherches dans le domaine de la coopération européenne et internationale	CNSM	370.000,00	370.000,00	370.000,00
33.015	33.00	08.40	Subside de fonctionnement au conseil de presse	CNSM	86.763,00	86.763,00	86.763,00
33.016	33.00	08.40	Participation de l'Etat au profit de l'association de la presse interrégionale	CNSM	20.000,00	20.000,00	20.000,00
33.017	33.00	01.10	Subventions au profit d'institutions et de fondations internationales	CNSM	24.790,00	24.790,00	24.790,00
33.018	33.00	01.10	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur associatif en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	CNSM	100.000,00 TE	6.320,00	0,00
34.040	34.42	01.10	Dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00 D	400.000,00	297.332,00
34.090	34.49	01.10	Subsides jugés opportuns par le gouvernement	CORD	23.550,00	23.550,00	3.896,57
34.095	34.49	01.10	Participation à des frais de réception en relation avec des manifestations à rayonnement national ou international organisées par des associations privées	CORD	62.000,00	62.000,00	5.711,07
43.010	43.21	13.90	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur communal en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00	500.000,00	54.475,00
12.550	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.940,00	4.940,00	4.936,62
			<i>Total de la section 00.4</i>		30.664.271,00	39.663.922,98	35.238.411,68
11.010	Divers	01.10	<i>Section 00.5 – Conseil économique et social</i> Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	354.860,00	354.860,00	353.510,14
11.020	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	2.029,00	2.029,00	960,72
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	7.250,00	7.250,00	7.247,07
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD	19.831,00 TR	20.831,00	20.635,41
12.050	12.12	01.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	15.660,00 TE	14.660,00	14.431,34

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.100	12.11	01.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	72.237,00	72.237,00	35.175,12
12.120	12.30	01.10	Indemnités des membres et des experts consultés par le conseil économique et social	CNLI, CPUBLIE	158.150,00 D	181.320,00	181.318,12
12.300	Divers	01.10	Part dans les frais d'un service commun de courrier, de surveillance et de nettoyage	CORD	19.831,00	19.831,00	18.125,74
12.310	Divers	01.43	Conseil consultatif économique et social BENELUX: jetons de présence, frais de réunion, frais de secrétariat	CORD	2.500,00	2.500,00	2.426,57
35.060	35.00	01.10	Contributions à des organismes internationaux	CPUBLIE, CSDE	800,00	800,00	800,00
12.510	12.13	01.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.040,00	2.040,00	1.985,05
			<i>Total de la section 00.5</i>		655.188,00	678.358,00	636.615,28
			<i>Section 00.6 – Centre de Communications du Gouvernement</i>				
11.010	Divers	02.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.214.659,00	1.214.659,00	1.061.729,55
11.020	Divers	02.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	40.607,36	40.607,36
11.030	Divers	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	494.613,00	494.613,00	0,00
11.040	Divers	02.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	02.00	Indemnités d'habillement	CORD	2.418,00	2.418,00	2.324,00
11.130	11.12	02.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.205,00	4.205,00	3.801,84
12.010	12.13	02.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	363,00	363,00	0,00
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	20.702,00	20.702,00	18.880,76
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau	CORD	24.789,00	24.789,00	20.262,30
12.060	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	26.397,00	26.397,00	23.374,87
12.061	12.12	02.00	Location et entretien des installations de télécommunications pour les autres administrations	CORD	161.300,00 TE	156.300,00	155.463,14
12.070	12.12	02.00	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	26.550,00	26.550,00	25.520,46
12.071	12.12	02.00	Locations et entretien des équipements informatiques pour les autres administrations	CORD	17.600,00	17.600,00	17.562,34
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	80.780,00 TR	85.780,00	83.726,76
12.180	12.30	02.00	Acquisition de matériel didactique	CORD	250,00	250,00	0,00
12.190	12.30	02.00	Frais de formation du personnel	CORD	12.500,00	12.500,00	12.132,03
12.300	Divers	02.00	Achat de denrées alimentaires pour la cantine du centre des télécommunications et d'alerte de Senningen	CORD	5.000,00	5.000,00	806,89
			<i>Total de la section 00.6</i>		2.092.326,00	2.132.833,36	1.466.192,30

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 00.7 – Cultes</i>				
11.000	Divers	08.50	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	17.078.800,00	17.078.800,00	16.817.692,48
12.080	12.11	08.50	Séminaire de Luxembourg: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	13.090,00	13.090,00	13.090,00
33.010	33.00	08.50	Culte catholique: remboursement de frais d'alimentation et de reliure de la bibliothèque du séminaire	CNSM	3.718,00	3.718,00	3.718,00
33.011	33.00	08.50	Subsides aux cultes protestants	CNSM	39.094,00	39.094,00	39.094,00
33.012	33.00	08.50	Subsides au culte israélite	CNSM	23.947,00	23.947,00	23.947,00
33.013	33.00	08.50	Subsides pour activités interconfessionnelles	CNSM	1.239,00	1.239,00	1.239,00
33.014	33.00	08.50	Subsides au culte catholique	CNSM	41.150,00	41.150,00	41.150,00
34.060	34.41	04.42	Culte catholique: bourses d'études aux élèves du séminaire	CORD	2.479,00	2.479,00	2.479,00
			<i>Total de la section 00.7</i>		17.203.517,00	17.203.517,00	16.942.409,48
			<i>Section 00.8 – Médias et Communications</i>				
11.132	11.12	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	63.200,00	63.200,00	54.605,68
11.136	11.12	08.40	Conseil national des programmes: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	400,00	400,00	0,00
12.003	12.15	08.40	Conseil National des programmes: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de documentation, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	47.840,95
12.010	12.13	12.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.250,00	2.250,00	1.206,08
12.012	12.13	12.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	176.000,00 TE	175.602,00	78.034,02
12.020	12.14	12.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.656,00 TR	2.656,00	2.134,69
12.040	12.12	12.60	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	3.223,00 TE	2.223,00	2.145,28
12.080	12.11	12.60	Bâtiments; exploitation et entretien	CORD	2.500,00	2.500,00	2.242,84
12.120	12.30	12.60	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	20.000,00 D	80.000,00	77.962,08
12.191	12.30	12.60	Frais de formation professionnelle	CORD	15.000,00	15.000,00	1.886,08
12.300	Divers	12.60	Prise en charge par l'Etat des frais encourus par l'autorité de régulation indépendante en matière postale	CNLI, CPUBLIE, CSDE	190.000,00	190.000,00	190.000,00
12.345	Divers	08.40	Médias audiovisuels: indemnités pour services de tiers, honoraires d'experts, frais de promotion, frais de documentation, acquisition de machines de bureau et d'équipements spéciaux, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	234.400,00	234.400,00	61.214,29
12.370	Divers	08.40	Prise en charge par l'Etat des frais relatifs à l'établissement d'une pige publicitaire luxembourgeoise	CORD	122.100,00	122.100,00	120.295,31
31.050	31.32	08.40	Promotion de la presse écrite	CNLI, CPUBLIE	4.420.000,00 D TR	4.673.180,00	4.673.077,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
31.051	31.32	08.40	Participation de l'Etat dans le financement du programme de télévision essentiellement en langue luxembourgeoise	CNLI, CPUBLIE, CSDE	189.320,00	189.320,00	185.774,40
33.012	33.00	08.40	Médias audiovisuels: subsides à des associations privées	CNSM	132.795,00	132.795,00	3.500,00
35.030	35.40	12.60	Part du Grand-Duché dans les frais des bureaux internationaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	88.000,00	88.000,00	83.766,61
35.031	35.40	01.43	Participation luxembourgeoise à Eureka audiovisuel	CNLI, CPUBLIE	2.160,00 TR	2.478,00	2.477,15
				<i>Total de la section 00.8</i>	5.713.004,00	6.026.104,00	5.588.162,46
			<i>Section 00.9 – Commission nationale pour la protection des données</i>				
12.300	Divers	12.60	Prise en charge par l'Etat des frais encourus par la Commission nationale pour la protection des données	CNLI, CSDE	200.870,00	200.870,00	107.384,29
33.000	33.00	12.60	Dotation initiale en faveur de la Commission nationale pour la protection des données	CORD	200.000,00	200.000,00	200.000,00
				<i>Total de la section 00.9</i>	400.870,00	400.870,00	307.384,29
				<i>Total du département 00</i>	92.139.732,00	101.647.675,52	95.626.841,57

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectués (en EUR)
			01 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense				
			<i>Section 01.0 – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	01.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	620,00	620,00	620,00
11.131	11.12	01.43	Conférences et réunions internationales: indemnités des délégués luxembourgeois	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.500,00 TR	12.800,00	12.796,50
11.320	11.00	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe. Frais de personnel: rémunération du personnel supplémentaire, indemnités pour services extraordinaires, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	258.000,00	258.000,00	62.726,03
12.012	12.13	01.43	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	1.175.000,00	1.175.000,00	992.628,76
12.020	12.14	01.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.000,00 TE	3.850,00	2.873,30
12.040	12.12	01.40	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	46.000,00	46.000,00	42.566,72
12.070	12.12	01.40	Frais d'entretien des équipements informatiques	CORD	7.400,00	7.400,00	22,09
12.080	12.11	01.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	15.000,00 TR	15.150,00	12.050,52
12.125	12.30	01.42	Frais d'études et d'établissement d'un système informatique de gestion financière et de personnel local des missions diplomatiques	CPUBLIE, CSDE	71.393,00	71.393,00	71.393,00
12.140	12.16	01.40	Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise relatives à l'Union Européenne et à son élargissement: documentation, frais d'impression et de publication, frais d'études et de recherche, organisation de formations et de colloques, participation à des conférences, mise en place et mise à jour d'un site Internet, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.000,00	200.000,00	182.838,90
12.142	12.16	01.40	Frais relatifs à la participation luxembourgeoise à la Foire de Gand, dépenses diverses	CORD	75.000,00 TE	70.740,00	0,00
12.190	12.30	01.42	Participation à des stages et cours de perfectionnement	CPUBLIE, CSDE	7.437,00	7.437,00	6.464,60
12.191	12.30	01.40	Stages d'accueil pour jeunes cadres: frais d'organisation et de participation	CORD	49.579,00	49.579,00	24.400,00
12.300	Divers	01.42	Passports et visas: frais d'acquisition de matériel, entretien et réparation des machines, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	14.874,00 D	73.396,00	50.699,89
12.302	Divers	01.40	Frais d'élaboration, de mise en place et d'entretien d'un système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des affaires étrangères et de ses missions à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	917.000,00	917.000,00	0,00
12.303	Divers	01.42	Frais d'entretien, de fonctionnement et de maintenance du site Internet: dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	24.790,00 TR	28.750,00	28.107,70
12.310	Divers	01.42	Achat de timbres de chancellerie	CNLI, CPUBLIE	9.916,00 D	13.416,00	13.416,00
12.320	Divers	01.42	Frais d'abonnement à des agences d'information et à des bases de données	CPUBLIE, CSDE	81.331,00	81.331,00	78.459,52

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.330	Divers	01.43	Frais de banque	CORD	100,00	100,00	0,00
12.350	Divers	01.42	Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger	CPUBLIE, CSDE	45.400,00	45.400,00	42.372,70
12.351	Divers	01.42	Frais de traduction	CPUBLIE, CSDE	40.000,00	40.000,00	7.547,55
12.361	Divers	01.42	Dépenses diverses en rapport avec les obligations protocolaires et avec la représentation extérieure du Ministère des Affaires Etrangères	CPUBLIE, CSDE	35.000,00	35.000,00	28.584,63
12.380	Divers	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe – Dépenses de matériel, frais de réunion, réceptions officielles, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	18.294,00 D	440.000,00	397.275,33
33.010	33.00	01.42	Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou à d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger	CNSM	22.310,00	22.310,00	16.170,00
35.060	35.00	01.43	Conférences et réunions internationales: participation aux frais communs, dépenses diverses des délégations luxembourgeoises, frais généraux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	32.662,00	32.662,00	23.382,18
			<i>Total de la section 01.0</i>		3.163.606,00	3.647.334,00	2.097.395,92
			<i>Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques</i>				
11.000	Divers	01.42	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	6.836.397,00 D	6.842.021,89	6.842.021,89
11.020	Divers	01.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.090	11.12	01.42	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.387.802,00 D TR	3.715.134,00	3.715.108,71
11.140	11.40	01.42	Remboursement des frais exceptionnels de scolarité des agents en fonction à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	182.000,00 D	236.500,00	232.270,71
11.141	11.40	01.42	Remboursement partiel des frais médicaux des agents en fonction à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	57.300,00 D TR	115.150,00	115.086,27
11.300	11.00	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: indemnités, salaires et charges sociales des employés de bureau et du personnel ouvrier recrutés sur place, dépenses diverses de personnel	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.152.988,00 D	6.328.988,00	6.328.884,23
12.010	12.13	01.42	Frais de route et de séjour	CPUBLIE, CSDE	85.000,00 TR	88.200,00	88.200,00
12.011	12.13	01.42	Frais de déménagement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	255.000,00 D	490.000,00	482.167,13
12.012	12.13	01.42	Remboursement des frais de voyages statutaires des agents à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	255.321,00	255.321,00	154.805,75
12.020	12.14	01.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	185.000,00 TE	180.800,00	179.070,41

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.080	12.11	01.42	Bâtiments: frais de nettoyage	CPUBLIE, CSDE	95.000,00 TR	97.800,00	97.517,91
12.081	12.11	01.42	Bâtiments: chauffage, eau, gaz, électricité	CNLI, CPUBLIE, CSDE	430.000,00 TR	446.800,00	445.970,36
12.082	12.11	01.42	Bâtiments: réparations et entretien	CPUBLIE, CSDE	193.159,00	193.159,00	183.060,18
12.083	12.11	01.42	Bâtiments: diverses dépenses	CPUBLIE, CSDE	235.000,00 TR	239.700,00	239.257,21
12.084	12.11	01.42	Immeuble administratif à Bruxelles: frais de fonctionnement et d'entretien, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	155.000,00 TR	161.270,00	161.269,25
12.100	12.11	01.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.397.394,00 D	1.462.394,00	1.447.013,53
12.110	12.30	Divers	Frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500,00 D TR	6.460,00	6.455,56
12.120	12.30	01.42	Frais d'experts et d'agences	CNLI, CPUBLIE, CSDE	41.845,00 TR	50.645,00	50.589,78
12.190	12.30	01.42	Formation et stages	CPUBLIE, CSDE	19.088,00	19.088,00	10.683,80
12.200	12.30	01.42	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CPUBLIE, CSDE	28.731,00	28.731,00	24.983,34
12.250	Divers	01.42	Frais de bureau, frais de télécommunications, frais informatiques et frais de banque	CPUBLIE, CSDE	999.200,00 TE	975.245,00	968.625,83
12.251	Divers	01.42	Frais de mise en place et de fonctionnement de nouvelles missions diplomatiques luxembourgeoises à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.000.000,00 D	1.500.000,00	1.478.919,58
12.252	12.12	01.42	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement des missions à l'étranger: compensation des moins-values en monnaie locale résultant des variations des cours de change	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.253	Divers	01.42	Frais de transport du courrier diplomatique	CORD	25.000,00	25.000,00	12.831,46
12.300	Divers	01.42	Frais de représentation	CPUBLIE, CSDE	450.000,00 TE	431.400,00	428.083,89
12.301	Divers	01.42	Financement d'actions de promotion culturelle du Luxembourg à l'étranger organisées par les missions diplomatiques	CPUBLIE, CSDE	49.479,00 TE	26.409,00	24.669,37
12.310	Divers	01.42	Taxes et impôts	CNLI, CPUBLIE, CSDE	22.407,00	22.407,00	18.129,05
12.330	Divers	01.42	Maisons du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles et à Berlin: mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes dans l'intérêt de la promotion de l'image du Luxembourg	CPUBLIE, CSDE	148.736,00 TR	151.291,00	151.195,78
			<i>Total de la section 01.1</i>		22.687.547,00	24.090.113,89	23.886.870,98
11.300	11.00	02.50	<i>Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux</i> Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et des organisations internationales: dépenses de personnel	CNLI, CPUBLIE, CSDE	44.440,00 D	95.890,00	95.132,48

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.300	Divers	02.50	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles	CNLI, CPUBLIE, CSDE	53.297,00 D TR	94.347,00	83.933,89
35.030	35.40	Divers	Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales autres que l'Union européenne et frais s'y rattachant, autres dépenses à caractère international	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.509.353,00 D	4.612.774,00	4.609.681,73
35.031	35.40	Divers	Subventions à des institutions et organisations internationales autres que l'Union européenne, subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité	CORD	900.000,00 TE	899.320,00	899.319,63
35.032	35.40	02.50	Contributions obligatoires à des opérations de maintien de la paix sous les égides d'organisations internationales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.806.000,00	1.806.000,00	1.771.004,55
35.033	35.40	02.50	Contributions volontaires à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	CNLI, CPUBLIE	44.621,00	44.621,00	44.261,00
35.060	35.00	01.54	Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	448.000,00	448.000,00	447.985,55
			<i>Total de la section 01.2</i>		6.805.711,00	8.000.952,00	7.951.318,83
35.040	35.50	Divers	<i>Section 01.3 – Relations internationales – Relations économiques internationales et autres actions</i> Assistance économique et technique, actions humanitaires et actions de formation en faveur des pays de l'Europe centrale et orientale et des nouveaux Etats indépendants de l'Ex-Union soviétique, subventions et dépenses diverses dans le même but	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.098.669,00	3.098.669,00	2.929.894,82
			<i>Total de la section 01.3</i>		3.098.669,00	3.098.669,00	2.929.894,82
11.130	11.12	11.10	<i>Section 01.4 – Relations extérieures – Promotion du commerce extérieur</i> Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises: indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.211,00	2.211,00	728,71
11.131	11.12	11.10	Comité pour l'octroi de crédits d'Etat à Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.487,00	1.487,00	0,00
12.140	12.16	11.10	Promotion du commerce extérieur: frais de publicité, d'exposition et de commercialisation dans l'intérêt des exportations luxembourgeoises, activités des missions diplomatiques et consulaires dans le même but, élaboration de matériel promotionnel sous forme de brochures, films, bandes vidéo, etc.	CORD	396.000,00	396.000,00	294.242,69
12.141	12.16	01.42	Promotion de l'image de marque du Luxembourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.000.000,00	1.000.000,00	161.118,79

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.300	Divers	11.00	Promotion du commerce extérieur – Bureaux de représentation à l'étranger	CORD	107.000,00	107.000,00	102.729,01
31.030	31.12	11.10	Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de services d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme, autres dépenses dans le même but	CNLI, CPUBLIE, CSDE	49.579,00 D	13.049.579,00	13.000.000,00
31.050	31.32	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: participation aux frais d'entreprises privées pour la promotion d'exportations	CORD	198.315,00	198.315,00	0,00
33.001	33.00	11.10	Mesures et interventions destinées à faciliter l'expansion commerciale à l'étranger: subsides à des organismes luxembourgeois et étrangers	CORD	152.000,00	152.000,00	152.000,00
			<i>Total de la section 01.4</i>		1.906.592,00	14.906.592,00	13.710.819,20
11.130	11.12	02.10	<i>Section 01.5 – Direction de la Défense</i> Indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.000,00	6.000,00	0,00
11.300	11.00	02.00	Participants aux missions de maintien de la paix non membres de l'armée: rémunérations et indemnités spéciales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	77.349,00 D	110.483,00	109.286,87
11.630	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.058,00	2.058,00	2.057,51
12.000	12.15	Divers	Indemnités pour services de tiers	CORD	11.500,00 TE	8.841,00	4.536,57
12.012	12.13	02.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	48.105,00 TE	39.105,00	33.619,80
12.020	12.14	02.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.000,00	4.000,00	425,64
12.040	12.12	02.00	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	2.750,00 TR	4.059,00	3.235,18
12.080	12.11	02.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.500,00 TR	2.700,00	2.685,34
12.120	12.30	02.00	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE	24.500,00	24.500,00	5.286,40
12.306	Divers	02.00	Frais de mise sur pied du corps civil volontaire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00	500.000,00	0,00
24.000	24.10	02.10	Location de lots de chasse et de terrains	CPUBLIE, CSDE	16.500,00	16.500,00	16.012,71
33.010	33.00	02.00	Subsides aux organisations d'anciens combattants et assimilés, de mutilés de guerre et d'anciens officiers et sous-officiers de réserve ainsi qu'aux organisations civiles propageant les idées de l'alliance atlantique ou promouvant la sécurité intérieure				
33.011	33.00	02.00	Subside à allouer au Musée de l'Armée	CNSM	10.000,00	10.000,00	9.992,00
34.040	34.42	02.00	Paiements à faire en exécution de l'article VIII de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée le 19.6.1951 et approuvée par la loi du 26.1.1954, dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance, honoraires des avocats, dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat	CNSM	2.479,00	2.479,00	2.479,00
				CNLI, CPUBLIE, CSDE	40.000,00	40.000,00	1.502,37

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
35.031	35.40	02.00	Part contributive aux frais des quartiers généraux de l'O.T.A.N.	CNLI, CPUBLIE, CSDE	495.787,00 D TR	528.643,00	528.640,77
35.032	35.40	02.00	Participation aux dépenses administratives résultant de l'exécution de l'accord d'aide pour la défense mutuelle	CNLI, CPUBLIE, CSDE	248,00	248,00	0,00
35.033	35.40	02.00	Participation du Luxembourg aux frais des quartiers généraux de l'Eurocorps	CNLI, CPUBLIE, CSDE	120.000,00 D	144.366,00	144.366,00
35.034	35.40	02.00	Contributions du Luxembourg aux activités du „Partenariat pour la Paix“ et à la coopération militaire dans le cadre du „Pacte de stabilité“	CNLI, CPUBLIE	25.000,00 D	475.000,00	25.000,00
35.035	35.40	02.10	Contributions du Luxembourg aux opérations de maintien de la paix	CNLI, CPUBLIE, CSDE	71.840,00 D	1.327.114,00	1.307.113,72
35.036	35.40	02.10	Contributions du Luxembourg aux frais de camps militaires	CORD	1.239.468,00	1.239.468,00	0,00
37.010	37.20	02.00	Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées	CNLI, CPUBLIE, CSDE	305.000,00 D	807.842,00	807.841,09
			<i>Total de la section 01.5</i>		3.004.084,00	5.293.406,00	3.004.080,97
			<i>Section 01.6 – Défense nationale</i>				
11.000	Divers	02.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	19.375.324,00	19.375.324,00	19.237.654,79
11.010	Divers	02.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	868.952,00	868.952,00	805.348,39
11.020	Divers	02.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	56.038,15	56.038,15
11.030	Divers	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.162.166,00 D	1.293.661,79	1.293.661,79
11.040	Divers	02.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	89.008,17	89.008,17
11.060	Divers	02.10	Indemnités d'apprentissage – patron de stage	CORD	15.000,00	15.000,00	25,00
11.070	Divers	02.10	Rémunérations des volontaires	CNLI, CPUBLIE	13.367.877,00	13.367.877,00	11.767.970,03
11.080	11.31	02.10	Frais médicaux divers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	47.000,00 TR	55.100,00	55.048,86
11.081	11.31	02.10	Accidents de service de toute nature: dommages-intérêts, remboursement à l'office des assurances sociales des frais avancés pour la réparation des accidents de service ou de maladies provoquées par le service militaire				
11.090	11.12	02.10	Indemnités de poste et de logement du personnel à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.000,00	12.000,00	0,00
11.100	11.40	02.10	Indemnités d'habillement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	349.400,00 D	419.550,00	416.123,16
11.110	11.12	02.10	Indemnités pour pertes de caisse	CNLI, CPUBLIE	120.000,00 D	126.115,00	125.795,78
11.120	11.12	02.10	Gratifications pour croix de service et chevrons	CORD	185,00	185,00	185,00
11.130	11.12	02.10	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	21.000,00 TR	28.200,00	28.199,45
11.131	11.12	02.10	Indemnités de permanence à domicile	CORD	24.180,00 TR	29.180,00	24.993,05
11.140	11.40	02.10	Location de logements de service, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE	24.000,00 D TR	38.149,00	37.878,98
				CNLI, CPUBLIE, CSDE	55.600,00	55.600,00	55.083,46

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.141	11.40	02.10	Frais d'alimentation	CORD	830.000,00	830.000,00	813.492,57
11.150	11.12	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires	CNLI, CPUBLIE	65.000,00	65.000,00	33.290,84
11.300	11.00	02.10	Indemnités spéciales allouées aux membres de l'armée engagés dans des missions de maintien de la paix	CNLI, CPUBLIE, CSDE	140.000,00	140.000,00	138.020,29
11.631	11.12	02.10	Indemnités de permanence à domicile	CORD	1.170,00	1.170,00	1.165,94
11.650	11.12	02.10	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD	5.886,00	5.886,00	5.879,39
12.000	12.15	02.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	74.984,00 TR	108.984,00	104.125,40
12.010	12.13	02.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	200.000,00 TE	120.644,00	117.303,38
12.012	12.13	02.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	175.000,00	175.000,00	153.195,42
12.020	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances	CNLI, CPUBLIE	174.400,00	174.400,00	143.739,22
12.021	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	CPUBLIE, CSDE	215.000,00 TE	188.000,00	166.149,85
12.022	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	CPUBLIE, CSDE	1.389.000,00 TR	1.784.900,00	1.761.347,00
12.040	12.12	02.10	Frais de bureau	CORD	85.000,00 TR	115.000,00	98.868,78
12.050	12.12	02.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	120.000,00	120.000,00	115.258,47
12.070	12.12	02.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	250.000,00	250.000,00	229.641,96
12.080	12.11	02.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	675.000,00	675.000,00	632.736,30
12.090	12.21	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	88.305,00 D	101.723,00	101.717,14
12.100	12.11	02.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	494.592,00 D	517.192,00	515.744,58
12.140	12.16	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	450.000,00	450.000,00	447.698,46
12.160	12.30	02.10	Acquisition de matériel médical et pharmaceutique	CPUBLIE, CSDE	176.000,00 TE	172.500,00	153.849,54
12.180	12.30	02.10	Acquisition de matériel didactique	CPUBLIE, CSDE	9.800,00	9.800,00	7.199,25
12.190	12.30	02.10	Frais de stage à l'étranger, frais de cours, dépenses diverses	CNST, CPUBLIE, CSDE	660.000,00	660.000,00	529.023,35
12.191	12.30	02.10	Frais occasionnés par la formation pratique complémentaire à l'instruction préparatoire au permis de conduire militaire	CORD	10.412,00	10.412,00	9.698,36
12.200	12.30	02.10	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CNLI, CPUBLIE	10.826,00 TR	14.526,00	14.522,01
12.300	Divers	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	976.000,00 TR	1.013.000,00	998.022,50
12.301	Divers	02.00	Frais en relation avec la mise en oeuvre d'accords sur la maîtrise d'armement en Europe, frais en relation avec le traité „Open Skies“, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	36.000,00	36.000,00	31.641,02

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.302	Divers	02.00	Frais en relation avec le „Partenariat pour la paix“: dépenses diverses	CORD	25.000,00 TE	22.000,00	20.482,21
12.303	Divers	02.10	Frais de participation aux opérations de maintien de la paix	CNLI, CPUBLIE, CSDE	300.000,00 D	451.107,00	446.724,68
12.304	Divers	02.00	Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel	CNLI, CPUBLIE	706.000,00	706.000,00	704.815,86
12.310	Divers	02.10	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport, frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions, allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	CORD	50.000,00 TR	69.000,00	56.388,12
12.320	Divers	02.10	Frais de représentation, cérémonies, réceptions officielles, couronnes et dépôts de fleurs, frais de culte, dépenses diverses	CORD	45.000,00	45.000,00	43.300,95
12.330	Divers	02.10	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	CORD	1.250,00 TR	1.500,00	1.484,30
12.340	Divers	02.10	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'outillage et de matériel de rechange, location d'équipements de transmission de données, frais d'utilisation du réseau radioélectrique, frais de consultation et de développement d'un réseau de transmission de données informatiques	CPUBLIE, CSDE	264.000,00 TE	254.000,00	245.370,09
12.350	Divers	02.10	Acquisition de munitions	CPUBLIE, CSDE	750.000,00	750.000,00	747.753,77
12.351	Divers	02.10	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement, frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	CPUBLIE, CSDE	200.000,00 TE	191.650,00	187.034,21
12.352	Divers	02.10	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger, frais de transport pour matériel et personnel militaire	CPUBLIE, CSDE	250.000,00 TE	105.750,00	70.547,34
12.353	Divers	02.10	Frais en relation avec l'utilisation de terrains d'exercice à l'étranger	CORD	39.000,00 TE	21.100,00	19.269,34
12.360	Divers	02.10	Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation	CORD	305.000,00 TR	310.000,00	299.186,96
12.370	Divers	02.10	Musique militaire: acquisition d'accessoires de musique, réparation d'instruments et d'accessoires de musique, acquisition de matériel et de papier de musique	CORD	16.000,00 TR	22.550,00	22.536,37
12.380	Divers	02.10	Education et loisirs	CORD	22.000,00	22.000,00	18.913,58
12.381	Divers	02.10	Frais de fonctionnement de la cantine des volontaires de l'armée: achat de marchandises, frais divers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	79.625,84
12.390	Divers	02.10	Frais de surveillance des installations militaires	CORD	272.000,00 TE	2.000,00	0,00
35.030	Divers	35.40	Contributions à des institutions internationales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.362,00 TR	7.518,00	7.518,00
12.510	Divers	02.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	12.400,00	12.400,00	3.960,81
12.512	Divers	02.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	1.010,00	1.010,00	989,10

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.522	12.14	02.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs, divers	CORD	28.850,00	28.850,00	0,00
12.540	12.12	02.10	Frais de bureau	CORD	1.460,00	1.460,00	1.459,60
12.640	12.16	02.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	19.110,00	19.110,00	19.107,19
12.800	Divers	02.10	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux, dépenses diverses	CORD	14.180,00	14.180,00	12.322,13
12.803	Divers	02.10	Frais de participation aux opérations de maintien de la paix	CORD	15.220,00	15.220,00	14.721,73
			<i>Total de la section 01.6</i>		46.200.101,00	46.742.482,11	44.339.857,26
			<i>Section 01.7 – Coopération au développement et action humanitaire</i>				
11.300	11.00	01.53	Mission de coopération du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar: frais de personnel	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.616,00 TR	105.915,11	105.915,11
12.012	12.13	01.53	Frais de route et de séjour à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire	CORD	545.000,00 TE	375.155,43	304.733,08
12.140	12.16	01.53	Actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant les problèmes de la coopération au développement	CORD	600.000,00	600.000,00	465.085,12
12.190	12.30	01.53	Actions de formation, d'études et de recherche	CORD	450.000,00	450.000,00	315.982,90
12.300	Divers	01.53	Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement	CORD	615.000,00	615.000,00	574.726,89
12.310	Divers	01.53	Mission de coopération du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar: frais de fonctionnement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	139.445,00	139.445,00	130.135,00
33.010	33.00	01.54	Subsides à des organisations non gouvernementales et autres mesures destinées à promouvoir la coopération au développement	CNSM	198.500,00	198.500,00	166.191,03
33.011	33.00	01.54	Participation aux frais d'organisations non gouvernementales pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise aux problèmes des pays en voie de développement	CNSM, CNST, CPUBLIE, CSDE	818.000,00	818.000,00	817.986,35
35.000	35.10	01.53	Coopération au développement: contributions à des programmes d'assistance économique et technique et aux actions humanitaires de l'Union Européenne, dépenses diverses dans le même but	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.600.000,00	6.600.000,00	1.321.840,29
35.030	35.40	Divers	Coopération au développement: contribution à des programmes d'assistance économique et technique d'institutions internationales autres que l'Union Européenne	CPUBLIE, CSDE	2.850.000,00	2.850.000,00	2.850.000,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
35.031	35.40	01.53	Coopération au développement: contributions aux budgets d'institutions internationales autres que l'Union européenne	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.825.000,00 TR	5.989.545,46	5.981.966,20
35.060	35.00	Divers	Subsides au titre de l'aide d'urgence et d'actions de réhabilitation, aides à des populations victimes de catastrophes de la nature	CNLI, CPUBLIE	14.130.000,00	14.130.000,00	14.130.000,00
35.061	35.00	01.53	Aide alimentaire à des pays en voie de développement, contributions diverses dans ce but	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.100.000,00 TE TR	2.100.000,00	2.092.521,97
35.090	35.00	01.52	Congé de la coopération au développement: indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires	CNLI, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	174,66
93.000	93.00	01.52	Alimentation du fonds de la coopération au développement	CNLI, CPUBLIE	76.190.366,00	76.190.366,00	76.190.366,00
				<i>Total de la section 01.7</i>	111.171.927,00	111.171.927,00	105.447.624,60
11.010	Divers	11.10	<i>Section 01.8 – Commission et office des licences</i>	CNLI, CSDE	40.636,00	40.636,00	0,00
12.040	12.12	11.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CORD	6.000,00	6.000,00	5.519,97
				<i>Total de la section 01.8</i>	46.636,00	46.636,00	5.519,97
				<i>Total du département 01</i>	198.084.873,00	216.998.112,00	203.373.382,55

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			02 et 03 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche				
			<i>Section 02.0 – Culture: dépenses générales</i>				
11.020	Divers	08.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	5.807,00	5.807,00	4.696,65
11.130	11.12	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.500,00 TE	500,00	0,00
11.131	11.12	08.50	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.774,00 TR	5.774,00	520,58
11.631	11.12	08.50	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	CORD	943,00	943,00	0,00
12.000	12.15	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: indemnités pour services de tiers	CORD	800,00	800,00	0,00
12.001	12.15	08.00	Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers	CORD	235.500,00 TE	202.169,00	185.722,47
12.002	12.15	08.00	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	CORD	4.582,00	4.582,00	1.338,65
12.010	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	28.750,00 TE	22.182,00	18.624,65
12.011	12.13	08.50	Commissions diverses: frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.460,00 TE	260,00	0,00
12.012	12.13	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	200.000,00 TR	207.000,00	193.744,42
12.020	12.14	08.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	31.000,00 TR	43.600,00	41.316,68
12.040	12.12	08.00	Frais de bureau	CORD	10.000,00 TR	10.750,00	10.677,12
12.041	12.12	08.20	Bibliobus et bibliothèques régionales: alimentation, reliures et frais divers	CORD	100.000,00 TE	82.500,00	67.573,11
12.042	12.12	01.40	Echanges transfrontaliers avec les régions de Sarre, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Ostbelgien, Province de Luxembourg	CORD	85.000,00 TE	80.900,00	44.931,82
12.043	12.12	08.20	Centre de documentation, de recherches et d'études: alimentation, reliures et frais divers	CORD	3.750,00 TE	3.000,00	1.704,56
12.050	12.12	08.00	Achat de biens et de services de télécommunications	CORD	2.000,00 TR	2.650,00	2.326,91
12.051	12.12	08.00	Frais de connexion au réseau RESTENA	CORD	3.970,00	3.970,00	3.890,40
12.070	12.12	08.00	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	11.800,00 TR	16.800,00	9.860,79
12.080	12.11	08.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	26.000,00 TR	30.678,00	25.452,42
12.100	12.11	08.00	Location de logements pour des étudiants et chercheurs dans le cadre des accords bilatéraux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	121.220,00	121.220,00	121.219,92
12.101	12.11	08.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	64.647,00 D	74.415,00	69.059,40
12.120	12.30	08.00	Frais d'experts et d'études	CPUBLIE, CSDE	545.000,00 TR	547.100,00	237.207,61
12.130	12.16	08.00	Frais de publication	CPUBLIE, CSDE	87.500,00 TR	129.500,00	100.506,07

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.140	12.16	08.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	20.000,00 TR	26.900,00	25.695,05
12.141	12.16	08.20	Centres d'exposition et d'animation: dépenses diverses	CORD	26.000,00 TR	28.181,00	13.892,30
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	77.050,00 TE TR	85.965,00	50.204,88
12.300	Divers	08.20	Animation socioculturelle: dépenses diverses	CORD	8.700,00 TR	31.485,00	22.649,43
12.301	Divers	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: dépenses de fonctionnement	CORD	15.000,00	15.000,00	9.728,55
12.302	Divers	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: dépenses de fonctionnement	CORD	5.000,00	5.000,00	997,03
12.303	Divers	Divers	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers	CORD	390.000,00 TE	332.270,00	311.126,16
12.305	Divers	08.00	Harmonisation des statistiques culturelles des Etats membres de l'Union européenne	CPUBLIE, CSDE	99.157,00 TR	129.157,00	66.754,78
12.311	Divers	08.00	Frais d'assurances des divers départements du Ministère	CNLI, CPUBLIE	124,00 D	24.675,00	15.119,63
12.312	Divers	08.10	Promotion de la création culturelle	CPUBLIE, CSDE	37.500,00 TE TR	44.000,00	8.180,00
33.000	33.00	Divers	Animation socioculturelle: conventions avec des associations	CORD	2.320.000,00 TR	2.370.000,00	2.337.407,15
33.001	33.00	04.00	Participation financière à l'organisation du bicentenaire de la naissance de Victor Hugo	CORD	100.000,00 TE	70.000,00	25.451,85
33.002	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'orchestre philharmonique du Luxembourg	CNLI, CPUBLIE	8.067.847,00	8.067.847,00	8.067.847,00
33.003	33.00	Divers	Participation aux frais de l'animation culturelle auprès des ambassades et consulats du Luxembourg à l'étranger	CORD	12.395,00	12.395,00	836,55
33.004	33.00	08.40	Dotation dans l'intérêt de l'établissement public chargé de diffuser des programmes de radio socioculturels	CNLI, CPUBLIE	2.739.150,00 D	4.546.761,00	4.546.761,00
33.005	33.00	13.90	Participation au financement des activités du Théâtre national du Luxembourg	CORD	1.000.000,00	1.000.000,00	948.091,34
33.006	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation „Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean“	CORD	2.029.000,00	2.029.000,00	2.010.091,00
33.007	33.00	08.20	Participation luxembourgeoise aux villes européennes de la culture	CORD	74.500,00	74.500,00	43.201,48
33.008	33.00	08.00	Présidence luxembourgeoise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe: frais divers	CORD	124.000,00	124.000,00	54.918,49
33.010	33.00	Divers	Subsides pour activités culturelles (littéraires, artistiques, scientifiques, musicales et autres)	CNSM	1.013.000,00	1.013.000,00	987.528,10
33.011	33.00	Divers	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché: bourses d'études, subsides	CNSM	390.000,00	390.000,00	373.303,07

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.014	33.00	08.40	Aide à la presse culturelle: participation aux frais des éditeurs	CNSM	108.900,00	108.900,00	108.900,00
33.015	33.00	04.00	Commission nationale pour la coopération avec l'U.N.E.S.C.O.: congrès, colloques, semaines d'études, voyages d'études, conférences scientifiques, culturelles, pédagogiques et artistiques et autres manifestations: subsides				
33.016	33.00	08.10	Soutien à la production littéraire: subsides	CNSM	3.200,00	3.200,00	0,00
33.017	33.00	08.00	Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle	CNSM	51.800,00	51.800,00	46.524,87
33.020	33.00	Divers	Soutien à la production littéraire: participation aux frais de manifestations littéraires (salons du livre, foires, journées littéraires)	CNSM	190.726,00	190.726,00	177.230,53
33.021	33.00	08.00	Dotation du Fonds social culturel	CNSM, CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	243.600,00	243.600,00	209.427,13
33.022	33.00	08.20	Participation au financement de l'agenda culturel national	CNSM	99.789,00 D	299.789,00	299.609,00
33.023	33.00	08.00	Fête européenne de la musique	CNSM	149.000,00	149.000,00	96.750,00
33.024	33.00	08.00	Participation de l'Etat au financement de la billetterie nationale	CNSM	36.000,00	36.000,00	0,00
33.025	33.00	Divers	Dotation à l'organisme chargé de la gestion du futur Centre culturel de rencontre Neumünster	CNSM, CNLI, CNSM, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00
33.027	33.00	08.00	Subsides au profit de l'association „Mission d'impulsion 2000“	CNSM	404.138,00	404.138,00	404.138,00
34.060	34.41	08.10	Bourses dans l'intérêt de la création artistique	CNSM	151.488,00	151.488,00	150.039,27
34.061	34.41	08.10	Bourses en faveur de jeunes musiciens effectuant un stage temporaire à l'orchestre philharmonique du Luxembourg	CORD	160.000,00 TE	155.550,00	100.403,84
34.071	34.51	08.00	Bourses en faveur d'élèves et d'étudiants poursuivant des études spéciales dans le domaine culturel	CORD	124.000,00	124.000,00	107.190,40
35.030	35.40	04.00	Contributions et cotisations à l'U.N.E.S.C.O.	CORD	25.000,00 TR	29.450,00	29.443,68
35.060	35.00	08.00	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	250.000,00 D	302.000,00	225.431,66
43.000	43.22	08.20	Animation socioculturelle: conventions avec des communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	162.962,00	162.962,00	23.382,47
43.001	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de production et de coproduction des théâtres municipaux de la ville de Luxembourg	CORD	116.000,00 TE	66.000,00	65.920,61
43.002	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville de Luxembourg	CORD	272.700,00	272.700,00	272.700,00
43.003	43.22	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion du théâtre de la ville d'Esch-sur-Alzette	CORD	124.000,00	124.000,00	124.000,00
43.004	43.22	08.20	Participation de l'Etat aux frais de gestion du conservatoire de la ville d'Esch-sur-Alzette	CORD	272.700,00	272.700,00	272.700,00
43.006	43.22	08.00	Participation de l'Etat aux indemnités prévues dans la loi sur le congé culturel	CORD	99.200,00	99.200,00	0,00
				CNLI, CPUBLIE, CSDE	13.500,00 D	43.500,00	43.400,11

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.520	Divers	08.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	5.652,00	5.652,00	0,00
12.502	12.15	08.00	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	CORD	372,00 TR	492,00	347,06
12.512	12.13	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	29.153,00	29.153,00	28.279,39
12.551	12.12	08.00	Frais de connexion au réseau RESTENA	CORD	993,00	993,00	0,00
12.620	12.30	08.00	Frais d'experts et d'études	CORD	67.650,00	67.650,00	0,00
12.690	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	4.038,00	4.038,00	4.037,37
12.800	Divers	08.20	Animation socioculturelle: dépenses diverses	CORD	125.841,00	125.841,00	125.841,00
12.803	Divers	Divers	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers	CORD	91.722,00	91.722,00	54.655,50
33.500	33.00	Divers	Animation socioculturelle: conventions avec des associations	CORD	99.260,00	99.260,00	74.244,96
33.502	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'orchestre philharmonique du Luxembourg	CORD	619.734,00	619.734,00	619.734,00
33.506	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation „Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean“	CORD	34.532,00	34.532,00	34.532,00
33.517	33.00	08.00	Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle	CNSM	5.578,00	5.578,00	5.578,00
33.522	33.00	08.20	Participation au financement de l'agenda culturel national	CNSM	58.305,00	58.305,00	58.305,00
			<i>Total de la section 02.0</i>		24.351.959,00	26.475.889,00	24.822.904,92
11.000	Divers	08.10	<i>Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux</i>	CNLI, CSDE	556.689,00	556.689,00	445.632,34
11.010	Divers	08.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	232.626,00	232.626,00	231.694,60
11.020	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	7.448,00	7.448,00	5.490,07
11.030	Divers	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	38.217,00 D	40.779,46	40.779,46
11.100	11.40	08.10	Indemnités d'habillement	CORD	558,00	558,00	557,76
12.010	12.13	08.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	21.000,00 TR	23.000,00	20.900,18
12.020	12.14	08.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	6.700,00 TR	9.200,00	9.038,07
12.040	12.12	08.10	Frais de bureau	CORD	14.000,00 TR	18.000,00	15.719,26
12.050	12.12	08.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	8.650,00 TR	9.650,00	6.837,39
12.070	12.12	08.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	7.500,00	7.500,00	6.801,21
12.080	12.11	08.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CPUBLIE, CSDE	173.000,00 TR	203.000,00	194.197,84
12.081	12.11	08.10	Frais d'entretien de la crypte archéologique du Bock et de l'itinéraire culturel „Wenzel“	CORD	19.840,00	19.840,00	17.237,45

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.082	12.11	08.10	Frais d'entretien de l'itinéraire culturel Vauban	CORD	24.789,00 TE	4.789,00	4.118,91
12.130	12.16	08.10	Frais de publication	CORD	25.000,00	25.000,00	7.990,55
12.140	12.16	08.10	Patrimoine architectural rural et industriel: réalisation de dépliants et de brochures: dépenses diverses	CORD	12.395,00	12.395,00	8.132,38
12.141	12.16	08.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	12.400,00	12.400,00	11.385,61
12.170	12.30	08.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	1.600,00 TR	2.100,00	1.974,72
12.300	Divers	08.10	Frais de fonctionnement des ateliers de restauration	CORD	5.000,00 TE	0,00	0,00
12.310	Divers	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: dépenses diverses	CORD	45.860,00 TE	30.860,00	23.845,77
12.320	Divers	08.10	Entretien des sites et monuments nationaux classés appartenant à l'Etat	CORD	54.540,00	54.540,00	35.223,15
33.010	33.00	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif	CNSM	40.410,00	40.410,00	40.369,00
34.070	34.51	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides à des particuliers	CORD	991.600,00	991.600,00	991.600,00
43.000	43.22	08.10	Conservation, restauration et mise en valeur des sites et monuments nationaux ainsi que du mobilier historique: subsides aux communes et aux syndicats de communes	CORD	632.130,00	632.130,00	631.923,00
				<i>Total de la section 02.1</i>	2.931.952,00	2.934.514,46	2.751.448,72
11.000	Divers	08.10	<i>Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art</i>	CNLI, CSDE	2.468.602,00	2.468.602,00	2.445.620,17
11.010	Divers	08.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	342.223,00 D	532.850,25	532.850,25
11.020	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	85.123,00 D	196.992,23	196.992,23
11.030	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	269.040,00 D	378.298,79	378.298,79
11.040	Divers	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.220	12.30	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124.000,00 D	419.300,00	308.006,15
12.221	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (feuilles d'urgence): dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	1.075.000,00	1.075.000,00	1.049.917,83
12.221	12.30	08.10	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique: dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.075.000,00	1.075.000,00	1.049.917,83
12.250	01.00	Divers	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire et d'art	CNLI, CPUBLIE	1.471.500,00 D	1.943.260,00	1.814.260,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.000	33.00	08.10	Participation de l'Etat aux frais de gestion de l'espace d'exposition „Casino de Luxembourg“	CORD	913.050,00	913.050,00	908.508,00
			<i>Section 02.3 – Bibliothèque nationale</i>	<i>Total de la section 02.2</i>	6.748.638,00	7.927.453,27	7.634.453,42
11.000	Divers	08.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.550.791,00 D	1.693.258,69	1.693.258,69
11.010	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	679.438,00	679.438,00	643.151,35
11.020	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	12.768,00 D	213.973,28	213.973,28
11.030	Divers	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	202.090,00 D	228.735,03	228.735,03
11.040	Divers	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	08.20	Indemnités d'habillement	CORD	1.925,00	1.925,00	1.750,75
12.000	12.15	08.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	5.000,00	5.000,00	4.359,51
12.010	12.13	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	720,00	720,00	513,42
12.020	12.14	08.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.200,00	2.200,00	1.295,93
12.040	12.12	08.20	Frais de bureau	CORD	35.450,00	35.450,00	32.242,99
12.041	12.12	08.20	Bibliothèque nationale: frais d'alimentation et frais connexes	CPUBLIE, CSDE	900.000,00 TE	868.000,00	823.211,75
12.042	12.12	08.20	Bibliothèque du gouvernement: frais d'alimentation et frais connexes	CORD	2.479,00	2.479,00	960,28
12.043	12.12	08.20	Centre d'études et de documentation musicales: frais d'alimentation et frais connexes	CORD	12.395,00	12.395,00	6.680,60
12.050	12.12	08.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	37.500,00	37.500,00	28.568,51
12.070	12.12	08.20	Entretien des équipements informatiques	CORD	7.500,00	7.500,00	2.789,63
12.080	12.11	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	90.500,00 TR	108.500,00	96.366,61
12.100	12.11	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	242.000,00 D	266.622,56	264.761,20
12.125	12.30	08.20	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	29.600,00	29.600,00	28.654,38
12.130	12.16	08.20	Frais de publication	CPUBLIE, CSDE	33.700,00	33.700,00	26.555,96
12.140	12.16	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	12.395,00	12.395,00	11.661,37
12.141	12.16	08.20	Organisation d'expositions temporaires	CORD	8.000,00 TR	14.000,00	13.110,98
12.170	12.30	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	10.500,00	10.500,00	10.234,85

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.190	12.30	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	17.000,00 TR	25.000,00	20.767,56
12.220	12.30	08.20	Dépenses pour projets de recherche exécutés au titre I de la loi du 9 mars 1987	CORD	68.293,00	68.293,00	66.903,54
12.300	Divers	08.20	Exploitation d'ateliers de restauration, de conservation et de réparation, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	46.000,00	46.000,00	44.603,84
12.301	Divers	08.20	Projet „e-Bibliothèque nationale“: dépenses diverses	CORD	394.057,00	394.057,00	267.091,12
35.060	35.00	08.20	Cotisations à des organismes internationaux	CPUBLIE, CSDE	3.500,00	3.500,00	2.269,94
			<i>Total de la section 02.3</i>		4.405.901,00	4.800.841,56	4.534.473,07
			<i>Section 02.4 – Archives nationales</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	741.385,00 D	868.790,32	868.790,32
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	444.308,00	444.308,00	409.737,28
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	3.192,00 D	39.290,68	39.290,68
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	60.122,00 D	62.442,67	62.442,67
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	942,00	942,00	650,72
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	600,00 TE	400,00	0,00
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.259,00	1.259,00	729,86
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.240,00 TR	2.640,00	2.564,15
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	22.000,00 TR	25.000,00	14.357,04
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.400,00	4.400,00	3.725,71
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	80.000,00	80.000,00	62.813,34
12.130	12.16	01.34	Frais de publication	CPUBLIE, CSDE	15.000,00 TE TR	12.000,00	11.435,91
12.140	12.16	01.34	Organisation d'expositions, frais divers	CORD	2.000,00	2.000,00	742,22
12.190	12.30	01.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	22.310,00 TE	13.310,00	12.099,94
12.300	Divers	01.34	Matériel, outillage, frais de transport, d'aménagement et d'entretien, de conservation et de restauration, frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	33.000,00 TR	43.100,00	40.135,40
12.301	Divers	01.34	Frais d'alimentation des bibliothèques	CORD	35.000,00 TE	32.700,00	29.439,09
12.302	Divers	01.34	Opération de nettoyage du Fonds „Dommages de Guerre“, attaqué par des microorganismes	CPUBLIE, CSDE	90.000,00	90.000,00	90.000,00
35.060	35.00	01.34	Cotisations à des organismes internationaux	CPUBLIE, CSDE	1.500,00	1.500,00	1.178,44
			<i>Total de la section 02.4</i>		1.558.258,00	1.724.082,67	1.650.132,77

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.000	Divers	08.20	<i>Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel</i>				
			Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	64.265,00 D	70.547,19	70.547,19
11.010	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	585.901,00 D	611.205,70	611.205,70
11.020	Divers	08.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	5.320,00	5.320,00	4.039,39
11.030	Divers	08.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	31.126,00	31.126,00	28.265,11
11.130	11.12	08.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.904,00	6.904,00	6.696,48
12.000	12.15	08.20	Stages de formation et d'animation: indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	CORD	13.368,00 TE	10.668,00	10.516,25
12.010	12.13	08.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	9.500,00	9.500,00	7.978,64
12.011	12.13	08.20	Frais de déplacement et d'hébergement des maîtres de stage et des collaborateurs externes du CNA	CORD	3.200,00	3.200,00	2.890,53
12.020	12.14	08.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	5.185,00	5.185,00	5.103,36
12.030	12.16	08.20	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	800,00	800,00	797,50
12.040	12.12	08.20	Frais de bureau	CORD	7.150,00	7.150,00	7.103,56
12.050	12.12	08.20	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications	CORD	28.700,00	28.700,00	25.746,32
12.060	12.12	08.20	Entretien des installations de télécommunications	CORD	250,00	250,00	234,09
12.080	12.11	08.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	26.792,00	26.792,00	26.508,28
12.100	12.11	08.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	35.450,00 TR	38.150,00	38.128,34
12.130	12.16	08.20	Frais de publication, dépenses diverses	CORD	23.000,00 TR	26.400,00	26.399,65
12.140	12.16	08.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	CORD	18.750,00	18.750,00	17.233,84
12.141	12.16	08.20	Organisation d'expositions photographiques	CORD	70.000,00	70.000,00	68.407,06
12.142	12.16	08.20	Frais d'édition de documents audiovisuels, dépenses diverses	CORD	20.000,00	20.000,00	19.563,08
12.170	12.30	08.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	6.000,00 TR	9.920,00	9.918,71
12.190	12.30	08.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	4.250,00	4.250,00	4.248,75
12.300	Divers	08.20	Matériel audiovisuel: frais d'acquisition, de restauration et dépenses connexes	CORD	45.860,00	45.860,00	45.772,52
12.310	Divers	08.20	Frais en rapport avec la nouvelle médiathèque, dépenses diverses	CORD	20.000,00	20.000,00	19.219,11
12.320	Divers	08.20	Archivage du patrimoine audiovisuel: frais de copiage et de restauration, dépenses diverses	CORD	60.000,00 TR	68.000,00	67.970,75
12.321	Divers	08.20	Archivage du patrimoine de la CLT-UFA	CORD	179.340,00 TE	151.377,00	151.359,75

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.330	Divers	08.20	Frais de productions audiovisuelles, indemnités aux collaborateurs, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	240.000,00 TE	236.600,00	236.591,76
12.340	Divers	08.20	Acquisition de droits d'auteur, dépenses diverses	CORD	7.450,00	7.450,00	7.058,61
12.350	Divers	08.20	Service technique et technologique commun: frais de fonctionnement, d'entretien et de réparation, dépenses diverses	CORD	10.000,00 TR	26.043,00	26.042,07
12.351	Divers	08.20	Aide à la recherche et à la création photographique, frais de fonctionnement de la commission internationale d'attribution des bourses, organisation d'expositions, dépenses diverses	CORD	8.626,00	8.626,00	8.576,01
12.352	Divers	08.20	Recherche documentaire et historique, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	1.240,00	1.240,00	1.008,00
12.353	Divers	08.20	Programme de distribution „Films made in Luxembourg“: dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	73.130,00 D	221.507,00	203.218,20
12.355	Divers	08.20	Promotion audiovisuelle des activités culturelles et artistiques au Grand-Duché, frais de production, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	25.000,00	25.000,00	24.940,80
33.000	33.00	08.10	Exposition photographique „The Family of Man“ à Clervaux: participation de l'Etat aux frais de gestion et d'animation de l'exposition	CNLI, CPUBLIE, CSDE	25.000,00	25.000,00	23.492,00
33.001	33.00	08.10	Promotion des oeuvres cinématographiques luxembourgeoises à l'étranger	CORD	49.579,00	49.579,00	48.927,09
34.070	34.51	08.10	Aide à la recherche et à la création photographique, subsides aux artistes	CORD	37.184,00	37.184,00	37.180,00
35.060	35.00	08.20	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.719,00	3.719,00	3.694,00
			<i>Total de la section 02.5</i>		1.752.039,00	1.932.002,89	1.896.582,50
11.000	Divers	08.10	<i>Section 02.6 – Musée national d'histoire naturelle</i>				
11.010	Divers	08.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.465.201,00	1.465.201,00	1.274.657,91
11.020	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	906.024,00 D	1.048.114,34	1.048.114,34
11.030	Divers	08.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	41.485,00 D	155.907,80	155.907,80
11.100	11.40	08.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	270.204,00	270.204,00	268.532,67
11.130	11.12	08.10	Indemnités d'habillement	CORD	2.515,00	2.515,00	2.463,44
12.250	01.00	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.500,00	2.500,00	2.494,84
33.002	33.00	08.10	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du musée national d'histoire naturelle	CNLI, CPUBLIE	2.165.000,00	2.165.000,00	2.165.000,00
33.010	33.00	08.10	Convention avec la fondation „Centre Européen de Géodynamique et de Séismologie“	CORD	258.400,00	258.400,00	258.400,00
			Subsides aux associations partenaires du Musée national d'histoire naturelle	CNSM	12.395,00	12.395,00	12.395,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
34.070	34.51	08.10	Subsides à caractère bénévole aux collaborateurs scientifiques du Centre de Recherche Scientifique	CORD	23.315,00	23.315,00	23.241,58
33.500	33.00	07.30	Participation de l'Etat au financement d'activités destinées à sensibiliser les jeunes au patrimoine naturel: convention avec l'association „Panda Club“.	CORD	31.086,00	31.086,00	31.086,00
			<i>Total de la section 02.6</i>		5.178.125,00	5.434.638,14	5.242.293,58
			<i>Section 02.7 – Centre national de littérature</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	103.871,00	103.871,00	0,00
11.010	Divers	13.90	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	59.309,00	59.309,00	46.901,25
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	4.256,00	4.256,00	1.223,08
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	57.045,00 D	59.467,89	59.467,89
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	273,00 TR	283,00	278,88
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	943,00	943,00	524,30
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.280,00 TR	3.195,00	2.882,04
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	8.700,00 TE TR	7.047,00	6.394,91
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	7.200,00 TR	8.440,00	8.221,24
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	20.000,00 TR	23.070,00	22.714,89
12.130	12.16	01.34	Frais de publication	CPUBLIE, CSDE	33.750,00 TE	31.020,00	24.517,48
12.140	12.16	Divers	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	24.000,00 TE	23.650,00	22.741,19
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	13.000,00 TE	12.678,00	12.022,73
12.300	Divers	Divers	Frais de fonctionnement des services techniques et du service éducatif, dépenses diverses	CORD	8.000,00	8.000,00	7.295,80
12.301	Divers	Divers	Promotion du livre et de la lecture: participation au programme européen Grinzane-Europa	CORD	5.000,00	5.000,00	5.000,00
12.310	Divers	01.34	Frais d'alimentation de la bibliothèque	CORD	28.500,00 TE	28.320,00	26.513,29
35.060	35.00	Divers	Cotisations à des organismes internationaux	CPUBLIE, CSDE	750,00	750,00	586,70
			<i>Total de la section 02.7</i>		376.877,00	379.299,89	247.285,67
			<i>Section 02.8 – Commissariat à l'enseignement musical</i>				
11.130	11.12	08.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	23.260,00 TE TR	5.260,00	3.396,23
11.630	11.12	08.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	546,00	546,00	0,00
12.000	12.15	08.00	Indemnités pour services de tiers	CORD	15.790,00 TE TR	30.790,00	25.482,94

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.001	12.15	08.00	Formation continue des enseignants: indemnités pour services de tiers	CORD	4.958,00 TE	1.958,00	1.540,00
12.010	12.13	08.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	4.250,00 TE	2.250,00	1.760,49
12.012	12.13	08.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	1.250,00 TE	350,00	326,10
12.040	12.12	08.00	Frais de bureau	CORD	2.500,00 TR	14.200,00	4.527,92
12.050	12.12	08.00	Achat de biens et de services de télécommunications	CORD	400,00	400,00	0,00
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	12.395,00 TE	9.595,00	8.433,54
35.060	35.00	Divers	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	1.450,00	1.450,00	1.448,98
43.000	43.22	08.00	Participation de l'Etat dans le financement de l'enseignement musical	CORD	6.056.000,00	6.056.000,00	6.056.000,00
12.500	12.15	08.00	Indemnités pour services de tiers	CORD	372,00	372,00	0,00
35.560	35.00	Divers	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	1.364,00	1.364,00	0,00
			<i>Total de la section 02.8</i>		6.124.535,00	6.124.535,00	6.102.916,20
11.130	11.12	04.10	<i>Section 03.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales</i> Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	382.975,00	382.975,00	350.367,65
11.131	11.12	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CPUBLIE	67.487,00 TE	67.187,00	48.723,82
11.630	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	32.234,00	32.234,00	32.232,85
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	122.582,00 D TR	180.035,00	180.017,27
12.001	12.15	04.44	Etudes supérieures dirigées du soir: indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00 TR	424,00	392,00
12.010	12.13	04.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	20.000,00 TE	9.600,00	8.961,92
12.012	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	43.758,00 TR	55.158,00	54.822,36
12.040	12.12	04.10	Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur: frais de bureau	CORD	12.000,00 TR	13.000,00	11.930,19
12.070	12.12	04.60	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	6.000,00	6.000,00	5.913,23
12.080	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	8.368,00 TR	11.868,00	11.750,41
12.120	12.30	04.60	Maintenance et développement du système informatique pour la gestion de l'aide financière pour études supérieures: frais divers	CORD	21.000,00 TR	23.550,00	23.520,00
12.121	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études	CORD	67.500,00 TE	36.392,00	35.526,21
12.122	12.30	04.00	Cellule de recherches sur la résolution de conflits: frais d'experts et d'études	CORD	65.742,00	65.742,00	65.741,26
12.130	12.16	04.00	Frais de publication, frais d'impression, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE	55.917,00 D TR	151.447,00	151.446,22

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.131	12.16	04.00	Participation aux frais de publication du calendrier ULC	CORD	25.315,00	25.315,00	22.352,66
12.140	12.16	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	14.800,00	14.800,00	13.460,83
12.141	12.16	04.10	Frais de transport des élèves aux séances d'information scolaire	CORD	4.700,00 TR	7.490,00	7.485,14
12.142	12.16	04.10	Frais d'organisation de la foire des études et de la formation	CORD	223.104,00	223.104,00	221.713,75
12.190	12.30	04.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	8.000,00	8.000,00	3.561,44
12.220	12.30	04.60	Dépenses pour activités de recherche et de développement technologique pour les établissements d'enseignement supérieur ou universitaire autorisés à entreprendre des activités de recherche et de développement technologique relevant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture	CPUBLIE, CSDE	489.506,00 TE	251.013,00	212.105,47
12.221	12.30	04.43	Mise en place de nouvelles structures dans le cadre de l'enseignement supérieur	CNLI, CPUBLIE	1.305.119,00 D TR	1.977.270,00	1.973.470,51
12.301	Divers	04.60	Unité nationale d'Eurydice: frais de fonctionnement	CORD	5.196,00	5.196,00	5.006,23
12.302	Divers	04.00	Organisation des journées nationales d'éthique et de séminaires dans le cadre de la recherche sur la résolution de conflits: dépenses diverses	CORD	4.500,00	4.500,00	4.486,80
33.000	33.00	04.10	Convention avec l'a.s.b.l. „Wunnaum fir Studenten“	CORD	222.424,00	222.424,00	196.341,41
33.001	33.00	04.00	Participation aux frais de fonctionnement de la fondation RESTENA gérant la gestion du réseau téléinformatique de l'enseignement supérieur et de la recherche	CORD	1.240.130,00	1.240.130,00	1.240.130,00
33.010	33.00	04.00	Subsides aux associations estudiantines	CNSM	13.730,00	13.730,00	0,00
33.011	33.00	04.44	Conventions avec les établissements d'enseignement supérieur dans l'intérêt de l'exécution de projets pédagogiques	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	610.656,00	610.656,00	610.656,00
34.010	34.30	04.42	Bourses pour études supérieures en faveur d'étudiants nécessitant ne remplissant pas les conditions d'études prévues à l'article 2 de la loi du 22.6.2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures et de cas sociaux	CORD	273.683,00	273.683,00	273.683,00
34.060	34.41	04.42	Bourses pour études à l'institut universitaire européen de Florence et aux Collèges d'Europe de Bruges et de Natolin	CORD	98.368,00	98.368,00	65.792,00
34.062	34.41	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: subventions d'intérêt (loi du 22 juin 2000)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.048.000,00	4.048.000,00	4.021.914,76
34.063	34.41	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: bourses d'études (loi du 22 juin 2000)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.750.000,00	7.750.000,00	7.706.300,00
34.064	34.41	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: primes d'encouragement (loi du 22 juin 2000)	CNLI, CPUBLIE	2.452.000,00 D	2.746.000,00	2.746.000,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
35.010	35.20	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne	CNLI, CPUBLIE, CSDE	305.355,00	305.355,00	50.008,30
35.040	35.50	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne	CNLI, CPUBLIE, CSDE	30.498,00	30.498,00	24.592,00
35.060	35.00	04.10	Frais de location de chambres d'étudiants universitaires et frais accessoires	CORD	35.550,00	35.550,00	24.960,23
44.000	44.00	04.43	Participation de l'Etat aux frais de loyer de la Miami University – John E. Dolibois European Center	CORD	176.822,00	176.822,00	176.822,00
44.001	44.00	04.43	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Institut universitaire international	CORD	210.710,00	210.710,00	210.710,00
44.002	44.00	04.40	Participation de l'Etat aux frais de loyer de l'institut „Training of European Statisticians“	CORD	97.075,00	97.075,00	94.145,89
44.003	44.00	04.42	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation Biermans-Lapôtre à Paris	CORD	61.895,00	61.895,00	61.895,00
44.004	44.00	04.44	Participation de l'Etat à la Charte universitaire de la Grande Région	CORD	141.368,00	141.368,00	139.368,00
12.500	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.266,00	2.266,00	1.759,90
44.502	44.00	04.40	Participation de l'Etat aux frais de loyer de l'institut „Training of European Statisticians“	CORD	39.044,00	39.044,00	39.044,00
			<i>Total de la section 03.0</i>		20.795.501,00	21.655.874,00	21.129.110,71
			<i>Section 03.1 – Centre Universitaire</i>				
11.000	Divers	04.43	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	292.795,00 D	302.250,64	302.250,64
11.010	Divers	04.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	319.558,00	319.558,00	299.910,41
11.030	Divers	04.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	208.909,00	208.909,00	199.327,14
11.131	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	101.450,00	101.450,00	101.320,06
33.010	33.00	Divers	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public „Centre universitaire“	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	6.319.000,00	6.319.000,00	3.319.000,00
			<i>Total de la section 03.1</i>		7.241.712,00	7.251.167,64	7.221.808,25
			<i>Section 03.2 – Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques</i>				
11.000	Divers	04.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	184.511,00 D	185.372,60	185.372,60
11.010	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	255.021,00	255.021,00	249.080,88
11.020	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.030	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	298.436,00	298.436,00	240.368,27
11.040	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	CORD	2.326,00	2.326,00	2.231,04
11.130	11.12	04.44	Section de psychologie et de recherches psychopédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.859,00	1.859,00	1.492,75
11.131	11.12	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services extraordinaires (loi du 6.9.1983)	CORD	27.078,00	27.078,00	25.741,76
11.132	11.12	04.44	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage	CNLI, CPUBLIE	152.826,00	152.826,00	132.159,64
11.133	11.12	04.44	Admission des candidats à l'I.S.E.R.P.: indemnités des membres des jurys d'examen	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.800,00	12.800,00	12.771,62
11.134	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	70.305,00	70.305,00	70.202,54
12.000	12.15	04.44	Section de psychologie et de recherches psychopédagogiques et centre de documentation pédagogique: indemnités pour services de tiers	CORD	3.118,00	3.118,00	3.118,00
12.001	12.15	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services de tiers	CORD	54.157,00	54.157,00	52.055,35
12.002	12.15	04.44	Formation de base: indemnités pour services de tiers	CNLI, CORD, CPUBLIE	67.682,00 D	82.363,00	78.853,34
12.010	12.13	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	65.600,00	65.600,00	62.722,89
12.080	12.11	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	203.000,00	203.000,00	201.192,86
12.090	12.21	04.44	Frais de location d'installations d'éducation physique payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	151.810,00	151.810,00	151.022,35
12.190	12.30	04.44	Frais de formation continue des formateurs au niveau supérieur	CORD	20.000,00	20.000,00	19.168,47
12.250	Divers	04.44	Frais d'exploitation courants	CORD	109.370,00	109.370,00	108.315,74
12.251	Divers	04.44	Centre de documentation: frais d'exploitation courants	CORD	60.000,00	60.000,00	59.973,48
12.300	Divers	Divers	Centre I.S.E.R.P.: dépenses de fonctionnement des chambres d'hôtes	CORD	4.000,00	4.000,00	3.946,05
12.301	Divers	04.44	Responsables de stage: frais de déplacement et de séjour à l'étranger, frais de participation à des congrès	CORD	9.916,00	9.916,00	8.762,82
34.060	34.41	Divers	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'I.S.E.R.P. à l'étranger: participation aux frais	CORD	26.100,00	26.100,00	26.100,00
34.061	34.41	Divers	Participation aux frais de séjour d'étudiants étrangers à l'I.S.E.R.P.: participation aux frais	CORD	3.000,00	3.000,00	2.943,50

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
35.040	35.50	04.44	Cotisations à des réseaux de recherche internationaux	CORD	8.800,00	8.800,00	8.492,61
11.631	11.12	04.44	Cours de perfectionnement et de spécialisation à l'intention des enseignants en fonction: indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.461,00	6.461,00	6.457,00
11.632	11.12	04.44	Frais de stage aux écoles du pays: indemnités des patrons de stage	CORD	10.450,00	10.450,00	10.398,78
			<i>Total de la section 03.2</i>		1.808.826,00	1.824.368,60	1.722.944,34
			<i>Section 03.3 – Institut supérieur de technologie</i>				
11.000	Divers	04.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	3.262.877,00	3.262.877,00	3.006.893,92
11.010	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	50.803,00	50.803,00	24.031,81
11.020	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	306.297,00	306.297,00	265.495,29
11.040	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.131	11.12	04.44	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	238.783,00	238.783,00	226.554,33
33.010	33.00	04.44	Contribution financière dans l'intérêt de l'établissement public „Institut supérieur de technologie“.	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	5.057.000,00	5.057.000,00	5.057.000,00
			<i>Total de la section 03.3</i>		8.915.960,00	8.915.960,00	8.579.975,35
			<i>Section 03.4 – Institut d'études éducatives et sociales</i>				
11.000	Divers	04.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	944.773,00	944.773,00	781.452,53
11.010	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.294.593,00 D	1.401.228,91	1.401.228,91
11.020	Divers	04.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	44.406,00 D	145.098,61	145.098,61
11.030	Divers	04.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	38.935,00	38.935,00	36.340,83
11.100	11.40	04.44	Indemnités d'habillement	CORD	186,00	186,00	186,00
11.130	11.12	04.44	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	389.629,00	389.629,00	212.179,56
12.000	12.15	04.44	Indemnités pour services de tiers	CORD	443.430,00	443.430,00	375.670,07
12.010	12.13	04.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	52.120,00	52.120,00	42.863,67
12.080	12.11	04.44	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	118.998,00	118.998,00	113.598,31
12.090	12.21	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	178.484,00	178.484,00	178.483,32
12.100	12.11	04.44	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	764.533,00	764.533,00	764.532,88
12.250	Divers	04.44	Frais d'exploitation courants	CORD	214.426,00	214.426,00	214.363,76
12.300	Divers	04.44	Projet pédagogique „Média Use“	CORD	91.450,00	91.450,00	91.316,81

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
34.060	34.41	04.44	Participation aux frais de stage d'étudiants de l'institut d'études éducatives et sociales à l'étranger	CORD	2.479,00	2.479,00	2.446,46
43.000	43.22	04.44	Remboursement à la commune de Hesperange des dépenses effectuées dans l'intérêt de l'institut d'études éducatives et sociales	CORD	76.736,00	76.736,00	76.375,93
43.500	43.22	04.44	Remboursement à la commune de Hesperange des dépenses effectuées dans l'intérêt de l'institut d'études éducatives et sociales	CORD	3.359,00	3.359,00	3.358,39
			<i>Total de la section 03.4</i>		4.658.537,00	4.865.865,52	4.439.496,04
11.010	Divers	04.60	<i>Section 03.5 – Recherche scientifique et recherche appliquée</i> Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	254.964,00 D	289.408,16	289.408,16
11.020	Divers	04.60	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	125.722,35	125.722,35
11.130	11.12	04.60	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	8.676,00	8.676,00	8.671,41
12.010	12.13	04.60	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	248,00 TR	748,00	478,88
12.012	12.13	04.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	18.592,00 TE TR	40.092,00	36.709,30
12.040	12.12	04.60	Frais de bureau	CORD	7.000,00	7.000,00	5.158,71
12.120	12.30	04.60	Frais d'experts et d'études	CPUBLIE, CSDE	37.184,00	37.184,00	37.184,00
12.130	12.16	04.60	Frais de publication	CNST, CPUBLIE	8.800,00	8.800,00	300,70
12.190	12.30	04.60	Colloques, séminaires, stages et journées d'études; frais d'organisation et de participation	CORD	7.500,00 TR	10.500,00	9.787,50
12.191	12.30	04.60	Participation aux frais d'organisation de conférences scientifiques internationales	CORD	3.718,00	3.718,00	0,00
12.300	Divers	04.60	Frais de gestion dans l'intérêt de la participation nationale à des programmes d'organisations internationales	CORD	2.727,00	2.727,00	2.727,00
12.301	Divers	01.40	Projet ENA (European navigator); frais de fonctionnement, frais divers	CPUBLIE, CSDE	1.690.000,00 TE	1.290.134,84	1.290.134,84
33.000	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	CPUBLIE, CSDE	3.978.782,00	3.978.782,00	3.978.782,00
33.001	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des activités communautaires ayant trait aux fonds structurels	CNLI, CPUBLIE, CSDE	954.627,00	954.627,00	867.897,00
33.002	33.00	04.60	Contribution financière de l'Etat dans l'intérêt de la mise en oeuvre du projet eTechnoport Schlassgoart	CPUBLIE, CSDE	2.330.119,00	2.330.119,00	2.330.119,00
33.003	33.00	04.60	Contributions financières à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre de projets de recherche dans le cadre de programmes communautaires ou de programmes relevant d'institutions européennes ou internationales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.579.482,00	1.579.482,00	1.579.482,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.004	33.00	04.60	Contributions à divers centres de recherche publics dans l'intérêt de la mise en oeuvre de programmes de formation spécialisée	CORD	247.894,00	247.894,00	247.894,00
33.010	33.00	04.60	Subsides à divers instituts, centres et associations pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	CNSM	8.180,00	8.180,00	8.180,00
33.011	33.00	04.60	Contributions financières dans l'intérêt des centres de recherche publics	CNSM	3.978.780,00	3.978.780,00	3.978.780,00
33.012	33.00	04.60	Dotations au Fonds National de la Recherche	CNLI, CNSM, CPUBLIE	7.500.000,00	7.500.000,00	7.500.000,00
33.013	33.00	04.60	Subsides au profit de fondations et institutions internationales intervenant dans le domaine de la recherche scientifique	CNSM	57.630,00	57.630,00	14.000,00
33.014	33.00	04.60	Dotations au Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe	CNLI, CORD	100.000,00 TR	499.865,16	499.865,16
33.015	33.00	04.60	Mesures dans l'intérêt de la promotion de la recherche, du développement technologique et du transfert de technologie, notamment participation aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois ou étrangers, études, expertises et mesures directes	CNSM	24.789,00	24.789,00	24.789,00
34.060	34.41	04.60	Bourses de formation-recherche	CPUBLIE, CSDE	1.586.519,00 TE	1.561.519,00	1.542.683,00
34.070	34.51	04.60	Subsides à des particuliers pour activités dans l'intérêt de la recherche et du développement technologique	CORD	1.735,00	1.735,00	0,00
35.020	35.30	04.60	Contributions à des projets et programmes de recherche internationaux et cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.152.933,00 D	2.259.568,62	2.259.568,62
				<i>Total de la section 03.5</i>	26.540.979,00	26.807.681,13	26.638.322,63
				Total du département 02 et 03	123.389.799,00	129.054.173,77	124.614.148,17

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			04 – Ministère des Finances				
			<i>Section 04.0 – Dépenses générales</i>				
11.090	11.12	01.23	Indemnités de poste et de logement d'agents détachés à l'étranger	CNLI, CPUBLIE	38.640,00 D	46.561,00	46.560,66
11.300	11.00	03.20	Attribution aux fonctionnaires et agents de la police générale, spéciale et locale d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive	CNLI, CPUBLIE, CSDE	400.000,00	400.000,00	234.873,41
12.012	12.13	01.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	371.840,00	371.840,00	358.488,27
12.120	12.30	01.20	Fiscalité: études comparatives sur le plan européen	CORD	123.950,00	123.950,00	1.609,18
12.190	12.30	13.90	Frais de formation du personnel	CORD	6.200,00	6.200,00	557,00
12.300	Divers	01.43	Institutions financières internationales: dépenses en relation avec la participation du Grand-Duché aux assemblées annuelles	CNLI, CPUBLIE, CSDE	24.500,00	24.500,00	15.221,94
12.310	Divers	01.20	Frais d'abonnement à un service de données financières internationales	CORD	13.634,00	13.634,00	13.012,80
33.010	33.00	06.30	Répartition du produit net des suppléments perçus sur les émissions de timbres à surtaxe et sur les télégrammes postaux	CNLI, CNSM, CPUBLIE	63.200,00	63.200,00	40.205,62
33.012	33.00	08.30	Subsides pour les activités sociales et culturelles des associations de fonctionnaires	CNSM	28.760,00	28.760,00	28.760,00
33.013	33.00	01.22	Subside à allouer au Musée des Douanes et Accises	CNSM	2.500,00	2.500,00	2.500,00
33.014	33.00	08.30	Subsides à allouer à la „Douane's Musek“	CNSM	5.000,00	5.000,00	5.000,00
35.030	35.40	01.43	Contributions à des organisations internationales	CNLI, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	7.742,48
43.010	43.21	13.20	Attribution aux communes d'une partie du produit des amendes et des confiscations en matière répressive	CNLI, CPUBLIE, CSDE	400.000,00 D	493.031,00	493.030,37
			<i>Total de la section 04.0</i>		1.488.224,00	1.589.176,00	1.247.561,73
			<i>Section 04.1 – Contributions directes et métrologie</i>				
11.000	Divers	01.22	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	30.486.578,00	30.486.578,00	30.258.171,89
11.010	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	2.713.125,00	2.713.125,00	2.510.797,55
11.020	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	518.853,96	518.853,96
11.030	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	743.392,00 D	774.322,10	774.322,10
11.040	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	26.191,19	26.191,19
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	CORD	6.111,00 TR	6.136,00	6.133,80
11.110	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	1.474,00 TR	1.502,00	1.501,08
11.130	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	38.574,00 TR	40.974,00	38.241,64
12.001	12.15	01.22	Part de l'Etat dans l'indemnité revenant aux personnes participant au recensement annuel dans l'intérêt de l'assiette des impôts directs	CORD	83.441,00	83.441,00	83.110,44

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	CORD	75.000,00 TE TR	62.100,00	62.044,93
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	35.150,00	35.150,00	23.072,49
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection pour les agents du service de métrologie	CORD	495,00	495,00	447,63
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	CORD	180.000,00 TR	213.000,00	200.319,79
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	1.177.891,00 TE	1.165.665,00	1.102.480,12
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	42.000,00 TE	38.893,00	21.469,30
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	4.500,00	4.500,00	4.430,42
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	240.670,00 TE	235.670,00	226.608,39
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.024.798,00 D	2.048.642,00	2.042.331,82
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	877.900,00	877.900,00	876.861,64
12.110	12.30	01.22	Frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	140.000,00	140.000,00	135.982,11
12.120	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.250,00	1.250,00	1.026,48
12.125	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	650.000,00	650.000,00	649.901,80
12.190	12.30	01.22	Cours de formation pour les agents des contributions	CORD	25.000,00 TE	12.600,00	11.205,81
12.300	Divers	01.22	Fiches, imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux, comptes et pièces comptables, préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur, enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables, codes et études fiscaux	CNLI, CPUBLIE	367.184,00 D	467.784,00	412.435,88
12.310	Divers	01.22	Frais de poursuite et d'instance pour le recouvrement des contributions, frais hypothécaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	61.000,00	61.000,00	50.478,49
12.320	Divers	01.22	Service de métrologie, acquisition et entretien d'instruments de contrôle, dépenses diverses	CORD	7.910,00	7.910,00	7.847,02
12.330	Divers	01.22	Entretien d'une installation de microfilmage, acquisition de matériel accessoire et de matériel consommable	CORD	750,00	750,00	0,00
12.350	Divers	Divers	Frais de banque	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.200,00 TR	15.416,00	15.413,97
12.800	Divers	01.22	Fiches, imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux, comptes et pièces comptables, préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur, enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables	CORD	964,00	964,00	963,37
35.030	35.40	01.22	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	1.270,00 TR	1.324,00	1.324,00
12.520	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.036,00	1.036,00	0,00
12.540	12.12	01.22	Frais de bureau	CORD	462,00	462,00	461,67
			<i>Total de la section 04.1</i>		39.993.415,00	40.693.634,25	40.064.430,78

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 04.2 – Enregistrement et domaines</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	15.820.588,00	15.820.588,00	15.380.152,66
11.010	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.213.047,00 D	1.216.417,59	1.216.417,59
11.020	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	9.448,00 D	225.304,65	225.304,65
11.030	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	517.187,00 D	522.145,53	522.145,53
11.040	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	19.664,93	19.664,93
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CORD	3.376,00	3.376,00	3.194,72
11.110	11.12	Divers	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	2.780,00	2.780,00	2.750,00
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	29.030,00	29.030,00	28.242,63
11.132	11.12	01.22	Indemnités de responsabilité des conservateurs des hypothèques	CNLI, CPUBLIE	145.000,00 TR	150.100,00	150.040,48
12.000	12.15	Divers	Indemnités pour services de tiers	CORD	25.266,00 TE	24.312,00	19.002,71
12.010	12.13	Divers	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	39.000,00 TE	33.900,00	32.382,77
12.020	12.14	Divers	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.250,00 TR	4.150,00	4.054,01
12.040	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD	130.415,00	130.415,00	120.131,60
12.050	12.12	Divers	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD			
12.060	12.12	Divers	Location et entretien des installations de télécommunications	CPUBLIE, CSDE	336.700,00 TE	316.700,00	302.710,05
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	18.800,00 TE	13.800,00	12.240,85
12.090	12.21	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CORD	141.350,00	141.350,00	125.506,28
12.100	12.11	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	269.000,00 TR	269.954,00	262.741,41
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CNLI, CPUBLIE	68.982,00 TR	68.999,00	68.998,36
12.300	Divers	Divers	Fiches, imprimés et documents administratifs fiscaux et spéciaux, comptes et pièces comptables, préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur, enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative destinés aux contribuables, codes et études fiscaux	CORD	33.604,00 TE	20.962,00	11.551,62
12.310	Divers	01.22	Frais de poursuite et d'instance, frais hypothécaires	CNLI, CPUBLIE	100.000,00 D TR	145.000,00	136.834,87
12.320	Divers	01.22	Dépenses à faire par les comptables de l'administration en vertu de la loi du 15.3.1892 sur la procédure en débat en matière de faillite ainsi que de la loi du 27.2.1979 portant règlement des honoraires des curateurs aux faillites clôturées pour insuffisance d'actif et des curateurs à successions vacantes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	620.000,00 TR	625.000,00	624.614,03
12.330	Divers	01.25	Frais d'adjudication exposés par l'administration des domaines dans l'intérêt de la vente des biens et produits domaniaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	170.000,00 D	360.000,00	359.744,54
				CNLI, CPUBLIE	19.800,00 TR	24.800,00	21.889,74

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.340	Divers	01.25	Travaux d'entretien, de plantation et de boisement sur les terrains des forts Thungen et Olisy, réparations urgentes exécutées par l'administration des domaines, masse d'habillement du garde des domaines et des ouvriers des domaines	CORD	17.849,00 TE	16.949,00	16.502,19
12.350	Divers	Divers	Fabrication de papier-timbre et de timbres mobiles, dépenses de l'atelier	CNLI, CPUBLIE, CSDE	78.000,00	78.000,00	56.507,09
12.360	Divers	01.22	Carnets d'avertissements taxés	CORD	15.000,00	15.000,00	14.601,92
12.370	Divers	01.25	Impôt foncier dû par le domaine de l'Etat, taxes annuelles de cabaretage, participation aux travaux connexes due par le domaine de l'Etat dans le cadre de projets de remembrement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.000,00 TR	207.000,00	206.181,64
12.380	Divers	01.25	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CORD	1.500,00	1.500,00	1.176,78
12.390	Divers	01.25	Frais de banque	CNLI, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	4.167,51
23.000	23.00	13.10	Intérêts des consignations et dépôts	CNLI, CPUBLIE, CSDE	120.000,00 D	400.000,00	400.000,00
24.010	24.10	Divers	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	420,00	420,00	0,00
43.010	43.21	01.22	Participation des communes au produit du timbre de la carte d'identité pour étrangers	CNLI, CPUBLIE	7.200,00 TR	7.825,00	7.825,00
12.500	12.15	13.90	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.000,00	3.000,00	2.806,59
			<i>Total de la section 04.2</i>		20.169.692,00	20.908.442,70	20.360.084,75
11.000	Divers	01.22	<i>Section 04.3 – Douanes et accises</i>	CNLI, CSDE	27.054.100,00	27.054.100,00	26.872.132,31
11.010	Divers	01.22	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	155.429,00 D	163.005,58	163.005,58
11.020	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	5.115,00 D TR	9.224,28	9.224,28
11.030	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	512.784,00	512.784,00	493.717,83
11.040	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00 D	39.146,44	39.146,44
11.080	11.31	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CORD	3.780,00 TR	4.330,00	4.291,12
11.100	11.40	01.22	Frais médicaux	CORD	258.111,00	258.111,00	258.111,00
11.110	11.12	01.22	Indemnités d'habillement	CNLI, CPUBLIE	52.050,00	52.050,00	44.781,36
11.120	11.12	01.22	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	30.975,00 TE	30.475,00	30.464,64
11.130	11.12	01.22	Gratifications pour croix de service	CORD	196.070,00	196.070,00	162.330,64
11.131	11.12	01.22	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	7.160,00	7.160,00	3.476,25
11.300	11.00	01.22	Indemnités de permanence à domicile	CORD	232.118,00	232.118,00	199.368,73
11.650	11.12	01.22	Prime de formation	CORD	485.606,00	485.606,00	485.605,84
11.800	11.00	01.22	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD	383.196,00	383.196,00	332.605,76

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	35.000,00 TR	60.000,00	51.204,01
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	180.000,00 TR	182.500,00	176.232,18
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	144.415,00	144.415,00	136.027,22
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	CORD	91.600,00	91.600,00	86.706,32
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE, CSDE	362.422,00	362.422,00	288.131,18
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	75.000,00	75.000,00	74.911,63
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	108.800,00	108.800,00	104.565,94
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	CPUBLIE, CSDE	250.000,00	250.000,00	238.383,60
12.081	12.11	01.22	Entretien des logements de service	CPUBLIE, CSDE	150.000,00 TE	136.392,00	118.908,90
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	23.128,00	23.128,00	23.113,56
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	828.300,00 D	890.400,00	884.981,50
12.125	12.30	01.22	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	12.500,00	12.500,00	3.449,34
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	88.000,00	88.000,00	82.121,14
12.190	12.30	01.22	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	76.440,00 TE	61.440,00	53.225,18
12.300	Divers	01.22	Armement et équipement du personnel, exercices de tir	CORD	75.800,00	75.800,00	75.345,03
12.310	Divers	03.20	Frais d'entretien et d'assurance des chiens antidrogue et dépenses dans le cadre de la lutte antidrogue	CORD	40.700,00	40.700,00	39.262,01
12.320	Divers	01.22	Documentation administrative, imprimés destinés à la vente ainsi que frais de confection de bandellettes fiscales (fournitures faites par l'administration belge des douanes et accises)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00 D	570.000,00	486.982,79
12.321	Divers	01.22	Fiches, imprimés et documents administratifs, comptes et pièces comptables, préimprimés de saisie et d'édition pour ordinateur, enveloppes, dossiers, registres et documentation administrative	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	48.173,61
12.330	Divers	01.22	Honoraires et frais d'experts, frais d'analyse et de contrôle, frais d'interprètes et frais de traduction, frais judiciaires, dommages-intérêts, restitution d'intérêts de retard, indemnités pour visiteuses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.500,00	2.500,00	2.065,36
12.340	Divers	03.20	Frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle	CORD	2.500,00 TE	0,00	0,00
12.350	Divers	01.22	Frais de manutention	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.360	Divers	01.22	Frais de banque	CORD	7.000,00 TR	8.300,00	8.255,25
12.370	Divers	01.22	Impôt foncier et taxes communales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	25.000,00	25.000,00	24.015,27
12.390	Divers	01.22	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement et de vêtements de travail	CORD	60.000,00 TR	60.500,00	58.923,16
24.010	24.10	01.22	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	66.250,00	66.250,00	61.819,08
24.040	24.20	01.22	Location de logiciels informatiques à l'intérieur du secteur administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	250,00	250,00	0,00
36.010	36.02	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur certaines huiles minérales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
36.011	36.02	13.60	Restitution du droit d'accise autonome sur les cigarettes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
36.012	36.02	13.60	Restitution de la redevance de contrôle sur le fuel domestique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
				<i>Total de la section 04.3</i>	32.632.599,00	32.813.673,30	32.225.065,04
				Total du département 04	94.283.930,00	96.004.926,25	93.897.142,30

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			05 – Ministère des Finances: Trésor et Budget				
			<i>Section 05.0 – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	11.70	Casino de jeux du Luxembourg à Mondorf-les-Bains: indemnité du commissaire du gouvernement et indemnités de surveillance	CPUBLIE, CSDE	41.798,00	41.798,00	40.800,00
12.020	12.14	11.70	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	6.050,00	6.050,00	3.897,57
12.040	12.12	01.20	Frais de bureau	CORD	25.670,00	25.670,00	25.195,66
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	10.000,00	10.000,00	9.806,03
12.090	12.21	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.317.770,00 D	6.338.770,00	6.271.605,32
12.100	12.11	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	14.718.963,00 D	15.968.963,00	15.009.025,49
12.120	12.30	01.25	Domaines de l'Etat: frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE	6.000,00 D	45.386,00	0,00
12.121	12.30	01.24	Frais en relation avec l'introduction de l'EURO: frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.122	12.30	01.20	Frais en relation avec l'introduction de la nouvelle législation sur la comptabilité de l'Etat: frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	700.000,00	700.000,00	589.606,48
12.140	12.16	01.24	Mesures et interventions destinées à favoriser l'introduction de l'euro: frais de publicité, de sensibilisation et d'information du public: brochures, campagnes publicitaires, frais divers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	5.243,67
12.300	Divers	13.90	Crédit commun: dépenses imprévues	CPUBLIE, CSDE	1.000,00	1.000,00	0,00
12.310	Divers	13.90	Crédit commun: dépenses sur exercices clos	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.000,00 D	22.730,46	22.436,86
12.320	Divers	01.20	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
32.020	32.00	01.24	Mesures et interventions destinées à favoriser l'introduction de l'euro: subventions	CNLI, CPUBLIE, CSDE	25.000,00 D	41.917,00	41.915,99
34.040	34.42	06.35	Subventions pour cause de dommages matériels subis par suite de guerres, d'événements politiques et de calamités naturelles	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
41.010	41.40	01.20	Banque centrale du Luxembourg: remboursement des frais en relation avec l'établissement de la balance des paiements du Luxembourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.450.000,00	2.450.000,00	1.848.969,00
93.000	93.00	13.90	Alimentation du fonds de crise institué par la loi du 27.7.1938	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
			<i>Total de la section 05.0</i>		23.354.551,00	25.703.584,46	23.868.502,07
			<i>Section 05.1 – Inspection générale des finances</i>				
11.000	Divers	01.23	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	900.475,00 D	923.187,62	923.187,62
11.010	Divers	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	226.517,00 D	233.259,43	233.259,43
11.020	Divers	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.030	Divers	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	60.261,00	60.261,00	44.308,12
11.040	Divers	01.23	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	01.23	Indemnités d'habillement	CORD	279,00	279,00	185,92
12.000	12.15	01.23	Indemnités pour services de tiers	CORD	100,00	100,00	0,00
12.010	12.13	01.23	Frais de route et de séjour	CORD	290,00	290,00	119,68
12.020	12.14	01.23	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.000,00 TR	2.355,00	2.353,52
12.040	12.12	01.23	Frais de bureau	CORD	24.600,00 TE	24.245,00	18.619,42
12.050	12.12	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	6.500,00	6.500,00	2.932,17
12.060	12.12	01.23	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
12.070	12.12	01.23	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	750,00	750,00	188,32
12.080	12.11	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	23.000,00	23.000,00	15.126,15
12.120	12.30	01.23	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	250.000,00 D	506.350,00	381.094,59
12.125	12.30	01.23	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	0,00
12.190	12.30	01.23	Colloques, séminaires, stages et journées d'études et frais d'organisation et de participation	CORD	5.500,00	5.500,00	50,00
			<i>Total de la section 05.1</i>		1.601.472,00	1.887.277,05	1.621.424,94
11.000	Divers	01.23	<i>Section 05.2 – Trésorerie de l'Etat</i>				
11.010	Divers	01.23	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.305.037,00 D	1.342.436,09	1.342.436,09
11.020	Divers	01.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	47.906,00	47.906,00	46.305,65
12.010	12.13	01.23	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	31.088,70	31.088,70
12.040	12.12	01.23	Frais de route et de séjour	CORD	350,00	350,00	0,00
12.050	12.12	01.23	Frais de bureau	CORD	12.000,00	12.000,00	10.145,96
12.080	12.11	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	3.500,00	3.500,00	3.465,72
12.190	12.30	01.23	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	22.000,00	22.000,00	20.645,65
12.300	Divers	01.23	Frais de perfectionnement du personnel	CORD	500,00	500,00	0,00
23.000	23.00	01.23	Frais de banque	CNLI, CPUBLIE	150.000,00 D	205.657,00	205.656,91
23.010	23.00	01.23	Intérêts imputés en débit pour les fonds structurels	CNLI, CPUBLIE	1.000,00	1.000,00	0,00
			Pertes de change en relation avec des paiements de factures en devises				
23.020	23.00	01.23	Intérêts à payer à la Caisse de Consignation sur les fonds placés auprès de la Trésorerie de l'Etat	CNLI, CPUBLIE	200.000,00 D	700.000,00	608.699,77
				CNLI, CPUBLIE, CSDE	360.000,00 D	660.000,00	630.030,47

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.540	12.12	01.23	Frais de bureau	CORD	865,00	865,00	860,75
12.550	12.12	01.23	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	285,00	285,00	284,23
			<i>Total de la section 05.2</i>		2.103.543,00	3.027.587,79	2.899.619,90
			<i>Section 05.3 – Direction du contrôle financier</i>				
11.000	Divers	01.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	118.834,00 D	120.170,48	120.170,48
11.020	Divers	01.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.010	12.13	01.30	Frais de route et de séjour	CORD	1.000,00	1.000,00	119,66
12.020	12.14	01.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.600,00	1.600,00	814,43
12.030	12.16	01.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	500,00 TR	2.500,00	2.200,83
12.040	12.12	01.30	Frais de bureau	CORD	40.000,00 TE	38.000,00	24.153,90
12.070	12.12	01.30	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	3.500,00	3.500,00	55,98
12.120	12.30	01.30	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.500,00	12.500,00	0,00
12.190	12.30	01.30	Formation du personnel	CORD	5.000,00	5.000,00	2.428,00
			<i>Total de la section 05.3</i>		183.034,00	184.370,48	149.943,28
			<i>Section 05.4 – Cadastre et topographie</i>				
11.000	Divers	01.22	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	7.342.209,00	7.342.209,00	7.325.467,02
11.010	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	85.536,00	85.536,00	75.675,96
11.020	Divers	01.22	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	153.080,59	153.080,59
11.030	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	154.024,00 D	180.397,26	180.397,26
11.040	Divers	01.22	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	619,96	619,96
11.100	11.40	01.22	Indemnités d'habillement	CORD	8.875,00	8.875,00	8.242,43
12.000	12.15	01.22	Indemnités pour services de tiers	CORD	12.395,00	12.395,00	0,00
12.001	12.15	01.22	Travaux de mesurage et travaux connexes à exécuter par le secteur privé: honoraires et autres prestations	CNLI, CPUBLIE, CSDE	75.000,00	75.000,00	60.816,00
12.002	12.15	01.22	Registre national des localités et des rues: gestion du registre et création d'un lien avec les bases de données cadastrales: indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	0,00
12.003	12.15	01.22	Conservation et développement de la base de données topo/cartographique: indemnités pour services de tiers	CORD	50.000,00	50.000,00	49.616,00
12.005	12.15	01.22	Gestion et mise à jour du réseau gravimétrique: indemnités pour services de tiers	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.006	12.15	01.22	Création de la banque de données nationale – Système d'information du territoire (BDN-SIT): indemnités pour services de tiers	CPUBLIE, CSDE	80.000,00	80.000,00	77.747,25
12.007	12.15	01.22	Production d'une nouvelle carte digitale 1:20.000, générée à partir de la base de données topo/carto: indemnités pour service de tiers	CPUBLIE, CSDE	300.000,00	300.000,00	295.212,00
12.008	12.15	01.22	Gestion et mise à jour du plan cadastral informatisé: indemnités pour services de tiers	CPUBLIE, CSDE	96.000,00	96.000,00	53.020,80
12.009	12.15	01.22	Actualisation des fichiers cadastraux (AFC): mise à jour des fichiers alphanumériques et graphiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.600.000,00	1.600.000,00	1.599.998,91
12.010	12.13	01.22	Frais de route et de séjour	CORD	21.000,00	21.000,00	20.648,44
12.020	12.14	01.22	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	42.000,00	42.000,00	38.213,32
12.030	12.16	01.22	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.450,00	1.450,00	1.390,33
12.040	12.12	01.22	Frais de bureau	CORD	74.000,00	74.000,00	57.564,42
12.050	12.12	01.22	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	95.086,00	95.086,00	83.855,85
12.060	12.12	01.22	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	13.000,00	13.000,00	11.066,63
12.070	12.12	01.22	Location et entretien des équipements informatiques	CNLI, CPUBLIE	386.900,00	386.900,00	366.857,43
12.080	12.11	01.22	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	43.000,00	43.000,00	30.713,03
12.090	12.21	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	27.446,00	27.446,00	27.392,27
12.100	12.11	01.22	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	71.867,00 D	81.867,00	76.753,11
12.140	12.16	01.22	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	CORD	35.000,00	35.000,00	10.825,26
12.170	12.30	01.22	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	7.700,00	7.700,00	7.672,80
12.190	12.30	01.22	Cours de formation et de recyclage du personnel	CORD	15.000,00	15.000,00	9.730,00
12.300	Divers	01.22	Frais d'entretien et de renouvellement du matériel d'atelier et d'arpentage, fourniture et pose de bornes et rivets, construction et réparation de signaux de triangulation, dépenses diverses	CORD	12.500,00	12.500,00	11.200,53
12.310	Divers	01.22	Frais de conservation, de mise à jour et de reproduction des documents cadastraux et de la carte topographique, dépenses relatives au laboratoire photographique	CORD	19.500,00	19.500,00	12.941,59
12.320	Divers	01.22	Travaux d'abornement des frontières	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.479,00	2.479,00	1.748,53
12.330	Divers	01.22	Renouvellement du stock et actualisation de la carte topographique, de cartes dérivées et des photos aériennes du Grand-Duché de Luxembourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	58.000,00	58.000,00	38.945,63

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paielements effectifs (en EUR)
12.340	Divers	01.22	Réparation des instruments géodésiques de levé et de report ainsi que des différents copieurs	CORD	20.000,00	20.000,00	16.989,73
12.350	Divers	01.22	Entretien de l'installation de microfilmage, acquisition de matériel accessoire et de matériel consommable	CNLI, CPUBLIE	11.000,00	11.000,00	0,00
12.370	Divers	01.22	Exploitation et entretien de la station permanente GPS	CNLI, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	0,00
12.380	Divers	01.22	Reliure de la documentation cadastrale littérale ancienne	CORD	100.000,00	100.000,00	87.331,23
12.390	Divers	01.22	Frais de banque	CNLI, CPUBLIE	4.500,00	4.500,00	170,32
24.010	24.10	01.22	Location de terminaux électroniques auprès de secteurs autres que le secteur administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	3.500,00	3.500,00	367,76
35.060	35.00	01.22	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	14.000,00	14.000,00	11.635,00
35.061	35.00	01.22	Participation à des frais de productions cartographiques et autres dans le cadre du partenariat SARRE-LOR-LUX (RHENANIE-PALATINAT et WALLONIE)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.500,00	12.500,00	7.267,21
				<i>Total de la section 05.4</i>	10.948.667,00	11.138.540,81	10.811.174,60
				Total du département 05	38.191.267,00	41.941.360,59	39.350.664,79

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			06 – Ministère des Finances: Dette publique				
			<i>Section 06.0 – Dette publique</i>				
12.300	Divers	01.23	Dette publique: indemnités, imprimés, commissions, frais d'achat de papier filigrané, frais de confection de titres et autres frais accessoires	CNLI, CPUBLIE	4.750,00	4.750,00	1.913,88
12.301	Divers	01.23	Dépenses en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.500.000,00 D	8.235.000,00	8.077.138,40
21.000	21.11	13.10	Ligne de crédit auprès de la BCEE: intérêts débiteurs	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
21.005	21.11	13.10	Alimentation du fonds de la dette publique: intérêts	CNLI, CPUBLIE	42.513.905,00	42.513.905,00	42.513.905,00
93.000	93.00	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg: intérêts	CNLI, CPUBLIE, CSDE	750.000,00	750.000,00	529.511,58
93.001	93.00	07.20	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville: intérêts	CNLI, CPUBLIE, CSDE	750.000,00 D	951.665,00	951.662,11
			<i>Total de la section 06.0</i>		46.518.755,00	52.455.420,00	52.074.130,97
			Total du département 06		46.518.755,00	52.455.420,00	52.074.130,97

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			07 – Ministère de la Justice				
			<i>Section 07.0 – Justice</i>				
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	54.181,00	54.181,00	28.463,51
11.630	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	9.110,00	9.110,00	9.102,65
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	9.500,00	9.500,00	6.904,63
12.001	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers: frais de traduction et d'interprétation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	150.000,00	150.000,00	122.634,36
12.012	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CNLI, CPUBLIE	220.000,00 D	440.000,00	270.681,96
12.020	12.14	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.400,00 TR	2.523,00	2.521,99
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques, menues dépenses	CORD	30.000,00 TE	29.877,00	24.586,59
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	45.000,00	45.000,00	42.272,53
12.120	12.30	03.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	25.000,00 D	36.300,00	31.544,10
12.130	12.16	03.10	Publication et mise à jour des codes luxembourgeois et des répertoires de jurisprudence	CNLI, CPUBLIE, CSDE	60.000,00	60.000,00	23.432,23
12.300	Divers	03.10	Frais divers en relation avec l'informatisation du registre du commerce	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00 D	435.100,00	433.393,71
12.301	Divers	03.10	Frais divers en relation avec la mise sur disque optique des archives du Ministère de la Justice	CORD	500.000,00	500.000,00	0,00
12.391	Divers	01.43	Organisation de colloques internationaux, frais de réunions, réceptions officielles, dépenses diverses	CORD	25.000,00	25.000,00	2.113,47
24.010	24.10	03.10	Location de logiciels informatiques auprès des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	0,00
32.000	32.00	03.10	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt d'une refonte de la législation	CORD	60.000,00	60.000,00	55.880,00
33.010	33.00	03.10	Subsides aux barreaux	CNSM	10.170,00	10.170,00	1.240,00
33.011	33.00	03.30	Subsides à des organismes s'occupant du reclassement des anciens détenus	CNSM	1.900,00	1.900,00	1.900,00
33.012	33.00	03.30	Participation de l'Etat au financement de projets favorisant la réintégration sociale des détenus	CNSM	123.200,00	123.200,00	105.834,32
34.010	34.30	03.10	Subventions aux huissiers de justice ou à leurs veuves	CNLI, CPUBLIE	17.957,00	17.957,00	17.832,14
34.070	34.51	03.10	Subsides dans l'intérêt de la publication de la pasicrisis, de chroniques et d'ouvrages de droit	CORD	4.000,00	4.000,00	4.000,00
34.090	34.49	03.10	Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles, indemnisation en cas de détention préventive inopérante, indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00 D	235.000,00	230.619,55

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
35.060	35.00	03.10	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	150.575,00 D	185.775,00	185.751,00
12.512	12.13	03.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	4.170,00	4.170,00	4.164,28
12.580	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	170,00	170,00	165,34
			<i>Total de la section 07.0</i>		1.612.433,00	2.448.933,00	1.605.038,36
			<i>Section 07.1 – Services judiciaires</i>				
11.000	Divers	03.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	28.285.262,00 D	28.804.366,28	28.804.366,28
11.010	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.544.615,00 D	1.847.198,63	1.847.198,63
11.020	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	958.001,49	958.001,49
11.030	Divers	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	725.168,00 D	784.506,94	784.506,94
11.040	Divers	03.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	2.694,93	2.694,93
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	CORD	4.500,00	4.500,00	4.331,92
11.130	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	61.800,00 TR	64.900,00	57.456,83
11.131	11.12	03.10	Juges et juges de paix suppléants: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	75.000,00	75.000,00	26.738,39
11.132	11.12	03.10	Frais de justice, exécution des commissions rogatoires, expertises et missions spéciales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.000,00	200.000,00	131.875,68
11.133	11.12	03.10	Médiation pénale: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.500,00	7.500,00	1.883,28
11.630	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.465,00	5.465,00	5.461,56
12.000	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	12.000,00 TR	15.000,00	11.858,49
12.001	12.15	03.10	Médiation pénale: indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.000,00	5.000,00	1.873,18
12.002	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers: frais de gardiennage	CORD	191.965,00	191.965,00	169.043,88
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	55.000,00 TR	95.000,00	77.915,90
12.020	12.14	03.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.735,00	1.735,00	0,00
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	18.000,00	18.000,00	1.936,13
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	261.000,00 TR	286.000,00	276.930,16
12.041	12.12	03.10	Bibliothèque centrale de la magistrature	CORD	100.000,00	100.000,00	99.633,33
12.042	12.12	03.10	Conservation des registres de l'Etat Civil	CORD	125.000,00 TE	118.900,00	41.389,00
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	711.200,00	711.200,00	686.222,67
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	28.600,00	28.600,00	16.865,17
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	305.000,00	305.000,00	255.958,64
12.090	12.21	03.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à l'intérieur du secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	42.630,00 D	46.640,00	46.633,94

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.100	12.11	03.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	84.100,00	84.100,00	82.221,24
12.125	12.30	13.90	Frais d'experts et d'études	CORD	814.000,00 TE	749.000,00	25.401,60
12.190	12.30	03.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation, formation du personnel	CORD	100.000,00	100.000,00	12.577,57
12.300	Divers	03.10	Frais de justice, exécution de commissions rogatoires, expertises et missions spéciales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.400.000,00 D	1.840.000,00	1.789.727,26
12.301	Divers	03.10	Encadrement et assistance des victimes d'infractions	CORD	74.368,00	74.368,00	74.368,00
12.310	Divers	03.10	Assistance judiciaire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	750.000,00 D	1.800.000,00	1.789.277,54
12.321	Divers	03.10	Gestion de la fourrière judiciaire nationale	CNLI, CPUBLIE	274.250,00	274.250,00	266.147,98
12.330	Divers	03.10	Exécution du régime des peines de substitution: frais d'organisation des travaux d'intérêt général	CORD	41.400,00	41.400,00	37.751,40
12.335	Divers	03.10	Service central d'assistance sociale: frais de consultation dans l'intérêt des agents du service	CORD	9.300,00	9.300,00	9.300,00
24.010	24.10	03.10	Documentation juridique automatisée : redevance pour la gestion d'un programme informatique d'enregistrement et de traitement de décisions judiciaires pour compte des autorités judiciaires luxembourgeoises	CNLI, CPUBLIE, CSDE	35.000,00	35.000,00	0,00
34.050	34.38	03.10	Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire	CNLI, CPUBLIE	1.050.000,00 D	1.325.000,00	1.299.131,27
34.090	34.49	03.10	Patronage des condamnés libérés et aide aux condamnés sous le régime de la mise à l'épreuve	CORD	120.000,00	120.000,00	120.000,00
34.091	34.49	03.10	Programme d'aide aux mineurs tombant sous la loi du 10.8.1992 sur la protection de la jeunesse	CORD	50.000,00	50.000,00	50.000,00
12.500	12.15	03.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	620,00	620,00	501,99
12.510	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	3.390,00	3.390,00	2.831,56
12.540	12.12	03.10	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	21.421,00	21.421,00	21.416,79
12.580	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	2.840,00	2.840,00	2.836,62
34.550	34.38	03.10	Indemnités des stagiaires accomplissant le stage judiciaire	CORD	19.910,00	19.910,00	19.907,61
<i>Total de la section 07.1</i>					37.617.239,00	41.227.772,27	39.914.174,85
<i>Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires</i>							
11.000	Divers	03.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	14.826.299,00 D	16.064.906,76	16.064.906,76
11.010	Divers	03.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	270.855,00	270.855,00	240.305,61
11.020	Divers	03.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	68.968,46	68.968,46
11.030	Divers	03.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	289.196,00	289.196,00	243.033,44
11.100	11.40	03.30	Indemnités d'habillement	CNLI, CPUBLIE	85.245,00	85.245,00	83.925,89

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.110	11.12	03.30	Indemnités pour pertes de caisse	CORD	125,00	125,00	125,00
11.120	11.12	03.30	Gratifications pour croix de service	CORD	18.840,00	18.840,00	16.697,01
11.130	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	20.898,00	20.898,00	6.578,89
11.630	11.12	03.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	40.997,00	40.997,00	40.977,59
12.000	12.15	03.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	16.720,00	16.720,00	5.621,96
12.010	12.13	03.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	20.000,00	20.000,00	18.310,15
12.020	12.14	03.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	25.055,00	25.055,00	21.465,80
12.040	12.12	03.30	Direction générale des établissements pénitentiaires: frais de bureau	CORD	1.240,00	1.240,00	1.124,72
12.041	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais de bureau	CORD	20.000,00 TR	23.000,00	22.085,89
12.042	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: frais de bureau	CORD	5.400,00	5.400,00	4.773,04
12.050	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	72.130,00 TR	73.692,00	73.691,23
12.051	12.12	03.30	Centre pénitentiaire agricole de Givenich: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	11.523,00	11.523,00	8.489,95
12.060	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	19.476,00 TE	16.476,00	15.726,05
12.061	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.344,00	2.344,00	2.298,78
12.070	12.12	03.30	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	28.830,00 TR	29.154,00	29.153,55
12.080	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	CORD	205.000,00	205.000,00	197.488,13
12.081	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	CORD	31.110,00	31.110,00	29.419,67
12.082	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: exploitation et entretien, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	825.000,00	825.000,00	673.144,06
12.083	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	161.365,00	161.365,00	126.528,98
12.150	12.30	03.30	Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant, vaccinations préventives dans l'intérêt du service	CNLI, CPUBLIE	900.000,00	900.000,00	743.835,83
12.190	12.30	03.30	Formation du personnel	CORD	54.785,00 TE	51.385,00	43.033,73
12.191	12.30	03.30	Formation des détenus	CORD	20.000,00 TE	18.114,00	17.092,82
12.210	12.30	03.30	Frais d'alimentation	CNLI, CPUBLIE	1.132.770,00	1.132.770,00	881.076,92

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.300	Divers	03.30	Gratuité de l'abonnement téléphonique du personnel	CORD	22.608,00 TR	26.008,00	25.967,66
12.305	Divers	03.30	Indemnités et frais de route dans l'intérêt de la prise en charge des problèmes de santé dans le cadre du centre pénitentiaire	CORD	25.000,00	25.000,00	6.742,04
12.310	Divers	03.30	Entretien des détenus: habillement, chaussures, couchage	CNLI, CPUBLIE	130.219,00	130.219,00	127.510,98
12.311	Divers	03.30	Entretien des détenus: menues dépenses de ménage, enseignement et réadaptation sociale, dépenses diverses	CORD	300.000,00	300.000,00	243.558,11
12.320	Divers	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus, acquisition d'outillage et de matières premières	CNLI, CPUBLIE	369.400,00	369.400,00	292.633,82
12.330	Divers	03.30	Frais de location de chambres-cellules pour détenus au centre hospitalier de Luxembourg	CORD	18.592,00	18.592,00	0,00
12.331	Divers	03.30	Remboursement au Centre Hospitalier de Luxembourg et au Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck des frais découlant de l'organisation de services de soins au centre pénitentiaire de Luxembourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.415.100,00	1.415.100,00	569.868,44
12.340	Divers	03.30	Droit d'accise et taxe de consommation dus par le centre pénitentiaire agricole de Givenich	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.500,00	1.500,00	782,85
12.350	Divers	03.30	Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de matériel de protection individuelle, acquisition de munitions	CORD	8.783,00	8.783,00	7.591,05
12.370	Divers	03.30	Projet global de prise en charge de personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	300.000,00	300.000,00	215.933,84
34.090	34.49	03.30	Salaires des détenus	CNLI, CPUBLIE	755.180,00 D	781.180,00	777.680,00
12.510	12.13	03.30	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	58,00	58,00	54,81
12.520	12.14	03.30	Frais d'exploitation des véhicules automobiles	CORD	600,00	600,00	595,09
12.541	12.12	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: frais de bureau	CORD	6.945,00	6.945,00	6.941,02
12.580	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Luxembourg: réparation et entretien des bâtiments, du mobilier, des installations techniques et des alentours	CORD	13.727,00	13.727,00	13.726,83
12.583	12.11	03.30	Centre pénitentiaire de Givenich: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	1.205,00	1.205,00	1.204,80
12.650	12.30	03.30	Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant, vaccinations préventives dans l'intérêt du service	CORD	61.592,00	61.592,00	58.959,56
12.710	12.30	03.30	Frais d'alimentation	CORD	16.875,00	16.875,00	16.871,40
12.810	Divers	03.30	Entretien des détenus: habillement, chaussures, couchage	CORD	4.955,00	4.955,00	4.952,65
12.811	Divers	03.30	Entretien des détenus: menues dépenses de ménage, enseignement et réadaptation sociale, dépenses diverses	CORD	2.040,00	2.040,00	1.419,79

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectués (en EUR)
12.812	Divers	03.30	Services éducatifs: premier équipement des salles de classes et locaux annexes, matériel didactique	CORD	2.165,00	2.165,00	2.164,76
12.820	Divers	03.30	Dépenses relatives au travail des détenus: acquisition d'outillage et de matières premières	CORD	1.515,00	1.515,00	1.090,06
			<i>Total de la section 07.2</i>		22.563.362,00	23.896.838,22	22.056.129,47
			<i>Section 07.3 – Juridictions administratives</i>				
11.000	Divers	03.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.710.526,00 D	1.879.283,30	1.879.283,30
11.010	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	138.478,00	138.478,00	0,00
11.020	Divers	03.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	03.10	Indemnités d'habillement	CORD	275,00	275,00	272,68
11.130	11.12	03.10	Juges suppléants: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.000,00	5.000,00	520,56
11.131	11.12	03.10	Frais de justice, expertises et missions spéciales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.132	11.12	03.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	107.090,00	107.090,00	103.940,64
12.010	12.13	03.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	500,00	500,00	487,05
12.030	12.16	03.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	200,00	200,00	0,00
12.040	12.12	03.10	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	57.350,00	57.350,00	52.725,33
12.050	12.12	03.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	29.900,00	29.900,00	29.864,31
12.060	12.12	03.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.500,00	2.500,00	2.034,59
12.080	12.11	03.10	Bâtiments: exploitation et entretien, dépenses diverses	CORD	78.100,00	78.100,00	75.109,40
12.300	Divers	03.10	Frais de justice, expertises et missions spéciales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.500,00	2.500,00	1.488,76
12.540	12.12	03.10	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	4.650,00	4.650,00	4.645,37
			<i>Total de la section 07.3</i>		2.137.269,00	2.306.026,30	2.150.371,99
			<i>Total du département 07</i>		63.930.303,00	69.879.569,79	65.725.714,67

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			08 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative				
			<i>Section 08.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	40.533.746,00	40.533.746,00	39.685.963,43
11.010	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	21.397.505,00	21.397.505,00	20.772.028,79
11.020	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	28.775,00 D	4.337.451,95	4.337.451,95
11.030	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	4.279.526,00 D	5.515.716,73	5.515.716,73
11.040	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	136.666,53	136.666,53
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	CNLI, CPUBLIE	40.742,00	40.742,00	40.478,49
11.130	11.12	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	396.630,00 D	624.565,00	575.449,85
11.131	11.12	01.33	Réforme administrative: indemnités pour services extraordinaires	CORD	372,00	372,00	0,00
11.132	11.12	01.33	Conseil de discipline des fonctionnaires et employés de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD	9.916,00 TE	9.815,00	4.549,66
11.150	11.12	01.33	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	248,00 D	22.898,00	22.890,27
11.170	11.31	01.10	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.958,00 D	6.848,00	6.824,05
11.300	11.00	01.33	Remboursement à l'association d'assurance contre les accidents des dépenses occasionnées par l'assurance obligatoire contre les accidents des fonctionnaires et employés de l'Etat jouissant d'un régime spécial de pension de retraite (arrêté grand-ducal modifié du 8.3.1961)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.308.740,00	3.308.740,00	3.884,90
11.310	11.00	01.33	Traitements et pensions des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers de l'Etat ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses supplémentaires résultant ou pouvant résulter de nouvelles mesures légales, réglementaires et contractuelles, de l'évolution de l'échelle mobile des salaires ainsi que du recrutement de personnel, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	28.292.000,00	28.292.000,00	0,00
11.311	Divers	01.33	Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00 D TR	16.388.607,83	16.327.688,21
11.630	11.12	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: indemnités pour services extraordinaires	CORD	16.672,00	16.672,00	16.596,33

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.000	12.15	01.33	Honoraires médicaux pour visites ordonnées par l'administration	CNLI	1.487,00	1.487,00	385,00
12.010	12.13	01.33	Jurys et commissions des examens administratifs: frais de route et de séjour	CNLI, CPUBLIE	360,00	360,00	0,00
12.012	12.13	01.33	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	128.671,00	128.671,00	96.862,03
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	4.300,00	4.300,00	3.417,67
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	19.500,00	19.500,00	4.144,14
12.110	12.30	01.33	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.437,00 D	25.748,00	25.747,33
12.120	12.30	01.33	Réforme administrative – Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.100.000,00	1.100.000,00	1.072.210,01
12.125	12.30	01.33	Système informatisé pour la gestion du personnel de l'Etat: dépenses diverses	CORD	750.000,00	750.000,00	747.778,86
12.141	12.16	01.33	Réforme administrative – Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, frais divers dans l'intérêt du recrutement du personnel de l'Etat	CORD	160.000,00	160.000,00	98.261,13
12.150	12.30	01.33	Prestations médicales et paramédicales	CORD	23.798,00	23.798,00	0,00
12.350	Divers	01.33	Participation aux frais de certaines catégories de personnel des communes et de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois	CORD	3.020.800,00	3.020.800,00	0,00
33.000	33.00	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: frais de fonctionnement d'organismes créés dans l'intérêt des agents de la fonction publique	CORD	796.252,00	796.252,00	796.252,00
33.001	33.00	01.33	Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par l'Etat: dépenses supplémentaires résultant de la loi du 22 juillet 2002 entérinant l'accord salarial du 21 mars 2002	CORD	1.767.000,00	1.767.000,00	0,00
34.010	34.30	01.33	Indemnités des agents de l'Etat bénéficiant du régime de la préretraite	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.108.740,00	1.108.740,00	975.355,76
34.080	34.52	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: bonifications d'intérêt aux agents publics	CNLI, CPUBLIE	2.627.672,00	2.627.672,00	2.571.683,75
35.060	35.00	01.33	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	260.600,00	260.600,00	177.504,57
41.000	41.50	01.33	Subside à la chambre des fonctionnaires et employés publics pour l'indemnisation des observateurs aux examens administratifs et le recouvrement des frais de bureau	CORD	37.185,00	37.185,00	37.185,00
12.512	12.13	01.33	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	2.825,00	2.825,00	2.825,00
12.650	12.30	13.90	Prestations médicales, paramédicales et vétérinaires	CORD	904,00	904,00	903,15

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.500	33.00	01.33	Participation de l'Etat dans le financement de mesures sociales dans l'intérêt du personnel de l'Etat: frais de fonctionnement d'organismes créés dans l'intérêt des agents de la fonction publique	CORD	38.461,00	38.461,00	38.461,00
			<i>Total de la section 08.0</i>		110.166.022,00	132.506.649,04	94.095.165,59
			<i>Section 08.1 – Pensions</i>				
11.051	Divers	01.33	Suppléments de pension bénévoles à des fonctionnaires de l'Etat ou à leurs survivants, rentes permanentes bénévoles à des employés de l'Etat n'ayant pas droit à une pension ou à leurs survivants	CNLI, CPUBLIE	25.361,00	25.361,00	3.963,74
11.130	11.12	01.33	Commission des pensions: jetons de présence des membres de la commission, indemnité du délégué du gouvernement, indemnités du secrétaire et du personnel auxiliaire	CPUBLIE, CSDE	11.775,00	11.775,00	10.461,05
12.150	12.30	01.33	Commission des pensions: honoraires et frais de déplacement des médecins, frais de clinique et de laboratoire	CPUBLIE, CSDE	24.789,00	24.789,00	19.282,80
34.010	34.30	06.12	Pensions partielles des régimes contributifs à payer aux bénéficiaires d'une pension de l'Etat conformément à l'article 15 de la loi du 22.12.1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension	CNLI, CPUBLIE	2.801.196,00	2.801.196,00	2.761.581,86
34.011	34.30	06.12	Remboursement à divers régimes de pension contributifs des sommes payées à titre d'avance aux employés et ouvriers de l'Etat en retraite ou à leurs survivants jouissant d'un supplément de pension à charge de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.266.932,00	2.266.932,00	1.161.658,75
93.000	93.00	06.12	Alimentation du Fonds des pensions introduit par la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois	CNLI, CPUBLIE, CSDE	216.295.377,00	216.295.377,00	216.295.377,00
			<i>Total de la section 08.1</i>		221.425.430,00	221.425.430,00	220.252.325,20
			<i>Section 08.2 – Administration du personnel de l'Etat</i>				
11.000	Divers	01.33	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	118.834,00 D	119.959,89	119.959,89
11.010	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	213.575,00 D	282.439,52	282.439,52
11.020	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	3.547,00 D	25.957,27	25.957,27
11.030	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	35.805,00 D	39.194,73	39.194,73
11.040	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	5.034,93	5.034,93
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	CORD	297,00	297,00	247,89
12.000	12.15	01.33	Traitement des déclarations en matière d'allocation de repas	CORD	30.000,00	30.000,00	29.557,80

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour	CORD	431,00	431,00	199,66
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	CORD	21.000,00 TE	20.500,00	19.380,53
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	14.000,00	14.000,00	8.274,14
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	2.000,00 TR	2.500,00	2.497,79
12.250	Divers	01.33	Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi	CNLI, CPUBLIE	150.000,00	150.000,00	147.422,65
12.540	12.12	01.33	Frais de bureau	CORD	1.916,00	1.916,00	78,11
12.550	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	698,00	698,00	697,08
12.750	Divers	01.33	Formules destinées au paiement des émoluments: frais de confection et frais d'envoi	CORD	18.923,00	18.923,00	18.922,39
			<i>Total de la section 08.2</i>		611.126,00	711.851,34	699.864,38
			<i>Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique</i>				
11.010	Divers	01.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	132.580,00 D	149.045,84	149.045,84
11.030	Divers	01.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	35.989,00 D	47.809,68	47.809,68
11.100	11.40	01.33	Indemnités d'habillement	CORD	186,00	186,00	185,92
11.130	11.12	01.33	Direction de l'Institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	CORD	155.770,00 TE	123.370,00	114.202,37
11.131	11.12	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	152.310,00 TE	109.310,00	96.741,27
12.000	12.15	01.33	Formation générale des stagiaires: indemnités pour services de tiers	CORD	108.232,00 TE TR	126.232,00	116.802,74
12.001	12.15	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	169.292,00 TR	189.292,00	163.550,20
12.002	12.15	01.33	Programme de préparation et de formation pour concours communautaire	CORD	1.500,00 TE	0,00	0,00
12.010	12.13	01.33	Frais de route et de séjour	CORD	30.000,00 TR	54.400,00	48.992,45
12.040	12.12	01.33	Frais de bureau	CORD	16.052,00 TR	29.052,00	25.728,17
12.050	12.12	01.33	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	11.447,00 TR	16.447,00	14.099,98
12.080	12.11	01.33	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	14.754,00	14.754,00	5.542,43
12.140	12.16	01.33	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	13.500,00	13.500,00	12.224,19
12.190	12.30	01.33	Frais de perfectionnement et de stage à l'étranger	CORD	6.965,00 TE	4.965,00	1.883,52
12.191	12.30	01.33	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	2.480,00 TE	980,00	572,55

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.631	11.12	01.33	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.504,00	5.504,00	4.833,40
			<i>Total de la section 08.3</i>		856.561,00	884.847,52	802.214,71
			<i>Section 08.4 – Sécurité dans la fonction publique</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	217.845,00 D	218.843,74	218.843,74
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	97.813,00	97.813,00	30.603,55
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	38.670,46	38.670,46
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.000,00	5.000,00	42,00
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	8.180,00	8.180,00	2.781,87
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	5.751,00	5.751,00	2.388,90
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	33.469,00	33.469,00	17.193,87
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	7.437,00	7.437,00	2.624,75
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.611,00	1.611,00	0,00
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études	CORD	53.297,00	53.297,00	39.133,99
12.200	12.30	04.10	Dépenses relatives aux assurances-responsabilité civile contractées dans l'intérêt des écoles placées sous l'autorité directe du ministre de l'éducation nationale				
12.300	Divers	01.34	Achats de biens et de services spécifiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	44.621,00	44.621,00	43.134,54
12.400	Divers	01.34	Frais de fonctionnement du service médical, dépenses diverses	CORD	620,00	620,00	0,00
			<i>Total de la section 08.4</i>	CNST, CPUBLIE	55.790,00	55.790,00	0,00
			<i>Total de la section 08.4</i>		531.634,00	571.203,20	395.417,67
			<i>Section 08.5 – Centre informatique de l'Etat</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	6.354.137,00	6.354.137,00	6.246.234,29
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	587.046,00	587.046,00	545.434,93
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	85.332,06	85.332,06
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	160.264,00 D	173.134,74	173.134,74
11.040	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	930,00	930,00	929,60
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	496,00	496,00	267,84
11.131	11.12	Divers	Primes d'informatique (centre informatique et autres administrations)				
12.000	12.15	01.34	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE	604.146,00 D TR	628.646,00	628.627,20
			<i>Total de la section 08.5</i>	CORD	300.000,00	300.000,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	1.906,00 TR	2.056,00	1.982,43
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	6.214,00 TE TR	8.064,00	8.035,64
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	496,00	496,00	496,00
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	20.972,00	20.972,00	19.489,11
12.041	12.12	01.34	Achat de matériel consommable pour les besoins du traitement de l'information	CNLI, CPUBLIE, CSDE	120.000,00	120.000,00	115.091,54
12.042	12.12	01.34	Frais de fonctionnement du répertoire des personnes physiques et morales	CORD	6.941,00	6.941,00	6.615,65
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	2.250.000,00	2.250.000,00	1.680.783,74
12.051	12.12	01.34	Achat de services de télécommunication autres que de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	181.000,00	181.000,00	60.542,17
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	10.164,00	10.164,00	9.340,49
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.093.000,00	4.093.000,00	3.742.217,11
12.071	12.12	13.90	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: frais de location et d'entretien, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00	500.000,00	378.172,60
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	303.549,00	303.549,00	273.256,55
12.125	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.000.000,00 D	5.609.400,00	5.093.951,49
12.190	12.30	01.34	Frais de formation du personnel (centre informatique et autres administrations)	CORD	300.000,00 TE	297.000,00	286.541,36
12.300	Divers	01.34	Participation aux frais d'un centre de secours informatique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.355.010,00	2.355.010,00	2.068.830,52
12.301	Divers	01.34	Frais de surveillance des immeubles	CNLI, CPUBLIE	191.175,00 D	199.060,00	199.059,38
24.010	24.10	01.34	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	1.748.000,00	1.748.000,00	1.611.701,12
			<i>Total de la section 08.5</i>		25.095.646,00	25.834.533,80	23.236.067,56
			<i>Section 08.6 – Service central des imprimés</i>				
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.033.279,00	1.033.279,00	1.027.889,42
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	333.756,00 D	360.105,81	360.105,81
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	4.198,32	4.198,32
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	136.081,00 D	144.690,51	144.690,51
11.040	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.060	Divers	01.34	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	CORD	54.537,00 TE	47.407,00	47.405,13
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	3.272,00 TE	3.255,00	2.509,92

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.680,00 TR	6.697,00	6.696,46
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	620,00 TR	1.240,00	1.137,19
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.500,00 TE	2.880,00	2.662,15
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	600,00	600,00	298,08
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	21.900,00	21.900,00	21.491,22
12.041	12.12	Divers	Crédit commun: matériel de bureau	CPUBLIE, CSDE	401.560,00	401.560,00	399.188,87
12.042	12.12	Divers	Crédit commun: frais d'impression	CORD	215.000,00	215.000,00	214.725,01
12.043	12.12	Divers	Crédit commun: frais de reliure et de façonnage	CORD	50.000,00	50.000,00	49.866,59
12.044	12.12	Divers	Crédit commun: frais de location et d'exploitation des machines de bureau et d'équipements spéciaux	CORD	327.741,00 TE	285.951,00	285.703,01
12.045	12.12	Divers	Crédit commun: frais d'entretien des machines de bureau et d'équipements spéciaux	CNLI, CPUBLIE	175.000,00 D TR	228.000,00	203.350,60
12.046	12.12	01.34	Crédit commun: frais d'impression de sécurité	CORD	200.000,00	200.000,00	199.567,06
12.047	12.12	01.34	Frais informatiques	CORD	2.500,00	2.500,00	2.497,60
12.048	12.12	01.34	Frais d'impression: dépenses résultant de la fixation de nouveaux tarifs en matière de travaux d'impression pour le compte de l'Etat	CNLI, CPUBLIE	619.734,00	619.734,00	377.350,87
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	296.727,00 D	371.727,00	368.771,30
12.060	12.12	01.34	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	6.125,00	6.125,00	4.523,08
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	50.957,00 TR	66.747,00	63.739,12
12.100	12.11	01.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	288.840,00 D	296.800,00	288.816,00
12.130	12.16	01.34	Frais de confection de documents parlementaires	CNLI, CPUBLIE	160.000,00	160.000,00	152.606,63
12.131	12.16	01.34	Service d'impression et d'expédition (services exécutés par le SCIE pour compte de la Chambre des Députés)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	189.440,00	189.440,00	189.046,01
12.140	12.16	01.34	Frais de publicité pour les ouvrages édités par l'Etat	CORD	8.057,00	8.057,00	7.698,22
12.170	12.30	01.34	Entretien des équipements spéciaux	CORD	129.600,00 TR	150.190,00	138.034,95
12.190	12.30	01.34	Formation du personnel	CORD	744,00	744,00	0,00
12.300	Divers	07.34	Enlèvement de déchets provenant de l'imprimerie	CORD	5.000,00	5.000,00	4.995,65
12.310	Divers	01.34	Frais de diffusion des ouvrages édités par l'Etat	CORD	16.500,00 TR	19.040,00	19.039,11
35.060	35.00	01.34	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	149,00	149,00	112,88
11.500	Divers	01.34	Indemnités d'habillement	CNLI, CSDE	496,00	496,00	0,00
12.546	12.12	01.34	Crédit commun: frais d'impression de sécurité	CORD	14.368,00	14.368,00	0,00
			<i>Total de la section 08.6</i>		4.752.963,00	4.917.980,64	4.588.716,77
			Total du département 08		363.439.382,00	386.852.495,54	344.069.771,88

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			09 – Ministère de l'Intérieur				
			<i>Section 09.0 – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	01.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.272,00	3.272,00	3.271,67
12.013	12.13	Divers	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	8.125,00	8.125,00	611,50
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD	5.700,00	5.700,00	5.473,67
12.080	12.11	01.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	3.700,00	3.700,00	3.307,09
12.140	12.16	Divers	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CPUBLIE, CSDE	13.000,00	13.000,00	7.346,44
			<i>Total de la section 09.0</i>		33.797,00	33.797,00	20.010,37
			<i>Section 09.1 – Finances communales</i>				
11.060	43.22	01.10	Part de l'Etat dans les majorations biennales et les majorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communales (article 4-2* du règlement grand-ducal du 4.4.1964)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.904.895,00	7.904.895,00	7.750.786,99
43.000	43.22	13.20	Subvention à la ville de Luxembourg en tant que capitale du pays et siège d'institutions européennes	CORD	991.574,00	991.574,00	991.574,00
43.002	43.22	01.10	Subventions au secteur communal pour stimuler le développement de ses relations avec les organisations communales des autres pays (jumelages)	CORD	35.945,00	35.945,00	35.945,00
43.003	43.22	08.20	Répartition de la participation de l'ensemble des communes dans le financement de l'enseignement musical	CORD	6.056.000,00	6.056.000,00	6.056.000,00
43.004	43.22	11.60	Participation de l'Etat au financement des travaux d'entretien et de nettoyage des berges du lac effectués par les communes riveraines du Lac de la Haute-Sûre	CORD	198.000,00	198.000,00	198.000,00
43.010	93.00	01.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds communal de péréquation conjoncturale (loi modifiée du 11.12.1967)	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
43.011	43.21	13.20	Subventions d'équilibre et de compensation aux communes	CNLI, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	0,00
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds communal de dotation financière (article 38 de la loi modifiée du 22.12.1987)	CNLI, CPUBLIE	256.630.000,00	256.630.000,00	253.710.922,90
			<i>Total de la section 09.1</i>		271.916.514,00	271.916.514,00	268.743.228,89
			<i>Section 09.2 – Commissariats de district</i>				
11.000	Divers	01.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.106.854,00	1.106.854,00	1.052.892,06
11.010	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	235.217,00	235.217,00	190.603,48
11.030	Divers	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	51.798,00	51.798,00	49.444,68
11.040	Divers	01.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	1.258,93	1.258,93

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.100	12.11	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	47.596,00 D	49.880,00	45.456,78
12.102	12.11	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	28.560,00	28.560,00	27.285,84
12.250	Divers	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: frais de fonctionnement	CORD	29.167,00	29.167,00	26.864,20
12.251	Divers	01.10	Commissariat de district de Diekirch: frais de fonctionnement	CORD	21.036,00	21.036,00	20.327,95
12.252	Divers	01.10	Commissariat de district de Grevenmacher: frais de fonctionnement	CORD	18.547,00	18.547,00	18.064,79
35.060	35.00	01.10	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	2.975,00	2.975,00	2.500,00
12.750	Divers	01.10	Commissariat de district de Luxembourg: frais de fonctionnement	CORD	1.712,00	1.712,00	1.711,33
12.751	Divers	01.10	Commissariat de district de Diekirch: frais de fonctionnement	CORD	1.121,00	1.121,00	1.120,38
			<i>Total de la section 09.2</i>		1.544.683,00	1.548.125,93	1.437.530,42
42.000	42.00	06.12	<i>Section 09.3 – Caisse de prévoyance</i> Part contributive de l'Etat dans les cotisations d'assurance pension et d'assurance maladie dues à la caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux	CNLI, CSDE	23.293.747,00 D	28.219.449,11	28.219.448,49
42.001	34.20	06.35	Suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	838.595,00	838.595,00	784.536,24
42.002	42.00	03.20	Prise en charge par l'Etat des pensions allouées aux anciens membres de la police et à leurs survivants	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.784.538,00 D	19.261.083,07	19.261.083,07
			<i>Total de la section 09.3</i>		30.916.880,00	48.319.127,18	48.265.067,80
11.000	Divers	01.10	<i>Section 09.4 – Service de contrôle de la comptabilité des communes</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	597.429,00	597.429,00	537.795,44
11.010	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	49.033,00	49.033,00	46.265,19
11.020	Divers	01.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.010	12.13	01.10	Frais de route et de séjour	CORD	8.500,00 TE TR	8.685,00	8.337,35
12.040	12.12	01.10	Frais de bureau	CORD	2.100,00 TR	2.400,00	2.244,99
12.125	12.30	01.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	5.000,00 TE	4.515,00	4.514,00
			<i>Total de la section 09.4</i>		662.162,00	662.162,00	599.156,97

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 09.5 – Police grand-ducale</i>				
11.000	Divers	03.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	82.201.423,00 D	83.633.021,66	83.633.021,66
11.010	Divers	03.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.575.017,00	1.575.017,00	1.252.818,66
11.020	Divers	03.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	55.872,72	55.872,72
11.030	Divers	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	628.858,00 D	743.864,11	743.864,11
11.040	Divers	03.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	32.563,33	32.563,33
11.060	Divers	13.90	Remboursement à la Ville de Luxembourg des rémunérations des agents chargés temporairement de certaines missions au Commissariat Central de la circonscription régionale de police de Luxembourg				
11.070	Divers	Divers	Rémunération des volontaires de police	CNLI, CPUBLIE, CSDE	798.000,00 D	2.749.844,00	2.749.843,31
11.080	11.31	03.20	Frais médicaux et funéraires divers	CNLI, CPUBLIE	2.630.255,00 D	4.138.515,09	2.714.935,09
11.090	11.12	03.20	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10.000,00	10.000,00	9.892,86
11.100	11.40	03.20	Indemnités d'habillement	CNLI, CPUBLIE	26.300,00 D	52.600,00	48.334,77
11.120	11.12	03.20	Gratifications pour croix de service	CNLI, CPUBLIE	574.000,00	574.000,00	556.246,52
11.130	11.12	03.20	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	91.376,00 D	95.561,00	95.180,37
11.131	11.12	03.20	Indemnités de permanence à domicile	CORD	405.220,00 TE	86.182,41	65.099,52
11.140	11.40	03.20	Location de logements de service, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE	235.000,00	235.000,00	233.826,08
11.141	11.40	03.20	Frais d'alimentation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	732.897,00	732.897,00	732.874,28
11.150	11.12	03.20	Indemnités pour heures supplémentaires	CNLI, CPUBLIE	222.122,00 TR	274.122,00	272.616,23
11.300	11.00	03.20	Indemnités spéciales allouées aux membres de missions de maintien de la paix	CNLI, CPUBLIE	200.000,00 D TR	329.136,00	329.135,91
12.000	12.15	03.20	Indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500,00	500,00	0,00
12.010	12.13	03.20	Frais de route et de séjour	CORD	25.000,00 TR	34.200,00	26.764,27
12.011	12.13	03.20	Frais de déménagement	CORD	112.886,00 TR	179.886,00	172.960,20
12.012	12.13	Divers	Frais de route et de séjour à l'étranger	CNLI, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	7.385,68
12.020	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances	CORD	210.000,00 TR	230.000,00	213.490,00
12.021	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	CNLI, CPUBLIE	190.000,00 TR	197.700,00	196.326,52
12.022	12.14	03.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	CORD	690.000,00 TE	653.864,00	601.688,93
12.023	12.14	03.20	Location d'un hélicoptère de police	CORD	737.350,00 TR	884.950,00	884.937,32
12.040	12.12	03.20	Frais de bureau	CNLI, CPUBLIE	1.735.000,00 D TR	1.948.023,00	1.948.022,39
12.041	12.12	02.00	Direction de la sécurité intérieure: frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	665.000,00	665.000,00	662.571,15
					4.637,00	4.637,00	3.621,57

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.042	12.12	03.20	Frais concernant les carnets de convocation en matière d'infraction à la circulation routière, papillons zone bleue: divers	CNLI, CPUBLIE	55.800,00	55.800,00	27.256,04
12.050	12.12	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	908.000,00	908.000,00	907.999,99
12.051	12.12	03.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications: voies louées pour les réseaux informatiques et systèmes de télécommunications	CNLI, CPUBLIE	477.000,00	477.000,00	477.000,00
12.060	12.12	03.20	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	238.226,00	238.226,00	238.225,21
12.080	12.11	03.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.666.168,00	1.666.168,00	1.502.025,94
12.090	12.21	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	867.546,00	867.546,00	810.132,87
12.100	12.11	03.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	845.199,00	845.199,00	791.101,21
12.140	12.16	03.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	87.000,00	87.000,00	86.379,40
12.190	12.30	03.20	Frais de stage à l'étranger, frais de cours, dépenses diverses	CNST, CPUBLIE	430.000,00	430.000,00	409.182,01
12.200	12.30	03.20	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CNLI, CPUBLIE	27.600,00	27.600,00	26.348,64
12.250	Divers	03.20	Inspection générale de la Police grand-ducale: frais de fonctionnement	CORD	121.060,00	121.060,00	106.659,13
12.300	Divers	03.20	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux, dépenses diverses	CORD	780.000,00	780.000,00	771.802,02
12.310	Divers	03.20	Education physique et sports: acquisition de matériel et d'équipements de sport, frais d'organisation de compétitions et frais de participation à des compétitions, allocation de prix à l'occasion de concours sportifs	CORD	85.000,00	85.000,00	82.994,32
12.320	Divers	03.20	Frais de représentation, cérémonies, réceptions officielles, couronnes et dépôts de fleurs, frais de culte, dépenses diverses	CORD	28.400,00	28.400,00	28.321,79
12.330	Divers	03.20	Acquisition et frais d'entretien des chiens et d'équipement connexe	CORD	27.200,00	27.200,00	26.119,42
12.340	Divers	03.20	Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'outillage et de matériel de rechange, location d'équipements de transmission de données, frais d'utilisation du réseau radioélectrique, frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé	CPUBLIE, CSDE	2.430.000,00	2.430.000,00	2.426.737,77
12.350	Divers	03.20	Acquisition de munitions	CORD	300.000,00 TE	225.000,00	223.778,27
12.351	Divers	03.20	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement, frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	CORD	453.000,00 TR	528.000,00	517.615,13

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.360	Divers	03.20	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public, examens médicaux et autres frais connexes	CNLI, CPUBLIE	12.023,00	12.023,00	6.273,33
12.390	Divers	03.20	Frais de banque	CNLI, CPUBLIE	15.000,00	15.000,00	8.579,91
24.010	24.10	03.20	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	12.841,00 TR	13.924,59	13.924,59
33.010	33.00	03.20	Subsides à allouer à l'ensemble musical de la Police Grand-Ducale	CNSM	2.500,00	2.500,00	0,00
34.040	34.42	02.00	Dédommagement de tierces personnes pour la part des sinistres non couverts par l'assurance, honoraires des avocats, dommages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.395,00	12.395,00	12.141,26
11.560	Divers	03.20	Direction de la Sécurité Intérieure: participation de l'Etat dans les rémunérations d'une partie du personnel administratif et auxiliaire des commissariats de police	CORD	472.311,00	472.311,00	472.311,00
12.500	12.15	03.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	10.861,00	10.861,00	10.860,56
12.510	12.13	03.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	251,00	251,00	250,37
12.511	12.13	03.20	Frais de déménagement	CORD	1.890,00	1.890,00	1.890,00
12.540	12.12	03.20	Frais de bureau	CORD	799,00	799,00	798,23
12.851	Divers	03.20	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement, frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	CORD	4.991,00	4.991,00	4.990,79
12.860	Divers	03.20	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public, examens médicaux et autres frais connexes	CORD	143,00	143,00	0,00
			<i>Total de la section 09.5</i>		105.099.245,00	110.516.243,91	108.235.592,65
11.000	Divers	03.50	<i>Section 09.6 – Protection civile – Incendie</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.521.914,00 D	1.576.861,73	1.576.861,73
11.010	Divers	03.50	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	360.470,00	360.470,00	337.916,47
11.020	Divers	03.50	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	42.369,05	42.369,05
11.030	Divers	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	452.673,00	452.673,00	437.854,53
11.040	Divers	03.50	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	47.963,02	47.963,02
11.100	11.40	03.50	Indemnités d'habillement	CORD	1.767,00 TR	1.860,00	1.859,20
11.130	11.12	03.50	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	57.000,00 TR	63.500,00	62.702,55
11.150	11.12	03.50	Indemnités pour heures supplémentaires	CNLI, CPUBLIE	2.479,00	2.479,00	0,00
12.000	12.15	03.50	Indemnités pour services de tiers	CORD	122.937,00	122.937,00	113.627,41
12.010	12.13	03.50	Frais de route et de séjour	CNLI, CPUBLIE	101.140,00 D TR	124.640,00	124.452,72
12.012	12.13	03.50	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	14.875,00	14.875,00	13.521,16

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.020	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: frais d'assurances	CNLI, CPUBLIE	42.900,00 TR	43.032,00	43.031,66
12.021	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	CORD	67.700,00 TR	67.947,00	67.946,52
12.022	12.14	03.50	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	133.121,00 D TR	161.121,00	160.806,86
12.030	12.16	03.50	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	296.795,00	296.795,00	273.827,35
12.040	12.12	03.50	Frais de bureau	CORD	14.130,00	14.130,00	13.384,42
12.050	12.12	03.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	202.358,00	202.358,00	155.318,53
12.060	12.12	03.50	Location et entretien des installations de télécommunications	CNLI, CPUBLIE	284.200,00 D	354.200,00	354.183,56
12.070	12.12	03.50	Location et entretien des équipements informatiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	32.000,00	32.000,00	31.889,03
12.080	12.11	03.50	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	106.500,00	106.500,00	105.039,99
12.100	12.11	03.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	443.016,00	443.016,00	442.708,88
12.120	12.30	03.50	Frais d'experts et d'études	CORD	9.163,00	9.163,00	8.313,02
12.130	12.16	03.50	Frais de publication	CORD	207.233,00 TE	183.640,00	183.282,98
12.140	12.16	03.50	Frais découlant des mesures à prendre dans l'intérêt de la propagation du secourisme parmi la population	CORD	16.807,00	16.807,00	16.764,96
12.150	12.30	03.50	Prise en charge des honoraires restés en souffrance dans le cadre du S.A.M.U.	CORD	1.487,00	1.487,00	44,99
12.170	12.30	03.50	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	32.000,00 TE	31.805,00	30.481,51
12.180	12.30	03.50	Acquisition de matériel didactique	CORD	11.500,00 TR	12.000,00	11.587,10
12.190	12.30	03.50	Formation du personnel	CORD	11.000,00 TE	4.316,00	4.133,20
12.200	12.30	03.50	Frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles	CNLI, CPUBLIE	28.300,00	28.300,00	27.844,95
12.300	Divers	03.50	Distinctions honorifiques et autres témoignages de gratitude pour les volontaires de la protection civile particulièrement méritants	CORD	2.500,00	2.500,00	2.207,74
12.310	Divers	03.50	Frais d'instruction et d'entraînement des volontaires de la protection civile	CORD	97.595,00	97.595,00	97.586,03
12.320	Divers	03.50	Acquisition et entretien du matériel d'intervention, autres frais d'intervention	CNLI, CPUBLIE, CSDE	517.430,00	517.430,00	482.347,15
12.330	Divers	03.50	Indemnités pour frais de représentation	CORD	669,00	669,00	669,00
31.050	31.32	03.50	Subside à l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue	CORD	250.000,00	250.000,00	250.000,00
32.020	32.00	03.50	Congé spécial des volontaires de la protection civile: indemnités compensatoires	CNLI, CPUBLIE	10.000,00	10.000,00	9.130,39

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.011	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers dans l'intérêt de la maison du sapeur-pompier à Niederfeulen, de l'organisation de cours d'instruction pour sapeurs-pompiers et du remboursement des pertes de salaires et des frais de déplacement aux élèves des cours d'incendie	CNSM	55.528,00	55.528,00	55.528,00
33.012	33.00	03.40	Subvention à la caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	CNSM	6.197,00	6.197,00	6.197,00
33.013	33.00	03.40	Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	CNSM	10.412,00	10.412,00	10.412,00
43.000	43.22	03.40	Emploi du produit de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie	CNLI, CPUBLIE	2.700.000,00 D	3.147.425,62	3.147.425,62
12.620	12.30	03.50	Frais d'experts et d'études	CORD	27.333,00	27.333,00	17.933,99
			<i>Total de la section 09.6</i>		8.253.329,00	8.944.334,42	8.769.154,27
			<i>Section 09.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)</i>				
11.010	Divers	07.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	208.189,00	208.189,00	0,00
11.130	11.12	07.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	8.769,00	8.769,00	5.017,20
12.000	12.15	07.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.346,00	3.346,00	2.761,71
12.010	12.13	07.20	Frais de route et de séjour	CORD	6.830,00 TR	8.140,00	8.131,72
12.012	12.13	07.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	22.000,00 TE TR	25.690,00	24.576,35
12.020	12.14	07.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.200,00	2.200,00	1.881,55
12.040	12.12	07.20	Frais de bureau	CORD	23.750,00 TR	38.000,00	35.914,88
12.070	12.12	07.20	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	12.800,00 TR	15.050,00	14.620,17
12.080	12.11	07.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	15.000,00	15.000,00	13.456,04
12.120	12.30	07.20	Aménagement du territoire: frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	912.605,00 TE TR	912.605,00	813.185,02
12.121	12.30	07.20	Etudes dans l'intérêt du développement urbain des communes	CPUBLIE, CSDE	37.184,00	37.184,00	37.184,00
12.122	12.30	07.50	Parcs naturels: frais d'experts et d'études	CPUBLIE, CSDE	99.157,00 TR	149.157,00	149.087,81
12.130	12.16	07.20	Frais de confection et de publication d'études, d'études d'impact, de plans, de cartes et de rapports	CORD	60.000,00 TE	53.500,00	14.442,26
12.140	12.16	07.20	Aménagement du territoire: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	46.465,27
12.141	12.16	07.20	Aménagement communal: frais de publicité et d'information	CORD	7.000,00	7.000,00	5.357,39
12.190	12.30	07.20	Frais de formation, colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	40.500,00 TE	25.500,00	16.650,43
33.010	33.00	07.20	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG II et INTERREG III	CNLI, CNSM CPUBLIE, CSDE	680.000,00	680.000,00	573.797,78

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.020	33.00	07.20	Participation à l'assistance technique nécessaire à l'élaboration des plans régionaux	CNSM	92.812,00 TE TR	42.812,00	17.352,55
35.010	35.20	07.20	Contribution à l'institut régional intracommunautaire (IRI)	CORD	24.789,00	24.789,00	24.789,00
35.060	35.00	07.20	Participation à des études effectuées dans le cadre d'organismes internationaux, contributions à des organismes internationaux	CORD	125,00	125,00	0,00
35.061	35.00	07.50	Contributions à la Fédération EUROPARC, le groupement des parcs naturels au niveau européen	CORD	2.975,00	2.975,00	2.975,00
35.065	35.00	07.20	Participation à des actions menées dans le cadre de la coopération transfrontalière de proximité	CPUBLIE, CSDE	80.000,00	80.000,00	61.669,64
43.001	43.22	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration et l'exécution de projets d'aménagement	CPUBLIE, CSDE	90.000,00	90.000,00	89.997,55
43.010	43.21	07.20	Prix „Nachhaltige Siedlungsentwicklung“	CORD	3.718,00	3.718,00	0,00
43.011	43.21	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes pour l'élaboration de plans de développement urbain	CPUBLIE, CSDE	90.000,00	90.000,00	89.999,61
43.030	43.51	07.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement et de personnel des parcs naturels existants et en préparation	CORD	448.924,00	448.924,00	414.586,65
43.300	Divers	07.20	Subsides aux communes, syndicats de communes et autres organismes pour la réalisation de projets destinés à accompagner le développement ou à assurer la mise en oeuvre des plans régionaux	CORD	86.763,00	86.763,00	86.227,13
11.630	11.12	07.20	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CSDE	1.458,00	1.458,00	1.457,60
12.510	12.13	07.20	Frais de route et de séjour	CORD	773,00	773,00	358,68
12.512	12.13	07.20	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	2.641,00	2.641,00	2.640,91
12.540	12.12	07.20	Frais de bureau	CORD	373,00	373,00	303,17
			<i>Total de la section 09.7</i>		3.114.681,00	3.114.681,00	2.554.887,07
12.010	12.13	10.40	<i>Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i> Frais de route et de séjour	CORD	30.359,00 TR	40.059,00	39.923,44
12.011	12.13	10.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	35.000,00 TE	24.300,00	22.475,21
12.020	12.14	10.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	35.200,00	35.200,00	31.463,46
12.030	12.16	10.40	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	2.290,00	2.290,00	2.133,37
12.040	12.12	10.40	Frais de bureau	CORD	29.500,00 TR	31.500,00	30.246,41
12.050	12.12	10.40	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.500,00 TR	5.500,00	4.738,79
12.070	12.12	10.40	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	6.300,00	6.300,00	3.482,26
12.080	12.11	10.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CPUBLIE	16.980,00	16.980,00	13.546,09

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.100	12.11	10.40	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	229.000,00 D	247.000,00	246.968,43
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études en relation avec la gestion et la protection des eaux superficielles et souterraines	CNLI, CPUBLIE, CSDE	201.921,00 TR	253.921,00	253.921,00
12.122	12.30	10.40	Frais d'accréditation de laboratoire	CORD	35.800,00 TE	32.600,00	31.845,81
12.140	12.16	10.40	Frais de sensibilisation et d'information, acquisition de matériel didactique et audiovisuel	CORD	40.000,00	40.000,00	39.482,65
12.160	12.30	10.40	Acquisition de matériel de laboratoire	CORD	205.583,00 TR	210.023,00	208.970,78
12.161	12.30	10.40	Frais de laboratoire dans l'intérêt de la réalisation d'analyses par des étudiants	CORD	1.240,00 TE	0,00	0,00
12.170	12.30	10.40	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	12.000,00	12.000,00	10.316,07
12.190	12.30	10.40	Formation continue, séminaires, stages de perfectionnement et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	30.000,00	30.000,00	28.928,47
12.220	12.30	10.40	Frais de participation au projet de recherche „Interaction nappes-rivière dans le bassin de l'Alzette“	CORD	9.163,00	9.163,00	8.313,02
12.300	Divers	Divers	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales, frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance, frais de traitement de données, dépenses diverses	CORD	224.000,00	224.000,00	186.134,42
12.301	Divers	Divers	Protection et aménagement de l'environnement aquatique et piscicole	CORD	90.000,00	90.000,00	85.139,17
12.302	Divers	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des eaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.240,00 D	11.681,00	11.680,93
12.303	Divers	07.40	Frais d'études pour la désignation des zones de protection des sources et puits	CORD	74.400,00	74.400,00	74.399,24
12.310	Divers	10.40	Pisciculture: exécution de la loi sur la pêche, frais d'entretien et de repeuplement	CORD	50.000,00	50.000,00	44.585,24
12.311	Divers	07.33	Assistances au fonctionnement, à l'entretien et au contrôle de stations d'épuration et à la gestion de l'eau	CORD	423.898,00 TE	399.898,00	383.996,79
12.312	Divers	07.30	Mise en place d'un système intégré de gestion de l'eau	CORD	90.000,00 TE	62.000,00	58.937,20
12.320	Divers	10.40	Aménagement et entretien, aux frais des propriétaires riverains des cours d'eau, d'installations et de dispositifs permettant le libre passage du poisson, de grills empêchant le passage du poisson ainsi que de passages à l'usage des pêcheurs (articles 7, 23 et 57 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CNLI, CPUBLIE	125,00	125,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.321	Divers	10.40	Frais en relation avec des conférences internationales et les actes et manifestations connexes	CORD	23.000,00 TE	21.000,00	15.716,93
12.330	Divers	10.40	Acquisition de poissons en vue de l'exécution du repeuplement obligatoire dans les eaux intérieures de la deuxième catégorie	CNLI, CPUBLIE	6.690,00	6.690,00	3.836,75
14.010	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage des cours d'eau frontaliers	CORD	12.395,00	12.395,00	10.028,84
14.011	14.10	Divers	Stations d'épuration: travaux d'entretien et de réparation	CPUBLIE, CSDE	2.479,00	2.479,00	0,00
14.012	14.10	10.10	Mesures techniques à prendre en cas d'accident pour la remise en état des conditions d'écoulement des eaux ainsi que pour assurer la sauvegarde de la qualité des eaux et des sols	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.239,00	1.239,00	0,00
14.013	14.10	12.32	Cours d'eau navigables et flottables autres que la Moselle: travaux d'entretien et de réparation	CPUBLIE, CSDE	112.000,00	112.000,00	110.636,00
14.014	14.10	10.10	Travaux extraordinaires de nettoyage et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux embouchures des cours d'eau non navigables ni flottables aux abords de la Moselle canalisée	CNLI, CPUBLIE	2.479,00	2.479,00	0,00
14.015	14.10	10.10	Cours d'eau: „Parc naturel germano-luxembourgeois de l'Our“	CPUBLIE, CSDE	37.200,00	37.200,00	31.238,74
14.016	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux extraordinaires d'entretien et de curage à exécuter à charge de l'Etat aux cours d'eau ni navigables ni flottables	CNLI, CPUBLIE, CSDE	99.158,00 TR	126.658,00	126.340,60
14.018	14.10	10.10	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau non navigables ni flottables	CPUBLIE, CSDE	300.000,00 TE	272.500,00	272.500,00
24.000	24.10	10.40	Location de lots de pêche par l'Etat (article 21 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CNLI, CPUBLIE	750,00	750,00	0,00
31.050	31.32	10.10	Travaux d'amélioration et d'aménagement à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par des associations syndicales ou des particuliers: participation de l'Etat au coût des travaux	CPUBLIE, CSDE	27.000,00	27.000,00	18.626,31
33.000	33.00	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'eau	CORD	8.000,00	8.000,00	7.601,84
35.020	35.30	07.30	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional	CORD	20.200,00	20.200,00	20.199,37
35.060	35.00	07.50	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	64.339,00	64.339,00	52.418,42
43.000	43.22	10.10	Travaux d'entretien, de curage et de conservation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes: participation de l'Etat au coût des travaux	CNST, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	27.136,35

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
93.000	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la pêche de la taxe piscicole et de la part de l'Etat dans le droit d'adjudication des pêches (articles 7 et 41 de la loi du 28.6.1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	80.730,00	80.730,00	80.730,00
93.001	93.00	10.40	Versement au fonds spécial des eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Grand-Duché de Luxembourg et de la République Fédérale d'Allemagne du produit de la vente des permis de pêche (article 8 de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, approuvée par la loi du 21.11.1984)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	137.683,00	137.683,00	137.683,00
12.720	12.30	10.40	Frais de participation au projet de recherche „Interaction nappes-rivière dans le bassin de l'Alzette“	CORD	9.163,00	9.163,00	0,00
12.800	Divers	Divers	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales, frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance, frais de traitement de données, dépenses diverses	CORD	22.115,00	22.115,00	22.114,08
				<i>Total de la section 09.9</i>	2.895.119,00	2.923.560,00	2.758.435,48
				Total du département 09	424.436.410,00	447.978.545,44	441.383.063,92

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			10 et 11 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports				
			<i>Section 10.0 – Dépenses générales</i>				
11.020	Divers	04.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	10.079.585,00 D	10.735.352,48	10.735.352,48
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	15.000,00	15.000,00	6.189,32
11.131	11.12	04.00	Elaboration, rédaction, présentation et diffusion du courrier de l'éducation nationale ainsi que de cours, de documents et d'autres ouvrages à publier par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	CORD	16.200,00	16.200,00	12.817,45
11.132	11.12	Divers	Leçons supplémentaires et leçons de remplacement: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	16.719.194,00	16.719.194,00	12.966.250,81
11.133	11.12	04.00	Contrôle des établissements d'enseignement subsidiés par l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.975,00	2.975,00	2.974,72
11.134	11.12	06.36	Prévention des toxicomanies dans l'enseignement primaire et postprimaire: indemnités pour services extraordinaires	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
11.135	11.12	04.00	Commissaires de gouvernement auprès des établissements publics relevant du département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: indemnités pour services extraordinaires	CORD	496,00	496,00	496,00
11.137	11.12	04.00	Indemnités pour services extraordinaires dans le cadre du passage primaire-postprimaire	CNLI, CPUBLIE	600.000,00	600.000,00	553.126,18
11.138	11.12	04.00	Promotion de l'égalité entre femmes et hommes dans l'éducation et la formation: indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.000,00	5.000,00	0,00
11.139	11.12	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services extraordinaires	CORD	620,00	620,00	0,00
12.000	12.15	04.00	Publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages: indemnités pour services de tiers	CORD	3.000,00	3.000,00	0,00
12.001	12.15	Divers	Commissions d'études: indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE	6.000,00	6.000,00	916,86
12.002	12.15	04.00	Indemnités pour services de tiers dans le cadre du passage primaire-postprimaire	CNLI, CORD, CPUBLIE	57.500,00	57.500,00	57.126,90
12.004	12.15	08.50	Conseil national de la formation morale et sociale: indemnités pour services de tiers	CORD	300,00	300,00	0,00
12.010	12.13	Divers	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.800,00	1.800,00	1.752,30
12.012	12.13	04.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	250.000,00	250.000,00	220.619,74
12.020	12.14	04.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.600,00	2.600,00	2.599,26
12.041	12.12	04.00	Frais de bureau	CORD	4.000,00	4.000,00	3.409,33
12.042	12.12	04.00	Frais de documentation	CORD	16.000,00	16.000,00	14.906,40

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.080	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CPUBLIE	134.483,00	134.483,00	92.350,62
12.100	12.11	04.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	8.197,00	8.197,00	8.196,85
12.120	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études	CORD	70.000,00	70.000,00	70.000,00
12.125	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CPUBLIE, CSDE	789.950,00	789.950,00	694.252,70
12.130	12.16	04.00	Frais de publication de manuels scolaires et d'autres ouvrages édités par le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle: frais d'impression, frais pour droits d'auteur, acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique, dépenses diverses				
12.140	12.16	04.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.000.000,00	1.000.000,00	850.851,53
12.221	12.30	04.00	Analyse et développement d'un cadre pédagogique pour l'école de la deuxième chance	CORD	111.568,00 TE	107.383,00	63.118,03
12.250	Divers	Divers	Accès des établissements d'enseignement postprimaire aux services téléinformatiques: frais de connexion	CORD	37.184,00 TE	20.184,00	13.600,00
12.301	Divers	04.00	Bibliothèques des élèves des différents établissements d'enseignement postprimaire: frais d'alimentation et frais connexes	CORD	437.400,00	437.400,00	437.400,00
12.302	Divers	04.00	Conseil supérieur de l'éducation nationale: dépenses de fonctionnement	CORD	208.000,00	208.000,00	200.927,88
12.303	Divers	Divers	Projets d'établissement des enseignements secondaire et secondaire technique: dotation au centre de coordination	CORD	1.611,00	1.611,00	1.461,62
12.307	Divers	Divers	Frais de participation aux échanges franco-allemands	CORD	520.576,00	520.576,00	520.576,00
12.308	Divers	04.00	Service informatique: dépenses de fonctionnement et frais divers	CORD	50.000,00 TE	40.000,00	34.486,83
12.311	Divers	08.40	Elaboration et diffusion d'émissions pédagogiques: dépenses diverses	CORD	104.000,00 TR	108.185,00	106.468,01
12.313	Divers	06.36	Prévention des toxicomanies dans l'enseignement primaire et postprimaire: frais divers	CORD	9.180,00	9.180,00	8.981,51
12.314	Divers	04.00	Réforme administrative: formation continue du personnel	CORD	37.000,00 TR	47.000,00	46.300,43
12.315	Divers	04.00	Prise en charge d'enfants de réfugiés par les établissements d'enseignement postprimaire: indemnités pour services de tiers et dépenses diverses	CORD	117.900,00	117.900,00	117.506,56
12.319	Divers	Divers	Frais de fonctionnement des installations communes aux différents établissements scolaires du Campus Geeseknapchen	CORD	170.000,00 TR	187.000,00	184.548,42
12.320	Divers	04.00	Promotion de l'égalité entre femmes et hommes dans l'éducation et la formation: dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.582.050,00	2.582.050,00	2.582.036,93
12.321	Divers	Divers	Festival de théâtre pour jeunes SAAR-LOR-LUX: organisation de manifestations et frais divers	CORD	5.000,00	5.000,00	1.985,36
				CORD	30.000,00	30.000,00	28.653,78

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.322	Divers	04.00	Projets pilotes d'autonomie pédagogique des établissements d'enseignement postprimaire: formation continue du personnel	CORD	37.184,00	37.184,00	3.380,42
33.000	33.00	04.34	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fondation Lycée technique privé Emile-Metz	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.968.861,00	1.968.861,00	1.862.574,00
33.010	33.00	04.00	Cours, stages, recherches, études et activités ou manifestations à caractère pédagogique: subsides	CNSM	27.764,00	27.764,00	27.763,11
33.011	33.00	04.00	Animation culturelle dans les écoles et par les écoles: subsides	CNSM	37.184,00	37.184,00	37.184,00
33.012	33.00	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement d'activités, de stages et de voyages en vue de favoriser les échanges scolaires	CNSM	37.184,00	37.184,00	34.550,00
33.013	33.00	04.00	Presse à l'école: Actions de sensibilisation des élèves	CNSM	3.718,00	3.718,00	0,00
33.014	33.00	04.00	Organisation par les établissements d'enseignement de partenariats éducatifs européens: contrepartie nationale	CNSM	17.353,00	17.353,00	17.353,00
33.015	33.00	04.00	Conventions avec les associations organisatrices de modèles pédagogiques de la 2ième chance	CNSM	30.000,00	30.000,00	0,00
34.060	34.41	Divers	Bourses d'études et de voyage pour des activités à caractère pédagogique	CORD	58.007,00	58.007,00	57.988,26
34.063	34.41	04.01	Bourses d'études et de voyages dans l'intérêt des programmes de coopération européenne	CORD	24.789,00	24.789,00	17.098,51
35.010	35.20	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne	CNLI, CPUBLIE, CSDE	37.560,00	37.560,00	29.248,00
35.040	35.50	04.00	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne	CNLI, CPUBLIE, CSDE	27.470,00	27.470,00	20.155,79
43.000	43.22	Divers	Remboursement à la commune de Redange/Attert des salaires des instructeurs de natation détachés à la piscine du Campus Geesseknäppchen	CORD	119.170,00	119.170,00	105.605,06
12.580	12.11	04.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	2.684,00	2.684,00	2.683,18
			<i>Total de la section 10.0</i>		36.658.297,00	37.314.064,48	32.857.824,14
			<i>Section 10.1 – Centre de technologie de l'éducation</i>				
11.000	Divers	04.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	702.197,00	702.197,00	467.667,13
11.010	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	108.001,00	108.001,00	84.300,05
11.020	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	55.050,00 D	61.378,16	61.378,16
11.100	11.40	04.10	Indemnités d'habillement	CORD	471,00	471,00	278,88
11.130	11.12	04.10	Sélection, évaluation, adaptation et élaboration de médias d'enseignement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.710,00	4.710,00	2.193,62
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	4.958,00	4.958,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.516,00 TR	2.646,00	2.610,56
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	CORD	3.100,00	3.100,00	1.911,52
12.041	12.12	04.10	Service de photocopie couleur; entretien et fournitures	CNLI, CPUBLIE	14.874,00	14.874,00	6.877,48
12.042	12.12	Divers	Frais de documentation des technologies de l'information et de la communication et achat de consommables bureautiques pour les besoins des programmes pédagogiques	CORD	11.155,00	11.155,00	7.884,10
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	17.353,00	17.353,00	12.552,45
12.070	12.12	Divers	Entretien d'équipements des technologies de l'information et de la communication pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	CNLI, CPUBLIE	96.926,00	96.926,00	95.116,43
12.300	Divers	04.10	Frais de fonctionnement, dépenses diverses	CORD	156.793,00 TE	156.585,00	101.298,04
12.301	Divers	04.10	Elaboration et mise en oeuvre de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établissements d'enseignement postprimaire; dépenses diverses	CORD	743.681,00	743.681,00	732.016,06
35.060	35.00	04.10	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	992,00 TR	1.070,00	1.070,00
			<i>Total de la section 10.1</i>		1.922.877,00	1.929.205,16	1.577.154,48
			<i>Section 10.2 – Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques</i>				
11.000	Divers	04.01	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	238.809,00 D	353.469,04	353.469,04
11.010	Divers	04.01	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	80.068,00 D	355.373,90	355.373,90
11.020	Divers	04.01	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	44,43
11.130	11.12	04.01	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	125.000,00 TR	195.000,00	194.780,22
12.000	12.15	04.01	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.500,00 TE	750,00	553,75
12.010	12.13	04.01	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.400,00 TE	900,00	485,97
12.040	12.12	04.01	Frais de bureau	CORD	9.000,00	9.000,00	7.566,08
12.041	12.12	04.01	Formation continue des enseignants; fournitures diverses	CORD	2.000,00	2.000,00	1.828,50
12.190	12.30	04.01	Colloques, séminaires, stages et journées d'études; frais d'organisation et de participation	CORD	195.000,00 TR	245.000,00	243.998,01
12.221	12.30	04.01	Projets d'élaboration et de recherche pédagogiques	CPUBLIE, CSDE	1.606.188,00 TE	1.486.188,00	1.481.130,58
12.222	12.30	04.01	Elaboration d'indicateurs statistiques et d'études comparatives sur le système éducatif luxembourgeois	CNLI, CPUBLIE, CSDE	304.562,00	304.562,00	304.163,48
12.300	Divers	04.01	Centre de documentation; frais d'alimentation et frais connexes	CORD	23.000,00	23.000,00	22.884,14
35.010	35.20	04.01	Cotisations et contributions à des organismes du secteur public de pays membres de l'Union Européenne	CORD	7.500,00 TR	9.750,00	9.651,10
			<i>Total de la section 10.2</i>		2.595.127,00	2.985.092,94	2.975.929,20

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 10.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire</i>				
11.000	Divers	04.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	3.447.765,00 D	3.551.749,07	3.551.749,07
11.010	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	438.455,00	438.455,00	323.721,38
11.020	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	8.512,00 D	548.607,35	548.607,35
11.030	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00 D	1.854.024,57	1.854.024,57
11.040	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	105.570,39	105.570,39
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	15.000,00	15.000,00	10.813,39
11.131	11.12	Divers	Cours de rattrapage: indemnités pour services extraordinaires	CORD	20.800,00 TE	17.800,00	17.225,52
12.000	12.15	04.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	15.000,00	15.000,00	14.854,92
12.001	12.15	04.10	Cours de rattrapage: indemnités pour services de tiers	CORD	58.000,00 TE	46.000,00	43.075,95
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	14.000,00 TR	16.000,00	15.340,84
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	CORD	15.000,00 TR	18.000,00	16.313,01
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	29.000,00	29.000,00	16.037,40
12.080	12.11	04.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	8.320,00 TR	13.320,00	11.970,95
12.140	12.16	04.10	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	16.000,00	16.000,00	14.574,74
12.190	12.30	04.10	Organisation de colloques sur les problèmes ayant trait à l'orientation, la psychologie et l'éducation: frais divers	CNST, CPUBLIE			
12.191	12.30	04.10	Frais de stage du personnel engagé dans le cadre du plan d'action national en faveur de l'emploi	CORD	2.800,00	2.800,00	2.045,85
12.300	Divers	04.10	Acquisition de matériel psychopédagogique, frais divers	CORD	31.978,00 TR	36.978,00	34.001,00
12.301	Divers	04.34	Conception et réalisation d'une banque de données informatisée sur les métiers existant au Luxembourg	CORD	33.000,00	33.000,00	30.640,03
33.010	33.00	04.10	Subsides aux associations de parents d'élèves	CORD	2.000,00	2.000,00	2.000,00
33.011	33.00	04.10	Participation aux frais du secrétariat de la F.A.P.E.L.	CNSM	9.172,00	9.172,00	9.170,88
34.060	34.41	Divers	Subsides extraordinaires à des élèves de familles à revenu modeste fréquentant les enseignements primaire et postprimaire à l'étranger	CNSM	50.000,00	50.000,00	50.000,00
34.061	34.41	04.32	Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement postprimaire au Grand-Duché de Luxembourg	CORD	115.000,00 TE	70.000,00	65.979,58
34.062	34.41	04.32	Bourses pour études spéciales ne relevant pas de l'enseignement supérieur	CORD	1.100.000,00 TR	1.145.000,00	1.144.005,84
				CNST, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	79.751,69
			<i>Total de la section 10.3</i>		5.510.002,00	8.113.476,38	7.961.474,35

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 10.4 – Sports scolaires et périscolaires</i>				
12.080	12.11	04.13	Crédit commun pour la prise en charge des frais de nettoyage des installations sportives mises à disposition des fédérations en dehors des heures de classe	CORD	4.958,00	4.958,00	4.847,99
12.090	12.21	04.10	Frais de location d'installations d'éducation physique par les établissements scolaires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	1.489.225,00 D	1.634.913,00	1.188.582,42
12.300	Divers	04.10	Frais de transport des élèves aux installations d'éducation physique	CORD	103.687,00	103.687,00	101.528,35
33.010	33.00	04.13	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.L.	CNSM	71.240,00	71.240,00	71.240,00
33.011	33.00	04.12	Participation aux frais du comité central de la L.A.S.E.P.	CNSM	62.170,00	62.170,00	62.170,00
33.012	33.00	04.13	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.L.	CNSM	26.100,00	26.100,00	26.029,00
33.013	33.00	Divers	Contribution de l'Etat à l'assurance responsabilité civile des sportifs de la L.A.S.E.L. et de la L.A.S.E.P.	CNSM	2.107,00	2.107,00	2.052,42
33.014	33.00	04.12	Subsides aux associations sportives affiliées à la L.A.S.E.P.	CNSM	64.700,00	64.700,00	63.102,00
33.015	33.00	06.34	Subside à l'association luxembourgeoise pour la pratique des activités physiques et sportives des personnes inadaptées et handicapées mentales (A.L.P.A.P.S.) pour l'organisation des activités sportives nationales et régionales	CNSM	4.980,00	4.980,00	4.980,00
			<i>Total de la section 10.4</i>		1.829.167,00	1.974.855,00	1.524.532,18
			<i>Section 10.5 – Etablissements privés d'enseignement</i>				
44.000	44.00	04.12	Participation de l'Etat aux frais d'associations privées pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un enseignement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire	CORD	619.735,00 TE	612.298,00	601.142,95
44.001	44.00	04.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des établissements privés d'enseignement postprimaire (loi du 31 mai 1982)	CNLI, CPUBLIE	28.050.000,00 D	28.443.369,00	28.376.835,33
44.002	44.00	04.50	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'enseignement secondaire organisé par le „Veräin fir Waldorfpädagogik, a.s.b.l.“	CORD	102.876,00 TR	110.313,00	110.312,90
			<i>Total de la section 10.5</i>		28.772.611,00	29.165.980,00	29.088.291,18
			<i>Section 10.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires</i>				
11.000	Divers	04.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.010	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	50.595,00	50.595,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.020	Divers	04.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.782.006,00	1.782.006,00	0,00
11.040	Divers	04.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.060	Divers	04.10	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	CORD	97.000,00	97.000,00	94.710,80
11.130	11.12	04.10	Indemnités pour services extraordinaires au profit des restaurants scolaires	CORD	6.944,00	6.944,00	6.941,20
12.000	12.15	04.10	Remplacement de personnel en congé de maladie: indemnités pour services de tiers	CORD	5.715,00	5.715,00	2.074,08
12.010	12.13	04.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.975,00	2.975,00	0,00
12.020	12.14	04.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	8.500,00	8.500,00	8.450,39
12.030	12.16	04.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	33.670,00	33.670,00	32.786,46
12.040	12.12	04.10	Frais de bureau	CORD	1.859,00	1.859,00	1.832,08
12.050	12.12	04.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.000,00 TR	5.700,00	5.562,67
12.120	12.30	04.10	Frais de contrôle de l'hygiène et de la sécurité alimentaire	CORD	10.300,00	10.300,00	9.485,24
12.190	12.30	04.10	Frais de perfectionnement du personnel	CORD	3.350,00	3.350,00	0,00
12.210	12.30	04.10	Exploitation des restaurants scolaires sous régie directe: frais des repas et frais connexes	CNLI, CPUBLIE	920.000,00 D	1.161.100,00	1.133.563,59
12.211	12.30	04.10	Exploitation des restaurants scolaires: frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régie privée	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.488.000,00 D	2.218.000,00	2.086.376,87
12.300	Divers	04.10	Remplacement de matériel dans l'intérêt des restaurants scolaires	CORD	29.747,00 TE	24.747,00	24.398,39
12.301	Divers	04.10	Dépenses de fonctionnement des restaurants scolaires sous régie directe	CORD	50.000,00 TR	56.500,00	56.480,41
12.302	Divers	04.10	Réparation et entretien des équipements spéciaux des restaurants scolaires	CNLI, CPUBLIE	24.790,00 D	106.540,00	52.937,19
12.303	Divers	04.10	Elaboration d'un guide des bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire	CORD	3.200,00 TE	0,00	0,00
			<i>Total de la section 10.6</i>		4.522.951,00	5.575.801,00	3.515.599,37
11.000	Divers	04.52	<i>Section 10.7 – Education différenciée</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	16.311.239,00	16.311.239,00	14.258.903,78
11.010	Divers	04.52	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	2.254.252,00 D	2.620.600,12	2.620.600,12
11.020	Divers	04.52	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	5.386.858,60	5.386.858,60
11.021	Divers	06.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire dans le cadre de mesures d'intégration scolaire en faveur d'enfants à besoins éducatifs spéciaux	CNLI, CSDE	2.020.691,00	2.020.691,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.030	Divers	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.500.364,00	1.500.364,00	1.380.343,01
11.040	Divers	04.52	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	82.906,15	82.906,15
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CORD	12.581,00 TR	16.581,00	15.170,30
11.130	11.12	04.52	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	84.302,00 TE	66.902,00	36.125,66
11.150	11.12	04.52	Indemnités pour leçons supplémentaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	219.322,00	219.322,00	195.041,66
12.000	12.15	04.52	Indemnités pour services de tiers	CORD	44.370,00 TE	14.370,00	4.500,59
12.010	12.13	04.52	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	8.987,00	8.987,00	7.836,77
12.012	12.13	04.52	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	24.000,00	24.000,00	16.590,77
12.080	12.11	04.52	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	540.000,00 TR	567.000,00	562.544,86
12.090	12.21	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques				
12.100	12.11	04.52	Centres régionaux et services d'éducation différenciée: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques				
12.120	12.30	04.52	Réforme du système de l'intégration scolaire: fais d'experts	CNLI, CPUBLIE, CSDE	548.030,00	548.030,00	511.121,90
12.130	12.16	04.52	Frais de publication du nouveau plan d'études de l'Education différenciée	CORD	77.046,00	77.046,00	77.042,88
12.160	12.30	04.52	Acquisition et entretien de matériel médical et pharmaceutique	CORD	12.400,00	12.400,00	0,00
12.190	12.30	04.52	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	1.488,00	1.488,00	1.245,10
12.250	Divers	04.52	Centre de logopédie: frais d'exploitation courants	CORD	8.676,00 TR	11.676,00	8.626,71
12.252	Divers	04.52	Institut pour déficients visuels: frais d'exploitation courants	CORD	246.000,00	246.000,00	210.057,65
12.253	Divers	04.52	Institut pour infirmes moteurs cérébraux: frais d'exploitation courants	CORD	40.000,00	40.000,00	38.923,13
12.254	Divers	04.52	Service de guidance de l'enfance: frais d'exploitation courants	CORD	152.115,00	152.115,00	128.831,56
12.255	Divers	04.52	Centre d'observation: frais d'exploitation courants	CORD	57.220,00	57.220,00	56.876,78
12.256	Divers	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Warken: frais d'exploitation courants	CORD	17.528,00	17.528,00	17.191,35
12.257	Divers	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Walferdange: frais d'exploitation courants	CORD	87.153,00	87.153,00	71.197,59
12.258	Divers	04.52	Centre de propédeutique professionnelle à Clervaux: frais d'exploitation courants	CORD	38.300,00	38.300,00	36.550,77
12.261	Divers	04.52	Centre d'intégration scolaire: frais d'exploitation courants	CORD	40.100,00	40.100,00	37.925,87
12.262	Divers	04.52	Centre régional de Clervaux: frais d'exploitation courants	CORD	17.135,00	17.135,00	16.811,49
				CORD	20.900,00	20.900,00	18.567,27

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.263	Divers	04.52	Centre régional de Differdange: frais d'exploitation courants	CORD	11.400,00	11.400,00	10.178,13
12.264	Divers	04.52	Centre régional d'Echternach: frais d'exploitation courants	CORD	28.053,00 TR	36.453,00	35.651,62
12.265	Divers	04.52	Centre régional d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	CORD	60.000,00 TR	61.000,00	60.307,07
12.266	Divers	04.52	Centre régional d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	CORD	32.270,00	32.270,00	32.035,83
12.267	Divers	04.52	Centre régional de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	96.852,00	96.852,00	94.792,15
12.268	Divers	04.52	Centre régional de Redange: frais d'exploitation courants	CORD	15.000,00	15.000,00	14.632,49
12.269	Divers	04.52	Centre régional de Roeser: frais d'exploitation courants	CORD	24.400,00	24.400,00	24.240,42
12.270	Divers	04.52	Centre régional de Rumelange: frais d'exploitation courants	CORD	15.500,00	15.500,00	14.466,99
12.271	Divers	04.52	Centre régional de Walferdange: frais d'exploitation courants	CORD	33.828,00	33.828,00	31.605,23
12.272	Divers	04.52	Institut pour enfants autistiques et psychotiques: frais d'exploitation courants	CORD	73.500,00	73.500,00	68.950,05
12.280	Divers	04.52	Direction de l'Education différenciée: dépenses de fonctionnement courant	CORD	22.314,00 TR	25.314,00	22.335,59
12.281	Divers	04.52	Service rééducatif ambulatoire: dépenses de fonctionnement	CORD	65.000,00	65.000,00	64.931,18
32.010	32.00	04.52	Prise en charge des frais de transport et de surveillance d'enfants à besoins éducatifs spéciaux fréquentant des instituts à l'étranger	CORD	40.087,00	40.087,00	38.352,05
33.000	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de personnel suppléant engagé dans les instituts gérés par des associations privées	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.240,00	1.240,00	0,00
33.010	33.00	06.34	Subsides aux associations s'occupant d'enfants inadaptés et handicapés	CNSM	1.487,00	1.487,00	0,00
34.010	34.30	06.34	Contribution à des parents ayant à charge des enfants inadaptés et à des personnes assurant un transport non rémunéré d'enfants inadaptés	CORD	5.570,00 TR	8.570,00	7.425,13
34.011	34.30	06.34	Contribution au placement d'enfants à des instituts étrangers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.115.521,00	1.115.521,00	1.055.483,59
35.010	35.20	04.52	Contribution à l'Agence Européenne pour le Développement de l'Education spécialisée	CORD	13.390,00	13.390,00	12.885,00
43.001	43.22	04.52	Services de guidance régionaux de l'enfance et commissions médico-psychopédagogiques communales: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	28.432,00 TR	38.432,00	38.432,00
43.002	43.22	04.52	Centre d'observation dans la région de Pétinge: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	117.015,00	117.015,00	117.015,00
43.005	43.22	04.52	Remboursement à la commune de Redange/Attert du salaire de l'instructeur de natation détaché au Centre d'éducation différenciée de Warken	CORD	59.830,00 TE	42.830,00	26.668,65
43.007	43.22	04.52	Participation aux frais de fonctionnement de la classe logopédique au centre scolaire „Parc Hosingen“ gérée par la commune de Hosingen	CORD	24.572,00 TR	29.572,00	29.484,42

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
44.003	44.00	04.52	Subsides à des instituts ou associations dispensant ou promouvant l'éducation aux handicapés	CORD	20.723,00	20.723,00	17.404,73
44.004	44.00	04.52	Subside à la société „thérapie équestre“ pour séances d'hippo-thérapie dans l'intérêt de l'éducation différenciée	CORD	25.410,00	25.410,00	25.410,00
44.005	44.00	04.52	Participation aux frais de fonctionnement du centre de projets „Gruberberg“ géré par l'association pour la promotion de projets créatifs intégrés	CORD	54.312,00	54.312,00	37.501,08
44.006	44.00	04.52	Groupe d'étude et d'aide au développement de l'enfant: participa-tion de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	334.141,00	334.141,00	334.141,00
44.007	44.00	04.52	Projet „Liewenshaft“ initié par l'a.s.b.l. „Paerdsateller“ à Heider-scheid: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	295.981,00	295.981,00	295.981,00
44.008	44.00	04.52	Letzbuurger Aktiounskrees Psychomotorik a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	170.056,00	170.056,00	170.056,00
44.009	44.00	04.52	Schrëtt fir Schrëtt a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement	CORD	32.828,00	32.828,00	32.828,00
			<i>Total de la section 10.7</i>		27.385.311,00	33.221.223,87	28.693.747,16
11.000	Divers	04.30	<i>Section 10.8 – Service de la formation des adultes</i>				
11.010	Divers	04.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.765.723,00	1.765.723,00	1.505.699,02
11.020	Divers	04.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	2.332.176,00	2.332.176,00	875.068,18
11.030	Divers	04.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	161.008,00 D	1.897.249,15	1.897.249,15
11.040	Divers	04.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	225.940,00	225.940,00	224.415,97
11.100	11.40	04.53	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	684,57	684,57
11.130	11.12	04.33	Indemnités d'habillement	CORD	1.023,00 TR	1.223,00	1.221,91
11.131	11.12	04.34	Etudes secondaires dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CPUBLIE	44.159,00	44.159,00	43.753,23
11.132	11.12	04.53	Etudes secondaires techniques dirigées du soir: indemnités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CPUBLIE	216.990,00	216.990,00	180.204,51
11.133	11.12	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfec-tionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indem-nités des professeurs chargés de cours et autres indemnités	CNLI, CPUBLIE	150.711,00	150.711,00	109.864,43
11.134	11.12	04.53	Indemnités de surveillance pour l'organisation de cours spéciaux et d'autres manifestations	CORD	55.056,00	55.056,00	42.248,83
			Cours du soir de luxembourgeois organisés dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe: indemnités pour services extraordinaires	CORD	25.000,00	25.000,00	23.387,64

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.135	11.12	04.53	Mesures pour le développement et la mise en oeuvre de la didactique de l'enseignement de la langue luxembourgeoise: indemnités des professeurs et chargés de cours	CORD	16.025,00 TE	4.025,00	0,00
12.000	12.15	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers: indemnités pour services de tiers	CSDE	232.379,00 TR	233.087,00	207.858,12
12.001	12.15	04.53	Cours du soir de luxembourgeois organisés dans le cadre de la coopération transfrontalière de l'accord de Karlsruhe: indemnités pour services de tiers	CORD	25.000,00	25.000,00	7.152,56
12.002	12.15	04.53	Mesures pour le développement et la mise en oeuvre de la didactique de l'enseignement de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers	CORD, CPUBLIE, CSDE	2.415,00 TR	14.415,00	12.710,25
12.010	12.13	04.53	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.875,00 TR	7.875,00	3.801,37
12.080	12.11	04.53	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	80.000,00	80.000,00	63.308,32
12.125	12.30	04.00	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	14.874,00 TE	13.966,00	13.965,60
12.250	Divers	04.53	Centre de langues Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	76.000,00	76.000,00	72.758,46
12.300	Divers	04.53	Dépenses de fonctionnement des cours du soir: frais dans l'intérêt des divers cours et ateliers, entretien, matériel de nettoyage, réparations courantes et dépenses diverses	CORD	32.000,00 TE	27.000,00	21.692,59
33.000	33.00	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux, agréés par le Ministère de l'Education nationale, de la formation professionnelle et des sports: conventions avec les associations organisatrices	CORD	175.000,00	175.000,00	174.120,00
34.090	34.49	04.53	Remboursement de droits d'inscription aux cours organisés par le service de la formation des adultes et le centre de langues Luxembourg	CNLI, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	0,00
43.000	43.22	04.53	Subventions dans l'intérêt du fonctionnement des cours du soir spéciaux, agréés par le Ministère de l'Education nationale, de la formation professionnelle et des sports: conventions avec les communes organisatrices	CORD	65.332,00	65.332,00	64.550,00
12.500	12.15	04.53	Cours du soir spéciaux, y compris cours de langues et de perfectionnement organisés en faveur des travailleurs étrangers, indemnités pour services de tiers	CORD	113.543,00	113.543,00	113.536,56
12.640	12.16	04.53	Production et diffusion de documents télévisés concernant l'apprentissage du luxembourgeois	CORD	48.323,00	48.323,00	48.322,85
			<i>Total de la section 10.8</i>		5.961.652,00	7.698.477,72	5.707.574,12

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
<i>Section 10.9 – Inspectorat</i>							
11.000	Divers	04.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.930.162,00 D	1.958.615,59	1.958.615,59
11.010	Divers	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	22.448,00 D	22.764,02	22.764,02
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	18.336,00	18.336,00	18.332,33
11.131	11.12	04.20	Frais de stage aux écoles du pays; indemnités des patrons de stage	CNLI, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	49.969,89
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	42.314,00	42.314,00	40.010,55
12.040	12.12	04.20	Sommes fixes pour frais de bureau allouées aux inspecteurs de l'enseignement primaire	CORD	17.849,00	17.849,00	17.724,28
12.041	12.12	04.20	Frais de bureau	CORD	7.437,00	7.437,00	7.314,74
12.050	12.12	04.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	11.600,00 TE	11.588,13	11.324,58
12.090	12.21	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	124,00	124,00	0,00
12.100	12.11	04.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	8.323,00 TR	8.334,87	8.334,87
12.170	12.30	04.20	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	1.983,00	1.983,00	1.969,77
11.631	11.12	04.20	Frais de stage aux écoles du pays; indemnités des patrons de stage	CORD	22.782,00	22.782,00	22.566,94
<i>Total de la section 10.9</i>					2.133.358,00	2.162.127,61	2.158.927,56
<i>Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire</i>							
11.000	Divers	04.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	137.559.388,00	137.559.388,00	136.482.084,38
11.010	Divers	04.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	2.087.609,00	2.087.609,00	1.934.567,17
11.020	Divers	04.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	16.294.131,00	16.294.131,00	255.854,46
11.130	11.12	04.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	75.736,00	75.736,00	53.870,24
12.000	12.15	04.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	6.200,00	6.200,00	4.440,72
12.001	Divers	08.50	Enseignement religieux à l'école primaire: indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	8.397.000,00 D	8.452.550,17	8.452.516,96
12.010	12.13	04.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	6.600,00	6.600,00	3.389,60
12.125	12.30	04.20	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	30.000,00 TR	60.000,00	59.995,44
12.190	12.30	04.20	Participation de l'Etat aux frais résultant de la mise en contact des instituteurs avec des systèmes scolaires étrangers	CORD	1.250,00	1.250,00	450,00
12.300	Divers	04.20	Commission d'instruction: dépenses de fonctionnement, frais de documentation concernant l'enseignement primaire	CORD	1.116,00	1.116,00	1.115,07

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.301	Divers	04.20	Elaboration, impression et édition, acquisition de manuels scolaires et de matériel didactique, frais pour droits d'auteur	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.318.000,00	2.318.000,00	2.317.981,87
12.302	Divers	04.20	Classes à régime linguistique spécial: frais divers	CORD	3.250,00	3.250,00	3.245,75
12.303	Divers	04.20	Promotion de la lecture: frais divers	CORD	7.500,00	7.500,00	7.463,15
33.000	33.00	04.00	Manifestations de la jeunesse, rencontres internationales et échanges scolaires: participation de l'Etat	CORD	4.150,00	4.150,00	4.150,00
33.001	33.00	04.00	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement du centre de documentation et d'animation interculturelles (C.D.A.I.C.)	CORD	8.420,00	8.420,00	8.420,00
33.002	33.00	04.20	Association pour la promotion de l'éveil aux sciences: participation aux frais	CORD	2.750,00	2.750,00	2.750,00
33.003	33.00	04.20	Participation de l'Etat aux frais des cours d'appui organisés en faveur d'enfants présentant des difficultés d'apprentissage	CORD	25.000,00	25.000,00	25.000,00
34.060	34.41	04.20	Education musicale: participation aux frais de l'association M.U.S.E.P.	CORD	6.000,00	6.000,00	6.000,00
34.061	34.41	04.20	Education artistique: participation aux frais de l'association „Arts à l'école“	CORD	3.150,00	3.150,00	3.150,00
43.000	43.22	04.20	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10.103.453,00 D	26.103.453,00	25.734.755,35
43.002	43.22	04.20	Organisation de journées d'initiation artistique: participation de l'Etat	CORD	992,00	992,00	992,00
43.003	43.22	04.20	Participation aux frais des communes, sièges de classes d'accueil pour élèves de nationalité étrangère et participation aux frais de cours spéciaux destinés à ces élèves	CORD	38.000,00	38.000,00	38.000,00
43.004	43.22	04.12	Participation de l'Etat aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe dans le cadre de cours d'appui	CPUBLIE, CSDE	500.000,00	500.000,00	465.699,41
43.005	43.22	04.20	Participation aux frais résultant d'initiatives pédagogiques sur le plan communal	CORD	12.500,00	12.500,00	12.500,00
43.006	43.22	04.20	Education précoce: frais du personnel auxiliaire – Part de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.230.000,00	2.230.000,00	1.778.700,03
43.007	43.22	04.20	Participation aux frais des communes pour la prise en charge d'enfants de réfugiés	CNLI, CPUBLIE, CSDE	700.000,00	700.000,00	551.220,06
43.008	43.22	04.20	Mesures de promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement primaire	CORD	100.000,00 TE	70.000,00	70.000,00
43.009	43.22	04.20	Remboursement au Fonds de dépenses communales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00 D	8.380.501,00	8.380.501,00
44.000	44.00	04.20	Contribution aux frais d'enseignement des instituts, écoles et associations philanthropiques	CORD	4.500,00	4.500,00	4.500,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
43.504	43.22	04.12	Participation aux frais des communes pour la prise en charge des élèves en dehors de l'horaire normal et pour l'organisation d'un enseignement et de loisirs surveillés au profit des élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire	CORD	732.212,00	732.212,00	732.211,36
			<i>Total de la section 11.0</i>		181.259.007,00	205.694.958,17	187.395.524,02
			<i>Section 11.1 – Enseignement secondaire</i>				
11.000	Divers	04.33	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	93.337.835,00 D	94.060.600,49	94.060.600,49
11.010	Divers	04.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	2.366.638,00	2.366.638,00	1.765.899,67
11.020	Divers	04.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	991.961,76	991.961,76
11.030	Divers	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	4.266.217,00	4.266.217,00	3.821.495,76
11.040	Divers	04.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	133.294,97	133.294,97
11.100	11.40	04.33	Indemnités d'habillement	CORD	29.840,00 TE	28.515,41	28.515,41
11.130	11.12	04.33	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	962.458,00 TE	960.916,70	954.694,85
12.000	12.15	04.33	Indemnités pour services de tiers	CORD	25.000,00 TR	27.865,89	27.865,29
12.010	12.13	04.33	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	150.000,00	150.000,00	149.999,94
12.081	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	2.079.303,00	2.079.303,00	1.571.825,84
12.250	Divers	04.33	Athénée de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	116.000,00	116.000,00	115.924,10
12.251	Divers	Divers	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: frais d'exploitation courants	CORD	202.000,00	202.000,00	200.003,37
12.252	Divers	Divers	Lycée classique d'Echternach: frais d'exploitation courants	CORD	112.409,00	112.409,00	112.408,91
12.253	Divers	04.33	Lycée de garçons de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	102.000,00	102.000,00	101.533,35
12.254	Divers	04.33	Lycée de garçons d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	CORD	102.000,00	102.000,00	100.817,82
12.255	Divers	04.33	Lycée Robert-Schuman à Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	93.000,00	93.000,00	85.692,28
12.256	Divers	04.33	Lycée Michel-Rodange à Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	130.000,00	130.000,00	129.905,93
12.257	01.00	04.33	Dotations dans l'intérêt du fonctionnement du lycée Hubert-Clement à Esch-sur-Alzette	CNLI, CPUBLIE	612.360,00	612.360,00	612.360,00
12.258	Divers	04.33	Lycée Aline-Mayrisch à Luxembourg: frais d'exploitation courants	CPUBLIE, CSDE	171.000,00	171.000,00	170.910,37
12.300	Divers	04.33	Etablissements d'enseignement secondaire, jurys d'examen, commissions d'études: fournitures diverses	CORD	5.000,00	5.000,00	4.619,10

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.301	Divers	Divers	Lycée classique de Diekirch et lycée technique de Diekirch: annexes de Mersch: dépenses de fonctionnement de l'internat	CORD	170.000,00	170.000,00	167.632,16
12.581	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	158.980,00	158.980,00	158.979,90
			<i>Total de la section 11.1</i>		105.192.240,00	107.040.062,22	105.466.932,27
			<i>Section 11.2 – Enseignement secondaire technique</i>				
11.000	Divers	04.34	Traitement des fonctionnaires	CNLI, CSDE	148.274.907,00	148.274.907,00	141.950.301,21
11.010	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	13.888.275,00	13.888.275,00	6.287.196,32
11.020	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	11.100.484,73	11.100.484,73
11.030	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	7.186.451,00	7.186.451,00	6.700.053,93
11.040	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	249.992,53	249.992,53
11.100	11.40	04.34	Indemnités d'habillement	CORD	41.811,00	41.811,00	41.360,38
11.130	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	865.011,00	865.011,00	796.308,39
12.000	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	286.018,00	286.018,00	241.530,35
12.010	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	251.600,00 TR	278.180,00	268.159,46
12.030	12.16	04.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	80.000,00 TR	81.456,00	81.455,02
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	2.401.000,00	2.401.000,00	2.315.862,61
12.090	12.21	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	818.220,00	818.220,00	796.653,25
12.100	12.11	04.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.032.579,00	1.032.579,00	971.713,46
12.120	12.30	04.34	Projet de mise en conformité du lycée technique hôtelier par rapport aux normes réglementaires d'hygiène alimentaire: frais d'experts et d'études				
12.250	Divers	04.34	Lycée technique agricole d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	CORD	8.500,00	8.500,00	7.316,97
12.251	Divers	04.34	Lycée technique des arts et métiers Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	284.260,00 TR	294.260,00	293.904,10
12.252	Divers	04.34	Lycée technique d'Esch-sur-Alzette: frais d'exploitation courants	CORD	320.000,00	320.000,00	319.986,49
12.253	Divers	04.34	Lycée technique d'Ettelbruck: frais d'exploitation courants	CORD	453.000,00	453.000,00	451.723,64
12.254	Divers	Divers	Lycée du nord: frais d'exploitation courants	CORD	270.504,00	270.504,00	269.398,64
12.255	Divers	04.34	Lycée technique Joseph-Bech de Grevenmacher: frais d'exploitation courants	CORD	201.000,00 TR	208.500,00	208.447,10
12.256	Divers	04.34	Lycée technique de Bonnevoie: frais d'exploitation courants	CORD	129.000,00	129.000,00	127.820,06
12.257	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck de Diekirch: frais d'exploitation courants	CORD	272.800,00 TR	288.800,00	281.752,72
				CORD	98.175,00	98.175,00	98.010,73

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.258	Divers	04.34	Lycée technique Michel-Lucius de Luxembourg: frais d'exploitation courants	CORD	119.000,00	119.000,00	118.998,28
12.259	Divers	04.34	Lycée technique Mathias-Adam de Pétinge: frais d'exploitation courants	CORD	181.500,00	181.500,00	180.932,60
12.260	Divers	04.34	Lycée technique Nic.-Biever de Dudelange: frais d'exploitation courants	CORD	229.000,00 TE	213.300,00	208.341,33
12.261	Divers	04.34	Lycée technique „école de commerce et de gestion“: frais d'exploitation courants	CORD	100.000,00	100.000,00	99.758,96
12.262	Divers	04.34	Lycée technique pour professions de santé: frais d'exploitation courants	CORD	151.412,00	151.412,00	149.099,84
12.263	01.00	04.34	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du lycée technique du centre de Luxembourg	CNLI, CPUBLIE	1.201.893,00	1.201.893,00	1.201.893,00
12.300	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck de Diekirch: dépenses d'exploitation de la cuisine et du restaurant (achat de matières alimentaires servant à la confection des menus)	CNLI, CPUBLIE	350.000,00 TR	380.000,00	379.999,62
12.301	Divers	04.34	Fournitures diverses pour examens et commissions d'études	CORD	13.000,00	13.000,00	10.412,38
12.302	Divers	Divers	Lycée du nord – Dépenses de fonctionnement de l'internat	CORD	16.000,00	16.000,00	15.964,99
12.303	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck de Diekirch: frais d'exploitation de l'internat, dépenses diverses	CORD	2.500,00	2.500,00	2.499,58
12.304	Divers	04.34	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck de Diekirch: participation aux frais de logement des élèves de l'internat	CORD	7.437,00	7.437,00	7.437,00
12.305	Divers	04.34	Lycée technique pour professions de santé – Dépenses de fonctionnement des internats	CORD	2.479,00	2.479,00	2.455,23
12.306	Divers	04.00	Siège de l'association européenne des écoles hôtelières et de tourisme à Luxembourg: participation de l'Etat aux frais de secrétariat	CORD	30.000,00	30.000,00	30.000,00
12.307	Divers	04.00	Elargissement de l'offre de formations professionnelles francophones: frais d'expertise, frais de formation, frais de traduction et dépenses diverses	CORD	50.000,00 TE	23.420,00	20.220,00
32.010	32.00	04.34	Aide particulière aux entreprises et aux institutions hospitalières et de soins pour l'accueil d'élèves de l'enseignement secondaire technique en stage de formation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	335.000,00	335.000,00	334.963,02
32.020	32.00	04.34	Remboursement des rémunérations des infirmiers de référence mis à disposition du Lycée technique pour professions de santé par diverses institutions hospitalières et de soins	CPUBLIE, CSDE	700.000,00	700.000,00	696.313,37
34.100	34.59	04.34	Subsides pour la mise à disposition d'infrastructures de travaux pratiques	CORD	9.916,00	9.916,00	9.916,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
43.000	43.22	04.34	Remboursement des frais du personnel technique du régime préparatoire et des formations pour professions de santé	CPUBLIE, CSDE	513.127,00 TE	463.871,00	461.330,20
11.630	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	11.169,00	11.169,00	11.099,07
12.500	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	277,00	277,00	247,89
12.510	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	42.562,00	42.562,00	41.115,52
12.580	12.11	04.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	80.747,00	80.747,00	80.746,57
12.759	Divers	04.34	Lycée technique Mathias-Adam de Pétinge: frais d'exploitation courants	CORD	1.319,00	1.319,00	1.318,55
			<i>Total de la section 11.2</i>		181.311.649,00	192.661.926,26	177.924.495,09
			<i>Section 11.3 – Service de la formation professionnelle</i>				
11.000	Divers	04.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	2.691.236,00	2.691.236,00	2.173.679,05
11.010	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	4.417.152,00	4.417.152,00	3.324.012,04
11.020	Divers	04.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	1.191.646,00 D	1.655.425,27	1.655.425,27
11.030	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	423.378,00	423.378,00	364.494,71
11.040	Divers	04.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	10.538,94	10.538,94
11.060	Divers	04.34	Indemnités complémentaires aux indemnités d'apprentissage dues aux personnes adultes en formation sous contrat d'apprentissage	CNLI, CPUBLIE	1.398.000,00	1.398.000,00	764.293,82
11.100	11.40	04.34	Indemnités d'habillement	CORD	2.108,00	2.108,00	1.580,32
11.130	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CPUBLIE, CSDE	587.125,00	587.125,00	406.669,89
11.131	11.12	04.34	Formation professionnelle continue: examens de comptabilité, de fiscalité et d'informatique	CNLI, CPUBLIE	108.986,00 TR	110.586,00	109.900,10
12.000	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	679.986,00	679.986,00	625.253,16
12.001	12.15	Divers	Formation professionnelle continue: examens de comptabilité, de fiscalité et d'informatique	CNLI, CPUBLIE	79.864,00 TR	83.364,00	83.157,03
12.010	12.13	04.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	161.750,00	161.750,00	77.298,59
12.020	12.14	04.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	29.000,00	29.000,00	23.471,07
12.080	12.11	04.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CPUBLIE	628.000,00	628.000,00	574.312,96
12.140	12.16	04.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, frais divers	CORD	92.000,00	92.000,00	59.371,20
12.141	12.16	04.34	Frais d'organisation et de participation du Luxembourg aux concours de formation professionnelle pour jeunes	CORD	24.800,00	24.800,00	22.882,44
12.190	12.30	04.34	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	5.000,00	5.000,00	1.550,42
12.210	12.30	04.10	Exploitation des cantines des centres de formation professionnelle continue: frais des repas	CNLI, CPUBLIE	155.000,00 D	160.545,00	160.112,06
12.250	Divers	04.34	Frais d'exploitation courants	CORD	223.550,00	223.550,00	157.838,87

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.300	Divers	04.34	Fournitures diverses pour examens	CORD	173.000,00	173.000,00	159.352,30
12.301	Divers	04.32	Dépenses dans l'intérêt de la formation professionnelle continue du personnel enseignant des centres de formation professionnelle continue	CORD	12.395,00	12.395,00	9.576,56
12.302	Divers	04.32	Mise en place d'un système d'informatique nécessaire à la gestion automatisée de la loi-cadre sur la formation professionnelle continue	CORD	686.765,00 TE	681.665,00	260.032,76
32.010	32.00	04.32	Participation au coût de l'investissement dans la formation professionnelle continue sous forme d'aide directe aux entreprises	CNLI, CPUBLIE, CSDE	11.000.000,00	11.000.000,00	10.927.513,67
33.010	33.00	04.32	Participation aux frais de fonctionnement de l'a.s.b.l. Foprogest chargée de la gérance des fonds communautaires dans l'intérêt des formations professionnelles pour jeunes et adultes	CNSM	91.928,00	91.928,00	90.628,00
34.050	34.38	04.32	Participation aux frais des apprentis fréquentant des cours de formation professionnelle théorique à l'étranger à défaut d'un enseignement national dans la spécialité	CORD	8.675,00	8.675,00	4.227,00
41.000	41.50	04.53	Subsides aux chambres professionnelles pour l'organisation de cours et séminaires dans l'intérêt de la formation professionnelle continue	CORD	44.520,00	44.520,00	44.520,00
41.001	41.50	04.34	Participation aux frais d'organisation de cours de théorie générale et professionnelle préparatoires aux examens de maîtrise ainsi que de cours de perfectionnement professionnel par la chambre des métiers	CNST, CPUBLIE	510.000,00	510.000,00	510.000,00
41.002	41.50	04.53	Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat	CORD	451.826,00	451.826,00	397.766,00
41.003	41.50	04.34	Subside destiné à la chambre des métiers pour couvrir partiellement les frais résultant de l'organisation de la formation professionnelle	CORD	79.400,00	79.400,00	79.400,00
41.004	41.50	04.34	Subside à la chambre de commerce en faveur de l'organisation de la formation professionnelle pour mécaniciens d'avions	CORD	44.646,00	44.646,00	44.646,00
41.005	41.50	04.34	Participation aux frais encourus par la chambre des métiers dans le cadre de la mise en route de la réforme du brevet de maîtrise	CNLI, CPUBLIE	49.579,00 D	96.322,00	96.321,39
41.010	41.40	04.34	Dotation au bénéfice de l'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue	CNLI, CPUBLIE	600.458,00 D	762.026,36	762.026,36
11.630	11.12	04.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	11.028,00	11.028,00	10.935,39
12.500	12.15	04.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.024,00	2.024,00	2.022,78
41.502	41.50	04.53	Remboursement aux chambres professionnelles des rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises	CORD	2.133,00	2.133,00	2.132,57
<i>Total de la section 11.3</i>					26.667.058,00	27.355.132,57	23.996.942,72

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 11.4 – Sports – Dépenses générales</i>				
11.000	Divers	08.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	197.356,00 D	208.923,14	208.923,14
11.130	11.12	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.387,00	6.387,00	6.146,24
11.131	11.12	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	36.898,00	36.898,00	27.477,23
12.000	12.15	08.30	Commissions diverses: indemnités pour services de tiers	CORD	1.826,00	1.826,00	1.214,22
12.001	12.15	05.30	Service médico-sportif: indemnités pour services de tiers	CNLI, CPUBLIE	326.085,00	326.085,00	325.941,69
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	CORD	12.750,00	12.750,00	8.074,37
12.012	12.13	08.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	26.000,00 TE TR	33.700,00	32.391,70
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.350,00 TR	3.505,00	3.501,88
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	CORD	19.800,00 TE	18.445,00	15.389,04
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	22.000,00	22.000,00	18.365,38
12.100	12.11	08.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	462.043,00 D TR	473.304,00	473.301,81
12.140	12.16	08.30	Acquisition et publication de matériel de documentation et d'information	CORD	4.000,00	4.000,00	3.972,27
12.160	12.30	05.30	Service médico-sportif: analyses et matériel médical	CNLI, CPUBLIE	65.183,00	65.183,00	64.444,56
12.190	12.30	08.30	Relations et réunions internationales, frais d'organisation et dépenses diverses	CORD	4.000,00 TE	2.750,00	1.878,74
12.191	12.30	08.30	Service médico-sportif: organisation de séminaires et de conférences	CORD	1.487,00	1.487,00	960,50
12.200	12.30	08.30	Contribution à l'assurance accidents et à l'assurance responsabilité civile collectives des sportifs ainsi qu'à la caisse de secours mutuel des sportifs	CORD	115.880,00	115.880,00	115.880,00
12.300	Divers	08.30	Trophée national et autres distinctions	CORD	23.000,00	23.000,00	22.857,33
12.301	Divers	08.30	Campagne de sensibilisation contre la toxicomanie	CORD	4.958,00	4.958,00	4.898,93
12.310	Divers	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: dépenses diverses	CORD	56.000,00	56.000,00	52.918,52
12.320	Divers	08.30	Relations sportives avec des pays partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg: frais divers	CORD	16.609,00 TE	12.659,00	12.640,34
12.330	Divers	08.30	Bases nautiques et installations sanitaires au Lac de la Haute-Sûre: frais de fonctionnement	CPUBLIE, CSDE	85.000,00	85.000,00	84.653,45
12.340	Divers	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: conservation des collections et du matériel de sport, organisation d'expositions, dépenses diverses	CORD	10.500,00	10.500,00	10.493,46
12.350	Divers	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives	CNLI, CPUBLIE, CSDE	148.736,00	148.736,00	148.736,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.360	Divers	08.30	Organisation d'une promotion sportive d'été: dépenses diverses	CORD	51.000,00 TE TR	48.500,00	48.024,37
12.380	Divers	08.30	Mesures spéciales et promotionnelles liées à la pratique sportive de haut niveau: dépenses diverses	CORD	220.624,00	220.624,00	220.624,00
32.020	32.00	08.30	Congé sportif: indemnités compensatoires	CNLI, CPUBLIE	266.000,00	266.000,00	238.795,72
33.000	33.00	08.30	Participation aux frais de fonctionnement des fédérations sportives agréées	CORD	470.000,00	470.000,00	469.999,99
33.001	33.00	08.30	Participation dans les indemnités d'entraîneurs fédéraux engagés avec l'agrément et sous le contrôle de l'Etat, participation aux frais de programmes spéciaux et de stages pour cadres fédéraux	CORD	621.600,00	621.600,00	621.600,00
33.002	33.00	05.30	Comité national de lutte contre le dopage: participation aux frais de fonctionnement	CORD	3.718,00	3.718,00	3.718,00
33.010	33.00	08.30	Subsides aux fédérations sportives agréées et aux sociétés affiliées	CNSM	438.900,00	438.900,00	438.900,00
33.011	33.00	08.30	Animation et appui du sport-loisirs: subsides	CNSM	25.100,00	25.100,00	25.100,00
33.012	33.00	08.30	Contributions dans l'intérêt de l'organisation ou de la participation à des championnats à l'échelon mondial et européen	CNSM	71.889,00	71.889,00	71.889,00
33.013	33.00	08.30	Participation à l'indemnisation des cadres administratifs des fédérations sportives agréées et du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois	CNSM	266.487,00	266.487,00	266.487,00
33.014	33.00	08.30	Participation aux frais de fonctionnement du centre national sportif et culturel	CNLI, CNSM, CPUBLIE	3.800.000,00	3.800.000,00	3.800.000,00
33.016	33.00	08.30	Organisation du départ du Tour de France au Luxembourg: participation aux frais de l'association des organisateurs luxembourgeois	CNLI, CNSM, CPUBLIE	919.056,00 D	1.336.727,00	1.336.727,00
33.017	33.00	08.30	Contribution à la Ville d'Esch-sur-Alzette pour l'accueil du Tour d'Italie	CNSM	149.000,00	149.000,00	149.000,00
35.060	35.00	08.30	Cotisations et subsides à des organisations et institutions internationales	CNLI, CPUBLIE	5.798,00 D	23.498,00	23.362,74
43.020	43.52	08.30	Remboursement des frais de fonctionnement de la salle de gymnastique du complexe sportif du parc Hosingen au syndicat intercommunal SISPOLO	CORD	74.368,00	74.368,00	58.303,13
			<i>Total de la section 11.4</i>		9.033.388,00	9.490.387,14	9.417.591,75
11.000	Divers	08.30	<i>Section 11.5 – Institut national des sports</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	267.600,00	267.600,00	242.788,25
11.010	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	84.290,00	84.290,00	84.247,76
11.020	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	5.264,00 D	30.791,17	30.791,17
11.030	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	378.084,00	378.084,00	370.785,75

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.040	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	20.821,23	20.821,23
11.100	11.40	08.30	Indemnités d'habillement	CORD	2.367,00	2.367,00	2.193,85
11.130	11.12	08.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.525,00	3.525,00	2.974,72
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	507,00	507,00	230,64
12.010	12.13	08.30	Frais de route et de séjour	CORD	180,00	180,00	118,16
12.020	12.14	08.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.800,00	4.800,00	4.782,28
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	CORD	1.037,00	1.037,00	543,85
12.050	12.12	08.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.710,00	4.710,00	4.411,07
12.080	12.11	08.30	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CPUBLIE	206.000,00	206.000,00	198.283,10
12.210	12.30	08.30	Dépenses d'alimentation	CORD	93.500,00	93.500,00	93.428,09
12.300	Divers	08.30	Frais d'exploitation et d'entretien des installations de l'I.N.S. à Luxembourg-Fetschenhof et à Pulvermuhl (annexe), dépenses diverses	CORD	27.600,00	27.600,00	27.069,96
			<i>Total de la section 11.5</i>		1.079.564,00	1.125.812,40	1.083.469,88
11.000	Divers	08.30	<i>Section 11.6 – Centre sportif national de natation</i>	CNLI, CSDE	564.505,00	564.505,00	523.340,03
11.010	Divers	08.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	233.131,00	233.131,00	200.204,45
11.020	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	83.898,00	83.898,00	81.443,05
11.040	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00 D	46.019,88	46.019,88
			<i>Total de la section 11.6</i>		881.734,00	927.653,88	851.007,41
11.000	Divers	08.30	<i>Section 11.7 – Ecole nationale de l'éducation physique et des sports</i>	CNLI, CSDE	221.375,00 D	229.937,37	229.937,37
11.010	Divers	08.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.020	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	3.040,00 D	4.721,08	4.721,08
11.030	Divers	08.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.040	Divers	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	08.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CPUBLIE	98.944,00	98.944,00	87.385,33
12.000	12.15	08.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	95.424,00 D TR	112.234,00	112.198,27
12.010	12.13	08.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	20.000,00 TR	23.100,00	23.017,38
			Frais de route et de séjour				

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.040	12.12	08.30	Frais de bureau	CORD	11.500,00 TE	8.100,00	7.732,14
12.180	12.30	08.30	Acquisition de matériel didactique et audiovisuel	CORD	3.000,00 TE	2.750,00	2.740,57
12.190	12.30	08.30	Organisation de colloques, de formations et de conférences nationales et internationales sur les problèmes de l'éducation physique et du sport, participation d'experts étrangers et nationaux aux formations à l'école nationale de l'éducation physique et des sports, indemnités, frais de déplacement et de séjour	CORD	12.700,00 TE	12.040,00	12.031,90
12.191	12.30	08.30	Organisation de stages et d'entraînements dans le cadre des centres de formation: frais de transport et de séjour	CNLI, CPUBLIE	39.250,00	39.250,00	38.381,20
12.192	12.30	08.30	Développement des contacts et échanges avec des institutions à l'étranger: dépenses diverses	CORD	1.650,00 TE	750,00	654,61
12.300	Divers	08.30	Location d'installations et de matériel, achat de matériel et d'équipement de sport dans l'intérêt des centres de formation et des formations de l'ENEPS, dépenses diverses	CORD	2.500,00	2.500,00	2.319,26
33.000	33.00	08.30	Programmes d'échanges européens: frais divers	CORD	1.450,00	1.450,00	1.394,14
34.060	34.41	08.30	Participation de chargés de cours et de stagiaires de l'école nationale de l'éducation physique et des sports à des formations, des perfectionnements et des recyclages à l'étranger, frais de déplacement et de séjour	CORD	11.000,00 TE	9.400,00	9.295,00
35.010	35.20	08.30	Cotisations internationales	CORD	3.500,00	3.500,00	1.700,00
			<i>Total de la section 11.7</i>		525.633,00	548.976,45	533.508,25
			Total du département 10 et 11		623.241.626,00	674.985.213,25	622.730.525,13

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			12 et 13 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse				
			<i>Section 12.0 – Famille</i>				
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires du Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance	CORD	992,00	992,00	0,00
11.131	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	17.228,00	17.228,00	5.647,83
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers du Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance	CORD	942,00 TE TR	942,00	0,00
12.001	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	6.414,00	6.414,00	2.088,33
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	CORD	35.000,00	35.000,00	31.913,86
12.012	12.13	Divers	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	72.500,00	72.500,00	68.567,10
12.020	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	16.193,00 TE TR	16.193,00	11.993,87
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	15.190,00 TR	35.190,00	22.244,67
12.060	12.12	06.36	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	4.500,00	4.500,00	1.378,41
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	38.494,00	38.494,00	27.930,90
12.120	12.30	Divers	Frais d'experts et d'études relatifs à l'élaboration d'un plan compatible harmonisé par le secteur conventionné	CORD	6.250,00	6.250,00	0,00
12.121	12.30	Divers	Frais d'experts et d'études sur les transferts sociaux	CPUBLIE, CSDE	23.550,00	23.550,00	23.550,00
12.300	Divers	06.36	Centre de formation sociofamiliale, colloques, séminaires et journées d'études: frais de fonctionnement, indemnités des conférenciers, acquisition d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, frais d'organisation et de participation, dépenses diverses	CORD	33.000,00	33.000,00	28.130,73
12.306	Divers	06.34	Promotion du bénévolat: formation, documentation, sensibilisation, coordination, projets divers	CORD	15.000,00	15.000,00	12.328,65
33.000	33.00	06.32	Participation aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées par le Ministère de la Famille: dépenses supplémentaires résultant d'éléments rétroactifs se rapportant aux exercices 2000 et 2001 dans les nouvelles conventions collectives de travail pour employés privés et ouvriers du secteur d'aide de soins et du secteur social	CORD	3.000.000,00	3.000.000,00	2.972.453,95
33.010	33.00	Divers	Subsides dans l'intérêt de la bienfaisance publique à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité ainsi qu'à des organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique	CNSM	158.000,00 TE	138.000,00	66.320,00
35.060	35.00	06.36	Contributions à des organismes internationaux	CORD	18.550,00	18.550,00	11.567,87
42.000	42.00	06.12	Prise en charge d'un forfait d'éducation à allouer à certains parents âgés	CNLI, CSDE	22.500.000,00	22.500.000,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.631	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.818,00	2.818,00	0,00
12.512	12.13	Divers	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	318,00	318,00	317,30
33.504	33.00	Divers	Participation exceptionnelle et transitoire aux découverts de fonctionnement intervenus dans les institutions conventionnées par l'Etat au 1er janvier 1999 accueillant ou traitant des personnes bénéficiant des prestations de l'assurance dépendance, suite à la nécessité, pour les institutions concernées, de disposer d'un délai d'adaptation de la structure d'exploitation et de l'organisation aux effets de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance	CNLI, CPUBLIE	100.000,00 D	261.025,00	261.022,98
			<i>Total de la section 12.0</i>		26.064.939,00	26.225.964,00	3.547.456,45
			<i>Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes</i>				
11.010	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	93.812,00	93.812,00	89.414,80
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.100	12.11	06.32	Foyers d'enfants: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	145.000,00	145.000,00	143.574,76
12.120	12.30	Divers	Evaluation et programmation des structures d'accueil et d'assistance pour mineurs et jeunes adultes: frais d'experts et d'études	CORD	74.368,00	74.368,00	0,00
12.121	12.30	Divers	Frais d'experts et d'études relatifs à la situation des personnes handicapées	CORD	50.000,00	50.000,00	3.563,50
12.122	12.30	06.32	Frais d'experts et d'études pour la mise en oeuvre de la politique jeunesse	CORD	11.155,00	11.155,00	6.725,00
12.140	12.16	Divers	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information relatifs à la situation des personnes handicapées	CORD	24.789,00	24.789,00	20.191,59
12.141	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information aux questions de politique et travail jeunesse	CORD	7.437,00	7.437,00	0,00
12.300	Divers	06.32	Mise en oeuvre des programmes d'action en faveur de la promotion des droits de l'enfant	CORD	30.000,00	30.000,00	16.966,13
12.310	33.00	06.32	Programme d'action contre l'exploitation sexuelle d'enfants: dépenses diverses	CORD	74.368,00	74.368,00	38.090,58
12.320	33.00	06.36	Information, consultation et promotion familiale: frais de publication, dépenses diverses	CORD	37.184,00 TE	0,00	0,00
12.330	Divers	06.34	Année Internationale du Handicap: frais d'organisation, dépenses diverses	CORD	25.000,00	25.000,00	20.504,03
12.340	33.00	06.34	Participation de l'Etat aux frais relatifs à la coopération transfrontalière avec le Centre Européen de formation professionnelle pour personnes handicapées de Bitbourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.060,00	6.060,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.350	33.00	06.13	Accompagnement psychothérapeutique et sociopédagogique des victimes d'incidents collectifs à portée traumatisante	CNLI, CPUBLIE	100,00 D TR	37.943,00	4.789,43
33.000	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978, ainsi que d'autres services pour enfants et familles	CORD	4.555.814,00 TR	4.612.786,00	4.609.778,80
33.001	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services d'aide et d'assistance sociofamiliale et de services d'adoption conventionnés	CORD	2.497.707,00 TE	2.412.707,00	2.154.360,45
33.002	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés pour jeunes	CORD	20.238.890,00	20.238.890,00	20.050.857,07
33.003	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des internats sociofamiliaux conventionnés	CORD	3.879.876,00 TR	3.937.549,00	3.937.185,71
33.004	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour conventionnés pour enfants	CORD	19.000.777,00 TR	19.311.316,00	19.299.417,91
33.005	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés	CORD	5.335.765,00 TR	5.420.765,00	5.354.683,33
33.006	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour adultes	CORD	4.890.475,00 TE TR	4.911.730,00	4.911.729,41
33.007	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour personnes handicapées	CORD	16.529.084,00 TE	14.959.591,00	14.249.611,75
33.008	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	CORD	906.044,00 TR	1.212.461,00	1.212.458,79
33.009	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées	CORD	360.960,00 TR	484.019,00	484.019,00
33.011	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des Centres médico-sociaux	CNLI, CNSM, CPUBLIE	4.283.097,00 TR	4.313.047,00	4.109.830,73
33.012	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants	CNSM	25.000,00	25.000,00	22.310,00
33.013	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais d'infrastructure de structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants	CNSM	24.790,00	24.790,00	15.000,00
33.014	33.00	06.32	Subsides de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies non conventionnées et de services non conventionnés prenant en charge les élèves en dehors des heures de classe	CNSM	91.721,00	91.721,00	35.500,00
33.016	33.00	06.32	Frais liés à la location de chaises par l'Etat dans des structures d'accueil de jour non conventionnées pour enfants	CNLI, CNSM, CPUBLIE	650.000,00	650.000,00	613.143,81

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.017	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'initiatives de travail social communautaire	CNSM	216.240,00	216.240,00	198.576,39
33.018	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres de propédeutique professionnelle privés	CNSM	3.990.676,00 TR	4.777.363,00	4.777.361,94
33.019	33.00	04.52	Participation de l'Etat aux frais de mise en place, de fonctionnement et d'étude de projets-pilotes destinés à soutenir la création de nouveaux emplois de proximité dans le domaine sociofamilial	CNSM	400.000,00	400.000,00	0,00
33.021	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'animation et de fonctionnement des centres de rencontre et des centres multiservices pour jeunes conventionnés	CNSM	2.183.739,00 TE TR	2.185.239,00	2.141.265,60
33.022	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de secrétariat des associations de jeunesse et d'organismes s'occupant des loisirs des jeunes	CNSM	150.000,00	150.000,00	149.999,03
33.023	33.00	06.32	Centre d'Etudes sur la Situation des Jeunes en Europe: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	252.582,00 TR	291.082,00	291.082,00
33.024	33.00	06.32	Services de formation des mouvements de jeunes: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	259.389,00 TE	219.389,00	208.178,28
33.025	33.00	06.32	Services de Médiation: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	385.235,00	385.235,00	385.235,00
33.026	33.00	06.32	Subsides pour activités dans l'intérêt des jeunes	CNSM	206.000,00	206.000,00	205.575,46
33.027	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais d'activités et d'animation des Services d'activités Junior	CNSM	21.000,00	21.000,00	21.000,00
33.028	33.00	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services conventionnés prenant en charge des élèves en dehors des heures de classes dans le cadre de loisirs surveillés, de services de restauration et de services d'aide aux devoirs	CNLJ, CNSM, CPUBLIE, CSDE	1.000.000,00 TE	876.941,00	103.098,00
34.010	34.30	06.32	Placement familial: secours aux familles d'accueil et à des associations sans but lucratif oeuvrant dans ce domaine	CORD	17.353,00	17.353,00	6.234,00
43.000	43.22	06.32	Subsides pour l'élaboration et la mise en oeuvre de projets „Plan communal Jeunesse“	CORD	74.368,00	74.368,00	67.272,46
43.001	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des communes pour la prise en charge des élèves en dehors des heures de classe dans le cadre de loisirs surveillés, de services de restauration et de services d'aide aux devoirs	CNLJ, CPUBLIE, CSDE	3.000.000,00	3.000.000,00	0,00
43.002	43.22	06.32	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres communaux de rencontre pour jeunes	CORD	51.109,00	51.109,00	49.211,17
<i>Total de la section 12.1</i>					96.057.064,00	96.057.723,00	90.007.795,91

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
<i>Section 12.2 – Solidarité</i>							
11.130	11.12	06.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	248,00	248,00	0,00
11.131	11.12	06.20	Indemnités pour services extraordinaires de la commission de médiation	CORD	3.000,00	3.000,00	1.041,16
12.001	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers de la commission de médiation	CORD	1.300,00	1.300,00	911,01
12.300	Divers	06.20	Prévention, information et sensibilisation en matière de surendettement, indemnités, frais de publication, dépenses diverses	CORD	37.184,00	37.184,00	0,00
34.010	34.30	06.20	Secours du chef de pertes essayées par suite d'accidents ou d'événements imprévus, secours particuliers, secours urgents et secours de route, subventions diverses, secours extraordinaires et suppléments de rente aux crédientiers des assurances sociales	CPUBLIE, CSDE	359.867,00	359.867,00	359.854,74
34.011	34.30	06.20	Prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance maladie-maternité des personnes indigentes résidant au Luxembourg temporairement non bénéficiaires d'un régime de la sécurité sociale	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.395,00	12.395,00	11.710,47
34.012	34.30	06.20	Secours du chef de pertes et dégâts essayés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertises	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.479,00	2.479,00	0,00
34.013	34.30	06.20	Participation de l'Etat aux frais de placement à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.491.915,00 D	3.414.130,00	3.100.893,56
35.060	35.00	06.20	Remboursement de secours avancés à des résidents du Grand-Duché de Luxembourg en pays étrangers, subsides à des sociétés de bienfaisance à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.478,00 D	16.352,00	15.360,69
43.000	43.22	06.20	Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigents indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.974.722,00	2.974.722,00	2.974.612,90
43.001	43.22	06.20	Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef de l'entretien d'indigents étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.726.829,00	2.726.829,00	2.460.974,91
<i>Total de la section 12.2</i>					8.612.417,00	9.548.506,00	8.925.359,44
<i>Section 12.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers</i>							
11.000	Divers	06.36	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	520.902,00	520.902,00	442.412,60
11.010	Divers	06.36	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	86.221,00 D	347.957,66	347.957,66
11.020	Divers	06.36	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	143.526,49	143.526,49
11.030	Divers	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	216.094,00 D	239.630,85	239.630,85
11.040	Divers	06.36	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	15.755,81	15.755,81
11.100	11.40	06.36	Indemnités d'habillement	CORD	942,00	942,00	596,49
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.742,00	3.742,00	3.593,92

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	CORD	15.000,00 TR	15.550,00	14.328,62
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour	CORD	8.180,00	8.180,00	5.025,38
12.020	12.14	06.36	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	22.954,00 TE	22.404,00	14.249,96
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau	CORD	2.975,00 TR	4.215,00	2.998,39
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	CNLI, CPUBLIE, CSDE	700.000,00 D	1.200.000,00	968.714,97
12.090	12.21	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	111.900,00	111.900,00	107.784,54
12.100	12.11	06.36	Foyers d'accueil: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	669.189,00	669.189,00	644.413,04
12.130	12.16	06.36	Frais d'expertises et d'études: frais d'interprètes et d'experts	CNLI, CPUBLIE	148.728,00	148.728,00	83.457,61
12.140	12.16	06.36	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	19.000,00	19.000,00	12.186,87
12.250	Divers	06.36	Centres d'accueil et foyers créés en vue de l'hébergement de travailleurs migrants: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	24.789,00	24.789,00	6.458,37
12.300	Divers	06.36	Frais de formation	CORD	2.479,00 TE	1.239,00	387,25
33.010	33.00	06.36	Subsides à des oeuvres de bienfaisance et de solidarité sociale en faveur des étrangers, subsides à des associations socioculturelles favorisant l'intégration des étrangers	CNSM	50.000,00	50.000,00	49.519,00
33.011	33.00	06.36	Subsides aux frais de fonctionnement et d'exploitation de foyers d'hébergement pour travailleurs gérés par des organisations privées	CNSM	32.226,00	32.226,00	32.226,00
33.012	33.00	06.36	Prise en charge, entretien et encadrement de demandeurs d'asile, aides en vue d'un retour au pays d'origine, fonctionnement des foyers d'accueil	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	12.395.000,00	12.395.000,00	11.226.203,66
33.013	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet de promouvoir, au moyen de l'action et de la recherche, le dialogue, la rencontre et l'échange entre étrangers et Luxembourgeois	CNSM	446.882,00	446.882,00	446.882,00
33.014	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services ayant pour objet de promouvoir les mesures d'action sociales et d'intégration des étrangers	CNSM	95.469,00	95.469,00	93.874,00
33.015	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet notamment la recherche sociologique et statistique et l'information au large public dans le domaine de la présence des étrangers au Luxembourg, ainsi que la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs oeuvrant pour l'intégration des étrangers	CNSM	51.393,00	51.393,00	36.537,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.016	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais d'étude sur la participation sociale et politique des étrangers aux élections communales et européennes	CNSM	37.184,00	37.184,00	37.184,00
33.017	33.00	06.36	Participation de l'Etat à la réalisation de projets européens dans le cadre de l'intégration des étrangers et de la lutte contre la discrimination raciale ainsi que dans le cadre du Fonds Européen pour Réfugiés	CNSM	123.946,00	123.946,00	25.881,29
34.010	34.30	06.36	Secours à des travailleurs migrants et des réfugiés reconnus	CNLI, CPUBLIE	123.946,00 D	296.946,00	243.254,09
12.600	12.11	06.36	Foyers d'accueil: Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	4.507,00	4.507,00	4.506,70
33.514	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services ayant pour objet de promouvoir les mesures d'action sociales et d'intégration des étrangers	CNSM	2.490,00	2.490,00	2.490,00
33.515	33.00	06.36	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services qui ont pour objet notamment la recherche sociologique et statistique et l'information au large public dans le domaine de la présence des étrangers au Luxembourg, ainsi que la formation à la relation interculturelle d'animateurs et de formateurs oeuvrant pour l'intégration des étrangers	CNSM	2.903,00	2.903,00	2.903,00
				<i>Total de la section 12.3</i>	15.919.241,00	17.036.596,81	15.254.939,56
11.000	42.00	06.20	<i>Section 12.4 – Fonds national de solidarité</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE	1.393.309,00 D	1.436.600,00	1.436.518,59
11.010	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	148.250,00 D	150.800,00	150.589,22
11.020	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	2.947,00 D	172.947,00	172.090,67
11.100	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement	CORD	186,00	186,00	185,92
11.130	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	16.458,00	16.458,00	16.458,00
12.000	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	75,00 TE	0,00	0,00
12.010	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	2.200,00	2.200,00	804,54

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.020	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.140,00 TE	1.645,68	1.645,68
12.040	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	14.877,00	14.877,00	14.877,00
12.050	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	62.838,00 TR	65.338,00	65.338,00
12.060	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.385,00 TE	347,53	347,53
12.080	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	CORD	50.769,00 TR	52.887,38	52.887,38
12.100	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	6.000,00	6.000,00	6.000,00
12.110	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	14.870,00 TR	17.329,88	17.329,88
12.190	12.30	13.90	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	2.500,00 TE	0,00	0,00
12.300	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle	CORD	1.990,00 TE	0,00	0,00
12.310	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale	CNLI, CPUBLIE, CSDE	190.000,00 D	226.686,00	226.685,77
34.010	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 26.7.1986 portant introduction d'un revenu minimum garanti, compte tenu des recettes du fonds	CNLI, CPUBLIE, CSDE	74.558.017,00 D	75.097.246,61	75.097.246,61
34.011	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les besoins résultant des obligations définies par la loi du 13.6.1975: allocation compensatoire en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes et de pensions	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.289.033,00 D	1.304.639,01	1.304.639,01
34.013	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité destinée à couvrir les avances de pensions alimentaires définitivement irrécouvrables (article 14 de la loi du 26.7.1980)	CNLI, CPUBLIE	1.263.782,00	1.263.782,00	1.095.643,41
34.014	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation pour frais de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.000,00 D	5.534.119,79	5.534.119,79

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
34.015	34.30	06.20	Dotation du fonds national de solidarité au titre de la participation au prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique 1) aux personnes admises à durée indéterminée dans les centres intégrés, maisons de soins, centres sociogérontologiques et foyers de jour psychogériatriques dûment agréés conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique; 2) aux personnes séjournant dans un hôpital et considérées comme cas de simple hébergement au sens de l'article 17 du code des assurances sociales				
12.520	12.14	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.214.190,00	6.214.190,00	4.926.848,84
12.540	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	843,00	843,00	838,18
12.550	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	3.818,00	3.818,00	3.803,23
12.580	42.00	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	CORD	14.948,00	14.948,00	14.924,26
					1.264,00	1.264,00	1.218,05
				<i>Total de la section 12.4</i>	85.262.689,00	91.599.171,41	90.141.039,56
11.000	42.00	06.13	<i>Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE	3.410.827,00	3.410.827,00	3.066.735,57
11.010	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	518.686,00 D	919.297,60	919.297,60
11.020	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	7.094,00 D	128.803,51	128.803,51
11.130	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	12.861,00 TR	13.433,57	13.433,57
12.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	33.540,00 TE	33.267,54	33.267,54
12.010	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	190,00 TR	2.316,90	2.134,90
12.040	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	53.200,00 TR	63.788,76	63.788,76
12.050	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	376.013,00 TE	313.088,27	313.088,27

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.060	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	4.990,00 TE	2.786,84	2.786,84
12.080	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments	CORD	176.130,00 TR	196.289,58	196.289,58
12.090	42.00	06.13	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	576.490,00	576.490,00	576.490,00
12.110	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	4.210,00 TR	30.538,46	30.538,46
12.130	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	CNLI, CPUBLIE	2.000,00 TE	0,00	0,00
12.140	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	1.720,00 TE	1.717,53	1.716,96
12.190	12.30	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	4.960,00 TE	0,00	0,00
12.300	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	CORD	3.660,00 TE	2.684,85	2.684,85
12.310	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais du centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de la sécurité sociale	CNLI, CPUBLIE, CSDE	848.950,00 TR	862.511,70	862.511,70
42.000	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales: contribution de l'Etat	CNLI, CSDE	162.880.503,00 D	167.090.194,00	167.090.192,35
42.001	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des allocations de naissance: allocations prénatales, allocations de naissance proprement dites et allocations postnatales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	8.656.156,00	8.656.156,00	8.388.199,26
42.002	42.00	06.15	Prise en charge par l'Etat des allocations de maternité	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.600.839,00	5.600.839,00	4.873.000,00
42.003	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat du remboursement de prêts aux jeunes époux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	24.789,00	24.789,00	0,00
42.004	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation de rentrée scolaire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	27.735.276,00 D	28.930.176,00	28.854.325,51
42.005	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat de l'allocation d'éducation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	60.340.646,00 D	68.209.246,00	68.002.490,85
42.006	42.00	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre de l'article 12 de la loi du 17.6.1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises				
42.007	42.00	06.13	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales au titre de l'article 22 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	121.523.637,00 D	131.405.167,00	131.405.166,29
				CNLI, CPUBLIE, CSDE	184.287.745,00 D	190.814.045,00	185.441.023,66

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
42.008	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités pour le congé parental	CNLI, CPUBLIE, CSDE	23.604.887,00	23.604.887,00	22.822.268,65
42.009	42.00	06.13	Prise en charge par l'Etat des indemnités du congé pour raisons familiales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	714.020,00 D	876.952,00	876.951,49
42.011	42.00	06.13	Versement par l'Etat des cotisations dues pour le financement des allocations familiales au titre du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.976.514,00 D	4.225.891,00	4.225.889,60
11.630	42.00	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.690,00	2.690,00	2.687,04
			<i>Total de la section 12.5</i>		604.383.223,00	635.998.874,11	628.195.762,81
			<i>Section 12.6 – Centre du Rham</i>				
11.000	Divers	06.32	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	2.709.096,00	2.709.096,00	2.554.268,74
11.010	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	161.046,00	161.046,00	137.105,04
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	4.935,00 D	173.809,64	173.809,64
11.030	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	392.847,00 D	415.422,43	415.422,43
11.040	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	14.641,32	14.641,32
11.101	11.40	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités d'habillement	CORD	1.239,00	1.239,00	1.115,52
11.131	11.12	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services extraordinaires	CORD	62.266,00 TE	60.266,00	60.253,55
12.001	12.15	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: indemnités pour services de tiers	CORD	21.587,00 TR	26.387,00	26.252,00
12.011	12.13	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais de route et de séjour	CORD	24.766,00 TE	21.581,00	20.925,02
12.031	12.16	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	260,00	260,00	247,18
12.081	12.11	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat, bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	59.215,00	59.215,00	59.187,94
12.090	12.21	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locales accessoires payés au secteur des administrations publiques	CORD	2.479,00	2.479,00	2.478,94
12.100	12.11	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locales accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	4.463,00	4.463,00	4.462,08
12.191	12.30	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	3.931,00 TR	4.316,00	4.313,66
34.010	34.30	06.32	Secours urgents, subventions diverses, secours extraordinaires à des jeunes suivis par le service social des maisons d'enfants de l'Etat	CORD	8.182,00	8.182,00	7.182,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.251	Divers	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	420.161,00	420.161,00	394.441,18
			<i>Total de la section 12.6</i>		3.876.573,00	4.082.564,39	3.876.106,24
			<i>Section 12.7 – Service d'action sociofamiliale. Personnes âgées</i>				
11.010	Divers	06.33	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00 D	10.506,00	10.505,00
11.020	Divers	06.33	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00 D	3.737,00	3.736,15
11.040	Divers	06.33	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.132	11.12	06.33	Organismes consultatifs: indemnités pour services extraordinaires	CORD	446,00	446,00	235,46
12.000	12.15	06.33	Organismes consultatifs: indemnités pour services de tiers	CORD	1.041,00	1.041,00	470,82
12.301	Divers	06.33	Institut de Gérontologie: frais de fonctionnement, indemnités des conférenciers, acquisition d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, publicité, dépenses diverses	CORD	54.330,00	54.330,00	39.823,10
12.303	Divers	06.33	Lëtzeburger Senioren-Academie: frais de fonctionnement, indemnités des conférenciers, acquisitions d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, publicité, dépenses diverses	CORD	35.000,00	35.000,00	17.161,43
12.305	Divers	06.33	Senioren-Telefon: formation et supervision, publicité, documentation et équipement divers requis, dépenses diverses	CORD	5.000,00	5.000,00	2.221,25
33.010	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	CNSM	3.841.516,00 TE	3.824.825,00	3.823.351,88
33.013	33.00	06.33	Participation de l'Etat au prix d'équilibre à payer par les usagers dont les ressources s'avèrent insuffisantes dans les services de maintien à domicile pour personnes âgées	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	495.787,00	495.787,00	250.916,37
33.014	33.00	06.33	Subsides à des organismes privés développant des mesures d'initiation aux technologies modernes de communication, frais de connexion et frais divers	CNSM	26.000,00	26.000,00	21.195,00
33.015	33.00	06.33	Subsides à des services pour personnes âgées intervenant au niveau de l'entraide	CNSM	86.000,00	86.000,00	81.807,00
33.017	33.00	06.30	Subsides à des organismes gestionnaires privés développant des initiatives de formation et de consultation en faveur de personnes affectées de troubles psychogériatriques ainsi que de leurs familles	CNSM	208.736,00	208.736,00	208.736,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.018	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux mesures de la revalidation gérontologique	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	500.000,00	500.000,00	0,00
33.019	33.00	06.33	Participation de l'Etat aux frais de l'institution et du fonctionnement de centres d'accueil pour personnes en fin de vie	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	400.000,00	400.000,00	0,00
43.040	43.52	06.33	Participation de l'Etat aux frais d'établissements publics gérés par des communes pour promouvoir la création et le fonctionnement de services pour personnes âgées	CORD	119.359,00 TR	136.050,00	136.050,00
			<i>Total de la section 12.7</i>		5.773.615,00	5.787.658,00	4.596.209,46
			<i>Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat</i>				
11.000	Divers	06.32	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	2.687.137,00	2.687.137,00	2.322.525,48
11.010	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	430.495,00 D	578.962,12	578.962,12
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	220.687,85	220.687,85
11.030	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	484.610,00	484.610,00	444.026,58
11.040	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	9.810,05	9.810,05
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement	CORD	2.975,00	2.975,00	1.845,25
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	25.332,00 TE	22.332,00	16.826,72
11.131	11.12	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.983,00 TE	0,00	0,00
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	11.527,00	11.527,00	5.672,84
12.001	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: primes d'apprentissage	CORD	40.249,00 TE	16.249,00	15.716,52
12.002	12.15	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services de tiers	CORD	20.948,00 TE	16.948,00	15.537,57
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	8.700,00	8.700,00	7.092,67
12.040	12.12	06.32	Institut d'enseignement socio-éducatif: centre de documentation	CORD	8.676,00 TR	11.676,00	10.815,92
12.041	12.12	06.32	Acquisition de machines de bureau de faible valeur	CORD	500,00	500,00	425,50
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	207.760,00	207.760,00	178.949,80
12.100	12.11	06.32	Centres socio-éducatifs de l'Etat: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	16.708,00 TE	14.208,00	12.041,95
12.150	12.30	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pensionnaires qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant, traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pensionnaires	CNLI, CPUBLIE	76.847,00 D	89.847,00	89.079,68
12.210	12.30	06.32	Frais d'alimentation	CNLI, CPUBLIE	82.549,00 D	106.549,00	104.448,12
12.250	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Dreiborn: frais d'exploitation et frais divers	CORD	84.823,00 TR	96.306,00	86.515,85

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.251	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Schrassig: frais d'exploitation et frais divers	CORD	69.513,00 TR	90.513,00	83.249,00
12.252	Divers	06.32	Initiatives de prévention en matière de toxicomanie au service des pensionnaires des centres socio-éducatifs et frais divers	CORD	12.809,00	12.809,00	11.682,97
12.300	Divers	06.32	Dépenses relatives au travail des pensionnaires, acquisition d'outillage et de matières premières	CNLI, CPUBLIE	46.678,00	46.678,00	43.611,31
12.310	Divers	06.32	Droit d'accise et taxe de consommation dus par les centres socio-éducatifs, taxe sur la valeur ajoutée due sur les produits achetés	CNLI, CPUBLIE, CSDE	372,00	372,00	0,00
11.630	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.818,00	2.818,00	0,00
12.650	12.30	06.32	Frais d'hospitalisation et de clinique des pupilles qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant, traitement médical et psychiatrique et frais pharmaceutiques des pupilles	CORD	61,00	61,00	60,47
12.750	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Dreiborn: Frais d'exploitation et frais divers	CORD	1.370,00	1.370,00	118,59
12.751	Divers	06.32	Centre socio-éducatif de Schrassig: frais d'exploitation et frais divers	CORD	195,00	195,00	193,36
12.800	Divers	06.32	Dépenses relatives au travail des pensionnaires: acquisition d'outillage et de matières premières	CORD	1.788,00	1.788,00	1.435,18
			<i>Total de la section 12.8</i>		4.327.623,00	4.743.388,02	4.261.331,35
			<i>Section 12.9 – Service national d'action sociale</i>				
11.000	Divers	06.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	580.172,00	580.172,00	562.918,92
11.010	Divers	06.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	236.645,00	236.645,00	196.551,31
11.020	Divers	06.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	3.336,93	3.336,93
11.030	Divers	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	11.694,00	11.694,00	10.439,48
11.040	Divers	06.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.20	Indemnités d'habillement	CORD	47,00	47,00	46,48
12.000	12.15	06.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	7.685,00	7.685,00	7.436,80
12.010	12.13	06.20	Frais de route et de séjour	CORD	2.465,00	2.465,00	1.604,34
12.040	12.12	06.20	Frais de bureau	CORD	744,00	744,00	578,23
12.050	12.12	06.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	372,00 TR	522,00	379,40
12.100	12.11	06.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	8.924,00	8.924,00	0,00
12.110	12.30	06.20	Frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	6.000,00	6.000,00	0,00
12.120	12.30	06.20	Frais d'experts et d'études	CORD	74.369,00	74.369,00	14.784,01

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.150	12.30	06.20	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du service national de santé au travail et/ou du contrôle médical de la sécurité sociale	CORD	372,00 TE	222,00	0,00
12.300	Divers	06.20	Service de recherche assistée d'un emploi: frais de fonctionnement, indemnités des chargés de cours, acquisition d'équipements et de matériel didactique, frais de publication, dépenses diverses	CORD	8.180,00	8.180,00	8.064,00
33.000	33.00	06.20	Participation aux frais de fonctionnement de services d'action sociale en exécution de l'article 38 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti	CNST, CPUBLIE	1.939.444,00	1.939.444,00	1.868.644,00
34.010	34.30	06.20	Secours urgents à des personnes indigentes bénéficiaires potentiels du revenu minimum garanti	CORD	49.578,00	49.578,00	49.578,00
34.050	34.38	06.20	Subventions pour formation professionnelle	CORD	992,00	992,00	776,09
			<i>Total de la section 12.9</i>		2.927.883,00	2.931.119,93	2.725.137,99
			<i>Section 13.1 – Service national de la jeunesse</i>				
11.000	Divers	06.32	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	435.702,00 D	633.940,68	633.940,68
11.010	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	675.968,00	675.968,00	614.062,20
11.020	Divers	06.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	27.808,00 D	186.262,03	186.262,03
11.030	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	250.953,00	250.953,00	229.535,83
11.040	Divers	06.32	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	29.251,55	29.251,55
11.100	11.40	06.32	Indemnités d'habillement	CORD	1.164,00	1.164,00	1.115,52
11.130	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	29.023,00 TE	26.687,00	26.095,75
12.000	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	141.978,00 TE	123.222,00	121.318,80
12.001	12.15	06.32	Formations organisées dans le cadre du plan d'action national en faveur de l'emploi: indemnités pour services de tiers	CORD	3.728,00 TR	4.228,00	4.213,00
12.010	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	17.586,00 TR	19.962,00	19.961,63
12.020	12.14	06.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	23.921,00 TR	24.059,00	24.058,05
12.040	12.12	06.32	Frais de bureau	CORD	28.607,00 TR	28.777,00	28.776,36
12.050	12.12	06.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	24.000,00 TE TR	33.634,00	33.631,75
12.080	12.11	06.32	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	192.965,00	192.965,00	192.209,14
12.100	12.11	06.32	Centres d'information pour jeunes: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	67.587,00 TE TR	67.059,00	67.058,13
12.140	12.16	06.32	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	40.027,00 TE	39.533,00	39.523,30
12.170	12.30	06.32	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	13.360,00 TR	13.716,00	13.715,45

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.190	12.30	06.32	Organisation de stages, de journées d'études et de camps, échange de jeunes, éducation des loisirs, dépenses diverses	CORD	125.276,00 TR	141.326,00	140.229,74
12.191	12.30	06.32	Réunions du Conseil de l'Europe	CORD	17.105,00	17.105,00	16.879,65
12.250	Divers	06.32	Centre d'Erpeldange: frais d'exploitation courants	CORD	5.000,00 TE	4.542,00	4.488,05
12.300	Divers	06.32	Service de prêt du service national de la jeunesse: dépenses de fonctionnement	CORD	7.670,00 TR	9.476,00	9.475,33
12.301	Divers	06.32	Part nationale de l'Etat dans le cadre du programme Jeunesse (partie)	CORD	30.000,00 TE	21.542,00	21.540,14
33.010	33.00	06.32	Participation aux frais de fonctionnement, de surveillance et d'exploitation de centres, de foyers et de maisons de jeunes	CNSM	40.902,00	40.902,00	38.386,90
33.013	33.00	06.32	Campagnes d'information et de sensibilisation aux problèmes de la jeunesse	CNSM	31.960,00	31.960,00	31.960,00
33.016	33.00	06.32	Centrale des auberges de jeunesse luxembourgeoises: participation aux frais de fonctionnement	CNSM	180.962,00	180.962,00	180.962,00
33.017	33.00	06.32	Participation aux frais de l'accueil de jeunes dans le cadre de programmes d'échanges sur le plan international	CNSM	13.634,00	13.634,00	13.634,00
33.019	33.00	06.32	Contributions aux frais d'affiliation de mouvements de jeunesse à des organismes internationaux	CNSM	7.437,00	7.437,00	7.437,00
33.020	33.00	06.32	Participation aux frais de la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi	CNSM	111.552,00	111.552,00	111.191,99
33.021	33.00	06.32	Projets éducatifs contribuant à la participation, l'intégration et la citoyenneté des jeunes	CNSM	119.410,00	119.410,00	117.563,23
33.022	33.00	06.32	Participation aux frais de fonctionnement du service volontaire des jeunes	CNSM	54.536,00	54.536,00	54.213,17
34.060	34.41	06.32	Programmes internationaux, voyages éducatifs, initiatives jeunes: subsides	CORD	19.747,00	19.747,00	19.747,00
34.061	34.41	06.32	Congé-éducation: indemnités compensatoires, bourses culturelles (loi modifiée du 4.10.1973)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	395.000,00	395.000,00	394.589,45
43.000	43.22	06.32	Participation aux frais de surveillance, d'exploitation et d'animation du Centre d'animation et de rencontre pour le Sport et la Jeunesse à Lultzhausen et du Centre de Lasauvage	CORD	29.747,00	29.747,00	29.636,70
11.630	11.12	06.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	856,00	856,00	842,78
12.500	12.15	06.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.500,00	1.500,00	1.375,77
12.510	12.13	06.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	897,00	897,00	867,18
			<i>Total de la section 13.1</i>		3.167.668,00	3.553.512,26	3.459.749,25
			Total du département 12 et 13		856.372.935,00	897.565.077,93	854.990.888,02

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			14 – Ministère de la Santé				
			<i>Section 14.0 – Ministère de la Santé</i>				
11.000	Divers	05.22	Clinique pédiatrique: traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	73.623,00 D	74.236,02	74.236,02
11.010	Divers	05.22	Maternité: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	132.296,00	132.296,00	123.642,78
11.011	Divers	05.22	Clinique pédiatrique: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	209.124,00	209.124,00	168.114,06
11.060	Divers	05.10	Prophylaxie des maladies sociales et autres affections, protection maternelle et infantile: participation aux frais de traitements, indemnités et charges sociales du personnel de la Ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge luxembourgeoise				
11.061	Divers	05.10	Participation de l'Etat aux frais de traitements, indemnités et charges sociales du personnel de la Ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge: dépenses supplémentaires pour éléments rétroactifs prévus à l'avenant de la convention	CNLI, CPUBLIE	3.283.632,00	3.283.632,00	3.283.632,00
11.130	11.12	05.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	47.430,00 TR	50.035,00	50.034,35
11.131	11.12	04.50	Réinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours et de surveillance de stages	CORD	31.729,00	31.729,00	19.260,67
11.132	11.12	05.00	Autopsies faites dans un intérêt scientifique: indemnités	CORD	248,00	248,00	0,00
12.000	12.15	05.00	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.471,00	3.471,00	3.470,60
12.002	12.15	04.50	Réinsertion et formation continue pour professions de santé: indemnités des chargés de cours	CORD	72.299,00	72.299,00	14.663,36
12.003	12.15	05.00	Contrôle sanitaire des viandes et de l'hygiène des locaux dans les établissements agréés sur la base de la réglementation communautaire	CORD	2.479,00	2.479,00	0,00
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	CNLI, CPUBLIE	446.944,00 D TR	683.944,00	683.535,93
12.012	12.13	05.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	8.676,00	8.676,00	3.208,57
12.020	12.14	05.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	105.355,00	105.355,00	91.692,67
12.040	12.12	05.00	Ministère de la santé: frais de documentation	CORD	2.100,00 TR	2.800,00	2.747,56
12.041	12.12	05.00	Collège vétérinaire: frais de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	8.201,79
12.042	12.12	05.00	Conseil de discipline du Collège Médical: frais de bureau	CORD	300,00	300,00	0,00
12.043	12.12	05.00	Conseil Supérieur pour Professions de Santé: frais de bureau	CORD	620,00	620,00	0,00
12.044	12.12	05.00	Comité Ethique de Recherche: participation aux frais de fonctionnement du secrétariat	CORD	28.500,00	28.500,00	12.958,31
12.050	12.12	05.00	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	20.000,00	20.000,00	19.964,00
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.487,00	1.487,00	157,14
				CORD	249.799,00 TE	221.494,00	161.016,77

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.122	12.30	05.22	Frais d'experts et d'études relatifs à la planification et au contrôle du secteur hospitalier	CNLI, CPUBLIE, CSDE	136.341,00	136.341,00	3.250,62
12.124	12.30	05.00	Participation aux frais de développement du réseau télématique HealthNet et à la Commission Stratégique pour l'Informatique de la Santé	CORD	223.104,00	233.104,00	198.313,51
12.150	12.30	05.22	Contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge: honoraires médicaux, indemnités et dépenses diverses	CORD	868,00	868,00	0,00
12.151	12.30	05.10	Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités, dépenses diverses	CORD	35.651,00	35.651,00	29.016,43
12.152	12.30	05.30	Frais médicaux en relation avec les prélèvements vaginaux-cervicaux-endocervicaux dans l'intérêt de la prophylaxie du cancer	CORD	74.368,00	74.368,00	72.853,11
12.190	12.30	05.00	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel des administrations et services relevant du ministère de la santé	CORD	25.000,00	25.000,00	6.391,00
12.250	Divers	05.00	Service médical d'urgence des médecins généralistes: frais de fonctionnement et indemnités	CORD	1.620.000,00 TE	1.530.000,00	1.363.681,68
12.320	Divers	05.00	Distinction honorifique pour les donateurs de sang bénévoles: dépenses diverses	CORD	17.607,00	17.607,00	14.655,92
12.340	Divers	05.20	Service médical d'urgence: frais de fonctionnement	CORD	57.000,00	57.000,00	4.447,99
12.341	Divers	05.00	Organisation de cours de formation en médecine de l'environnement: dépenses diverses	CORD	26.973,00	26.973,00	15.958,08
12.344	Divers	05.00	Participation financière à l'organisation et à la tenue de cours et de séminaires dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale dispensée au Luxembourg	CORD	12.395,00	12.395,00	3.830,36
12.346	Divers	05.00	Participation financière à l'organisation du 18ème congrès mondial de la „International Society of Technology Assessment in Health Care (ISTAHC)“	CORD	37.500,00	37.500,00	37.500,00
31.010	31.21	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg des frais découlant de l'organisation d'un service de narcodonte en vue du traitement odonto-stomatologique conservateur des personnes mentalement handicapées	CORD	1.289,00	1.289,00	0,00
31.012	31.21	05.23	Remboursement au centre hospitalier de Luxembourg de frais découlant du fonctionnement d'un service de recensement des pollens et des spores fongiques au Luxembourg	CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	79.127,00
31.020	31.22	05.22	Travaux de recherche effectués par le centre hospitalier de Luxembourg: participation aux frais	CORD	144.868,00 TR	183.471,00	183.470,52

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
31.032	31.12	05.22	Analyses HIV: remboursement au CHL de frais non opposables à l'UCM	CORD	65.800,00	65.800,00	65.263,00
31.050	31.32	05.20	Service médical d'urgence et de garde, service de permanence et de garde des hôpitaux: participation aux frais de l'association des médecins et médecins-dentistes	CORD	614.305,00	614.305,00	614.305,00
31.051	31.32	04.50	Cours pour personnel paramédical: remboursement aux patrons de stage de la part de l'Etat dans les indemnités des élèves paramédicaux (secteurs autres que les hôpitaux de moyen et court séjour) et de stagiaires en réintégration/intégration	CNLI, CPUBLIE	21.071,00	21.071,00	3.798,74
33.000	33.00	05.10	Participation aux frais de fonctionnement des dispensaires et centres médico-sociaux	CORD	118.369,00	118.369,00	118.369,00
33.002	33.00	05.20	Frais de route et de formation continue du personnel polyvalent de la Ligue de prévention et d'action médico-sociales et de la Croix-Rouge	CORD	28.723,00	28.723,00	28.723,00
33.003	33.00	05.10	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans le domaine de la santé de l'environnement	CORD	57.500,00	57.500,00	57.499,99
33.011	33.00	05.00	Subsides à la société des sciences médicales	CNSM	5.454,00	5.454,00	5.454,00
33.012	33.00	05.00	Subsides pour frais d'organisation et de participation à des congrès sanitaires, réunions scientifiques, expositions et publications scientifiques	CNSM	16.114,00	16.114,00	16.114,00
33.016	33.00	05.10	Prophylaxie des maladies sociales et d'autres affections: participation aux frais de la Ligue de prévention et d'action médico-sociales	CNSM	65.941,00	65.941,00	65.941,00
33.018	33.00	05.10	Participation aux cotisations versées à des organismes internationaux par la Croix-Rouge	CNSM	19.831,00	19.831,00	19.831,00
33.019	33.00	05.10	Subsides dans l'intérêt de l'éducation pour la santé et dans l'intérêt sanitaire	CNSM	17.353,00	17.353,00	8.685,00
33.020	33.00	05.10	Participation à des frais de placement d'enfants dans des centres nationaux et étrangers dans un but médico-social	CNSM	61.230,00 TE	61.192,00	38.069,00
33.022	33.00	05.00	Remboursement au Planning Familial des frais pour médicaments et matériel médico-technique	CNSM	30.000,00	30.000,00	3.250,59
33.024	33.00	05.00	Participation aux frais de fonctionnement d'un service de coordination et de promotion des dons d'organes	CNSM	46.226,00	46.226,00	46.226,00
34.010	34.30	05.20	Suppléments de pension à des sages-femmes et autres pensionnés n'ayant pas le caractère de fonctionnaires, relevant ou ayant relevé des services du ministère de la santé	CORD	19.995,00	19.995,00	19.992,00
34.011	34.30	05.10	Traitement des maladies sociales et d'autres affections – service de l'éducation pour la santé: subsides à des particuliers	CNLI, CPUBLIE, CSIDE	292.262,00 D	422.262,00	388.540,22

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
34.012	34.30	05.10	Examen médical avant mariage: remboursement des honoraires médicaux et médico-techniques, dépenses diverses (loi du 19.12.1972)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	249.818,00 TR	252.818,00	251.229,38
34.050	34.38	04.50	Subsides dans l'intérêt de la formation continue du personnel des professions de santé	CORD	23.550,00	23.550,00	22.500,00
34.060	34.41	04.42	Formation, stages postuniversitaires et formation continue pour les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens: subsides	CORD	62.481,00 TE	23.878,00	12.163,54
34.061	34.41	04.42	Médecins luxembourgeois en voie de formation à l'étranger: bourses	CNLI, CPUBLIE	208.230,00 TR	233.230,00	231.655,94
34.062	34.41	05.20	Indemnités allouées aux médecins effectuant un stage dans le cadre de la formation spécifique en médecine générale	CNLI, CPUBLIE	199.300,00	199.300,00	143.639,94
35.060	35.00	05.00	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	402.532,00	402.532,00	378.738,59
42.000	42.00	05.00	Remboursement au Collège Médical d'une partie des frais de rémunération du secrétaire administratif	CSDE	21.861,00	21.861,00	20.403,62
42.001	42.00	05.10	Remboursement au CHNP des montants en rapport avec le redressement de traitements, indemnités et salaires d'exercices antérieurs au 1.1.1999	CNLI, CPUBLIE, CSDE	153.078,00	153.078,00	153.078,00
12.651	12.30	05.10	Frais médicaux en relation avec l'enseignement différencié et les ateliers protégés: honoraires et indemnités, dépenses diverses	CORD	740,00 TR	778,00	777,15
12.840	Divers	05.20	Service médical d'urgence: frais de fonctionnement	CORD	380,00	380,00	106,52
			<i>Total de la section 14.0</i>		10.045.220,00	10.325.833,02	9.447.387,02
11.000	Divers	05.00	<i>Section 14.1 – Direction de la santé</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	5.132.480,00	5.132.480,00	4.780.106,33
11.010	Divers	05.00	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	2.520.030,00 D	2.551.432,74	2.551.432,74
11.020	Divers	05.00	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	250.746,78	250.746,78
11.030	Divers	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	159.620,00	159.620,00	134.961,74
11.040	Divers	05.00	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	17.000,85	17.000,85
11.100	11.40	05.00	Indemnités d'habillement	CORD	1.017,00	1.017,00	923,40
11.130	11.12	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.195,00	5.195,00	4.651,17
11.131	11.12	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.743,00 TR	1.786,00	1.785,73
11.132	11.12	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections – service de l'éducation pour la santé: indemnités pour services extraordinaires	CPUBLIE, CSDE	1.488,00	1.488,00	347,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.000	12.15	05.00	Services de pléoptie et d'orthoptie: indemnités pour services de tiers	CORD	4.760,00 TE	4.717,00	0,00
12.001	12.15	05.00	Services audiophonologiques: indemnités pour services de tiers	CORD	20.265,00	20.265,00	13.819,31
12.010	12.13	05.00	Frais de route et de séjour	CORD	79.504,00	79.504,00	73.228,44
12.040	12.12	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais de bureau et dépenses diverses	CORD	1.487,00 TR	2.387,00	2.132,25
12.042	12.12	05.10	Carnet de santé et de maternité: frais d'impression	CORD	13.634,00 TE	12.084,00	7.479,14
12.101	12.11	05.00	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	161.973,00	161.973,00	143.640,25
12.102	12.11	05.00	Division de la radioprotection: frais de location d'un local pour l'entreposage de déchets radioactifs	CNLI, CPUBLIE	3.570,00	3.570,00	0,00
12.120	12.30	05.00	Contrôle des médicaments: frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE	9.916,00	9.916,00	438,13
12.121	12.30	05.00	Contrôle de qualité des analyses de biologie clinique: frais d'experts et d'études	CORD	4.958,00 TE	4.058,00	3.298,73
12.122	12.30	05.00	Frais d'experts et d'études: mise en oeuvre de la directive 97/43/Euratom fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et notamment l'annexe 1 Partie C	CORD	69.410,00	69.410,00	69.408,00
12.123	12.30	05.00	Frais d'experts, d'études relatifs aux organismes génétiquement modifiés	CNLI, CPUBLIE	7.500,00	7.500,00	3.431,25
12.124	12.30	05.00	Contrôle des biocides: frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.125	12.30	05.00	Frais d'experts et d'études relatifs à la santé au travail	CORD	9.500,00	9.500,00	9.493,83
12.126	12.30	05.10	Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de l'établissement d'un système d'information en matière de santé dans le cadre de la nouvelle stratégie de la Santé pour Tous	CORD	61.624,00	61.624,00	37.698,89
12.128	12.30	05.00	Division de la radioprotection: frais d'expertises en cas de saisie d'armes chimiques	CNLI, CPUBLIE	124,00 D	18.124,00	17.020,00
12.129	12.30	05.00	Division de la pharmacie: frais d'analyses dans le secteur vétérinaire	CNLI, CPUBLIE	500,00 TR	650,00	563,17
12.130	12.16	05.00	Contrôle des cosmétiques: frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE	3.000,00	3.000,00	0,00
12.140	12.16	05.10	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections (service de l'éducation pour la santé): frais de sensibilisation et d'information	CNST, CPUBLIE	456.000,00	456.000,00	388.961,05
12.141	12.16	05.10	Information dans le domaine de l'hygiène et de l'environnement	CORD	52.800,00	52.800,00	34.012,88

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.142	12.16	05.00	Information et éducation des travailleurs dans les entreprises dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail et prophylaxie des maladies professionnelles: dépenses diverses	CORD	11.000,00 TE	10.730,00	10.339,75
12.143	12.16	05.00	Division de la médecine curative: frais pour campagnes d'information, brochures, formations	CORD	5.000,00 TE	700,00	0,00
12.144	12.16	05.00	Cellule sécurité alimentaire: frais de fonctionnement	CORD	7.600,00	7.600,00	6.982,46
12.146	12.16	05.00	Publication d'une recommandation en matière de critères de prescription des examens d'imagerie médicale	CORD	16.200,00 TE	0,00	0,00
12.170	12.30	05.00	Division de la radioprotection: frais d'entretien des appareils	CNLI, CPUBLIE	16.113,00 D	42.113,00	40.721,52
12.250	Divers	05.00	Service du directeur de la santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	CORD	97.869,00	97.869,00	86.080,11
12.251	Divers	05.10	Division de l'inspection sanitaire: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses	CORD	45.942,00	45.942,00	41.828,34
12.252	Divers	05.20	Division de la médecine curative: frais de bureau et dépenses diverses	CORD	18.345,00 TR	22.645,00	18.148,78
12.253	Divers	05.00	Division de la pharmacie et des médicaments: frais de bureau et dépenses diverses	CORD	27.500,00 TE	27.350,00	20.098,88
12.254	Divers	05.00	Services audiophonologiques: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	34.000,00 TR	35.550,00	34.376,96
12.255	Divers	05.00	Services d'orthoptie et de pléoptie: frais d'exploitation, dépenses diverses	CORD	48.873,00	48.873,00	47.180,83
12.256	Divers	05.00	Division de la radioprotection: frais de surveillance de la radio-activité, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	80.455,00 TR	104.455,00	100.313,87
12.257	Divers	05.10	Service de la médecine de l'environnement: frais de fonctionnement	CORD	14.350,00	14.350,00	10.703,21
12.258	Divers	05.00	Service des statistiques sanitaires: dépenses diverses	CORD	41.800,00 TR	51.800,00	38.352,55
12.259	Divers	05.10	Division de la médecine préventive et sociale (service de l'éducation pour la santé): frais de fonctionnement	CORD	22.000,00	22.000,00	13.264,17
12.260	Divers	05.10	Division de médecine scolaire et de contrôle sanitaire de la jeunesse: frais de fonctionnement	CORD	25.585,00	25.585,00	18.200,31
12.261	Divers	05.10	Division de la médecine du travail: frais de fonctionnement	CORD	24.069,00	24.069,00	23.869,95
12.262	Divers	05.00	Service d'action sociothérapeutique: Frais de bureau	CORD	5.305,00	5.305,00	4.519,80
12.301	Divers	05.20	Frais d'analyses dans le cadre de la médecine de l'environnement	CNLI, CPUBLIE	8.700,00	8.700,00	6.323,74
12.302	Divers	05.10	Division de la médecine scolaire: honoraires médicaux et matériel médical	CPUBLIE, CSDE	208.214,00	208.214,00	148.667,42

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.303	Divers	05.10	Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies, frais concernant la médecine de catastrophe	CNLI, CPUBLIE	92.797,00 D	305.797,00	231.510,33
12.304	Divers	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisition de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation	CNLI, CPUBLIE	2.735.000,00 D	2.955.000,00	2.760.759,06
12.306	Divers	05.10	Programmes de dépistage du cancer: frais d'organisation et d'évaluation d'un programme de dépistage du cancer du sein par mammographie	CPUBLIE, CSDE	204.574,00	204.574,00	184.081,81
12.307	Divers	05.00	Programmes de médecine préventive organisés avec l'UCM dans le cadre de l'article 17 du Code des assurances sociales: programme de vaccination contre la grippe	CPUBLIE, CSDE	75.000,00 TE	65.000,00	50.000,00
12.308	Divers	05.10	Frais d'un programme à réaliser en vue d'améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile	CORD	6.549,00	6.549,00	6.222,57
12.309	Divers	05.10	Prise en charge de dépenses effectuées dans l'intérêt de l'éducation pour la santé dans le cadre de manifestations relevant du domaine de la santé	CORD	19.831,00	19.831,00	15.829,48
12.310	Divers	05.00	Inspection des pesticides et des produits phytopharmaceutiques: frais de surveillance des pesticides et des vendeurs agréés, dépenses diverses	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
12.311	Divers	05.10	Direction de la santé: programme de lutte contre les drogues et le S.I.D.A.: acquisition, stockage et destruction de seringues et autres dépenses	CORD	309.420,00	309.420,00	276.305,21
12.312	Divers	07.32	Projet-pilote d'unité mobile de dépistage du cancer du sein par mammographie digitale	CORD	211.000,00	211.000,00	201.046,83
12.313	Divers	07.32	Evacuation de déchets radioactifs et d'autres produits dangereux	CNLI, CPUBLIE	248,00	248,00	0,00
12.314	Divers	05.00	Division de la radioprotection: acquisition, stockage et distribution d'iode stable	CORD	14.900,00 TE	7.100,00	7.090,90
12.340	Divers	05.00	Frais de maintenance d'un centre de pharmacovigilance	CORD	23.010,00	23.010	18.440,87
12.341	Divers	05.22	Frais d'installation d'un réseau d'échange de données internationales en matière de médicaments	CORD	3.750,00	3.750,00	3.254,50
12.343	Divers	05.00	Frais en relation avec le contrôle des conventions en matière de psychotropes	CORD	5.000,00	5.000,00	189,19
12.761	Divers	05.10	Division de la médecine du travail: frais de fonctionnement	CORD	1.000,00	1.000,00	988,93
31.050	31.32	05.00	Participation de l'Etat dans le cadre du démarrage des services de médecine du travail aux frais d'organisation d'une formation postuniversitaire de médecin du travail	CPUBLIE, CSDE	3.000,00 TR	3.270,00	3.052,71

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.000	33.00	05.10	Participations financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de l'exécution de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	CORD	90.000,00	90.000,00	0,00
33.001	33.00	05.10	Participation transitoire aux frais de fonctionnement et de prise en charge effectués par le laboratoire de recherche sur le SIDA	CORD	547.826,00	547.826,00	547.826,00
33.002	33.00	05.00	Participation aux frais de Centres de ressources pour la santé créés auprès de Centres de recherche publics	CORD	698.441,00	698.441,00	698.441,00
33.006	33.00	05.00	Programme de mise en oeuvre de la Promotion de la Santé: subsides	CORD	12.395,00	12.395,00	12.276,68
33.011	33.00	05.23	Subsides divers à des associations oeuvrant en matière d'action sociothérapeutique	CNSM	81.308,00	81.308,00	64.579,00
33.012	33.00	05.23	Santé mentale: participation aux frais de fonctionnement de services extra-hospitaliers de santé mentale	CNSM	4.867.768,00 TE TR	4.867.768,00	4.549.233,00
33.013	33.00	05.23	Maladie de la dépendance: participation aux frais de fonctionnement de services oeuvrant dans le domaine des toxicomanies	CNSM	3.587.744,00	3.587.744,00	3.351.401,00
33.014	33.00	05.23	Participation aux frais d'associations oeuvrant dans divers domaines de l'action sociothérapeutique	CNSM	3.123.820,00 TE TR	3.123.820,00	3.110.230,00
33.015	33.00	05.23	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement d'associations conventionnées avec le Ministère de la Santé: dépenses supplémentaires pour éléments rétroactifs prévus à l'avant de la convention collective de travail des employés privés et des ouvriers du secteur d'aide et de soins et du secteur social du 9.11.2001	CNSM	642.954,00	642.954,00	521.001,39
12.804	Divers	05.10	Vaccinations publiques non obligatoires: acquisitions de vaccins, honoraires médicaux, frais d'organisation	CORD	169,00	169,00	168,57
			<i>Total de la section 14.1</i>		26.899.822,00	27.675.772,37	25.830.482,74
11.000	Divers	05.20	<i>Section 14.2 – Laboratoire national de santé</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	5.240.901,00	5.240.901,00	5.069.653,72
11.010	Divers	05.20	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	3.230.323,00	3.230.323,00	2.999.655,61
11.020	Divers	05.20	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	569.803,84	569.803,84
11.030	Divers	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	549.514,00	549.514,00	543.162,87
11.040	Divers	05.20	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	25.601,84	25.601,84
11.100	11.40	05.20	Indemnités d'habillement	CORD	26.897,00 TR	28.077,00	28.011,98
11.130	11.12	05.20	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	7.018,00 TR	8.415,00	8.414,10

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.000	12.15	05.20	Indemnités pour services de tiers	CORD	78.624,00 TE	76.047,00	35.280,92
12.010	12.13	05.20	Frais de route et de séjour	CORD	1.079,00	1.079,00	287,56
12.020	12.14	05.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	14.056,00	14.056,00	11.640,17
12.040	12.12	05.20	Frais de bureau	CORD	144.198,00 TR	150.198,00	135.341,21
12.050	12.12	05.20	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	114.621,00 TR	116.121,00	114.421,34
12.060	12.12	05.20	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	8.423,00	8.423,00	6.393,21
12.070	12.12	05.20	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	49.776,00 TE	32.776,00	32.628,03
12.080	12.11	05.20	Bâtiments: exploitation et entretien	CNST, CPUBLIE	163.378,00	163.378,00	158.883,12
12.100	12.11	05.20	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	43.457,00	43.457,00	38.874,18
12.120	12.30	05.20	Frais d'assistance technique en matière informatique	CNST, CPUBLIE, CSDE	37.184,00 TR	75.184,00	74.291,21
12.121	12.30	05.20	Frais d'accréditation de laboratoire	CNST, CPUBLIE	8.550,00 TR	19.550,00	18.317,37
12.160	12.30	05.20	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums	CORD	2.187.872,00 TE	2.134.372,00	2.110.664,41
12.161	12.30	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge, matériel divers de laboratoire	CORD	289.250,00 TR	330.250,00	312.174,27
12.171	12.30	05.20	Crédit de fonctionnement du Registre Morphologique des Tumeurs	CORD	21.636,00	21.636,00	16.415,66
12.190	12.30	05.20	Frais d'inscription à des stages de formation continue, à des séminaires et à des congrès	CORD	11.155,00 TE	9.055,00	8.945,56
12.220	12.30	05.20	Programme de recherche effectué dans le cadre du titre I. de la loi du 9.3.1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche-développement dans le secteur public: frais de fonctionnement	CORD	25.657,00	25.657,00	25.352,94
12.300	12.30	05.20	Service de cytologie: frais d'exploitation propre	CORD	51.787,00	51.787,00	50.755,30
12.301	Divers	05.20	Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués, acquisition de réactifs	CORD	171.000,00 TE	140.000,00	133.858,31
12.302	Divers	05.10	Division du contrôle alimentaire: contrôle des denrées et boissons alimentaires, résidus de pesticides, produits cosmétiques et objets usuels et médicaments, frais d'études et dépenses diverses	CORD	92.278,00	92.278,00	87.920,82
12.303	Divers	05.20	Frais d'analyses à l'étranger	CNLI, CPUBLIE	9.916,00 D TR	40.152,00	40.136,21
34.050	34.38	05.20	Indemnités des stagiaires	CORD	4.958,00 TE	722,00	192,34
12.660	12.30	05.20	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums	CORD	973,00	973,00	972,78

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.661	12.30	05.20	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge, matériel divers de laboratoire	CORD	6.754,00 TR	6.854,00	6.846,39
12.803	Divers	05.20	Frais d'analyses à l'étranger	CORD	1.100,00	1.100,00	1.087,26
			<i>Total de la section 14.2</i>		12.592,535,00	13.207.740,68	12.665.984,53
			<i>Section 14.5 – Dommages de guerre corporels</i>				
11.010	Divers	06.35	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	84.050,00	84.050,00	40.847,52
11.130	11.12	06.35	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.363,00	1.363,00	1.301,44
12.010	12.13	06.35	Frais de route et de séjour	CORD	100,00	100,00	0,00
12.040	12.12	06.35	Frais de bureau	CORD	2.987,00 TE	2.032,00	860,83
12.050	12.12	06.35	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	1.368,00 TR	1.373,00	1.372,20
12.070	12.12	06.35	Frais d'informatique: part dans les frais du centre de la sécurité sociale	CNLI, CPUBLIE	22.981,00 TR	23.981,00	23.958,66
12.080	12.11	06.35	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	8.428,00 TE	7.428,00	5.445,32
12.110	12.30	06.35	Frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	992,00	992,00	0,00
34.000	34.20	06.35	Crédits mis à la disposition de l'office des dommages de guerre pour l'indemnisation des dommages de guerre corporels	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.866.651,00	6.866.651,00	6.431.678,92
34.001	34.20	06.35	Aides aux mutilés civils de la guerre 1914-1918	CNLI, CPUBLIE	12.003,00 TR	12.103,00	12.101,64
42.000	42.00	06.35	Remboursement de la part de l'office des assurances sociales dans la rémunération d'employés détachés à l'office des dommages de guerre corporels	CNLI	45.213,00 TR	46.063,00	46.052,11
			<i>Total de la section 14.5</i>		7.046.136,00	7.046.136,00	6.563.618,64
			<i>Section 14.6 – Centre thermal et de santé de Mondorf</i>				
11.010	Divers	05.23	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	681.173,00	681.173,00	670.839,27
11.030	Divers	05.23	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	983.973,00	983.973,00	800.685,46
11.031	Divers	05.23	Salaires pris en charge par l'Etat des ouvriers occupés à titre permanent à l'entretien des espaces extérieurs du centre thermal	CNLI, CSDE	710.100,00	710.100,00	655.515,30
31.020	31.22	05.23	Remboursement au centre thermal et de santé de Mondorf du coût de l'entretien et de l'aménagement des espaces extérieurs	CORD	703.612,00	703.612,00	668.513,06
			<i>Total de la section 14.6</i>		3.078.858,00	3.078.858,00	2.795.553,09
			Total du département 14		59.662,571,00	61.334.340,07	57.303.026,02

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			15 – Ministère de l'Environnement				
			<i>Section 15.0 – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	07.30	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.800,00	1.800,00	359,60
12.000	12.15	07.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.350,00	1.350,00	74,40
12.012	12.13	07.30	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	105.000,00 TR	122.860,00	121.864,33
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.620,00	1.620,00	1.540,95
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	9.814,70
12.070	12.12	07.30	Entretien du matériel informatique	CPUBLIE, CSDE	106.900,00	106.900,00	83.699,73
12.082	12.11	07.30	Bâtiments: exploitation et entretien	CPUBLIE, CSDE	97.850,00	97.850,00	59.155,28
12.100	12.11	07.30	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.102.000,00	1.102.000,00	1.095.284,06
12.120	12.30	07.30	Frais d'études et d'experts en relation avec la gestion des déchets, la protection de la nature, du sol et de l'atmosphère, études d'impact sur l'environnement, frais connexes	CPUBLIE, CSDE	280.000,00	280.000,00	261.913,03
12.140	12.16	07.30	Acquisition et publication de matériel d'information, de matériel didactique et audiovisuel, organisation de colloques et de conférences sur des problèmes de l'environnement, participation à des foires, dépenses diverses				
12.190	12.30	07.30	Frais de formation du personnel	CORD	325.000,00 TE	238.730,00	236.441,33
12.301	Divers	07.50	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des sols	CORD	6.000,00	6.000,00	4.914,62
12.302	Divers	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement du Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	15.000,00	15.000,00	13.688,60
12.303	Divers	07.30	Ecoaudit: frais d'administration et de fonctionnement, dépenses diverses	CORD	187.950,00	187.950,00	187.950,00
12.304	Divers	07.35	Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	CORD	45.000,00 TE	33.000,00	29.590,40
12.310	Divers	07.50	Frais d'exécution de la convention de Washington du 3.3.1973 portant sur le commerce de certaines espèces de la faune et de la flore sauvage, approuvée par la loi du 19.2.1975	CORD	70.000,00	70.000,00	70.000,00
12.311	Divers	07.30	Mesures et interventions destinées à permettre la mise en place d'un réseau national d'information en matière d'environnement: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement et d'équipement, études, expertises, publications et dépenses	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
				CPUBLIE, CSDE	20.000,00	20.000,00	17.490,13

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.314	Divers	07.50	Atribution du label écologique dans le cadre de l'initiative communautaire: frais d'administration et de fonctionnement	CORD	20.000,00	20.000,00	14.894,00
12.315	Divers	07.30	Exploitation d'un système intégré de gestion de l'environnement	CPUBLIE, CSDE	182.000,00 TR	370.410,00	362.617,60
12.316	33.00	07.30	Etudes, conseils, planification et réalisation de projets pilotes en matière d'utilisation rationnelle et de promotion d'énergies nouvelles et renouvelables mis en oeuvre par l'Agence de l'énergie ou d'autres organismes: dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	100.000,00 TR	107.700,00	107.687,36
33.000	33.00	07.50	Subventions à des organismes et associations dans l'intérêt de la protection de l'environnement	CORD	84.500,00	84.500,00	84.500,00
33.001	33.00	07.50	Participation aux frais d'établissements d'utilité publique chargés de la gestion de réserves naturelles	CORD	70.000,00	70.000,00	70.000,00
33.004	33.00	07.50	Subvention à des organismes et associations dans l'intérêt d'activités informatives, éducatives, pédagogiques, culturelles et scientifiques en faveur des jeunes dans l'intérêt de la protection de l'environnement	CORD	21.000,00	21.000,00	21.000,00
33.005	33.00	07.30	Participation financière à des projets à finalité environnementale mis en oeuvre par des organisations non gouvernementales	CPUBLIE, CSDE	125.000,00	125.000,00	123.021,29
33.012	33.00	07.30	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de projets conventionnés en matière de guidance écologique	CNSM, CPUBLIE, CSDE	605.000,00	605.000,00	605.000,00
35.020	35.30	07.30	Coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain dans le cadre interrégional	CORD	127.100,00	127.100,00	109.895,12
35.060	35.00	07.50	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	178.367,00 D	188.767,00	187.398,19
43.040	43.52	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal	CPUBLIE, CSDE	175.000,00 TE	47.300,00	17.672,00
43.300	Divers	07.50	Participation de l'Etat au financement de projets de promotion de développement durable au niveau local et régional réalisés par les communes et syndicats intercommunaux	CPUBLIE, CSDE	124.500,00 TR	136.500,00	136.405,63
			<i>Total de la section 15.0</i>		4.188.037,00	4.198.437,00	4.033.872,35
			<i>Section 15.1 – Administration de l'environnement</i>				
11.000	Divers	07.30	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	3.756.336,00 D	3.925.225,02	3.925.225,02
11.010	Divers	07.30	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	156.996,00 D	240.011,97	240.011,97
11.020	Divers	07.30	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	3.804,00 D	4.141,21	4.141,21
11.030	Divers	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	123.939,00	123.939,00	123.494,43

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.040	Divers	07.30	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	07.30	Indemnités d'habillement	CORD	10.412,00 TR	10.567,00	10.566,46
12.010	12.13	07.30	Frais de route et de séjour	CORD	2.414,00	2.414,00	31,97
12.020	12.14	07.30	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	24.600,00	24.600,00	21.520,97
12.030	12.16	07.30	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.350,00	1.350,00	1.208,11
12.040	12.12	07.30	Frais de bureau	CORD	45.000,00	45.000,00	37.059,91
12.050	12.12	07.30	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	51.500,00 TR	64.338,00	64.337,14
12.060	12.12	07.30	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.500,00	1.500,00	296,59
12.070	12.12	07.30	Location et entretien des équipements informatiques	CPUBLIE, CSDE	42.085,00	42.085,00	39.599,37
12.080	12.11	07.30	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	6.000,00	6.000,00	183,45
12.120	12.30	07.30	Etudes et évaluation de l'impact des activités industrielles, agricoles et urbaines sur la salubrité de l'environnement: frais d'études et d'analyses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	210.000,00	210.000,00	170.831,21
12.122	12.30	07.30	Etudes et consultation en relation avec la gestion des déchets	CPUBLIE, CSDE	151.360,00	151.360,00	149.160,56
12.140	12.16	07.30	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	15.000,00	15.000,00	6.282,29
12.141	12.16	07.34	Actions pédagogiques dans l'intérêt de la gestion des déchets	CORD	20.000,00	20.000,00	19.439,84
12.160	12.30	07.30	Acquisition de matériel de laboratoire	CORD	20.000,00	20.000,00	19.435,24
12.190	12.30	07.30	Cours de formation du personnel	CORD	10.000,00	10.000,00	7.727,91
12.300	Divers	Divers	Frais d'études, d'experts et d'analyses spéciales, frais de gestion, d'exploitation et d'entretien de réseaux de surveillance, frais de traitement de données, dépenses diverses	CPUBLIE, CSDE	295.000,00	295.000,00	258.446,19
12.302	Divers	07.35	Etudes dans le domaine de la lutte contre la pollution atmosphérique, contre l'effet de serre et contre le bruit	CORD	90.000,00	90.000,00	70.625,80
12.303	Divers	07.30	Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés: frais de gestion et de contrôle des dossiers de demande d'autorisation, frais de contrôle des établissements classés, dépenses diverses	CORD	247.000,00 TE	237.007,00	135.149,97
12.314	Divers	07.34	Frais de fonctionnement de projets de gestion des déchets	CPUBLIE, CSDE	380.000,00	380.000,00	375.470,62
12.316	Divers	07.34	Elaboration d'un cadastre des anciennes décharges et des sites contaminés	CPUBLIE, CSDE	350.000,00	350.000,00	316.894,79
34.093	34.49	07.35	Participation de l'Etat au financement d'actions d'assainissement écologiques de bâtiments par des particuliers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	0,00
34.095	34.49	09.20	Prime d'encouragement pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire et de la biomasse	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.545.000,00	1.545.000,00	488.646,13
			<i>Total de la section 15.1</i>		7.659.396,00	7.911.638,20	6.485.787,15

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 15.2 – Administration des eaux et forêts</i>				
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	7.342.263,00	7.342.263,00	7.019.243,97
11.010	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	409.810,00	409.810,00	343.567,91
11.020	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	6.992,00 D	183.856,88	183.856,88
11.030	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	366.836,00 D	379.239,84	379.239,84
11.040	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	5.856,77	5.856,77
11.060	Divers	Divers	Indemnités pécuniaires de maladie des ouvriers forestiers occupés en zone verte	CNLI, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	0,00
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CORD	58.100,00	58.100,00	49.505,12
11.120	11.12	Divers	Gratifications pour croix de service	CNLI, CPUBLIE	2.413,00	2.413,00	2.402,08
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	50.339,00	50.339,00	40.925,06
12.000	12.15	Divers	Indemnités pour services de tiers	CORD	934,00	934,00	697,22
12.010	12.13	Divers	Administration générale: frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	50.000,00 TE TR	48.793,00	48.695,33
12.011	12.13	Divers	Préposés forestiers: frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.450,00	1.450,00	1.384,59
12.020	12.14	Divers	Administration générale: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	92.000,00 TE	77.000,00	70.106,60
12.021	12.14	Divers	Préposés forestiers: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	142.000,00 TR	176.750,00	172.879,35
12.040	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD	64.000,00 TR	65.000,00	64.286,56
12.050	12.12	Divers	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	146.500,00 TE TR	148.245,00	147.981,61
12.060	12.12	Divers	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.500,00	1.500,00	1.452,10
12.070	12.12	Divers	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	25.290,00	25.290,00	23.805,06
12.080	12.11	Divers	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	45.000,00	45.000,00	44.321,02
12.090	12.21	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	29.748,00	29.748,00	29.748,00
12.100	12.11	Divers	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	20.400,00 D	32.400,00	31.319,65
12.120	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études dans le domaine de la protection de l'environnement	CORD	200.000,00 TE	192.962,00	191.972,41
12.125	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	50.000,00 TR	55.000,00	52.913,28
12.130	12.16	Divers	Frais de publication	CORD	25.000,00 TE	22.500,00	14.946,74

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.190	12.30	10.40	Ecole forestière, entraînement, cours préparatoires et examens pour l'obtention du permis de chasse (loi du 25.5.1972): achat de matériel d'instruction, d'armes et de munitions, frais d'assurance responsabilité civile et dépenses diverses	CORD	19.500,00 TE	16.750,00	15.248,42
12.300	Divers	Divers	Préparation de nouveaux plans d'aménagement, d'inventaire et d'études stationnelles dans les forêts soumises au régime forestier, acquisition et réparation de matériel géodésique, dendrométrie, photogrammétrie et cartographique: acquisition de bornes, délimitation de forêts et de parcelles dans les bois domaniaux	CORD	26.500,00	26.500,00	24.757,14
12.301	Divers	Divers	Aménagements servant à la récréation, aux loisirs et à l'instruction des promeneurs dans les forêts soumises au régime forestier	CORD	45.000,00	45.000,00	44.457,39
12.302	Divers	Divers	Protection et aménagement de l'environnement naturel	CORD	1.300.000,00 TE	1.286.000,00	1.178.314,85
12.310	Divers	07.50	Mesures à prendre pour la protection de la forêt contre les agents biotiques, le bostryche, les autres insectes et champignons nuisibles, et contre les agents abiotiques, notamment les pollutions	CNLI, CPUBLIE	325.000,00	325.000,00	294.555,56
12.340	Divers	10.40	Dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, dépenses résultant de la destruction des animaux nuisibles, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	27.500,00 D	490.475,00	490.390,25
12.380	Divers	Divers	Mise en place, entretien et frais de fonctionnement d'un réseau de suivi à long terme des écosystèmes forestiers: frais d'études et d'analyses, indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	CORD	73.000,00	73.000,00	71.410,70
24.001	24.10	07.50	Création de réserves cynégétiques: indemnisation des propriétaires particuliers	CORD	13.842,00	13.842,00	13.840,59
93.002	93.00	10.40	Versement au fonds spécial de la chasse du droit supplémentaire perçu sur les permis de chasse en vertu de l'article 13 de la loi modifiée du 20.7.1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier	CNLI, CPUBLIE, CSDE	377.703,00	377.703,00	377.703,00
93.003	93.00	10.40	Versement au fonds cynégétique des droits supplémentaires perçus annuellement sur les permis de chasse en vertu de l'article 9 de la loi du 30.5.1984 modifiant et complétant la législation sur la chasse	CNLI, CPUBLIE, CSDE	33.684,00	33.684,00	33.684,00
11.630	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.664,00	4.664,00	4.364,10
12.540	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD	365,00	365,00	362,12
			<i>Total de la section 15.2</i>		11.379.433,00	12.049.433,49	11.470.195,27
			Total du département 15		23.226.866,00	24.159.508,69	21.989.854,77

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			16 – Ministère du Travail et de l'Emploi				
			<i>Section 16.0 – Travail. – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	06.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	6.634,00	6.634,00	6.026,40
11.131	11.12	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services extraordinaires	CORD	819,00	819,00	817,46
12.000	12.15	06.40	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.500,00	2.500,00	2.007,90
12.001	12.15	06.40	Office national de conciliation: indemnités pour services de tiers	CORD	1.042,00	1.042,00	1.040,76
12.012	12.13	06.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	165.000,00 TR	181.500,00	164.407,70
12.020	12.14	06.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.340,00	4.340,00	2.321,40
12.040	12.12	06.40	Office national de conciliation: frais de bureau	CORD	375,00	375,00	274,00
12.041	12.12	06.40	Frais de bureau: journaux, livres et périodiques	CORD	28.500,00 TE	21.100,00	19.227,72
12.080	12.11	06.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	11.200,00 TR	15.400,00	15.392,58
12.120	12.30	06.42	Participation dans les frais d'études de questions sociales et d'enquêtes	CNST, CPUBLIE	9.000,00	9.000,00	8.601,60
12.121	12.30	06.40	Office national de conciliation: honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports	CORD	200,00	200,00	0,00
12.122	12.30	06.40	Frais d'experts-comptables externes pour le contrôle de la garantie bancaire des entreprises de travail intérimaire	CORD	20.000,00 TE	11.000,00	9.912,00
12.124	12.30	06.42	Création d'un observatoire des relations professionnelles et de l'emploi (ORPE): honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports	CNLI, CPUBLIE	124.000,00 D TR	266.196,00	252.205,67
12.130	12.16	06.40	Participation aux frais de réalisation d'un code de travail	CORD	30.000,00 TE	21.398,00	2.221,28
12.140	12.16	06.40	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	7.500,00	7.500,00	0,00
12.190	12.30	06.43	Participation dans les frais d'organisation et de participation à des conférences, congrès, colloques, séminaires, stages, cours et journées d'études	CORD	5.000,00	5.000,00	1.750,00
12.300	Divers	06.43	Frais en relation avec le fonctionnement du service commun du Ministère du Travail et de l'Emploi, du Ministère de la Justice et du Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse	CORD	25.000,00 TE	12.504,00	5.003,93
12.301	Divers	06.43	Frais résultant des actions entamées par le Ministère du Travail et de l'Emploi dans le cadre de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi	CORD	42.100,00 D	57.000,00	56.984,50
32.011	32.00	06.43	Prestations de réemploi: subsides en vue de la création de nouveaux emplois ou du maintien des anciens emplois, aides en faveur de mesures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelles susceptibles d'assurer le réemploi productif de la main-d'oeuvre rendue disponible	CNLI, CPUBLIE	100,00 D	621.643,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
32.012	32.00	06.43	Remboursement aux employeurs des rémunérations des agents participant à des actions de formation: délégués du personnel, délégués à la sécurité, délégués à l'égalité, travailleurs désignés, coordinateurs de la sécurité	CNLI, CPUBLIE	28.000,00	28.000,00	9.898,53
33.000	33.00	06.43	Participation de l'Etat dans les frais de fonctionnement de services conventionnés ayant pour but une adaptation progressive au travail productif de personnes sans emploi	CORD	172.587,00	172.587,00	172.587,00
33.010	33.00	06.40	Participation aux frais relatifs à la promotion ouvrière et à des expositions nationales du travail	CNSM	1.200,00	1.200,00	0,00
33.011	33.00	06.40	Subsides aux comités nationaux des organisations de jeunesse ouvrière luxembourgeoises	CNSM	6.200,00	6.200,00	6.200,00
33.012	33.00	08.30	Participation de l'Etat dans l'organisation et le financement d'oeuvres sociales pour l'utilisation des loisirs, contribution de l'Etat au développement du tourisme social	CNSM	1.610,00	1.610,00	345,00
33.013	33.00	06.40	Participation aux frais du Secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs	CNSM	175.000,00	175.000,00	175.000,00
34.050	34.38	06.43	Participation à une mise au travail des chômeurs: indemnités, frais de route et de séjour, frais de transport, d'assurance et de matériel, frais d'encadrement et de formation, contrats de fournitures de biens et de services	CORD	175.000,00	175.000,00	138.585,97
34.090	34.49	06.40	Subsides aux apprentis et ouvriers méritants	CORD	2.500,00	2.500,00	2.450,00
35.030	35.40	06.40	Cotisations à des institutions internationales	CNLI, CPUBLIE	360,00	360,00	0,00
35.031	35.40	06.40	Contribution volontaire aux nouvelles activités de l'OCDE en matière de politique des services d'information, d'orientation et de conseil professionnel	CORD	30.490,00	30.490,00	16.385,78
41.000	41.50	06.35	Remboursement à la chambre du travail du supplément de pension à allouer conformément à la loi du 26.3.1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces	CNLI, CPUBLIE, CSDE	8.097,00 TR	16.293,00	16.292,50
41.001	41.50	04.50	Subsides à la chambre du travail et à la chambre des employés privés dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière	CORD	171.000,00	171.000,00	171.000,00
43.000	43.22	06.40	Prise en charge partielle par l'Etat du coût des travaux extraordinaires organisés par les communes en faveur des personnes déplacées de la région des Balkans	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124.000,00	124.000,00	0,00
12.512	12.13	06.40	Frais de route et de séjour	CORD	1.395,00	1.395,00	1.391,15
			<i>Total de la section 16.0</i>		1.380.749,00	2.150.786,00	1.258.330,83

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 16.1 – Administration de l'emploi</i>				
11.000	Divers	06.43	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	4.796.661,00	4.796.661,00	4.771.893,13
11.010	Divers	06.43	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	778.698,00	778.698,00	711.021,58
11.020	Divers	06.43	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	2.127,00 D	303.569,86	303.569,86
11.030	Divers	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	151.376,00	151.376,00	133.140,90
11.040	Divers	06.43	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	31.580,76	31.580,76
11.100	11.40	06.43	Indemnités d'habillement	CORD	1.646,00	1.646,00	1.379,82
11.130	11.12	06.43	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	5.838,00	5.838,00	2.849,70
12.000	12.15	06.43	Indemnités pour services de tiers	CORD	756,00	756,00	706,23
12.010	12.13	06.43	Frais de route et de séjour	CORD	30.000,00	30.000,00	24.366,53
12.020	12.14	06.43	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	5.009,00 TR	8.333,00	8.248,18
12.040	12.12	06.43	Frais de bureau	CORD	151.100,00 TR	152.100,00	151.165,38
12.050	12.12	06.43	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE, CSDE	215.520,00 D TR	265.380,00	265.247,06
12.060	12.12	06.43	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	4.830,00	4.830,00	2.347,47
12.070	12.12	06.43	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	17.573,00	17.573,00	16.566,01
12.080	12.11	06.43	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	108.831,00	108.831,00	101.518,15
12.100	12.11	06.43	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.312.876,00 D	1.320.360,00	1.319.829,57
12.125	12.30	06.43	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CPUBLIE	210.000,00	210.000,00	194.527,58
12.140	12.16	06.43	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	41.500,00 TE	37.500,00	32.076,58
12.190	12.30	06.43	Frais d'inscription et de participation à des stages à l'étranger	CORD	7.030,00 TE	3.706,00	3.706,00
12.300	Divers	06.43	Frais d'exploitation du laboratoire psychotechnique	CORD	5.000,00	5.000,00	4.442,39
12.301	Divers	06.43	Frais résultant des missions dévolues à l'Administration de l'Emploi sur le plan national et international, frais résultant du fonctionnement du comité permanent de l'emploi et des actions de suivi des décisions prises par le comité de coordination tripartite en matière d'emploi				
12.302	Divers	06.43	Frais résultant de l'encadrement psychosocial des demandeurs d'emploi en application de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998	CNLI, CPUBLIE	100,00 D	42.692,00	38.750,25
				CORD	11.000,00	11.000,00	10.267,84

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.801	Divers	06.43	Frais résultant des missions dévolues à l'Administration de l'Emploi sur le plan national et international, frais résultant du fonctionnement du comité permanent de l'emploi et des actions de suivi des décisions prises par le comité de coordination tripartite en matière d'emploi	CORD	1.100,00	1.100,00	1.099,46
			<i>Total de la section 16.1</i>		7.858.671,00	8.288.530,62	8.130.300,43
			<i>Section 16.2 – Inspection du travail et des mines</i>				
11.000	Divers	06.42	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	2.366.532,00 D	2.375.076,05	2.375.076,05
11.010	Divers	06.42	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.244.628,00	1.244.628,00	1.159.692,02
11.020	Divers	06.42	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	7.600,00 D	151.388,62	151.388,62
11.030	Divers	06.42	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	115.719,00 D	132.260,52	132.260,52
11.100	11.40	06.42	Indemnités d'habillement	CORD	9.183,00	9.183,00	8.502,27
12.010	12.13	06.42	Frais de route et de séjour	CORD	11.480,00	11.480,00	10.057,82
12.020	12.14	06.42	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	27.550,00 TR	34.550,00	32.886,88
12.030	12.16	06.42	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	7.000,00 TE	0,00	0,00
12.040	12.12	06.42	Frais de bureau	CORD	60.000,00 TR	72.960,00	66.902,03
12.050	12.12	06.42	Achat de biens et de services auprès des fournisseurs postaux et téléphoniques	CORD	25.700,00	25.700,00	22.901,50
12.080	12.11	06.42	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	10.000,00	10.000,00	5.800,84
12.090	12.21	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	171.880,00 D	179.360,00	178.648,79
12.100	12.11	06.42	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	261.076,00	261.076,00	259.775,56
12.120	12.30	06.42	Etudes et travaux d'analyses spéciales	CORD	12.800,00	12.800,00	10.908,80
12.121	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études	CPUBLIE, CSDE	200.000,00 TR	250.000,00	212.871,90
12.125	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CPUBLIE, CSDE	186.000,00	186.000,00	184.587,36
12.130	12.16	06.42	Frais de production, de gestion et de reproduction du code de la sécurité au travail ayant donné lieu à des avances ou à des commandes fermes correspondantes	CNLI, CPUBLIE	8.500,00	8.500,00	1.649,10
12.131	12.16	06.42	Frais de publication Internet	CORD	13.000,00 TE	40,00	40,00
12.132	12.16	06.42	Frais de publicité et de sensibilisation	CORD	75.000,00	75.000,00	56.768,85
12.170	12.30	06.42	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	11.200,00	11.200,00	10.106,40

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.190	12.30	06.42	Amélioration des conditions de travail: frais d'éducation, formation interne des contrôleurs et du nouveau personnel, stages et séminaires de formation et de perfectionnement, dépenses diverses	CORD	26.000,00	26.000,00	17.124,51
12.300	Divers	06.42	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles : frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses	CORD	50.000,00 TE	0,00	0,00
34.110	34.59	06.42	Participation luxembourgeoise au programme pluriannuel d'actions communautaires en matière de sécurité et de santé au travail	CPUBLIE, CSDE	151.600,00	151.600,00	91.907,91
35.030	35.40	06.42	Contributions à des organismes internationaux	CORD	496,00	496,00	339,70
12.540	12.12	06.42	Frais de bureau	CORD	2.720,00	2.720,00	217,38
12.600	12.11	04.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	8.330,00	8.330,00	0,00
12.621	12.30	06.42	Frais d'experts et d'études	CORD	745,00	745,00	743,68
			<i>Total de la section 16.2</i>		5.064.739,00	5.241.093,19	4.991.158,49
			<i>Section 16.3 – Ecole supérieure du travail</i>				
11.130	11.12	04.50	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	48.507,00 TE	42.407,00	19.890,57
12.000	12.15	04.50	Indemnités pour services de tiers	CORD	11.888,00 TR	17.988,00	16.386,75
12.010	12.13	04.50	Frais de route et de séjour	CORD	7.641,00	7.641,00	4.273,40
12.040	12.12	04.50	Frais de bureau	CORD	4.578,00	4.578,00	3.097,50
12.050	12.12	04.50	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	3.685,00 TR	4.485,00	4.414,40
12.080	12.11	04.50	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	160,00 TR	4.380,00	3.988,59
12.100	12.11	04.50	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	40.161,00	40.161,00	37.125,31
12.190	12.30	04.50	Cours de formation: frais de fonctionnement	CORD	235.012,00 TE	229.992,00	127.194,33
			<i>Total de la section 16.3</i>		351.632,00	351.632,00	216.370,85
			<i>Section 16.4 – Fonds pour l'emploi</i>				
93.000	93.00	06.14	Versement au fonds pour l'emploi du produit des impôts de solidarité prélevés moyennant des majorations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur le revenu des collectivités	CNST, CPUBLIE, CSDE	85.719.000,00	85.719.000,00	85.719.000,00
93.001	93.00	06.14	Dotations extraordinaires du fonds pour l'emploi	CNLI, CPUBLIE	15.000.000,00	15.000.000,00	15.000.000,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
93.002	93.00	06.14	Avances pour la couverture d'insuffisances temporaires des moyens du fonds pour l'emploi	CORD	100,00	100,00	0,00
			<i>Section 16.5 – Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées</i>	<i>Total de la section 16.4</i>	<i>100.719.100,00</i>	<i>100.719.100,00</i>	<i>100.719.000,00</i>
11.010	Divers	06.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.020	Divers	06.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	06.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.040	Divers	06.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.040	12.12	06.34	Commission d'orientation et de reclassement des travailleurs handicapés; frais de documentation	CORD	2.500,00	2.500,00	2.057,39
31.050	31.32	06.34	Participations au salaire des travailleurs handicapés allouées en application de l'article B.3. de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés ainsi que de l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 déterminant la forme et le contenu des mesures visées à l'article 3 de la loi précitée, enquêtes et expertises à effectuer en exécution des articles B. et C. de la même loi				
32.020	32.00	06.34	Prise en charge du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux travailleurs handicapés au titre de l'article 4 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.900.000,00 D	4.180.000,00	4.055.051,60
33.000	33.00	06.34	Participation de l'Etat dans le financement du Foyer Eislécker Heem a.s.b.l.	CNLI, CPUBLIE	324.000,00 D	405.300,00	386.553,76
33.001	33.00	06.34	Participation aux frais de fonctionnement d'ateliers protégés (article D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	CORD	43.930,00	43.930,00	43.930,00
33.002	33.00	06.34	Participation aux primes d'encouragement versées aux personnes reconnues comme travailleurs handicapés et occupés dans des ateliers protégés de l'A.P.E.M.H. Betrange-sur-Mess et Bettembourg, de la Ligue H.M.C. Capellen et Redange/Attert et de Coopération Wiltz (articles B.3. et D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	CORD	3.535.200,00	3.535.200,00	3.535.200,00
34.090	34.49	06.34	Mesures d'orientation, de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles des travailleurs handicapés dans des institutions publiques ou privées, frais de transport, primes et indemnités d'encouragement et de rééducation (article B.3. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	CNLI, CPUBLIE	980.000,00	980.000,00	906.564,02
				CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	33.530,89

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
32.520	32.00	06.34	Prise en charge du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux travailleurs handicapés au titre de l'article 4 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé	CORD	1.284,00	1.284,00	1.283,77
				<i>Total de la section 16.5</i>	7.887.314,00	9.248.614,00	8.964.171,43
				Total du département 16	123.262.205,00	125.999.755,81	124.279.332,03

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			17 et 18 – Ministère de la Sécurité sociale <i>Section 17.0 – Sécurité sociale. – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.149,00	2.149,00	799,37
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.600,00	3.600,00	929,50
12.012	12.13	06.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	55.000,00	55.000,00	53.126,20
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	5.800,00	5.800,00	4.051,18
12.041	12.12	06.10	Commission de surveillance: frais de bureau	CORD	500,00	500,00	0,00
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	248,00	248,00	0,00
33.010	33.00	06.10	Subventions pour frais d'organisation et de participation à des conférences et congrès ainsi qu'à des publications en rapport avec la sécurité sociale	CNSM	1.488,00	1.488,00	0,00
			<i>Total de la section 17.0</i>		68.785,00	68.785,00	58.906,25
			<i>Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale</i>				
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.276.055,00 D	1.367.396,01	1.367.396,01
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	441.534,00 D	492.289,04	492.289,04
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	361.555,19	361.555,19
11.030	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	84.894,00 D	89.268,56	89.268,56
11.040	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	CORD	465,00	465,00	464,80
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CPUBLIE, CSDE	3.820,00 TE	2.620,00	2.142,11
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	5.444,00 TR	6.644,00	6.426,31
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	1.000,00	1.000,00	260,03
12.020	12.14	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.520,00	1.520,00	1.482,63
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	43.000,00 TR	54.000,00	51.856,24
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	7.178,00	7.178,00	7.177,44
12.070	12.12	06.10	Entretien du matériel informatique: participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale, section informatique	CNLI, CPUBLIE	74.926,00 TR	76.926,00	75.108,83
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	6.000,00 TR	8.000,00	6.912,42
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	244.820,00	244.820,00	244.810,68
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00 D	156.915,00	88.558,61
12.125	12.30	06.10	Frais d'experts en matière informatique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	105.280,00 D	683.900,00	427.283,80

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.130	12.16	06.10	Frais de publication	CPUBLIE, CSDE	87.664,00 TE	72.664,00	57.318,33
12.190	12.30	06.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CPUBLIE, CSDE	21.128,00	21.128,00	19.658,23
12.300	33.00	06.10	Participation aux frais de l'association luxembourgeoise des assurances sociales	CORD	1.950,00	1.950,00	1.547,00
35.060	35.00	06.10	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	6.403,00 D	6.551,00	6.550,50
			<i>Total de la section 17.1</i>		2.513.281,00	3.656.889,80	3.308.066,76
11.000	Divers	06.10	<i>Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale</i>				
11.010	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	2.035.897,00	2.035.897,00	2.000.607,33
11.020	Divers	06.10	Indemniés des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	227.701,00 D	270.534,54	270.534,54
11.130	11.12	06.10	Indemniés des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	19.830,72	19.830,72
12.000	12.15	06.10	Indemniés pour services extraordinaires	CORD	417,00	417,00	0,00
12.001	12.15	06.10	Indemniés pour services de tiers	CORD	496,00 TE	0,00	0,00
12.010	12.13	06.10	Indemniés du personnel engagé sur contrat à temps partiel	CORD	241.349,00	241.349,00	241.322,40
12.040	12.12	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	13.510,00 TE	12.410,00	10.855,12
12.050	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	16.000,00	16.000,00	15.870,31
12.070	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	14.055,00 TE	11.805,00	10.871,42
12.080	12.11	06.10	Participation aux frais du centre commun de la sécurité sociale	CNLI, CPUBLIE	36.671,00 TR	36.919,00	36.859,47
12.090	12.21	06.10	Frais de petit entretien des locaux et du mobilier	CORD	372,00 TR	390,00	388,85
12.150	12.30	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	174.110,00	174.110,00	174.110,00
12.151	12.30	06.15	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécurité sociale	CNLI, CPUBLIE, CSDE	74.368,00 D	109.054,00	109.053,57
12.160	12.30	06.10	Frais de constitution des dossiers médicaux dans le cadre des demandes en obtention d'une pension d'invalidité	CNLI, CPUBLIE, CSDE	99.157,00	99.157,00	80.974,57
12.190	12.30	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	CORD	6.073,00 TR	9.423,00	9.125,09
12.250	Divers	06.10	Frais d'inscription pour des stages de formation et de spécialisation du personnel de l'Administration du contrôle médical	CORD	4.300,00 TR	4.530,00	4.527,17
			Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales	CNLI, CPUBLIE	31.887,00	31.887,00	28.910,48
			<i>Total de la section 17.2</i>		2.976.463,00	3.073.713,26	3.013.841,04

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
<i>Section 17.3 – Conseil arbitral des assurances sociales</i>							
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	562.658,00 D	567.372,87	567.372,87
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	125.984,00	125.984,00	124.124,01
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.030	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	27.657,00	27.657,00	26.443,18
11.040	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	CORD	94,00	94,00	92,96
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	3.500,00 TR	3.630,00	3.629,27
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	18.500,00 TR	19.500,00	19.381,57
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	2.400,00	2.400,00	1.801,80
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	8.936,00	8.936,00	8.512,31
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	42.479,00 TE	41.349,00	32.881,26
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	8.500,00	8.500,00	7.972,02
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	16.361,00	16.361,00	16.360,92
12.150	12.30	06.10	Rapports médicaux, frais d'expertises et frais de déplacement y relatifs	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.000,00 D	225.000,00	224.937,13
12.550	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	5.013,00	5.013,00	5.012,71
<i>Total de la section 17.3</i>					1.022.282,00	1.051.996,87	1.038.522,01
<i>Section 17.4 – Conseil supérieur des assurances sociales</i>							
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	235.566,00	235.566,00	230.460,71
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	57.528,00 D	57.572,22	57.572,22
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	16.315,58	16.315,58
11.030	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	8.947,00 D	9.044,88	9.044,88
11.040	Divers	06.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	06.10	Indemnités d'habillement	CORD	50,00	50,00	46,48
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CNLI, CPUBLIE	22.679,00	22.679,00	19.410,99
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.700,00	3.700,00	2.510,25
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	360,00	360,00	253,00
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	3.500,00	3.500,00	3.431,03
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	4.700,00	4.700,00	4.654,56
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	2.500,00	2.500,00	1.911,24

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	88.647,00	88.647,00	84.651,81
12.150	12.30	06.10	Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs	CNLI, CPUBLIE, CSDE	9.000,00	9.000,00	4.194,10
			<i>Total de la section 17.4</i>		437.377,00	453.734,68	434.456,85
			<i>Section 17.5 – Assurance maladie-maternité – Union des caisses de maladie</i>				
11.000	42.00	05.20	Participation aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	122.565,00 D	123.692,97	123.692,97
34.010	42.00	06.30	Prise en charge par l'Etat des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., article 32)	CNLI, CPUBLIE	207.115,00 D	251.093,00	251.092,77
42.000	42.00	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en espèces	CNLI, CSDE	57.084.302,00 D	66.312.130,00	62.204.436,31
42.001	42.00	06.13	Participation aux frais des prestations de maternité: prestations en nature	CNLI, CPUBLIE, CSDE	21.277.036,00 D	24.235.239,00	24.235.238,16
42.002	42.00	06.13	Participation aux frais de fonctionnement de l'assurance maladie-maternité au titre des prestations de maternité et des prestations au titre du congé pour raisons familiales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.498.444,00 D	2.703.528,00	2.703.528,00
42.003	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en nature	CNLI, CPUBLIE, CSDE	378.481.716,00	378.481.716,00	377.801.500,02
42.005	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces – C.A.S., article 29, alinéa 1c	CNLI, CPUBLIE, CSDE	13.732.236,00	13.732.236,00	13.655.794,88
42.006	42.00	05.20	Participation de l'Etat au financement de l'assurance maladie: cotisations pour prestations en espèces – C.A.S. article 29, alinéa 1b	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.190.428,00	1.190.428,00	1.173.904,13
42.007	42.00	05.20	Remboursement par l'Etat des prestations servies aux ressortissants luxembourgeois pour le compte de l'office belge de sécurité sociale d'outre-mer (article 7 de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique du 27.10.1971, approuvé par la loi du 19.6.1972)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	34.795,57
			<i>Total de la section 17.5</i>		474.643.842,00	487.080.062,97	482.183.982,81
			<i>Section 17.6 – Assurance dépendance – Cellule d'évaluation et d'orientation</i>				
11.000	Divers	06.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	889.917,00 D	924.364,76	924.364,76
11.010	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	292.549,00	292.549,00	249.883,99

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.020	Divers	06.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	51.456,88	51.456,88
11.130	11.12	06.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.000,00	1.000,00	223,08
12.000	12.15	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.500,00	1.500,00	223,08
12.010	12.13	06.10	Frais de route et de séjour	CORD	6.198,00 TR	11.198,00	10.921,66
12.020	12.14	06.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	7.941,00 TR	8.941,00	8.217,07
12.040	12.12	06.10	Frais de bureau	CORD	20.451,00	20.451,00	18.139,85
12.050	12.12	06.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	25.000,00 TE	17.547,00	15.013,82
12.070	12.12	06.10	Participation aux frais du Centre commun de la sécurité sociale	CNLI, CPUBLIE	36.671,00 TR	36.860,00	36.859,47
12.080	12.11	06.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	4.024,00 TR	4.053,00	4.052,68
12.090	12.21	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	88.243,00	88.243,00	88.241,80
12.100	12.11	06.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	33.000,00 TR	34.235,00	34.196,71
12.120	12.30	06.10	Frais d'experts et d'études, indemnités des évaluateurs vacataires	CNLI, CPUBLIE	702.080,00 D	960.080,00	897.190,09
12.150	12.30	06.15	Frais d'expertises médicales et de rapports médicaux effectués sur demande de la cellule d'évaluation et d'orientation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.310,00 D	276.474,00	275.878,44
12.160	12.30	06.10	Acquisition et entretien de matériel médical	CORD	1.240,00	1.240,00	1.088,71
12.190	12.30	06.10	Frais d'inscription pour stages de formation et de spécialisation du personnel de la cellule d'évaluation et d'orientation	CORD	2.479,00	2.479,00	2.345,00
12.250	Divers	06.10	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales	CNLI, CPUBLIE	24.292,00 D	36.596,00	36.595,02
34.010	42.00	06.30	Prise en charge par l'Etat en faveur de l'assurance dépendance des cotisations des assurés visés à l'article 1er, alinéas 13 et 15 du C.A.S., des élèves et étudiants âgés de moins de 30 ans (article 1er, alinéa 14 du C.A.S.) ou de certaines catégories d'assurés volontaires (C.A.S., articles 32 et 377, alinéa 1)	CNLI, CPUBLIE	40.610,00 D	49.236,00	49.235,78
42.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance	CNLI, CSDE	78.986.288,00 D	93.489.161,00	93.489.161,00
			<i>Total de la section 17.6</i>		81.363.893,00	96.307.664,64	96.193.288,89
11.130	42.00	06.10	<i>Section 17.7 – Mutualités: conseil supérieur de la mutualité</i> Participation aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.090,00	4.090,00	4.090,00
12.000	42.00	06.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.115,00	1.115,00	1.115,00
12.010	42.00	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	180,00	180,00	180,00
12.040	42.00	06.10	Participation aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	248,00	248,00	247,63

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfp ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.010	42.00	06.10	Subsides alloués au conseil supérieur de la mutualité chargé de la répartition des subventions aux sociétés de secours mutuels reconnues par l'Etat, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste ainsi qu'à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	CNSM	45.860,00	45.860,00	45.860,00
33.011	42.00	Divers	Participation aux frais du service „Prestations complémentaires à la sécurité sociale“ par la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise	CNSM	7.840,00	7.840,00	7.840,00
35.030	42.00	06.10	Cotisations à l'association internationale de la mutualité luxembourgeoise	CNLI, CPUBLIE	4.401,00	4.401,00	4.401,00
				<i>Total de la section 17.7</i>	63.734,00	63.734,00	63.733,63
			<i>Section 18.4 – Office des assurances sociales</i>				
11.000	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE	3.734.383,00	3.734.383,00	3.249.621,28
11.010	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	752.599,00	752.599,00	660.135,59
11.020	42.00	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	2.660,00 TR	7.027,71	7.027,71
11.030	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	403.352,00	403.352,00	347.256,97
11.100	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement	CORD	3.619,00	3.619,00	3.341,49
11.130	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.140,00	2.140,00	1.491,47
12.000	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	3.750,00 TE	3.650,00	2.701,06
12.001	42.00	06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contrôle et enquêtes d'accidents	CORD	160,00	160,00	3,75
12.010	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour des membres des organes	CORD	1.888,00	1.888,00	1.379,55
12.011	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour du personnel de l'O.A.S.	CORD	4.264,00 TR	5.808,15	5.808,15
12.020	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	5.350,00	5.350,00	4.281,23
12.040	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	59.130,00 TR	70.100,10	70.100,10
12.050	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	109.800,00 TE TR	73.502,22	73.402,23
12.080	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	141.072,00 TR	141.289,36	141.289,36

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.090	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	414.010,00	414.010,00	413.999,32
12.110	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	24.525,00	24.525,00	13.747,55
12.130	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	CORD	28.508,00 TE	4.003,11	1.595,81
12.150	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contrôle médical	CORD	13.634,00 TR	14.177,98	14.177,98
12.190	42.00	Divers	Stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	500,00	500,00	0,00
12.250	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'OAS dans les frais de bureau et de téléphone communs	CORD	4.620,00	4.620,00	3.664,16
12.300	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	CORD	2.232,00	2.232,00	2.099,43
12.301	42.00	06.15	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'agence à rembourser	CNLI, CPUBLIE	387.500,00 TR	428.217,02	428.217,02
12.302	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la crèche pour le personnel des organismes de la sécurité sociale	CNST, CPUBLIE	51.812,00 TR	54.329,35	54.329,35
12.303	42.00	Divers	Participation de l'Etat aux frais de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale	CNST, CPUBLIE	2.277,00	2.277,00	2.276,30
42.000	42.00	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité – Participation aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE	11.326.995,00	11.326.995,00	9.350.000,00
42.001	42.00	06.35	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité – Participation aux frais de prestations: exécution des articles 14 à 20 de la loi du 25.2.1967 ayant pour objet diverses mesures en faveur de personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant, modifiée par la loi du 26.3.1974	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.960,00	4.960,00	0,00
42.002	42.00	06.12	Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité – Participation aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation des périodes de service militaire obligatoire (loi du 30.5.1984)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	48.340,00	48.340,00	48.332,05
42.003	42.00	Divers	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle – Prise en charge des dépenses provenant d'accidents visés par les articles 90 ancien et nouveau du Code des assurances sociales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.404.191,00 D	3.449.926,00	3.449.925,77

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
42.004	42.00	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section industrielle – Participation aux frais de prestations: prise en charge d'un tiers des dépenses d'adaptation et d'ajustement des rentes (articles 98 et 100 du code des assurances sociales)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10.489.198,00 D TE TR	11.047.890,00	11.047.889,30
42.005	42.00	06.12	Association d'assurance contre les accidents, section agricole et forestière – Participation aux frais de prestations	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.420.146,00 D	1.425.920,00	1.425.919,45
				<i>Total de la section 18.4</i>	32.847.615,00	33.457.791,00	30.824.013,43
			<i>Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés</i>				
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE	1.386.515,00 D	1.448.244,00	1.448.243,49
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	609.075,00	609.075,00	591.593,39
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	2.133,00 D	5.078,00	5.077,18
11.030	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	21.757,00 TR	21.762,14	21.762,14
11.100	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement	CORD	280,00	280,00	278,88
11.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	100,00 TE	0,00	0,00
12.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	17.960,00 TE	17.279,63	17.279,63
12.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	1.610,00 TR	1.621,66	1.621,66
12.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.700,00 TE	1.394,02	1.394,02
12.040	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	24.850,00 TE	23.693,72	23.693,72
12.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	33.551,00 TE	27.998,60	27.998,60
12.060	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.870,00 TE	0,00	0,00
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	177.270,00 TR	189.055,51	189.055,51
12.090	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	570.830,00	570.830,00	570.830,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contenus	CNLI, CPUBLIE	18.000,00 D	50.138,00	50.137,23
12.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	CORD	2.780,00 TE	2.088,81	2.088,81
12.140	42.00	06.12	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	2.620,00 TE	890,49	890,49
12.190	42.00	06.12	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	382,00 TR	665,42	665,42
12.300	33.00	06.12	Participation aux frais de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale	CORD	763,00	763,00	762,45
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE	7.688.805,00 D	7.977.544,00	7.977.543,14
				<i>Total de la section 18.5</i>	10.562.851,00	10.948.402,00	10.930.915,76
			<i>Section 18.6 – Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels</i>				
11.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE	458.175,00	458.175,00	430.051,35
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	49.641,00	49.641,00	43.519,52
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	50,00	50,00	0,00
11.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.324,00	2.324,00	919,49
12.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	3.809,00	3.809,00	3.634,66
12.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	909,00	909,00	532,67
12.040	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	5.403,00	5.403,00	4.781,34
12.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	9.348,00 TE	8.443,94	6.822,42
12.060	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	1.945,00 TR	1.953,53	1.953,52
12.070	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques	CORD	200,00	200,00	170,66

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	33.503,00	33.503,00	32.664,26
12.090	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	20.220,00	20.220,00	20.213,62
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	250,00 TR	1.125,00	1.125,00
12.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publication et de diffusion des rapports	CORD	550,00 TR	570,53	570,53
12.140	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	475,00	475,00	466,31
12.190	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	248,00	248,00	0,00
12.300	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	CORD	75,00	75,00	0,00
12.301	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale	CORD	205,00	205,00	204,43
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE	2.636.017,00 D	2.658.105,52	2.658.105,52
42.001	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la couverture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	130,00	130,00	0,00
			<i>Total de la section 18.6</i>		3.223.477,00	3.245.565,52	3.206.535,30
11.000	42.00	06.12	<i>Section 18.7 – Caisse de pension agricole</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE	255.342,00	255.342,00	232.824,31
11.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	55.954,00	55.954,00	20.725,43
11.020	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	50,00	50,00	0,00
11.130	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	670,00	670,00	237,79

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.000	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	3.270,00	3.270,00	3.081,39
12.010	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	1.025,00	1.025,00	807,65
12.040	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	2.729,00	2.729,00	2.575,72
12.050	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	7.264,00 TE	4.893,15	4.893,15
12.060	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: locations	CORD	1.170,00	1.170,00	1.128,54
12.070	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des équipements informatiques	CORD	50,00	50,00	0,00
12.080	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	13.603,00	13.603,00	13.441,56
12.100	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	18.199,00	18.199,00	18.198,38
12.110	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	25,00	25,00	0,00
12.140	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	120,00	120,00	109,38
12.190	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	125,00	125,00	0,00
12.300	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: dépenses diverses	CORD	25,00	25,00	5,23
12.301	42.00	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: cotisations à l'Association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale (ALOSS)	CORD	122,00	122,00	121,55
42.000	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces (loi du 26.3.1974)	CNLI, CSDE	474.867,00 D TR	480.281,18	480.281,18
42.001	42.00	06.35	Participation de l'Etat aux frais de prestations: prise en charge des dépenses résultant de la computation ou de la couverture rétroactive des périodes de guerre (application des lois du 25.2.1967 et du 28.7.1969)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	250,00	250,00	0,00
			<i>Total de la section 18.7</i>		834.860,00	837.903,33	778.431,26

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 18.8 – Centre commun de la sécurité sociale</i>				
11.000	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: traitements des fonctionnaires et employés publics	CNLI, CSDE	2.117.423,00	2.117.423,00	1.996.817,09
11.010	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	308.040,00	308.040,00	305.829,54
11.020	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	2.128,00 TR	2.683,00	2.682,67
11.030	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	8.860,00 TR	8.935,00	8.934,41
11.100	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités d'habillement	CORD	597,00	597,00	544,61
11.130	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.149,00	1.149,00	996,74
12.000	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers	CORD	318,00	318,00	196,23
12.010	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de route et de séjour	CORD	3.292,00	3.292,00	2.287,61
12.020	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	532,00	532,00	307,50
12.030	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	71,00	71,00	68,20
12.040	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de bureau	CORD	12.592,00	12.592,00	10.981,98
12.050	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	418.928,00	418.928,00	417.317,73
12.060	12.12	06.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	148,00	148,00	129,50
12.080	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: bâtiments: exploitation et entretien	CORD	97.212,00	97.212,00	95.419,98
12.090	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	344.526,00	344.526,00	344.515,64
12.110	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	75.690,00 TR	85.671,00	85.670,92
12.125	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'experts et d'études	CORD	65.670,00 TE	53.316,00	25.242,03
12.140	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	458,00	458,00	457,33

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.190	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de formation du personnel	CORD	22.565,00 TR	24.308,00	24.307,13
12.250	42.00	06.10	Section „informatique“ – Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants	CNST, CPUBLIE	1.283.555,00	1.283.555,00	1.063.118,48
12.251	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: part dans les frais de bureau et de téléphone communs de l'Office des assurances sociales	CORD	2.005,00	2.005,00	1.859,03
12.300	33.00	06.10	Participation aux frais de l'association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale	CORD	898,00	898,00	897,17
42.000	42.00	06.12	Participation des pouvoirs publics dans le financement de l'assurance pension: cotisations	CNLI, CSDE	715.565.564,00 D	720.922.504,00	720.922.503,54
42.001	42.00	06.12	Participation de l'Etat dans le financement de l'assurance pension: cotisations dues au titre du „baby-year“	CNLI, CPUBLIE, CSDE	9.000.000,00	9.000.000,00	0,00
42.002	42.00	06.12	Participation de l'Etat dans le financement de l'assurance pension: cotisations dues au titre du congé parental	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.966.000,00 D	6.448.686,00	6.448.684,48
12.550	42.00	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	29.345,00	29.345,00	29.056,57
			<i>Total de la section 18.8</i>		734.327.566,00	741.167.192,00	731.788.826,11
			Total du département 17 et 18		1.344.886.026,00	1.381.413.435,07	1.363.823.520,10

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural				
			<i>Section 19.0 – Agriculture. – Dépenses générales</i>				
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	8.200,00 TR	11.550,00	10.725,00
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.300,00 TR	2.625,00	2.625,00
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	500,00	500,00	436,12
12.012	12.13	10.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	135.102,00 TR	139.002,00	134.153,02
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.500,00	2.500,00	2.203,25
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	45.000,00	45.000,00	41.370,00
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	98.800,00 TE	78.845,00	77.992,98
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	5.500,00	5.500,00	4.530,78
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études relatifs à l'évaluation des régimes d'aides communautaires aux investissements	CPUBLIE, CSDE	75.000,00 TR	94.955,00	94.954,86
12.140	12.16	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand d'exposition pour la promotion des marques nationales pour produits agricoles et viticoles	CORD	62.250,00 TE	61.079,00	48.076,42
12.141	12.16	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de participation de l'agriculture aux foires et expositions agricoles organisées au Grand-Duché et dans les pays membres de l'Union Européenne	CORD	100.000,00	100.000,00	36.744,00
12.142	12.16	10.10	Frais de conception, de confection, d'installation et de fonctionnement du stand luxembourgeois de promotion pour l'horticulture à l'exposition mondiale „Floriade 2002“ aux Pays-Bas	CPUBLIE, CSDE	34.100,00 TE	30.200,00	15.581,20
12.300	Divers	10.10	Participation de l'Etat aux frais administratifs de la caisse d'assurance des animaux de boucherie (arrêté grand-ducal du 19.3.1945 portant création d'une assurance obligatoire des animaux de boucherie)	CNLI, CPUBLIE	11.500,00 TR	12.671,00	12.670,56
12.301	Divers	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CORD	900,00	900,00	772,00
24.010	24.10	10.10	Location de logiciels informatiques dans le cadre du système de contrôle intégré – volet gestion animale	CNLI, CPUBLIE, CSDE	137.434,00	137.434,00	124.341,56
31.050	31.32	10.10	Intervention de l'Etat en faveur des services d'échange de machines et d'entraide	CORD	20.575,00	20.575,00	20.575,00
33.010	33.00	01.54	Subventions à des actions d'aides nationales aux pays en voie de développement entreprises par des organisations à caractère agricole	CNSM	14.706,00	14.706,00	14.706,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
34.050	34.38	04.50	Subventions à titre individuel dans l'intérêt d'études, de stages et de voyages d'études ou d'actions en faveur de l'équipement technique, scientifique et économique de l'agriculture et de la viticulture	CORD	18.220,00	18.220,00	18.219,55
34.060	34.41	04.34	Subsides à des parents d'élèves du lycée technique agricole en pension à l'internat St-Joseph à Ettelbruck	CORD	112.000,00 TE	108.325,00	99.426,38
34.100	34.59	10.10	Subventions pour actions de publicité en faveur d'une meilleure consommation des produits agricoles, notamment dans le secteur des fruits, des pommes de terre et du miel	CORD	12.395,00	12.395,00	12.395,00
34.101	34.59	10.10	Subventions à des entreprises agricoles, viticoles ou horticoles pour la mise en oeuvre de projets pilotes relatifs à des systèmes, méthodes et techniques de production en agriculture, viticulture ou horticulture	CORD	1.239,00	1.239,00	0,00
35.060	35.00	10.10	Contributions à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	110.706,00 D	122.706,00	119.219,15
			<i>Total de la section 19.0</i>		1.008.927,00	1.020.927,00	891.717,83
12.120	12.30	10.10	<i>Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales</i> Frais d'études pour la création et l'implantation de zones horticoles	CPUBLIE, CSDE	170.000,00 TE	152.820,00	30.676,80
12.122	12.30	13.90	Frais d'études sur les perspectives de développement des labels de qualité, notamment du secteur avicole	CORD	100.000,00	100.000,00	0,00
12.300	Divers	10.10	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	38.608,00 D	69.450,00	69.383,80
12.340	Divers	Divers	Frais d'organisation d'un système de collecte de déchets problématiques auprès des exploitations agricoles, viticoles et horticoles	CORD	90.000,00 TR	107.180,00	107.176,37
12.350	Divers	07.50	Prise en charge des frais en rapport avec l'élimination de matériel animalier à haut risque	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.000,00 D	372.000,00	242.947,99
31.051	31.32	10.10	Indemnité compensatoire annuelle aux exploitants agricoles en vertu de la directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées	CNLI, CPUBLIE, CSDE	15.570.000,00	15.570.000,00	15.569.983,37
31.052	31.32	10.10	Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	926.850,00	926.850,00	902.125,00
31.053	31.32	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de services de comptabilité et de conseils de gestion agricoles	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.736.000,00	1.736.000,00	1.616.355,26
31.055	31.32	10.10	Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union Européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.579,00 D	78.566,00	5.465,36

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
31.056	31.32	10.10	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.645.000,00 D	6.946.561,00	6.927.574,94
31.058	31.32	07.32	Prise en charge par l'Etat du déficit d'exploitation concernant le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs par la société d'exploitation du clos d'équarrissage du Schwamenthal	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00 D	871.750,00	871.747,80
31.059	31.32	07.50	Prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.135.000,00	5.135.000,00	4.973.193,54
31.060	31.32	Divers	Participation de l'Etat à l'octroi d'une aide pour la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves de certains établissements scolaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	16.000,00	16.000,00	9.829,75
31.061	31.32	10.30	Participation aux frais de fonctionnement d'un système de certification de la gestion durable des forêts	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
33.010	33.00	07.50	Subventions en faveur d'organisations se consacrant à la protection de l'environnement et agréées par le ministère de l'agriculture pour des actions de vulgarisation en relation avec une agriculture respectant les impératifs de la protection de l'espace naturel	CNSM	37.184,00	37.184,00	37.184,00
34.100	34.59	10.10	Mesures de reconversion économique et sociale dans l'agriculture: indemnités (loi du 7.3.1985)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.800,00	4.800,00	4.765,57
34.102	34.59	10.10	Mesures spéciales prises en vertu du règlement du conseil de l'Union Européenne et concernant les retraits de terres arables ainsi que l'extensification et la reconversion de la production	CNLI, CPUBLIE, CSDE	14.000,00	14.000,00	13.770,85
34.103	34.59	10.10	Subventions en faveur de la recherche et de l'étude de méthodes de production, de transformation, de conditionnement et de commercialisation de produits agricoles et notamment de produits de qualité	CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	49.809,33
34.104	34.59	10.10	Subventions à des organisations professionnelles ou privées pour la réalisation d'actions de publicité, de promotion et de commercialisation de produits de qualité et la participation à des foires et expositions	CPUBLIE, CSDE	136.500,00	136.500,00	80.681,66
34.105	34.59	10.10	Mesures d'aides à la préretraite en agriculture	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	0,00
34.106	34.59	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'établissement d'un programme sur les produits du terroir par la Chambre d'agriculture	CORD	43.233,00	43.233,00	40.696,76
42.000	42.00	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de maladie agricole par les assurés obligatoires de cette caisse (article 39 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural)	CNLI	2.034.000,00	2.034.000,00	1.478.304,62

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
42.001	42.00	10.10	Intervention dans le paiement des cotisations dues à la caisse de pension agricole par les assurés obligatoires de cette caisse (article 40 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.520.000,00 D	4.194.558,00	4.194.557,15
42.002	42.00	10.10	Majoration des rentes-accidents agricoles servies aux grands blessés et revalorisation des rentes-accidents agricoles (article 41 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural)	CNLI, CPUBLIE	2.907.000,00 D	3.297.571,00	3.297.570,44
35.501	35.10	10.10	Remboursement à l'Union Européenne de dépenses non recon nues dans le cadre du F.E.O.G.A. - garantie	CORD	398.105,00	398.105,00	398.104,50
				<i>Total de la section 19.1</i>	35.399.859,00	42.417.128,00	40.921.904,86
			<i>Section 19.2 - Administration des services techniques de l'agriculture</i>				
11.000	Divers	10.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	6.808.187,00	6.808.187,00	6.464.039,32
11.010	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.164.214,00 D	1.241.835,59	1.241.835,59
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	5.653,00 D	129.905,75	129.905,75
11.030	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	546.007,00 D	558.130,90	558.130,90
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	207.473,00 D	527.721,00	527.720,90
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	CORD	22.069,00	22.069,00	21.597,67
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	7.000,00	7.000,00	6.469,53
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	41.000,00	41.000,00	35.198,84
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	41.000,00	41.000,00	38.093,02
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	156.000,00 TR	166.000,00	163.550,48
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	3.000,00	3.000,00	2.661,07
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	71.000,00 TR	76.510,00	74.657,29
12.041	12.12	10.10	Dépenses relatives à l'achat d'étiquettes et de plombs de contrôle dans le cadre de la certification officielle des semences et plants et du contrôle phytosanitaire				
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	37.500,00	37.500,00	30.019,64
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CPUBLIE, CSDE	69.333,00	69.333,00	62.567,54
12.070	12.12	10.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	5.140,00	5.140,00	4.472,79
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	49.600,00 TR	51.060,00	50.916,46
12.100	12.11	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	90.290,00	90.290,00	74.929,92
				CNLI, CPUBLIE	109.452,00	109.452,00	102.124,51

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfp ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études dans le domaine de l'analyse de produits agricoles	CPUBLIE, CSDE	49.472,00	49.472,00	39.235,15
12.122	12.30	10.10	Frais d'analyses de l'ADN dans le cadre du contrôle de l'éti-quetage de la viande bovine	CORD	6.000,00	6.000,00	1.584,14
12.125	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CPUBLIE, CSDE	35.000,00	35.000,00	34.645,36
12.130	12.16	10.10	Frais de publication d'une carte pédologique	CORD	750,00	750,00	0,00
12.140	12.16	10.10	Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions et manifestations	CORD	20.000,00	20.000,00	6.695,55
12.160	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	91.733,00 TR	105.433,00	104.129,16
12.161	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel du laboratoire du lait cru	CORD	62.000,00	62.000,00	53.980,12
12.170	12.30	10.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	35.000,00 TE	30.540,00	26.805,11
12.190	12.30	10.10	Formation du personnel	CORD	2.000,00	2.000,00	202,00
12.300	Divers	10.10	Aménagement et entretien des hangars, chantiers et places de dépôt en campagne, équipement et matériel de chantier	CORD	10.000,00 TE	8.000,00	6.801,39
12.301	Divers	10.10	Entretien des champs d'essais, achat de plantes mellifères, d'arbres et d'arbustes, dépenses diverses	CORD	38.000,00	38.000,00	31.271,30
12.310	Divers	10.10	Frais d'organisation de contrôles, d'admissions, de concours, d'expertises et d'essais, frais de commercialisation, réunions du comité d'experts de l'Union Européenne	CORD	11.332,00	11.332,00	2.301,69
12.320	Divers	10.10	Allocation de primes de concours, de conservation et de station, attribution de médailles et de récompenses dans l'intérêt de l'amélioration des espèces bovine, porcine et chevaline	CORD	23.302,00	23.302,00	23.302,00
12.330	Divers	10.10	Contribution de l'Etat aux dépenses de l'organisme chargé de l'exécution du contrôle technique des plants de pommes de terre ainsi que des semences de céréales et de plants fourragères de production luxembourgeoise	CNLI, CPUBLIE, CSDE	169.443,00 D	179.743,00	179.710,31
31.050	31.32	10.10	Participation de l'Etat aux dépenses de la fédération des herd-books dans l'intérêt des races bovine et porcine	CPUBLIE, CSDE	844.207,00	844.207,00	837.458,27
32.010	32.00	10.10	Participation de l'Etat à des programmes d'études de méthodes de production	CPUBLIE, CSDE	678.845,00	678.845,00	514.702,28
33.010	33.00	10.10	Subventions à l'union des sociétés avicoles du Grand-Duché de Luxembourg, au flockbook du texel luxembourgeois, à l'association des éleveurs de chèvres et de moutons laitiers et à l'association des bergers	CNSM	16.113,00	16.113,00	16.113,00
33.011	33.00	10.10	Amélioration des races chevalines: subventions aux studbooks	CNSM	18.592,00	18.592,00	18.592,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.012	33.00	10.10	Apiculture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisation et de l'information	CNSM	52.580,00	52.580,00	43.400,13
33.013	33.00	10.10	Horticulture: subventions dans l'intérêt de la vulgarisation et de l'information	CNSM	20.290,00	20.290,00	20.289,47
33.014	33.00	07.50	Subventions aux sociétés de protection des animaux et des oiseaux	CNSM	17.849,00	17.849,00	17.849,00
33.015	33.00	10.10	Subventions à la fédération colombophile luxembourgeoise et aux associations cynologiques	CNSM	4.958,00	4.958,00	4.958,00
33.016	33.00	08.30	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer	CNSM, CPUBLIE, CSDE	31.191,00	31.191,00	27.304,48
33.017	33.00	08.30	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de la fédération horticole luxembourgeoise	CNLI, CNSM, CPUBLIE, CSDE	19.832,00	19.832,00	11.853,74
33.018	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du miel	CNSM	10.734,00	10.734,00	10.734,00
33.019	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des eaux-de-vie naturelles	CNSM	7.933,00	7.933,00	7.933,00
33.020	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale de la viande de porc	CNSM	1.375,00	1.375,00	1.375,00
33.021	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale des salaisons fumées	CNSM	1.375,00	1.375,00	1.375,00
33.023	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'association pour la promotion de la marque nationale de la viande de porc	CNSM, CPUBLIE, CSDE	39.396,00	39.396,00	39.396,00
33.024	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais de fonctionnement d'associations s'adonnant à l'agriculture biologique	CNSM	8.180,00	8.180,00	8.180,00
33.025	33.00	10.10	Contribution de l'Etat aux frais du système de contrôle du mode de production biologique de produits agricoles	CNSM	33.720,00 TR	38.460,00	38.459,93
34.100	34.59	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle	CNLI, CPUBLIE	41.756,00 TR	50.186,00	50.181,70
43.001	43.22	10.10	Voirie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement, réfection de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus: participation de l'Etat au coût des travaux	CPUBLIE, CSDE	650.000,00 TE	612.620,00	423.631,18
12.640	12.16	13.90	Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions	CORD	2.471,00	2.471,00	0,00
			<i>Total de la section 19.2</i>		12.489.347,00	13.033.893,24	12.193.340,68
11.000	Divers	10.20	<i>Section 19.3 – Remembrement des biens ruraux</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	118.021,00	118.021,00	117.832,42

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
43.000	43.22	10.20	Travaux d'entretien et de réparation des chemins d'exploitation, voies d'eau et autres ouvrages d'art non privés, créés ou maintenus lors du remembrement ainsi que des éléments de verdure bordant les chemins à assurer par les communes, en exécution de l'article 43 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 25 octobre 1996 (participation de l'Etat)	CNLI, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	10.279,58
93.000	93.00	10.20	Alimentation ordinaire du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir les frais de fonctionnement de l'office national de remembrement (article 41, alinéa 1er, de la loi modifiée du 25.5.1964)	CNLI, CPUBLIE	2.319.600,00	2.319.600,00	2.319.600,00
				<i>Total de la section 19.3</i>	2.537.621,00	2.537.621,00	2.447.712,00
			<i>Section 19.4 – Service d'économie rurale</i>				
11.000	Divers	10.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	2.563.149,00	2.563.149,00	2.383.276,10
11.010	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	132.990,00	132.990,00	113.044,64
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	3.141,00 D	129.213,32	129.213,32
11.030	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	94.952,00	94.952,00	92.649,50
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	CORD	645,00	645,00	644,52
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	19.949,00	19.949,00	13.699,08
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	25.955,00	25.955,00	23.742,53
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	1.860,00	1.860,00	856,02
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	27.000,00	27.000,00	22.455,73
12.090	12.21	10.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE	92.510,00	92.510,00	92.502,56
12.190	12.30	10.10	Formation du personnel	CORD	620,00	620,00	0,00
12.300	Divers	10.10	Frais d'impression et d'envoi de formulaires de décisions et de documentation destinés aux agriculteurs	CNLI, CPUBLIE	53.200,00 D	94.400,00	78.090,80
12.310	Divers	10.10	Réunions périodiques et voyages et autres activités d'information pour le perfectionnement des chefs d'exploitation dont la comptabilité est tenue par le service d'économie rurale, pour la promotion de la coopération et de l'entraide entre agriculteurs et pour des actions visant à introduire des méthodes de production plus soucieuses de l'environnement: frais d'organisation, frais de documentation, dépenses diverses	CORD	1.500,00	1.500,00	1.479,49

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.320	Divers	10.10	Frais d'entretien, d'adaptation et d'expert en relation avec les programmes de comptabilité agricole	CORD	500,00	500,00	0,00
12.330	Divers	10.10	Frais d'abonnement à des banques de données internationales	CORD	150,00	150,00	0,00
24.010	24.10	10.10	Location de logiciels informatiques	CNLI, CPUBLIE	25.585,00	25.585,00	25.547,42
			<i>Total de la section 19.4</i>		3.043.806,00	3.211.078,32	2.977.201,71
			<i>Section 19.5 – Administration des services vétérinaires</i>				
11.000	Divers	10.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.803.109,00 D	1.846.682,23	1.846.682,23
11.010	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	119.408,00 D	143.287,71	143.287,71
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	219.273,86	219.273,86
11.030	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	139.321,00	139.321,00	124.028,69
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CORD	669,00	669,00	650,72
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	25.200,00	25.200,00	24.996,49
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	496,00	496,00	0,00
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	47.960,00 TR	49.260,00	49.183,26
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.669,00 TR	3.669,00	2.331,47
12.030	12.16	10.10	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	2.000,00 TR	2.020,00	2.009,75
12.031	12.16	10.10	Inspecteurs des viandes: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	4.694,00	4.694,00	4.188,68
12.032	12.16	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.569,00	1.569,00	1.255,34
12.040	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: frais de bureau	CORD	8.404,00 TR	9.804,00	8.694,51
12.041	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: frais de bureau	CORD	4.100,00 TR	6.100,00	5.303,14
12.042	12.12	10.10	Inspecteurs des viandes: frais de bureau	CORD	992,00	992,00	961,67
12.050	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	5.731,00	5.731,00	5.617,04
12.051	12.12	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.501,00 D	27.501,00	25.962,13
12.052	12.12	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	2.231,00	2.231,00	980,35
12.053	12.12	10.10	Inspecteurs des viandes: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	12.715,00 TE	8.015,00	1.973,62
12.060	12.12	10.10	Inspecteurs des viandes: location et entretien des installations de télécommunications	CORD	744,00	744,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.070	12.12	10.10	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	100,00	100,00	0,00
12.080	12.11	10.10	Inspection vétérinaire – Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	21.050,00	21.050,00	19.378,95
12.081	12.11	10.10	Laboratoire de médecine vétérinaire – Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	6.000,00 TE	5.980,00	5.933,64
12.120	12.30	10.10	Frais d'analyses à effectuer dans des laboratoires à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	120.000,00 D	343.000,00	302.163,05
12.121	12.30	10.10	Frais d'analyses à effectuer en vue du dépistage de l'E.S.B. chez les animaux domestiques	CNLI, CPUBLIE	640.000,00 D	693.000,00	684.924,40
12.150	12.30	10.10	Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt de la police sanitaire du bétail	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.730,00 D	491.480,00	487.460,35
12.160	12.30	10.10	Achat de vaccins, de sérums, de désinfectants, de réactifs de laboratoire, de matériel d'identification des bovins et des porcins et de matériel de lutte contre les épizooties	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.253.981,00	1.253.981,00	1.128.721,61
12.161	12.30	10.10	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	25.000,00 TR	26.000,00	25.979,46
12.162	12.30	10.10	Inspecteurs des viandes: achat de kits de réactifs et de kits de tests	CORD	5.949,00 TE	2.949,00	2.305,40
12.163	12.30	10.10	Inspecteurs des viandes: acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	1.384,00 TR	4.384,00	2.383,76
12.164	12.30	10.10	Vétérinaires-inspecteurs: acquisition et entretien de matériel vétérinaire	CORD	2.516,00	2.516,00	1.552,50
12.190	12.30	10.10	Cours de formation continue, conférences	CORD	7.000,00 TE	5.000,00	4.338,49
12.300	Divers	10.10	Enlèvement de déchets toxiques de laboratoire	CORD	1.600,00 TE	600,00	543,12
33.010	33.00	10.10	Subvention à la fédération des unions d'apiculteurs dans l'intérêt de la lutte contre les maladies des abeilles	CNSM	8.676,00	8.676,00	8.676,00
11.630	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.281,00	2.281,00	2.280,63
12.510	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	11.238,00	11.238,00	11.209,29
12.540	12.12	10.10	Inspection vétérinaire: frais de bureau	CORD	1.196,00	1.196,00	1.195,29
12.580	12.11	10.10	Inspection vétérinaire – Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	2.163,00	2.163,00	2.161,71
			<i>Total de la section 19.5</i>		4.504.577,00	5.372.953,80	5.158.588,31
			<i>Section 19.6 – Viticulture</i>				
11.000	Divers	10.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	539.686,00	539.686,00	523.798,91
11.010	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	110.873,00 D	117.170,82	117.170,82
11.020	Divers	10.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	4.082,00 D	30.884,49	30.884,49
11.030	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	448.824,00	448.824,00	400.771,55
11.040	Divers	10.10	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	6.498,78	6.498,78

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.100	11.40	10.10	Indemnités d'habillement	CORD	2.417,00 TR	2.504,00	2.503,72
11.130	11.12	10.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	124,00	124,00	0,00
12.000	12.15	10.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.994,00	3.994,00	3.405,16
12.010	12.13	10.10	Frais de route et de séjour	CORD	6.000,00	6.000,00	3.413,89
12.020	12.14	10.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	10.200,00	10.200,00	4.837,78
12.040	12.12	10.10	Frais de bureau	CORD	12.555,00	12.555,00	12.329,24
12.050	12.12	10.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CPUBLIE, CSDE	9.400,00	9.400,00	5.512,85
12.060	12.12	10.10	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.265,00 TR	2.365,00	2.280,71
12.080	12.11	10.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	51.475,00	51.475,00	47.336,54
12.120	12.30	10.10	Frais d'experts et d'études	CPUBLIE, CSDE	135.100,00 TE	134.913,00	86.848,24
12.160	12.30	Divers	Acquisition et entretien de matériel de laboratoire	CORD	70.953,00	70.953,00	65.895,82
12.190	12.30	Divers	Cours d'enseignement viticole: indemnités, voyages d'études, vulgarisation de connaissances viti-vinicoles, dépenses diverses	CORD	2.000,00	2.000,00	625,52
12.300	Divers	10.11	Exploitation de l'institut viti-vinicole	CORD	56.197,00	56.197,00	48.629,65
12.301	Divers	Divers	Achat de porte-greffes et de greffons sélectionnés	CNLI, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	1.262,70
33.010	33.00	10.10	Subventions à l'organisation professionnelle des vignerons indépendants	CNSM	2.231,00	2.231,00	2.231,00
33.011	33.00	10.10	Contribution de l'Etat à l'alimentation du fonds de solidarité viticole (loi du 23.4.1965)	CNSM	448.737,00 TR	455.275,00	455.274,24
33.012	33.00	10.10	Participation de l'Etat aux frais d'administration et de fonctionnement de la marque nationale du vin	CNSM, CPUBLIE, CSDE	115.036,00	115.036,00	96.949,02
33.013	33.00	10.10	Subvention en faveur de la propagande des vins et de la participation de la viticulture luxembourgeoise aux expositions et foires	CNSM	66.931,00 TE	60.393,00	60.392,84
33.014	33.00	10.10	Participation de la viticulture à un projet de coopération transfrontalière en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel et humain	CNSM	21.274,00	21.274,00	0,00
34.050	34.38	10.10	Subsides pour études viti-vinicoles et arboricoles ainsi que pour la fréquentation d'écoles spécialisées à l'étranger	CORD	4.264,00	4.264,00	2.826,47
34.100	34.59	10.10	Contribution de l'Etat aux primes dues en vertu de contrats conclus pour l'assurance-grêle et l'assurance-gel	CNLI, CPUBLIE	347.916,00 D	484.646,00	484.637,40
34.101	34.59	10.20	Améliorations viticoles dans le cadre du remembrement viticole: compensation partielle des pertes de revenu causées par la reconstitution des vignobles	CORD	150.000,00	150.000,00	138.852,71

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
43.000	43.22	10.10	Chemins d'exploitation communaux et rigoles dans les vignes; entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement par rigoles, réfection de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement et consolidation des talus (participation de l'Etat au coût des travaux)	CPUBLIE, CSDE	35.000,00	35.000,00	0,00
			<i>Total de la section 19.6</i>		2.659.634,00	2.835.863,09	2.605.170,05
			<i>Section 19.7 – Sylviculture</i>				
11.060	Divers	10.30	Rémunération de la main-d'oeuvre occupée dans les forêts domaniales; coupes, entretien et pépinières	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.127.500,00	4.127.500,00	4.116.500,00
12.000	12.15	10.30	Indemnités pour services de tiers	CORD	21.070,00 TE	0,00	0,00
12.120	12.30	10.30	Etudes sur le milieu forestier; frais d'études et d'analyses, indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	CORD	759.500,00 TE	732.300,00	619.173,12
12.125	12.30	10.30	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	51.000,00 TR	87.860,00	85.568,00
12.130	12.16	10.30	Frais de publication	CORD	80.000,00	80.000,00	75.433,64
12.200	12.30	10.30	Dépenses résultant de l'affiliation de l'Etat à l'association d'assurance mutuelle contre les risques d'incendie	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
12.300	Divers	10.30	Frais d'exploitation des coupes, frais d'entretien et de culture, y compris l'entretien des chemins de vidange: débardage par des tiers, achat de plants forestiers, vêtements et équipements de travail, établissement et entretien des pépinières forestières, dépenses diverses				
12.301	Divers	Divers	Exécution de la loi sur la protection des bois et de la loi concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles: reboisement de terrains et exploitation de forêts appartenant à des propriétaires n'ayant pas satisfait aux conditions légales	CPUBLIE, CSDE	1.045.000,00 TE TR	1.056.410,00	1.032.531,09
33.010	33.00	10.30	Participation de l'Etat en faveur de la conservation et de l'amélioration des forêts du pays par des associations de sylviculteurs	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
34.020	34.35	10.30	Octroi d'un salaire de compensation aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû aux intempéries hivernales	CNSM	45.667,00	45.667,00	45.667,00
				CNLI, CPUBLIE	2.500,00 D	40.300,00	40.227,30
			<i>Total de la section 19.7</i>		6.132.437,00	6.170.237,00	6.015.100,15
			<i>Section 19.8 – Développement rural</i>				
12.140	12.16	07.20	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	11.200,00	11.200,00	2.273,68
12.180	12.30	07.20	Acquisition et entretien de matériel didactique	CORD	750,00	750,00	740,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.190	12.30	07.20	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	13.500,00	13.500,00	13.468,14
33.011	33.00	07.20	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans le domaine du développement rural et du renouveau local	CNSM	12.400,00 TR	32.400,00	31.700,00
33.012	33.00	10.00	Participation de l'Etat dans le financement des „Groupes LEADER – Grand-Duché de Luxembourg“ dans le cadre de l'initiative communautaire LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale)	CNSM, CPUBLIE, CSDE	350.000,00 TE	200.000,00	146.789,01
43.000	43.22	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes en milieu rural pour l'élaboration de plans de développement communaux et régionaux rural ou de renouveau local	CORD	170.000,00 TR	300.000,00	299.504,73
				<i>Total de la section 19.8</i>	557.850,00	557.850,00	494.475,56
				Total du département 19	68.334.058,00	77.157.551,45	73.705.211,15

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			20 – Ministère de l'Economie				
			<i>Section 20.0 – Economie</i>				
11.000	Divers	11.10	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	295.529,00	295.529,00	92.131,85
11.020	Divers	11.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	1.250,00	1.250,00	1.057,98
11.100	11.40	11.10	Indemnités d'habillement	CORD	2.013,00	2.013,00	1.983,16
11.130	11.12	11.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	7.500,00	7.500,00	5.279,35
12.000	12.15	11.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	2.300,00	2.300,00	718,62
12.010	12.13	11.10	Frais de route et de séjour	CORD	2.235,00	2.235,00	2.229,00
12.012	12.13	11.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	231.000,00	231.000,00	221.056,62
12.020	12.14	11.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	9.000,00	9.000,00	7.989,29
12.040	12.12	11.10	Frais de bureau	CORD	14.000,00	14.000,00	13.529,60
12.070	12.12	11.10	Entretien des équipements informatiques	CORD	5.075,00	5.075,00	5.038,12
12.080	12.11	11.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	48.566,00 TE	45.666,00	37.614,37
12.120	12.30	11.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00 D	79.000,00	54.111,09
12.140	12.16	11.10	Promotion de l'expansion économique et commerciale: organisation de participations, d'actions de promotion et de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés, organisation de parrelles manifestations, acquisition et édition de matériel d'exposition, acquisition et édition de matériel de promotion, organisation de campagnes et d'actions de publicité, participation à des congrès, participation à des dépenses spécifiques de la Chambre de Commerce en rapport avec sa coopération dans le cadre de l'organisation de participations luxembourgeoises collectives à des foires et à des salons spécialisés à l'étranger	CPUBLIE, CSDE	622.000,00	622.000,00	618.910,88
12.141	12.16	11.10	Organisation de journées du consommateur	CORD	77.000,00	77.000,00	76.534,72
12.144	12.16	11.10	Frais de publication	CORD	10.000,00	10.000,00	962,77
12.145	12.16	09.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	10.000,00	10.000,00	9.950,00
12.190	12.30	11.10	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel administratif: frais d'organisation et de participation	CORD	14.000,00 TR	16.900,00	16.853,93
12.191	12.30	09.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation	CORD	12.000,00	12.000,00	11.686,27
12.300	Divers	11.10	Direction de la propriété industrielle et des droits intellectuels: frais de diffusion de la documentation et frais de fonctionnement de la direction de la propriété industrielle et des droits intellectuels	CORD	15.000,00	15.000,00	12.538,35
12.301	Divers	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: frais d'audits de reconnaissance mutuelle	CORD	6.200,00	6.200,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.302	Divers	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: surveillance des prestataires émettant des certificats qualifiés	CNLI, CPUBLIE	12.500,00	12.500,00	0,00
12.303	Divers	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.522.000,00	1.522.000,00	757.487,97
12.310	Divers	11.30	Mesures et interventions générales ou particulières, directes ou indirectes, dans l'intérêt de la promotion des investissements dans l'économie et du développement de celle-ci: frais du comité de développement économique et d'autres organismes de prospection, expertises et études, autres dépenses directes, participation à des dépenses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	790.000,00	790.000,00	701.384,10
12.320	Divers	09.10	Mesures éventuelles en vue d'assurer l'approvisionnement du pays en produits pétroliers et en d'autres produits de première nécessité: indemnités pour services de tiers, frais de route et de séjour, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
14.010	14.10	07.50	Entretien des aires de service, des zones de verdure, des bassins de retenue et des ouvrages hydrauliques annexes situés dans le périmètre des zones industrielles à caractère national	CORD	37.200,00	37.200,00	11.015,30
31.050	31.32	11.10	Mesures et interventions en vue de maintenir et de stimuler l'activité industrielle, de sauvegarder l'emploi, de favoriser l'adaptation et le développement d'entreprises de production de biens et de services, de faciliter leur établissement ou leur extension: dépenses et frais connexes, participation à des dépenses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	200.000,00	200.000,00	0,00
31.051	31.32	11.10	Intervention de l'Etat dans les frais engagés à l'étranger par des entreprises ou par des organismes luxembourgeois ayant des activités de promotion commerciale à l'occasion de participations à des foires ou à d'autres manifestations commerciales, l'organisation de missions de prospection à des foires et à des salons spécialisés, participations à des séminaires, à des congrès et à des présentations technologiques, l'organisation de telles actions de promotion à l'étranger	CORD	320.000,00	320.000,00	319.997,00
31.052	31.32	11.30	Mesures et initiatives destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée, de protection de l'environnement et d'utilisation rationnelle de l'énergie, d'assurance-qualité et de certification, d'étalonnage de performances (benchmarking) notamment dans les PME: mesures de sensibilisation, projets d'étalonnage, contributions à des études, expertises-audits technologiques et écologiques	CNLI, CPUBLIE	100.000,00	100.000,00	29.542,80
31.053	31.32	11.30	Interventions en faveur de restructurations profondes ou de reconversions d'entreprises industrielles	CNLI, CPUBLIE, CSDE	20.000,00	20.000,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
31.054	31.32	11.10	Participation de l'Etat dans les actions d'information, de publicité, de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application du règlement (C.E.) No 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999, et de ses règlements d'application	CORD	333.000,00	333.000,00	68.715,83
31.057	31.32	11.10	Dotations en faveur du Groupement d'Intérêt Economique G.I.E. „Luxembourg-EXPO 2000“ pour la participation du Grand-Duché de Luxembourg à l'Exposition Universelle EXPO 2000 à Hanovre du 1er juin au 31 octobre 2000	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
31.058	31.32	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: frais de participation à des programmes d'intercomparaison entre laboratoires ou d'essais d'aptitude	CORD	2.500,00	2.500,00	0,00
31.059	31.32	11.10	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: cotisation et contribution au Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité	CORD	3.000,00	3.000,00	3.000,00
32.010	32.00	11.30	Participation aux dépenses de fonctionnement de l'office luxembourgeois pour l'accroissement de la productivité, frais dans l'intérêt du relèvement de la productivité industrielle et de l'amélioration de l'équipement technique et commercial de la petite et moyenne industrie	CORD	260.000,00	260.000,00	260.000,00
32.011	32.00	11.30	Mesures et interventions destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois et internationaux de recherche-développement et de transfert technologiques, études, expertises et dépenses directes dans le même but	CNST, CPUBLIE, CSDE	230.000,00	230.000,00	155.819,33
32.013	32.00	11.10	Mesures et interventions destinées à favoriser la diffusion de l'information technique contenue dans les bases de données brevets: participation aux frais de fonctionnement d'un Centre de Veille Technologique (CVT) et dépenses directes dans le même but	CORD	54.550,00	54.550,00	54.550,00
32.014	32.00	11.10	Contributions financières aux centres de recherche publics dans l'intérêt de la réalisation de projets conventionnés au titre II de la loi du 9 mars 1987 en vue de missions déterminées ayant fait l'objet d'une convention	CORD	50.000,00	50.000,00	20.000,00
32.016	32.00	11.10	Promotion de l'esprit d'entreprise et développement de l'intérêt pour les technologies nouvelles: actions d'éveil et de sensibilisation, organisation de conférences, séminaires et de concours: participations à des dépenses directes et indirectes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	175.000,00	175.000,00	114.817,84

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
32.017	32.00	11.10	Promotion du développement technologique et de l'innovation, notamment par l'étude des concepts de pépinière d'entreprises, de centres d'accueil d'entreprises innovantes, de technopôles, de pôles de compétences technologiques (clusters): dépenses et frais connexes	CPUBLIE, CSDE	160.000,00	160.000,00	152.935,00
32.018	32.00	11.10	Participation aux frais de fonctionnement d'un Centre de Veille Normative	CORD	27.000,00	27.000,00	27.000,00
32.019	32.00	09.00	Mesures destinées à promouvoir l'exécution d'audits énergétiques dans les entreprises et les bâtiments du secteur résidentiel et tertiaire, participations dans les frais d'études	CPUBLIE, CSDE	190.000,00	190.000,00	17.217,51
33.000	33.00	11.40	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs	CORD	700.000,00	700.000,00	700.000,00
33.001	33.00	11.40	Participation à Euro-Guichet-consommateur	CORD	115.900,00	115.900,00	115.900,00
33.010	33.00	11.10	Participation de l'Etat dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales cofinancées par le FEDER dans le cadre des programmes communautaires	CNLI, CNSM CPUBLIE, CSDE	51.000,00	51.000,00	0,00
33.012	33.00	11.10	Participation de l'Etat à raison de maximum 50% dans le financement de programmes communautaires et/ou d'autres institutions européennes ou internationales dans le cadre de la propriété intellectuelle	CNLI, CNSM CPUBLIE, CSDE	25.000,00	25.000,00	23.113,00
34.040	34.42	09.00	Domages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée, subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
35.060	35.00	11.10	Cotisations et contributions à des organisations et institutions internationales	CNLI, CPUBLIE, CSDE	361.000,00	361.000,00	285.987,36
31.554	31.32	11.10	Participation de l'Etat dans les actions d'information, de publicité, de préparation, d'appréciation, de suivi et d'évaluation des programmes opérationnels dans le cadre de l'application du règlement (C.E.) No 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999, et ses règlements d'application	CORD	51.000,00	51.000,00	0,00
			<i>Total de la section 20.0</i>		7.225.618,00	7.254.618,00	5.008.659,01
			<i>Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)</i>				
11.000	Divers	01.32	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	3.463.968,00	3.463.968,00	3.398.184,99
11.010	Divers	01.32	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	2.547.695,00 D	2.562.911,75	2.562.911,75
11.020	Divers	01.32	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	625.920,82	625.920,82

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.030	Divers	01.32	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.130	11.12	01.32	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	1.500,00	1.500,00	840,47
12.000	12.15	01.32	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.500,00	1.500,00	1.003,59
12.010	12.13	01.32	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	15.050,00	15.050,00	3.774,02
12.020	12.14	01.32	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	1.800,00 TR	3.450,00	3.075,45
12.040	12.12	01.32	Frais de bureau	CORD	65.000,00 TR	88.000,00	76.643,99
12.050	12.12	01.32	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNST, CPUBLIE	133.700,00	133.700,00	104.530,37
12.070	12.12	01.32	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	103.291,00	103.291,00	89.396,89
12.080	12.11	01.32	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	147.960,00	147.960,00	144.051,70
12.090	12.21	01.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés au secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	948.444,00 D	977.149,00	976.550,75
12.100	12.11	01.32	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	92.263,00 TR	92.264,00	92.263,44
12.120	12.30	01.32	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE	256.650,00 D	287.650,00	271.158,82
12.130	12.16	01.32	Frais de publication	CNLI, CPUBLIE	120.000,00	120.000,00	110.905,70
12.190	12.30	01.32	Frais de formation	CORD	16.510,00	16.510,00	13.667,04
12.220	12.30	01.32	Programme de recherche concernant des sujets macroéconomiques relatifs aux missions du STATEC en matière d'analyse économique	CORD	93.000,00	93.000,00	83.721,00
12.300	Divers	01.32	Enquêtes pour le compte de l'office statistique des communautés européennes: imprimés, indemnités aux enquêteurs et dépenses diverses	CNST, CPUBLIE	187.515,00	187.515,00	175.716,26
12.301	Divers	01.32	Travaux périodiques extraordinaires: indemnités pour services de tiers, frais d'impression	CORD	39.900,00	39.900,00	36.619,04
12.302	Divers	01.32	Système INTRASTAT: frais d'impression de la documentation, gravage de CD-Rom et développement du support informatique	CORD	22.500,00	22.500,00	17.110,38
12.310	Divers	01.32	Recensement général de la population: indemnités des agents recenseurs, frais de publication	CPUBLIE, CSDE	158.000,00 TE	130.349,00	0,00
12.320	Divers	01.32	Enquête sur les budgets familiaux	CORD	56.000,00	56.000,00	0,00
24.010	24.10	01.32	Location de logiciels informatiques auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	116.668,00	116.668,00	101.792,73
35.060	35.00	01.32	Contributions des institutions internationales	CORD	1.700,00	1.700,00	804,00
12.570	12.12	01.32	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	28.280,00 TR	31.280,00	29.920,97
			<i>Total de la section 20.1</i>		8.619.094,00	9.319.836,57	8.920.564,17

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 20.2 – Service de l’Energie de l’Etat</i>				
11.000	Divers	12.12	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	646.816,00 D	710.079,93	710.079,93
11.010	Divers	12.12	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	40.636,00 D	44.264,71	44.264,71
11.020	Divers	12.12	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	5.366,27	5.366,27
12.010	12.13	12.12	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	100,00	100,00	13,62
12.012	12.13	12.12	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	17.700,00 TR	19.700,00	18.367,82
12.020	12.14	12.12	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	5.200,00	5.200,00	3.939,79
12.040	12.12	12.12	Frais de bureau	CORD	11.500,00 TE	9.500,00	7.929,90
12.050	12.12	12.12	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	12.000,00	12.000,00	8.852,18
12.080	12.11	12.12	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	17.295,00	17.295,00	16.192,16
12.125	12.30	12.12	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CPUBLIE	45.000,00	45.000,00	0,00
12.130	12.16	12.12	Frais d'achat, de gestion, de reproduction et de publication de normes dans les domaines électrotechnique, non électrique et des télécommunications	CNLI, CPUBLIE	5.000,00	5.000,00	1.179,18
12.190	12.30	12.12	Conférences et cours de recyclage dans l'intérêt de la formation du personnel	CORD	1.000,00	1.000,00	200,00
12.301	Divers	12.12	Surveillance du marché des équipements électrotechniques et des télécommunications	CNLI, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	18.136,36
35.060	35.00	12.12	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	160.000,00	160.000,00	143.057,94
			<i>Total de la section 20.2</i>		987.347,00	1.059.505,91	977.579,86
			<i>Section 20.3 – Centrales hydroélectriques</i>				
11.000	Divers	09.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.005.393,00	1.005.393,00	689.058,63
11.030	Divers	09.20	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	14.571,00 D	14.731,18	14.731,18
11.100	11.40	09.20	Indemnités d'habillement	CORD	2.500,00	2.500,00	1.750,75
12.010	12.13	09.20	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.000,00	2.000,00	1.361,79
12.020	12.14	09.20	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	9.400,00	9.400,00	8.001,06
12.300	Divers	09.20	Frais d'exploitation des centrales hydroélectriques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00 D	259.280,00	259.170,24
12.310	Divers	09.20	Impôts dus sur l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettebruck et de Rosport	CNLI, CPUBLIE, CSDE	80.000,00	80.000,00	25.619,59
			<i>Total de la section 20.3</i>		1.213.864,00	1.373.304,18	999.693,24
			<i>Total du département 20</i>		18.045.923,00	19.007.264,66	15.906.496,28

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			21 – Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement				
			<i>Section 21.0 – Classes moyennes</i>				
11.130	11.12	11.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	11.500,00	11.500,00	9.710,06
12.000	12.15	11.40	Indemnités pour services de tiers	CORD	11.000,00 TR	11.700,00	11.337,56
12.010	12.13	11.40	Frais de route et de séjour	CORD	50,00 TR	750,00	565,80
12.012	12.13	11.40	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	25.000,00	25.000,00	16.223,90
12.040	12.12	11.40	Frais de bureau	CORD	2.400,00 TE	1.000,00	571,53
12.080	12.11	11.40	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	1.611,00	1.611,00	1.611,00
12.120	12.30	11.40	Frais d'experts et d'études	CORD	67.000,00	67.000,00	39.000,00
12.121	12.30	11.40	Evaluation et certification ISO 9000 du service des autorisations	CORD	15.000,00	15.000,00	14.524,80
31.030	31.12	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: bonifications d'intérêt (article 4 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.500.000,00	2.500.000,00	2.499.931,89
31.040	31.31	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides pour assistance et expertise techniques (article 7 de la loi du 29.7.1968)	CORD	12.395,00	12.395,00	0,00
31.050	31.32	11.40	Subsides destinés à favoriser a) la prospection des marchés et la vente des produits de l'artisanat luxembourgeois à l'intérieur du pays et dans les pays étrangers, b) l'organisation de congrès relevant des professions indépendantes sur le plan national et international, c) la participation à des réunions professionnelles à l'étranger, notamment dans le cadre des communautés européennes et d) la participation à des séminaires et cours de formation professionnelle à l'étranger	CORD	61.552,00	61.552,00	55.398,00
31.051	31.32	11.40	Contributions destinées à favoriser la participation à des foires et manifestations professionnelles	CORD	50.000,00	50.000,00	28.295,00
31.052	31.32	11.40	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: cotisation et contribution au Mouvement Luxembourgeois pour la Qualité	CORD	3.000,00	3.000,00	3.000,00
33.010	33.00	11.40	Subsides dans l'intérêt du fonctionnement du comité national de recherches organisé dans le cadre de l'institut international des classes moyennes	CNSM	5.082,00	5.082,00	5.082,00
41.000	41.50	11.40	Promotion professionnelle des secteurs relevant du ministère des classes moyennes: participation aux frais d'organismes professionnels	CORD	2.973.907,00	2.973.907,00	2.973.907,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
41.001	41.50	Divers	Cours de formation professionnelle pour exploitants de débits de boissons alcooliques et non alcooliques, cours de formation accéléérée pour commerçants, cours de formation pour l'accès à la profession de transporteur: participation aux frais exposés par la chambre de commerce	CORD	110.000,00	110.000,00	110.000,00
41.002	41.50	11.40	Actions en faveur de la revalorisation du travail manuel: participation aux frais	CORD	91.721,00	91.721,00	91.721,00
41.003	41.50	11.40	Participation de l'Etat à raison de 50% dans les frais effectifs des élections pour le renouvellement de la Chambre des Métiers	CORD	3.750,00	3.750,00	3.750,00
41.004	41.50	11.40	Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels	CORD	247.894,00	247.894,00	0,00
31.552	31.32	11.40	Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance: cotisation et contribution au Mouvement Luxembourgeois pour la qualité	CORD	3.000,00	3.000,00	2.974,72
			<i>Total de la section 21.0</i>		6.195.862,00	6.195.862,00	5.867.604,26
			<i>Section 21.1 – Tourisme</i>				
11.300	11.00	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: indemnités des agents	CNLI, CPUBLIE	601.882,00	601.882,00	573.928,50
12.010	12.13	11.60	Frais de route et de séjour	CORD	180,00 TE	108,56	108,56
12.012	12.13	11.60	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	30.000,00 TE	20.000,00	17.747,76
12.020	12.14	11.60	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	4.400,00 TR	4.634,71	4.215,12
12.040	12.12	11.60	Frais de bureau	CORD	700,00 TE	536,73	536,73
12.100	12.11	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques				
12.120	12.30	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique pour le compte du Ministère du Tourisme	CNLI, CPUBLIE, CSDE	140.000,00	140.000,00	107.416,23
12.121	12.30	11.60	Frais d'élaboration de fiches de rémunération des agents aux représentations touristiques à l'étranger et des animateurs touristiques	CPUBLIE, CSDE	91.573,00 TR	99.157,00	96.906,29
12.140	12.16	11.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	2.510,00	2.510,00	1.717,36
12.141	12.16	11.60	Participation à des foires, salons, expositions et autres manifestations à caractère touristique	CPUBLIE, CSDE	340.000,00	340.000,00	215.862,80
				CPUBLIE, CSDE	255.000,00	255.000,00	214.718,46

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.142	12.16	11.60	Actions promotionnelles à réaliser par le Ministère du Tourisme en faveur du vélotourisme dans le cadre du départ du Tour de France 2002 au Grand-Duché de Luxembourg	CORD	150.000,00	150.000,00	149.163,57
12.300	Divers	11.60	Aménagement, signalisation, équipement et entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables: dépenses diverses	CORD	186.670,00 TR	196.670,00	190.113,35
12.301	Divers	11.60	Parc naturel germano-luxembourgeois: aménagements et frais de propagande	CORD	4.958,00	4.958,00	0,00
12.302	Divers	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: frais de port	CNLI, CPUBLIE, CSDE	197.000,00	197.000,00	146.033,59
12.303	Divers	11.60	Agences et agents à l'étranger chargés de promouvoir l'expansion touristique: autres frais courants de fonctionnement	CPUBLIE, CSDE	185.000,00	185.000,00	184.337,23
31.030	31.12	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00	124,00	0,00
31.031	31.12	11.50	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00	124,00	0,00
31.032	31.12	Divers	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif, ainsi qu'aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt des équipements informatiques et des équipements audiovisuels, ou à l'exécution de projets de construction, d'extension et de modernisation d'auberges de jeunesse à réaliser par la Centrale des Auberges de Jeunesse et d'autres associations sans but lucratif	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00	124,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
31.033	31.12	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme et de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00	124,00	0,00
31.034	31.12	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00	124,00	0,00
33.010	33.00	11.60	Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par les syndicats d'initiative, les associations sans but lucratif et les organismes luxembourgeois exerçant une activité notable au profit du tourisme national et qui ne sont pas subventionnés dans le cadre des programmes quinquennaux	CNSM	24.789,00 TE	0,00	0,00
33.011	33.00	08.10	Participation aux frais de l'association de gérance du musée du vin à Ehenen	CNSM	57.016,00	57.016,00	57.016,00
33.012	33.00	11.60	Participation aux frais des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	CNSM	289.284,00 TR	365.553,00	359.043,36
33.013	33.00	11.60	Participation aux frais de modernisation des auberges de jeunesse	CNSM	13.634,00	13.634,00	0,00
33.014	33.00	11.60	Organisation de concours: primes d'encouragement et de récompense	CNSM	17.000,00	17.000,00	17.000,00
33.015	33.00	11.60	Participation aux frais de l'office national du tourisme	CNSM	1.643.094,00	1.643.094,00	1.643.094,00
33.016	33.00	11.60	Coordinateurs de l'animation touristique régionale: participation aux frais de rémunération et de fonctionnement	CNSM	313.156,00 TR	337.945,00	277.350,55
33.017	33.00	11.60	Participation de l'Etat dans le financement des manifestations touristiques et culturelles organisées par le musée „A Possen“	CNSM	13.262,00	13.262,00	13.262,00
33.018	33.00	11.60	Participation aux frais de fonctionnement de l'institut européen de tourisme à l'université de Trèves	CNSM	30.491,00	30.491,00	30.491,00
33.019	33.00	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique réalisées par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif	CNSM, CPUBLIE, CSDE	3.792,00 TE	0,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.023	33.00	11.60	Participation aux cours de formation touristique continue en vue de la standardisation et de la coordination des Bureaux de tourisme régionaux et locaux	CNSM	9.916,00	9.916,00	9.860,00
33.025	33.00	11.60	Participation aux frais de réalisation et d'édition de prospectus régionaux par l'office national du tourisme	CNSM	81.115,00 TE	4.846,00	4.845,68
33.026	33.00	08.10	Participation aux frais de développement du centre touristique à Munshausen	CNSM	101.450,00	101.450,00	101.450,00
33.027	33.00	11.50	Participation de l'Etat dans le financement d'équipes nationales participant à des concours, compétitions et expositions internationales dans le domaine de la gastronomie	CNSM	6.197,00	6.197,00	6.197,00
33.028	33.00	11.50	Participation de l'Etat dans le financement de l'EXPOGAST '02 – CULINARY WORLD CUP, organisée par le VATEL-CLUB a.s.b.l.	CNSM	12.395,00	12.395,00	12.395,00
33.029	33.00	Divers	Subsides aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiatives et aux autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	CNSM	100.000,00	100.000,00	94.120,96
35.060	35.00	11.60	Contributions à des organismes internationaux	CORD	3.720,00	3.720,00	1.068,00
43.000	43.22	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions d'intérêts, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale et de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des communes et des syndicats de communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00	124,00	0,00
43.001	43.22	11.60	Subsides en faveur des communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	CORD	77.500,00	77.500,00	58.030,46
43.004	43.22	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés par l'élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique	CPUBLIE, CSDE	3.792,00 TE	0,00	0,00
11.800	11.00	11.60	Agences et agents à l'étranger: indemnités	CORD	1.439,00	1.439,00	0,00
12.640	12.16	11.60	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	14.341,00	14.341,00	14.340,04
			<i>Total de la section 21.1</i>		5.008.000,00	5.008.000,00	4.602.369,60
11.010	Divers	07.10	<i>Section 21.2 – Logement</i> Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	604.845,00 D	823.655,59	823.655,59
11.020	Divers	07.10	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	6.905,34	6.905,34

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.060	12.30	07.10	Service des aides au logement auprès de la banque et caisse d'épargne de l'Etat - Participation aux frais de fonctionnement: frais de personnel	CNLI, CPUBLIE	563.120,00 D D TR	600.845,00	600.844,99
11.130	11.12	07.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	2.414,00	2.414,00	1.150,25
12.000	12.15	07.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	76.400,00 TE	43.644,00	37.462,51
12.010	12.13	07.10	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	1.797,00	1.797,00	819,94
12.012	12.13	07.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	5.000,00	5.000,00	3.966,69
12.020	12.14	07.10	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.975,00	2.975,00	2.379,59
12.040	12.12	07.10	Frais de bureau	CORD	55.900,00	55.900,00	49.987,89
12.050	12.12	07.10	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	82.000,00	82.000,00	71.307,51
12.080	12.11	07.10	Bâtiments: exploitation et entretien	CPUBLIE, CSDE	96.500,00 TR	99.611,00	99.610,91
12.100	12.11	07.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	162.395,00 D	164.470,00	164.469,84
12.120	12.30	07.10	Frais d'experts et d'études	CPUBLIE, CSDE	187.000,00 TR	212.281,00	212.280,69
12.140	12.16	07.10	Participation à des expositions, organisation de concours et de conférences, confection de plans et de maquettes, actions de propagande, frais d'impression de cartes, dépenses diverses	CORD	126.000,00 TE	122.889,00	105.431,38
12.190	12.30	07.10	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
12.300	Divers	07.10	Centre de consultation pour le logement individuel et familial, frais de fonctionnement, acquisition de matériel didactique, dépenses diverses	CORD	4.958,00 TE	4.934,00	4.712,29
31.000	31.11	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide au Fonds pour le logement à coût modéré et au Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	240.000,00	240.000,00	0,00
31.030	31.12	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	40.000,00	40.000,00	40.000,00
33.010	33.00	07.10	Subsides à des associations et des institutions oeuvrant dans les domaines du logement	CNSM	42.538,00	42.538,00	42.538,00
34.080	34.52	07.10	Aide au logement: subventions d'intérêt (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	46.000.000,00 D	51.429.701,00	51.429.700,38
34.081	34.52	07.10	Prêts à taux réduit en vue de la construction ou de l'acquisition d'habitations à bon marché: subventions d'intérêt (loi modifiée du 13.7.1949, règlement ministériel modifié du 11.9.1972)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10,00 TR	32,00	31,73

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
34.082	34.52	07.10	Prêts à caractère social dans l'intérêt de la construction ou de l'acquisition de logements: subventions réduisant le taux d'intérêt	CNLI, CPUBLIE, CSDE	125,00	125,00	78,78
35.060	35.00	07.10	Contribution à des organismes internationaux	CORD	868,00 TR	870,00	870,00
43.000	43.22	07.10	Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	8.000,00	8.000,00	8.000,00
43.001	43.22	07.10	Participation financière de l'Etat aux études réalisées par les communes dans le cadre du chapitre IV de la loi modifiée du 25.2.1979 concernant l'aide au logement	CPUBLIE, CSDE	40.000,00	40.000,00	0,00
11.630	11.12	07.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	745,00	745,00	743,68
12.512	12.13	07.10	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	28,00	28,00	27,39
12.540	12.12	07.10	Frais de bureau	CORD	1.026,00	1.026,00	1.025,88
				<i>Total de la section 21.2</i>	48.345.744,00	54.033.385,93	53.708.001,25
				Total du département 21	59.549.606,00	65.237.247,93	64.177.975,11

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
22 – Ministère des Travaux publics							
<i>Section 22.0 – Travaux publics – Dépenses générales</i>							
11.130	11.12	12.00	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	12.475,00	12.475,00	8.217,69
12.000	12.15	12.00	Indemnités pour services de tiers	CORD	10.025,00	10.025,00	7.114,56
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	54.000,00	54.000,00	51.379,89
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.400,00	2.400,00	2.400,00
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	CORD	5.950,00	5.950,00	5.599,84
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	3.500,00	3.500,00	3.500,00
12.110	12.30	12.10	Frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00 D	200.000,00	130.077,78
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	32.000,00 D	81.096,00	32.192,58
12.122	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études en vue de la mise en oeuvre de mesures de réduction des émissions de CO ₂ en provenance de bâtiments de l'Etat				
12.140	12.16	12.00	Campagnes de sensibilisation et d'information, participation à des foires et à des expositions	CNLI, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	0,00
12.190	12.30	Divers	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	24.800,00	24.800,00	24.800,00
12.250	Divers	12.00	Friches industrielles: Cité des Sciences, frais d'exploitation courants, frais d'expertises et d'études	CPUBLIE, CSDE	27.000,00	27.000,00	20.649,61
12.300	Divers	12.10	Dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00 D	3.775.000,00	3.727.192,64
34.040	34.42	12.10	Domages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée, subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits	CPUBLIE, CSDE	2.500,00	2.500,00	1.452,31
34.090	34.49	01.10	Frais d'entretien des habitations de la couronne: subvention forfaitaire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00 D	560.000,00	557.944,33
35.060	35.00	Divers	Cotisations à des organismes internationaux	CORD	12.500,00	12.500,00	12.500,00
41.000	41.50	01.34	Subside à la chambre des métiers pour favoriser les activités intéressant le département des travaux publics	CPUBLIE, CSDE	41.000,00	41.000,00	37.705,67
			<i>Total de la section 22.0</i>		1.221.550,00	5.105.646,00	4.666.126,90
<i>Section 22.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales</i>							
11.000	Divers	Divers	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	25.432.177,00	25.432.177,00	24.825.528,56
11.010	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.477.500,00	1.477.500,00	1.367.092,86
11.020	Divers	Divers	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	16.923,00 D	192.745,68	192.745,68
11.030	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	27.133.024,00	27.133.024,00	26.910.063,26

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
11.040	Divers	Divers	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	127.145,52	127.145,52
11.100	11.40	Divers	Indemnités d'habillement	CPUBLIE, CSDE	198.938,00	198.938,00	197.829,07
11.130	11.12	Divers	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	93.334,00	93.334,00	45.754,64
11.150	11.12	Divers	Service d'hiver et accidents de la circulation: indemnités pour heures supplémentaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	318.276,00 D	518.276,00	463.836,58
12.010	12.13	Divers	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	226.000,00	226.000,00	186.672,28
12.020	12.14	Divers	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	1.700.000,00 TR	1.710.000,00	1.672.132,84
12.030	12.16	Divers	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	148.800,00 TE TR	148.800,00	123.408,87
12.040	12.12	Divers	Frais de bureau	CORD	363.146,00	363.146,00	339.229,56
12.050	12.12	Divers	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	471.500,00	471.500,00	451.813,16
12.060	12.12	Divers	Entretien des installations de télécommunications	CORD	21.000,00	21.000,00	9.091,98
12.070	12.12	Divers	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	91.160,00	91.160,00	63.895,48
12.080	12.11	Divers	Bâtiments administratifs, hangars et dépôts: exploitation et entretien	CPUBLIE, CSDE	937.973,00 TE	927.973,00	845.168,28
12.100	12.11	12.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	53.270,00 D	57.070,00	57.036,30
12.125	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CPUBLIE, CSDE	143.000,00	143.000,00	75.943,76
12.170	12.30	12.10	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux	CORD	650.000,00	650.000,00	612.985,91
12.300	Divers	12.10	Etablissement d'un inventaire de la voirie et recensement de la circulation: indemnités, honoraires et fournitures diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	135.000,00	135.000,00	79.928,75
12.301	Divers	12.10	Services spéciaux: frais de fonctionnement	CPUBLIE, CSDE	198.000,00	198.000,00	166.885,39
12.303	Divers	12.10	Frais d'analyse et de sous-traitance d'essais, ayant donné lieu à des avances correspondantes	CNLI, CPUBLIE	2.480,00	2.480,00	600,10
12.304	43.21	12.14	Frais de gestion du modèle de trafic géré par la Cellule Modèle de Trafic (CMT) Etat-Ville de Luxembourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	65.000,00 D	78.600,00	78.553,36
24.010	24.10	12.10	Location de logiciels informatiques	CORD	97.392,00	97.392,00	69.043,76
11.630	11.12	12.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	23.037,00	23.037,00	22.354,89
12.520	12.14	Divers	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	285.000,00	285.000,00	276.019,11
			<i>Total de la section 22.1</i>		60.282.030,00	60.802.298,20	59.260.759,95
12.300	Divers	12.12	<i>Section 22.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres</i> Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	815.000,00	815.000,00	814.954,80
14.000	14.10	12.12	Voie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation	CNST, CPUBLIE, CSDE	5.570.000,00 TR	5.645.000,00	5.633.617,64

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
14.001	14.10	12.12	Autoroutes: travaux d'entretien et de réparation	CPUBLIE, CSDE	1.670.000,00	1.670.000,00	1.432.855,42
14.002	14.10	12.12	Service d'hiver: déblaiement des neiges et saupoudrage, dépôts de matériel de saupoudrage le long de la voirie	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.425.000,00	2.425.000,00	2.407.331,74
14.003	14.10	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation	CPUBLIE, CSDE	1.630.000,00 TE	1.615.000,00	1.197.697,16
14.004	14.10	12.12	Voie de l'Etat: réparation de dégâts causés par les usagers de la route	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.950.000,00	1.950.000,00	1.835.457,55
14.005	14.10	08.30	Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation	CORD	315.000,00 TE	255.000,00	79.555,47
14.006	14.10	12.12	Assainissement et entretien d'arbres d'alignement, d'arbres remarquables et d'arbres classés monuments historiques le long de la voirie de l'Etat	CPUBLIE, CSDE	80.000,00	80.000,00	56.528,34
14.007	14.10	12.12	Frais d'entretien des installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat	CPUBLIE, CSDE	650.000,00	650.000,00	593.621,36
14.010	14.10	Divers	Stations d'épuration, canalisations et distributions d'eau: travaux d'entretien et de réparation	CPUBLIE, CSDE	5.000,00	5.000,00	3.530,27
14.011	14.10	12.32	Cours d'eau navigables et flottables: travaux d'entretien et de réparation	CPUBLIE, CSDE	30.000,00	30.000,00	29.949,98
14.012	14.10	12.32	Moselle canalisée et domaine du port de Mertert: entretien du chenal, des ouvrages d'art et des berges	CPUBLIE, CSDE	135.000,00	135.000,00	134.999,11
14.013	14.10	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'entretien exécutés dans la partie commune de la Moselle	CNLI, CPUBLIE, CSDE	130.000,00 D	185.000,00	185.000,00
14.014	14.10	09.20	Aménagements hydroélectriques de la Sûre: travaux d'entretien et de réparation	CPUBLIE, CSDE	75.000,00	75.000,00	70.703,49
14.015	14.10	12.32	Moselle canalisée: réalisation des travaux d'entretien sur la section où la Moselle fait la frontière entre la République Française et le Grand-Duché de Luxembourg	CPUBLIE, CSDE	25.000,00	25.000,00	5.994,24
14.030	14.10	08.10	Ouvrages d'art et alentours de la forteresse de Luxembourg: travaux d'entretien et de réparation	CORD	372.000,00	372.000,00	371.971,70
43.000	43.22	12.12	Chemins vicinaux: goudronnage et remises en état à la suite de déviations imposées par les chantiers sur des routes de l'Etat, subside aux communes	CPUBLIE, CSDE	275.000,00	275.000,00	198.202,17
43.001	43.22	12.12	Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat: remboursements aux communes	CPUBLIE, CSDE	900.000,00	900.000,00	899.901,36
			<i>Total de la section 22.2</i>		17.052.000,00	17.107.000,00	15.951.871,80

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
<i>Section 22.3 – Bâtiments publics – Dépenses générales</i>							
11.000	Divers	01.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	6.778.619,00	6.778.619,00	6.481.427,81
11.010	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	694.240,00 D	821.163,30	821.163,30
11.020	Divers	01.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	4.227,00 D	211.677,28	207.815,28
11.030	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	1.163.695,00	1.163.695,00	1.090.310,07
11.040	Divers	01.34	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	55.967,03	55.967,03
11.070	Divers	01.34	Rémunération de personnel en formation auprès de l'Etat	CORD	10.628,00	10.628,00	7.888,62
11.100	11.40	01.34	Indemnités d'habillement	CORD	14.165,00	14.165,00	12.747,91
11.130	11.12	01.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	500,00	500,00	0,00
12.010	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	61.000,00	61.000,00	60.916,22
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	73.000,00	73.000,00	64.205,54
12.030	12.16	01.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	2.100,00	2.100,00	2.099,05
12.040	12.12	01.34	Frais de bureau	CORD	48.703,00 TR	51.703,00	50.251,89
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	72.000,00	72.000,00	55.897,90
12.070	12.12	01.34	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	17.247,00	17.247,00	15.935,78
12.080	12.11	01.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	151.015,00 TE	148.015,00	129.909,12
12.170	12.30	01.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	15.000,00	15.000,00	14.545,23
12.510	12.13	01.34	Frais de route et de séjour	CORD	768,00	768,00	763,91
12.550	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	6.903,00	6.903,00	6.902,27
<i>Total de la section 22.3</i>					9.113.910,00	9.504.150,61	9.078.746,93
<i>Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres</i>							
12.080	12.11	01.34	Bâtiments affectés à des services publics: entretien et réparation	CPUBLIE, CSDE	4.600.000,00 TE TR	4.450.000,00	4.328.354,86
12.081	12.11	Divers	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation	CNST, CPUBLIE, CSDE	2.500.000,00 D TE TR	2.430.000,00	2.413.498,14
12.082	12.11	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: exploitation, entretien et réparation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.341.190,00 TE TR	4.341.190,00	4.222.532,61
12.083	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: eau, gaz, électricité, taxes et dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.140.000,00	1.140.000,00	1.043.942,97
12.084	12.11	01.34	Bâtiments de l'Etat: frais de chauffage	CNLI, CPUBLIE, CSDE	800.000,00	800.000,00	797.967,09
12.085	12.11	01.34	Installations thermiques: entretien et contrôle	CPUBLIE, CSDE	866.000,00 TE TR	1.066.000,00	1.037.422,30
12.086	12.11	01.34	Installations électriques: entretien et contrôle	CPUBLIE, CSDE	2.250.000,00 TE TR	2.250.000,00	2.008.412,59

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.087	12.11	01.34	Surfaces vertes autour des bâtiments de l'Etat: plantation et entretien	CPUBLIE, CSDE	290.000,00	290.000,00	289.985,27
12.088	12.11	05.23	Domaine thermal de Mondorf: remboursement des frais d'entretien des installations techniques (convention du 7.3.1990)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	235.000,00	235.000,00	209.207,94
12.089	12.11	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles loués par l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	850.000,00 D	2.600.000,00	930.689,27
12.090	12.21	01.34	Travaux d'adaptation dans des immeubles faisant l'objet d'un contrat de location-vente	CNLI, CPUBLIE, CSDE	24.700,00	24.700,00	0,00
12.091	12.21	01.34	Bâtiments de l'Etat: frais d'exploitation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.200.000,00	1.200.000,00	1.199.998,60
12.120	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	59.000,00 D	190.000,00	185.829,56
12.125	12.30	01.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	30.000,00 D	40.000,00	38.078,40
12.300	Divers	01.34	Frais de déménagement des services publics	CNLI, CPUBLIE, CSDE	300.000,00 D	1.165.000,00	1.165.000,00
12.301	Divers	01.34	Fêtes publiques, religieuses et culturelles, cérémonies et réceptions officielles, conférences, illuminations	CNLI, CPUBLIE, CSDE	65.000,00 D	95.000,00	93.269,57
12.302	Divers	01.34	Installations techniques dangereuses et installations techniques de sécurité dans les bâtiments de l'Etat: réception et contrôle par des organismes agréés	CPUBLIE, CSDE	123.500,00	123.500,00	119.964,30
12.303	Divers	01.34	Mobilier et équipement des administrations et services publics et des établissements d'enseignement de l'Etat: entretien et réparation	CORD	100.000,00	100.000,00	84.712,32
				<i>Total de la section 22.4</i>	19.774.390,00	22.540.390,00	20.168.865,79
				Total du département 22	107.443.880,00	115.059.484,81	109.126.371,37

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			23 – Ministère des Transports				
			<i>Section 23.0 – Transports. – Dépenses générales</i>				
12.010	12.13	12.00	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	39.035,00	39.035,00	34.913,43
12.012	12.13	12.00	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	227.055,00 TR	247.055,00	230.637,98
12.020	12.14	12.00	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	13.500,00	13.500,00	8.832,79
12.040	12.12	12.00	Frais de bureau	CORD	14.875,00	14.875,00	10.332,04
12.060	12.12	12.00	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	2.680,00	2.680,00	1.462,44
12.080	12.11	12.00	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	37.000,00 TR	42.500,00	38.617,19
12.120	12.30	12.00	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00 D	1.250.000,00	824.830,16
12.121	12.30	12.00	Frais de gestion du modèle de trafic géré par la Cellule Modèle de Trafic (CMT) Etat-Ville de Luxembourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124.000,00	124.000,00	116.655,41
12.190	12.30	12.00	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation (Transports routiers, Eurocontrôle route, Sécurité routière)	CORD	30.000,00 TE	4.500,00	963,09
12.200	12.30	12.00	Frais de fonctionnement de l'entité d'enquête accidents et incidents dans les transports aériens, ferroviaires et maritimes	CNLI, CPUBLIE	2.000,00	2.000,00	0,00
35.060	35.00	12.00	Cotisations à des organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.400,00 D	2.617.900,00	2.617.520,35
41.000	41.50	12.00	Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la Chambre de Commerce	CORD	7.000,00	7.000,00	2.851,12
				<i>Total de la section 23.0</i>	1.002.545,00	4.365.045,00	3.887.616,00
			<i>Section 23.1 – Circulation routière</i>				
11.130	11.12	12.10	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	38.770,00 TE	36.109,00	35.278,07
12.000	12.15	12.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	23.438,00 TR	26.099,00	26.098,10
12.100	12.11	12.10	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	53.545,00	53.545,00	40.158,75
12.120	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE	8.325,00	8.325,00	6.153,40
12.130	12.16	12.10	Frais de publication	CORD	10.000,00 TE	3.223,00	3.223,00
12.140	12.16	12.10	Mesures préventives contre les accidents de la circulation: frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CPUBLIE, CSDE	170.000,00 TE	168.102,00	168.062,09
12.160	12.30	12.10	Acquisition et entretien de matériel médical	CORD	125,00	125,00	0,00
12.300	Divers	12.10	Confection de plaques d'immatriculation	CORD	1.750,00	1.750,00	1.749,73

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.310	Divers	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique de frais relatifs à la gestion des fichiers nationaux des véhicules et des permis de conduire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.200.000,00	3.200.000,00	3.019.578,96
33.010	33.00	12.10	Subsides à des organismes privés oeuvrant en matière de sécurité et d'éducation routières	CNSM	300.000,00 TE	288.819,97	288.230,64
41.000	41.50	12.10	Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la chambre de commerce	CORD	55.000,00 TR	77.190,03	77.190,03
41.002	41.50	12.10	Cours de formation continue pour les examinateurs en matière des permis de conduire	CORD	2.335,00 TE	0,00	0,00
12.500	12.15	12.10	Indemnités pour services de tiers	CORD	7.615,00	7.615,00	5.552,81
			<i>Total de la section 23.1</i>		3.870.903,00	3.870.903,00	3.671.275,58
			<i>Section 23.2 – Transports publics</i>				
12.120	12.30	12.10	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	315.000,00	315.000,00	99.680,00
12.140	12.16	12.00	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	120.000,00	120.000,00	114.410,74
12.141	12.16	12.10	Frais d'impression d'horaires d'autobus et de matériel en relation avec les conditions tarifaires	CORD	75.000,00	75.000,00	47.304,65
12.300	Divers	12.13	Remboursement à la S.N. des C.F.L. des frais de gestion du service public d'autobus autorisé par l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	691.000,00 D	716.174,00	716.173,92
31.020	31.22	12.20	Services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	59.690.000,00 D	76.859.354,00	76.859.354,00
31.021	31.22	12.13	Services publics d'autobus assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat et quasi-gratuité du transport des jeunes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	9.776.000,00 D	10.757.578,00	10.757.555,31
31.040	31.31	12.13	Services publics d'autobus assurés par des entreprises privées en exécution des conventions conclues avec l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	55.551.000,00 D	58.203.550,00	58.080.125,91
31.050	31.32	12.13	Participation à un projet de la technologie de la pile à combustible dans l'intérêt d'un transport public écologique	CNLI, CPUBLIE	620.000,00	620.000,00	200.000,00
33.010	33.00	12.00	Subsides aux associations promouvant les transports publics	CNSM	5.000,00	5.000,00	2.000,00
34.090	34.49	04.30	Gratuité du transport des élèves de l'enseignement postprimaire	CNLI, CPUBLIE	3.388.400,00	3.388.400,00	2.581.110,90
34.091	34.49	04.50	Transports effectués dans l'intérêt des élèves handicapés physiques et polyhandicapés de l'intégration scolaire, de l'éducation différenciée ainsi que des travailleurs handicapés	CORD	10.600.000,00	10.600.000,00	10.599.235,17
43.000	43.22	12.13	Services publics d'autobus, quasi-gratuité du transport des jeunes et gratuité du transport des élèves de l'enseignement postprimaire assurés par la Ville de Luxembourg en exécution de l'accord conclu avec l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.397.434,00 D	6.468.434,00	6.403.984,76

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
43.001	43.22	12.13	Subventions aux communes en vue de compenser les déchets de recettes résultant de l'application sur leurs réseaux de transports publics de la tarification nationale uniforme	CORD	77.380,00	77.380,00	18.600,00
43.020	43.52	12.13	Services publics d'autobus et quasi-gratuité du transport des jeunes assurés par le T.I.C.E. en exécution de la convention conclue avec l'Etat	CNLI, CPUBLIE	8.075.142,00 D	8.491.865,00	8.491.865,00
34.591	34.49	04.12	Gratuité du transport des élèves de l'éducation différenciée: subventions	CORD	1.900.000,00	1.900.000,00	1.899.535,03
			<i>Total de la section 23.2</i>		156.281.356,00	178.597.735,00	176.870.935,39
			<i>Section 23.3 – Transports ferroviaires</i>				
11.000	Divers	12.20	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	131.431,00 D	132.686,11	132.686,11
31.023	31.22	12.20	Contributions à la S.N. des C.F.L. conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 28 mars 1997 sur le statut de la S.N. des C.F.L.	CNLI, CPUBLIE, CSDE	21.150.000,00	21.150.000,00	21.149.890,00
32.001	42.00	12.20	Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel	CNLI, CPUBLIE, CSDE	119.883.000,00	119.883.000,00	114.995.532,03
93.000	93.00	12.20	Dotation au profit du fonds du rail dans l'intérêt de la prise en charge de la gestion de l'infrastructure ferroviaire conformément à la directive 91/440 CEE	CNLI, CPUBLIE	84.700.000,00 D	98.763.753,00	98.763.753,00
			<i>Total de la section 23.3</i>		225.864.431,00	239.929.439,11	235.041.861,14
			<i>Section 23.4 – Navigation et transports fluviaux</i>				
11.000	Divers	12.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	1.242.869,00 D	1.296.895,40	1.296.895,40
11.010	Divers	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	31.800,00 D	36.674,23	36.674,23
11.020	Divers	12.34	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	1.966,00	1.966,00	808,99
11.030	Divers	12.34	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	9.581,00 D	12.767,75	12.767,75
11.100	11.40	12.34	Indemnités d'habillement	CORD	1.100,00	1.100,00	976,08
11.130	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	3.900,00	3.900,00	2.658,92
11.150	11.12	12.34	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD	7.500,00	7.500,00	7.474,09
12.010	12.13	12.34	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	8.000,00	8.000,00	6.103,65
12.020	12.14	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	7.300,00 TR	11.320,00	11.263,67
12.030	12.16	12.34	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	3.100,00	3.100,00	3.092,74
12.040	12.12	12.34	Frais de bureau	CORD	12.500,00	12.500,00	12.332,69

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.050	12.12	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CNLI, CPUBLIE	15.000,00	15.000,00	12.454,88
12.060	12.12	12.34	Location et entretien des installations de télécommunications	CORD	3.840,00	3.840,00	3.766,99
12.070	12.12	12.34	Location et entretien des équipements informatiques	CORD	4.030,00	4.030,00	4.030,00
12.080	12.11	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	21.290,00	21.290,00	20.867,48
12.120	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	43.300,00 TE	42.080,00	40.857,86
12.140	12.16	12.34	Frais de publicité, de sensibilisation et d'information	CORD	1.500,00	1.500,00	277,73
12.170	12.30	12.34	Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux de faible valeur	CORD	11.300,00	11.300,00	11.209,33
12.190	12.30	12.34	Frais de formation du personnel	CORD	1.770,00	1.770,00	1.765,48
12.200	12.30	12.34	Primes d'assurance responsabilité civile	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.800,00	4.800,00	3.172,90
12.300	Divers	12.34	Frais courants d'exploitation, de surveillance et d'inspection du secteur luxembourgeois de la Moselle canalisée	CORD	42.940,00 TE	40.140,00	39.772,74
14.010	14.10	12.32	Entretien et renouvellement des installations et équipements des barrages et écluses de la Moselle canalisée – frais se rapportant à l'hydrométrie et à la signalisation nautique	CNLI, CPUBLIE, CSDE	282.200,00	282.200,00	280.457,28
14.011	14.10	12.34	Participation aux frais avancés par les autorités allemandes dans l'intérêt de travaux de renouvellement et d'amélioration exécutés dans la partie commune de la Moselle	CNLI, CPUBLIE, CSDE	46.000,00	46.000,00	44.153,58
35.030	35.40	12.34	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE	111.092,00	111.092,00	44.557,00
			<i>Total de la section 23.4</i>		1.918.678,00	1.980.765,38	1.898.391,46
11.000	Divers	12.40	<i>Section 23.5 – Direction de l'aviation civile</i> Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	645.502,00	645.502,00	557.150,82
11.010	Divers	12.40	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	218.120,00 D	222.481,20	222.481,20
11.020	Divers	12.40	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	12.785,20	12.785,20
11.130	11.12	12.40	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	17.205,00	17.205,00	9.040,00
12.000	12.15	12.40	Indemnités pour services de tiers	CORD	9.135,00	9.135,00	2.088,00
12.010	12.13	12.40	Frais de route et de séjour	CORD	1.690,00	1.690,00	1.029,39
12.020	12.14	12.40	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	3.000,00	3.000,00	2.980,28
12.040	12.12	12.40	Frais de bureau	CORD	7.000,00	7.000,00	6.341,28
12.120	12.30	12.40	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	227.500,00 D	256.800,00	252.841,12
12.121	12.30	12.40	Frais liés à la surveillance des activités aéronautiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	550.000,00	550.000,00	401.308,80
12.140	12.16	12.40	Promotion de l'aéroport: frais de publicité et d'information, dépenses diverses	CORD	24.000,00	24.000,00	5.000,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.150	12.30	12.40	Section de médecine aéronautique: frais d'expertises médicales et autres	CNLI, CPUBLIE	50.000,00	50.000,00	0,00
12.190	12.30	12.40	Cours de formation et de perfectionnement	CNLI, CPUBLIE	18.500,00	18.500,00	11.346,10
12.220	12.30	12.40	Missions d'inspection et de supervision des entités aéronautiques	CNLI, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00
12.302	Divers	12.40	Participation aux frais de gestion des activités assumées par la société de contrôle technique et opérationnel du secteur aéronautique pour le compte de l'Etat	CNLI, CPUBLIE	25.000,00	25.000,00	0,00
32.000	32.00	12.40	Aérogare: remboursement des frais d'exploitation		2.700.000,00 D	3.445.973,00	3.445.972,72
32.001	32.00	12.40	Remboursement des frais de gestion des activités assurées par la société de l'aéroport de Luxembourg S.A. pour compte de l'Etat (suivant contrat conclu entre la société et l'Etat)		500.000,00 D	880.791,00	604.378,30
33.010	33.00	08.30	Prix accordés aux vainqueurs des championnats nationaux de l'aviation sportive	CNSM	1.240,00	1.240,00	1.232,80
35.030	35.40	12.40	Contribution au budget d'EUROCONTROL	CNLI, CPUBLIE	1.134.000,00	1.134.000,00	1.057.165,95
35.060	35.00	12.40	Parts contributives aux frais de fonctionnement d'organismes internationaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	797.230,00	797.230,00	698.780,91
				<i>Total de la section 23.5</i>	6.954.222,00	8.127.332,40	7.291.922,87
<i>Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg</i>							
11.000	Divers	12.44	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	9.252.526,00	9.252.526,00	8.847.336,80
11.010	Divers	12.44	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	128.046,00 D	133.472,70	133.472,70
11.020	Divers	12.44	Indemnités des employés occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00 D	20.798,52	20.798,52
11.030	Divers	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	583.800,00 D	591.409,20	591.409,20
11.040	Divers	12.44	Salaires des ouvriers occupés à titre temporaire	CNLI, CSDE	100,00	100,00	0,00
11.100	11.40	12.44	Indemnités d'habillement	CORD	10.103,00 TR	10.566,28	10.566,28
11.150	11.12	12.44	Indemnités pour heures supplémentaires	CORD	35.000,00 TE TR	54.497,45	53.095,86
12.010	12.13	12.44	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	16.000,00	16.000,00	15.589,62
12.020	12.14	12.44	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	123.850,00 TR	133.850,00	133.142,16
12.030	12.16	12.44	Fourniture de vêtements de travail et de protection	CORD	1.800,00	1.800,00	1.685,72
12.040	12.12	12.44	Frais de bureau	CORD	37.500,00	37.500,00	32.381,74
12.041	12.12	12.44	Frais dans l'intérêt de la perception des taxes aéronautiques	CNLI, CPUBLIE	2.500,00	2.500,00	1.857,60
12.050	12.12	12.44	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications		202.200,00	202.200,00	192.329,52
12.070	12.12	12.44	Location et entretien des équipements informatiques	CNLI, CPUBLIE	37.500,00	37.500,00	28.152,04
12.080	12.11	12.44	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	156.600,00 TE	127.011,89	116.120,94

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
12.120	12.30	12.44	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	1.059,70
12.121	12.30	12.44	Contrôles en vol des installations radioélectriques	CORD	91.425,00 TR	91.435,35	91.435,35
12.122	12.30	12.44	Remboursement à un organisme étranger des frais encourus au titre des prestations fournies en matière de circulation aérienne	CNLI, CPUBLIE, CSDE	887.000,00 TR	918.192,20	911.256,89
12.150	12.30	05.30	Prestations médicales et paramédicales	CORD	2.100,00	2.100,00	1.178,40
12.170	12.30	12.44	Acquisition et entretien de petit outillage, d'équipements spéciaux	CORD	31.000,00	31.000,00	30.835,12
12.190	12.30	12.44	Cours de formation et de perfectionnement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	210.000,00 D	254.500,00	184.406,66
12.200	12.30	12.44	Primes à payer pour assurances responsabilité civile et accidents et franchises à payer suite à des accidents et faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée	CNLI, CPUBLIE, CSDE	262.500,00 D	466.215,00	466.214,00
12.350	Divers	12.44	Frais d'électricité: balisages lumineux, installations de radiocommunications et de radionavigation, dépenses d'énergie électrique diverses, consommation de carburant du groupe de secours	CNLI, CPUBLIE	170.000,00 TR	194.800,00	190.153,53
14.030	14.10	12.44	Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport	CORD	232.000,00 TE	107.736,72	98.878,18
14.031	14.10	12.44	Acquisition de produits antineige et de produits antifou	CNLI, CPUBLIE	300.000,00	300.000,00	122.817,90
14.032	14.10	12.44	Entretien des équipements électriques	CNLI, CPUBLIE	163.600,00	163.600,00	135.614,93
14.033	14.10	12.44	Entretien des équipements électroniques	CNLI, CPUBLIE	577.000,00	577.000,00	516.239,21
14.050	14.20	07.33	Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S. et de la ville de Luxembourg	CORD	137.400,00 TR	223.400,00	221.973,21
24.010	24.10	12.44	Frais d'abonnement aux réseaux des données météorologiques	CORD	35.700,00 TE	14.000,00	13.198,99
35.020	35.30	12.44	Achat de services auprès de services étrangers des télécommunications	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.140,00 TR	10.728,11	8.658,99
			<i>Total de la section 23.6</i>		13.794.490,00	14.076.439,42	13.171.859,76
11.100	11.40	01.34	<i>Section 23.7 – Garage du gouvernement</i> Indemnités d'habillement	CORD	10.265,00	10.265,00	8.408,00
11.101	11.40	01.34	Masse d'habillement	CORD	8.680,00	8.680,00	7.729,57
12.020	12.14	01.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CNLI, CPUBLIE	123.000,00 D	192.384,00	192.070,06
12.050	12.12	01.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	11.650,00	11.650,00	8.870,17
41.000	41.50	12.10	Cours de formation continue pour les chauffeurs du Garage du gouvernement	CORD	2.335,00	2.335,00	0,00
			<i>Total de la section 23.7</i>		155.930,00	225.314,00	217.077,80

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 23.8 – Commissariat aux affaires maritimes</i>				
11.000	Divers	12.34	Traitements des fonctionnaires	CNLI, CSDE	118.834,00 D	119.953,55	119.953,55
11.010	Divers	12.34	Indemnités des employés occupés à titre permanent	CNLI, CSDE	457.688,00	457.688,00	382.972,00
11.130	11.12	12.34	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.000,00	4.000,00	3.602,46
12.000	12.15	12.34	Indemnités pour services de tiers	CORD	1.800,00	1.800,00	1.183,64
12.020	12.14	12.34	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	CORD	2.880,00	2.880,00	1.192,62
12.040	12.12	12.34	Frais de bureau	CORD	20.945,00	20.945,00	20.191,81
12.050	12.12	12.34	Achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	CORD	5.180,00	5.180,00	3.751,23
12.080	12.11	12.34	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	17.675,00	17.675,00	16.029,66
12.100	12.11	12.34	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CORD	119.745,00	119.745,00	119.740,37
12.110	12.30	12.34	Frais de contentieux	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
12.120	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	179.000,00	179.000,00	159.317,16
12.125	12.30	12.34	Frais d'experts et d'études en matière informatique	CORD	61.000,00	61.000,00	23.283,58
12.140	12.16	12.34	Frais de publication, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses	CORD	24.790,00	24.790,00	9.046,28
			<i>Total de la section 23.8</i>		1.013.637,00	1.014.756,55	860.264,36
			Total du département 23		410.856.192,00	452.187.729,86	442.911.204,36

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			24 – Ministère de la Promotion féminine				
			<i>Section 24.0 – Promotion féminine</i>				
11.130	11.12	06.36	Indemnités pour services extraordinaires	CORD	4.200,00	4.200,00	2.565,32
12.000	12.15	06.36	Indemnités pour services de tiers	CORD	3.200,00	3.200,00	1.697,80
12.010	12.13	06.36	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	CORD	2.516,00	2.516,00	2.050,31
12.012	12.13	06.36	Frais de route et de séjour à l'étranger	CORD	47.800,00 TE	27.662,00	14.107,11
12.040	12.12	06.36	Frais de bureau, dépenses diverses	CORD	15.500,00 TR	16.100,00	13.129,80
12.080	12.11	06.36	Bâtiments: exploitation et entretien	CORD	9.200,00 TR	9.530,00	9.507,86
12.100	12.11	06.36	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	49.225,00 D	54.375,00	53.702,85
12.120	12.30	06.36	Frais d'experts et d'études	CPUBLIE, CSDE	200.000,00 TR	201.120,00	178.427,12
12.130	12.16	06.36	Frais de publication	CORD	95.000,00 TR	116.000,00	85.767,97
12.190	12.30	06.36	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation	CORD	37.250,00 TE	25.250,00	20.622,45
12.302	Divers	06.36	Campagne médiatique promouvant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	CORD	240.000,00	240.000,00	223.040,59
12.303	Divers	06.36	Campagne contre la violence à l'égard des femmes	CORD	94.200,00	94.200,00	81.645,93
12.305	Divers	06.36	Mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00 TR	59.088,00	38.447,97
33.000	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres d'accueil et des services conventionnés pour femmes	CORD	5.153.242,00	5.153.242,00	4.957.534,02
33.002	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat aux frais des activités du Conseil National des femmes du Luxembourg	CORD	197.108,00	197.108,00	169.796,09
33.003	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat à des associations dans l'intérêt de la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre des programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.395,00	12.395,00	0,00
33.004	33.00	06.36	Participation financière de l'Etat à des actions des organisations non gouvernementales en faveur de l'égalité des femmes et des hommes	CORD	90.300,00	90.300,00	85.796,39
33.010	33.00	06.36	Subsides à des organismes oeuvrant en faveur de la promotion de la condition féminine	CNSM	72.200,00	72.200,00	67.460,46

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
33.011	33.00	06.36	Participation de l'Etat dans l'intérêt du financement de mesures en faveur de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes „Emploi et valorisation des ressources humaines“	CNSM	198.315,00	198.315,00	197.236,67
33.012	33.00	06.36	Subsides en faveur d'entreprises ayant pris des mesures novatrices dans l'intérêt de l'emploi des femmes	CNSM	12.395,00	12.395,00	12.395,00
				<i>Total de la section 24.0</i>	6.584.046,00	6.589.196,00	6.214.931,71
				Total du département 24	6.584.046,00	6.589.196,00	6.214.931,71
				Total du Chapitre III – Dépenses courantes	5.145.880.385,00	5.443.508.084,43	5.217.274.196,87

Budget des dépenses – Chapitre IV – Dépenses en capital

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.020	74.22	01.10	30 – Ministère d'Etat <i>Section 30.3 – Conseil d'Etat</i> Acquisition d'installations de télécommunications	CPUBLIE, CSDE	3.718,00	3.718,00	3.441,39
			<i>Total de la section 30.3</i>		3.718,00	3.718,00	3.441,39
74.000	74.10	01.10	<i>Section 30.4 – Gouvernement</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	35.000,00	35.000,00	33.186,86
74.020	74.22	01.10	Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: acquisition et installation d'équipements, frais accessoires	CPUBLIE, CSDE	118.000,00	118.000,00	0,00
74.041	74.22	01.10	Service information et presse: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	15.000,00	15.000,00	14.616,40
74.042	74.22	01.10	Conseil national de la résistance: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	4.516,00	4.516,00	4.516,00
74.050	74.22	13.90	Service d'information et presse: acquisition d'équipements informatiques	CORD	67.000,00	67.000,00	61.238,06
74.060	74.40	13.90	Service information et presse: acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	17.500,00	17.500,00	10.853,01
74.300	74.22	01.10	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information: frais d'infrastructure et d'équipement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.400.000,00 D	8.000.000,00	6.537.905,02
			<i>Total de la section 30.4</i>		1.657.016,00	8.257.016,00	6.662.315,35
74.010	74.22	11.10	<i>Section 30.5 – Conseil économique et social</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	3.870,00 TR	3.880,00	3.871,38
74.020	74.22	11.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.000,00 TE	990,00	852,73
			<i>Total de la section 30.5</i>		4.870,00	4.870,00	4.724,11
74.000	74.10	02.00	<i>Section 30.6 – Centre de communications du Gouvernement</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	34.000,00	34.000,00	33.499,10
74.020	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	14.133,00 TR	17.233,00	16.863,75
74.021	74.22	02.00	Acquisition d'installations de télécommunications pour les autres administrations	CORD	506.000,00	506.000,00	504.573,16
74.050	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	50.000,00 TR	51.600,00	51.584,30
74.051	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques pour les autres administrations	CORD	175.000,00 TE	173.400,00	172.977,54

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.060	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	17.500,00 TE	14.400,00	11.754,13
74.061	74.40	02.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les autres administrations	CORD	92.500,00	92.500,00	92.381,80
74.551	74.22	02.00	Acquisition d'équipements informatiques pour les autres administrations	CORD	12.200,00	12.200,00	10.361,65
			<i>Total de la section 30.6</i>		901.333,00	901.333,00	893.995,43
52.000	52.10	08.50	<i>Section 30.7 – Cultes</i> Subside extraordinaire au culte israélite pour l'aménagement d'une rampe d'accès pour personnes handicapées à la synagogue de Luxembourg	CORD	50.500,00	50.500,00	50.500,00
			<i>Total de la section 30.7</i>		50.500,00	50.500,00	50.500,00
74.040	74.22	08.40	<i>Section 30.8 – Médias et Communications</i> Médias audiovisuels: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	7.500,00	7.500,00	6.797,80
93.000	93.00	08.40	Dotation du fonds national de soutien à la production audiovisuelle	CNLI, CPUBLIE	4.500.000,00	4.500.000,00	4.500.000,00
			<i>Total de la section 30.8</i>		4.507.500,00	4.507.500,00	4.506.797,80
			<i>Total du département 30</i>		7.124.937,00	13.724.937,00	12.121.774,08

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			31 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense				
			<i>Section 31.0 – Dépenses générales</i>				
74.040	74.22	01.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	4.000,00	4.000,00	1.093,71
74.050	74.22	01.40	Acquisition d'équipements informatiques	CPUBLIE, CSDE	22.000,00 TR	37.000,00	35.849,91
74.060	74.40	01.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	22.063,00 TE	6.978,00	4.277,85
74.251	74.22	01.40	Frais d'équipement d'un système de réception, de circulation et d'archivage de l'information du Ministère des Affaires étrangères et de ses missions à l'étranger	CNLI, CPUBLIE, CSDE	300.000,00	300.000,00	38.548,01
74.310	74.22	01.43	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe.Acquisition de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements	CORD	18.345,00 TR	18.430,00	18.429,00
			<i>Total de la section 31.0</i>		366.408,00	366.408,00	98.198,48
			<i>Section 31.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques</i>				
72.010	72.10	01.42	Ambassades, représentations permanentes et autres missions: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des immeubles	CPUBLIE, CSDE	190.000,00	190.000,00	186.694,10
74.070	74.22	01.42	Ambassades, représentations permanentes et consulats: acquisition d'oeuvres d'art	CORD	30.987,00	30.987,00	30.926,71
74.250	Divers	01.42	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements	CPUBLIE, CSDE	600.000,00	600.000,00	599.573,91
			<i>Total de la section 31.1</i>		820.987,00	820.987,00	817.194,72
			<i>Section 31.5 – Direction de la défense</i>				
35.060	35.00	02.00	Participation au financement de travaux internationaux à intérêt commun exécutés par les pays membres de l'O.T.A.N., contribution au programme N.S.M.A.T.C.C., contribution au programme A.W.A.C.S.S.	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.487.360,00 D	1.638.827,00	1.638.824,91
54.060	54.01	02.00	Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N.	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.500,00 D	123.437,00	123.436,58
93.000	93.00	02.10	Alimentation du fonds d'équipement militaire	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.500.000,00	1.500.000,00	1.500.000,00
			<i>Total de la section 31.5</i>		2.999.860,00	3.262.264,00	3.262.261,49
			<i>Section 31.6 – Défense nationale</i>				
72.000	72.30	02.10	Construction et aménagement d'un bâtiment en vue d'abriter un simulateur de tir	CORD	375.000,00 TR	563.330,00	563.107,00
74.000	74.10	02.10	Acquisition de véhicules automobiles	CPUBLIE, CSDE	639.000,00 TE	277.000,00	276.509,10

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.010	74.22	02.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	50.000,00 TR	60.000,00	59.669,49
74.030	74.22	02.10	Acquisition d'appareils médicaux	CPUBLIE, CSDE	174.000,00	174.000,00	172.113,91
74.040	13.00	02.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	225.901,00 TE TR	206.901,00	206.644,83
74.050	74.22	02.10	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	52.000,00	52.000,00	50.196,43
74.060	74.40	02.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	698.000,00 TE	147.070,00	135.834,01
74.080	74.22	02.10	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	5.000,00 TR	25.000,00	24.688,59
74.250	74.22	02.10	Acquisition de mobilier et d'équipement connexe pour la cantine des volontaires de l'armée	CORD	140.000,00	140.000,00	138.040,67
74.300	74.22	02.10	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel	CPUBLIE, CSDE	298.500,00 TE	237.500,00	229.431,27
74.310	13.00	02.10	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	CPUBLIE, CSDE	308.280,00 TE TR	1.055.280,00	1.055.203,46
74.320	74.22	02.10	Equipement de casernement et équipement divers	CORD	100.000,00 TR	121.000,00	111.924,41
74.330	13.00	02.10	Matériel de protection N.B.C.	CORD	28.200,00 TE	26.200,00	25.988,85
74.340	74.22	02.10	Acquisition d'instruments de musique	CORD	22.557,00 TR	31.157,00	31.156,55
74.500	74.10	02.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	151.200,00	151.200,00	151.135,30
74.800	74.22	02.10	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel	CORD	54.031,00	54.031,00	54.030,38
74.820	13.00	02.10	Equipement de casernement et équipement divers	CORD	9.710,00	9.710,00	9.707,00
74.830	13.00	02.10	Matériel de protection N.B.C.	CORD	3.750,00	3.750,00	3.743,70
				<i>Total de la section 31.6</i>	3.335.129,00	3.335.129,00	3.299.124,95
			<i>Section 31.7 – Coopération au développement et action humanitaire</i>				
74.250	Divers	01.53	Mission de coopération du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar: acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.573,00	4.573,00	4.573,00
				<i>Total de la section 31.7</i>	4.573,00	4.573,00	4.573,00
				Total du département 31	7.526.957,00	7.789.361,00	7.481.352,64

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			32 et 33 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche				
			<i>Section 32.0 – Affaires culturelles</i>				
63.000	63.21	08.20	Participation de l'Etat au financement de la construction et du réaménagement par les communes de centres culturels régionaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.000.000,00	3.000.000,00	2.292.729,66
63.040	63.51	08.10	Musées régionaux: subsides	CORD	50.000,00	50.000,00	27.940,00
63.041	63.51	08.10	Participation aux frais d'investissement dans l'intérêt des salles de cinéma de province	CPUBLIE, CSDE	75.000,00	75.000,00	46.114,49
74.000	74.10	08.00	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	29.000,00 TR	33.189,00	33.189,00
74.040	74.22	08.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	10.000,00 TE	5.686,00	1.193,70
74.050	74.22	08.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	13.635,00 TR	17.890,00	17.889,40
74.060	74.40	08.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	15.000,00 TE	10.870,00	10.616,59
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'objets historiques et archéologiques	CNLI, CPUBLIE	124,00	124,00	0,00
74.071	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art	CORD	75.000,00	75.000,00	50.632,16
74.300	74.22	08.20	Centre de rencontre et d'animation culturelle: acquisition de matériel didactique et d'équipement pour les ateliers d'enfants	CORD	10.000,00	10.000,00	4.536,62
93.000	93.00	08.10	Alimentation du fonds pour les monuments historiques	CNLI, CPUBLIE	10.000.000,00	10.000.000,00	10.000.000,00
			<i>Total de la section 32.0</i>		13.277.759,00	13.277.759,00	12.484.841,62
			<i>Section 32.1 – Service des sites et monuments nationaux</i>				
52.000	52.10	08.10	Subsides dans l'intérêt de l'aménagement artistique des églises	CORD	334.660,00	334.660,00	333.495,00
74.040	74.22	08.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	12.400,00	12.400,00	12.392,00
74.050	74.22	08.10	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	3.135,00	3.135,00	3.100,00
74.060	74.40	08.10	Acquisition de logiciels et d'autres biens incorporels	CORD	5.900,00	5.900,00	5.832,00
74.300	74.22	08.10	Acquisition de mobilier et de documents historiques	CORD	13.640,00	13.640,00	13.545,50
			<i>Total de la section 32.1</i>		369.735,00	369.735,00	368.364,50
			<i>Section 32.3 – Bibliothèque nationale</i>				
74.000	74.10	08.20	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	16.000,00	16.000,00	15.860,15
74.010	74.22	08.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	6.000,00	6.000,00	5.209,50
74.040	74.22	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	15.000,00	15.000,00	14.900,41
74.070	74.22	08.20	Alimentation de la réserve précieuse	CPUBLIE, CSDE	81.805,00	81.805,00	81.151,04
			<i>Total de la section 32.3</i>		118.805,00	118.805,00	117.121,10

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 32.4 – Archives nationales</i>				
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	20.800,00	20.800,00	16.817,08
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	CORD	15.000,00	15.000,00	4.611,66
			<i>Total de la section 32.4</i>		35.800,00	35.800,00	21.428,74
			<i>Section 32.5 – Centre national de l'audiovisuel</i>				
74.040	74.22	08.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CPUBLIE, CSDE	180.000,00	180.000,00	179.994,05
74.060	74.40	08.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	44.621,00	44.621,00	44.258,83
74.070	74.22	08.20	Acquisition de collections et de documents photographiques, acquisition de documents cinématographiques	CPUBLIE, CSDE	40.000,00	40.000,00	39.557,47
			<i>Total de la section 32.5</i>		264.621,00	264.621,00	263.810,35
74.801	74.22	07.30	<i>Section 32.6 – Musée national d'histoire naturelle</i> Acquisition d'un muséebus dans l'intérêt de la promotion de la culture scientifique	CORD	85.000,00	85.000,00	0,00
			<i>Total de la section 32.6</i>		85.000,00	85.000,00	0,00
			<i>Section 32.7 – Centre national de littérature</i>				
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	4.300,00	4.300,00	4.275,70
74.070	74.22	08.10	Acquisition d'oeuvres d'art, d'objets et de documents littéraires, scientifiques et historiques	CORD	4.950,00	4.950,00	4.192,21
			<i>Total de la section 32.7</i>		9.250,00	9.250,00	8.467,91
			<i>Section 33.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales</i>				
53.010	53.20	04.42	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 8.12.1977)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00 D	391.465,51	242.798,28
54.011	54.21	04.10	Participation à la construction de pavillons et de chambres d'étudiants, acquisition de concessions et de droits de réservation de chambres pour étudiants luxembourgeois	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124,00	124,00	0,00
74.040	74.22	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	18.000,00	18.000,00	15.721,18
			<i>Total de la section 33.0</i>		18.248,00	409.589,51	258.519,46
			<i>Section 33.2 – Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques</i>				
74.010	74.22	04.44	Acquisition de machines de bureau	CORD	7.500,00	7.500,00	7.486,97
74.040	74.22	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	35.000,00	35.000,00	34.959,37

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.050	74.22	04.44	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	34.200,00	34.200,00	33.700,00
74.060	74.40	04.44	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	20.000,00	20.000,00	19.820,86
74.300	74.22	04.44	Acquisition de matériel didactique dans l'intérêt du service de prêt pour la formation „éveil aux sciences“	CORD	12.500,00	12.500,00	12.430,66
			<i>Total de la section 33.2</i>		109.200,00	109.200,00	108.397,86
			<i>Section 33.4 – Institut d'études éducatives et sociales</i>				
74.040	74.22	04.44	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	28.000,00	28.000,00	27.976,84
74.050	74.22	04.44	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	40.000,00	40.000,00	32.203,38
74.060	74.40	04.44	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	25.000,00	25.000,00	24.735,72
			<i>Total de la section 33.4</i>		93.000,00	93.000,00	84.915,94
			<i>Section 33.5 – Recherche scientifique et recherche appliquée</i>				
74.300	74.22	04.60	Acquisition d'équipements et de logiciels informatiques dans l'intérêt de projets de recherche	CORD	6.197,00	6.197,00	6.192,59
			<i>Total de la section 33.5</i>		6.197,00	6.197,00	6.192,59
			<i>Total du département 32 et 33</i>		14.387.615,00	14.778.956,51	13.722.060,07

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			34 – Ministère des Finances				
			<i>Section 34.0 – Dépenses générales</i>				
54.100	54.42	01.53	Interventions financières en faveur de pays en voie de développement: participation à des organismes de développement économique et technique	CNLI, CPUBLIE	1.000.000,00 D	1.734.019,00	1.734.018,57
54.110	54.52	Divers	Interventions financières en faveur des pays en transition: participation à des actions de développement économique et technique, concours économique et technique sous forme de participations, de prêts, de subventions ou de cautionnements sur le plan bilatéral et multilatéral	CNLI, CPUBLIE	600.000,00 D	717.780,00	717.780,00
54.111	54.52	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: contribution du Grand-Duché au Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl moyennant versement en euros	CNLI, CPUBLIE	250.000,00	250.000,00	250.000,00
54.112	54.52	Divers	Agence de transfert de technologie financière – ATTF: actions de formation bancaire en faveur des pays en transition	CNLI, CPUBLIE	700.000,00	700.000,00	699.251,72
74.040	74.22	01.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	2.500,00	2.500,00	2.468,05
81.030	81.40	07.10	Société nationale des habitations à bon marché: augmentation de capital social	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.040	81.50	01.52	Société nationale de crédits et d'investissements: dotation spéciale pour l'octroi de prêts d'Etat à Etat	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.041	81.50	11.70	Société nationale de crédit et d'investissements: majoration de la dotation	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.050	81.60	11.70	Office du ducroire: majoration de la dotation	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.051	81.60	11.70	Office du ducroire: alimentation du fonds spécial d'assurance ducroire pour le compte de l'Etat	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.052	81.60	11.70	Office du ducroire: rachat de créances au titre de la réduction de la dette des pays pauvres hautement endettés	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.070	84.21	01.43	Banque européenne d'investissement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en euros	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.071	84.21	01.43	Banque européenne d'investissement: versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par la banque dans le cadre des conventions financières avec des pays non communautaires	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.091	84.23	01.53	Banque internationale pour la reconstruction et le développement: augmentation et ajustement de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
84.095	84.23	01.53	Société financière internationale: augmentation de la souscription du Grand-Duché	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
84.096	84.23	01.43	Fonds monétaire international: Participation du Grand-Duché à la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (PRGF) (ex-ESAF)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.100.000,00	1.100.000,00	992.920,48
84.098	84.23	01.53	Banque européenne pour la reconstruction et le développement: souscription du Grand-Duché moyennant versement en euros	CNLI, CPUBLIE	225.000,00	225.000,00	225.000,00
84.105	84.23	01.53	Banque asiatique de développement: souscription et ajustement de la souscription du Grand-Duché au capital social moyennant versement en espèces	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.500.000,00	2.500.000,00	0,00
84.121	84.23	01.53	Agence multilatérale de garantie des investissements: souscription du Grand-Duché moyennant versement en dollars	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
84.123	84.23	01.53	Fonds de développement social: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en euros	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
84.237	84.23	01.53	Bons du Trésor émis et à émettre au profit d'organisations financières internationales: alimentations du Fonds de la dette publique en couverture de leur amortissement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	11.700.000,00	11.700.000,00	11.700.000,00
			<i>Total de la section 34.0</i>		18.078.700,00	18.930.499,00	16.321.438,82
			<i>Section 34.1 – Contributions directes et métrologie</i>				
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	CORD	28.975,00	28.975,00	25.697,90
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	198.315,00	198.315,00	198.177,22
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	53.955,00	53.955,00	53.398,56
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	15.000,00	15.000,00	14.901,94
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	14.900,00	14.900,00	14.896,39
			<i>Total de la section 34.1</i>		311.145,00	311.145,00	307.072,01
			<i>Section 34.2 – Enregistrement et domaines</i>				
51.050	51.20	01.22	Dépenses en rapport avec la liquidation de l'office des séquestres	CNLI, CPUBLIE	100,00 TR	600,00	541,46
74.000	74.10	Divers	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	16.000,00 TE	15.500,00	13.925,58
74.010	74.22	Divers	Acquisition de machines de bureau	CORD	12.400,00	12.400,00	11.004,35
74.020	74.22	Divers	Acquisition d'équipements de télécommunications	CORD	3.000,00	3.000,00	2.645,00
74.040	74.22	Divers	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	47.850,00	47.850,00	16.284,00
74.080	74.22	Divers	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	41.200,00	41.200,00	37.991,39
			<i>Total de la section 34.2</i>		120.550,00	120.550,00	82.391,78

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 34.3 – Douanes et accises</i>				
72.010	72.10	01.22	Constructions, frais de transformation et d'aménagement d'immeubles et parties d'immeubles affectés au service de l'administration				
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	150.000,00	150.000,00	143.771,80
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	CORD	186.200,00 TR	212.200,00	212.168,49
74.020	74.22	01.22	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	11.750,00	11.750,00	11.026,20
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	67.980,00 TR	68.060,00	68.048,77
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	103.000,00	103.000,00	102.960,94
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	176.800,00 TR	176.940,00	176.930,60
74.080	74.22	01.22	Acquisition de mobilier de bureau	CPUBLIE, CSDE	45.000,00	45.000,00	44.908,62
74.300	74.22	01.22	Acquisition de matériel nécessaire à la lutte antidrogues	CORD	137.000,00 TE	136.920,00	136.827,95
				CORD	106.400,00 TE	80.260,00	79.182,86
				<i>Total de la section 34.3</i>	984.130,00	984.130,00	975.826,23
				Total du département 34	19.494.525,00	20.346.324,00	17.686.728,84

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			35 – Ministère des Finances: Trésor et Budget				
			<i>Section 35.0 – Dépenses générales</i>				
53.010	53.20	06.35	Indemnisation des dommages de guerre mobiliers et immobiliers	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
61.030	61.42	11.70	Commission de surveillance du secteur financier: dotation	CNLI, CPUBLIE	1.000.000,00 D	5.000.000,00	5.000.000,00
71.040	71.31	01.25	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00 D	51.510.000,00	46.663.792,53
71.050	71.32	01.25	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	5.000.000,00 D	30.210.000,00	25.436.249,59
73.060	73.43	01.25	Travaux d'aménagement dans l'intérêt de la valorisation de terrains faisant partie du domaine de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	0,00
81.030	81.40	01.20	Participations dans le capital social d'une société ayant pour objet le développement des friches industrielles, appel de la garantie de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.500.000,00	7.500.000,00	758.100,00
			<i>Total de la section 35.0</i>		14.050.100,00	94.270.100,00	77.858.142,12
			<i>Section 35.1 – Inspection générale des finances</i>				
74.010	74.22	01.23	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
74.050	74.22	01.23	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	6.200,00	6.200,00	6.199,58
74.060	74.40	01.23	Acquisition de logiciels informatiques	CORD	4.000,00	4.000,00	2.778,32
			<i>Total de la section 35.1</i>		11.200,00	11.200,00	8.977,90
			<i>Section 35.3 – Direction du contrôle financier</i>				
74.010	74.22	01.30	Acquisition de machines de bureau	CORD	2.000,00 TE	500,00	0,00
74.040	74.22	01.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	1.500,00 TR	3.000,00	2.741,42
			<i>Total de la section 35.3</i>		3.500,00	3.500,00	2.741,42
			<i>Section 35.4 – Cadastre et topographie</i>				
74.000	74.10	01.22	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	53.500,00	53.500,00	51.258,21
74.010	74.22	01.22	Acquisition de machines de bureau	CORD	8.500,00	8.500,00	6.258,30
74.040	74.22	01.22	Acquisition d'équipements spéciaux	CPUBLIE, CSDE	86.000,00	86.000,00	81.369,40
74.050	74.22	01.22	Acquisition d'équipements informatiques	CPUBLIE, CSDE	190.000,00	190.000,00	187.424,96
74.060	74.40	01.22	Acquisition de logiciels	CPUBLIE, CSDE	115.000,00	115.000,00	111.375,22
			<i>Total de la section 35.4</i>		453.000,00	453.000,00	437.686,09
			Total du département 35		14.517.800,00	94.737.800,00	78.307.547,53

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
91.005	91.11	14.10	36 – Ministère des Finances: Dette publique <i>Section 36.0 – Dette publique</i> Alimentation du fonds de la dette publique: amortissements	CNLI, CPUBLIE	14.000.000,00	14.000.000,00	14.000.000,00
				<i>Total de la section 36.0</i>	14.000.000,00	14.000.000,00	14.000.000,00
				Total du département 36	14.000.000,00	14.000.000,00	14.000.000,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			37 – Ministère de la Justice				
			<i>Section 37.0 – Justice</i>				
74.040	74.22	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	75.000,00	75.000,00	73.024,00
			<i>Total de la section 37.0</i>		75.000,00	75.000,00	73.024,00
			<i>Section 37.1 – Services judiciaires</i>				
74.010	74.22	03.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	23.000,00	23.000,00	20.147,64
74.020	74.22	03.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	6.000,00	6.000,00	2.357,50
74.040	74.22	03.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	10.000,00	10.000,00	363,30
74.050	74.22	03.10	Acquisition d'équipements informatiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	410.000,00	410.000,00	163.079,20
74.060	74.40	03.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	26.000,00	26.000,00	16.588,98
			<i>Total de la section 37.1</i>		475.000,00	475.000,00	202.536,62
			<i>Section 37.2 – Etablissements pénitentiaires</i>				
74.000	74.10	03.30	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	59.000,00	59.000,00	58.780,34
74.010	74.22	03.30	Acquisition de machines de bureau	CORD	11.800,00	11.800,00	4.826,62
74.040	74.22	03.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	880.000,00	880.000,00	628.434,99
74.050	74.22	03.30	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	34.500,00	34.500,00	31.200,53
74.060	74.40	03.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	64.500,00	64.500,00	46.056,03
74.540	74.22	03.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	240.105,00	240.105,00	226.934,85
			<i>Total de la section 37.2</i>		1.289.905,00	1.289.905,00	996.233,36
			<i>Section 37.3 – Juridictions administratives</i>				
74.010	74.22	03.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.800,00	1.800,00	1.597,35
			<i>Total de la section 37.3</i>		1.800,00	1.800,00	1.597,35
			Total du département 37		1.841.705,00	1.841.705,00	1.273.591,33

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			38 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative				
			<i>Section 38.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses</i>				
61.000	61.51	01.33	Subvention pour acquisition et réfection du siège de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics	CORD	38.500,00	38.500,00	38.500,00
62.010	62.20	01.33	Transfert de cotisations à la caisse de pension des employés privés en exécution du chapitre II de la législation ayant pour objet la coordination des régimes de pension: assurance rétroactive et transfert de cotisations aux institutions internationales. Rachat, conformément au chapitre VII de la loi précitée, des pensions échues au 31.12.1987 en application de l'ancien article 16 de la loi du 16.12.1963 par le versement d'une valeur en capital	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.115.521,00 D	1.818.477,00	1.818.475,51
			<i>Total de la section 38.0</i>		1.154.021,00	1.856.977,00	1.856.975,51
74.040	74.22	01.33	<i>Section 38.3 – Institut National de l'Administration Publique</i> Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	10.908,00	10.908,00	8.888,40
			<i>Total de la section 38.3</i>		10.908,00	10.908,00	8.888,40
74.050	74.22	01.34	<i>Section 38.5 – Centre informatique de l'Etat</i> Acquisition d'équipements informatiques (centre informatique et autres administrations)	CPUBLIE, CSDE	3.228.000,00	3.228.000,00	3.189.542,07
74.051	74.22	Divers	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipements	CPUBLIE, CSDE	2.793.740,00 D	3.693.740,00	2.792.271,94
74.053	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux pour la création d'un centre de secours informatique	CNST, CPUBLIE	199.300,00	199.300,00	106.716,26
74.060	74.40	13.90	Acquisition de logiciels (centre informatique et autres administrations)	CPUBLIE, CSDE	1.841.000,00	1.841.000,00	1.610.066,64
74.061	74.40	Divers	Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition de logiciels	CORD	1.001.000,00	1.001.000,00	1.000.363,86
			<i>Total de la section 38.5</i>		9.063.040,00	9.963.040,00	8.698.960,77
74.010	74.22	01.34	<i>Section 38.6 – Service central des imprimés</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	7.500,00	7.500,00	6.082,78
74.011	74.22	Divers	Crédit commun: acquisition de machines de bureau	CORD	130.130,00	130.130,00	117.332,96
74.020	74.22	01.34	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	5.552,00	5.552,00	4.612,39
74.021	74.22	13.90	Crédit commun: acquisition d'installations de télécommunications	CORD	11.350,00	11.350,00	9.200,58

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	25.000,00	25.000,00	23.044,25
74.041	74.22	Divers	Crédit commun: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	7.500,00	7.500,00	7.487,08
74.060	74.40	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	25.000,00	25.000,00	24.925,62
				<i>Total de la section 38,6</i>	212.032,00	212.032,00	192.685,66
				Total du département 38	10.440.001,00	12.042.957,00	10.757.510,34

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			39 – Ministère de l'Intérieur				
			<i>Section 39.0 – Dépenses générales</i>				
74.050	74.22	13.20	Centre de documentation communale: acquisition d'équipements informatiques	CORD	27.275,00	27.275,00	27.057,03
74.061	74.40	13.20	Centre de documentation communale: acquisition de logiciels	CORD	11.259,00	11.259,00	8.395,81
			<i>Total de la section 39.0</i>		38.534,00	38.534,00	35.452,84
			<i>Section 39.1 – Finances communales</i>				
63.000	63.21	04.20	Participation de l'Etat aux frais de construction d'écoles régionales groupant les classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune	CPUBLIE, CSDE	5.453.658,00 TR	6.320.498,00	6.320.498,00
63.001	63.21	13.20	Subsides dans l'intérêt de la réalisation de travaux d'urbanisation et d'équipement de la ville de Luxembourg et de la ville d'Esch-sur-Alzette	CORD	892.500,00	892.500,00	892.500,00
63.003	63.21	04.10	Participation de l'Etat aux frais de la construction des infrastructures nécessaires pour l'éducation précoce	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.000.000,00	4.000.000,00	3.486.104,00
63.004	63.21	13.20	Aides en capital de l'Etat au budget des communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base	CPUBLIE, CSDE	3.966.296,00	3.966.296,00	3.476.624,31
63.020	63.51	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.)	CPUBLIE, CSDE	371.840,00 TE	0,00	0,00
63.022	63.51	07.40	Subside extraordinaire au syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est (SIDERE)	CPUBLIE, CSDE	371.840,00	371.840,00	371.840,00
63.023	63.51	07.40	Participation de l'Etat au financement par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) de la conduite d'eau potable de Grousbous à Junglinster via Mersch	CPUBLIE, CSDE	2.400.000,00	2.400.000,00	2.400.000,00
63.024	63.51	07.40	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du sud-est (S.E.S.E.)	CPUBLIE, CSDE	495.000,00 TE	0,00	0,00
63.025	63.51	13.20	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements à intérêt national réalisés par des syndicats intercommunaux	CORD	87.000,00	87.000,00	87.000,00
93.000	93.00	13.20	Alimentation du fonds pour la réforme communale	CNLI, CPUBLIE	124,00	124,00	0,00
			<i>Total de la section 39.1</i>		18.038.258,00	18.038.258,00	17.034.566,31

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.252	74.22	01.10	<i>Section 39.2 – Commissariats de district</i> Commissariat de district de Grevenmacher: acquisition de machines de bureau, d'installations de télécommunications et d'équipements spéciaux	CORD	7.000,00	7.000,00	1.854,31
			<i>Total de la section 39.2</i>		7.000,00	7.000,00	1.854,31
74.000	74.10	03.20	<i>Section 39.5 – Police grand-ducale</i> Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique	CORD	2.501.816,00 TR	3.960.506,00	3.960.095,51
74.001	74.10	03.20	Acquisition d'un hélicoptère de police	CNLI, CPUBLIE	100,00 TR	172.600,00	149.500,00
74.010	74.22	03.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	215.581,00	215.581,00	206.013,28
74.040	74.22	03.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CPUBLIE, CSDE	382.725,00	382.725,00	364.231,82
74.041	74.22	03.20	Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police	CORD	1.646.385,00 TE	15.195,00	15.151,10
74.080	74.22	03.20	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	4.958,00	4.958,00	4.950,61
74.250	74.22	03.20	Inspection générale de la Police grand-ducale: acquisitions	CORD	9.500,00	9.500,00	9.487,63
74.300	74.22	03.20	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.578.000,00	2.578.000,00	2.576.177,04
74.310	74.22	03.20	Acquisition d'armement et d'équipements connexes	CORD	134.606,00	134.606,00	134.420,29
74.500	74.10	03.20	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	550.000,00	550.000,00	299.489,04
			<i>Total de la section 39.5</i>		8.023.671,00	8.023.671,00	7.719.516,32
63.000	63.21	03.50	<i>Section 39.6 – Protection civile-Incendie</i> Participation de l'Etat au financement de projets de construction par les communes dans l'intérêt de la protection civile	CORD	309.867,00	309.867,00	309.867,00
74.000	74.10	03.50	Acquisition de véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	1.986.351,00 TE	1.907.711,00	1.868.518,57
74.020	74.22	03.50	Acquisition d'installations de télécommunications	CPUBLIE, CSDE	433.434,00 TR	512.074,00	457.383,10
74.040	74.22	03.50	Acquisition d'équipements spéciaux	CPUBLIE, CSDE	655.513,00	655.513,00	622.719,76
			<i>Total de la section 39.6</i>		3.385.165,00	3.385.165,00	3.258.488,43
72.000	72.30	07.50	<i>Section 39.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)</i> Investissement dans des infrastructures, bâtiments, équipements et projets dans les parcs naturels existants et en préparation	CPUBLIE, CSDE	173.525,00 TE	169.125,00	168.737,02
74.010	74.22	07.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	7.066,00 TR	17.654,00	17.572,44
74.040	74.22	07.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	7.488,00 TE	0,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.050	74.22	07.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	45.000,00	45.000,00	44.776,09
74.060	74.40	07.20	Acquisition de logiciels	CORD	54.000,00 TR	55.300,00	54.989,94
71.510	74.22	07.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.974,00	1.974,00	1.973,88
74.550	74.22	07.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	21.015,00	21.015,00	21.014,30
			<i>Total de la section 39.7</i>		310.068,00	310.068,00	309.063,67
52.010	52.20	07.30	<i>Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i> Subsides à des associations et à des particuliers pour la construction de fosses à lisier et à purin	CORD	6.995,00 TE	6.625,00	2.500,00
63.000	63.21	07.33	Travaux et fournitures dans l'intérêt sanitaire et hygiénique: construction de canalisations, de collecteurs et de stations d'épuration, protection et restauration des cours d'eau, participation de l'Etat au financement de projets communaux	CORD	225.000,00	225.000,00	224.999,97
63.001	63.21	Divers	Travaux d'amélioration, d'aménagement et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables par les communes: participation de l'Etat	CPUBLIE, CSDE	1.827.550,00	1.827.550,00	1.827.550,00
63.002	63.21	10.10	Cours d'eau: travaux d'aménagement à réaliser par les communes aux cours d'eau ni navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des travaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	750.000,00	750.000,00	749.997,94
63.003	63.21	10.10	Cours d'eau: Etudes réalisées par les communes sur les cours d'eau non navigables ni flottables en vue de réduire les effets des inondations: participation de l'Etat au coût des études	CNLI, CPUBLIE, CSDE	150.000,00	150.000,00	64.386,93
72.010	72.10	10.10	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CPUBLIE, CSDE	10.000,00	10.000,00	9.342,43
73.032	73.21	Divers	Travaux extraordinaires d'amélioration, d'aménagement, et de renaturation à exécuter aux cours d'eau ni navigables ni flottables à charge de l'Etat	CPUBLIE, CSDE	140.000,00	140.000,00	99.007,07
73.040	73.33	07.35	Mesures de protection contre les crues de la Sûre et de la Moselle	CNLI, CPUBLIE, CSDE	980.000,00	980.000,00	573.215,49
73.070	73.41	10.00	Travaux de génie civil et d'infrastructures	CORD	24.789,00 TE	13.789,00	0,00
74.000	74.10	07.40	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	338.700,00	338.700,00	333.182,29
74.010	74.22	07.40	Acquisition de machines de bureau	CORD	9.000,00	9.000,00	8.460,19
74.020	74.22	10.00	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	5.000,00	5.000,00	0,00
74.030	74.22	10.00	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	105.270,00	105.270,00	104.166,84
74.040	74.22	07.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	115.950,00	115.950,00	112.666,02
74.050	74.22	07.40	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	22.000,00	22.000,00	17.643,54
74.051	74.22	07.40	Acquisition d'équipements informatiques – premier investissement	CORD	111.710,00	111.710,00	110.225,31

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.052	74.22	07.40	Acquisition d'équipements informatiques pour les besoins du laboratoire de l'eau	CORD	66.300,00	66.300,00	66.181,64
74.060	74.40	07.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens immatériels	CORD	42.700,00	42.700,00	42.433,01
74.061	74.40	07.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens immatériels pour les besoins du laboratoire de l'eau	CORD	137.000,00 TR	148.000,00	147.701,45
74.080	74.22	10.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	CORD	3.000,00	3.000,00	2.993,40
74.300	74.22	10.40	Acquisition de matériel piscicole	CORD	5.000,00 TR	5.370,00	5.364,81
93.000	93.00	Divers	Alimentation du fonds pour la gestion de l'eau	CNLI, CPUBLIE	49.000.000,00	49.000.000,00	49.000.000,00
74.530	74.22	07.40	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	174.500,00	174.500,00	174.343,02
				<i>Total de la section 39.9</i>	54.250.464,00	54.250.464,00	53.676.361,35
				Total du département 39	84.053.160,00	84.053.160,00	82.035.303,23

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.300	74.22	04.00	40 et 41 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports <i>Section 40.0 – Dépenses générales</i> Acquisition d'équipements informatiques et de logiciels	CORD	225.810,00	225.810,00	225.113,67
			<i>Total de la section 40.0</i>		225.810,00	225.810,00	225.113,67
74.040	74.22	04.10	<i>Section 40.1 – Centre de technologie de l'éducation</i> Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	50.000,00	50.000,00	48.532,20
74.041	74.22	04.30	Acquisition d'équipements des technologies de l'information et de la communication pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	CORD	991.574,00	991.574,00	956.355,28
74.060	74.40	04.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	7.437,00	7.437,00	7.367,94
74.061	74.40	04.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels pour les besoins des établissements d'enseignement postprimaire	CORD	243.927,00	243.927,00	241.822,93
74.300	74.22	04.10	Elaboration et mise en oeuvre de plans d'actions en faveur de l'informatisation des établissements d'enseignement postprimaire: acquisition d'équipements informatiques et de logiciels	CORD	1.735.255,00	1.735.255,00	1.699.947,16
			<i>Total de la section 40.1</i>		3.028.193,00	3.028.193,00	2.954.025,51
74.010	74.22	04.01	<i>Section 40.2 – Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	6.350,00	6.350,00	6.346,00
			<i>Total de la section 40.2</i>		6.350,00	6.350,00	6.346,00
74.000	74.10	04.10	<i>Section 40.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	19.831,00 TE	17.085,52	17.085,52
74.300	74.22	04.10	Acquisition d'équipements spéciaux, frais connexes	CPUBLIE, CSDE	3.474.677,00	3.474.677,00	3.470.592,30
74.301	74.22	04.10	Acquisition d'équipements dans le cadre des travaux d'aménagement et de modernisation des restaurants scolaires	CNLI, CPUBLIE	37.195,00 TR	39.940,48	24.841,58
			<i>Total de la section 40.6</i>		3.531.703,00	3.531.703,00	3.512.519,40
64.000	64.10	04.52	<i>Section 40.7 – Education différenciée</i> Ecoles, instituts et foyers d'éducation différenciée gérés par des associations: participation de l'Etat aux frais d'aménagement et d'équipement	CORD	50.000,00	50.000,00	46.331,02
74.000	74.10	04.52	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	36.000,00	36.000,00	34.943,11
74.010	74.22	04.52	Acquisition de machines de bureau	CORD	12.000,00	12.000,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.040	74.22	04.52	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	95.000,00	95.000,00	89.132,87
74.050	74.22	04.52	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	65.000,00 TR	77.700,00	76.876,63
74.060	74.40	04.52	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	21.000,00 TE	8.300,00	7.098,18
			<i>Total de la section 40.7</i>		279.000,00	279.000,00	254.381,81
74.300	74.22	04.53	<i>Section 40.8 – Service de la formation des adultes</i> Acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers pour les cours spéciaux	CORD	9.500,00	9.500,00	8.618,07
			<i>Total de la section 40.8</i>		9.500,00	9.500,00	8.618,07
74.000	74.10	04.34	<i>Section 41.2 – Enseignement secondaire technique</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	32.000,00	32.000,00	30.582,44
			<i>Total de la section 41.2</i>		32.000,00	32.000,00	30.582,44
74.250	74.22	04.34	<i>Section 41.3 – Service de la formation professionnelle</i> Installations et équipements des ateliers: acquisition de machines de bureau, d'équipements didactiques et d'équipements divers	CORD	180.000,00	180.000,00	167.442,82
			<i>Total de la section 41.3</i>		180.000,00	180.000,00	167.442,82
52.000	52.10	08.30	<i>Section 41.4 – Education physique et sports</i> Subsides aux fédérations et sociétés sportives dans l'intérêt de la réalisation, de l'aménagement et de l'amélioration d'installations sportives	CORD	89.242,00	89.242,00	89.242,00
63.000	63.21	08.30	Contribution de l'Etat dans l'intérêt de la modernisation, de l'amélioration et du réaménagement des infrastructures et équipements sportifs par les communes et les syndicats de communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	100.000,00
74.000	74.10	08.30	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	25.000,00	25.000,00	24.879,38
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	4.958,00	4.958,00	4.739,74
74.041	74.22	08.30	Bases nautiques au Lac de la Haute-Sûre: acquisition de matériel pour les activités sportives	CORD	34.000,00	34.000,00	33.109,88
74.070	74.22	08.30	Sauvegarde du patrimoine sportif: acquisition de collections sur le sport et de matériel	CORD	7.500,00	7.500,00	7.500,00
93.000	93.00	08.30	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un septième programme quinquennal d'équipement sportif à réaliser pendant la période du 1.1.1998 au 31.12.2002	CNLI, CPUBLIE	6.197.338,00 D	28.231.712,00	28.231.712,00
			<i>Total de la section 41.4</i>		6.458.038,00	28.492.412,00	28.491.183,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.000	74.10	08.30	<i>Section 41.5 – Institut national des sports</i>				
74.040	74.22	08.30	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	63.300,00	63.300,00	62.557,30
			Acquisition d'équipements spéciaux	CPUBLIE, CSDE	13.014,00	13.014,00	12.201,79
				<i>Total de la section 41.5</i>	76.314,00	76.314,00	74.759,09
			<i>Section 41.7 – Ecole nationale de l'éducation physique et des sports</i>				
74.040	74.22	08.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	6.200,00	6.200,00	0,00
				<i>Total de la section 41.7</i>	6.200,00	6.200,00	0,00
				Total du département 40 et 41	13.833.108,00	35.867.482,00	35.724.971,81

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			42 et 43 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse				
			<i>Section 42.0 – Famille</i>				
51.001	51.10	05.22	Construction de maisons de soins: annuités de location-vente et frais de gestion administrative contractuels connexes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.737.050,00	6.737.050,00	6.379.773,49
52.000	52.10	06.30	Remboursement de frais avancés par l'Etablissement public pour transformations et mise en place de systèmes de décontamination des installations sanitaires (art. 17 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées, 2) Centres de géronte)	CORD	700.000,00	700.000,00	124.035,66
74.000	74.10	06.36	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	19.000,00 TE	17.150,00	17.100,50
74.010	74.22	06.36	Acquisition de machines de bureau	CORD	15.000,00 TE	9.200,00	9.155,43
74.040	74.22	06.36	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	44.000,00 TR	51.650,00	48.980,87
93.000	93.00	06.30	Alimentation du fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales	CNLI, CPUBLIE	55.000.000,00	55.000.000,00	55.000.000,00
			<i>Total de la section 42.0</i>		62.515.050,00	62.515.050,00	61.579.045,95
			<i>Section 42.2 – Solidarité</i>				
93.000	93.00	06.20	Alimentation du fonds d'assainissement en matière de surendettement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124.000,00	124.000,00	124.000,00
			<i>Total de la section 42.2</i>		124.000,00	124.000,00	124.000,00
			<i>Section 42.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers</i>				
74.000	74.10	06.36	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	37.500,00	37.500,00	31.977,54
			<i>Total de la section 42.3</i>		37.500,00	37.500,00	31.977,54
			<i>Section 42.4 – Fonds national de solidarité</i>				
74.020	74.22	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	17.000,00	17.000,00	17.000,00
74.080	62.10	06.20	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	5.860,00	5.860,00	5.860,00
			<i>Total de la section 42.4</i>		22.860,00	22.860,00	22.860,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 42.5 – Caisse nationale des prestations familiales</i>				
74.020	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	CORD	2.000,00	2.000,00	829,24
74.041	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	8.188,00	8.188,00	6.526,91
74.080	62.10	06.13	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	36.822,00	36.822,00	36.629,29
			<i>Total de la section 42.5</i>		47.010,00	47.010,00	43.985,44
			<i>Section 42.6 – Centre du Rham</i>				
74.001	74.10	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	22.000,00	22.000,00	21.196,03
74.041	74.22	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	1.500,00	1.500,00	1.497,75
74.080	74.22	06.32	Maisons d'enfants de l'Etat: acquisition de mobilier	CORD	3.450,00	3.450,00	3.450,00
			<i>Total de la section 42.6</i>		26.950,00	26.950,00	26.143,78
			<i>Section 42.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat</i>				
74.000	74.10	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	45.000,00	45.000,00	44.486,26
74.010	74.22	06.32	Acquisition de machines de bureau	CORD	8.680,00	8.680,00	6.092,70
74.040	74.22	06.32	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	2.570,00	2.570,00	2.545,00
			<i>Total de la section 42.8</i>		56.250,00	56.250,00	53.123,96
			<i>Section 42.9 – Service national d'action sociale</i>				
74.050	74.22	06.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	1.487,00	1.487,00	480,36
74.060	74.40	06.20	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	10.000,00	10.000,00	4.929,99
			<i>Total de la section 42.9</i>		11.487,00	11.487,00	5.410,35
			<i>Section 43.1 – Service national de la jeunesse</i>				
74.000	74.10	06.32	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	19.000,00	19.000,00	18.975,00
74.040	74.22	06.32	Service national de la jeunesse et maisons de jeunes: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	99.155,00	99.155,00	97.359,76
74.050	74.22	06.32	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	11.155,00	11.155,00	11.104,00
			<i>Total de la section 43.1</i>		129.310,00	129.310,00	127.438,76
			Total du département 42 et 43		62.970.417,00	62.970.417,00	62.013.985,78

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.035	74.22	05.20	44 – Ministère de la Santé <i>Section 44.0 – Ministère de la Santé</i>				
			Echange partiel de l'installation dentaire du service médico-dentaire d'urgence au centre hospitalier de Luxembourg: acquisition d'appareils médicaux		4.958,00	4.958,00	0,00
74.040	74.22	05.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	8.250,00	8.250,00	6.401,02
74.060	74.40	05.00	Acquisition de logiciels	CORD	3.718,00	3.718,00	2.486,25
74.080	74.22	05.00	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	2.479,00	2.479,00	619,76
			<i>Total de la section 44.0</i>		19.405,00	19.405,00	9.507,03
74.000	74.10	05.10	<i>Section 44.1 – Direction de la santé</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	57.000,00	57.000,00	56.126,29
74.010	74.22	05.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	3.530,00	3.530,00	0,00
74.020	74.22	05.00	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	2.800,00	2.800,00	0,00
74.030	74.22	05.00	Acquisition d'appareils	CPUBLIE, CSDE	295.797,00	295.797,00	289.582,19
74.040	74.22	05.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	231.016,00 TR	235.836,00	232.090,48
74.050	74.22	05.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	169.710,00 TE	164.890,00	108.553,82
74.060	74.40	05.00	Acquisition, modification et mise à jour de logiciels et du matériel électronique	CORD	28.500,00	28.500,00	27.442,93
74.080	74.22	05.10	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	10.000,00	10.000,00	3.737,73
			<i>Total de la section 44.1</i>		798.353,00	798.353,00	717.533,44
74.000	74.10	05.20	<i>Section 44.2 – Laboratoire national de santé</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	20.000,00	20.000,00	19.722,00
74.010	74.22	05.20	Acquisition de machines de bureau	CORD	11.720,00	11.720,00	9.093,97
74.020	74.22	05.20	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	40.000,00	40.000,00	953,88
74.030	74.22	05.20	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	606.250,00 TE	588.435,00	564.974,08
74.050	74.22	05.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	12.395,00 TR	29.355,00	29.335,93
74.080	74.22	05.20	Acquisition de mobilier	CORD	8.967,00	8.967,00	2.430,41
74.171	74.22	05.20	Crédit d'équipement du Registre Morphologique des Tumeurs	CORD	2.505,00 TR	3.360,00	3.357,70
			<i>Total de la section 44.2</i>		701.837,00	701.837,00	629.867,97
74.080	74.22	06.35	<i>Section 44.5 – Dommages de guerre corporels</i> Acquisition de mobilier de bureau	CORD	3.700,00	3.700,00	3.294,75
			<i>Total de la section 44.5</i>		3.700,00	3.700,00	3.294,75

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
52.000	52.10	05.23	<i>Section 44.6 – Centre thermal et de santé de Mondorf</i> Participation aux travaux de réfection des chemins du parc du centre thermal et de Santé à Mondorf-les-Bains	CSDE	700.000,00	700.000,00	698.169,60
			<i>Total de la section 44.6</i>		700.000,00	700.000,00	698.169,60
51.001	51.10	05.22	<i>Section 44.7 – Santé – Travaux sanitaires et cliniques</i> Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadres sanitaires du 17.12.1976 et 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers du secteur public (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers)	CPUBLIE, CSDE	3.200.000,00	3.200.000,00	811.736,14
51.041	51.10	05.22	Application des lois régissant l'aide à l'investissement hospitalier et notamment des lois-cadres sanitaires du 17.12.1976 et du 31.7.1990: participation aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers effectués par les établissements hospitaliers privés, ainsi que par l'organisme regroupant les établissements hospitaliers visé à l'article 12 de la loi du 18.9.1998 (aides non imputables au fonds des investissements hospitaliers)	CPUBLIE, CSDE	3.200.000,00	3.200.000,00	344.114,80
52.000	52.10	Divers	Participation aux frais de construction, d'aménagement, de modernisation et d'équipement de centres de diagnostic et de traitement	CORD	61.975,00	61.975,00	37.185,00
52.001	52.10	05.22	Application de la législation régissant l'aide à l'investissement dans l'intérêt de l'aménagement de foyers, ateliers et autres structures thérapeutiques de psychiatrie décentralisée: participation aux frais d'investissement	CORD	2.504.220,00	2.504.220,00	985.925,26
52.002	52.10	05.22	Participation de l'Etat aux frais d'équipement d'associations conventionnées oeuvrant dans le domaine de l'action socio-thérapeutique, y compris les services dans les domaines des toxicomanies et de la psychiatrie extra-hospitalière	CORD	130.243,00	130.243,00	67.973,68
72.001	72.30	05.30	Projets de construction et de modernisation du secteur conventionné: frais d'experts et d'études relatifs à la planification et au contrôle	CORD	25.000,00	25.000,00	0,00
74.060	74.40	05.30	Rachat de concessions réelles de pharmacie	CNLI, CPUBLIE	124,00	124,00	0,00
93.000	93.00	05.22	Alimentation du fonds spécial des investissements hospitaliers	CNLI, CPUBLIE	37.000.000,00	37.000.000,00	37.000.000,00
			<i>Total de la section 44.7</i>		46.121.562,00	46.121.562,00	39.246.934,88
			Total du département 44		48.344.857,00	48.344.857,00	41.305.307,67

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			45 – Ministère de l'Environnement				
			<i>Section 45.0 – Protection de l'environnement</i>				
52.000	52.10	07.50	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains par les établissements d'utilité publique en vue de la constitution de réserves naturelles	CORD	87.000,00	87.000,00	87.000,00
52.001	52.10	07.50	Participation extraordinaire de l'Etat aux frais de construction par une association sans but lucratif d'un centre de soins pour faune sauvage	CORD	42.150,00	42.150,00	30.704,39
63.000	63.21	07.30	Travaux et fournitures dans l'intérêt de l'aménagement de décharges désaffectées, de construction d'installations de dépollution dans le domaine de la protection de l'atmosphère, de la gestion des déchets et de la protection contre le bruit; participation de l'Etat au financement de projets communaux	CPUBLIE, CSDE	90.000,00	90.000,00	90.000,00
63.003	63.21	07.50	Participation extraordinaire de l'Etat aux frais d'acquisition de terrains pour la réalisation du projet revalorisation écologique de la vallée supérieure de l'Alzette	CPUBLIE, CSDE	35.000,00	35.000,00	32.951,64
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	23.550,00	23.550,00	22.186,31
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	19.350,00	19.350,00	16.868,99
93.000	93.00	07.30	Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement	CNLI, CPUBLIE	4.200.000,00	4.200.000,00	4.200.000,00
			<i>Total de la section 45.0</i>		4.497.050,00	4.497.050,00	4.479.711,33
51.041	51.10	07.35	<i>Section 45.1 – Administration de l'environnement</i> Participation de l'Etat au financement d'études par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	CORD	25.000,00 TE	0,00	0,00
52.000	52.10	07.35	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	CORD	149.000,00 TE	4.050,00	4.050,00
52.020	52.20	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, à la réalisation d'économie d'énergie et une valorisation des énergies renouvelables et nouvelles. – Participation à des projets pilotes et contrats de recherche	CPUBLIE, CSDE	50.000,00 TE	0,00	0,00
53.000	53.10	09.00	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. – Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.500.000,00 D TR	3.919.950,00	3.919.865,64
53.011	53.20	07.40	Mesures destinées à promouvoir la réduction des émissions de CO ₂ en provenance des bâtiments existants. Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement – Dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.000.000,00	1.000.000,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.000	74.10	07.30	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	22.500,00 TR	39.600,00	33.956,00
74.010	74.22	07.30	Acquisition de machines de bureau	CORD	11.000,00	11.000,00	8.433,74
74.020	74.22	07.30	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	7.800,00	7.800,00	7.586,69
74.030	74.22	07.30	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	115.000,00	115.000,00	114.136,71
74.040	74.22	07.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	15.000,00	15.000,00	14.375,29
74.050	74.22	07.30	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	25.000,00	25.000,00	24.070,75
74.060	74.40	07.30	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	75.000,00 TE	57.900,00	54.077,74
				<i>Total de la section 45.1</i>	2.995.300,00	5.195.300,00	4.180.552,56
51.040	51.10	07.50	<i>Section 45.2 – Administration des eaux et forêts</i> Participation de l'Etat au financement des mesures d'amélioration de l'environnement naturel prévues dans le règlement grand-ducal du 22.10.1990 ainsi que des primes dans l'intérêt de la biodiversité en milieu aquatique et urbain				
63.002	63.21	07.50	Participation de l'Etat à l'élaboration et à l'exécution de plans verts par les communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	450.000,00	450.000,00	449.504,63
74.000	74.10	Divers	Administration générale: acquisition de véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	323.000,00	323.000,00	216.195,95
74.001	74.10	Divers	Préposés forestiers: acquisition de véhicules automoteurs	CORD	57.000,00	57.000,00	56.991,08
74.010	74.22	Divers	Acquisition de machines de bureau	CORD	76.000,00	76.000,00	74.056,28
74.040	74.22	Divers	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	13.720,00	13.720,00	11.983,87
74.050	74.22	Divers	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	17.300,00	17.300,00	17.126,61
74.060	74.40	Divers	Acquisition de logiciels informatiques	CORD	24.500,00	24.500,00	24.437,94
				<i>Total de la section 45.2</i>	990.120,00	990.120,00	878.695,71
				<i>Total du département 45</i>	8.482.470,00	10.682.470,00	9.538.959,60

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
52.000	52.10	06.40	46 – Ministère du Travail et de l'Emploi <i>Section 46.0 – Travail. – Dépenses générales</i> Participation aux frais d'investissements immobiliers des chambres professionnelles salariales	CORD	570.000,00	570.000,00	545.263,34
			<i>Total de la section 46.0</i>		570.000,00	570.000,00	545.263,34
74.010	74.22	06.43	<i>Section 46.1 – Administration de l'emploi</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	18.330,00 TR	19.570,00	18.030,59
74.020	74.22	06.43	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	4.440,00	4.440,00	2.653,05
74.050	74.22	06.43	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	23.270,00	23.270,00	22.804,44
74.060	74.40	06.43	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	1.240,00 TE	0,00	0,00
74.300	74.22	06.43	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels spécifiques	CORD	109.073,00	109.073,00	0,00
			<i>Total de la section 46.1</i>		156.353,00	156.353,00	43.488,08
74.000	74.10	06.42	<i>Section 46.2 – Inspection du travail et des mines</i> Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	48.000,00	48.000,00	46.920,00
74.010	74.22	06.42	Acquisition de machines de bureau	CORD	14.500,00	14.500,00	2.630,26
74.040	74.22	06.42	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	30.000,00 TR	34.622,25	21.596,18
74.050	74.22	06.42	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	10.000,00 TE	9.838,00	9.837,10
74.060	74.40	06.42	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	10.000,00 TE	5.539,75	4.978,00
			<i>Total de la section 46.2</i>		112.500,00	112.500,00	85.961,54
74.010	74.22	04.50	<i>Section 46.3 – Ecole supérieure du travail</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	1.983,00	1.983,00	1.159,75
			<i>Total de la section 46.3</i>		1.983,00	1.983,00	1.159,75
51.040	51.10	06.34	<i>Section 46.5 – Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées</i> Participation aux frais d'aménagement de postes de travail et des accès au travail, d'acquisition d'équipement professionnel, de matériel didactique et d'autres	CNLI, CPUBLIE, CSDE	20.000,00	20.000,00	6.215,40
52.000	52.10	06.34	Participation aux frais de la création et de l'extension d'ateliers protégés (article D. de la loi modifiée du 12 novembre 1991)	CORD	422.160,00	422.160,00	422.160,00
			<i>Total de la section 46.5</i>		442.160,00	442.160,00	428.375,40
			Total du département 46		1.282.996,00	1.282.996,00	1.104.248,11

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			47 et 48 – Ministère de la Sécurité sociale				
			<i>Section 47.1 – Inspection générale de la sécurité sociale</i>				
74.000	74.10	06.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	26.000,00 TR	32.887,00	32.886,30
74.010	74.22	06.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	4.500,00 TE	0,00	0,00
74.050	74.22	06.10	Acquisition d'équipements informatiques	CPUBLIE, CSDE	5,00 TR	13.005,00	12.426,90
74.060	74.40	06.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CPUBLIE, CSDE	2.055.591,00 TE	2.038.204,00	407.646,87
74.080	74.22	06.10	Acquisition de mobilier de bureau et d'autre mobilier	CORD	1.000,00 TR	3.000,00	2.770,84
			<i>Total de la section 47.1</i>		2.087.096,00	2.087.096,00	455.730,91
			<i>Section 47.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale</i>				
74.010	74.22	06.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	9.431,00	9.431,00	8.550,25
74.030	74.22	06.10	Acquisition d'appareils médicaux	CORD	16.563,00	16.563,00	16.563,00
74.080	74.22	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	5.949,00	5.949,00	5.883,76
			<i>Total de la section 47.2</i>		31.943,00	31.943,00	30.997,01
			<i>Section 47.6 – Assurance dépendance – Cellule d'évaluation et d'orientation</i>				
74.010	74.22	06.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	8.000,00	8.000,00	7.089,52
74.080	74.22	06.10	Acquisition de mobilier de bureau	CORD	2.478,00	2.478,00	2.416,93
			<i>Total de la section 47.6</i>		10.478,00	10.478,00	9.506,45
			<i>Section 48.4 – Office des assurances sociales</i>				
74.000	74.10	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de véhicules automoteurs	CORD	9.500,00	9.500,00	9.500,00
74.010	62.10	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	CORD	11.000,00	11.000,00	10.988,25
74.020	74.22	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	CORD	500,00	500,00	493,41
74.040	62.10	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	2.000,00	2.000,00	1.919,35
74.080	62.10	Divers	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	16.840,00	16.840,00	16.838,20
			<i>Total de la section 48.4</i>		39.840,00	39.840,00	39.739,21

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.080	62.10	06.12	<i>Section 48.5 – Caisse de pension des employés privés</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	9.400,00	9.400,00	9.121,56
			<i>Total de la section 48.5</i>		9.400,00	9.400,00	9.121,56
74.010	62.10	06.12	<i>Section 48.6 – Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	CORD	2.500,00	2.500,00	2.409,25
74.080	62.10	06.12	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	4.500,00	4.500,00	4.032,30
			<i>Total de la section 48.6</i>		7.000,00	7.000,00	6.441,55
74.080	62.10	06.12	<i>Section 48.7 – Caisse de pension agricole</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	2.000,00	2.000,00	1.938,93
			<i>Total de la section 48.7</i>		2.000,00	2.000,00	1.938,93
74.000	74.10	06.10	<i>Section 48.8 – Centre commun de la sécurité sociale</i> Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de véhicules automoteurs	CORD	5.731,00	5.731,00	5.641,45
74.010	62.10	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de machines de bureau	CORD	770,00	770,00	637,39
74.020	62.10	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'installations de télécommunications	CORD	314,00	314,00	297,96
74.040	62.10	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition d'équipements spéciaux	CORD	104.390,00	104.390,00	64.333,61
74.080	62.10	06.10	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: acquisition de mobilier de bureau	CORD	20.126,00	20.126,00	20.031,13
			<i>Total de la section 48.8</i>		131.331,00	131.331,00	90.941,54
			Total du département 47 et 48		2.319.088,00	2.319.088,00	644.417,16

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.050	74.22	10.10	49 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural <i>Section 49.0 – Agriculture. – Dépenses générales</i> Acquisition d'équipements informatiques	CORD	49.579,00	49.579,00	49.577,52
			<i>Total de la section 49.0</i>		49.579,00	49.579,00	49.577,52
51.040	51.10	10.10	<i>Section 49.1 – Mesures économiques et sociales spéciales</i> Primes dans l'intérêt de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural et forestier	CORD	1.115.000,00	1.115.000,00	834.258,79
73.000	73.13	10.10	Travaux d'infrastructure à réaliser pour l'instauration de zones horticoles	CNLI, CPUBLIE, CSDE	495.000,00	495.000,00	0,00
93.000	93.00	10.10	Alimentation du fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	CNLI, CPUBLIE, CSDE	18.000.000,00	18.000.000,00	18.000.000,00
			<i>Total de la section 49.1</i>		19.610.000,00	19.610.000,00	18.834.258,79
53.020	53.10	10.10	<i>Section 49.2 – Administration des services techniques de l'agriculture</i> Constructions rurales et équipements connexes: participation de l'Etat au coût des travaux	CORD	50.000,00	50.000,00	49.999,44
53.022	53.10	10.10	Exécution de travaux d'infrastructure exécutés en rapport avec la transplantation de porcheries en dehors des agglomérations: participation de l'Etat au coût des travaux	CORD	100.000,00 TE	97.150,00	0,00
53.023	53.10	10.10	Mesures spéciales d'ordre technique: subventions pour la réalisation de mesures spéciales visant à la rationalisation d'exploitations agricoles, dépenses diverses	CORD	25.000,00 TR	27.850,00	27.849,41
63.001	63.21	10.10	Voirie rurale communale – Travaux d'amélioration à exécuter par les communes à la voirie rurale: élargissement, prolongement, redressement, empiérement, premier goudronnage, construction de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus, frais de mutation et dépenses diverses: participation de l'Etat au coût des travaux	CPUBLIE, CSDE	325.000,00	325.000,00	114.508,91
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	63.000,00 TE	60.850,00	59.792,83
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	12.000,00 TE	11.000,00	10.622,00
74.020	74.22	10.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.487,00	1.487,00	0,00
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire	CORD	105.872,00	105.872,00	96.643,83

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	55.000,00 TR	57.150,00	54.878,63
74.050	74.22	10.10	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	12.000,00 TR	13.000,00	12.701,98
			<i>Total de la section 49.2</i>		749.359,00	749.359,00	426.997,03
93.000	93.00	10.20	<i>Section 49.3 – Remembrement des biens ruraux</i> Alimentation extraordinaire du fonds de remembrement des biens ruraux destinée à couvrir l'intervention de l'Etat dans les dépenses correspondant aux travaux de premier établissement pour le remembrement des biens ruraux (article 41, alinéa 3, de la loi modifiée du 25.5.1964)	CNLI, CPUBLIE	2.000.000,00	2.000.000,00	2.000.000,00
			<i>Total de la section 49.3</i>		2.000.000,00	2.000.000,00	2.000.000,00
74.010	74.22	10.10	<i>Section 49.4 – Service d'économie rurale</i> Acquisition de machines de bureau	CORD	7.500,00	7.500,00	6.322,70
			<i>Total de la section 49.4</i>		7.500,00	7.500,00	6.322,70
53.030	53.20	10.10	<i>Section 49.5 – Administration des services vétérinaires</i> Frais d'exécution de la loi modifiée du 29.7.1912 sur la police sanitaire du bétail: indemnisation pour bêtes abattues d'office, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	170.000,00 D	3.655.000,00	3.651.830,11
53.031	53.20	10.10	Subsides pour pertes de bétail essayées à la suite de maladies infectieuses	CNLI, CPUBLIE	4.500,00	4.500,00	1.069,00
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	2.500,00	2.500,00	1.997,55
74.012	74.22	10.10	Inspecteurs des viandes – Acquisition de machines de bureau	CORD	2.975,00	2.975,00	2.958,15
74.020	74.22	10.10	Inspection vétérinaire – Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.983,00	1.983,00	0,00
74.022	74.22	10.10	Inspecteurs des viandes – Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	4.355,00	4.355,00	4.226,18
74.030	74.22	10.10	Acquisition d'appareils de laboratoire	CORD	18.659,00	18.659,00	14.772,84
74.031	74.22	10.10	Inspecteurs des viandes – Acquisition d'appareils vétérinaires, pour l'inspection des viandes dans les abattoirs agréés	CORD	5.640,00	5.640,00	4.931,96
74.060	74.40	10.10	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	7.437,00	7.437,00	4.468,85
			<i>Total de la section 49.5</i>		218.049,00	3.703.049,00	3.686.254,64

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 49.6 – Viticulture</i>				
53.020	53.10	10.10	Améliorations viticoles: reconstitution des vignes, y compris la démolition et la construction de murs de soutènement des vignes en terrasses, travaux de consolidation de coteaux en mouvement, sélection qualitative des cépages (participation de l'Etat au coût des travaux)	CORD	68.000,00	68.000,00	16.878,15
63.000	63.21	10.10	Travaux d'amélioration à exécuter par les communes à la voirie rurale dans les vignes: élargissement, prolongement, redressement, empiérement, premier goudronnage, construction de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus, frais de mutation et dépenses diverses (participation de l'Etat au coût des travaux)	CPUBLIE, CSDE	10.000,00	10.000,00	0,00
74.000	74.10	10.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	19.000,00	19.000,00	17.199,62
74.010	74.22	10.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.000,00 TR	2.500,00	2.168,09
74.040	74.22	10.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	125.000,00 TE	123.500,00	112.098,87
			<i>Total de la section 49.6</i>		223.000,00	223.000,00	148.344,73
			<i>Section 49.7 – Sylviculture</i>				
53.020	53.10	10.30	Participation de l'Etat au financement d'actions, d'amélioration des structures forestières effectuées par des propriétaires et exploitants (règlement grand-ducal du 10.10.1995)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.743.000,00	1.743.000,00	1.742.116,64
63.000	63.21	10.30	Participation de l'Etat au financement de la construction de chemins forestiers par les communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00 D	663.223,00	641.299,67
73.010	73.11	10.30	Aménagement d'un réseau routier dans le domaine forestier de l'Etat	CORD	347.000,00	347.000,00	338.999,18
74.040	74.22	10.30	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	141.395,00	141.395,00	137.717,63
			<i>Total de la section 49.7</i>		2.731.395,00	2.894.618,00	2.860.133,12
			<i>Section 49.8 – Développement rural</i>				
63.000	63.21	07.20	Participation de l'Etat en faveur des communes situées dans la zone éligible à l'objectif 5b – développement rural – d'après la réforme des fonds structurels communautaires pour des projets d'infrastructure en faveur de l'agriculture, de la sylviculture, du cadre de vie et de la vie économique des localités	CPUBLIE, CSDE	122.707,00	122.707,00	0,00
			<i>Total de la section 49.8</i>		122.707,00	122.707,00	0,00
			<i>Total du département 49</i>		25.711.589,00	29.359.812,00	28.011.888,53

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépass. (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			50 – Ministère de l'Economie <i>Section 50.0 – Economie</i>				
51.040	51.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital à l'investissement, aides à la promotion, garantie de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.400.000,00 D	20.400.000,00	20.391.299,77
51.041	51.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: création et aménagement d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses et subsides	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.500.000,00	1.500.000,00	1.369.113,17
51.042	51.10	09.00	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital en faveur de la protection de l'environnement et de l'utilisation rationnelle de l'énergie	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.500.000,00	2.500.000,00	162.576,43
51.043	51.10	11.30	Application de la loi du 22 décembre 2000 ayant pour objet le développement économique de certaines régions du pays: subventions en capital à l'investissement et à la création d'emplois	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10.000.000,00 D	16.000.000,00	15.961.238,91
51.044	51.10	11.30	Participation à des contrats de recherche couvrant des programmes de base et des domaines de la technologie avancée	CPUBLIE, CSDE	96.000,00	96.000,00	87.013,23
51.050	51.20	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour but le développement et la diversification économique: subventions à la recherche-développement	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.500.000,00	7.500.000,00	5.049.100,65
52.000	52.10	09.10	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et la réalisation d'économies d'énergie. – Participation à des projets de démonstration et contrats de recherche	CSDE	24.800,00	24.800,00	16.783,96
53.000	53.10	09.20	Contribution aux frais de fonctionnement de l'Agence de l'Energie SA	CORD	100.000,00	100.000,00	99.774,00
63.000	63.21	11.30	Mesures et interventions visant la création ou l'amélioration d'infrastructures industrielles, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, en vue de promouvoir et de faciliter l'établissement, le développement et l'extension d'entreprises de production de biens et de services, dépenses et frais connexes: participation au coût de certains travaux communaux ou intercommunaux et subsides	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.250.000,00	1.250.000,00	0,00
71.000	71.11	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	12.541,21

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépass. (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
71.010	71.12	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: achats de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	500.000,00	500.000,00	12.125,46
72.010	72.10	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: acquisition et aménagement de bâtiments et d'équipements, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.195.000,00	2.195.000,00	1.642.869,31
73.030	73.21	09.20	Installations hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Etelbruck et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00 D	2.575,00	2.476,03
73.050	73.31	12.50	Renforcement de l'infrastructure de transport de gaz naturel: honoraires et frais d'études, participation à l'infrastructure, dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.479.000,00	2.479.000,00	1.266.531,82
73.053	73.31	09.10	Reprise d'une capacité de stockage de kérosène (frais d'exploitation, de gardiennage, de transport, d'achat de produit pétrolier)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
73.071	73.41	11.30	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: aménagement de terrains et création d'ouvrages de génie civil, dépenses et frais connexes, participation à ces dépenses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	8.000.000,00	8.000.000,00	7.953.887,05
74.040	74.22	09.20	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	75.000,00	75.000,00	565,50
74.050	74.22	09.20	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	63.000,00 TR	65.200,00	63.182,05
74.060	74.40	11.10	Acquisition de logiciels	CORD	5.700,00 TE	3.500,00	3.456,36
81.030	81.40	11.40	Participation dans le capital social de sociétés ou à des Groupements d'Intérêt Economique	CNLI, CPUBLIE	100,00 D	98.100,00	98.000,00
				<i>Total de la section 50.0</i>	48.738.800,00	62.839.275,00	54.192.534,91
			<i>Section 50.1 – Service central de la statistique et des études économiques</i>				
74.010	74.22	01.32	Acquisition de machines de bureau	CORD	20.000,00	20.000,00	17.860,73
74.050	74.22	01.32	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	100.000,00 TE	69.500,00	33.415,38
74.060	74.40	01.32	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	31.100,00 TR	61.600,00	52.553,34
				<i>Total de la section 50.1</i>	151.100,00	151.100,00	103.829,45
			<i>Section 50.2 – Service de l'Energie de l'Etat</i>				
74.000	74.10	09.00	Acquisition de véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	19.000,00	19.000,00	17.026,48
74.042	74.22	09.00	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	30.000,00	30.000,00	0,00
				<i>Total de la section 50.2</i>	49.000,00	49.000,00	17.026,48

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépass. (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
73.030	73.21	09.20	<i>Section 50.3 – Centrales hydroélectriques</i> Aménagements hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbruck et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation des installations et des bâtiments	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
73.031	73.21	09.20	Réparation et entretien des organes de fermeture et des bâtiments des aménagements hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Ettelbruck et de Rosport	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10.000,00	10.000,00	0,00
				<i>Total de la section 50.3</i>	10.100,00	10.100,00	0,00
				Total du département 50	48.949.000,00	63.049.475,00	54.313.390,84

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			51 – Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement				
			<i>Section 51.0 – Classes moyennes</i>				
31.030	31.12	11.50	Bonification d'intérêts à allouer en faveur de projets hôteliers exceptionnels	CNLI, CPUBLIE, CSDE	183.442,00	183.442,00	183.442,00
52.000	52.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: aides aux mutualités de cautionnement du commerce et de l'artisanat (article 6 de la loi du 29.7.1968)	CORD	2.479,00	2.479,00	0,00
52.001	52.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: participation à la couverture de pertes subies sur des cautionnements accordés aux membres des mutualités de cautionnement de l'artisanat et du commerce dans le cadre d'un premier établissement, d'une extension ou d'une adaptation à l'évolution technologique (Art. 6 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	123.947,00	123.947,00	0,00
53.040	53.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: subventions en capital (article 3 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.000.000,00	6.000.000,00	4.804.759,04
53.041	53.10	11.40	Application de la loi-cadre ayant pour objet l'amélioration structurelle des entreprises du commerce et de l'artisanat: primes d'épargne de premier établissement (article 9 de la loi du 29.7.1968)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	347.050,00	347.050,00	104.729,11
74.050	74.22	11.40	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	3.000,00	3.000,00	0,00
74.060	74.40	11.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	1.000,00	1.000,00	0,00
			<i>Total de la section 51.0</i>		6.660.918,00	6.660.918,00	5.092.930,15
			<i>Section 51.1 – Tourisme</i>				
51.040	51.10	11.50	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif	CPUBLIE, CSDE	1.437.782,00 TE TR	1.319.398,00	1.319.397,73
51.041	51.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des investisseurs privés	CPUBLIE, CSDE	123.947,00 TE	113.507,00	113.506,04

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
52.000	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative	CSDE	495.787,00 TR	868.039,00	686.005,99
52.001	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux, à réaliser par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif	CPUBLIE, CSDE	74.368,00 TE	69.027,00	69.026,29
52.002	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de construction, d'extension et de modernisation d'auberges de jeunesse à réaliser par la Centrale des Auberges de Jeunesse et d'autres associations sans but lucratif	CPUBLIE, CSDE	495.787,00 TE	495.097,00	495.096,29
52.003	52.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt de la mise en place d'équipements informatiques et d'équipements audiovisuels	CPUBLIE, CSDE	99.157,00 TE	20.357,00	20.320,51
53.040	53.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme à réaliser par des particuliers	CPUBLIE, CSDE	123.947,00 TE	25.468,00	25.467,96
53.041	53.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel à réaliser par des particuliers	CPUBLIE, CSDE	24.789,00 TE	5.780,00	5.779,31
53.042	53.10	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants	CPUBLIE, CSDE	148.736,00 TE	112.160,00	112.159,88

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
63.000	63.21	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes	CPUBLIE, CSDE	2.676.315,00 TE TR	2.725.780,00	2.725.778,27
63.001	63.21	11.60	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagements, d'extension et d'aménagement de gîtes ruraux à réaliser par des communes et syndicats de communes	CPUBLIE, CSDE	173.525,00 TE	119.527,00	119.526,68
63.002	63.21	Divers	Participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques, des circuits VTT et des pistes cyclables	CORD	74.370,00	74.370,00	71.755,64
63.040	63.51	11.60	Participation de l'Etat aux frais des syndicats d'initiative et ententes de syndicats d'initiative occasionnés pour l'aménagement et l'entretien des pistes cyclables, circuits VTT et sentiers pédestres	CORD	29.700,00	29.700,00	24.187,09
74.040	74.22	11.60	Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques	CORD	40.000,00	40.000,00	38.257,97
74.080	74.22	11.60	Acquisition de mobilier et d'équipements de bureaux pour les agences à l'étranger	CPUBLIE, CSDE	13.000,00	13.000,00	5.365,00
				<i>Total de la section 51.1</i>	6.031.210,00	6.031.210,00	6.013.630,65
51.000	51.10	07.10	<i>Section 51.2 – Logement</i> Participation de l'Etat aux frais exposés par les promoteurs publics dans le cadre des mesures d'accompagnement lors de la préparation et la réalisation de zones d'assainissement	CPUBLIE, CSDE	123.946,00 TE	18.304,00	18.304,00
51.002	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs pour personnes âgées par des établissements publics sous la surveillance des communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	24.000,00	24.000,00	0,00
51.003	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide au Fonds pour le logement à coût modéré et au Fonds pour l'assainissement de la Cité Syrdall (loi modifiée du 25.2.1979 et loi du 10.12.1998)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.000.000,00	1.000.000,00	827.927,26
51.004	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide au Fonds pour le logement à coût modéré (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	6.200.000,00	6.200.000,00	2.438.021,31

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
51.005	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des établissements publics sous la surveillance des communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	50.000,00	50.000,00	14.359,98
51.006	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs par des fabriques d'église	CNLI, CPUBLIE, CSDE	65.000,00	65.000,00	29.356,62
51.040	51.10	Divers	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logis pour travailleurs étrangers seuls par des employeurs-bailleurs	CPUBLIE, CSDE	99.157,00 TE	87.611,00	86.866,91
51.041	51.10	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	421.000,00 D TR	755.175,00	755.174,82
51.042	51.10	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	124.000,00 TR	311.295,00	311.294,56
52.000	52.10	07.10	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logements par des associations privées sans but lucratif	CSDE	116.200,00 TE	31.370,00	31.369,70
52.001	52.10	06.33	Participation de l'Etat aux frais de construction et de l'aménagement de logements locatifs pour personnes âgées par la Fondation Pescatore	CPUBLIE, CSDE	10,00	10,00	0,00
53.000	53.10	07.10	Aide au logement: primes de construction et d'acquisition (règlement ministériel modifié du 25.5.1973, loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.000.000,00	12.000.000,00	9.641.703,76
53.001	53.10	07.10	Epargne-logement et aide au logement: garantie de l'Etat (loi du 27.7.1971, loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10,00	10,00	0,00
53.002	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'épargne	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.000.000,00	2.000.000,00	1.080.886,28
53.003	53.10	07.10	Aide au logement: primes d'amélioration de logements anciens (règlement ministériel modifié du 25.5.1973, loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.000.000,00	3.000.000,00	819.274,46
53.004	53.10	07.10	Aide au logement: participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées physiquement (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	25.000,00 D	65.000,00	46.421,03
53.005	53.10	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement effectués par les propriétaires-occupants dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10,00	10,00	0,00
53.006	53.10	07.10	Aide au logement: participation de l'Etat aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement (art. 12bis de la loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	248.000,00	248.000,00	0,00

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
63.001	63.21	06.33	Participation de l'Etat aux frais de construction et de modernisation par les communes d'ensembles de logements pour personnes âgées	CNLI, CPUBLIE, CSDE	552.000,00	552.000,00	552.000,00
63.002	63.21	07.10	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	384.251,00	384.251,00	65.214,30
63.003	63.21	07.10	Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux communes (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.458.141,00	1.458.141,00	1.458.141,00
63.004	63.21	07.10	Participation aux frais d'aménagement de logements effectués par les communes dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10,00	10,00	0,00
63.005	63.21	07.10	Participation au coût des travaux d'assainissement des infrastructures publiques dans le cadre de l'assainissement par zone (loi modifiée du 25.2.1979)	CNLI, CPUBLIE, CSDE	10,00	10,00	0,00
74.040	74.22	07.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	42.900,00	42.900,00	42.900,00
81.030	81.40	07.10	Fonds pour le logement à coût modéré: majoration de la dotation	CNLI, CPUBLIE	8.676.273,00	8.676.273,00	8.676.273,00
83.000	83.00	07.10	Lutte contre les taudis: subsides remboursables	CORD	223.105,00	223.105,00	223.105,00
			<i>Total de la section 51.2</i>		36.833.023,00	37.192.475,00	27.118.593,99
			Total du département 51		49.525.151,00	49.884.603,00	38.225.154,79

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			52 – Ministère des Travaux publics <i>Section 52.0 – Travaux publics – Dépenses générales</i>				
74.050	74.22	12.00	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	8.500,00 TR	13.500,00	13.058,66
74.060	74.40	12.00	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	11.200,00 TE	6.200,00	6.072,00
74.250	Divers	12.00	Friches industrielles: Cité des Sciences, frais d'acquisition de biens durables et de biens incorporels spécifiques	CNLI, CPUBLIE, CSDE	250.000,00	250.000,00	0,00
			<i>Total de la section 52.0</i>		269.700,00	269.700,00	19.130,66
			Section 52.1 – Ponts et chaussées				
63.000	63.21	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables: remboursement aux communes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	25.000,00 D	171.000,00	20.453,14
71.000	71.11	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès du secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat, indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis, démolition d'immeubles bâtis, travaux d'adaptation et dépenses accessoires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	25.000,00	25.000,00	0,00
71.010	71.12	12.12	Emprises: acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques dans l'intérêt du domaine et de la voirie de l'Etat, indemnisation pour perte de volume bâti, servitudes et droits acquis, démolition d'immeubles bâtis, travaux d'adaptation et dépenses accessoires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	250.000,00	250.000,00	90.092,44
72.010	72.10	12.12	Bâtiments et hangars de l'administration: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CPUBLIE, CSDE	997.500,00	997.500,00	920.537,33
73.010	73.11	12.12	Routes nationales: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements	CPUBLIE, CSDE	18.400.000,00 TE TR	19.000.000,00	18.493.406,74
73.011	73.11	12.12	Chemins repris: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements	CPUBLIE, CSDE	26.500.000,00 TE TR	26.535.768,73	26.307.662,13
73.012	73.11	12.14	Voie de l'Etat: travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité routière	CPUBLIE, CSDE	1.504.000,00 TE	1.340.954,93	1.209.180,97
73.013	73.11	12.12	Ouvrages d'art routiers: travaux de construction et de réfection	CPUBLIE, CSDE	6.000.000,00 TE	5.753.683,97	5.537.220,24
73.014	73.11	12.12	Voie de l'Etat: construction de trottoirs	CPUBLIE, CSDE	210.000,00 TE	179.775,22	169.725,44
73.015	73.11	12.12	Glissements de terrains: réparation des dégâts causés à la voirie, consolidation des talus, installation de dispositifs de sécurité en vue de prévenir la chute de pierres	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.000.000,00 TE	997.750,92	988.874,77
73.017	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public: travaux d'infrastructure et de génie civil	CPUBLIE, CSDE	430.000,00	430.000,00	315.608,74

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
73.018	73.11	12.12	Viabilisation du plan d'aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg.- Dépenses à charge de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	900.000,00	900.000,00	19.897,44
73.019	73.11	12.12	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation	CPUBLIE, CSDE	690.000,00	690.000,00	689.488,52
73.020	73.23	12.32	Moselle canalisée et port de Mertert: travaux de construction et de réfection	CPUBLIE, CSDE	1.270.000,00	1.270.000,00	1.269.969,46
73.030	73.21	12.32	Approfondissement du chenal navigable de la Moselle	CNLI, CPUBLIE, CSDE	300.000,00	300.000,00	87.681,88
73.031	73.21	09.20	Aménagements hydroélectriques de la Sûre: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CNLI, CPUBLIE, CSDE	532.000,00	532.000,00	317.510,05
73.032	73.21	12.32	Moselle canalisée: participation aux frais avancés par l'administration allemande dans l'intérêt de travaux d'investissements exécutés dans la partie commune de la Moselle	CNLI, CPUBLIE, CSDE	750.000,00 D	1.000.000,00	990.042,44
73.033	73.21	12.32	Moselle canalisée: réalisation de travaux d'investissement sur la section où la Moselle fait la frontière entre la République Française et le Grand-Duché de Luxembourg	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100.000,00	100.000,00	10.545,75
73.060	73.43	12.32	Participation de l'Etat dans les frais de construction de quais d'accostage sur la Moselle	CPUBLIE, CSDE	325.000,00	325.000,00	324.691,71
73.061	73.43	Divers	Pistes cyclables: travaux de construction et de réfection	CPUBLIE, CSDE	1.780.000,00 TE	1.586.066,23	1.566.942,15
73.062	73.43	07.50	Plantations et aménagements paysagers	CPUBLIE, CSDE	84.000,00	84.000,00	80.113,40
74.000	74.10	12.10	Acquisition de véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	2.825.000,00 TE TR	2.841.000,00	2.810.861,50
74.010	74.22	12.10	Acquisition de machines de bureau	CORD	38.628,00	38.628,00	33.436,66
74.020	74.22	12.10	Acquisition d'installations de télécommunications	CPUBLIE, CSDE	56.000,00	56.000,00	36.051,98
74.030	74.22	12.10	Acquisition d'appareils de laboratoire	CPUBLIE, CSDE	130.000,00	130.000,00	128.379,24
74.040	74.22	12.10	Acquisition d'équipements spéciaux	CPUBLIE, CSDE	1.806.000,00 TE	1.790.000,00	1.726.655,07
74.041	74.22	12.10	Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: acquisitions d'équipements	CPUBLIE, CSDE	875.000,00	875.000,00	873.034,81
74.042	74.22	12.10	Equipements d'éclairage public endommagés notamment à la suite d'accidents de la circulation routière: acquisition d'équipements	CNLI, CPUBLIE, CSDE	87.000,00	87.000,00	86.247,81
74.043	74.22	12.32	Acquisition d'équipements spéciaux pour le bateau-ponton de la division des ouvrages d'art	CPUBLIE, CSDE	560.000,00	560.000,00	515.717,93
74.050	74.22	12.10	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	175.000,00	175.000,00	173.916,79
74.060	74.40	12.10	Acquisition de logiciels	CNLI, CPUBLIE	125.000,00	125.000,00	101.874,21
74.080	74.22	12.10	Bâtiments et hangars de l'administration: acquisition de mobilier	CORD	33.000,00	33.000,00	27.681,35
			<i>Total de la section 52.1</i>		68.783.128,00	69.179.128,00	65.923.502,09

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
93.000	93.00	12.12	<i>Section 52.2 – Fonds des routes</i> Alimentation du fonds des routes	CNLI, CPUBLIE, CSDE	87.000.000,00	87.000.000,00	87.000.000,00
			<i>Total de la section 52.2</i>		87.000.000,00	87.000.000,00	87.000.000,00
72.010	72.10	01.25	<i>Section 52.3 – Bâtiments publics</i> Bâtiments à usage administratif, sanitaire et social: travaux de remise en état	CPUBLIE, CSDE	3.100.000,00	3.100.000,00	2.415.136,52
72.011	72.10	04.00	Bâtiments d'enseignement de l'Etat: travaux de remise en état	CPUBLIE, CSDE	3.200.000,00	3.200.000,00	3.198.578,18
72.012	72.10	01.25	Divers bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état	CNLI, CPUBLIE, CSDE	7.350.000,00 D	12.288.000,00	12.258.742,99
72.013	72.10	01.25	Bâtiments loués aux institutions internationales: travaux de construction, de transformation et de remise en état	CNLI, CPUBLIE, CSDE	4.750.000,00	4.750.000,00	3.994.384,82
72.014	72.10	Divers	Travaux de transformation à réaliser dans le cadre de la réorganisation des Forces de Police	CPUBLIE, CSDE	3.750.000,00	3.750.000,00	3.749.868,74
72.015	72.10	01.34	Installations thermiques: aménagements, remplacements et modifications	CPUBLIE, CSDE	1.260.000,00 TE TR	1.260.000,00	1.177.901,88
72.016	72.10	01.34	Installations électriques: aménagements, remplacements et modifications	CPUBLIE, CSDE	1.310.000,00 TE TR	1.310.000,00	1.060.537,27
72.017	72.10	01.34	Installations de sécurité: aménagements, remplacements et modifications	CPUBLIE, CSDE	3.000.000,00	3.000.000,00	2.983.566,18
72.018	72.10	01.34	Remplacement de transformateurs, de condensateurs et d'équipements contenant du PCB	CPUBLIE, CSDE	75.000,00	75.000,00	53.476,00
72.019	72.10	01.34	Assainissement énergétique des bâtiments de l'Etat	CPUBLIE, CSDE	310.000,00	310.000,00	308.269,54
72.020	72.10	01.34	Elimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	125.000,00	125.000,00	124.999,53
72.021	72.10	01.34	Travaux d'isolation thermique	CPUBLIE, CSDE	136.000,00	136.000,00	135.886,18
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	CORD	80.000,00	80.000,00	79.278,24
74.010	74.22	01.34	Acquisition de machines de bureau	CORD	18.000,00	18.000,00	5.931,70
74.020	74.22	01.34	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	1.850,00	1.850,00	0,00
74.040	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	50.000,00	50.000,00	49.078,21
74.041	74.22	01.34	Acquisition d'équipements spéciaux pour fêtes publiques et autres manifestations	CPUBLIE, CSDE	7.800,00	7.800,00	7.282,03
74.050	74.22	01.34	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	40.000,00	40.000,00	39.341,65
74.060	74.40	01.34	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CPUBLIE, CSDE	550.000,00	550.000,00	136.751,61
74.080	74.22	01.34	Acquisition de mobilier pour fêtes publiques et autres manifestations	CPUBLIE, CSDE	17.300,00	17.300,00	17.297,22
			<i>Total de la section 52.3</i>		29.130.950,00	34.068.950,00	31.796.308,49

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			<i>Section 52.4 – Bâtiments publics – Compétences communes</i>				
72.010	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère d'Etat	CPUBLIE, CSDE	3.692.000,00	3.692.000,00	2.865.829,14
72.011	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense	CPUBLIE, CSDE	1.360.000,00	1.360.000,00	1.340.566,29
72.012	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	CPUBLIE, CSDE	1.220.000,00	1.220.000,00	911.192,56
72.013	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative	CPUBLIE, CSDE	95.000,00	95.000,00	91.337,85
72.014	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances	CPUBLIE, CSDE	1.210.500,00	1.210.500,00	934.555,67
72.015	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des finances (trésor et budget)	CPUBLIE, CSDE	90.000,00	90.000,00	85.918,38
72.016	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la justice	CPUBLIE, CSDE	1.085.000,00	1.085.000,00	1.071.215,35
72.018	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'intérieur	CPUBLIE, CSDE	825.000,00	825.000,00	626.451,70
72.020	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CPUBLIE, CSDE	3.250.000,00	3.250.000,00	3.248.557,52
72.021	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	CPUBLIE, CSDE	2.803.300,00	2.803.300,00	2.037.880,84
72.022	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la santé	CPUBLIE, CSDE	475.000,00	475.000,00	443.429,35

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
72.023	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'environnement	CPUBLIE, CSDE	760.000,00	760.000,00	548.410,69
72.024	72.10	06.10	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de la sécurité sociale	CPUBLIE, CSDE	75.000,00	75.000,00	74.991,57
72.025	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural	CPUBLIE, CSDE	420.000,00	420.000,00	252.671,49
72.027	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des transports	CPUBLIE, CSDE	1.250.000,00	1.250.000,00	1.177.799,93
72.029	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des travaux publics	CPUBLIE, CSDE	780.000,00	780.000,00	538.233,76
72.031	72.10	Divers	Bâtiments et services publics: divers travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation	CPUBLIE, CSDE	2.250.000,00	2.250.000,00	1.877.699,85
72.032	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation d'immeubles loués par l'Etat aux institutions internationales	CPUBLIE, CSDE	400.000,00	400.000,00	338.017,82
72.033	72.10	06.34	Mise en état et modernisation de l'institut médico-professionnel de Kreuzberg à Dudelange	CPUBLIE, CSDE	250.000,00	250.000,00	239.816,46
72.034	72.10	05.23	Centre thermal et de santé de Mondorf: travaux de construction, de transformation et de remise en état	CPUBLIE, CSDE	500.000,00	500.000,00	490.556,92
72.035	72.10	Divers	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des établissements publics relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	CPUBLIE, CSDE	1.500.000,00	1.500.000,00	1.303.239,85
72.036	72.10	05.00	Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des établissements publics relevant du ministère de la santé	CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
74.080	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère d'Etat	CNLI, CPUBLIE, CSDE	1.235.000,00	1.235.000,00	758.533,69
74.081	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la coopération et de la défense	CPUBLIE, CSDE	200.000,00	200.000,00	193.147,30
74.082	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche	CPUBLIE, CSDE	510.000,00	510.000,00	401.412,90

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.083	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative	CPUBLIE, CSDE	110.000,00	110.000,00	51.642,15
74.084	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances	CPUBLIE, CSDE	873.000,00	873.000,00	496.920,12
74.085	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des finances (trésor et budget)	CPUBLIE, CSDE	120.000,00	120.000,00	73.467,00
74.086	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la justice	CPUBLIE, CSDE	260.000,00	260.000,00	224.201,17
74.088	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'intérieur	CPUBLIE, CSDE	392.000,00	392.000,00	323.707,57
74.090	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et des sports	CPUBLIE, CSDE	1.925.000,00	1.925.000,00	1.664.258,94
74.091	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la famille, de la solidarité sociale et de la jeunesse	CPUBLIE, CSDE	377.500,00	377.500,00	299.845,08
74.092	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la santé	CPUBLIE, CSDE	183.000,00	183.000,00	116.556,99
74.093	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'environnement	CPUBLIE, CSDE	243.000,00	243.000,00	121.998,78
74.094	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère du travail et de l'emploi	CPUBLIE, CSDE	224.800,00	224.800,00	125.239,74
74.095	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de la sécurité sociale	CPUBLIE, CSDE	149.000,00	149.000,00	88.617,80
74.096	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural	CPUBLIE, CSDE	250.000,00	250.000,00	222.722,58
74.097	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'économie	CPUBLIE, CSDE	14.900,00	14.900,00	12.373,31
74.098	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des transports	CPUBLIE, CSDE	90.000,00	90.000,00	34.785,87
74.099	74.22	12.44	Acquisition et remplacement de mobilier pour les entreprises relevant du ministère des transports	CPUBLIE, CSDE	150.000,00	150.000,00	102.470,60
74.100	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des travaux publics	CPUBLIE, CSDE	286.500,00	286.500,00	229.419,05

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.101	74.22	07.10	Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement	CPUBLIE, CSDE	20.000,00	20.000,00	19.440,66
74.102	74.22	01.34	Acquisition de mobilier de bureau pour les administrations et services publics	CPUBLIE, CSDE	443.100,00	443.100,00	334.822,52
74.103	74.22	Divers	Acquisition et remplacement de mobilier pour les immeubles loués ou à louer par l'Etat aux institutions internationales	CPUBLIE, CSDE	151.400,00	151.400,00	128.480,60
74.105	74.22	03.20	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux suite à la fusion police et gendarmerie	CPUBLIE, CSDE	900.000,00	900.000,00	681.043,10
74.106	74.22	06.34	Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux pour personnes handicapées	CNLI, CPUBLIE, CSDE	12.400,00 D	108.400,00	45.919,49
			<i>Total de la section 52.4</i>		33.411.500,00	33.507.500,00	27.249.400,00
72.010	72.10	01.25	<i>Section 52.5 – Fonds d'investissements publics</i> Fonds d'investissements publics et fonds pour la loi de garantie: frais d'études, travaux préparatoires et dépenses diverses	CNLI, CPUBLIE, CSDE	750.000,00 D	950.000,00	943.433,71
93.000	93.00	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs	CNLI, CPUBLIE, CSDE	40.000.000,00	40.000.000,00	40.000.000,00
93.001	93.00	04.00	Alimentation du fonds d'investissements publics scolaires	CNLI, CPUBLIE, CSDE	62.000.000,00	62.000.000,00	62.000.000,00
93.002	93.00	01.25	Alimentation du fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	CNLI, CPUBLIE, CSDE	20.000.000,00	20.000.000,00	20.000.000,00
93.003	93.00	01.25	Alimentation du fonds pour la loi de garantie	CNLI, CPUBLIE	7.000.000,00	7.000.000,00	7.000.000,00
			<i>Total de la section 52.5</i>		129.750.000,00	129.950.000,00	129.943.433,71
			Total du département 52		348.345.278,00	353.975.278,00	341.931.774,95

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tf ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			53 – Ministère des Transports				
			<i>Section 53.1 – Circulation routière</i>				
74.050	74.22	12.10	Remboursement à la société nationale de contrôle technique des frais d'amortissement pour la gestion du fichier national des véhicules et des permis de conduire	CORD	424.000,00	424.000,00	420.023,70
81.030	81.40	12.10	Participation dans l'augmentation du capital de la S.N. de certification et d'homologation	CNLI, CPUBLIE	301.250,00	301.250,00	301.250,00
			<i>Total de la section 53.1</i>		725.250,00	725.250,00	721.273,70
			<i>Section 53.2 – Transports publics</i>				
51.010	51.20	12.10	Acquisition d'oblitérateurs dans l'intérêt de la tarification appliquée sur les réseaux ferroviaire et routier des transports publics	CNLI, CPUBLIE, CSDE	2.656.710,00	2.656.710,00	2.656.710,00
52.010	52.20	12.10	Participation de l'Etat dans les dépenses d'aménagement des parkings d'accueil (P+R), d'équipements de sécurisation dans l'intérêt des transports publics	CNLI, CPUBLIE, CSDE	625.000,00 D	1.285.000,00	1.285.000,00
			<i>Total de la section 53.2</i>		3.281.710,00	3.941.710,00	3.941.710,00
			<i>Section 53.3 – Transports ferroviaires</i>				
93.000	93.00	12.20	Alimentation du fonds du rail	CNLI, CPUBLIE	40.000.000,00	40.000.000,00	40.000.000,00
93.001	93.00	12.20	Alimentation du fonds des raccordements ferroviaires internationaux	CNLI, CPUBLIE	15.000.000,00	15.000.000,00	15.000.000,00
			<i>Total de la section 53.3</i>		55.000.000,00	55.000.000,00	55.000.000,00
			<i>Section 53.4 – Navigation fluviale</i>				
74.010	74.22	12.34	Acquisition de machines de bureau	CORD	4.500,00	4.500,00	4.322,49
74.020	74.22	12.34	Acquisition d'installations de télécommunications	CORD	40.350,00	40.350,00	39.018,13
74.040	74.22	12.34	Acquisition d'équipements spéciaux	CPUBLIE, CSDE	142.970,00	142.970,00	142.913,94
			<i>Total de la section 53.4</i>		187.820,00	187.820,00	186.254,56
			<i>Section 53.5 – Direction de l'aviation civile</i>				
74.040	74.22	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	33.000,00	33.000,00	2.294,25
74.050	74.22	12.40	Acquisition d'équipements informatiques	CORD	10.000,00	10.000,00	0,00
74.060	74.40	12.40	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	CORD	12.500,00	12.500,00	0,00
81.030	81.40	12.40	Participation dans le capital social de compagnies aériennes	CNLI, CPUBLIE	100,00 D	3.740.100,00	3.738.314,28

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
81.031	81.40	12.40	Participation dans le capital social de la Société de promotion et de développement de l'aéroport de Luxembourg s.à r.l.	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
81.032	81.40	12.40	Participation dans le capital social de la Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A.	CNLI, CPUBLIE, CSDE	100,00	100,00	0,00
81.033	81.40	12.40	Participation dans le capital social de la Société de contrôle technique et opérationnel du secteur aéronautique	CNLI, CPUBLIE	100,00	100,00	0,00
			<i>Total de la section 53.5</i>		55.900,00	3.795.900,00	3.740.608,53
			<i>Section 53.6 – Aéroport de Luxembourg</i>				
73.010	73.11	12.40	Travaux d'aménagement routiers et autres	CPUBLIE, CSDE	6.590.000,00	6.590.000,00	6.271.119,48
74.000	74.10	12.40	Acquisition de véhicules automoteurs	CPUBLIE, CSDE	315.000,00	315.000,00	312.005,27
74.010	74.22	12.40	Acquisition de machines de bureau	CORD	9.000,00	9.000,00	5.304,13
74.040	74.22	12.40	Installations de sécurité et de contrôle, équipement, matériel	CNLI, CPUBLIE, CSDE	3.195.000,00	3.195.000,00	2.630.247,24
74.041	74.22	12.40	Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	493.000,00	493.000,00	474.100,86
			<i>Total de la section 53.6</i>		10.602.000,00	10.602.000,00	9.692.776,98
			<i>Section 53.7 – Garage du gouvernement</i>				
74.000	74.10	01.34	Acquisition de véhicules automoteurs	CNLI, CPUBLIE	250.000,00 D	420.000,00	405.804,35
			<i>Total de la section 53.7</i>		250.000,00	420.000,00	405.804,35
			<i>Section 53.8 – Commissariat aux affaires maritimes</i>				
74.010	74.22	12.34	Acquisition de machines de bureau	CORD	1.735,00	1.735,00	0,00
			<i>Total de la section 53.8</i>		1.735,00	1.735,00	0,00
			<i>Total du département 53</i>		70.104.415,00	74.674.415,00	73.688.428,12

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après tfi ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
74.040	74.22	06.36	54 – Ministère de la Promotion féminine				
			<i>Section 54.0 – Promotion féminine</i>				
			Acquisition d'équipements spéciaux	CORD	11.400,00	11.400,00	11.165,43
74.070	74.22	06.36	Acquisition d'objets d'art pour récompenser la meilleure pratique d'égalité des femmes et des hommes dans les communes	CORD	6.197,00	6.197,00	3.600,00
				<i>Total de la section 54.0</i>	17.597,00	17.597,00	14.765,43
				Total du département 54	17.597,00	17.597,00	14.765,43
				Total du Chapitre IV – Dépenses en capital	853.272.666,00	995.743.690,51	923.902.960,85

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre – Chapitre V – Recettes pour ordre

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Prévisions 2002 (en EUR)	Recettes effectives (en EUR)
			Recettes pour ordre			
1	10.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de Douanes et d'accise	CORD	794.482.000,00	849.941.175,09
2	10.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	CORD	145.000,00	0,00
3	10.00	13.90	Recettes pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune	CORD	28.900.000,00	16.588.414,82
5	10.00	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: recettes brutes (y compris les recettes pour le compte de l'union européenne à titre de ressources propres à cette union)	CORD	1.470.000.000,00	1.438.741.571,87
6	10.00	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: avances aux autorités militaires alliées pour le financement de cette rémunération	CORD	860.190,00	1.148.368,47
7	10.00	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: avances de l'union européenne pour le financement de ces opérations	CORD	44.717.000,00	50.454.642,70
8	42.00	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: recettes provenant de l'écoulement de produits agricoles achetés par les organismes d'intervention et recettes connexes, versements de l'union européenne pour la couverture des pertes résultant éventuellement de l'écoulement des mêmes produits	CORD	100,00	44.596,21
9	10.00	06.42	Cofinancement par la Communauté européenne des frais pour la réalisation de projets et de formations relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail	CORD	296.400,00	94.657,46
10	10.00	13.90	Produit de l'impôt commercial communal	CORD	465.000.000,00	546.148.404,66
11	10.00	13.90	Produit de la taxe de consommation sur l'alcool	CORD	19.100.000,00	20.747.445,03
12	10.00	13.90	Propriété intellectuelle: recettes pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	CORD	3.720.000,00	3.569.287,16
14	10.00	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: recettes brutes	CORD	6.812.500,00	13.447.577,28
16	10.00	13.90	Actions dans le domaine de la santé: recettes perçues de la part de différentes institutions pour le compte d'organismes et d'experts oeuvrant dans le domaine de la santé	CORD	100,00	0,00
18	10.00	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD	14.275.265,00	3.456.881,10
19	10.00	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD	6.486.800,00	5.942.194,40
20	10.00	13.90	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) – section orientation: interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD	1.050.000,00	427.521,60
26	84.23	13.90	Produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	CORD	68.216.000,00	59.502.463,18
30	12.16	13.90	Contributions financières des partenaires privés participant à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	CORD	200.000,00	109.799,84

<i>Article</i>	<i>Code éco.</i>	<i>Code fonct.</i>	<i>Libellé</i>	<i>Type article</i>	<i>Prévisions 2002 (en EUR)</i>	<i>Recettes effectives (en EUR)</i>
31	12.16	11.10	Produit des avertissements taxés et de dédommagement civil communal dus dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: recettes brutes	CORD	6.000.000,00	8.146.851,02
35	10.00	13.90	Remboursement par le Centre hospitalier neuropsychiatrique des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics, intérêts de retard	CORD	18.227.986,00	17.845.052,72
37	10.00	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics, intérêts de retard	CORD	24.078.190,00	42.880.704,83
39	10.00	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	CORD	4.000.000,00	4.176.927,85
44	10.00	13.90	Programmes INTERREG	CORD	1.100.000,00	1.955.835,29
45	10.00	13.90	Part de l'union européenne dans le cadre des programmes Jeunesse pour l'Europe et service volontaire européen	CORD	679.988,00	917.589,06
48	10.00	06.36	Part de l'union européenne dans la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CORD	800.000,00	0,00
49	46.40	06.30	Recettes pour le compte du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants	CORD	100,00	1.717.785,68
50	10.00	11.10	Recettes pour le compte d'organismes de normalisation étrangers en matière de mise à disposition de normes dont les droits de reproduction font l'objet de contrats de coopération	CORD	3.700,00	0,00
51	46.40	05.10	Remboursement par les services de santé au travail (SNST) des indemnités et charges sociales patronales des employés de l'Etat: intérêts de retard	CORD	3.439.383,00	1.661.364,63
			Total du Chapitre V – Recettes pour ordre		2.982.590.702,00	3.089.667.111,95

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre – Chapitre VI – Dépenses pour ordre

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après ft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
			Dépenses pour ordre				
1	35.40	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière de douane et d'accise	CORD, CSDE	794.482.000,00 D	849.941.175,09	849.941.175,09
2	35.40	13.90	Dépenses pour le compte de l'union économique belgo-luxembourgeoise en matière d'accise sur les alcools indigènes	CORD, CSDE	145.000,00	145.000,00	0,00
3	35.10	13.90	Dépenses pour le compte de l'union européenne en matière de droits de douane et de montants agricoles institués dans le cadre de la politique agricole commune	CORD, CSDE	28.900.000,00	28.900.000,00	16.588.414,82
5	Divers	13.90	Taxe sur la valeur ajoutée: dépenses brutes (y compris le versement à l'union européenne de la quote-part des recettes brutes leur revenant à titre de ressources propres)	CORD, CSDE	1.470.000.000,00	1.470.000.000,00	1.438.741.571,87
6	35.10	13.90	Rémunération de personnel civil pour le compte d'autorités militaires alliées: dépenses résultant de cette rémunération, remboursement d'avances aux autorités militaires alliées	CORD, CSDE	860.190,00 D	869.935,00	869.931,23
7	Divers	13.90	Interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles et restitutions à l'exportation vers les pays tiers: dépenses résultant de ces opérations, remboursement d'avances à l'union européenne	CORD, CSDE	44.717.000,00	44.717.000,00	44.713.596,38
8	35.10	13.90	Stockage public de produits agricoles pour le compte de l'union européenne: dépenses résultant de l'achat et de la vente de produits agricoles par les organismes d'intervention, versement à l'union européenne des excédents de recettes réalisés éventuellement sur l'écoulement des mêmes produits	CORD, CSDE	100,00 D	317.072,00	317.071,39
9	Divers	06.42	Cofinancement par la Communauté européenne des frais pour la réalisation de projets et de formations relatifs au domaine de la santé et de la sécurité au travail	CORD, CSDE	296.400,00	296.400,00	78.481,10
10	43.21	13.90	Impôt commercial communal: versement aux communes du produit de l'impôt	CORD, CSDE	465.000.000,00 D	548.619.201,54	548.619.201,54
11	Divers	13.90	Taxe de consommation sur l'alcool, dépenses brutes	CORD, CSDE	19.100.000,00 D	20.747.445,03	20.747.445,03
12	35.40	13.90	Propriété intellectuelle: dépenses pour le compte de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'organisation européenne des brevets	CORD, CSDE	3.720.000,00	3.720.000,00	3.569.287,16
14	Divers	13.90	Prélèvement sur le produit des jeux de casino: dépenses brutes	CORD, CSDE	6.812.500,00 D	13.447.577,28	13.447.577,28
16	00.00	13.90	Actions dans le domaine de la santé: dépenses remboursées pour le compte d'institutions à des organismes et des experts oeuvrant dans le domaine de la santé: avances dans le même but	CORD, CSDE	100,00	100,00	0,00
18	Divers	13.90	Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD, CSDE	14.275.265,00	14.275.265,00	1.273.566,16

Article	Code éco.	Code fonct.	Libellé	Type article	Crédits 2002 (en EUR)	Crédits après fft ou autorisation de dépassement (en EUR)	Paiements effectifs (en EUR)
19	Divers	13.90	Fonds social européen (F.S.E.): interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD, CSDE	6.486.800,00	6.486.800,00	4.204.941,47
20	Divers	13.90	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.) – section orientation: interventions financières effectuées par les autorités intermédiaires	CORD, CSDE	1.050.000,00 D	1.684.590,00	1.139.846,64
26	93.00	13.90	Versement au fonds pour l'emploi du produit de la contribution sociale prélevée sur les carburants	CORD, CSDE	68.216.000,00	68.216.000,00	59.502.463,18
30	Divers	11.10	Participations de partenaires privés à des foires, salons et autres manifestations de promotion commerciale	CORD, CSDE	200.000,00	200.000,00	91.601,46
31	Divers	11.10	Produit des avertissements taxés et du dédommagement civil communal dû dans le cadre d'infractions contre la réglementation sur le stationnement payant: dépenses brutes	CORD, CSDE	6.000.000,00 D	8.146.851,02	8.146.851,02
35	Divers	13.90	Traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics du Centre hospitalier neuropsychiatrique, intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	CORD, CSDE	18.227.986,00	18.227.986,00	17.845.052,72
37	Divers	13.90	Remboursement par l'établissement public regroupant les Centres, Foyers et Services pour personnes âgées des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics, intérêts de retard	CORD, CSDE	24.078.190,00 D	25.315.401,23	25.315.401,23
39	41.40	13.90	Produit de la contribution spéciale à l'assurance dépendance résultant de la majoration de la redevance à charge du secteur de l'énergie électrique (article 375, alinéa 2, point 2 du C.A.S.)	CORD, CSDE	4.000.000,00 D	4.176.928,00	4.176.927,85
44	00.00	13.90	Programmes INTERREG	CORD, CSDE	1.100.000,00	1.100.000,00	819.431,94
45	00.00	13.90	Part de l'union européenne dans le cadre des programmes Jeunesse pour l'Europe et service volontaire européen	CORD, CSDE	679.988,00	679.988,00	560.903,44
48	34.49	06.36	Part de l'union européenne dans la mise en oeuvre d'actions nationales dans le cadre de programmes communautaires ayant trait à l'égalité entre femmes et hommes	CORD	800.000,00	800.000,00	347.997,81
49	41.40	06.30	Dépenses pour le compte du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants	CORD	100,00 D	1.717.785,68	1.717.785,68
50	35.00	11.10	Dépenses pour le compte d'organismes de normalisation étrangers en matière de mise à disposition de normes dont les droits de reproduction font l'objet de contrats de coopération	CORD	3.700,00	3.700,00	0,00
51	Divers	05.10	Indemnités et charges sociales patronales des employés de l'Etat des services de santé au travail (SNST), intérêts dus à l'Etat en cas de remboursement tardif	CORD	3.439.383,00	3.439.383,00	1.661.364,63
Total du Chapitre VI – Dépenses pour ordre					2.982.590.702,00	3.136.191.583,87	3.064.437.888,12

Section	Désignation du Fonds	Excédent à la fin de l'exercice 2001 (en EUR)	Recettes (en EUR)	Dépenses (en EUR)	Excédent à la fin de l'exercice 2002 (en EUR)
Fonds de tiers					
CC	Consignations judiciaires	22.055.822,92	528.566,22	4.097.430,19	18.486.958,95
CE	Consignations faites par des étrangers	889,54	0,00	889,54	0,00
SD	Fonds des successions en déshérence non encore acquises à l'Etat	3.071,95	0,00	3.071,95	0,00
	<i>Total Fonds de tiers</i>	22.059.784,41	528.566,22	4.101.391,68	18.486.958,95
Fonds des communes					
CP	Fonds communal de péréquation conjoncturelle	40.335.334,92	1.392.335,88	0,00	41.727.670,80
DC	Fonds de dépenses communales	-71.439.765,18	73.911.113,53	74.961.768,27	-72.490.419,92
	<i>Total Fonds des communes</i>	-31.104.430,26	75.303.449,41	74.961.768,27	-30.762.749,12
Fonds de l'Etat					
AD	Fonds d'investissements publics administratifs	375.096.161,49	40.000.000,00	37.411.814,85	377.684.346,64
AS	Fonds d'assainissement du surendettement	25.000,00	124.000,00	10.491,36	138.508,64
CD	Fonds pour la coopération au développement	49.463.120,00	76.693.640,26	100.752.160,13	25.404.600,13
CF	Fonds communal de dotation financière	0,00	401.319.899,74	401.319.899,74	0,00
CH	Fonds spécial de la chasse	2.784,23	377.703,00	380.486,49	0,74
CR	Fonds de crise	21.715.472,77	0,00	0,00	21.715.472,77
CU	Fonds social culturel	1.280,17	300.901,99	241.349,71	60.832,45
CY	Fonds cynégétique	434.587,89	33.684,00	12.400,00	455.871,89
DE	Fonds de la dette publique	414.914.086,77	68.213.905,00	153.465.888,99	329.662.102,78
EF	Fonds spécial des eaux frontalières	1.378.156,35	137.683,00	100.122,67	1.415.716,68
EM	Fonds pour l'emploi	112.177.806,86	184.563.713,07	207.488.516,55	89.253.003,38
GA	Fonds pour la loi de garantie	182.400.079,88	29.468.988,78	22.437.449,20	189.431.619,46
GE	Fonds pour la gestion de l'eau	73.131.171,37	49.000.000,00	28.024.333,50	94.106.837,87
MH	Fonds pour les monuments historiques	14.260.731,04	10.002.869,19	12.251.378,87	12.012.221,36
MI	Fonds d'équipement militaire	1.056.059,39	0,00	0,00	1.056.059,39
OA	Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	26.487.880,72	21.309.914,62	18.754.560,17	29.043.235,17
PE	Fonds spécial de la pêche	428.679,06	80.730,00	62.566,14	446.842,92
PR	Fonds pour la protection de l'environnement	85.886.424,42	4.200.000,00	10.640.429,54	79.445.994,88
PS	Fonds pour pensions	8.085.486,15	302.682.072,68	295.369.252,25	15.398.306,58
RA	Fonds du rail	133.772.044,73	168.897.178,68	168.981.869,09	133.687.354,32
RE	Fonds pour la réforme communale	61.973,38	0,00	0,00	61.973,38

<i>Section</i>	<i>Désignation du Fonds</i>	<i>Excédent à la fin de l'exercice 2001 (en EUR)</i>	<i>Recettes (en EUR)</i>	<i>Dépenses (en EUR)</i>	<i>Excédent à la fin de l'exercice 2002 (en EUR)</i>
RF	Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	101.148.441,12	15.000.000,00	4.454.051,70	111.694.389,42
RO	Fonds des routes	225.626.649,68	87.690.258,61	152.012.086,57	161.304.821,72
SC	Fonds d'investissements publics scolaires	262.543.575,82	62.000.000,00	47.682.331,20	276.861.244,62
SF	Fonds pour les investissements sociofamiliaux	151.761.788,97	55.009.265,02	62.533.598,22	144.237.455,77
SH	Fonds d'investissements publics sanitaires et hospitaliers	323.676.743,22	37.000.000,00	26.569.778,74	334.106.964,48
SO	Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	48.081.163,50	20.000.000,00	5.637.818,21	62.443.345,29
SP	Fonds d'équipement sportif national	11.774,87	28.231.712,00	3.849.296,46	24.394.190,41
	<i>Total Fonds de l'Etat</i>	2.613.629.123,85	1.662.338.119,64	1.760.443.930,35	2.515.523.313,14
Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire					
MO	Fonds de couverture des signes monétaires	18.004.295,80	57.827.632,46	11.336.628,33	64.495.299,93
PC	Fonds de couverture des avoirs sur compte CCP	629.588.717,03	0,00	98.291.791,57	531.296.925,46
	<i>Total Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire</i>	647.593.012,83	57.827.632,46	109.628.419,90	595.792.225,39
	Total général	3.252.177.490,83	1.795.997.767,73	1.949.135.510,20	3.099.039.748,36

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre – Historique du solde cumulé

Art.	1988 (LUF)	1989 (LUF)	1990 (LUF)	1991 (LUF)	1992 (LUF)	1993 (LUF)	1994 (LUF)	1995 (LUF)	1996 (LUF)	1997 (LUF)	1998 (LUF)	1998 (LUF)	2000 (LUF)	SOLDE CUMULÉ 1985-2000 (LUF)	SOLDE CUMULÉ 1985-2000 (EUR)	2001 (EUR)	2002 (EUR)	SOLDE CUMULÉ 1985-2002 (EUR)	
1	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	276 013,37
2	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-276 013,37
3	-2 752 500	2 752 500	EQ	EQ	EQ	EQ	-3 303 575	-9 644 448	-1 489 912	-1 489 912	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-169 927,22
4	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	3 303 575	3 551 272	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	169 927,22
5	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
6	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-294 482,53
7*	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	357 342,25
8*	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-524 138,14
9	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-234 200,36
10	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-274 475,18
11	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-2 470 738,08
12	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
13	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
14	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
15	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
16	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
17	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
18	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
19	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
20	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
21	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
22	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
23	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
24	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
25	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
26	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
27	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
28	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
29	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
30	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
31	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
32	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
33	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
34	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
35	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
36	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
37	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
38	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
39	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
40	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
41	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
42	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
43	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
44	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
45	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
46	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
47	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
48	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
49	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
50	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
51	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0,00
	-2 752 500	2 727 767	54	0	-86 449	0	-731 885	-1 025 433	-283 238	-140 637 632	101 890 644	435 126 249	103 166 460	497 393 837	12 330 071,15	-26 601 571,53	25 229 223,83	10 957 723,45	

REMARQUES

* la loi budgétaire autorise ces articles à reporter un solde négatif!

EQ = équilibre entre recettes et dépenses

0/0,00 = article existant mais pas d'opérations

- = article non existant

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171/00A

N° 5171^A

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

* * *

ANNEXES 1, 2, 4, 5 ET 6

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(23.7.2003)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Trésor et du Budget, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe *divers tableaux* ne faisant pas partie intégrante du projet de loi sous rubrique, mais fournissant des explications supplémentaires et facilitant l'analyse du compte général en question.

Je vous prie de noter par ailleurs que l'Annexe 3 n'a pu encore être jointe à la présente, compte tenu du fait que les chiffres du STATEC sur le revenu national brut à prix courants ne sont pas encore disponibles pour l'année 2002.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

Conseiller de Gouvernement 1re classe

*

ANNEXE 1

EXERCICE 2002

	<i>Projet de budget</i>	<i>Budget voté</i>	<i>Budget définitif (= Budget voté + lois modif. subséq.)</i>	<i>Compte général</i>	<i>Variations*</i>	
					<i>en montants abs.</i>	<i>en %</i>
Budget courant						
Recettes	5.941.446.855,00	5.935.153.555,00	5.935.153.555,00	6.149.413.915,08	214.260.360,08	3,6
Dépenses	5.122.865.068,00	5.122.814.715,00	5.145.880.385,00	5.217.274.196,87	71.393.811,87	1,4
<i>Excédents</i>	818.581.787,00	812.338.840,00	789.273.170,00	932.139.718,21	142.866.548,21	–
Budget en capital						
Recettes	35.949.429,00	42.020.329,00	42.020.329,00	51.007.071,56	8.986.742,56	21,4
Dépenses	845.316.541,00	853.272.666,00	853.272.666,00	923.902.960,85	70.630.294,85	8,3
<i>Excédents</i>	– 809.367.112,00	– 811.252.337,00	– 811.252.337,00	– 872.895.889,29	– 61.643.552,29	–
Budget total						
Recettes	5.977.396.284,00	5.977.173.884,00	5.977.173.884,00	6.200.420.986,64	223.247.102,64	3,7
Dépenses	5.968.181.609,00	5.976.087.381,00	5.999.153.051,00	6.141.177.157,72	142.024.106,72	2,4
<i>Excédents</i>	9.214.675,00	1.086.503,00	-21.979.167,00	59.243.828,92	81.222.995,92	–

*

*) du compte général par rapport au budget définitif

ANNEXE 2

COMPTE GENERAL DE L'EXERCICE 2002

Relevé des crédits ayant fait l'objet d'une autorisation de dépassement et/ou de transfert

Budget des dépenses – Chapitre III – Dépenses courantes

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)	Unité: Euro
00 – Ministère d'Etat									
<i>Section 00.0 – Maison du Grand-Duc</i>									
10.001	3.967.458,00 D	77.774,00	0,00	0,00	0,00	4.045.232,00	3.967.458,00	0,00	
10.004	499.006,00 D	7.984,00	0,00	0,00	0,00	506.990,00	499.006,00	0,00	
11.000	122.529,00 D	29.717,95	0,00	0,00	0,00	152.246,95	152.246,95	29.717,95	
Total de la section 00.0:		115.475,95	0,00	0,00	0,00			29.717,95	
<i>Section 00.3 – Conseil d'Etat</i>									
11.000	420.940,00 D	1.871,09	0,00	0,00	0,00	422.811,09	422.811,09	1.871,09	
11.010	116.881,00 D	1.440,16	0,00	0,00	0,00	118.321,16	118.321,16	1.440,16	
11.030	45.610,00 D	504,98	0,00	0,00	0,00	46.114,98	46.114,98	504,98	
11.130	1.115.655,00 D	12.222,00	0,00	0,00	0,00	1.127.877,00	1.127.876,58	12.221,58	
12.070	28.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	118,00	28.118,00	28.117,92	117,92	
12.080	21.567,00 TE	0,00	0,00	-618,00	0,00	20.949,00	20.867,33	-	
12.300	5.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	5.500,00	5.186,36	186,36	
Total de la section 00.3:		16.038,23	0,00	-618,00	618,00			16.342,09	
<i>Section 00.4 – Gouvernement</i>									
11.000	7.155.857,00 D	131.139,58	0,00	0,00	0,00	7.286.996,58	7.286.996,58	131.139,58	
11.130	180.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.600,00	181.600,00	180.334,57	334,57	
12.011	768.500,00 D	809.400,00	0,00	0,00	0,00	1.577.900,00	1.539.957,10	771.457,10	
12.040	14.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.100,00	15.100,00	15.073,80	1.073,80	
12.080	27.581,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	37.581,00	32.137,99	4.556,99	
12.110	37.500,00 D TR	199.007,00	0,00	0,00	25.000,00	261.507,00	260.976,14	223.476,14	
12.130	1.000.000,00 D	200.000,00	0,00	0,00	0,00	1.200.000,00	1.144.891,86	144.891,86	
12.131	3.222.616,00 D	3.300.000,00	0,00	0,00	0,00	6.522.616,00	6.174.283,19	2.951.667,19	
12.134	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	31.000,00	81.000,00	80.900,54	30.900,54	
12.300	375.850,00 D	5.105,40	0,00	0,00	0,00	380.955,40	380.955,40	5.105,40	
12.310	12.395,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.200,00	18.595,00	17.834,24	5.439,24	
12.321	1.250.000,00 D	1.435.000,00	0,00	0,00	0,00	2.685.000,00	2.682.451,20	1.432.451,20	
12.342	37.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.280,00	57.280,00	54.388,46	17.388,46	

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.346	215.000,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	213.500,00	143.798,87	-71.201,13
12.350	10.000,00 D	1.700.000,00	0,00	0,00	0,00	1.710.000,00	1.467.324,18	1.457.324,18
12.352	5.000.000,00 D	870.000,00	0,00	0,00	0,00	5.870.000,00	5.869.594,99	869.594,99
33.018	100.000,00 TE	0,00	0,00	-93.680,00	0,00	6.320,00	0,00	–
34.040	50.000,00 D	350.000,00	0,00	0,00	0,00	400.000,00	297.332,00	247.332,00
Total de la section 00.4:		8.999.651,98	0,00	-95.180,00	95.180,00			8.222.932,11
<i>Section 00.5 – Conseil économique et social</i>								
12.040	19.831,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	20.831,00	20.635,41	804,41
12.050	15.660,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	14.660,00	14.431,34	–
12.120	158.150,00 D	23.170,00	0,00	0,00	0,00	181.320,00	181.318,12	23.168,12
Total de la Section 00.5:		23.170,00	0,00	-1.000,00	1.000,00			23.972,53
<i>Section 00.6 – Centre de Communications du Gouvernement</i>								
11.020	100,00 D	40.507,36	0,00	0,00	0,00	40.607,36	40.607,36	40.507,36
12.061	161.300,00 TE	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	156.300,00	155.463,14	–
12.080	80.780,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	85.780,00	83.726,76	2.946,76
Total de la Section 00.6:		40.507,36	0,00	-5.000,00	5.000,00			43.454,12
<i>Section 00.8 – Médias et Communications</i>								
12.012	176.000,00 TE	0,00	0,00	-398,00	0,00	175.602,00	78.034,02	–
12.020	1.656,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	2.656,00	2.134,69	478,69
12.040	3.223,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	2.223,00	2.145,28	-1.077,72
12.120	20.000,00 D	60.000,00	0,00	0,00	0,00	80.000,00	77.962,08	57.962,08
31.050	4.420.000,00 D TR	253.100,00	0,00	0,00	80,00	4.673.180,00	4.673.077,00	253.077,00
35.031	2.160,00 TR	0,00	0,00	0,00	318,00	2.478,00	2.477,15	317,15
Total de la section 00.8:		313.100,00	0,00	-1.398,00	1.398,00			310.757,20
Total du département 00:		9.507.943,52	0,00	-103.196,00	103.196,00			8.647.176,00
01 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense								
<i>Section 01.0 – Dépenses générales</i>								
11.131	12.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	300,00	12.800,00	12.796,50	296,50
12.020	4.000,00 TE	0,00	0,00	-150,00	0,00	3.850,00	2.873,30	–
12.080	15.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	150,00	15.150,00	12.050,52	–
12.142	75.000,00 TE	0,00	0,00	-4.260,00	0,00	70.740,00	0,00	–
12.300	14.874,00 D	58.522,00	0,00	0,00	0,00	73.396,00	50.699,89	35.825,89
12.303	24.790,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.960,00	28.750,00	28.107,70	3.317,70

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.310	9.916,00 D	3.500,00	0,00	0,00	0,00	13.416,00	13.416,00	3.500,00
12.380	18.294,00 D	421.706,00	0,00	0,00	0,00	440.000,00	397.275,33	378.981,33
Total de la section 01.0:	483.728,00	0,00	-4.410,00	4.410,00	0,00	421.921,42		
<i>Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques</i>								
11.000	6.836.397,00 D	5.624,89	0,00	0,00	0,00	6.842.021,89	6.842.021,89	5.624,89
11.090	3.387.802,00 D TR	322.532,00	0,00	0,00	4.800,00	3.715.134,00	3.715.108,71	327.306,71
11.140	182.000,00 D	54.500,00	0,00	0,00	0,00	236.500,00	232.270,71	50.270,71
11.141	57.300,00 D TR	39.250,00	0,00	0,00	18.600,00	115.150,00	115.086,27	57.786,27
11.300	6.152.988,00 D	176.000,00	0,00	0,00	0,00	6.328.988,00	6.328.884,23	175.896,23
12.010	85.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.200,00	88.200,00	88.200,00	3.200,00
12.011	255.000,00 D	235.000,00	0,00	0,00	0,00	490.000,00	482.167,13	227.167,13
12.020	185.000,00 TE	0,00	0,00	-4.200,00	0,00	180.800,00	179.070,41	–
12.080	95.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.800,00	97.800,00	97.517,91	2.517,91
12.081	430.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.800,00	446.800,00	445.970,36	15.970,36
12.083	235.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.700,00	239.700,00	239.257,21	4.257,21
12.084	155.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.270,00	161.270,00	161.269,25	6.269,25
12.100	1.397.394,00 D	65.000,00	0,00	0,00	0,00	1.462.394,00	1.447.013,53	49.619,53
12.110	500,00 D TR	4.660,00	0,00	0,00	1.300,00	6.460,00	6.455,56	5.955,56
12.120	41.845,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.800,00	50.645,00	50.589,78	8.744,78
12.250	999.200,00 TE	0,00	0,00	-23.955,00	0,00	975.245,00	968.625,83	–
12.251	1.000.000,00 D	500.000,00	0,00	0,00	0,00	1.500.000,00	1.478.919,58	478.919,58
12.300	450.000,00 TE	0,00	0,00	-18.600,00	0,00	431.400,00	428.083,89	–
12.301	49.479,00 TE	0,00	0,00	-23.070,00	0,00	26.409,00	24.669,37	–
12.330	148.736,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.555,00	151.291,00	151.195,78	151.195,78
Total de la section 01.1:	1.402.566,89	0,00	-69.825,00	69.825,00	0,00	1.570.701,90		
<i>Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux</i>								
12.300	53.297,00 D TR	40.370,00	0,00	0,00	680,00	94.347,00	83.933,89	30.636,89
35.030	3.509.353,00 D	1.103.421,00	0,00	0,00	0,00	4.612.774,00	4.609.681,73	1.100.328,73
35.031	900.000,00 TE	0,00	0,00	-680,00	0,00	899.320,00	899.319,63	–
Total de la section 01.2:	1.143.791,00	0,00	-680,00	680,00	0,00	1.130.965,62		
<i>Section 01.4 – Relations extérieures – Promotion du commerce extérieur</i>								
31.030	49.579,00 D	13.000.000,00	0,00	0,00	0,00	13.049.579,00	13.000.000,00	12.950.421,00
Total de la section 01.4:	13.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12.950.421,00		
<i>Section 01.5 – Direction de la Défense</i>								
11.300	77.349,00 D	33.134,00	0,00	0,00	0,00	110.483,00	109.286,87	31.937,87
12.000	11.500,00 TE	0,00	0,00	-2.659,00	0,00	8.841,00	4.536,57	-6.963,43
12.012	48.105,00 TE	0,00	0,00	-9.000,00	0,00	39.105,00	33.619,80	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.040	2.750,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.309,00	4.059,00	3.235,18	485,18
12.080	1.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.200,00	2.700,00	2.685,34	1.185,34
35.031	495.787,00 D TR	23.706,00	0,00	0,00	9.150,00	528.643,00	528.640,77	32.853,77
35.033	120.000,00 D	24.366,00	0,00	0,00	0,00	144.366,00	144.366,00	24.366,00
35.034	25.000,00 D	450.000,00	0,00	0,00	0,00	475.000,00	25.000,00	0,00
35.035	71.840,00 D	1.255.274,00	0,00	0,00	0,00	1.327.114,00	1.307.113,72	1.235.273,72
37.010	305.000,00 D	502.842,00	0,00	0,00	0,00	807.842,00	807.841,09	502.841,09
Total de la section 01.5:		2.289.322,00	0,00	-11.659,00	11.659,00			1.821.979,54
<i>Section 01.6 – Défense nationale</i>								
11.020	100,00 D	55.938,15	0,00	0,00	0,00	56.038,15	56.038,15	55.938,15
11.030	1.162.166,00 D	131.495,79	0,00	0,00	0,00	1.293.661,79	1.293.661,79	131.495,79
11.040	100,00 D	88.908,17	0,00	0,00	0,00	89.008,17	89.008,17	88.908,17
11.080	47.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.100,00	55.100,00	55.048,86	8.048,86
11.090	349.400,00 D	70.150,00	0,00	0,00	0,00	419.550,00	416.123,16	66.723,16
11.100	120.000,00 D	6.115,00	0,00	0,00	0,00	126.115,00	125.795,78	5.795,78
11.120	21.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.200,00	28.200,00	28.199,45	7.199,45
11.130	24.180,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	29.180,00	24.993,05	813,05
11.131	24.000,00 D TR	2.649,00	0,00	0,00	11.500,00	38.149,00	37.878,98	13.878,98
12.000	74.984,00 TR	0,00	0,00	0,00	34.000,00	108.984,00	104.125,40	29.141,40
12.010	200.000,00 TE	0,00	0,00	-79.356,00	0,00	120.644,00	117.303,38	—
12.021	215.000,00 TE	0,00	0,00	-27.000,00	0,00	188.000,00	166.149,85	—
12.022	1.389.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	395.900,00	1.784.900,00	1.761.347,00	372.347,00
12.040	85.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	30.000,00	115.000,00	98.868,78	13.868,78
12.090	88.305,00 D	13.418,00	0,00	0,00	0,00	101.723,00	101.717,14	13.412,14
12.100	494.592,00 D	22.600,00	0,00	0,00	0,00	517.192,00	515.744,58	21.152,58
12.160	176.000,00 TE	0,00	0,00	-3.500,00	0,00	172.500,00	153.849,54	—
12.200	10.826,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.700,00	14.526,00	14.522,01	3.696,01
12.300	976.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	37.000,00	1.013.000,00	998.022,50	22.022,50
12.302	25.000,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	22.000,00	20.482,21	—
12.303	300.000,00 D	151.107,00	0,00	0,00	0,00	451.107,00	446.724,68	146.724,68
12.310	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	19.000,00	69.000,00	56.388,12	6.388,12
12.330	1.250,00 TR	0,00	0,00	0,00	250,00	1.500,00	1.484,30	234,30
12.340	264.000,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	254.000,00	245.370,09	—
12.351	200.000,00 TE	0,00	0,00	-8.350,00	0,00	191.650,00	187.034,21	—
12.352	250.000,00 TE	0,00	0,00	-144.250,00	0,00	105.750,00	70.547,34	—
12.353	39.000,00 TE	0,00	0,00	-17.900,00	0,00	21.100,00	19.269,34	—
12.360	305.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	310.000,00	299.186,96	—
12.370	16.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.550,00	22.550,00	22.536,37	6.536,37
12.390	272.000,00 TE	0,00	0,00	-270.000,00	0,00	2.000,00	0,00	—
35.030	7.362,00 TR	0,00	0,00	0,00	156,00	7.518,00	7.518,00	156,00
Total de la section 01.6:		542.381,11	0,00	-563.356,00	563.356,00			1.014.481,27

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 01.7 – Coopération au développement et action humanitaire</i>								
11.300	100.616,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.299,11	105.915,11	105.915,11	5.299,11
12.012	545.000,00 TE	0,00	0,00	-169.844,57	0,00	375.155,43	304.733,08	–
35.031	5.825.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	164.454,46	5.989.545,46	5.981.966,20	156.966,20
35.061	2.100.000,00 TE TR	0,00	0,00	-164.545,46	164.545,46	2.100.000,00	2.092.521,97	–
Total de la section 01.7:	–	0,00	0,00	-334.390,03	334.390,03	–	–	162.265,31
Total du département 01:	–	18.861.789,00	0,00	-984.320,03	984.320,03	–	–	19.072.736,06

02 et 03 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Section 02.0 – Culture: dépenses générales

11.130	1.500,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	500,00	0,00	–
11.131	4.774,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	5.774,00	520,58	–
12.001	235.500,00 TE	0,00	0,00	--33.331,00	0,00	202.169,00	185.722,47	–
12.010	28.750,00 TE	0,00	0,00	-6.568,00	0,00	22.182,00	18.624,65	–
12.011	2.460,00 TE	0,00	0,00	-2.200,00	0,00	260,00	0,00	–
12.012	200.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.000,00	207.000,00	193.744,42	–
12.020	31.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	12.600,00	43.600,00	41.316,68	10.316,68
12.040	10.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	750,00	10.750,00	10.677,12	677,12
12.041	100.000,00 TE	0,00	0,00	-17.500,00	0,00	82.500,00	67.573,11	–
12.042	85.000,00 TE	0,00	0,00	-4.100,00	0,00	80.900,00	44.931,82	–
12.043	3.750,00 TE	0,00	0,00	-750,00	0,00	3.000,00	1.704,56	–
12.050	2.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	650,00	2.650,00	2.326,91	326,91
12.070	11.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	16.800,00	9.860,79	–
12.080	26.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.678,00	30.678,00	25.452,42	–
12.101	64.647,00 D	9.768,00	0,00	0,00	0,00	74.415,00	69.059,40	4.412,40
12.120	545.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.100,00	547.100,00	237.207,61	–
12.130	87.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	42.000,00	129.500,00	100.506,07	13.006,07
12.140	20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.900,00	26.900,00	25.695,05	5.695,05
12.141	26.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.181,00	28.181,00	13.892,30	–
12.190	77.050,00 TE TR	0,00	0,00	-9.585,00	18.500,00	85.965,00	50.204,88	–
12.300	8.700,00 TR	0,0	0,00	0,00	22.785,00	31.485,00	22.649,43	13.949,43
12.303	390.000,00 TE	0,00	0,00	-57.730,00	0,00	332.270,00	311.126,16	–
12.305	99.157,00 TR	0,00	0,00	0,00	30.000,00	129.157,00	66.754,78	–
12.311	124,00 D	24.551,00	0,00	0,00	0,00	24.675,00	15.119,63	14.995,63
12.312	37.500,00 TE TR	0,00	0,00	-6.000,00	12.500,00	44.000,00	8.180,00	–
33.000	2.320.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	50.000,00	2.370.000,00	2.337.407,15	17.407,15
33.001	100.000,00 TE	0,00	0,00	-30.000,00	0,00	70.000,00	25.451,85	–
33.004	2.739.150,00 D	1.807.611,00	0,00	0,00	0,00	4.546.761,00	4.546.761,00	1.807.611,00
33.021	99.789,00 D	200.000,00	0,00	0,00	0,00	299.789,00	299.609,00	199.820,00
34.060	160.000,00 TE	0,00	0,00	-4.450,00	0,00	155.550,00	100.403,84	–
34.071	25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.450,00	29.450,00	29.443,68	4.443,68

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
35.030	250.000,00 D	52.000,00	0,00	0,00	0,00	302.000,00	225.431,66	–
43.000	116.000,00 TE	0,00	-50.000,00	0,00	0,00	66.000,00	65.920,61	–
43.006	13.500,00 D	30.000,00	0,00	0,00	0,00	43.500,00	43.400,11	29.900,11
12.502	372,00 TR	0,00	0,00	0,00	120,00	492,00	347,06	–
Total de la section 02.0:	2.123.930,00	2.123.930,00	-223.214,00	223.214,00	223.214,00			2.122.561,23
<i>Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux</i>								
11.030	38.217,00 D	2.562,46	0,00	0,00	0,00	40.779,46	40.779,46	2.562,46
12.010	21.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	23.000,00	20.900,18	-99,82
12.020	6.700,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	9.200,00	9.038,07	2.338,07
12.040	14.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	18.000,00	15.719,26	1.719,26
12.050	8.650,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	9.650,00	6.837,39	–
12.080	173.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	30.000,00	203.000,00	194.197,84	21.197,84
12.082	24.789,00 TE	0,00	-20.000,00	0,00	0,00	4.789,00	4.118,91	–
12.170	1.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	2.100,00	1.974,72	374,72
12.300	5.000,00 TE	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	0,00	0,00	–
12.310	45.860,00 TE	0,00	-15.000,00	0,00	0,00	30.860,00	23.845,77	–
Total de la section 02.1:	2.562,46	2.562,46	-40.000,00	40.000,00	40.000,00			28.092,53
<i>Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art</i>								
11.010	342.223,00 D	190.627,25	0,00	0,00	0,00	532.850,25	532.850,25	190.627,25
11.020	85.123,00 D	111.869,23	0,00	0,00	0,00	196.992,23	196.992,23	111.869,23
11.030	269.040,00 D	109.258,79	0,00	0,00	0,00	378.298,79	378.298,79	109.258,79
12.220	124.000,00 D	295.300,00	0,00	0,00	0,00	419.300,00	308.006,15	184.006,15
12.250	1.471.500,00 D	471.760,00	0,00	0,00	0,00	1.943.260,00	1.814.261,00	342.760,00
Total de la section 02.2:	1.178.815,27	1.178.815,27	0,00	0,00	0,00			938.521,42
<i>Section 02.3 – Bibliothèque nationale</i>								
11.000	1.550.791,00 D	142.467,69	0,00	0,00	0,00	1.693.258,69	1.693.258,69	142.467,69
11.020	12.768,00 D	201.205,28	0,00	0,00	0,00	213.973,28	213.973,28	201.205,28
11.030	202.090,00 D	26.645,03	0,00	0,00	0,00	228.735,03	228.735,03	26.645,03
12.041	900.000,00 TE	0,00	0,00	-32.000,00	0,00	868.000,00	823.211,75	–
12.080	90.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	18.000,00	108.500,00	96.366,61	5.866,61
12.100	242.000,00 D	24.622,56	0,00	0,00	0,00	266.622,56	264.761,20	22.761,20
12.141	8.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.000,00	14.000,00	13.110,98	5.110,98
12.190	17.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.000,00	25.000,00	20.767,56	20.767,56
Total de la section 02.3:	394.940,56	394.940,56	-32.000,00	32.000,00	32.000,00			424.824,35
<i>Section 02.4 – Archives nationales</i>								
11.000	741.385,00 D	127.405,32	0,00	0,00	0,00	868.790,32	868.790,32	127.405,32
11.020	3.192,00 D	36.098,68	0,00	0,00	0,00	39.290,68	39.290,68	36.098,68

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
11.030	60.122,00 D	2.320,67	0,00	0,00	0,00	62.442,67	62.442,67	2.320,67
12.000	600,00 TE	0,00	0,00	-200,00	0,00	400,00	0,00	-
12.020	1.240,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.400,00	2.640,00	2.564,15	1.324,15
12.040	22.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	25.000,00	14.357,04	-
12.130	15.000,00 TE TR	0,00	0,00	-10.500,00	7.500,00	12.000,00	11.435,91	-
12.190	22.310,00 TE	0,00	0,00	-9.000,00	0,00	13.310,00	12.099,94	-
12.300	33.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.100,00	43.100,00	40.135,40	7.135,40
12.301	35.000,00 TE	0,00	0,00	-2.300,00	0,00	32.700,00	29.439,09	-
Total de la section 02.4:		165.824,67	0,00	-22.000,00	22.000,00			174.284,22
<i>Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel</i>								
11.000	64.265,00 D	6.282,19	0,00	0,00	0,00	70.547,19	70.547,19	6.282,19
11.010	585.901,00 D	25.304,70	0,00	0,00	0,00	611.205,70	611.205,70	25.304,70
12.000	13.368,00 TE	0,00	0,00	-2.700,00	0,00	10.668,00	10.516,25	-
12.100	35.450,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.700,00	38.150,00	38.128,34	2.678,34
12.130	23.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.400,00	26.400,00	26.399,65	3.399,65
12.170	6.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.920,00	9.920,00	9.918,71	3.918,71
12.320	60.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.000,00	68.000,00	67.970,75	7.970,75
12.321	179.340,00 TE	0,00	0,00	-27.963,00	0,00	151.377,00	151.359,75	-
12.330	240.000,00 TE	0,00	0,00	-3.400,00	0,00	236.600,00	236.591,76	-
12.350	10.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.043,00	26.043,00	26.042,07	16.042,07
12.353	73.130,00 D	148.377,00	0,00	0,00	0,00	221.507,00	203.218,20	130.088,20
Total de la section 02.5:		179.963,89	0,00	-34.063,20	34.063,00			195.684,61
<i>Section 02.6 – Musée national d'histoire naturelle</i>								
11.010	906.024,00 D	142.090,34	0,00	0,00	0,00	1.048.114,34	1.048.114,34	142.090,34
11.020	41.485,00 D	114.422,80	0,00	0,00	0,00	155.907,80	155.907,80	114.422,80
Total de la section 02.6:		256.513,14	0,00	0,00	0,00			256.513,14
<i>Section 02.7 – Centre national de littérature</i>								
11.030	57.045,00 D	2.422,89	0,00	0,00	0,00	59.467,89	59.467,89	2.422,89
11.100	273,00 TR	0,00	0,00	0,00	10,00	283,00	278,88	5,88
12.020	2.280,00 TR	0,00	0,00	0,00	915,00	3.195,00	2.882,04	602,04
12.040	8.700,00 TE TR	0,00	0,00	-1.975,00	322,00	7.047,00	6.394,91	-
12.050	7.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.240,00	8.440,00	8.221,24	1.021,24
12.080	20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.070,00	23.070,00	22.714,89	2.714,89
12.130	33.750,00 TE	0,00	0,00	-2.730,00	0,00	31.020,00	24.517,48	-
12.140	24.000,00 TE	0,00	0,00	-350,00	0,00	23.650,00	22.741,19	-

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.190	13.000,00 TE	0,00	0,00	-322,00	0,00	12.678,00	12.022,73	–
12.310	28.500,00 TE	0,00	0,00	-180,00	0,00	28.320,00	26.513,29	–
Total de la section 02.7:		2.422,89	0,00	-5.557,00	5.557,00			6.766,94
<i>Section 02.8 – Commissariat à l'enseignement musical</i>								
11.130	23.260,00 TE TR	0,00	0,00	-19.000,00	1.000,00	5.260,00	3.396,23	–
12.000	15.790,00 TE TR	0,00	0,00	-4.000,00	19.000,00	30.790,00	25.482,94	9.692,94
12.001	4.958,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	1.958,00	1.540,00	–
12.010	4.250,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	2.250,00	1.760,49	–
12.012	1.250,00 TE	0,00	0,00	-900,00	0,00	350,00	326,10	–
12.040	2.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.700,00	14.200,00	4.527,92	2.027,92
12.190	12.395,00 TE	0,00	0,00	-2.800,00	0,00	9.595,00	8.433,54	–
Total de la section 02.8:		0,00	0,00	-31.700,00	31.700,00			11.720,86
<i>Section 03.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales</i>								
11.131	67.487,00 TE	0,00	0,00	-300,00	0,00	67.187,00	48.723,82	–
12.000	122.582,00 D TR	53.403,00	0,00	0,00	4.050,00	180.035,00	180.017,27	57.435,27
12.001	124,00 TR	0,00	0,00	0,00	300,00	424,00	392,00	268,00
12.010	20.000,00 TE	0,00	0,00	-10.400,00	0,00	9.600,00	8.961,92	–
12.012	43.758,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.400,00	55.158,00	54.822,36	11.064,36
12.040	12.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	13.000,00	11.930,19	-69,81
12.080	8.368,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.500,00	11.868,00	11.750,41	3.382,41
12.120	21.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.550,00	23.550,00	23.520,00	2.520,00
12.121	67.500,00 TE	0,00	0,00	-31.108,00	0,00	36.392,00	35.526,21	–
12.130	55.917,00 D TR	79.312,00	0,00	0,00	16.218,00	151.447,00	151.446,22	95.529,22
12.141	4.700,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.790,00	7.490,00	7.485,14	2.785,14
12.220	489.506,00 TE	0,00	0,00	-238.493,00	0,00	251.013,00	212.105,47	–
12.221	1.305.119,00 D TR	433.658,00	0,00	0,00	238.493,00	1.977.270,00	1.973.470,51	668.351,51
34.064	2.452.000,00 D	294.000,00	0,00	0,00	0,00	2.476.000,00	2.746.000,00	294.000,00
Total de la section 03.0:		860.373,00	0,00	-280.301,00	280.301,00			1.135.266,10
<i>Section 03.1 – Centre Universitaire</i>								
11.000	292.795,00 D	9.455,64	0,00	0,00	0,00	302.250,64	302.250,64	9.455,64
Total de la section 03.1:		9.455,64	0,00	0,00	0,00			9.455,64
<i>Section 03.2 – Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques</i>								
11.000	184.511,00 D	861,60	0,00	0,00	0,00	185.372,60	185.372,60	861,60
12.002	67.682,00 D	14.681,00	0,00	0,00	0,00	82.363,00	78.853,34	78.853,34
Total de la section 03.2:		15.542,60	0,00	0,00	0,00			79.714,94

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 03.4 – Institut d'études éducatives et sociales</i>								
11.010	1.294.593,00 D	106.635,91	0,00	0,00	0,00	1.401.228,91	1.401.228,91	106.635,91
11.020	444.406,00 D	100.692,61	0,00	0,00	0,00	145.098,61	145.098,61	100.692,61
Total de la section 03.4:		207.328,52	0,00	0,00	0,00			207.328,52
<i>Section 03.5 – Recherche scientifique et recherche appliquée</i>								
11.010	254.964,00 D	34.444,16	0,00	0,00	0,00	289.408,16	289.408,16	34.444,16
11.020	100,00 D	125.622,35	0,00	0,00	0,00	125.722,35	125.722,35	125.622,35
12.010	248,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	748,00	478,88	230,88
12.012	18.592,00 TE TR	0,00	0,00	-500,00	22.000,00	40.092,00	36.709,30	18.117,30
12.190	7.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	10.500,00	9.787,50	2.287,50
12.301	1.690.000,00 TE	0,00	0,00	-399.865,16	0,00	1.290.134,84	1.290.134,84	–
33.014	100.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	399.865,16	499.865,16	499.865,16	399.865,16
34.060	1.586.519,00 TE	0,00	0,00	-25.000,00	0,00	1.561.519,00	1.542.683,00	–
35.020	2.152.933,00 D	106.635,62	0,00	0,00	0,00	2.259.568,62	2.259.568,62	106.635,62
Total de la section 03.5:		266.702,13	0,00	-425.365,16	425.365,16			687.202,97
Total du département 02 et 03:		5.664.374,77	0,00	-1.094.200,16	1.094.200,16			6.277.937,47
04 – Ministère des Finances								
<i>Section 04.0 – Dépenses générales</i>								
11.090	38.640,00 D	7.921,00	0,00	0,00	0,00	46.561,00	46.560,66	7.920,66
43.010	400.000,00 D	93.031,00	0,00	0,00	0,00	493.031,00	493.030,37	93.030,37
Total de la section 04.0:		100.952,00	0,00	0,00	0,00			100.951,03
<i>Section 04.1 – Contributions directes et métrologie</i>								
11.020	100,00 D	518.753,96	0,00	0,00	0,00	518.853,96	518.853,96	518.753,96
11.030	743.392,00 D	30.930,10	0,00	0,00	0,00	774.322,10	774.322,10	30.930,10
11.040	100,00 D	26.091,19	0,00	0,00	0,00	26.191,19	26.091,19	26.091,19
11.100	6.111,00 TR	0,00	0,00	0,00	25,00	6.136,00	6.133,80	22,80
11.110	1.474,00 TR	0,00	0,00	0,00	28,00	1.502,00	1.501,08	27,08
11.130	38.574,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.400,00	40.974,00	38.241,64	-332,36
12.010	75.000,00 TE TR	0,00	0,00	-15.000,00	2.100,00	62.100,00	62.044,93	–
12.040	180.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	33.000,00	213.000,00	200.319,79	20.319,79
12.050	1.177.981,00 TE	0,00	0,00	-12.316,00	0,00	1.165.665,00	1.102.480,12	–
12.060	42.000,00 TE	0,00	0,00	-3.107,00	0,00	38.893,00	21.469,30	–
12.080	240.670,00 TE	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	235.670,00	226.608,39	–
12.090	2.024.798,00 D	23.844,00	0,00	0,00	0,00	2.048.642,00	2.042.331,82	17.533,82
12.190	25.000,00 TE	0,00	0,00	-12.400,00	0,00	12.600,00	11.205,81	–
12.300	367.184,00 D	100.600,00	0,00	0,00	0,00	467.784,00	412.435,88	45.251,88

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.350	5.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.216,00	15.416,00	15.413,97	10.213,97
35.030	1.270,00 TR	0,00	0,00	0,00	54,00	1.324,00	1.324,00	54,00
Total de la section 04.1:		700.219,25	0,00	-47.823,00	47.823,00			668.866,23
<i>Section 04.2 – Enregistrement et domaines</i>								
11.010	1.213.047,00 D	3.370,59	0,00	0,00	0,00	1.216.417,59	1.216.417,59	3.370,59
11.020	9.448,00 D	215.856,65	0,00	0,00	0,00	225.304,65	225.304,65	215.856,65
11.030	517.187,00 D	4.958,53	0,00	0,00	0,00	522.145,53	522.145,53	4.958,53
11.040	100,00 D	19.564,93	0,00	0,00	0,00	19.664,93	19.664,93	19.564,93
11.132	145.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.100,00	150.100,00	150.040,48	5.040,48
12.000	25.266,00 TE	0,00	0,00	-954,00	0,00	24.312,00	19.002,71	–
12.010	39.000,00 TE	0,00	0,00	-5.100,00	0,00	33.900,00	32.382,77	–
12.020	3.250,00 TR	0,00	0,00	0,00	900,00	4.150,00	4.054,01	804,01
12.050	336.700,00 TE	0,00	0,00	-20.000,00	0,00	316.700,00	302.710,05	–
12.060	18.800,00 TE	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	13.800,00	12.240,85	–
12.090	269.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	954,00	269.954,00	262.741,41	–
12.100	68.982,00 TR	0,00	0,00	0,00	17,00	68.999,00	68.998,36	16,36
12.190	33.604,00 TE	0,00	0,00	-12.642,00	0,00	20.962,00	11.551,62	–
12.300	100.000,00 D TR	25.000,00	0,00	0,00	20.000,00	145.000,00	136.834,87	36.834,87
12.310	620.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	625.000,00	624.614,03	4.614,03
12.320	170.000,00 D	190.000,00	0,00	0,00	0,00	360.000,00	359.744,54	189.744,54
12.330	19.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	24.800,00	21.889,74	2.089,74
12.340	17.849,00 TE	0,00	0,00	-900,00	0,00	16.949,00	16.502,19	–
12.370	200.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.000,00	207.000,00	206.181,64	6.181,64
23.000	120.000,00 D	280.000,00	0,00	0,00	0,00	400.000,00	400.000,00	280.000,00
43.010	7.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	625,00	7.825,00	7.825,00	625,00
Total de la section 04.2:		738.750,70	0,00	-44.596,00	44.596,00			769.701,37
<i>Section 04.3 – Douanes et accises</i>								
11.010	155.429,00 D	7.576,58	0,00	0,00	0,00	163.005,58	163.005,58	7.576,58
11.020	5.115,00 D TR	2.351,28	0,00	0,00	1.758,00	9.224,28	9.224,28	4.109,28
11.040	100,00 D	39.046,44	0,00	0,00	0,00	39.146,44	39.146,44	39.046,44
11.080	3.780,00 TR	0,00	0,00	0,00	550,00	4.330,00	4.291,12	511,12
11.120	30.975,00 TE	0,00	0,00	-500,00	0,00	30.475,00	30.464,64	–
12.010	35.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	25.000,00	60.000,00	51.204,01	16.204,01
12.020	180.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	182.500,00	176.232,18	–
12.081	150.000,00 TE	0,00	0,00	-13.608,00	0,00	136.392,00	118.908,90	–
12.100	828.300,00 D	62.100,00	0,00	0,00	0,00	890.400,00	884.981,50	56.681,50
12.190	76.440,00 TE	0,00	0,00	-15.000,00	0,00	61.440,00	53.225,18	–
12.320	500.000,00 D	70.000,00	0,00	0,00	0,00	570.000,00	486.982,79	–
12.340	2.500,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	0,00	0,00	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.360	7.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.300,00	8.300,00	8.255,25	1.255,25
12.390	60.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	60.500,00	58.923,16	–
Total de la section 04.3:	181.074,30	0,00	-31.608,00	31.608,00				125.384,18
Total du département 04:	1.720.996,25	0,00	-124.027,00	124.027,00				1.664.902,81

05 – Ministère des Finances: Trésor et Budget

Section 05.0 – Dépenses générales

12.090	5.317.770,00 D	1.021.000,00	0,00	0,00	0,00	6.338.770,00	6.271.605,32	953.835,32
12.100	14.718.963,00 D	1.250.000,00	0,00	0,00	0,00	15.968.963,00	15.009.025,49	290.062,49
12.120	6.000,00 D	39.386,00	0,00	0,00	0,00	45.386,00	0,00	–
12.310	1.000,00 D	21.730,46	0,00	0,00	0,00	22.730,46	22.436,86	21.436,86
32.020	25.000,00 D	16.917,00	0,00	0,00	0,00	41.917,00	41.915,99	16.915,99
Total de la section 05.0:	2.349.033,46	0,00	0,00	0,00				1.282.250,66

Section 05.1 – Inspection générale des finances

11.000	900.475,00 D	22.712,62	0,00	0,00	0,00	923.187,62	923.187,62	22.712,62
11.010	226.517,00 D	6.742,43	0,00	0,00	0,00	233.259,43	233.259,43	6.742,43
12.020	2.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	355,00	2.355,00	2.353,52	353,52
12.040	24.600,00 TE	0,00	0,00	-355,00	0,00	24.245,00	18.619,42	–
12.120	250.000,00 D	256.350,00	0,00	0,00	0,00	506.350,00	381.094,59	131.094,59
Total de la section 05.1:	285.805,05	0,00	-355,00	355,00				160.903,16

Section 05.2 – Trésorerie de l'Etat

11.000	1.305.037,00 D	37.399,09	0,00	0,00	0,00	1.342.436,09	1.342.436,09	37.399,09
11.020	100,00 D	30.988,70	0,00	0,00	0,00	31.088,70	31.088,70	30.988,70
12.300	150.000,00 D	55.657,00	0,00	0,00	0,00	205.657,00	205.656,91	55.656,91
23.010	200.000,00 D	500.000,00	0,00	0,00	0,00	700.000,00	608.699,77	408.699,77
23.020	360.000,00 D	300.000,00	0,00	0,00	0,00	660.000,00	630.030,47	270.030,47
Total de la section 05.2:	924.044,79	0,00	0,00	0,00				802.774,94

Section 05.3 – Direction du contrôle financier

11.000	118.834,00 D	1.336,48	0,00	0,00	0,00	120.170,48	120.170,48	1.336,48
12.030	500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	2.500,00	2.200,83	1.700,83
12.040	40.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	38.000,00	24.153,90	–
Total de la section 05.3:	1.336,48	0,00	-2.000,00	2.000,00				3.037,31

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 05.4 – Cadastre et topographie								
11.020	100,00 D	152.980,59	0,00	0,00	0,00	153.080,59	153.080,59	152.980,59
11.030	154.024,00 D	26.373,26	0,00	0,00	0,00	180.397,26	180.397,26	26.373,26
11.040	100,00 D	519,96	0,00	0,00	0,00	619,96	619,96	519,96
12.100	71.867,00 D	10.000,00	0,00	0,00	0,00	81.867,00	76.753,11	4.886,11
Total de la section 05.4:		189.873,81	0,00	0,00	0,00			184.759,92
Total du département 05:		3.750.093,59	0,00	-2.355,00	2.355,00			2.433.725,99
06 – Ministère des Finances: Dette publique								
Section 06.0 – Dette publique								
12.301	2.500.000,00 D	5.735.000,00	0,00	0,00	0,00	8.235.000,00	8.077.138,40	5.577.138,40
93.001	750.000,00 D	201.665,00	0,00	0,00	0,00	951.665,00	951.662,11	201.662,11
Total de la section 06.0:		5.936.665,00	0,00	0,00	0,00			5.778.800,51
Total du département 06:		5.936.665,00	0,00	0,00	0,00			5.778.800,51
07 – Ministère de la Justice								
Section 07.0 – Justice								
12.012	220.000,00 D	220.000,00	0,00	0,00	0,00	440.000,00	270.681,96	50.681,96
12.020	2.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	123,00	2.523,00	2.521,99	121,99
12.040	30.000,00 TE	0,00	0,00	-123,00	0,00	29.877,00	24.586,59	–
12.120	25.000,00 D	11.300,00	0,00	0,00	0,00	36.300,00	31.544,10	6.544,10
12.300	100,00 D	435.000,00	0,00	0,00	0,00	435.100,00	433.393,71	433.293,71
34.090	100.000,00 D	135.000,00	0,00	0,00	0,00	235.000,00	230.619,55	130.619,55
35.060	150.575,00 D	35.200,00	0,00	0,00	0,00	185.775,00	185.751,00	35.176,00
Total de la section 07.0:		836.500,00	0,00	-123,00	123,00			656.437,31
Section 07.1 – Services judiciaires								
11.000	28.285.262,00 D	519.104,28	0,00	0,00	0,00	28.804.366,28	28.804.366,28	519.104,28
11.010	1.544.615,00 D	302.583,63	0,00	0,00	0,00	1.847.198,63	1.847.198,63	302.583,63
11.020	100,00 D	957.901,49	0,00	0,00	0,00	958.001,49	958.001,49	957.901,49
11.030	725.168,00 D	59.338,94	0,00	0,00	0,00	784.506,94	784.506,94	59.338,94
11.040	100,00 D	2.594,93	0,00	0,00	0,00	2.694,93	2.694,93	2.594,93
11.130	61.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.100,00	64.900,00	57.456,83	–
12.000	12.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	15.000,00	11.858,49	–
12.010	55.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	40.000,00	95.000,00	77.915,90	22.915,90
12.040	261.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	25.000,00	286.000,00	276.930,16	15.930,16
12.042	125.000,00 TE	0,00	0,00	-6.100,00	0,00	118.900,00	41.389,00	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.090	42.630,00 D	4.010,00	0,00	0,00	0,00	46.640,00	46.633,94	4.003,94
12.125	814.000,00 TE	0,00	0,00	-65.000,00	0,00	749.000,00	25.401,60	–
12.300	1.400.000,00 D	440.000,00	0,00	0,00	0,00	1.840.000,00	1.789.727,26	389.727,26
12.310	750.000,00 D	1.050.000,00	0,00	0,00	0,00	1.800.000,00	1.789.277,54	1.039.277,54
34.050	1.050.000,00 D	275.000,00	0,00	0,00	0,00	1.325.000,00	1.299.131,27	249.131,27
Total de la section 07.1:		3.610.533,27	0,00	-71.100,00	71.100,00			3.562.509,34
<i>Section 07.2 – Etablissements pénitentiaires</i>								
11.000	14.826.299,00 D	1.238.607,76	0,00	0,00	0,00	16.064.906,76	16.064.906,76	1.238.607,76
11.020	100,00 D	68.868,46	0,00	0,00	0,00	68.968,46	68.968,46	68.868,46
12.041	20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	23.000,00	22.085,89	2.085,89
12.050	72.130,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.562,00	73.692,00	73.691,23	1.561,23
12.060	19.476,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	16.476,00	15.726,05	–
12.070	28.830,00 TR	0,00	0,00	0,00	324,00	29.154,00	29.153,55	323,55
12.190	54.785,00 TE	0,00	0,00	-3.400,00	0,00	51.385,00	43.033,73	–
12.191	20.000,00 TE	0,00	0,00	-1.886,00	0,00	18.114,00	17.092,82	–
12.300	22.608,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.400,00	26.008,00	25.967,66	3.359,66
34.090	755.180,00 D	26.000,00	0,00	0,00	0,00	781.180,00	777.680,00	22.500,00
Total de la section 07.2:		1.333.476,22	0,00	-8.286,00	8.286,00			1.337.306,55
<i>Section 07.3 – Juridictions administratives</i>								
11.000	1.710.526,00 D	168.757,30	0,00	0,00	0,00	1.879.283,30	1.879.283,30	168.757,30
Total de la section 07.3:		168.757,30	0,00	0,00	0,00			168.757,30
Total du département 07:		5.949.266,79	0,00	-79.509,00	79.509,00			5.725.010,50
08 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative								
<i>Section 08.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses</i>								
11.020	28.775,00 D	4.308.676,95	0,00	0,00	0,00	4.337.451,95	4.337.451,95	4.308.676,95
11.030	4.279.526,00 D	1.236.190,73	0,00	0,00	0,00	5.515.716,73	5.515.716,73	1.236.190,73
11.040	100,00 D	136.566,53	0,00	0,00	0,00	136.666,53	136.566,53	–
11.130	396.630,00 D	227.955,00	0,00	0,00	0,00	624.565,00	575.449,85	178.819,85
11.132	9.916,00 TE	0,00	0,00	-101,00	0,00	9.815,00	4.549,66	–
11.150	248,00 D	22.650,00	0,00	0,00	0,00	22.898,00	22.890,27	22.642,27
11.170	4.958,00 D	1.890,00	0,00	0,00	0,00	6.848,00	6.824,05	1.866,05
11.311	100,00 D TR	16.388.406,83	0,00	0,00	101,00	16.388.607,83	16.327.688,21	16.327.588,21
12.110	7.437,00 D	18.311,00	0,00	0,00	0,00	25.748,00	25.747,33	18.310,33
Total de la section 08.0:		22.340.627,04	0,00	-101,00	101,00			22.230.660,92

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 08.2 – Administration du personnel de l'Etat</i>								
11.000	118.834,00 D	1.125,89	0,00	0,00	0,00	119.959,89	119.959,89	1.125,89
11.010	213.575,00 D	68.864,52	0,00	0,00	0,00	282.439,52	282.439,52	68.864,52
11.020	3.547,00 D	22.410,27	0,00	0,00	0,00	25.957,27	25.957,27	22.410,27
11.030	35.805,00 D	3.389,73	0,00	0,00	0,00	39.194,73	39.194,73	3.389,73
11.040	100,00 D	4.934,93	0,00	0,00	0,00	5.034,93	5.034,93	4.934,93
12.040	21.000,00 TE	0,00	0,00	-500,00	0,00	20.500,00	19.380,53	–
12.080	2.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	2.500,00	2.497,79	497,79
Total de la section 08.2:		100.725,34	0,00	-500,00	500,00			101.223,13
<i>Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique</i>								
11.010	132.580,00 D	16.465,84	0,00	0,00	0,00	149.045,84	149.045,84	16.465,84
11.030	35.989,00 D	11.820,68	0,00	0,00	0,00	47.809,68	47.809,68	11.820,68
11.130	155.770,00 TE	0,00	0,00	-32.400,00	0,00	123.370,00	114.202,37	–
11.131	152.310,00 TE	0,00	0,00	-43.000,00	0,00	109.310,00	96.741,27	–
12.000	108.232,00 TE TR	0,00	0,00	-2.000,00	20.000,00	126.232,00	116.802,74	8.570,74
12.001	169.292,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	189.292,00	163.550,20	–
12.002	1.500,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	0,00	0,00	–
12.010	30.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	24.400,00	54.400,00	48.992,45	18.992,45
12.040	16.052,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.000,00	29.052,00	25.728,17	9.676,17
12.050	11.447,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	16.447,00	14.099,98	2.652,98
12.190	6.965,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	4.965,00	1.883,52	–
12.191	2.480,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	980,00	572,55	–
Total de la section 08.3:		28.286,52	0,00	-82.400,00	82.400,00			68.178,86
<i>Section 08.4 – Sécurité dans la fonction publique</i>								
11.000	217.845,00 D	998,74	0,00	0,00	0,00	218.843,74	218.843,74	998,74
11.020	100,00 D	38.570,46	0,00	0,00	0,00	38.670,46	38.670,46	38.570,46
Total de la section 08.4:		39.569,20	0,00	0,00	0,00			39.569,20
<i>Section 08.5 – Centre informatique de l'Etat</i>								
11.020	100,00 D	85.232,06	0,00	0,00	0,00	85.332,06	85.332,06	85.232,06
11.030	160.264,00 D	12.870,74	0,00	0,00	0,00	173.134,74	173.134,74	12.870,74
11.131	604.146,00 D TR	23.500,00	0,00	0,00	1.000,00	628.646,00	628.627,20	24.481,20
12.010	1.906,00 TR	0,00	0,00	0,00	150,00	2.056,00	1.982,43	76,43
12.020	6.214,00 TE TR	0,00	0,00	-150,00	2.000,00	8.064,00	8.035,64	1.821,64
12.125	5.000,00,00 D	609.400,00	0,00	0,00	0,00	5.609.400,00	5.093.951,49	93.951,49
12.190	300.000,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	297.000,00	286.541,36	–
12.301	191.175,00 D	7.885,00	0,00	0,00	0,00	199.060,00	199.059,38	7.884,38
Total de la section 08.5:		738.887,80	0,00	-3.150,00	3.150,00			226.317,94

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 08.6 – Service central des imprimés								
11.010	333.756,00 D	26.349,81	0,00	0,00	0,00	360.105,81	360.105,81	26.349,81
11.020	100,00 D	4.098,32	0,00	0,00	0,00	4.198,32	4.198,32	4.098,32
11.030	136.081,00 D	8.609,51	0,00	0,00	0,00	144.690,51	144.690,51	8.609,51
11.060	54.537,00 TE	0,00	0,00	-7.130,00	0,00	47.407,00	47.405,13	–
11.100	3.272,00 TE	0,00	0,00	-17,00	0,00	3.255,00	2.509,92	–
11.130	6.680,00 TR	0,00	0,00	0,00	17,00	6.697,00	6.696,46	16,46
12.010	620,00 TR	0,00	0,00	0,00	620,00	1.240,00	1.137,19	517,19
12.020	3.500,00 TE	0,00	0,00	-620,00	0,00	2.880,00	2.662,15	–
12.044	327.741,00 TE	0,00	0,00	-41.790,00	0,00	285.951,00	285.703,01	–
12.045	175.000,00 D TR	43.000,00	0,00	0,00	10.000,00	228.000,00	203.350,60	28.350,60
12.050	296.727,00 D	75.000,00	0,00	0,00	0,00	371.727,00	368.771,30	72.044,30
12.080	50.957,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.790,00	66.747,00	63.739,12	12.782,12
12.100	288.840,00 D	7.960,00	0,00	0,00	0,00	296.800,00	288.816,00	–
12.170	129.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.590,00	150.190,00	138.034,95	8.434,95
12.310	16.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.540,00	19.040,00	19.039,11	2.539,11
Total de la section 08.6:		165.017,64	0,00	-49.557,00	49.557,00			163.742,37
Total du département 08:		23.413.113,54	0,00	-135.708,00	135.708,00			22.829.692,42
09 – Ministère de l'Intérieur								
Section 09.2 – Commissariats de district								
11.040	100,00 D	1.158,93	0,00	0,00	0,00	1.258,93	1.258,93	1.158,93
12.100	47.596,00 D	2.284,00	0,00	0,00	0,00	49.880,00	45.456,78	–
Total de la section 09.2:		3.442,93	0,00	0,00	0,00			1.158,93
Section 09.3 – Caisse de prévoyance								
42.000	23.293.747,00 D	4.925.702,11	0,00	0,00	0,00	28.219.449,11	28.219.448,49	4.925.701,49
42.002	6.784.538,00 D	12.476.545,07	0,00	0,00	0,00	19.261.083,07	19.261.083,07	12.476.545,07
Total de la section 09.3:		17.402.247,18	0,00	0,00	0,00			17.402.246,56
Section 09.4 – Service de contrôle de la comptabilité des communes								
12.010	8.500,00 TE TR	0,00	0,00	-300,00	485,00	8.685,00	8.337,35	–
12.040	2.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	300,00	2.400,00	2.244,99	144,99
12.125	5.000,00 TE	0,00	0,00	-485,00	0,00	4.515,00	4.514,00	–
Total de la section 09.4:		0,00	0,00	-785,00	785,00			144,99
Section 09.5 – Police grand-ducale								
11.000	82.201.423,00 D	1.431.598,66	0,00	0,00	0,00	83.633.021,66	83.633.021,66	1.431.598,66
11.020	100,00 D	55.772,72	0,00	0,00	0,00	55.872,72	55.872,72	55.772,72

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
11.030	628.858,00 D	115.006,11	0,00	0,00	0,00	743.864,11	743.864,11	115.006,11
11.040	100,00 D	32.463,33	0,00	0,00	0,00	32.563,33	32.563,33	32.463,33
11.060	798.000,00 D	1.951.844,00	0,00	0,00	0,00	2.749.844,00	2.749.843,31	1.951.843,31
11.070	2.630.255,00 D	1.508.260,09	0,00	0,00	0,00	4.138.515,09	2.714.935,09	84.680,09
11.090	26.300,00 D	26.300,00	0,00	0,00	0,00	52.600,00	48.334,77	22.034,77
11.120	91.376,00 D	4.185,00	0,00	0,00	0,00	95.561,00	95.180,37	3.804,37
11.130	405.220,00 TE	0,00	0,00	-319.037,59	0,00	86.182,41	65.099,52	–
11.141	222.122,00 TR	0,00	0,00	0,00	52.000,00	274.122,00	272.616,23	50.494,23
11.150	200.000,00 D TR	93.000,00	0,00	0,00	36.136,00	329.136,00	329.135,91	129.135,91
12.000	25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.200,00	34.200,00	26.764,27	1.764,27
12.010	112.886,00 TR	0,00	0,00	0,00	67.000,00	179.886,00	172.960,20	60.074,20
12.012	210.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	230.000,00	213.490,00	3.490,00
12.020	190.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.700,00	197.700,00	196.326,52	6.326,52
12.021	690.000,00 TE	0,00	0,00	-36.136,00	0,00	653.864,00	601.688,93	–
12.022	737.350,00 TR	0,00	0,00	0,00	147.600,00	884.950,00	884.937,32	147.587,32
12.023	1.735.000,00 D TR	198.569,00	0,00	0,00	14.454,00	1.948.023,00	1.948.022,39	213.022,39
12.350	300.000,00 TE	0,00	0,00	-75.000,00	0,00	225.000,00	223.778,27	–
12.351	453.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	75.000,00	528.000,00	517.615,13	64.615,13
24.010	12.841,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.083,59	13.924,59	13.924,59	1.083,59
Total de la section 09.5:		5.416.998,91	0,00	-430.173,59	430.173,59			4.374.796,92
<i>Section 09.6 – Protection civile – Incendie</i>								
11.000	1.521.914,00 D	54.947,73	0,00	0,00	0,00	1.576.861,73	1.576.861,73	54.947,73
11.020	100,00 D	42.269,05	0,00	0,00	0,00	42.369,05	42.369,05	42.269,05
11.040	100,00 D	47.863,02	0,00	0,00	0,00	47.963,02	47.963,02	47.863,02
11.100	1.767,00 TR	0,00	0,00	0,00	93,00	1.860,00	1.859,20	92,20
11.130	57.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.500,00	63.500,00	62.702,55	5.702,55
12.010	101.140,00 D TR	9.500,00	0,00	0,00	14.000,00	124.640,00	124.452,72	23.312,72
12.020	42.900,00 TR	0,00	0,00	0,00	132,00	43.032,00	43.031,66	131,66
12.021	67.700,00 TR	0,00	0,00	0,00	247,00	67.947,00	67.946,52	246,52
12.022	133.121,00 D TR	19.000,00	0,00	0,00	9.000,00	161.121,00	160.806,86	27.685,86
12.060	284.200,00 D	70.000,00	0,00	0,00	0,00	354.200,00	354.183,56	69.983,56
12.130	207.233,00 TE	0,00	0,00	-23.593,00	0,00	183.640,00	183.282,98	–
12.170	32.000,00 TE	0,00	0,00	-195,00	0,00	31.805,00	30.481,51	–
12.180	11.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	12.000,00	11.587,10	87,10
12.190	11.000,00 TE	0,00	0,00	-6.684,00	0,00	4.316,00	4.133,20	–
43.000	2.700.000,00 D	447.425,62	0,00	0,00	0,00	3.147.425,62	3.147.425,62	447.425,62
Total de la section 09.6:		691.005,42	0,00	-30.472,00	30.472,00			719.747,59
<i>Section 09.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)</i>								
12.010	6.830,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.310,00	8.140,00	8.131,72	1.301,72
12.012	22.000,00 TE TR	0,00	0,00	-1.310,00	5.000,00	25.690,00	24.576,35	2.576,35
12.040	23.750,00 TR	0,00	0,00	0,00	14.250,00	38.000,00	35.914,88	12.164,88

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.070	12.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.250,00	15.050,00	14.620,17	1.820,17
12.120	912.605,00 TE TR	0,00	0,00	-50.000,00	50.000,00	912.605,00	813.185,02	–
12.122	99.157,00 TR	0,00	0,00	0,00	50.000,00	149.157,00	149.087,81	49.930,81
12.130	60.000,00 TE	0,00	0,00	-6.500,00	0,00	53.500,00	14.442,26	–
12.190	40.500,00 TE	0,00	0,00	-15.000,00	0,00	25.500,00	16.650,43	–
33.020	92.812,00 TE TR	0,00	0,00	-100.000,00	50.000,00	42.812,00	17.352,55	–
Total de la section 09.7:		0,00	0,00	-172.810,00	172.810,00			67.793,93
<i>Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i>								
12.010	30.359,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.700,00	40.059,00	39.923,44	9.564,44
12.011	35.000,00 TE	0,00	0,00	-10.700,00	0,00	24.300,00	22.475,21	–
12.040	29.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	31.500,00	30.246,41	746,41
12.050	4.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	5.500,00	4.738,79	238,79
12.100	229.000,00 D	18.000,00	0,00	0,00	0,00	247.000,00	246.968,43	17.968,43
12.120	201.921,00 TR	0,00	0,00	0,00	52.000,00	253.921,00	253.921,00	52.000,00
12.122	35.800,00 TE	0,00	0,00	-3.200,00	0,00	32.600,00	31.845,81	–
12.160	205.583,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.440,00	210.023,00	208.970,78	3.387,78
12.161	1.240,00 TE	0,00	0,00	-1.240,00	0,00	0,00	0,00	–
12.302	1.240,00 D	10.441,00	0,00	0,00	0,00	11.681,00	11.680,93	10.440,93
12.311	423.898,00 TE	0,00	0,00	-24.000,00	0,00	399.898,00	383.996,79	–
12.312	90.000,00 TE	0,00	0,00	-28.000,00	0,00	62.000,00	58.937,20	–
12.321	23.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	21.000,00	15.716,93	–
14.016	99.158,00 TR	0,00	0,00	0,00	27.500,00	126.658,00	126.340,60	27.182,60
14.018	300.000,00 TE	0,00	0,00	-27.500,00	0,00	272.500,00	272.500,00	–
Total de la section 09.9:		28.441,00	0,00	-96.640,00	96.640,00			121.529,38
Total du département 09:		23.542.135,44	0,00	-730.880,59	730.880,59			22.687.418,30
10 et 11 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports								
<i>Section 10.0 – Dépenses générales</i>								
11.020	10.079.585,00 D	655.767,48	0,00	0,00	0,00	10.735.352,48	10.735.352,48	655.767,48
12.140	111.568,00 TE	0,00	0,00	-4.185,00	0,00	107.383,00	63.118,03	–
12.221	37.184,00 TE	0,00	0,00	-17.000,00	0,00	20.184,00	13.600,00	–
12.307	50.000,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	40.000,00	34.486,83	–
12.308	104.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.185,00	108.185,00	106.468,01	2.468,01
12.313	37.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	47.000,00	46.300,43	9.300,43
12.315	170.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	17.000,00	187.000,00	184.548,42	14.548,42
Total de la section 10.0:		655.767,48	0,00	-31.185,00	31.185,00			682.084,34

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 10.1 – Centre de technologie de l'éducation</i>								
11.030	55.050,00 D	6.328,16	0,00	0,00	0,00	61.378,16	61.378,16	6.328,16
12.010	2.516,00 TR	0,00	0,00	0,00	130,00	2.646,00	2.610,56	94,56
12.300	156.793,00 TE	0,00	0,00	-208,00	0,00	156.585,00	101.298,04	–
35.060	992,00 TR	0,00	0,00	0,00	78,00	1.070,00	1.070,00	78,00
Total de la section 10.1:		6.328,16	0,00	-208,00	208,00			6.500,72
<i>Section 10.2 – Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques</i>								
11.000	238.809,00 D	114.660,04	0,00	0,00	0,00	353.469,04	353.469,04	114.660,04
11.010	80.068,00 D	275.305,90	0,00	0,00	0,00	355.373,90	355.373,90	275.305,90
11.130	125.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	70.000,00	195.000,00	194.780,22	69.780,22
12.000	1.500,00 TE	0,00	0,00	-750,00	0,00	750,00	553,75	–
12.010	2.400,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	900,00	485,97	–
12.190	195.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	50.000,00	245.000,00	243.998,01	48.998,01
12.221	1.606.188,00 TE	0,00	0,00	-120.000,00	0,00	1.486.188,00	1.481.130,58	–
35.010	7.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.250,00	9.750,00	9.651,10	2.151,10
Total de la section 10.2:		389.965,94	0,00	-122.250,00	122.250,00			510.895,27
<i>Section 10.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire</i>								
11.000	3.447.765,00 D	103.984,07	0,00	0,00	0,00	3.551.749,07	3.551.749,07	103.984,07
11.020	8.512,00 D	540.095,35	0,00	0,00	0,00	548.607,35	548.607,35	540.095,35
11.030	100,00 D	1.853.924,57	0,00	0,00	0,00	1.854.024,57	1.854.024,57	1.853.924,57
11.040	100,00 D	105.470,39	0,00	0,00	0,00	105.570,39	105.570,39	105.470,39
11.131	20.800,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	17.800,00	17.225,52	–
12.001	58.000,00 TE	0,00	0,00	-12.000,00	0,00	46.000,00	43.075,95	–
12.010	14.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	16.000,00	15.340,84	1.340,84
12.040	15.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	18.000,00	16.313,01	1.313,01
12.080	8.320,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	13.320,00	11.970,95	3.650,95
12.191	31.978,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	36.978,00	34.001,00	2.023,00
34.060	115.000,00 TE	0,00	0,00	-45.000,00	0,00	70.000,00	65.979,58	–
34.061	1.100.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	45.000,00	1.145.000,00	1.144.005,84	44.005,84
Total de la section 10.3:		2.603.474,38	0,00	-60.000,00	60.000,00			2.655.808,02
<i>Section 10.4 – Sports scolaires et périscolaires</i>								
12.090	1.489.225,00 D	145.688,00	0,00	0,00	0,00	1.634.913,00	1.188.582,42	–
Total de la section 10.4:		145.688,00	0,00	0,00	0,00			0,00

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 10.5 – Etablissements privés d'enseignement</i>								
44.000	619.735,00 TE	0,00	0,00	-7.437,00	0,00	612.298,00	601.142,95	–
44.001	28.050.000,00 D	393.369,00	0,00	0,00	0,00	28.443.369,00	28.376.835,33	326.835,33
44.002	102.876,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.437,00	110.313,00	110.312,90	7.436,90
Total de la section 10.5:	–	393.369,00	0,00	-7.437,00	7.437,00	–	–	334.272,23
<i>Section 10.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires</i>								
12.050	4.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.700,00	5.700,00	5.562,67	1.562,67
12.210	920.000,00 D	241.100,00	0,00	0,00	0,00	1.161.100,00	1.133.563,59	213.563,59
12.211	1.488.000,00 D	730.000,00	0,00	0,00	0,00	2.218.000,00	2.086.376,87	598.376,87
12.300	29.747,00 TE	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	24.747,00	24.398,39	–
12.301	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.500,00	56.500,00	56.480,41	6.480,41
12.302	24.790,00 D	81.750,00	0,00	0,00	0,00	106.540,00	52.937,19	28.147,19
12.303	3.200,00 TE	0,00	0,00	-3.200,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 10.6:	–	1.052.850,00	0,00	-8.200,00	8.200,00	–	–	848.130,73
<i>Section 10.7 – Education différenciée</i>								
11.010	2.254.252,00 D	366.348,12	0,00	0,00	0,00	2.620.600,12	2.620.600,12	366.348,12
11.020	100,00 D	5.386.758,60	0,00	0,00	0,00	5.386.858,60	5.386.858,60	5.386.758,60
11.040	100,00 D	82.806,15	0,00	0,00	0,00	82.906,15	82.906,15	82.806,15
11.100	12.581,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.000,00	16.581,00	15.170,30	2.589,30
11.130	84.302,00 TE	0,00	0,00	-17.400,00	0,00	66.902,00	36.125,66	–
12.000	44.370,00 TE	0,00	0,00	-30.000,00	0,00	14.370,00	4.500,59	–
12.080	540.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	27.000,00	567.000,00	562.544,86	22.544,86
12.190	8.676,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	11.676,00	8.626,71	–
12.264	28.053,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.400,00	36.453,00	35.651,62	7.598,62
12.265	60.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	61.000,00	60.307,07	307,07
12.280	22.314,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	25.314,00	22.335,59	21,59
34.010	5.570,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	8.570,00	7.425,13	1.855,13
43.001	28.432,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	38.432,00	38.432,00	10.000,00
43.005	59.830,00 TE	0,00	0,00	-17.000,00	0,00	42.830,00	26.668,65	–
43.007	24.572,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	29.572,00	29.484,42	4.912,42
Total de la section 10.7:	–	5.835.912,87	0,00	-64.400,00	64.400,00	–	–	5.885.741,86
<i>Section 10.8 – Service de la formation des adultes</i>								
11.020	161.008,00 D	1.736.241,15	0,00	0,00	0,00	1.897.249,15	1.897.249,15	1.736.241,15
11.040	100,00 D	584,57	0,00	0,00	0,00	684,57	684,57	584,57
11.100	1.023,00 TR	0,00	0,00	0,00	200,00	1.223,00	1.221,91	198,91
11.135	16.025,00 TE	0,00	0,00	-12.000,00	0,00	4.025,00	0,00	–
12.000	232.379,00 TR	0,00	0,00	0,00	708,00	233.087,00	207.858,12	–
12.002	2.415,00 TR	0,00	0,00	0,00	12.000,00	14.415,00	12.710,25	10.295,25

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.010	2.875,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	7.875,00	3.801,37	926,37
12.125	14.874,00 TE	0,00	-908,00	-908,00	0,00	13.966,00	13.965,60	-908,40
12.300	32.000,00 TE	0,00	-5.000,00	-5.000,00	0,00	27.000,00	21.692,59	-
Total de la section 10.8:	1.736.825,72	0,00	-17.908,00	-17.908,00	17.908,00			1.747.337,85
<i>Section 10.9 – Inspectorat</i>								
11.000	1.930.162,00 D	28.453,59	0,00	0,00	0,00	1.958.615,59	1.958.615,59	28.453,59
11.010	22.448,00 D	316,02	0,00	0,00	0,00	22.764,02	22.764,02	316,02
12.050	11.600,00 TE	0,00	0,00	-11,87	0,00	11.588,13	11.324,58	-
12.100	8.323,00 TR	0,00	0,00	0,00	11,87	8.334,87	8.334,87	11,87
Total de la section 10.9:	28.769,61	0,00	-11,87	-11,87	11,87			28.781,48
<i>Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire</i>								
12.001	8.397.000,00 D	55.550,17	0,00	0,00	0,00	8.452.550,17	8.452.516,96	55.516,96
12.125	30.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	30.000,00	60.000,00	59.995,44	29.995,44
43.000	10.103.453,00 D	16.000.000,00	0,00	0,00	0,00	26.103.453,00	25.734.755,35	15.631.302,35
43.008	100.000,00 TE	0,00	0,00	-30.000,00	0,00	70.000,00	70.000,00	-
43.009	100,00 D	8.380.401,00	0,00	0,00	0,00	8.380.501,00	8.380.501,00	8.380.401,00
Total de la section 11.0:	24.435.951,17	0,00	-30.000,00	-30.000,00	30.000,00			24.097.215,75
<i>Section 11.1 – Enseignement secondaire</i>								
11.000	93.337.835,00 D	722.765,49	0,00	0,00	0,00	94.060.600,49	94.060.600,49	722.765,49
11.020	100,00 D	991.861,76	0,00	0,00	0,00	991.961,76	991.861,76	
11.040	100,00 D	133.194,97	0,00	0,00	0,00	133.294,97	133.294,97	
11.100	29.840,00 TE	0,00	0,00	-1.324,59	0,00	28.515,41	28.515,41	-
11.130	962.458,00 TE	0,00	0,00	-1.541,30	0,00	960.916,70	954.694,85	-
12.000	25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.865,89	27.865,89	27.856,29	2.856,29
Total de la section 11.1:	1.847.822,22	0,00	-2.865,89	-2.865,89	2.865,89			1.850.678,51
<i>Section 11.2 – Enseignement secondaire technique</i>								
11.020	100,00 D	11.100.384,73	0,00	0,00	0,00	11.100.484,73	11.100.484,73	
11.040	100,00 D	249.892,53	0,00	0,00	0,00	249.992,53	249.892,53	
12.010	251.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	26.580,00	278.180,00	268.159,46	16.559,46
12.030	80.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.456,00	81.456,00	81.455,02	1.455,02
12.250	284.260,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	294.260,00	293.904,10	9.644,10
12.254	201.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.500,00	208.500,00	208.447,10	7.447,10
12.256	272.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.000,00	288.800,00	281.752,72	8.952,72
12.260	229.000,00 TE	0,00	0,00	-15.700,00	0,00	213.300,00	208.341,33	-
12.300	350.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	30.000,00	380.000,00	379.999,62	29.999,62

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.307	50.000,00 TE	0,00	0,00	-26.580,00	0,00	23.420,00	20.220,00	-29.780,00
43.000	513.127,00 TE	0,00	0,00	-49.256,00	0,00	463.871,00	461.330,20	-51.796,80
Total de la section 11.2:	11.350.277,26	0,00	0,00	-91.536,00	91.536,00	11.342.758,48		
<i>Section 11.3 – Service de la formation professionnelle</i>								
11.020	1.191.646,00 D	463.779,27	0,00	0,00	0,00	1.655.425,27	1.655.425,27	463.779,27
11.040	100,00 D	10.438,94	0,00	0,00	0,00	10.538,94	10.538,94	10.438,94
11.131	108.986,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.600,00	110.586,00	109.900,10	914,10
12.001	79.864,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.500,00	83.364,00	83.157,03	3.293,03
12.210	155.000,00 D	5.545,00	0,00	0,00	0,00	160.545,00	160.112,06	5.112,06
12.302	686.765,00 TE	0,00	0,00	-5.100,00	0,00	681.665,00	260.032,76	-
41.005	49.579,00 D	46.743,00	0,00	0,00	0,00	96.322,00	96.321,39	46.742,39
41.010	600.458,00 D	161.568,36	0,00	0,00	0,00	762.026,36	762.026,36	161.568,36
Total de la section 11.3:	688.074,57	0,00	0,00	-5.100,00	5.100,00	691.848,15		
<i>Section 11.4 – Sports – Dépenses générales</i>								
11.000	197.356,00 D	11.567,14	0,00	0,00	0,00	208.923,14	208.923,14	11.567,14
12.012	26.000,00 TE TR	0,00	0,00	-2.500,00	10.200,00	33.700,00	32.391,70	6.391,70
12.020	3.350,00 TR	0,00	0,00	0,00	155,00	3.505,00	3.501,88	151,88
12.040	19.800,00 TE	0,00	0,00	-1.355,00	0,00	18.445,00	15.389,04	-
12.100	462.043,00 D TR	10.061,00	0,00	0,00	1.200,00	473.304,00	473.301,81	11.258,81
12.190	4.000,00 TE	0,00	0,00	-1.250,00	0,00	2.750,00	1.878,74	-
12.320	16.609,00 TE	0,00	0,00	-3.950,00	0,00	12.659,00	12.640,34	-
12.360	51.000,00 TE TR	0,00	0,00	-5.000,00	2.500,00	48.500,00	48.024,37	-
33.016	919.056,00 D	417.671,00	0,00	0,00	0,00	1.336.727,00	1.336.727,00	417.671,00
35.060	5.798,00 D	17.700,00	0,00	0,00	0,00	23.498,00	23.362,74	17.564,74
Total de la section 11.4:	456.999,14	0,00	0,00	-14.055,00	14.055,00	464.605,27		
<i>Section 11.5 – Institut national des sports</i>								
11.020	5.264,00 D	25.527,17	0,00	0,00	0,00	30.791,17	30.791,17	25.527,17
11.040	100,00 D	20.721,23	0,00	0,00	0,00	20.821,23	20.821,23	20.721,23
Total de la section 11.5:	46.248,40	0,00	0,00	0,00	0,00	46.248,40		
<i>Section 11.6 – Centre sportif national de natation</i>								
11.040	100,00 D	45.919,88	0,00	0,00	0,00	46.019,88	46.019,88	45.919,88
Total de la section 11.6:	45.919,88	0,00	0,00	0,00	0,00	45.919,88		
<i>Section 11.7 – Ecole nationale de l'éducation physique et des sports</i>								
11.000	221.375,00 D	8.562,37	0,00	0,00	0,00	229.937,37	229.937,37	8.562,37
11.020	3.040,00 D	1.681,08	0,00	0,00	0,00	4.721,08	4.721,08	1.681,08

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.000	95.424,00 D TR	13.100,00	0,00	0,00	3.710,00	112.234,00	112.198,27	16.774,27
12.010	20.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.100,00	23.100,00	23.017,38	3.017,38
12.040	11.500,00 TE	0,00	0,00	-3.400,00	0,00	8.100,00	7.732,14	-
12.180	3.000,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	2.750,00	2.740,57	-259,43
12.190	12.700,00 TE	0,00	0,00	-660,00	0,00	12.040,00	12.031,90	-668,10
12.192	1.650,00 TE	0,00	0,00	-900,00	0,00	750,00	654,61	-995,39
34.060	11.000,00 TE	0,00	0,00	-1.600,00	0,00	9.400,00	9.295,00	-1.705,00
Total de la section 11.7:		23.343,45	0,00	-6.810,00	6.810,00			26.407,18
Total du département 10 et 11:		51.743.587,25	0,00	-461.966,76	461.966,76			51.265.234,12
12 et 13 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse								
<i>Section 12.0 – Famille</i>								
12.000	942,00 TE TR	0,00	0,00	-550,00	550,00	942,00	0,00	-
12.020	16.193,00 TE TR	0,00	0,00	-550,00	550,00	16.193,00	11.993,87	-
12.040	15.190,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	35.190,00	22.244,67	7.054,67
33.010	158.000,00 TE	0,00	0,00	-20.000,00	0,00	138.000,00	66.320,00	-
33.504	100.000,00 D	161.025,00	0,00	0,00	0,00	261.025,00	261.022,98	161.022,98
Total de la section 12.0:		161.025,00	0,00	-21.100,00	21.100,00			168.077,65
<i>Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale. Enfants et adultes</i>								
12.320	37.184,00 TE	0,00	0,00	-37.184,00	0,00	0,00	0,00	-
12.350	100,00 D TR	659,00	0,00	0,00	37.184,00	37.943,00	4.789,43	4.689,43
33.000	4.555.814,00 TR	0,00	0,00	0,00	56.972,00	4.612.786,00	4.609.778,80	53.964,80
33.001	2.497.707,00 TE	0,00	0,00	-85.000,00	0,00	2.412.707,00	2.154.360,45	-
33.003	3.879.876,00 TR	0,00	0,00	0,00	57.673,00	3.937.549,00	3.937.185,71	57.309,71
33.004	19.000.777,00 TR	0,00	0,00	0,00	310.539,00	19.311.316,00	19.299.417,91	298.640,91
33.005	5.335.765,00 TR	0,00	0,00	0,00	85.000,00	5.420.765,00	5.354.683,33	18.918,33
33.006	4.890.475,00 TE TR	0,00	0,00	-29.950,00	51.205,00	4.911.730,00	4.911.729,41	21.254,41
33.007	16.529.084,00 TE	0,00	0,00	-1.569.493,00	0,00	14.959.591,00	14.249.611,75	-
33.008	906.044,00 TR	0,00	0,00	0,00	306.417,00	1.212.461,00	1.212.458,79	306.414,79
33.009	360.960,00 TR	0,00	0,00	0,00	123.059,00	484.019,00	484.019,00	123.059,00
33.011	4.283.097,00 TR	0,00	0,00	0,00	29.950,00	4.313.047,00	4.109.830,73	-
33.018	3.990.676,00 TR	0,00	0,00	0,00	786.687,00	4.777.363,00	4.777.361,94	786.685,94
33.021	2.183.739,00 TE TR	0,00	0,00	-38.500,00	40.000,00	2.185.239,00	2.141.265,60	-
33.023	252.582,00 TR	0,00	0,00	0,00	38.500,00	291.082,00	291.082,00	38.500,00
33.024	259.389,00 TE	0,00	0,00	-40.000,00	0,00	219.389,00	208.178,28	-
33.028	1.000.000,00 TE	0,00	0,00	-123.059,00	0,00	876.941,00	103.098,00	-
Total de la section 12.1:		659,00	0,00	-1.923.186,00	1.923.186,00			1.709.437,32

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 12.2 – Solidarité</i>								
34.013	2.491.915,00 D	922.215,00	0,00	0,00	0,00	3.414.130,00	3.100.893,56	608.978,56
35.060	2.478,00 D	13.874,00	0,00	0,00	0,00	16.352,00	15.360,69	12.882,69
Total de la section 12.2:		936.089,00	0,00	0,00	0,00			621.861,25
<i>Section 12.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers</i>								
11.010	86.221,00 D	261.736,66	0,00	0,00	0,00	347.957,66	347.957,66	261.736,66
11.020	100,00 D	143.426,49	0,00	0,00	0,00	143.526,49	143.526,49	143.426,49
11.030	216.094,00 D	23.536,85	0,00	0,00	0,00	239.630,85	239.630,85	23.536,85
11.040	100,00 D	15.655,81	0,00	0,00	0,00	15.755,81	15.755,81	15.655,81
12.000	15.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	550,00	15.550,00	14.328,62	–
12.020	22.954,00 TE	0,00	0,00	-550,00	0,00	22.404,00	14.249,96	–
12.040	2.975,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.240,00	4.215,00	2.998,39	23,39
12.080	700.000,00 D	500.000,00	0,00	0,00	0,00	1.200.000,00	968.714,97	268.714,97
12.300	2.479,00 TE	0,00	0,00	-1.240,00	0,00	1.239,00	387,25	–
34.010	123.946,00 D	173.000,00	0,00	0,00	0,00	296.946,00	243.254,09	119.308,09
Total de la section 12.3:		1.117.355,81	0,00	-1.790,00	1.790,00			832.402,26
<i>Section 12.4 – Fonds nationale de solidarité</i>								
11.000	1.393.309,00 D	43.291,00	0,00	0,00	0,00	1.436.600,00	1.436.518,59	43.209,59
11.010	148.250,00 D	2.550,00	0,00	0,00	0,00	150.800,00	150.589,22	2.39,22
11.020	2.947,00 D	170.000,00	0,00	0,00	0,00	172.947,00	172.090,67	169.143,67
12.000	75,00 TE	0,00	0,00	-75,00	0,00	0,00	0,00	–
12.020	2.140,00 TE	0,00	0,00	-494,32	0,00	1.645,68	1.645,68	–
12.050	62.838,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.500,00	65.338,00	65.338,00	2.500,00
12.060	2.385,00 TE	0,00	0,00	-2.037,47	0,00	347,53	347,53	–
12.080	50.769,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.118,38	52.887,38	52.887,38	2.118,38
12.110	14.870,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.478,41	17.348,41	17.329,88	2.459,88
12.190	2.500,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	0,00	0,00	–
12.300	1.990,00 TE	0,00	0,00	-1.990,00	0,00	0,00	0,00	–
12.310	190.000,00 D	36.686,00	0,00	0,00	0,00	226.686,00	226.685,77	36.685,77
34.010	74.558.017,00 D	539.229,61	0,00	0,00	0,00	75.097.246,61	75.097.246,61	539.229,61
34.011	1.289.033,00 D	15.606,01	0,00	0,00	0,00	1.304.639,01	1.304.639,01	15.606,01
34.014	5.000,00 D	5.529.119,79	0,00	0,00	0,00	5.534.119,79	5.534.119,79	5.529.119,79
Total de la section 12.4:		6.336.482,41	0,00	-7.096,79	7.096,79			6.342.411,92
<i>Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales</i>								
11.010	518.686,00 D	400.611,60	0,00	0,00	0,00	919.297,60	919.297,60	400.611,60
11.020	7.094,00 D	121.709,51	0,00	0,00	0,00	128.803,51	128.803,51	121.709,51
11.130	12.861,00 TR	0,00	0,00	0,00	572,57	13.433,57	13.433,57	572,57
12.000	33.540,00 TE	0,00	0,00	-272,46	0,00	33.267,54	33.267,54	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après autorisations ou de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.010	190,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.126,90	2.316,90	2.134,90	1.944,90
12.040	53.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.588,76	63.788,76	63.788,76	10.588,76
12.050	376.013,00 TE	0,00	0,00	-62.924,73	0,00	313.088,27	313.088,27	–
12.060	4.990,00 TE	0,00	0,00	-2.203,16	0,00	2.786,84	2.786,84	–
12.080	176.130,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.159,58	196.289,58	196.289,58	20.159,58
12.110	4.210,00 TR	0,00	0,00	0,00	26.328,46	30.538,46	30.538,46	26.328,46
12.130	2.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	0,00	0,00	–
12.140	1.720,00 TE	0,00	0,00	-2,47	0,00	1.717,53	1.716,96	–
12.190	4.960,00 TE	0,00	0,00	-4.960,00	0,00	0,00	0,00	–
12.300	3.660,00 TE	0,00	0,00	-975,15	0,00	2.684,85	2.684,85	-975,15
12.310	848.950,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.561,70	862.511,70	862.511,70	13.561,70
42.000	162.880.503,00 D	4.209.691,00	0,00	0,00	0,00	167.090.194,00	167.090.192,35	4.209.689,35
42.004	27.735.276,00 D	1.194.900,00	0,00	0,00	0,00	28.930.176,00	28.854.325,51	1.119.049,51
42.005	60.340.646,00 D	7.868.600,00	0,00	0,00	0,00	68.209.246,00	68.002.490,85	7.661.844,85
42.006	121.523.637,00 D	9.881.530,00	0,00	0,00	0,00	131.405.167,00	131.405.166,29	9.881.529,29
42.007	184.287.745,00 D	6.526.300,00	0,00	0,00	0,00	190.814.045,00	185.441.023,66	1.153.278,66
42.009	714.020,00 D	162.932,00	0,00	0,00	0,00	876.952,00	876.951,49	162.931,49
42.011	2.976.514,00 D	1.249.377,00	0,00	0,00	0,00	4.225.891,00	4.225.889,60	1.249.375,60
Total de la section 12.5:		31.615.651,11	0,00	-73.337,97	73.337,97			26.032.200,68
<i>Section 12.6 – Centre du Rham</i>								
11.020	4.935,00 D	168.874,64	0,00	0,00	0,00	173.809,64	173.809,64	168.874,64
11.030	392.847,00 D	22.575,43	0,00	0,00	0,00	415.422,43	415.422,43	22.575,43
11.040	100,00 D	14.541,32	0,00	0,00	0,00	14.641,32	14.641,32	14.541,32
11.131	62.266,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	60.266,00	60.253,55	–
12.001	21.587,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.800,00	26.387,00	26.252,00	4.665,00
12.011	24.766,00 TE	0,00	0,00	-3.185,00	0,00	21.581,00	20.925,02	–
12.191	3.931,00 TR	0,00	0,00	0,00	385,00	4.316,00	4.313,66	382,66
Total de la section 12.6:		205.991,39	0,00	-5.185,00	5.185,00			211.039,05
<i>Section 12.7 – Service d'action sociofamiliale. Personnes âgées</i>								
11.010	100,00 D	10.406,00	0,00	0,00	0,00	10.506,00	10.505,00	10.405,00
11.030	100,00 D	3.637,00	0,00	0,00	0,00	3.737,00	3.736,15	3.636,15
33.010	3.841.516,00 TE	0,00	0,00	-16.691,00	0,00	3.824.825,00	3.823.351,88	–
43.040	119.359,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.691,00	136.050,00	136.050,00	16.691,00
Total de la section 12.7:		14.043,00	0,00	-16.691,00	16.691,00			30.732,15
<i>Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat</i>								
11.010	430.495,00 D	148.467,12	0,00	0,00	0,00	578.962,12	578.962,12	148.467,12
11.020	100,00 D	220.587,85	0,00	0,00	0,00	220.687,85	220.687,85	220.587,85
11.040	100,00 D	9.710,05	0,00	0,00	0,00	9.810,05	9.810,05	9.710,05
11.130	25.332,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	22.332,00	16.826,72	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
11.131	1.983,00 TE	0,00	0,00	-1.983,00	0,00	0,00	0,00	-
12.001	40.249,00 TE	0,00	0,00	-24.000,00	0,00	16.249,00	15.716,52	-
12.002	20.948,00 TE	0,00	0,00	-4.000,00	0,00	16.948,00	15.537,57	-
12.040	8.676,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	11.676,00	10.815,92	2.139,92
12.100	16.708,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	14.208,00	12.041,95	-
12.150	76.847,00 D	13.000,00	0,00	0,00	0,00	89.847,00	89.079,68	12.232,68
12.210	82.549,00 D	24.000,00	0,00	0,00	0,00	106.549,00	104.448,12	21.899,12
12.250	84.823,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.483,00	96.306,00	86.515,85	1.692,85
12.251	69.513,00 TR	0,00	0,00	0,00	21.000,00	90.513,00	83.249,00	13.736,00
Total de la section 12.8:		415.765,02	0,00	-35.483,00	35.483,00			430.465,59
<i>Section 12.9 – Service national d'action sociale</i>								
11.020	100,00 D	3.236,93	0,00	0,00	0,00	3.336,93	3.336,93	3.236,93
12.050	372,00 TR	0,00	0,00	0,00	150,00	522,00	379,40	7,40
12.150	372,00 TE	0,00	0,00	-150,00	0,00	222,00	0,00	-
Total de la section 12.9:		3.236,93	0,00	-150,00	150,00			3.244,33
<i>Section 13.1 – Service national de la jeunesse</i>								
11.000	435.702,00 D	198.238,68	0,00	0,00	0,00	633.940,68	633.940,68	198.238,68
11.020	27.808,00 D	158.454,03	0,00	0,00	0,00	186.262,03	186.262,03	158.454,03
11.040	100,00 D	29.151,55	0,00	0,00	0,00	29.251,55	29.251,55	29.151,55
11.130	29.023,00 TE	0,00	0,00	-2.336,00	0,00	26.687,00	26.095,75	-
12.000	141.978,00 TE	0,00	0,00	-18.756,00	0,00	123.222,00	121.318,80	-
12.001	3.728,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	4.228,00	4.213,00	485,00
12.010	17.586,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.376,00	19.962,00	19.961,63	2.375,63
12.020	23.921,00 TR	0,00	0,00	0,00	138,00	24.059,00	24.058,05	137,05
12.040	28.607,00 TR	0,00	0,00	0,00	170,00	28.777,00	28.776,36	169,36
12.050	24.000,00 TE TR	0,00	0,00	-528,00	10.162,00	33.634,00	33.631,75	9.631,75
12.100	67.587,00 TE TR	0,00	0,00	-1.056,00	528,00	67.059,00	67.058,13	-
12.140	40.027,00 TE	0,00	0,00	-494,00	0,00	39.533,00	39.523,30	-
12.170	13.360,00 TR	0,00	0,00	0,00	356,00	13.716,00	13.715,45	355,45
12.190	125.276,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.050,00	141.326,00	140.229,74	14.953,74
12.250	5.000,00 TE	0,00	0,00	-458,00	0,00	4.542,00	4.488,05	-
12.300	7.670,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.806,00	9.476,00	9.475,33	1.805,33
12.301	30.000,00 TE	0,00	0,00	-8.458,00	0,00	21.542,00	21.540,14	21.540,14
Total de la section 13.1:		385.844,26	0,00	-32.086,00	32.086,00			437.297,71
Total du département 12 et 13:		41.192.142,93	0,00	-2.116.105,76	2.116.105,76			36.819.169,91

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
14 – Ministère de la Santé								
<i>Section 14.0 – Ministère de la santé</i>								
11.000	73.623,00 D	613,02	0,00	0,00	0,00	74.236,02	74.236,02	613,02
11.061	47.430,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.605,00	50.035,00	50.034,35	2.604,35
12.003	446.944,00 D TR	150.000,00	0,00	0,00	87.000,00	683.944,00	683.535,93	236.591,93
12.020	2.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	700,00	2.800,00	2.747,56	647,56
12.080	249.799,00 TE	0,00	0,00	-28.305,00	0,00	221.494,00	161.016,77	–
12.250	1.620.000,00 TE	0,00	0,00	-90.000,00	0,00	1.530.000,00	1.363.681,68	–
31.020	144.868,00 TR	0,00	0,00	0,00	38.603,00	183.471,00	183.470,52	38.602,52
33.020	61.230,00 TE	0,00	0,00	-38,00	0,00	61.192,00	38.069,00	–
34.011	292.262,00 D	130.000,00	0,00	0,00	0,00	422.262,00	388.540,22	96.278,22
34.012	249.818,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	252.818,00	251.229,38	1.411,38
34.060	62.481,00 TE	0,00	0,00	-38.603,00	0,00	23.878,00	12.163,54	–
34.061	208.230,00 TR	0,00	0,00	0,00	25.000,00	233.230,00	231.655,94	23.425,94
12.651	740,00 TR	0,00	0,00	0,00	38,00	778,00	777,15	37,15
Total de la section 14.0:	280.613,02	0,00	-156.946,00	156.946,00	–	400.212,07	–	–
<i>Section 14.1 – Direction de la santé</i>								
11.010	2.520.030,00 D	31.402,74	0,00	0,00	0,00	2.551.432,74	2.551.432,74	31.402,74
11.020	100,00 D	250.646,78	0,00	0,00	0,00	250.746,78	250.746,78	250.646,78
11.040	100,00 D	16.900,85	0,00	0,00	0,00	17.000,85	17.000,85	16.900,85
11.131	1.743,00 TR	0,00	0,00	0,00	43,00	1.786,00	1.785,73	42,73
12.000	4.760,00 TE	0,00	0,00	-43,00	0,00	4.717,00	0,00	–
12.040	1.487,00 TR	0,00	0,00	0,00	900,00	2.387,00	2.132,25	645,25
12.042	13.634,00 TE	0,00	0,00	-1.550,00	0,00	12.084,00	7.479,14	–
12.121	4.958,00 TE	0,00	0,00	-900,00	0,00	4.058,00	3.298,73	–
12.128	124,00 D	18.000,00	0,00	0,00	0,00	18.124,00	17.020,00	16.896,00
12.129	500,00 TR	0,00	0,00	0,00	150,00	650,00	563,17	63,17
12.142	11.000,00 TE	0,00	0,00	-270,00	0,00	10.730,00	10.339,75	–
12.143	5.000,00 TE	0,00	0,00	-4.300,00	0,00	700,00	0,00	–
12.146	16.200,00 TE	0,00	0,00	-16.200,00	0,00	0,00	0,00	–
12.170	16.113,00 D	26.000,00	0,00	0,00	0,00	42.113,00	40.721,52	24.608,52
12.252	18.345,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.300,00	22.645,00	18.148,78	–
12.253	27.500,00 TE	0,00	0,00	-150,00	0,00	27.350,00	20.098,88	–
12.254	34.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.550,00	35.550,00	34.376,96	376,96
12.256	80.455,00 TR	0,00	0,00	0,00	24.000,00	104.455,00	100.313,87	19.858,87
12.258	41.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	51.800,00	38.352,55	–
12.303	92.797,00 D	213.000,00	0,00	0,00	0,00	305.797,00	231.510,33	138.713,33
12.304	2.735.000,00 D	220.000,00	0,00	0,00	0,00	2.955.000,00	2.760.759,06	25.759,06
12.307	75.000,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	65.000,00	50.000,00	–
12.314	14.900,00 TE	0,00	0,00	-7.800,00	0,00	7.100,00	7.090,90	–
31.050	3.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	270,00	3.270,00	3.052,71	52,71

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
33.012	4.867.768,00 TE TR	0,00	0,00	-8.000,00	8.000,00	4.867.768,00	4.549.233,00	-
33.014	3.123.820,00 TE TR	0,00	0,00	-8.000,00	8.000,00	3.123.820,00	3.110.230,00	-
Total de la section 14.1:		775.950,37	0,00	-57.213,00	57.213,00			525.966,97
<i>Section 14.2 – Laboratoire national de santé</i>								
11.020	100,00 D	569.703,84	0,00	0,00	0,00	569.803,84	569.803,84	569.703,84
11.040	100,00 D	25.501,84	0,00	0,00	0,00	25.601,84	25.601,84	25.501,84
11.100	26.897,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.180,00	28.077,00	28.011,98	1.114,98
11.130	7.018,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.397,00	8.415,00	8.414,10	1.396,10
12.000	78.624,00 TE	0,00	0,00	-2.577,00	0,00	76.047,00	35.280,92	-
12.040	144.198,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.000,00	150.198,00	135.341,21	-
12.050	114.621,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.500,00	116.121,00	114.421,34	-
12.070	49.776,00 TE	0,00	0,00	-17.000,00	0,00	32.776,00	32.628,03	-
12.120	37.184,00 TR	0,00	0,00	0,00	38.000,00	75.184,00	74.291,21	37.107,21
12.121	8.550,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.000,00	19.550,00	18.317,37	9.767,37
12.160	2.187.872,00 TE	0,00	0,00	-53.500,00	0,00	2.134.372,00	2.110.664,41	-
12.161	289.250,00 TR	0,00	0,00	0,00	41.000,00	330.250,00	312.174,27	22.924,27
12.190	11.155,00 TE	0,00	0,00	-2.100,00	0,00	9.055,00	8.945,56	-
12.301	171.000,00 TE	0,00	0,00	-31.000,00	0,00	140.000,00	133.858,31	-
12.303	9.916,00 D TR	20.000,00	0,00	0,00	10.236,00	40.152,00	40.136,21	30.220,21
34.050	4.958,00 TE	0,00	0,00	-4.236,00	0,00	722,00	192,34	-
12.661	6.754,00 TR	0,00	0,00	0,00	100,00	6.854,00	6.846,39	92,39
Total de la section 14.2:		615.205,68	0,00	-110.413,00	110.413,00			697.828,21
<i>Section 14.5 – Dommages de guerre corporels</i>								
12.040	2.987,00 TE	0,00	0,00	-955,00	0,00	2.032,00	860,83	-
12.050	1.368,00 TR	0,00	0,00	0,00	5,00	1.373,00	1.372,20	4,20
12.070	22.981,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	23.981,00	23.958,66	977,66
12.080	8.428,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	7.428,00	5.445,32	-
34.001	12.003,00 TR	0,00	0,00	0,00	100,00	12.103,00	12.101,64	98,64
42.000	45.213,00 TR	0,00	0,00	0,00	850,00	46.063,00	46.052,11	839,11
Total de la section 14.5:		0,00	0,00	-1.955,00	1.955,00			1.919,61
Total du département 14:		1.671.769,07	0,00	-326.527,00	326.527,00			1.625.926,86

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
15 – Ministère de l'Environnement								
<i>Section 15.0 – Dépenses générales</i>								
12.012	105.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	17.860,00	122.860,00	121.864,33	16.864,33
12.140	325.000,00 TE	0,00	0,00	-86.270,00	0,00	238.730,00	236.441,33	-88.558,67
12.303	45.000,00 TE	0,00	0,00	-12.000,00	0,00	33.000,00	29.590,40	–
12.315	182.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	188.410,00	370.410,00	362.617,60	180.617,60
12.316	100.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.700,00	107.700,00	107.687,36	7.687,36
35.060	178.367,00 D	10.400,00	0,00	0,00	0,00	188.767,00	187.398,19	9.031,19
43.040	175.000,00 TE	0,00	0,00	-127.700,00	0,00	47.300,00	17.672,00	–
43.300	124.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	12.000,00	136.500,00	136.405,63	11.905,63
Total de la section 15.0:		10.400,00	0,00	-225.970,00	225.970,00			137.547,44
<i>Section 15.1 – Administration de l'environnement</i>								
11.000	3.756.336,00 D	168.889,02	0,00	0,00	0,00	3.925.225,02	3.925.225,02	168.889,02
11.010	156.996,00 D	83.015,97	0,00	0,00	0,00	240.011,97	240.011,97	83.015,97
11.020	3.804,00 D	337,21	0,00	0,00	0,00	4.141,21	4.141,21	337,21
11.100	10.412,00 TR	0,00	0,00	0,00	155,00	10.567,00	10.566,46	154,46
12.050	51.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	12.838,00	64.338,00	64.337,14	12.837,14
12.303	247.000,00 TE	0,00	0,00	-12.993,00	0,00	234.007,00	135.149,97	–
Total de la section 15.1:		252.242,20	0,00	-12.993,00	12.993,00			265.233,80
<i>Section 15.2 – Administration des eaux et forêts</i>								
11.020	6.992,00 D	176.864,88	0,00	0,00	0,00	183.856,88	183.856,88	176.864,88
11.030	366.836,00 D	12.403,84	0,00	0,00	0,00	379.239,84	379.239,84	12.403,84
11.040	100,00 D	5.756,77	0,00	0,00	0,00	5.856,77	5.856,77	5.756,77
12.010	50.000,00 TE TR	0,00	0,00	-6.000,00	4.793,00	48.793,00	48.695,33	–
12.020	92.000,00 TE	0,00	0,00	-15.000,00	0,00	77.000,00	70.106,60	–
12.021	142.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	34.750,00	176.750,00	172.879,35	30.879,35
12.040	64.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	65.000,00	64.286,56	286,56
12.050	146.500,00 TE TR	0,00	0,00	-2.793,00	4.538,00	148.245,00	147.981,61	1.481,61
12.100	20.400,00 D	12.000,00	0,00	0,00	0,00	32.400,00	31.319,65	10.919,65
12.120	200.000,00 TE	0,00	0,00	-7.038,00	0,00	192.962,00	191.972,41	–
12.125	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	55.000,00	52.913,28	2.913,28
12.130	25.000,00 TE	0,00	0,00	-2.500,00	0,00	22.500,00	14.946,74	–
12.190	19.500,00 TE	0,00	0,00	-2.750,00	0,00	16.750,00	15.248,42	–
12.302	1.300.000,00 TE	0,00	0,00	-14.000,00	0,00	1.286.000,00	1.178.314,85	–
12.340	27.500,00 D	462.975,00	0,00	0,00	0,00	490.475,00	490.390,25	462.890,25
Total de la section 15.2:		670.000,49	0,00	-50.081,00	50.081,00			704.396,19
Total du département 15:		932.642,69	0,00	-289.044,00	289.044,00			1.107.177,43

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
16 – Ministère du Travail et de l'Emploi								
<i>Section 16.0 – Travail. – Dépenses générales</i>								
12.012	165.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.500,00	181.500,00	164.407,70	–
12.041	28.500,00 TE	0,00	0,00	-7.400,00	0,00	21.100,00	19.227,72	–
12.080	11.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.200,00	15.400,00	15.392,58	4.192,58
12.122	20.000,00 TE	0,00	0,00	-9.000,00	0,00	11.000,00	9.912,00	–
12.124	124.000,00 D TR	133.594,00	0,00	0,00	8.602,00	266.196,00	252.205,67	128.205,67
12.130	30.000,00 TE	0,00	0,00	-8.602,00	0,00	21.398,00	2.221,28	–
12.300	25.000,00 TE	0,00	0,00	-12.496,00	0,00	12.504,00	5.003,93	–
12.301	42.100,00 D	14.900,00	0,00	0,00	0,00	57.000,00	56.984,50	14.884,50
32.011	100,00 D	621.543,00	0,00	0,00	0,00	621.643,00	0,00	–
41.000	8.097,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.196,00	16.293,00	16.292,50	8.195,50
Total de la section 16.0:		770.037,00	0,00	-37.498,00	37.498,00			155.478,25
<i>Section 16.1 – Administration de l'emploi</i>								
11.020	2.127,00 D	301.442,86	0,00	0,00	0,00	303.569,86	303.569,86	301.442,86
11.040	100,00 D	31.480,76	0,00	0,00	0,00	31.580,76	31.580,76	31.480,76
12.020	5.009,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.324,00	8.333,00	8.248,18	3.239,18
12.040	151.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	152.100,00	151.165,38	65,38
12.050	215.520,00 D TR	46.860,00	0,00	0,00	3.000,00	265.380,00	265.247,06	49.727,06
12.100	1.312.876,00 D	7.484,00	0,00	0,00	0,00	1.320.360,00	1.319.829,57	6.953,57
12.140	41.500,00 TE	0,00	0,00	-4.000,00	0,00	37.500,00	32.076,58	–
12.190	7.030,00 TE	0,00	0,00	-3.324,00	0,00	3.706,00	3.706,00	–
12.301	100,00 D	42.592,00	0,00	0,00	0,00	42.692,00	38.750,25	38.650,25
Total de la section 16.1:		429.859,62	0,00	-7.324,00	7.324,00			431.559,06
<i>Section 16.2 – Inspection du travail et des mines</i>								
11.000	2.366.532,00 D	8.544,05	0,00	0,00	0,00	2.375.076,05	2.375.076,05	8.544,05
11.020	7.600,00 D	143.788,62	0,00	0,00	0,00	151.388,62	151.388,62	143.788,62
11.030	115.719,00 D	16.541,52	0,00	0,00	0,00	132.260,52	132.260,52	16.541,52
12.020	27.550,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.000,00	34.550,00	32.886,88	5.336,88
12.030	7.000,00 TE	0,00	0,00	-7.000,00	0,00	0,00	0,00	–
12.040	60.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	12.960,00	72.960,00	66.902,03	6.902,03
12.090	171.880,00 D	7.480,00	0,00	0,00	0,00	179.360,00	178.648,79	6.768,79
12.121	200.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	50.000,00	250.000,00	212.871,90	12.871,90
12.131	13.000,00 TE	0,00	0,00	-12.960,00	0,00	40,00	40,00	–
12.300	50.000,00 TE	0,00	0,00	-50.000,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 16.2:		176.354,19	0,00	-69.960,00	69.960,00			200.753,79

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 16.3 – Ecole supérieure du travail								
11.130	48.507,00 TE	0,00	0,00	-6.100,00	0,00	42.407,00	19.890,57	–
12.000	11.888,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.100,00	17.988,00	16.386,75	4.498,75
12.050	3.685,00 TR	0,00	0,00	0,00	800,00	4.485,00	4.414,40	729,40
12.080	160,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.220,00	4.380,00	3.988,59	3.828,59
12.190	235.012,00 TE	0,00	0,00	-5.020,00	0,00	229.992,00	127.194,33	–
Total de la section 16.3:	–	0,00	0,00	-11.120,00	11.120,00	–	–	9.056,74
Section 16.5 – Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées								
31.050	2.900.000,00 D	1.280.000,00	0,00	0,00	0,00	4.180.000,00	4.055.051,60	1.155.051,60
32.020	324.000,00 D	81.300,00	0,00	0,00	0,00	405.300,00	386.553,76	62.553,76
Total de la section 16.5:	–	1.361.300,00	0,00	0,00	0,00	–	–	1.217.605,36
Total du département 16:	–	2.737.550,81	0,00	-125.902,00	125.902,00	–	–	2.014.453,20
17 et 18 – Ministère de la Sécurité sociale								
Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale								
11.000	1.276.055,00 D	91.341,01	0,00	0,00	0,00	1.367.396,01	1.367.396,01	91.341,01
11.010	441.534,00 D	50.755,04	0,00	0,00	0,00	492.289,04	492.289,04	50.755,04
11.020	100,00 D	361.455,19	0,00	0,00	0,00	361.555,19	361.455,19	361.455,19
11.030	84.894,00 D	4.374,56	0,00	0,00	0,00	89.268,56	89.268,56	4.374,56
11.130	3.820,00 TE	0,00	0,00	-1.200,00	0,00	2.620,00	2.142,11	-1.677,89
12.000	5.444,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.200,00	6.644,00	6.426,31	982,31
12.040	43.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.000,00	54.000,00	51.856,24	8.856,24
12.070	74.926,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	76.926,00	75.108,83	182,83
12.080	6.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	8.000,00	6.912,42	912,42
12.120	100.000,00 D	56.915,00	0,00	0,00	0,00	156.915,00	88.558,61	–
12.125	105.280,00 D	578.620,00	0,00	0,00	0,00	683.900,00	427.283,80	322.003,80
12.130	87.664,00 TE	0,00	0,00	-15.000,00	0,00	72.664,00	57.318,33	–
35.060	6.403,00 D	148,00	0,00	0,00	0,00	6.551,00	6.550,50	147,50
Total de la section 17.1:	–	1.143.608,80	0,00	-16.200,00	16.200,00	–	–	839.333,01
Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale								
11.010	227.701,00 D	42.833,54	0,00	0,00	0,00	270.534,54	270.534,54	42.833,54
11.020	100,00 D	19.730,72	0,00	0,00	0,00	19.830,72	19.830,72	19.730,72
12.000	496,00 TE	0,00	0,00	-496,00	0,00	0,00	0,00	–
12.010	13.510,00 TE	0,00	0,00	-1.100,00	0,00	12.410,00	10.855,12	–
12.050	14.055,00 TE	0,00	0,00	-2.250,00	0,00	11.805,00	10.871,42	–
12.070	36.671,00 TR	0,00	0,00	0,00	248,00	36.919,00	36.859,47	188,47
12.080	372,00 TR	0,00	0,00	0,00	18,00	390,00	388,85	16,85

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.150	74.368,00 D	34.686,00	0,00	0,00	0,00	109.054,00	109.053,57	34.685,57
12.160	6.073,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.350,00	9.423,00	9.125,09	3.052,09
12.190	4.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	230,00	4.530,00	4.527,17	227,17
Total de la section 17.2:		97.250,26	0,00	-3.846,00	3.846,00			100.734,41
<i>Section 17.3 – Conseil arbitral des assurances sociales</i>								
11.000	562.658,00 D	4.714,87	0,00	0,00	0,00	567.372,87	567.372,87	4.714,87
11.130	3.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	130,00	3.630,00	3.629,27	129,27
12.000	18.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	19.500,00	19.381,57	881,57
12.050	42.479,00 TE	0,00	0,00	-1.130,00	0,00	41.349,00	32.881,26	–
12.150	200.000,00 D	25.000,00	0,00	0,00	0,00	225.000,00	224.937,13	24.937,13
Total de la section 17.3:		29.714,87	0,00	-1.130,00	1.130,00			30.662,84
<i>Section 17.4 – Conseil supérieur des assurances sociales</i>								
11.010	57.528,00 D	44,22	0,00	0,00	0,00	57.572,22	57.572,22	44,22
11.020	100,00 D	16.215,58	0,00	0,00	0,00	16.315,58	16.315,58	16.215,58
11.030	8.947,00 D	97,88	0,00	0,00	0,00	9.044,88	9.044,88	97,88
Total de la section 17.4:		16.357,68	0,00	0,00	0,00			16.357,68
<i>Section 17.5 – Assurance maladie-maternité – Union des caisses de maladie</i>								
11.000	122.565,00 D	1.127,97	0,00	0,00	0,00	123.692,97	123.692,97	1.127,97
34.010	207.115,00 D	43.978,00	0,00	0,00	0,00	251.093,00	251.092,77	43.977,77
42.000	57.084.302,00 D	9.227.828,00	0,00	0,00	0,00	66.312.130,00	62.204.436,31	5.120.134,31
42.001	21.277.036,00 D	2.958.203,00	0,00	0,00	0,00	24.235.239,00	24.235.238,16	2.958.202,16
42.002	2.498.444,00 D	205.084,00	0,00	0,00	0,00	2.703.528,00	2.703.528,00	205.084,00
Total de la section 17.5:		12.436.220,97	0,00	0,00	0,00			8.328.526,21
<i>Section 17.6 – Assurance dépendance – Cellule d'évaluation et d'orientation</i>								
11.000	889.917,00 D	34.447,76	0,00	0,00	0,00	924.364,76	924.364,76	34.447,76
11.020	100,00 D	51.356,88	0,00	0,00	0,00	51.456,88	51.456,88	51.356,88
12.010	6.198,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	11.198,00	10.921,66	4.723,66
12.020	7.941,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	8.941,00	8.217,07	276,07
12.050	25.000,00 TE	0,00	0,00	-7.453,00	0,00	17.547,00	15.013,82	–
12.070	36.671,00 TR	0,00	0,00	0,00	189,00	36.860,00	36.859,47	188,47
12.080	4.024,00 TR	0,00	0,00	0,00	29,00	4.053,00	4.052,68	28,68
12.100	33.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.235,00	34.235,00	34.196,71	1.196,71
12.120	702.080,00 D	258.000,00	0,00	0,00	0,00	960.080,00	897.190,09	195.110,09
12.150	200.310,00 D	76.164,00	0,00	0,00	0,00	276.474,00	275.878,44	75.568,44
12.250	24.292,00 D	12.304,00	0,00	0,00	0,00	36.596,00	36.595,02	12.303,02

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après autorisations ou de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
34.010	40.610,00 D	8.626,00	0,00	0,00	0,00	49.236,00	49.235,78	8.625,78
42.000	78.986.288,00 D	14.502.873,00	0,00	0,00	0,00	93.489.161,00	93.489.161,00	14.502.873,00
Total de la section 17.6:	14.943.771,64	0,00	-7.453,00	7.453,00	7.453,00	14.886.698,56		
<i>Section 18.4 – Office des assurances sociales</i>								
11.020	2.660,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.367,71	7.027,71	7.027,71	4.367,71
12.000	3.750,00 TE	0,00	-100,00	0,00	0,00	3.650,00	2.701,06	–
12.011	4.264,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.544,15	5.808,15	5.808,15	1.544,15
12.040	59.130,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.970,10	70.100,10	70.100,10	10.970,10
12.050	109.800,00 TE TR	0,00	-36.422,78	0,00	125,00	73.502,22	73.402,23	–
12.080	141.072,00 TR	0,00	0,00	0,00	217,36	141.289,36	141.289,36	217,36
12.130	28.508,00 TE	0,00	-24.504,89	0,00	0,00	4.003,11	1.595,81	–
12.150	13.634,00 TR	0,00	0,00	0,00	543,98	14.177,98	14.177,98	543,98
12.301	387.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	40.717,02	428.217,02	428.217,02	40.717,02
12.302	51.812,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.517,35	54.329,35	54.329,35	2.517,35
42.003	3.404.191,00 D	45.735,00	0,00	0,00	0,00	3.449.926,00	3.449.925,77	45.734,77
42.004	10.489.198,00 D TE TR	558.667,00	0,00	-25,00	50,00	11.047.890,00	11.047.889,30	558.691,30
42.005	1.420.146,00 D	5.774,00	0,00	0,00	0,00	1.425.920,00	1.425.919,45	5.773,45
Total de la section 18.4:	610.176,00	0,00	-61.052,67	61.052,67	61.052,67	671.077,19		
<i>Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés</i>								
11.000	1.386.515,00 D	61.729,00	0,00	0,00	0,00	1.448.244,00	1.448.243,49	61.728,49
11.020	2.133,00 D	2.945,00	0,00	0,00	0,00	5.078,00	5.077,18	2.944,18
11.030	21.757,00 TR	0,00	0,00	0,00	5,14	21.762,14	21.762,14	5,14
11.130	100,00 TE	0,00	0,00	-100,00	0,00	0,00	0,00	–
12.000	17.960,00 TE	0,00	0,00	-680,37	0,00	17.279,63	17.279,63	–
12.010	1.610,00 TR	0,00	0,00	0,00	11,66	1.621,66	1.621,66	11,66
12.020	1.700,00 TE	0,00	0,00	-305,98	0,00	1.394,02	1.394,02	–
12.040	24.850,00 TE	0,00	0,00	-1.156,28	0,00	23.693,72	23.693,72	–
12.050	33.551,00 TE	0,00	0,00	-5.552,40	0,00	27.998,60	27.998,60	–
12.060	1.870,00 TE	0,00	0,00	-1.870,00	0,00	0,00	0,00	–
12.080	177.270,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.785,51	189.055,51	189.055,51	11.785,51
12.110	18.000,00 D	32.138,00	0,00	0,00	0,00	50.138,00	50.137,23	32.137,23
12.130	2.780,00 TE	0,00	0,00	-691,19	0,00	2.088,81	2.088,81	–
12.140	2.620,00 TE	0,00	0,00	-1.729,51	0,00	890,49	890,49	–
12.190	382,00 TR	0,00	0,00	0,00	283,42	665,42	665,42	283,42
42.000	7.688.805,00 D	288.739,00	0,00	0,00	0,00	7.977.544,00	7.977.543,14	288.738,14
Total de la section 18.5:	385.551,00	0,00	-12.085,73	12.085,73	12.085,73	397.633,77		
<i>Section 18.6 – Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels</i>								
12.050	9.348,00 TE	0,00	0,00	-904,06	0,00	8.443,94	6.822,42	–
12.060	1.945,00 TR	0,00	0,00	0,00	8,53	1.953,53	1.953,52	8,52

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.110	250,00 TR	0,00	0,00	0,00	875,00	1.125,00	1.125,00	875,00
12.130	550,00 TR	0,00	0,00	0,00	20,53	570,53	570,53	20,53
42.000	2.636.017,00 D	22.088,52	0,00	0,00	0,00	2.658.105,52	2.658.105,52	22.088,52
Total de la section 18.6:		22.088,52	0,00	-904,06	904,06			22.992,57
<i>Section 18.7 – Caisse de pension agricole</i>								
12.050	7.264,00 TE	0,00	0,00	-2.370,85	0,00	4.893,15	4.893,15	–
42.000	474.867,00 D TR	3.043,33	0,00	0,00	2.370,85	480.281,18	480.281,18	5.414,18
Total de la section 18.7:		3.043,33	0,00	-2.370,85	2.370,85			5.414,18
<i>Section 18.8 – Centre commun de la sécurité sociale</i>								
11.020	2.128,00 TR	0,00	0,00	0,00	555,00	2.683,00	2.682,67	554,67
11.030	8.860,00 TR	0,00	0,00	0,00	75,00	8.935,00	8.934,41	74,41
12.110	75.690,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.981,00	85.671,00	85.670,92	9.980,92
12.125	65.670,00 TE	0,00	0,00	-12.354,00	0,00	53.316,00	25.242,03	–
12.190	22.565,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.743,00	24.308,00	24.307,13	1.742,13
42.000	715.565.564,00 D	5.356.940,00	0,00	0,00	0,00	720.922.504,00	720.922.503,54	5.356.939,54
42.002	4.966.000,00 D	1.482.686,00	0,00	0,00	0,00	6.448.686,00	6.448.684,48	1.482.684,48
Total de la section 18.8:		6.839.626,00	0,00	-12.354,00	12.354,00			6.851.976,15
Total du département 17 et 18:		36.527.409,07	0,00	-117.396,31	117.396,31			32.151.406,57

19 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

<i>Section 19.0 – Agriculture. – Dépenses générales</i>								
Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
11.130	8.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.350,00	11.550,00	10.725,00	2.525,00
12.000	2.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	325,00	2.625,00	2.625,00	325,00
12.012	135.102,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.900,00	139.002,00	134.153,02	–
12.050	98.800,00 TE	0,00	0,00	-19.955,00	0,00	78.845,00	77.992,98	–
12.120	75.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	19.955,00	94.955,00	94.954,86	19.954,86
12.140	62.250,00 TE	0,00	0,00	-1.171,00	0,00	61.079,00	48.076,42	–
12.142	34.100,00 TE	0,00	0,00	-3.900,00	0,00	30.200,00	15.581,20	–
12.300	11.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.171,00	12.671,00	12.670,56	–
34.060	112.000,00 TE	0,00	0,00	-3.675,00	0,00	108.325,00	99.426,38	–
35.060	110.706,00 D	12.000,00	0,00	0,00	0,00	122.706,00	119.219,15	8.513,15
Total de la section 19.0:		12.000,00	0,00	-28.701,00	28.701,00			32.488,57
<i>Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales</i>								
12.120	170.000,00 TE	0,00	0,00	-17.180,00	0,00	152.820,00	30.676,80	–
12.300	38.608,00 D	30.842,00	0,00	0,00	0,00	69.450,00	69.383,80	30.775,80
12.340	90.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	17.180,00	107.180,00	107.176,37	17.176,37

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.350	200.000,00 D	172.000,00	0,00	0,00	0,00	372.000,00	242.947,99	42.947,99
31.055	2.579,00 D	75.987,00	0,00	0,00	0,00	78.566,00	5.465,36	2.886,36
31.056	1.645.000,00 D	5.301.561,00	0,00	0,00	0,00	6.946.561,00	6.927.574,94	5.282.574,94
31.058	500.000,00 D	371.750,00	0,00	0,00	0,00	871.750,00	871.747,80	371.747,80
42.001	3.520.000,00 D	674.558,00	0,00	0,00	0,00	4.194.558,00	4.194.557,15	674.557,15
42.002	2.907.000,00 D	390.571,00	0,00	0,00	0,00	3.297.571,00	3.297.570,44	390.570,44
Total de la section 19.1:		7.017.269,00	0,00	-17.180,00	17.180,00			6.813.236,85
<i>Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture</i>								
11.010	1.164.214,00 D	77.621,59	0,00	0,00	0,00	1.241.835,59	1.241.835,59	77.621,59
11.020	5.653,00 D	124.252,75	0,00	0,00	0,00	129.905,75	129.905,75	124.252,75
11.030	546.007,00 D	12.123,90	0,00	0,00	0,00	558.130,90	558.130,90	12.123,90
11.040	207.473,00 D	320.248,00	0,00	0,00	0,00	527.721,00	527.720,90	320.247,90
12.020	156.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	166.000,00	163.550,48	7.550,48
12.040	71.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.510,00	76.510,00	74.657,29	3.657,29
12.070	49.600,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.460,00	51.060,00	50.916,46	1.316,46
12.160	91.733,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.700,00	105.433,00	104.129,16	12.396,16
12.170	35.000,00 TE	0,00	0,00	-4.460,00	0,00	30.540,00	26.805,11	–
12.300	10.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	8.000,00	6.801,39	–
12.330	169.443,00 D	10.300,00	0,00	0,00	0,00	179.743,00	179.710,31	10.267,31
33.025	33.720,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.740,00	38.460,00	38.459,93	4.739,93
34.100	41.756,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.430,00	50.186,00	50.181,70	8.425,70
43.001	650.000,00 TE	0,00	0,00	-37.380,00	0,00	612.620,00	423.631,18	–
Total de la section 19.2:		544.546,24	0,00	-43.840,00	43.840,00			582.599,47
<i>Section 19.4 – Service d'économie rurale</i>								
11.020	3.141,00 D	126.072,32	0,00	0,00	0,00	129.213,32	129.213,32	126.072,32
12.300	53.200,00 D	41.200,00	0,00	0,00	0,00	94.400,00	78.090,80	24.890,80
Total de la section 19.4:		167.272,32	0,00	0,00	0,00			150.963,12
<i>Section 19.5 – Administration des services vétérinaires</i>								
11.000	1.803.109,00 D	43.573,23	0,00	0,00	0,00	1.846.682,23	1.846.682,23	43.573,23
11.010	119.408,00 D	23.879,71	0,00	0,00	0,00	143.287,71	143.287,71	23.879,71
11.020	100,00 D	219.173,86	0,00	0,00	0,00	219.273,86	219.273,86	219.173,86
12.010	47.960,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.300,00	49.260,00	49.183,26	1.223,26
12.020	1.669,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	3.669,00	2.331,47	662,47
12.030	2.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20,00	2.020,00	2.009,75	9,75
12.040	8.404,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.400,00	9.804,00	8.694,51	290,51
12.041	4.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	6.100,00	5.303,14	1.203,14
12.051	12.501,00 D	15.000,00	0,00	0,00	0,00	27.501,00	25.962,13	13.461,13
12.053	12.715,00 TE	0,00	0,00	-4.700,00	0,00	8.015,00	1.973,62	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.081	6.000,00 TE	0,00	0,00	-20,00	0,00	5.980,00	5.933,64	-66,36
12.120	120.000,00 D	223.000,00	0,00	0,00	0,00	343.000,00	302.163,05	182.163,05
12.121	640.000,00 D	53.000,00	0,00	0,00	0,00	693.000,00	684.924,40	44.924,40
12.150	200.730,00 D	290.750,00	0,00	0,00	0,00	491.480,00	487.460,35	286.730,35
12.161	25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	26.000,00	25.979,46	979,46
12.162	5.949,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	2.949,00	2.305,40	–
12.163	1.384,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	4.384,00	2.383,76	999,76
12.190	7.000,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	5.000,00	4.338,49	–
12.300	1.600,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	600,00	543,12	–
Total de la section 19.5:		868.376,80	0,00	-10.720,00	10.720,00			819.207,72
<i>Section 19.6 – Viticulture</i>								
11.010	110.873,00 D	6.297,82	0,00	0,00	0,00	117.170,82	117.170,82	6.297,82
11.020	4.082,00 D	26.802,49	0,00	0,00	0,00	30.884,49	30.884,49	26.802,49
11.040	100,00 D	6.398,78	0,00	0,00	0,00	6.498,78	6.398,78	6.398,78
11.100	2.417,00 TR	0,00	0,00	0,00	87,00	2.504,00	2.503,72	86,72
12.060	2.265,00 TR	0,00	0,00	0,00	100,00	2.365,00	2.280,71	15,71
12.120	135.100,00 TE	0,00	0,00	-187,00	0,00	134.913,00	86.848,24	–
33.011	448.737,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.538,00	455.275,00	455.274,24	6.537,24
33.013	66.931,00 TE	0,00	0,00	-6.538,00	0,00	60.393,00	60.392,84	–
34.100	347.916,00 D	136.730,00	0,00	0,00	0,00	484.646,00	484.637,40	136.721,40
Total de la section 19.6:		176.229,09	0,00	-6.725,00	6.725,00			182.860,16
<i>Section 19.7 – Sylviculture</i>								
12.000	21.070,00 TE	0,00	0,00	-21.070,00	0,00	0,00	0,00	–
12.120	759.500,00 TE	0,00	0,00	-27.200,00	0,00	732.300,00	619.173,12	–
12.125	51.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	36.860,00	87.860,00	85.568,00	34.568,00
12.300	1.045.000,00 TE TR	0,00	0,00	-6.900,00	18.310,00	1.056.410,00	1.032.531,09	–
34.020	2.500,00 D	37.800,00	0,00	0,00	0,00	40.300,00	40.227,30	37.727,30
Total de la section 19.7:		37.800,00	0,00	-55.170,00	55.170,00			72.295,30
<i>Section 19.8 – Développement rural</i>								
33.011	12.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	32.400,00	31.700,00	19.300,00
33.012	350.000,00 TE	0,00	0,00	-150.000,00	0,00	200.000,00	146.789,01	–
43.000	170.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	130.000,00	300.000,00	299.504,73	129.504,73
Total de la section 19.8:		0,00	0,00	-150.000,00	150.000,00			148.804,73
Total du département 19:		8.823.493,45	0,00	-312.336,00	312.336,00			8.802.455,92

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
20 – Ministère de l'Economie								
<i>Section 20.0 – Economie</i>								
12.080	48.566,00 TE	0,00	0,00	-2.900,00	0,00	45.666,00	37.614,37	–
12.120	50.000,00 D	29.000,00	0,00	0,00	0,00	79.000,00	54.111,09	4.111,09
12.190	14.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.900,00	16.900,00	16.853,93	2.853,93
Total de la section 20.0:	29.000,00	0,00	-2.900,00	2.900,00	2.900,00	6.965,02		
<i>Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)</i>								
11.010	2.547.695,00 D	15.216,75	0,00	0,00	0,00	2.562.911,75	2.562.911,75	15.216,75
11.020	100,00 D	625.820,82	0,00	0,00	0,00	625.920,82	625.920,82	625.820,82
12.020	1.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.650,00	3.450,00	3.075,45	1.275,45
12.040	65.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	23.000,00	88.000,00	76.643,99	11.643,99
12.090	948.444,00 D	28.705,00	0,00	0,00	0,00	977.149,00	976.550,75	28.106,75
12.100	92.263,00 TR	0,00	0,00	0,00	1,00	92.264,00	92.263,44	0,44
12.120	256.650,00 D	31.000,00	0,00	0,00	0,00	287.650,00	271.158,82	14.508,82
12.310	158.000,00 TE	0,00	0,00	-27.651,00	0,00	130.349,00	0,00	–
12.570	28.280,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	31.280,00	29.920,97	1.640,97
Total de la section 20.1:	700.742,57	0,00	-27.651,00	27.651,00	27.651,00	698.213,99		
<i>Section 20.2 – Service de l'Energie de l'Etat</i>								
11.000	646.816,00 D	63.263,93	0,00	0,00	0,00	710.079,93	710.079,93	63.263,93
11.010	40.636,00 D	3.628,71	0,00	0,00	0,00	44.264,71	44.264,71	3.628,71
11.020	100,00 D	5.266,27	0,00	0,00	0,00	5.366,27	5.366,27	5.266,27
12.012	17.700,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	19.700,00	18.367,82	667,82
12.040	11.500,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	9.500,00	7.929,90	–
Total de la section 20.2:	72.158,91	0,00	-2.000,00	2.000,00	2.000,00	72.826,73		
<i>Section 20.3 – Centrales hydroélectriques</i>								
11.030	14.571,00 D	160,18	0,00	0,00	0,00	14.731,18	14.731,18	160,18
12.300	100.000,00 D	159.280,00	0,00	0,00	0,00	259.280,00	259.170,24	159.170,24
Total de la section 20.3:	159.440,18	0,00	0,00	0,00	0,00	159.330,42		
Total du département 20:	961.341,66	0,00	-32.551,00	32.551,00	32.551,00	937.336,16		

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
21 – Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement								
<i>Section 21.0 – Classes moyennes</i>								
12.000	11.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	700,00	11.700,00	11.337,56	337,56
12.010	50,00 TR	0,00	0,00	0,00	700,00	750,00	565,80	515,80
12.040	2.400,00 TE	0,00	-1.400,00	0,00	0,00	1.000,00	571,53	–
Total de la section 21.0:	0,00	0,00	-1.400,00	1.400,00	0,00	0,00	853,56	–
<i>Section 21.1 – Tourisme</i>								
12.010	180,00 TE	0,00	0,00	-71,44	0,00	108,56	108,56	–
12.012	30.000,00 TE	0,00	-10.000,00	0,00	0,00	20.000,00	17.747,76	–
12.020	4.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	234,71	4.634,71	4.215,12	–
12.040	700,00 TE	0,00	0,00	-163,27	0,00	536,73	536,73	–
12.120	91.573,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.584,00	99.157,00	96.906,29	5.333,29
12.300	186.670,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	196.670,00	190.113,35	3.443,35
33.010	24.789,00 TE	0,00	0,00	-24.789,00	0,00	0,00	0,00	–
33.012	289.284,00 TR	0,00	0,00	0,00	76.269,00	365.553,00	359.043,36	69.759,36
33.016	313.156,00 TR	0,00	0,00	0,00	24.789,00	337.945,00	277.350,55	–
33.019	3.792,00 TE	0,00	0,00	-3.792,00	0,00	0,00	0,00	–
33.025	81.115,00 TE	0,00	0,00	-76.269,00	0,00	4.846,00	4.845,68	–
43.004	3.792,00 TE	0,00	0,00	-3.792,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 21.1:	0,00	0,00	-118.876,71	118.876,71	0,00	0,00	78.536,00	–
<i>Section 21.2 – Logement</i>								
11.010	604.845,00 D	218.810,59	0,00	0,00	0,00	823.655,59	823.655,59	218.810,59
11.020	100,00 D	6.805,34	0,00	0,00	0,00	6.905,34	6.905,34	6.805,34
11.060	563.120,00 D D TR	60.500,00	-30.250,00	0,00	7.475,00	600.845,00	600.844,99	37.724,99
12.000	76.400,00 TE	0,00	0,00	-32.756,00	0,00	43.644,00	37.462,51	–
12.080	96.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.111,00	99.611,00	99.610,91	3.110,91
12.100	162.395,00 D	2.075,00	0,00	0,00	0,00	164.470,00	164.469,84	2.074,84
12.120	187.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	25.281,00	212.281,00	212.280,69	25.280,69
12.140	126.000,00 TE	0,00	0,00	-3.111,00	0,00	122.889,00	105.431,38	–
12.300	4.958,00 TE	0,00	0,00	-24,00	0,00	4.934,00	4.712,29	–
34.080	46.000,000,00 D	5.429.701,00	0,00	0,00	0,00	51.429.701,00	51.429.700,38	5.429.700,38
34.081	10,00 TR	0,00	0,00	0,00	22,00	32,00	31,73	21,73
35.060	868,00 TR	0,00	0,00	0,00	2,00	870,00	870,00	2,00
Total de la section 21.2:	5.717.891,93	-30.250,00	-35.891,00	35.891,00	0,00	5.723.531,47	5.723.531,47	–
Total du département 21:	5.717.891,93	-30.250,00	-156.167,71	156.167,71	0,00	5.802.920,83	5.802.920,83	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
22 – Ministère des Travaux publics								
<i>Section 22.0 – Travaux publics – Dépenses générales</i>								
12.110	100.000,00 D	100.000,00	0,00	0,00	0,00	200.000,00	130.077,78	30.077,78
12.120	32.000,00 D	49.096,00	0,00	0,00	0,00	81.096,00	32.192,58	192,58
12.250	500.000,00 D	3.275.000,00	0,00	0,00	0,00	3.775.000,00	3.727.192,64	3.227.192,64
34.040	100.000,00 D	460.000,00	0,00	0,00	0,00	560.000,00	557.944,33	457.944,33
Total de la section 22.0:		3.884.096,00	0,00	0,00	0,00			3.715.407,33
<i>Section 22.1 – Ponts et chaussées – Dépenses générales</i>								
11.020	16.923,00 D	175.822,68	0,00	0,00	0,00	192.745,68	192.745,68	175.822,68
11.040	100,00 D	127.045,52	0,00	0,00	0,00	127.145,52	127.145,52	127.045,52
11.150	318.276,00 D	200.000,00	0,00	0,00	0,00	518.276,00	463.836,58	145.560,58
12.020	1.700.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	1.710.000,00	1.672.132,84	–
12.030	148.800,00 TE TR	0,00	0,00	-25.000,00	25.000,00	148.800,00	123.408,87	–
12.080	937.973,00 TE	0,00	0,00	-10.000,00	0,00	927.973,00	845.168,28	–
12.100	53.270,00 D	3.800,00	0,00	0,00	0,00	57.070,00	57.036,30	3.766,30
12.304	65.000,00 D	13.600,00	0,00	0,00	0,00	78.600,00	78.553,36	13.553,36
Total de la section 22.1:		520.268,20	0,00	-35.000,00	35.000,00			465.748,44
<i>Section 22.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres</i>								
14.000	5.570.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	75.000,00	5.645.000,00	5.633.617,64	63.617,64
14.003	1.630.000,00 TE	0,00	0,00	-15.000,00	0,00	1.615.000,00	1.197.697,16	–
14.005	315.000,00 TE	0,00	0,00	-60.000,00	0,00	255.000,00	79.555,47	–
14.013	130.000,00 D	55.000,00	0,00	0,00	0,00	185.000,00	185.000,00	55.000,00
Total de la section 22.2:		55.000,00	0,00	-75.000,00	75.000,00			118.617,64
<i>Section 22.3 – Bâtiments publics – Dépenses générales</i>								
11.010	694.240,00 D	126.923,30	0,00	0,00	0,00	821.163,30	821.163,30	126.923,30
11.020	4.227,00 D	207.450,28	0,00	0,00	0,00	211.677,28	207.815,28	203.588,28
11.040	100,00 D	55.867,03	0,00	0,00	0,00	55.967,03	55.967,03	55.867,03
12.040	48.703,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.000,00	51.703,00	50.251,89	1.548,89
12.080	151.015,00 TE	0,00	0,00	-3.000,00	0,00	148.015,00	129.909,12	–
Total de la section 22.3:		390.240,61	0,00	-3.000,00	3.000,00			387.927,50
<i>Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres</i>								
12.080	4.600.000,00 TE TR	0,00	0,00	-1.986.000,00	1.836.000,00	4.450.000,00	4.328.354,86	–
12.081	2.500.000,00 D TE TR	0,00	-20.000,00	-932.066,22	882.066,22	2.430.000,00	2.413.498,14	–
12.082	4.341.190,00 TE TR	0,00	0,00	-231.400,00	231.400,00	4.341.190,00	4.222.532,61	–
12.085	866.000,00 TE TR	0,00	0,00	-258.400,00	458.400,00	1.066.000,00	1.037.422,30	171.422,30
12.086	2.250.000,00 TE TR	0,00	0,00	-150.000,00	150.000,00	2.250.000,00	2.008.412,59	-241.587,41

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
12.089	850.000,00 D	1.750.000,00	0,00	0,00	0,00	2.600.000,00	930.689,27	80.689,27
12.120	59.000,00 D	131.000,00	0,00	0,00	0,00	190.000,00	185.829,56	126.829,56
12.125	30.000,00 D	10.000,00	0,00	0,00	0,00	40.000,00	38.078,40	8.078,40
12.300	300.000,00 D	865.000,00	0,00	0,00	0,00	1.165.000,00	1.165.000,00	865.000,00
12.301	65.000,00 D	30.000,00	0,00	0,00	0,00	95.000,00	93.269,57	28.269,57
Total de la section 22.4:		2.786.000,00	-20.000,00	-3.557.866,22	3.557.866,22			1.038.701,69
Total du département 22:		7.635.604,81	-20.000,00	-3.670.866,22	3.670.866,22			5.726.402,60

23 – Ministère des Transports

Section 23.0 – Transports – Dépenses générales

12.012	227.055,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	247.055,00	230.637,98	3.582,98
12.080	37.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.500,00	42.500,00	38.617,19	1.617,19
12.120	500.000,00 D	750.000,00	0,00	0,00	0,00	1.250.000,00	824.830,16	324.830,16
12.190	30.000,00 TE	0,00	0,00	-25.500,00	0,00	4.500,00	963,09	–
35.060	5.400,00 D	2.612.500,00	0,00	0,00	0,00	2.617.900,00	2.617.520,35	2.612.120,35
Total de la section 23.0:		3.362.500,00	0,00	-25.500,00	25.500,00			2.942.150,68

Section 23.1 – Circulation routière

11.130	38.770,00 TE	0,00	0,00	-2.661,00	0,00	36.109,00	35.278,07	–
12.000	23.438,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.661,00	26.099,00	26.098,10	2.660,10
12.130	10.000,00 TE	0,00	0,00	-6.777,00	0,00	3.223,00	3.223,00	–
12.140	170.000,00 TE	0,00	0,00	-1.898,00	0,00	168.102,00	168.062,09	–
33.010	300.000,00 TE	0,00	0,00	-11.180,03	0,00	288.819,97	288.230,64	–
41.000	55.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	22.190,03	77.190,03	77.190,03	22.190,03
41.002	2.335,00 TE	0,00	0,00	-2.335,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 23.1:		0,00	0,00	-24.851,03	24.851,03			24.850,13

Section 23.2 – Transports publics

12.300	691.000,00 D	25.174,00	0,00	0,00	0,00	716.174,00	716.173,92	25.173,92
31.020	59.690.000,00 D	17.169.354,00	0,00	0,00	0,00	76.859.354,00	76.859.354,00	17.169.354,00
31.021	9.776.000,00 D	981.578,00	0,00	0,00	0,00	10.757.578,00	10.757.555,31	981.555,31
31.040	55.551.000,00 D	2.652.550,00	0,00	0,00	0,00	58.203.550,00	58.080.125,91	2.529.125,91
43.000	5.397.434,00 D	1.071.000,00	0,00	0,00	0,00	6.468.434,00	6.403.984,76	1.006.550,76
43.020	8.075.142,00 D	416.723,00	0,00	0,00	0,00	8.491.865,00	8.491.865,00	416.723,00
Total de la section 23.2:		22.316.379,00	0,00	0,00	0,00			22.128.482,90

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 23.3 – Transports ferroviaires</i>								
11.000	131.431,00 D	1.255,11	0,00	0,00	0,00	132.686,11	132.686,11	1.255,11
93.000	84.700.000,00 D	14.063.753,00	0,00	0,00	0,00	98.763.753,00	98.763.753,00	14.063.753,00
Total de la section 23.3:	14.065.008,11	0,00	0,00	0,00	0,00	14.065.008,11	14.065.008,11	
<i>Section 23.4 – Navigation et transports fluviaux</i>								
11.000	1.242.869,00 D	54.026,40	0,00	0,00	0,00	1.296.895,40	1.296.895,40	54.026,40
11.010	31.800,00 D	4.874,23	0,00	0,00	0,00	36.674,23	36.674,23	4.874,23
11.030	9.581,00 D	3.186,75	0,00	0,00	0,00	12.767,75	12.767,75	3.186,75
12.020	7.300,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.020,00	11.320,00	11.263,67	3.963,67
12.120	43.300,00 TE	0,00	0,00	-1.220,00	0,00	42.080,00	40.857,86	–
12.300	42.940,00 TE	0,00	0,00	-2.800,00	0,00	40.140,00	39.772,74	–
Total de la section 23.4:	62.087,38	0,00	-4.020,00	4.020,00	0,00	66.051,05	66.051,05	
<i>Section 23.5 – Direction de l'aviation civile</i>								
11.010	218.120,00 D	4.361,20	0,00	0,00	0,00	222.481,20	222.481,20	4.361,20
11.020	100,00 D	12.685,20	0,00	0,00	0,00	12.785,20	12.785,20	12.685,20
12.120	227.500,00 D	29.300,00	0,00	0,00	0,00	256.800,00	252.841,12	25.341,12
32.000	2.700.000,00 D	745.973,00	0,00	0,00	0,00	3.445.973,00	3.445.972,72	745.972,72
32.001	500.000,00 D	380.791,00	0,00	0,00	0,00	880.791,00	604.378,30	104.378,30
Total de la section 23.5:	1.173.110,40	0,00	0,00	0,00	0,00	892.738,54	892.738,54	
<i>Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg</i>								
11.010	128.046,00 D	5.426,70	0,00	0,00	0,00	133.472,70	133.472,70	5.426,70
11.020	100,00 D	20.698,52	0,00	0,00	0,00	20.798,52	20.698,52	20.698,52
11.030	583.800,00 D	7.609,20	0,00	0,00	0,00	591.409,20	591.409,20	7.609,20
11.100	10.103,00 TR	0,00	0,00	0,00	463,28	10.566,28	10.566,28	463,28
11.150	35.000,00 TE TR	0,00	0,00	-5.202,55	24.700,00	54.497,45	53.095,86	18.095,86
12.020	123.850,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	133.850,00	133.142,16	9.292,16
12.080	156.600,00 TE	0,00	0,00	-29.588,11	0,00	127.011,89	116.120,94	–
12.121	91.425,00 TR	0,00	0,00	0,00	10,35	91.435,35	91.435,35	10,35
12.122	887.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	31.192,20	918.192,20	911.256,89	24.256,89
12.190	210.000,00 D	44.500,00	0,00	0,00	0,00	254.500,00	184.406,66	–
12.200	262.500,00 D	203.715,00	0,00	0,00	0,00	466.215,00	466.214,00	203.714,00
12.350	170.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	24.800,00	194.800,00	190.153,53	20.153,53
14.030	232.000,00 TE	0,00	0,00	-124.263,28	0,00	107.736,72	98.878,18	–
14.050	137.400,00 TR	0,00	0,00	0,00	86.000,00	223.400,00	221.973,21	84.573,21
24.010	35.700,00 TE	0,00	0,00	-21.700,00	0,00	14.000,00	13.198,99	-22.501,01
35.020	7.140,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.588,11	10.728,11	8.658,99	1.518,99
Total de la section 23.6:	281.949,42	0,00	-180.753,94	180.753,94	180.753,94	373.311,68	373.311,68	

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 23.7 – Garage du gouvernement</i>								
12.020	123.000,00 D	69.384,00	0,00	0,00	0,00	192.384,00	192.070,06	69.070,06
Total de la section 23.7:		69.384,00	0,00	0,00	0,00			69.070,06
<i>Section 23.8 – Commissariat aux affaires maritimes</i>								
11.000	118.834,00 D	1.119,55	0,00	0,00	0,00	119.953,55	119.953,55	1.119,55
Total de la section 23.8:		1.119,55	0,00	0,00	0,00			1.119,55
Total du département 23:		41.331.537,86	0,00	-235.124,97	235.124,97			40.562.782,70
24 – Ministère de la Promotion féminine								
<i>Section 24.0 – Promotion féminine</i>								
12.012	47.800,00 TE	0,00	0,00	-20.138,00	0,00	27.662,00	14.107,11	–
12.040	15.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	600,00	16.100,00	13.129,80	–
12.080	9.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	330,00	9.530,00	9.507,86	307,86
12.100	49.225,00 D	5.150,00	0,00	0,00	0,00	54.375,00	53.702,85	4.477,85
12.120	200.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.120,00	201.120,00	178.427,12	–
12.130	95.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	21.000,00	116.000,00	85.767,97	–
12.190	37.250,00 TE	0,00	0,00	-12.000,00	0,00	25.250,00	20.622,45	–
12.305	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	9.088,00	59.088,00	38.447,97	–
Total de la section 24.0:		5.150,00	0,00	-32.138,00	32.138,00			4.785,71
Total du département 24:		5.150,00	0,00	-32.138,00	32.138,00			4.785,71
Total brut des Dépenses courantes:		297.626.499,43	-50.250,00	-11.130.321,51	11.130.321,51			281.937.452,07
A déduire: Crédits communs:								
– art. 08.0.11.310		-28.292.000,00						-28.292.000,00
– art. 08.0.33.001		-1.767.000,00						-1.767.000,00
Total net des Dépenses courantes:		267.567.499,43						251.878.452,07

Budget des dépenses – Chapitre IV – Dépenses en capital

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
30 – Ministère d'Etat								
<i>Section 30.4 – Gouvernement</i>								
74.300	1.400.000,00 D	6.600.000,00	0,00	0,00	0,00	8.000.000,00	6.537.905,02	5.137.905,02
Total de la section 30.4:		6.600.000,00	0,00	0,00	0,00			5.137.905,02
<i>Section 30.5 – Conseil économique et social</i>								
74.010	3.870,00 TR	0,00	0,00	0,00	10,00	3.880,00	3.871,38	1,38
74.020	1.000,00 TE	0,00	0,00	-10,00	0,00	990,00	852,73	–
Total de la section 30.5:		0,00	0,00	-10,00	10,00			1,38
<i>Section 30.6 – Centre de communications du Gouvernement</i>								
74.020	14.133,00 TR	0,00	0,00	0,00	3.100,00	17.233,00	16.863,75	2.730,75
74.050	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.600,00	51.600,00	51.584,30	1.584,30
74.051	175.000,00 TE	0,00	0,00	-1.600,00	0,00	173.400,00	172.977,54	–
74.060	17.500,00 TE	0,00	0,00	-3.100,00	0,00	14.400,00	11.754,13	–
Total de la section 30.6:		0,00	0,00	-4.700,00	4.700,00			4.315,05
Total du département 30:		6.600.000,00	0,00	-4.710,00	4.710,00			5.142.221,45
31 – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense								
<i>Section 31.0 – Dépenses générales</i>								
74.050	22.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	15.000,00	37.000,00	35.849,91	13.849,91
74.060	22.063,00 TE	0,00	0,00	-15.085,00	0,00	6.978,00	4.277,85	–
74.310	18.345,00 TR	0,00	0,00	0,00	85,00	18.430,00	18.429,00	84,00
Total de la section 31.0:		0,00	0,00	-15.085,00	15.085,00			13.933,91
<i>Section 31.5 – Direction de la défense</i>								
35.060	1.487.360,00 D	151.467,00	0,00	0,00	0,00	1.638.827,00	1.638.824,91	151.464,91
54.060	12.500,00 D	110.937,00	0,00	0,00	0,00	123.437,00	123.436,58	110.936,58
Total de la section 31.5:		262.404,00	0,00	0,00	0,00			262.401,49
<i>Section 31.6 – Défense nationale</i>								
72.000	375.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	188.330,00	563.330,00	563.107,00	188.107,00
74.000	639.000,00 TE	0,00	0,00	-362.000,00	0,00	277.000,00	276.509,10	–
74.010	50.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.000,00	60.000,00	59.669,49	9.669,49
74.040	225.901,00 TE TR	0,00	0,00	-129.000,00	110.000,00	206.901,00	206.644,83	–

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
74.060	698.000,00 TE	0,00	0,00	-550.930,00	0,00	147.070,00	135.834,01	–
74.080	5.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	20.000,00	25.000,00	24.688,59	19.688,59
74.300	298.500,00 TE	0,00	0,00	-61.000,00	0,00	237.500,00	229.431,27	–
74.310	308.280,00 TE TR	0,00	0,00	-110.000,00	857.000,00	1.055.280,00	1.055.203,46	746.923,46
74.320	100.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	21.000,00	121.000,00	111.924,41	11.924,41
74.330	28.200,00 TE	0,00	0,00	-2.000,00	0,00	26.200,00	25.988,85	–
74.340	22.557,00 TR	0,00	0,00	0,00	8.600,00	31.157,00	31.156,55	8.599,55
Total de la section 31.6:		0,00	0,00	-1.214.930,00	1.214.930,00			3.299.124,95
Total du département 31:		262.404,00	0,00	-1.230.015,00	1.230.015,00			3.575.460,35
32 et 33 – Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche								
<i>Section 32.0 – Affaires culturelles</i>								
74.000	29.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.189,00	33.189,00	33.189,00	4.189,00
74.040	10.000,00 TE	0,00	0,00	-4.314,00	0,00	5.686,00	1.193,70	–
74.050	13.635,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.255,00	17.890,00	17.889,40	4.254,40
74.060	15.000,00 TE	0,00	0,00	-4.130,00	0,00	10.870,00	10.616,59	–
Total de la section 32:		0,00	0,00	-8.444,00	8.444,00			8.443,40
Total du département 32 et 33:		0,00	0,00	-8.444,00	8.444,00			8.443,40
34 – Ministère des Finances								
<i>Section 34.0 – Dépenses générales</i>								
54.100	1.000.000,00 D	734.019,00	0,00	0,00	0,00	1.734.019,00	1.734.018,57	734.018,57
54.110	600.000,00 D	117.780,00	0,00	0,00	0,00	717.780,00	717.780,00	117.780,00
Total de la section 34.0:		851.799,00	0,00	0,00	0,00			851.798,57
<i>Section 34.2 – Enregistrement et domaines</i>								
51.050	100,00 TR	0,00	0,00	0,00	500,00	600,00	541,46	441,46
74.000	16.000,00 TE	0,00	0,00	-500,00	0,00	15.500,00	13.925,58	–
Total de la section 34.2:		0,00	0,00	-500,00	500,00			441,46
<i>Section 34.3 – Douanes et accises</i>								
74.000	186.200,00 TR	0,00	0,00	0,00	26.000,00	212.200,00	212.168,49	25.968,49
74.020	67.980,00 TR	0,00	0,00	0,00	80,00	68.060,00	68.048,77	68,77
74.050	176.800,00 TR	0,00	0,00	0,00	140,00	176.940,00	176.930,60	130,60

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
74.080	137.000,00 TE	0,00	0,00	-80,00	0,00	136.920,00	136.827,95	–
74.300	106.400,00 TE	0,00	0,00	-26.140,00	0,00	80.260,00	79.182,86	–
Total de la section 34.3:		0,00	0,00	-26.220,00	26.220,00			26.167,86
Total du département 34:	851.799,00		0,00	-26.720,00	26.720,00			878.407,89
35 – Ministère des Finances: Trésor et Budget								
<i>Section 35.0 – Dépenses générales</i>								
61.030	1.000.000,00 D	4.000.000,00	0,00	0,00	0,00	5.000.000,00	5.000.000,00	4.000.000,00
71.040	500.000,00 D	51.010.000,00	0,00	0,00	0,00	51.510.000,00	46.663.792,53	46.163.792,53
71.050	5.000.000,00 D	25.210.000,00	0,00	0,00	0,00	30.210.000,00	25.436.249,59	20.436.249,59
Total de la section 35.0:	80.220.000,00		0,00	0,00	0,00			70.600.042,12
<i>Section 35.3 – Direction du contrôle financier</i>								
74.010	2.000,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	500,00	0,00	–
74.040	1.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.500,00	3.000,00	2.741,42	1.241,42
Total de la section 35.3:		0,00	0,00	-1.500,00	1.500,00			1.241,42
Total du département 35:	80.220.000,00		0,00	-1.500,00	1.500,00			70.601.283,54
38 – Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative								
<i>Section 38.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses</i>								
62.010	1.115.521,00 D	702.956,00	0,00	0,00	0,00	1.818.477,00	1.818.475,51	702.954,51
Total de la section 38.0:		702.956,00	0,00	0,00	0,00			702.954,51
<i>Section 38.5 – Centre informatique de l'Etat</i>								
74.051	2.793.740,00 D	900.000,00	0,00	0,00	0,00	3.693.740,00	2.792.271,94	–
Total de la section 38.5:		900.000,00	0,00	0,00	0,00			0,00
Total du département 38:	1.602.956,00		0,00	0,00	0,00			702.954,51

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
39 – Ministère de l'Intérieur								
<i>Section 39.1 – Finances communales</i>								
63.000	5.453.658,00 TR	0,00	0,00	0,00	866.840,00	6.320.498,00	6.320.498,00	866.840,00
63.020	371.840,00 TE	0,00	0,00	-371.840,00	0,00	0,00	0,00	–
63.024	495.000,00 TE	0,00	0,00	-495.000,00	0,00	0,00	0,00	–
Total de la section 39.1:		0,00	0,00	-866.840,00	866.840,00			866.840,00
<i>Section 39.5 – Police grand-ducale</i>								
74.000	2.501.816,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.458.690,00	3.960.506,00	3.960.095,51	1.458.279,51
74.001	100,00 TR	0,00	0,00	0,00	172.500,00	172.600,00	149.500,00	149.400,00
74.041	1.646.385,00 TE	0,00	0,00	-1.631.190,00	0,00	15.195,00	15.151,10	–
Total de la section 39.5:		0,00	0,00	-1.631.190,00	1.631.190,00			1.607.679,51
<i>Section 39.6 – Protection civile-incendie</i>								
74.000	1.986.351,00 TE	0,00	0,00	-78.640,00	0,00	1.907.711,00	1.868.518,57	–
74.020	433.434,00 TR	0,00	0,00	0,00	78.640,00	512.074,00	457.383,10	23.949,10
Total de la section 39.6:		0,00	0,00	-78.640,00	78.640,00			23.949,10
<i>Section 39.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)</i>								
72.000	173.525,00 TE	0,00	0,00	-4.400,00	0,00	169.125,00	168.737,02	–
74.010	7.066,00 TR	0,00	0,00	0,00	10.588,00	17.654,00	17.572,44	10.506,44
74.040	7.488,00 TE	0,00	0,00	-7.488,00	0,00	0,00	0,00	–
74.060	54.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.300,00	55.300,00	54.989,94	989,94
Total de la section 39.7:		0,00	0,00	-11.888,00	11.888,00			11.496,38
<i>Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau</i>								
52.010	6.995,00 TE	0,00	0,00	-370,00	0,00	6.625,00	2.500,00	–
73.070	24.789,00 TE	0,00	0,00	-11.000,00	0,00	13.789,00	0,00	–
74.061	137.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	11.000,00	148.000,00	147.701,45	10.701,45
74.300	5.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	370,00	5.370,00	5.364,81	364,81
Total de la section 39.9:		0,00	0,00	-11.370,00	11.370,00			11.066,26
Total du département 39:		0,00	0,00	-2.599.928,00	2.599.928,00			2.521.031,25

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
40 et 41 – Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports								
<i>Section 40.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires</i>								
74.000	19.831,00 TE	0,00	0,00	-2.745,48	0,00	17.085,52	17.085,52	–
74.301	37.195,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.745,48	39.940,48	24.841,58	–
Total de la section 40.6:	0,00	0,00	0,00	-2.745,48	2.745,48	0,00	0,00	0,00
<i>Section 40.7 – Education différenciée</i>								
74.050	65.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	12.700,00	77.700,00	76.876,63	11.876,63
74.060	21.000,00 TE	0,00	0,00	-12.700,00	0,00	8.300,00	7.098,18	–
Total de la section 40.7:	0,00	0,00	0,00	-12.700,00	12.700,00	0,00	0,00	11.876,63
<i>Section 41.4 – Education physique et sports</i>								
93.000	6.197.338,00 D	22.034.374,00	0,00	0,00	0,00	28.231.712,00	28.231.712,00	22.034.374,00
Total de la section 41.4:	22.034.374,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22.034.374,00
Total du département 40 et 41:	22.034.374,00	0,00	0,00	-15.445,48	15.445,48	0,00	0,00	22.046.250,63
42 et 43 – Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse								
<i>Section 42.0 – Famille</i>								
74.000	19.000,00 TE	0,00	0,00	-1.850,00	0,00	17.150,00	17.100,50	–
74.010	15.000,00 TE	0,00	0,00	-5.800,00	0,00	9.200,00	9.155,43	–
74.040	44.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	7.650,00	51.650,00	48.980,87	4.980,87
Total de la section 42.0:	0,00	0,00	0,00	-7.650,00	7.650,00	0,00	0,00	4.980,87
Total du département 42 et 43:	0,00	0,00	0,00	-7.650,00	7.650,00	0,00	0,00	4.980,87
44 – Ministère de la Santé								
<i>Section 44.1 – Direction de la santé</i>								
74.040	231.016,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.820,00	235.836,00	232.090,48	1.074,48
74.050	169.710,00 TE	0,00	0,00	-4.820,00	0,00	164.890,00	108.553,82	–
Total de la section 44.1:	0,00	0,00	0,00	-4.820,00	4.820,00	0,00	0,00	1.074,48

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
Section 44.2 – Laboratoire national de santé								
74.030	606.250,00 TE	0,00	0,00	-17.815,00	0,00	588.435,00	564.974,08	-
74.050	12.395,00 TR	0,00	0,00	0,00	16.960,00	29.355,00	29.335,93	16.940,93
74.171	2.505,00 TR	0,00	0,00	0,00	855,00	3.360,00	3.357,70	852,70
Total de la section 44.2:	0,00	0,00	0,00	-17.815,00	17.815,00			17.793,63
Total du département 44:	0,00	0,00	0,00	-22.635,00	22.635,00			18.868,11
45 – Ministère de l'Environnement								
<i>Section 45.1 – Administration de l'environnement</i>								
51.041	25.000,00 TE	0,00	0,00	-25.000,00	0,00	0,00	0,00	-
52.000	149.000,00 TE	0,00	0,00	-144.950,00	0,00	4.050,00	4.050,00	-
52.020	50.000,00 TE	0,00	0,00	-50.000,00	0,00	0,00	0,00	-
53.000	1.500.000,00 D TR	2.200.000,00	0,00	0,00	219.950,00	3.919.950,00	3.919.865,64	2.419.865,64
74.000	22.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	17.100,00	39.600,00	33.956,00	11.456,00
74.060	75.000,00 TE	0,00	0,00	-17.100,00	0,00	57.900,00	54.077,74	-
Total de la section 45.1:	2.200.000,00	0,00	0,00	-237.050,00	237.050,00			2.431.321,64
Total du département 45:	2.200.000,00	0,00	0,00	-237.050,00	237.050,00			2.431.321,64
46 – Ministère du Travail et de l'Emploi								
<i>Section 46.1 – Administration de l'emploi</i>								
74.010	18.330,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.240,00	19.570,00	18.030,59	-
74.060	1.240,00 TE	0,00	0,00	-1.240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total de la section 46.1:	0,00	0,00	0,00	-1.240,00	1.240,00			0,00
<i>Section 46.2 – Inspection du travail et des mines</i>								
74.040	30.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	4.622,25	34.622,25	21.596,18	-
74.050	10.000,00 TE	0,00	0,00	-1.62,00	0,00	9.838,00	9.837,10	-
74.060	10.000,00 TE	0,00	0,00	-4.460,25	0,00	5.539,75	4.978,00	-
Total de la section 46.2:	0,00	0,00	0,00	-4.622,25	4.622,25			0,00
Total du département 46:	0,00	0,00	0,00	-5.862,25	5.862,25			0,00
47 et 48 – Ministère de la Sécurité Sociale								
<i>Section 47.1 – Inspection générale de la sécurité sociale</i>								
74.000	26.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	6.887,00	32.887,00	32.886,30	6.886,30
74.010	4.500,00 TE	0,00	0,00	-4.500,00	0,00	0,00	0,00	-

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
74.050	5,00 TR	0,00	0,00	0,00	13.000,00	13.005,00	12.426,90	12.421,90
74.060	2.055.591,00 TE	0,00	0,00	-17.387,00	0,00	2.038.204,00	407.646,87	–
74.080	1.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.000,00	3.000,00	2.770,84	1.770,84
Total de la section 47.1:		0,00	0,00	-21.887,00	21.887,00			21.079,04
Total du département 47 et 48:		0,00	0,00	-21.887,00	21.887,00			21.079,04
49 – Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural								
<i>Section 49.2 – Administration des services techniques de l'agriculture</i>								
53.022	100.000,00 TE	0,00	0,00	-2.850,00	0,00	97.150,00	0,00	–
53.023	25.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.850,00	27.850,00	27.849,41	2.849,41
74.000	63.000,00 TE	0,00	0,00	-2.150,00	0,00	60.850,00	59.792,83	–
74.010	12.000,00 TE	0,00	0,00	-1.000,00	0,00	11.000,00	10.622,00	–
74.040	55.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.150,00	57.150,00	54.878,63	–
74.050	12.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.000,00	13.000,00	12.701,98	701,98
Total de la section 49.2:		0,00	0,00	-6.000,00	6.000,00			3.551,39
<i>Section 49.3 – Remembrement des biens ruraux</i>								
93.000	2.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2.000.000,00	2.000.000,00	0,00
Total de la section 49.3:		0,00	0,00	0,00	0,00			0,00
<i>Section 49.5 – Administration des services vétérinaires</i>								
53.030	170.000,00 D	3.485.000,00	0,00	0,00	0,00	3.655.000,00	3.651.830,11	3.481.830,11
Total de la section 49.5:		3.485.000,00	0,00	0,00	0,00			3.481.830,11
<i>Section 49.6 – Viticulture</i>								
74.010	1.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	1.500,00	2.500,00	2.168,09	1.168,09
74.040	125.000,00 TE	0,00	0,00	-1.500,00	0,00	123.500,00	112.098,87	–
Total de la section 49.6:		0,00	0,00	-1.500,00	1.500,00			1.168,09
<i>Section 49.7 – Sylviculture</i>								
63.000	500.000,00 D	163.223,00	0,00	0,00	0,00	663.223,00	641.299,67	141.299,67
Total de la section 49.7:		163.223,00	0,00	0,00	0,00			141.299,67
Total du département 49:		3.648.223,00	0,00	-7.500,00	7.500,00			3.627.849,26

Articles
Crédits votés
Dépassements autorisés
Dépass. non utilisés
Transferts émis
Transferts reçus
Crédits après transferts ou autorisations de dépass.
Paiements effectifs
Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)

50 – Ministère de l'Économie

Section 50.0 – Économie

51.040	12.400.000,00 D	8.000.000,00	0,00	0,00	0,00	20.400.000,00	20.391.299,77	7.991.299,77
51.043	10.000.000,00 D	6.000.000,00	0,00	0,00	0,00	16.000.000,00	15.961.238,91	5.961.238,91
73.030	100,00 D	2.475,00	0,00	0,00	0,00	2.575,00	2.476,03	2.376,03
74.050	63.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	2.200,00	65.200,00	63.182,05	182,05
74.060	5.700,00 TE	0,00	0,00	-2.200,00	0,00	3.500,00	3.456,36	–
81.030	100,00 D	98.000,00	0,00	0,00	0,00	98.100,00	98.000,00	97.900,00
Total de la section 50.0:		14.100.475,00	0,00	-2.200,00	2.200,00			14.052.996,76

Section 50.1 – Service central de la statistique et des études économiques

74.050	100.000,00 TE	0,00	0,00	-30.500,00	0,00	69.500,00	33.415,38	–
74.060	31.100,00 TR	0,00	0,00	0,00	30.500,00	61.600,00	52.553,34	21.453,34
Total de la section 50.1:		0,00	0,00	-30.500,00	30.500,00			21.453,34
Total du département 50:		14.100.475,00	0,00	-32.700,00	32.700,00			14.074.450,10

51 – Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement

Section 51.1 – Tourisme

51.040	1.437.782,00 TE TR	0,00	0,00	-165.400,00	47.016,00	1.319.398,00	1.319.397,73	–
51.041	123.947,00 TE	0,00	0,00	-10.440,00	0,00	113.507,00	113.506,04	–
52.000	495.787,00 TR	0,00	0,00	0,00	372.252,00	868.039,00	868.005,99	372.218,99
52.001	74.368,00 TE	0,00	0,00	-5.341,00	0,00	69.027,00	69.026,29	–
52.002	495.787,00 TE	0,00	0,00	-690,00	0,00	495.097,00	495.096,29	–
52.003	99.157,00 TE	0,00	0,00	-78.800,00	0,00	20.357,00	20.320,51	–
53.040	123.947,00 TE	0,00	0,00	-98.479,00	0,00	25.468,00	25.467,96	–
53.041	24.789,00 TE	0,00	0,00	-19.009,00	0,00	5.780,00	5.779,31	–
53.042	148.736,00 TE	0,00	0,00	-36.576,00	0,00	112.160,00	112.159,88	–
63.000	2.676.315,00 TE TR	0,00	0,00	-4.533,00	53.998,00	2.725.780,00	2.725.778,27	49.463,27
63.001	173.525,00 TE	0,00	0,00	-53.998,00	0,00	119.527,00	119.526,68	–
Total de la section 51.1:		0,00	0,00	-473.266,00	473.266,00			421.682,26

Section 51.2 – Logement

51.000	123.946,00 TE	0,00	0,00	-105.642,00	0,00	18.304,00	18.304,00	–
51.040	99.157,00 TE	0,00	0,00	-11.546,00	0,00	87.611,00	86.866,91	–
51.041	421.000,00 D TR	319.452,00	0,00	0,00	14.723,00	755.175,00	755.174,82	334.174,82
51.042	124.000,00 TR	0,00	0,00	0,00	187.295,00	311.295,00	311.294,56	187.294,56

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
52.000	116.200,00 TE	0,00	0,00	-84.830,00	0,00	31.370,00	31.369,70	-
53.004	25.000,00 D	40.000,00	0,00	0,00	0,00	65.000,00	46.421,03	-
Total de la section 51.2:	359.452,00	0,00	-202.018,00	202.018,00	0,00	521.469,38		
Total du département 51:	359.452,00	0,00	-675.284,00	675.284,00	0,00	943.151,64		
52 – Ministère des Travaux publics								
<i>Section 52.0 – Travaux publics – Dépenses générales</i>								
74.050	8.500,00 TR	0,00	0,00	0,00	5.000,00	13.500,00	13.058,66	4.558,66
74.060	11.200,00 TE	0,00	0,00	-5.000,00	0,00	6.200,00	6.072,00	-
Total de la section 52.0:	0,00	0,00	-5.000,00	5.000,00	0,00	4.558,66		
<i>Section 52.1 – Ponts et chaussées</i>								
63.000	25.000,00 D	146.000,00	0,00	0,00	0,00	171.000,00	20.453,14	-
73.010	18.400.000,00 TE TR	0,00	0,00	-293.852,77	893.852,77	19.000.000,00	18.493.406,74	93.406,74
73.011	26.500.000,00 TE TR	0,00	0,00	-2.867.612,86	2.903.381,59	26.535.768,73	26.307.662,13	-
73.012	1.504.000,00 TE	0,00	0,00	-163.045,07	0,00	1.340.954,93	1.209.180,97	-
73.013	6.000.000,00 TE	0,00	0,00	-246.316,03	0,00	5.753.683,97	5.537.220,24	-
73.014	210.000,00 TE	0,00	0,00	-30.224,78	0,00	179.775,22	169.725,44	-
73.015	1.000.000,00 TE	0,00	0,00	-2.249,08	0,00	997.750,92	988.874,77	-
73.032	750.000,00 D	250.000,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00	990.042,44	240.042,44
73.061	1.780.000,00 TE	0,00	0,00	-193.933,77	0,00	1.586.066,23	1.566.942,15	-
74.000	2.825.000,00 TE TR	0,00	0,00	-368,60	16.368,60	2.841.000,00	2.810.861,50	-
74.040	1.806.000,00 TE	0,00	0,00	-16.000,00	0,00	1.790.000,00	1.726.655,07	-
Total de la section 52.1:	396.000,00	0,00	-3.813.602,96	3.813.602,96	0,00	333.449,18		
<i>Section 52.3 – Bâtiments publics</i>								
72.012	7.350.000,00 D	4.938.000,00	0,00	0,00	0,00	12.288.000,00	12.258.742,99	4.908.742,99
72.015	1.260.000,00 TE TR	0,00	0,00	-458.623,44	458.623,44	1.260.000,00	1.177.901,88	-
72.016	1.310.000,00 TE TR	0,00	0,00	-50.000,00	50.000,00	1.310.000,00	1.060.537,27	1.060.537,27
Total de la section 52.3:	4.938.000,00	0,00	-508.623,44	508.623,44	0,00	5.969.280,26		
<i>Section 52.4 – Bâtiments publics – Compétences communes</i>								
74.106	12.400,00 D	96.000,00	0,00	0,00	0,00	108.400,00	45.919,49	33.519,49
Total de la section 52.4:	96.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33.519,49		

Articles	Crédits votés	Dépassements autorisés	Dépass. non utilisés	Transferts émis	Transferts reçus	Crédits après transferts ou autorisations de dépass.	Paiements effectifs	Dépenses suppl. effectives (paiements effectifs – crédits votés)
<i>Section 52.5 – Fonds d'investissements publics</i>								
72.010	750.000,00 D	200.000,00	0,00	0,00	0,00	950.000,00	943.433,71	193.433,71
Total de la section 52.5:		200.000,00	0,00	0,00	0,00			193.433,71
Total du département 52:		5.630.000,00	0,00	-4.327.226,40	4.327.226,40			6.534.241,30
53 – Ministère des Transports								
<i>Section 53.2 – Transports publics</i>								
52.010	625.000,00 D	660.000,00	0,00	0,00	0,00	1.285.000,00	1.285.000,00	660.000,00
Total de la section 53.2:		660.000,00	0,00	0,00	0,00			660.000,00
<i>Section 53.5 – Direction de l'aviation civile</i>								
81.030	100,00 D	3.740.000,00	0,00	0,00	0,00	3.740.100,00	3.738.314,28	3.738.214,28
Total de la section 53.5:		3.740.000,00	0,00	0,00	0,00			3.738.214,28
<i>Section 53.7 – Garage du gouvernement</i>								
74.000	250.000,00 D	170.000,00	0,00	0,00	0,00	420.000,00	405.804,35	155.804,35
Total de la section 53.7:		170.000,00	0,00	0,00	0,00			155.804,35
Total du département 53:		4.570.000,00	0,00	0,00	0,00			4.554.018,63
Total brut des Dépenses en capital:		142.079.683,00	0,00	-9.224.557,13	9.224.557,13			137.686.013,61
Total général brut des Dépenses:		439.706.182,43	-50.250,00	-20.354.878,64	20.354.878,64			419.623.465,68
A déduire: Crédits communs:								
- art. 08.0.11.310		-28.292.000,00						-28.292.000,00
- art. 08.0.33.001		-1.767.000,00						-1.767.000,00
Total général net des Dépenses:		409.647.182,43						389.564.465,68

Explication des abréviations:

D = Dépassements

TE = transferts émis (à partir de l'article en question vers d'autres articles)

TR = transferts reçus (de la part d'autres articles)

*

ANNEXE 4

**BILAN FINANCIER DE L'ETAT ETABLI SUR BASE
DU COMPTE GENERAL 2002**

(prescrit par l'article 15 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget,
la comptabilité et la trésorerie de l'Etat)

Le compte général de l'Etat, issu de la comptabilité budgétaire de l'Etat, est établi à la clôture de chaque exercice budgétaire par la Trésorerie de l'Etat et approuvé par le Ministre ayant le budget dans ses attributions avant d'être soumis à la Chambre des Députés et à la Cour des comptes. Il informe officiellement sur les ressources financières de l'Etat. Le compte général fournit en effet non seulement les indications détaillées sur les recettes et dépenses opérées au cours de l'exercice en question; il arrête aussi les ressources financières de l'Etat restant disponibles à la clôture de cet exercice sous forme de réserves dans les différents fonds spéciaux et de réserve budgétaire proprement dite.

La comptabilité générale de l'Etat, qui retrace selon la méthode de la partie double l'intégralité des opérations financières de l'Etat, établit la relation entre les avoirs disponibles sur les différents comptes bancaires de l'Etat et les réserves arrêtées dans le compte général tout en tenant compte des opérations de l'exercice en cours. En effet, comme la clôture d'un exercice budgétaire ne se fait pas au 31 décembre de l'année de référence mais au 30 avril de l'année subséquente, date à laquelle le nouvel exercice court déjà depuis quatre mois, les réserves arrêtées dans le compte général ne peuvent être mises en regard des avoirs financiers de l'Etat disponibles au 30 avril, qu'en tenant compte des opérations déjà faites à charge du nouvel exercice budgétaire en cours.

La comptabilité générale de l'Etat permet donc à la Trésorerie d'établir à tout moment une situation financière de l'Etat sous forme d'un bilan financier, qui met en regard les actifs financiers disponibles à ce moment et les passifs financiers tels qu'ils résultent de la comptabilité budgétaire. Le bilan tient également compte d'actifs et de passifs non renseignés dans le compte général.

Le présent bilan financier retrace ainsi, par rapport au compte général de l'exercice budgétaire clôturé 2002, la situation financière de l'Etat au 30 avril 2003 en tenant compte de tous les actifs et passifs financiers recensés par la Trésorerie de l'Etat.

Ce bilan financier de l'Etat au 30.04.2003 se présente comme suit:

**Bilan financier de l'Etat établi sur base du compte général 2002
et sur base des actifs et passifs recensés par la Trésorerie de l'Etat**

Situation au 30 avril 2003

1.	Actifs financiers bancaires			2.915.722.294,45
1.1.	<i>Comptables publiques – Avoirs liquides sur comptes courants bancaires</i>		129.581.772,98	
1.1.1.	Trésorerie de l'Etat		94.610.963,79	
1.1.2.	Administrations fiscales		11.879.660,70	
1.1.3.	Comptables extraordinaires		23.091.148,49	
1.1.4.	Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)		p.m.	
1.2.	<i>Trésorerie de l'Etat – Placements</i>		2.786.140.521,47	
1.2.1.	Dépôts bancaires à terme		942.036.722,16	
1.2.2.	Euro Medium Term Notes (EMTN)		560.000.000,00	
1.2.3.	Portefeuille obligataire		537.957.887,66	
1.2.4.	Placements hors-marché		746.145.911,65	
2.	Actifs financiers non bancaires			2.242.418.659,10
2.1.	<i>Actifs financiers acquis par dépense budgétaire</i>		2.241.998.906,40	
2.1.1.	Participations de l'Etat		2.223.558.279,51	
2.1.1.1.	Sociétés de droit privé cotées en Bourse		761.690.881,51	
2.1.1.2.	Sociétés de droit privé non cotées en Bourse		34.535.972,94	
2.1.1.3.	Etablissements publics		1.400.193.476,06	
2.1.1.4.	Institutions financières internationales		27.137.949,00	
2.1.2.	Autres dépôts et crédits		18.440.626,89	
2.2.	<i>Actifs financiers reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires</i>		419.752,70	
2.3.	<i>Recettes liquidées non encore perçues</i>		p.m.	

2.3.1.	Recettes fiscales	p.m.	
2.3.2.	Recettes non fiscales	p.m.	
3.	Avoirs sur CCP		833.915.321,27
3.1.	Trésorerie de l'Etat		457.531.467,72
3.2.	Administrations fiscales		326.571.549,40
3.3.	Comptables extraordinaires		43.266.321,13
3.4.	Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)		6.545.983,02
	Total actifs financiers		5.992.058.274,82
	<i>Solde financier créditeur = Solde à financer</i>		318.655.655,07
	Bons du Trésor non encore provisionnés		1.160.520,92
	Dette publique, capital non encore provisionné		317.495.134,15
	Total équilibré		6.310.711.929,89

1.	Fonds propres de l'Etat (= Réserves de l'Etat)			5.084.966.033,89
1.1.	<i>Avoirs des Fonds spéciaux de l'Etat</i>		2.480.677.276,49	
1.1.1.	Avoir des Fonds spéciaux de l'Etat svt compte général 2002		2.515.523.313,14	
1.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours		- 34.846.036,65	
1.2.	<i>Réserve budgétaire (= solde cumulé des exercices clos)</i>		362.289.851,00	
1.2.1.	Réserve budgétaire svt compte général 2002		564.860.147,78	
1.2.2.	Solde des opérations sur exercice en cours		- 58.642.149,96	
1.2.3.	Ordonnances provisoires		923.552,41	
1.2.4.	Avances de trésorerie restant à imputer		- 144.851.699,23	
1.3.	<i>Réserves correspondant aux actifs financiers acquis par dépense budgétaire</i>		2.241.998.906,40	
2.	Fonds de tiers		46.102.807,90	434.391.423,61
2.1.	<i>Dépôts de tiers auprès de l'Etat</i>			
2.1.1.	Consignations déposées auprès de l'Adm. de l'Enregistrement		15.986.958,95	
2.1.1.1.	Avoir du Fonds pour consignations judiciaires svt compte général 2002		18.486.958,95	
2.1.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours		- 2.500.000,00	
2.1.2.	Consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat - Caisse de consignation (CCP)		18.848.627,58	
2.1.3.	Dépôts des communes		- 10.647.242,69	
2.1.3.1.	Fonds communal de péréquation conjoncturelle		42.036.722,16	
2.1.3.1.1.	Avoir du Fonds communal de péréquation conjoncturelle svt compte général 2002		41.727.670,80	
2.1.3.1.2.	Solde des opérations sur exercice en cours		309.051,36	
2.1.3.2.	Fonds des dépenses communales		- 52.683.964,85	
2.1.3.2.1.	Avoir du Fonds des dépenses communales svt compte général 2002		- 72.490.419,92	
2.1.3.2.2.	Solde des opérations sur exercice en cours		19.806.455,07	
2.1.4.	Solde cumulé des budgets pour ordre		20.666.686,71	
2.1.4.1.	Solde cumulé des budgets pour ordre svt compte général 2002		11.066.686,71	
2.1.4.2.	Solde des opérations pour ordre sur exercice en cours (estimation)		9.600.000,00	

2.1.5.	Retour temporaire d'ordonnances de paiement		43.757,17	
2.1.6.	Saisies, cessions et sommations en suspens		784.267,48	
2.1.7.	Dépôts faits en vertu de dispositions légales ou réglementaires		419.752,70	
	2.1.7.1. Dépôt du Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains		413.982,19	
	2.1.7.2. Cautionnements des conservateurs des hypothèques		5.770,51	
2.2.	<i>Titres de dette émis par l'Etat</i>			388.288.615,71
2.2.1.	Signes monétaires émis par le Trésor		69.632.960,64	
	2.2.1.1. Avoir du Fonds de cov. des signes monét. émis par le Trésor svt compte général 2002		64.495.299,93	
	Signes libellés en LUF	6.058.221,24		
	Signes libellés en EUR	57.827.632,46		
	Bon du Trésor BIL	609.446,23		
	2.2.1.2. Solde des opérations sur exercice en cours		5.137.660,71	
	Signes libellés en LUF	- 300.336,05		
	Signes libellés en EUR	5.437.996,76		
	Bon du Trésor BIL	0,00		
2.2.2.	Bons du Trésor		1.160.520,92	
	2.2.2.1. Bons du Trésor en circulation		11.000.142,08	
	BERD	1.012.500,00		
	CNUCED	62.523,11		
	FIDA	149.791,00		
	GEF	4.664.844,00		
	IDA	4.991.247,57		
	MIGA	119.236,40		
	2.2.2.2. Bons du Trésor provisionnés sur Fonds de la dette publique		- 9.839.621,16	
2.2.3.	Dette publique		317.495.134,15	
	2.2.3.1. Emprunts en circulation		629.979.203,02	

Emprunts linéaires OLUX	548.290.898,06		
Emprunts obligataires	37.184.028,72		
Prêts bancaires	44.504.276,24		
2.2.3.2. Dette publique provisionnée sur Fonds de la dette publique	- 312.484.068,87		
2.3. Dépenses liquidées non encore payées			p.m.
2.3.1. Dépenses budgétaires			p.m.
2.3.2. Remboursements de recettes fiscales indûment perçues			p.m.
2.3.2. Remboursements de recettes non fiscales indûment perçues			p.m.
3. Créance de l'EPT sur l'Etat en rapport avec les avoirs de l'Etat sur CCP		791.364.472,39	
3.1. Montants déposés par l'EPT auprès de l'Etat (via BCEE)		791.354.472,39	
3.1.1. Avoir du Fonds de couverture des avoirs sur CCP svr compte général 2002		531.296.925,46	
3.1.2. Solde des opérations sur exercice en cours		260.057.546,93	
Total passifs financiers		6.310.711.929,89	
<i>Solde financier débiteur = solde à affecter</i>		<i>0,00</i>	
Total équilibré		6.310.711.929,89	

*

RESSOURCES FINANCIERES DE L'ETAT (PASSIFS FINANCIERS)

Fonds propres de l'Etat (= Réserves de l'Etat)

L'Etat dispose de réserves financières qui ont été constituées en exécution des budgets du passé et du budget en cours. Ces réserves résultent de trois types d'opérations:

- de dépenses à charge du budget et au profit des différents fonds spéciaux de l'Etat;
- de l'accumulation nette depuis 1944 des soldes finaux des exercices budgétaires clôturés;
- de dépenses à charge du budget au profit de l'acquisition d'actifs financiers par l'Etat.

1. Avoirs des fonds spéciaux de l'Etat

Cette position reprend d'un côté l'avoir comptable des Fonds spéciaux de l'Etat à la fin de l'exercice 2002 ainsi qu'en deuxième position, la variation cumulée des opérations sur ces mêmes Fonds spéciaux au titre de l'exercice budgétaire suivant telles qu'elles sont renseignées dans la comptabilité budgétaire de l'Etat.

2. Réserve budgétaire (= solde cumulé des exercices 1944-2001)

La réserve budgétaire constitue le solde comptable cumulé de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre (le cas échéant après affectation des plus-values). Cette position est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé.

En cours d'exercice, la réserve budgétaire doit être mise en regard du résultat de l'exercice budgétaire en cours. Ce résultat fluctue de jour en jour au fil des opérations budgétaires. S'y ajoutent les ordonnances provisoires restant à régulariser au plus tard au cours du deuxième exercice budgétaire qui suit l'époque de leur émission.

De même, l'existence d'avances de trésorerie restant à imputer aura un impact futur sur la réserve budgétaire dans la mesure où ces avances n'aboutiront normalement pas à un remboursement à l'Etat.

3. Réserves correspondant aux actifs financiers acquis par dépense budgétaire

Dans la mesure où l'Etat a acquis des actifs financiers au moyen de crédits budgétaires, donc de fonds propres, la contrepartie de ces actifs financiers doit figurer pour la même valeur sous les réserves de l'Etat. En effet, les ordonnances de paiement émises à charge des différents exercices budgétaires pour financer l'acquisition de ces actifs ont influencé de façon négative le résultat comptable de ces exercices. La réserve budgétaire aurait donc été d'autant plus élevée si ces actifs n'avaient pas été payés par le budget. La comptabilisation de ces postes actifs et passifs qui s'équilibrent n'influence évidemment pas le solde du bilan financier de l'Etat.

Fonds de tiers (= Fonds déposés par des tiers et fonds empruntés par l'Etat)

1. Dépôts de tiers auprès de l'Etat

La Trésorerie de l'Etat est chargée de la gestion des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat. Ces fonds et biens sont gérés et placés ensemble avec les avoirs de l'Etat. Concrètement il s'agit des fonds et biens suivants:

1.1. Consignations déposées auprès de l'AED

Les consignations déposées jusqu'au 31 décembre 1999 auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont été portées en recette sur le Fonds des consignations judiciaires, qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers; leur remboursement se fait au moyen d'ordonnances de paiement à charge de ce fonds.

1.2. Consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat (CCP)

Les consignations déposées depuis le 1er janvier 2000 auprès de la Trésorerie de l'Etat agissant en sa qualité de Caisse de consignation ne sont pas portées en recette sur un fonds d'argent de tiers. En vertu de la loi, la Caisse de consignation tient en effet une comptabilité distincte de celle de l'Etat. Toutefois le CCP de la Caisse de consignation fait partie des CCP identifiés comme comptes de l'Etat auprès de

l'Entreprise des P & T, de sorte que les avoirs sur ce CCP sont déposés par l'EPT auprès de l'Etat, mais doivent figurer comme passifs à l'égard des ayants droit des consignations. Cette comptabilisation n'influence pas le solde du bilan financier de l'Etat.

1.3. *Dépôts des communes*

a) Fonds communal de péréquation conjoncturelle

Ce fonds qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, recueille de l'argent appartenant aux communes.

b) Fonds des dépenses communales

Les avoirs de ce fonds qui n'est pas non plus un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, appartiennent également aux communes. Lorsque ce fonds est débiteur, son solde doit être considéré comme une avance remboursable faite par la Trésorerie aux communes.

1.4. *Solde cumulé des budgets pour ordre*

Cette position correspond au solde comptable cumulé du budget pour ordre de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre. Elle est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. En cours d'exercice, elle doit être mise en regard du résultat du budget pour ordre de l'exercice en cours, qui fluctue de jour en jour au gré des opérations budgétaires pour ordre.

1.5. *Retour temporaire d'ordonnances de paiement*

Il s'agit de montants ordonnancés et retournés à la Trésorerie de l'Etat en raison d'erreurs dans les coordonnées bancaires des ayants droit. Ces montants seront virés aux ayants droit après rectification de leurs coordonnées bancaires.

1.6. *Saisies, cessions et sommations en suspens*

Il s'agit ici de sommes retenues par la Trésorerie de l'Etat en exécution de saisies, cessions et sommations non encore versées aux ayants droit pour diverses raisons. Ces montants correspondent donc à des dépôts de tiers.

1.7. *Dépôts faits en vertu de dispositions légales ou réglementaires*

Voir remarque sous point 2. des actifs non bancaires.

2. *Fonds empruntés par l'Etat: Dette publique*

2.1. *Signes monétaires*

La mise en circulation de signes monétaires (pièces métalliques seulement) donne lieu à un crédit sur le compte de la Trésorerie auprès de la BcL. Ce crédit n'est cependant pas porté en recette au budget, les montants ainsi crédités étant comptabilisés sur le fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor. Le retrait de signes monétaires de la circulation implique par conséquent une ordonnance de paiement à charge du même fonds. L'avoir de ce fonds correspond donc à tout moment aux signes monétaires en circulation. Ce n'est que lors de la démonétisation définitive d'un type de signe monétaire que le volume non retourné peut être porté en recette au budget.

Le montant des signes monétaires émis par le Trésor sous forme de pièces de monnaie métallique connaît une forte croissance depuis le remplacement de la circulation de pièces en francs belges et luxembourgeois par des pièces en euros. Au 30 avril 2003, des pièces en euros d'une contre-valeur de 63,27 millions € se trouvent en circulation.

En date du 15 octobre 2001 un accord intergouvernemental entre la Belgique et le Luxembourg sur la démonétisation des pièces de monnaie belges et luxembourgeoises est entré en vigueur. Cet accord fixe notamment la clé de calcul selon laquelle les pièces en francs retirées de la circulation sont réparties entre la Belgique et le Luxembourg. La contre-valeur de ces pièces est alors débitée en bloc du compte courant de la Trésorerie de l'Etat auprès de la Banque centrale du Luxembourg. A fin avril 2003, des pièces en francs pour un montant de 5,76 millions € n'ont pas encore été retournées; ces pièces sont remboursables par le Trésor jusqu'au 31 décembre 2004. Il s'y ajoute le bon du Trésor émis en contrepartie des anciens billets en francs émis par la BIL dont le montant résiduel de 0,61 million € sera remboursé en 2005.

2.2. Bons du Trésor

Les bons du Trésor émis par l'Etat ne constituent pas un instrument monétaire de financement à court terme. Ils ne correspondent pas à des fonds récoltés par l'Etat et remboursables et ne donnent par conséquent pas lieu à une recette budgétaire. L'émission de bons du Trésor n'est effectuée qu'au profit d'institutions financières internationales (BERD, CNUCED, FIDA, GEF, IDA, MIGA) et représente des promesses de paiement (promissory notes) vis-à-vis de ces institutions. Ces bons ne portent pas intérêts et leur paiement, au fur et à mesure qu'il devient exigible, se fait à charge du budget de l'Etat, par le biais du Fonds de la dette publique.

Pour bien faire ressortir que le remboursement de ces bons est en partie déjà couvert par des réserves inscrites au Fonds de la dette publique, le montant ainsi provisionné (9,84 millions €) est repris comme chiffre négatif au passif sous le point 2.2.2.2. Le montant restant à provisionner à charge d'exercices budgétaires futurs figure à l'actif à la rubrique „solde à financer“.

L'encours des bons du Trésor au 30 avril 2003 se chiffre à 11,00 millions €, dont 1,16 million ne sont pas encore provisionnés sur le fonds de la dette publique.

2.3. Dette publique

Ce poste représente la dette publique à moyen et long terme proprement dite de l'Etat central dont l'encours au 30 avril 2003 se chiffre à 630,0 millions €.

Au niveau de la comptabilité budgétaire, les rentrées de fonds dans les caisses de l'Etat à la suite d'une émission d'emprunt ont été imputées soit directement sur le fonds des routes, soit au budget des recettes en capital et font donc partie intégrante des réserves de ce fonds spécial respectivement du résultat de l'exercice budgétaire en question et par là de la réserve budgétaire. Le remboursement se fait à charge du budget des dépenses en capital par le biais du fonds de la dette publique. Pour bien faire ressortir que le remboursement du capital de cette dette est en partie déjà couvert par des réserves inscrites au Fonds de la dette publique, le montant ainsi provisionné (319,48 millions €) figure comme chiffre négatif du côté des passifs sous le point 2.2.3.2. Le montant restant à provisionner à charge d'exercices budgétaires futurs figure à l'actif à la rubrique „solde à financer“.

Ci-dessous quelques caractéristiques de cette dette au 30 avril 2003:

La dette publique est composée des instruments suivants:

- Emprunts linéaires (OLUX): 548.290.898,06 € soit 87,03% du total
- Emprunts obligataires: 37.184.028,72 € soit 5,90% du total
- Prêts bancaires: 44.504.276,24 € soit 7,07% du total

La dette publique contractée par l'Etat est presque entièrement libellée en euros. Seuls certains prêts contractés par les CFL et repris en 1998 par l'Etat dans le cadre de la restructuration du secteur ferroviaire sont libellés en CHF.

La structure par devises de la dette publique est la suivante:

- Dette en euros: 94,90%
- Dette en devises étrangères: 5,10%

Du point de vue dette intérieure/extérieure la structure est la suivante:

- Dette intérieure: 92,94%
- Dette extérieure: 7,06%

D'autres caractéristiques de la dette publique de l'Etat au 30 avril 2003 sont les suivantes:

- taux moyen pondéré: 6,39%
- durée de vie moyenne: 1 an 358 jours
- ratio dette/PIB: 2,89% (prévision ajustée du PIB pour 2002: 21,8 milliards €)
- dette par habitant: 1.405,26 € (population au 31.12.2002: 448.300)

*

DEPOT DE L'EPT AUPRES DE L'ETAT (CCP)

En vertu de l'article 31 modifié de la loi du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. En contrepartie de son dépôt non rémunéré auprès du Trésor, l'EPT a envers l'Etat une créance qui varie en fonction des avoirs de l'Etat sur ses CCP inscrits à l'actif de ce bilan (voir position 3. des actifs financiers). La différence entre les deux positions à l'actif et au passif du bilan financier de l'Etat s'explique par le fait que les variations journalières des CCP de l'Etat ne sont versées par l'EPT au Trésor qu'avec trois jours de valeur de retard (suivant convention du 23.2.2001 entre l'Etat et l'EPT).

La créance de l'EPT sur l'Etat figure évidemment aussi à l'actif du bilan de l'EPT. Comme le remboursement de cette créance implique une ordonnance de paiement à charge du fonds de couverture des CCP, le solde de ce fonds, qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, n'est pas repris au point 1.1. des passifs financiers pour éviter un double emploi.

*

EMPLOIS FINANCIERS DE L'ETAT (ACTIFS FINANCIERS)

Actifs financiers bancaires

1. Comptables publics – Avoirs liquides sur comptes courants bancaires

Cette position reprend les avoirs sur comptes bancaires des quatre catégories de comptables de l'Etat, définies à l'article 25(1) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat. Tous les comptes bancaires repris ici sont des comptes officiels de l'Etat, autorisés conformément à l'article 35 de ladite loi du 8 juin 1999.

2. Trésorerie de l'Etat – Placements

D'après la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, la Trésorerie de l'Etat est le seul comptable public mandaté à centraliser toutes les recettes de l'Etat et à qui incombe, compte tenu des opérations de paiement de dépenses budgétaires, de faire une gestion de trésorerie journalière.

Cette position bilantaire reprend donc les différents placements de fonds opérés par la Trésorerie de l'Etat dans le cadre de sa gestion journalière des liquidités de l'Etat.

Au 30 avril 2003, les fonds placés par la Trésorerie de l'Etat se chiffrent à 2.786,1 millions €.

Actifs financiers non bancaires

1. Actifs financiers acquis par dépense budgétaire

Cette position reprend tous les actifs financiers qui à travers les différents exercices budgétaires, y compris l'exercice courant, ont été acquis et payés au moyen d'une ordonnance à charge d'un article de dépense du budget afférent. Le montant inscrit à cette position de l'actif correspond à la valeur comptable d'acquisition; il est exactement contrebalancé au passif au niveau des réserves de l'Etat.

Cette position comprend essentiellement les participations de l'Etat. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations. Le tableau ci-joint recense les participations actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat et les répartit en trois catégories:

- I: participations directes dans des **sociétés de droit privé**. Cette catégorie est subdivisée en un point A., reprenant les sociétés dont les actions sont cotées en bourse et dont la valeur de marché actuelle de la participation de l'Etat est calculée en appliquant la cote officielle de la Bourse de Luxembourg, et en un point B. regroupant les sociétés non cotées en bourse.
- II: participations dans des **établissements publics** autres que du domaine de la sécurité sociale.

III: participations dans des **institutions financières internationales.**

La valeur totale du portefeuille des participations de l'Etat peut être évaluée au 30 avril 2003 à quelque 2,22 milliards €.

Le tableau des participations de l'Etat se présente comme suit au 30.4.2003:

I. Participations directes de l'Etat dans le capital de sociétés de droit privé (en EUR)

Situation au 31/03/2003 (données à jour suivant publications au Mémorial C)

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social	nombre d'actions émises	valeur nom./compt. d'une action	abrév. d'actions appart. à l'Etat	taux de participation	valeur nom./compt. de la participation	abrév. d'actions appart. à l'Etat	valeur de marché d'une action	valeur de marché de la participation	participation supplémentaire indirecte de	via
A. Sociétés cotées en bourse												
ARCELOR S.A.	Economie/Energie	2 641 802 555,00	528 360 511	5,00	31 632 606	5,987%	158 163 030,00	9,30	294 183 235,80	0,121%	BCEE/SNCI	
CEGEDI S.A.	Economie/Energie	83 775 500,00	6 701 880	12,40	2 204 060	32,887%	27 550 730,00	44,50	98 080 070,00	8,953%	SNCI	
SIES GLOBAL S.A.	Etat	175 808 916,30	737 453 508	p.m.	85 376 910	11,577%	563 487 606,00 (1)	5,30	n.d.	21,756%	BCEE/SNCI	
SOCIETE ELECTRIQUE DE L'OUR S.A.	Economie/Energie	30 986 690,60	250 000	123,95	100 765	40,306%	12 489 495,51	165,00	16 626 225,00			
Total A.							761 690 881,51		408 890 130,80			
B. Sociétés non cotées en bourse												
AGENCE DE L'ENERGIE S.A.	Economie/Energie	371 840,20	1 500	247,89	750	50,000%	185 920,14	n.d.	n.d.			
AGENCE DE TRANSPORT S.A.	Finances	37 000,00	37	1 000,00	19	51,351%	19 000,00	n.d.	n.d.			BCL/CSRF
CRUCHELEBOUSCH S.A.	Transports	681 707,19	27 500	24,79	9 900	36,009%	245 414,59	n.d.	n.d.			BCEE
LUXAIR S.A.	Transports	13 634 143,96	110 000	123,95	25 421	23,110%	3 150 850,65	n.d.	n.d.			BCEE
ALC S.A.	AEI	247 823,52	400	619,73	245	61,250%	151 834,78	n.d.	n.d.			FUAPK
LUXEMBOURG CONGRES S.A.	Economie	250 000,00	100	2 500,00	84	84,000%	210 000,00	n.d.	n.d.			
LUXEMAZ DISTRIBUTION S.A.	Economie/Energie	1 400 000,00	1 400	1 000,00	450	32,143%	450 000,00	n.d.	n.d.			
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A. R.L.	Ph/Economie/Environnement	100 000,00	1 000	100,00	50	5,000%	50 000,00	n.d.	n.d.			
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A. R.L. et CIE. S.E.C.S.	Ph/Economie/Environnement	28 240 000,00	2 824	10 000,00	1 411	50,000%	14 110 000,00	n.d.	n.d.			
SOCIETE DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A.	Transports	500 000,00	500	1 000,00	493	98,600%	493 000,00	n.d.	n.d.			
R.L.	Transports	12 394,68	50	247,89	44	36,000%	3 470,51	n.d.	n.d.			SNCI
SOCIETE MOBILIERE DU PARC DES EXPOSITIONS DE LUXEMBOURG S.A.	Economie/Finances	250 000,00	2 000	125,00	1 000	50,000%	125 000,00	n.d.	n.d.			
SOCIETE NATIONALE DE CONTROL TECHNIQUE S.A.R.L.	Transports	17 110 000,00	6 906	2 478,86	2 900	41,922%	7 188 690,99	n.d.	n.d.			BCEE/TAAPK
SOCIETE NATIONALE DE CERTIFICATION ET PHONOLOGATION S.A.R.L.	Transports	2 500 000,00	500	5 000,00	375	75,000%	1 875 000,00	n.d.	n.d.			BCEE
SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHE S.A.	Logement	3 500 000,00	4 000	875,00	482	12,050%	421 750,00	n.d.	n.d.			
SOCIETE VIEUX LUXEMBOURG S.A. (mise en liquidation le 29/06/2001)	Culture/Finances	397 621,21	7 000	56,81	3 575	51,071%	1 550 883,86	n.d.	n.d.			BCEE
SOTEG S.A.	Economie/Energie	20 000 000,00	2 000	10 000,00	420	21,000%	4 200 000,00	n.d.	n.d.			SNCI
Total B.							34 553 972,94		n.d.			
Total I.							796 226 854,45					

1) valeur d'acquisition

Remarque: Ce tableau ne tient pas compte des participations que des établissements publics comme p.ex. la BCEE, la SNCI ou les P&T peuvent avoir dans d'autres sociétés de droit privé, dans lesquelles l'Etat ne détient pas de participation directe.

Situation au 31/03/2003

II. Participations de l'Etat dans le capital d'établissements publics autres que des domaines de la sécurité sociale (en EUR)

Situation au 31/03/2003

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social soustent	nombre de parts sociales	valeur nominale d'une part sociale	abrév. de parts sociales soustent.	taux de participation	valeur nominale de la participation	abrév. de parts sociales soustent.	valeur de marché d'une action	valeur de marché de la participation	capital social soustent non versé
Banque Centrale du Luxembourg (BCL)	Finances	25 000 000,00	1	25 000 000,00	1	100,000%	25 000 000,00				
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE)	Finances	173 525 467,34	1	173 525 467,34	1	100,000%	173 525 467,34				
Centre national sportif et culturel	Sports	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.				
Commissariat aux assurances	Finances	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.				
Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)	Finances	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.				
Entreprise des P&T	Economie	631 848 607,41	1	631 848 607,41	1	100,000%	631 848 607,41				
Fonds Baval	Travaux publics	3 500 000,00	1	3 500 000,00	1	100,000%	3 500 000,00				
Fonds de rénovation de la Vallée Ville (FRVV)	Travaux publics	23 282 035,90	1	23 282 035,90	1	100,000%	23 282 035,90				
Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAPK)	Travaux publics	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.				
Fonds national de soutien à la production audiovisuelle	Logement	p.m.	1	p.m.	1	100,000%	p.m.				
Institut Luxembourgeois de Régulation	Economie	1 239 467,62	1	1 239 467,62	1	100,000%	1 239 467,62				
Offices du Ducroire	Finances	41 777 396,57	1	41 777 396,57	1	100,000%	41 777 396,57				
Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)	Economie/Finances	173 792 622,61	1	173 792 622,61	1	100,000%	173 792 622,61				
Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (SNCFL)	Transports	347 050 924,68	28 000	12 394,68	26 320	94,000%	326 227 878,60				
Total II.							11 567 573,33				

III. Participations de l'Etat dans le capital d'institutions financières internationales (en EUR)

Situation au 31/03/2003

Dénomination	Ministère de tutelle	capital social soustent	nombre de parts sociales	valeur nominale d'une part sociale	abrév. de parts sociales soustent.	taux de participation	valeur nominale de la participation	abrév. de parts sociales soustent.	valeur de marché d'une action	valeur de marché de la participation	capital approuvé en espèces	capital versé en bons du Trésor	capital restant à verser
Council of Europe Development Bank (CEDB)	Finances	3 243 243 000,00	3 243 243	1 000,00	20 849	0,643%	20 849 000,00			2 301 480,00	2 301 480,00		
European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)	Finances	20 000 000 000,00	2 000 000	10 000,00	4 000	0,200%	40 000 000,00			10 500 000,00	8 362 500,00	1 012 500,00	1 125 000,00
European Investment Bank (EIB)	Finances	100 000 000 000,00	100 000 000	1 000,00	124 677	0,12468%	124 677 000,00			5 777 303,00	5 777 303,00		
International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)	Finances	188 230 000 000,00	1 560 243	120 635,05	1 652	0,0001%	199 289 110,73			9 798 578,00	9 798 578,00		
International Finance Corporation (IFC)	Finances	2 247 824 000,00	2 247 824	1 000,00	2 139	0,095%	2 139 000,00			2 139 000,00	2 139 000,00		
Multilateral Investment Charter Agency (MIGA)	Finances	1 949 715 180,00	180 199	10 820,00	204	0,113%	2 207 280,00			419 080,00	293 568,00		
Total III.							389 161 399,73			38 935 441,00	28 672 628,00	1 138 612,00	1 125 000,00

1 USD = 1 EUR

TOTAL GENERAL

#####

= I + II + III capital versé en espèces

2. Actifs financiers reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires

Cette rubrique reprend les différents actifs que la Trésorerie de l'Etat a reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Il s'agit du cautionnement que le Casino de Jeux de Mondorf est tenu de faire auprès de la Trésorerie sous forme de titres ainsi que des cautionnements à faire par les conservateurs des hypothèques de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Ces actifs sont évidemment exactement contrebalancés par les créances que ces tiers ont sur l'Etat en raison de ces dépôts et inscrites au passif à la rubrique „Dépôts de tiers auprès de l'Etat“. L'inscription au bilan de ces actifs et passifs ne modifie donc pas le solde du bilan financier.

Avoirs sur CCP

Cette position reprend les avoires sur CCP des différents comptables de l'Etat.

Il importe toutefois de remarquer ici que les avoires sur CCP de l'Etat ne doivent pas être comptés parmi ses actifs financiers bancaires. En effet par le jeu de l'adaptation journalière de la variation des CCP de l'Etat par l'intermédiaire du compte BCEE de la Trésorerie de l'Etat, tout crédit sur un compte CCP de l'Etat entraîne un deuxième crédit sur le compte BCEE de façon à ce que l'avoir global sur CCP de l'Etat ne constitue plus qu'un simple chiffre comptable, d'ailleurs contrebalancé (avec 3 jours de valeur de retard) par la créance que l'EPT a sur l'Etat, reprise dans ce bilan financier au passif (point 3.). Il importe donc de tenir compte de cette situation lors de l'appréciation du montant absolu des actifs financiers de l'Etat. Le grand avantage que présente cette situation se situe par contre au niveau de la gestion des liquidités de l'Etat. Tout solde d'un CCP de l'Etat est ainsi placé et productible d'intérêts créditeurs.

Solde financier créditeur = solde à financer

La totalisation des actifs et passifs financiers de l'Etat dégage un solde créditeur (solde à financer) ou débiteur (solde à affecter) suivant que les actifs sont inférieurs ou supérieurs aux passifs.

La détermination de ce solde est affectée par l'existence d'éléments qui restent à financer à plus long terme. Il en est ainsi de la dette publique (bons du Trésor et emprunts) non encore provisionnée, pour le remboursement du capital de laquelle des crédits budgétaires devront être mis à disposition sur les exercices 2003 à 2007.

Hors-bilan

Garanties financières accordées par l'Etat

L'encours des garanties financières de l'Etat recensées par la Trésorerie en vertu de la loi du 8 juin 1999 se chiffre au 31 décembre 2002 à 244,5 millions €. Le détail est le suivant:

Société concernée	Dispositions légales accordant la garantie	Montant maximal garanti par la loi (EUR)	Montant maximal garanti par le Ministère (EUR)	Forme d'engagement	Montant en circulation Maximum autorisé (LUF)	Montant en circulation au 31/12/94 (LUF)	Montant en circulation au 31/12/95 (LUF)	Montant en circulation au 31/12/96 (LUF)	Montant en circulation au 31/12/97 (en EUR)	Montant en circulation au 31/12/98 (en EUR)	Montant en circulation au 31/12/99 (en EUR)	Montant en circulation au 31/12/01 (en EUR)
TRESORERIE DE L'ETAT Section gestion financière												
Société concernée												
SNCI	Jur. de 02/06/1977 Art. 13.	Illimité			800 000	720 511	800 000	720 511	1 382 000	1 382 000	1 382 000	1 382 000
					500 000	500 000	500 000	500 000	960 691	20 838 000	20 838 000	20 838 000
					500 000	500 000	500 000	500 000	806 556	19 994 000	19 994 000	11 108 000
					500 000	500 000	500 000	500 000	283 901	62 647 000	62 647 000	62 647 000
					3 800 000	3 800 000	3 800 000	3 800 000	2 472 980	31 100 000	31 100 000	0 000
					7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	144 846 540	142 446 000	142 446 000	142 446 000
					1 657 300 000	1 657 300 000	1 657 300 000	1 657 300 000	1 523 921 621	40 000 000	40 000 000	64 900 000
					1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 823 701 782	40 000 000	40 000 000	216 475 000
					1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 864 188 304	49 981 352 000	49 981 352 000	942 374 000
					1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 538 104 719	30 023 415 000	30 023 415 000	4 671 948 000
					1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 723 840 366	30 023 415 000	30 023 415 000	4 671 948 000
					1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 493 899 971	30 157 770 000	30 157 770 000	31 546 000
					1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	625 000 000	6 811 072 000	6 811 072 000	0 000
					363 000 000	363 000 000	363 000 000	363 000 000	174 999 972	0 000	0 000	0 000
					66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000	10 276 186	0 000	0 000	0 000
					700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000	0 000	0 000	0 000	0 000
					600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	431 170 605	9 663 745 999	9 663 745 999	10 628 461 854
Finale du Kirchberg	Jur. de 07/08/1961 Art. 3. modifié par loi de 24/02/1965 et loi de 28/08/1968	19 831 481,28	14 873 611,49	ligne de crédits en compte-courant BCEE	774 696 020	411 170 605	774 696 020	411 170 605	0 000	0 000	0 000	0 000
Finale Yverhois-Ville	Jur. de 29/07/1993 Art. 6.	49 578 704,95	23 549 884,37	crédit auprès de la BCEE (line 2e et 3e cour. de crédits) crédit auprès de la BCEE (4e cour. de crédits) crédit auprès de la BCEE (5e et 6e cour. de crédits)	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	3 718 402 927	3 718 402 927	3 718 402 927	3 718 402 927
					0	0	0	0	7 436 803,24	7 436 803,24	7 436 803,24	7 436 803,24
					40 171 888	40 171 888	40 171 888	40 171 888	13 754 252 977	13 754 252 977	13 754 252 977	17 333 213 271
					0	0	0	0	7 500 000	7 500 000	7 500 000	4 024 816 000
CEI	Jur. de 20/03/1997 Art. 6. Cout. loi. rel. la constitution 4 Emendation 20/10/98 Art. 5.	123 946 762,30		prêt EUROFINA no 241 prêt EUROFINA no 241 prêt EUROFINA no 216	15 000 000 3 000 000 000 403 390 000	15 000 000 3 000 000 000 403 390 000	15 000 000 3 000 000 000 403 390 000	15 000 000 3 000 000 000 403 390 000	0 000 0 000 0 000	0 000 0 000 0 000	0 000 0 000 0 000	0 000 0 000 0 000
Finale Bichem	Jur. de 25/07/2002 Art. 3.	non déterminé			0	0	0	0	0 000	0 000	0 000	0 000
Finale Cité Synthel	Jur. de 10/12/1998 Art. 7.	7 436 805,74	0,00		0	0	0	0	0 000	0 000	0 000	0 000
Finale de L'engagement	Jur. de 24/02/1979 Art. 57 4 Emendation 20/10/98 Art. 5 Cout. loi. de 20/12/1991	24 789 352,48	4 03 657,51	ligne de crédits en compte-courant BCEE	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	4 866 014 836	4 866 014 836	4 866 014 836	0 000
SOTEG S.A.	Jur. de 27/11/1973 Art. 3.	2 478 935,25	0,00		0	0	0	0	0 000	0 000	0 000	0 000
LUXGAZ DISTRIBUTION S.A.	Jur. de 24/01/1990 Art. 3.	4 997 870,50	0,00		0	0	0	0	0 000	0 000	0 000	0 000
AGORA 111	Jur. de 01/08/2001 Art. 2.	50 000 000,00	25 000 000,00	ligne de crédits en compte-courant BCEE et DECOA-BIL	0	0	0	0	0 000	0 000	0 000	0 000
BCEE	Loi de 14/08/1999 Art. 57 de l'Emploi de 05/10/1998 Jur. de 26/07/2002 Art. 5.	7 500 000,00	7 500 000,00	Crédits de la ligne de crédits en compte-courant BCEE Crédits pour la BCEE après approbation du Parlement	0	0	0	0	0 000	0 000	0 000	0 000
Société de l'Armement S.A.	Jur. de 26/07/2002 Art. 5.			Crédits pour la BCEE après approbation du Parlement de lignes de crédits et d'emprunts	0	0	0	0	0 000	0 000	0 000	0 000
TOTAL en LUF			18 192 678 188		14 874 732 524	14 874 732 524	14 874 732 524	14 874 732 524	13 852 591 176	13 852 591 176	13 852 591 176	13 852 591 176
TOTAL en EUR			450 994 712,10		363 640 923,25	363 640 923,25	363 640 923,25	363 640 923,25	273 078 589,56	273 078 589,56	273 078 589,56	244 470 257,1

1) La garantie de ces prêts est donnée dans le cadre de l'article 13 de la loi du 7/8/1977 portant création de la SNCI

ANNEXE 5

SOLDE DU BUDGET POUR ORDRE

Ainsi qu'il ressort de l'article 1er du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002, le budget pour ordre clôture l'exercice 2002 avec un excédent de recettes de plus de 25 millions d'euros, de sorte que le report du solde des recettes et dépenses pour ordre de tous les exercices budgétaires clôturés depuis 1944 s'établit à 10.957.723,45 euros, après avoir été négatif à la clôture de l'exercice 2001.

Toutefois, ce chiffre n'a en soi aucune signification particulière, étant donné qu'il recouvre des situations très divergentes d'un article à l'autre du budget pour ordre. Le tableau ci-joint montre ainsi le solde cumulé pour chaque article ainsi que l'historique de chacun de ces soldes.

Conformément à l'article 78 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le budget pour ordre sert à enregistrer les recettes encaissées par l'Etat pour compte de tiers et les dépenses effectuées au moyen de ces recettes. En principe, les recettes pour ordre doivent donc être antérieures aux dépenses correspondantes et, comme le précise la loi, les dépenses pour ordre ne peuvent pas dépasser le montant des recettes correspondantes. En fin de compte, chaque article du budget pour ordre devrait être en équilibre, l'intégralité des recettes étant dépensée en faveur des tiers pour compte desquels ces recettes avaient été encaissées.

En réalité, ces principes simples souffrent certaines exceptions.

Il existe d'abord certains articles du budget pour ordre qui fonctionnent au moyen d'avances de trésorerie, les dépenses étant effectuées à charge du Trésor avant que le remboursement n'en soit réclamé sur base d'un décompte adressé à un tiers débiteur. Tel est le cas pour certains fonds en provenance de l'Union européenne ou d'organismes internationaux. Il se peut dès lors que de tels articles présentent, à la clôture d'un exercice budgétaire, un solde négatif qui ne sera couvert qu'au cours de l'exercice subséquent. Cette situation, bien qu'elle ne soit pas expressément prévue, ne pose en soi pas de problème de fond, à condition que l'article en cause continue à figurer au budget pour ordre de l'exercice suivant et que la gestion de l'article soit suivie avec diligence par le Ministère ordonnateur pour que l'équilibre en soit rétabli.

Inversement, il se peut qu'à la clôture définitive d'un exercice budgétaire, les recettes encaissées n'aient pas toutes été dépensées, de sorte qu'il subsiste un solde positif. La loi prévoit, de façon quelque peu superfétatoire, qu'un tel surplus peut être reporté à l'exercice suivant. Cette situation exige de même que l'article en cause continue à figurer au budget pour ordre de l'exercice suivant et que la gestion de l'article soit suivie avec diligence par le Ministère ordonnateur pour que les recettes soient toutes affectées à leur objectif.

A ces conditions, une gestion pluriannuelle du budget pour ordre découle de sa nature et ne pose aucune difficulté particulière.

Il en va autrement lorsqu'un article du budget pour ordre est supprimé, alors qu'il subsiste un solde négatif ou positif qui ne peut plus alors être régularisé.

Ainsi, l'analyse ligne par ligne du budget pour ordre à la clôture de l'exercice 2002 fait ressortir que dix lignes, à savoir les articles 4, 9, 13, 15, 16, 32, 34, 36, 40 et 46, n'existent plus en 2003 et présentent néanmoins un solde, remontant parfois à plusieurs exercices, qui reste ainsi en suspens. Ces articles devraient dès lors être prévus dans le budget du prochain exercice afin de pouvoir être soldés.

Huit de ces articles, à savoir les numéros 9, 13, 15, 16, 32, 34, 36 et 40, présentent un solde négatif, signifiant que l'Etat a dépensé sur ces articles par voie d'avances de trésorerie un montant supérieur à celui encaissé. Les crédits budgétaires nécessaires doivent donc être prévus pour équilibrer à nouveau les livres de la trésorerie. Le découvert de l'article 13 devrait cependant être couvert à partir de l'article 11.

Deux de ces articles, 4 et 46, présentent un solde positif. Celui de l'article 4 correspond au découvert de l'article 3 et devrait y être porté en recette pour le solder. Celui de l'article 46 devrait être porté en recette au nouvel article 48 qui est venu le remplacer.

Enfin, les articles 1 et 2 du budget pour ordre devraient être soldés entre eux et le découvert de l'article 14 devrait être couvert à partir de l'article 11.

Tableau analytique en annexe

BUDGET DES RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE
Historique de soldes cumulé

AN	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	SOLDE CUMULE (LUF)	SOLDE CUMULE (EUR)	2001	2002	SOLDE CUMULE (EUR)
1	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	11,154,350	276,013,27	EQ	EQ	276,013,27
2	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-1,114,360	-26,910,27	EQ	EQ	-18,927,22
3	-2,732,500	2,732,500	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	6,854,947	169,272,22	EQ	EQ	169,272,22
4	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
5	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	36,374	901,89	EQ	EQ	278,437,24
6	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-219,295,136	-5,411,366,95	EQ	EQ	-5,411,366,95
7	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	14,671,108	374,146,12	EQ	EQ	374,146,12
8	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-1,184,466	-29,412,52	EQ	EQ	-29,412,52
9	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
10	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
11	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
12	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
13	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
14	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
15	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
16	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-1,826,031	-44,776,34	EQ	EQ	-44,776,34
17	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
18	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	240,059,893	6,090,924,10	EQ	EQ	6,090,924,10
19	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	15,511,384	394,517,41	EQ	EQ	394,517,41
20	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
21	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
22	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
23	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
24	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
25	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
26	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
27	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
28	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
29	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
30	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	4,255,714	105,495,39	EQ	EQ	105,495,39
31	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
32	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-599,153	-14,862,81	EQ	EQ	-14,862,81
33	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-1,798,895	-43,449,76	EQ	EQ	-43,449,76
34	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	472,478,083	11,712,625,74	EQ	EQ	11,712,625,74
35	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	38,497,040	978,106,05	EQ	EQ	978,106,05
36	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
37	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	24,511	609	EQ	EQ	609
38	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
39	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	-62,577,350	-1,551,251,99	EQ	EQ	-1,551,251,99
40	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
41	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
42	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
43	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	10,866,191	264,497,72	EQ	EQ	264,497,72
44	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	2,144,727	53,168,39	EQ	EQ	53,168,39
45	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
46	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
47	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
48	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
49	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
50	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	EQ	0	0	EQ	EQ	0
51	-2,732,500	2,732,787	0	0	-86,449	0	-731,885	-1,025,433	-983,298	-140,937,832	101,890,644	435,126,249	497,393,537	12,230,071,15	-26,601,571,53	25,229,228,83	10,957,725,45

REMARQUES
EQ = équilibre entre recettes et dépenses
000,00 = article existant mais pas d'opérations
- = article non existant

A FAIRE POUR REGULARISER SOLDE NEGATIF/POSITIF

à porter en recette à l'article 2 par voie d'ordonnance voir article 1 voir article 4 article à réinsérer pour porter le solde en recette à l'article 3 par voie d'ordonnance
article à réinsérer et à régulariser par article budgétaire
article à réinsérer pour le solder par une ordonnance à charge de l'article 11 ordonnance à charge de l'article 11 à porter en recette sur article 14 article à réinsérer et à régulariser par article budgétaire article à réinsérer et à régulariser par article budgétaire
ordonnancer 0,01 euro en plus en 2003 article à réinsérer et à régulariser par article budgétaire article à réinsérer et à régulariser par article budgétaire voir article 36 article à réinsérer et à régulariser par l'article 35
ordonnancer 0,02 euro en moins en 2003 article à réinsérer et à régulariser par article budgétaire
article à réinsérer pour porter le solde en recette à l'article 48 par voie d'ordonnance

ANNEXE 6

**REGULARISATION DES AVANCES POUR FRAIS
DE ROUTE A L'ETRANGER**

Le règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat prévoit que le Ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser la Trésorerie de l'Etat à verser des avances en relation avec les frais de voyages de service à l'étranger effectués par les agents de l'Etat et par les personnes assimilées.

Le même règlement grand-ducal dispose que ces avances sont à régulariser, par le paiement ou le recouvrement du solde, immédiatement après le voyage. Si ces avances ne sont pas régularisées ou remboursées au plus tard le dernier jour du mois de février qui suit l'exercice auquel elles se rapportent, elles font l'objet d'un rôle de restitution ou d'une imputation sur la rémunération de l'agent en cause. Par ailleurs, le règlement grand-ducal prescrit qu'aucune nouvelle avance pour frais de route ne peut être accordée à un bénéficiaire faisant l'objet d'une procédure de recouvrement pour une ou des avances non régularisées dans les délais, et ce aussi longtemps que les fonds n'ont pas été intégralement recouverts par l'Etat.

Donnant suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002, la Trésorerie de l'Etat s'efforce depuis le début de l'exercice 2003 à faire respecter les nouvelles dispositions, y compris pour les avances octroyées au titre des exercices antérieurs à 2003.

Même si, pour éviter des cas de rigueur, le délai du 28 février 2003 n'a pas pu être respecté pour la régularisation intégrale des avances accordées au titre de l'exercice 2002, voire d'exercices antérieurs, des interventions systématiques auprès des Ministères et des bénéficiaires concernés ainsi que l'imputation régulière des recouvrements sur les traitements versés aux retardataires et le refus de leur octroyer de nouvelles avances ont permis de ramener à 120.848,65 € le montant des avances non encore régularisées à fin juin 2003, dont 103.317,20 € au titre de l'exercice 2002, 15.425,03 € au titre de l'exercice 2001 et un reliquat de 2.106,42 € au titre de l'exercice 1999. Il est prévu que la régularisation complète sera achevée pour la fin de l'exercice et le délai du 29 février 2004 devrait ensuite pouvoir être respecté pour la régularisation des avances octroyées au titre de l'exercice 2003.

Pour que cet objectif puisse être réalisé sans devoir recourir à une multiplicité de mesures coercitives, il ne suffit toutefois pas que les agents bénéficiaires fassent leur déclaration de frais immédiatement après le voyage. Il faut aussi et surtout que les services comptables des Ministères, administrations et services concernés prévoient les crédits budgétaires nécessaires et traitent les déclarations de frais sans retard. L'apurement de l'un ou l'autre reliquat présuppose par ailleurs que le Ministre ordonnateur émette un rôle de restitution ou une ordonnance d'imputation.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171 - Dossier consolidé : 337

5171/01

N° 5171¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

* * *

**RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES
SUR LE COMPTE GENERAL DE L'ETAT DE L'EXERCICE 2002**

(8.12.2003)

TABLE DES MATIERES

	<i>page</i>
I. Rapport de la Cour des comptes	1
1. La balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2002	1
2. La situation globale de l'exécution du budget 2002	3
3. L'exécution du budget des dépenses	9
3.1 Introduction	9
3.2 Observations émises par la Direction du contrôle financier.....	13
4. Contrôles intensifiés de la Cour	20
4.1 Acquisitions de matériel informatique.....	20
4.2 Rémunérations des agents de l'Etat.....	23
5. Les transferts de crédits	27
6. Les crédits non limitatifs	51
7. Les restants d'exercices antérieurs	62
8. Les comptes extraordinaires	63
9. Les montants non régularisés	66
II. Les réponses du gouvernement	68

*

I. RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES**1. La balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2002**

Les comptes d'exercice des comptes de l'Etat s'élèvent à un montant de 6.200.420.986,64 euros et se répartissent comme suit sur les budgets des différentes administrations fiscales:

Administration des Contributions directes:	3.323.033.938,56 euros
Administration de l'Enregistrement et des Domaines:	1.874.585.777,83 euros
Administration des Douanes et Accises:	1.002.801.270,25 euros

Le compte général de l'Etat de l'exercice 2002 s'établit comme suit:

A.– Recettes et dépenses courantes et en capital

I.	Recettes	6.200.420.986,64
II.	Dépenses	6.141.177.157,72
III.	Excédent de recettes	59.243.828,92
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	564.860.147,78

B.– Recettes et dépenses pour ordre

I.	Recettes pour ordre	3.089.667.111,95
II.	Dépenses pour ordre	3.064.437.888,12
III.	Excédent de recettes pour ordre	25.229.223,83
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	10.957.723,45

C.– Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

I.	Recettes	1.795.997.767,73
II.	Dépenses	1.949.135.510,20
III.	Excédent de dépenses	153.137.742,47
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	3.099.039.748,36

Lors du contrôle du total des avoirs des fonds spéciaux, la Cour des comptes a constaté pour trois fonds spéciaux des écarts mineurs entre la situation renseignée dans les rapports comptables SAP et la situation affichée dans le compte général. La Cour fait parvenir un relevé de ces écarts à la trésorerie de l'Etat afin que cette dernière puisse présenter par voie d'amendements gouvernementaux les rectifications qui s'imposent aux comptes généraux des exercices 2001 et 2002.

Le budget pour ordre tient compte, d'une part, des recettes encaissées par l'Etat pour le compte de tiers et, d'autre part, au niveau des dépenses, des montants alloués aux tiers destinataires. En d'autres termes, le budget pour ordre concerne des fonds qui ne font que transiter par la trésorerie de l'Etat. Il s'agit donc d'opérations financières qui devraient être budgétairement neutres pour l'Etat.

En raison de l'article 78 (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, les dépenses pour ordre ne peuvent en principe pas dépasser le montant des recettes correspondantes à la fin de l'exercice.

En ce qui concerne le compte général de l'Etat de l'exercice 2002, on constate que le budget des recettes et des dépenses pour ordre est en déséquilibre et affiche un excédent de recettes de 25.229.223,83 euros.

La différence entre recettes et dépenses pour ordre trouve son origine dans un déséquilibre entre recettes et dépenses des articles suivants:

Tableau 1: Déséquilibre entre recettes et dépenses pour ordre

Article du budget	Recettes pour ordre	Dépenses pour ordre	Différence
6	1.148.368,47	869.931,23	278.437,24
7	50.454.642,70	44.713.596,38	5.741.046,32
8	44.596,21	317.071,39	-272.475,18
9	94.657,46	78.481,10	16.176,36

<i>Article du budget</i>	<i>Recettes pour ordre</i>	<i>Dépenses pour ordre</i>	<i>Différence</i>
10	546.148.404,66	548.619.201,54	-2.470.796,88
18	3.456.881,10	1.273.566,16	2.183.314,94
19	5.942.194,40	4.204.941,47	1.737.252,93
20	427.521,60	1.139.846,64	-712.325,04
30	109.799,84	91.601,46	18.198,38
37	42.880.704,83	25.315.401,23	17.565.303,60
44	1.955.835,29	819.431,94	1.136.403,35
45	917.589,06	560.903,44	356.685,62
48	0,00	347.997,81	-347.997,81
Totaux	653.581.195,62	628.351.971,79	25.229.223,83

A ce sujet, il y a lieu de souligner que la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 prévoit des exceptions de non-compensation en fin d'exercice des recettes et dépenses pour ordre.

Ainsi, pour certains articles du budget pour ordre, si le solde accuse un excédent à la clôture de l'exercice, la susdite loi dispose que celui-ci peut être reporté à l'exercice suivant. Force est cependant de constater que plusieurs articles budgétaires repris au tableau ci-avant ne sont pas revêtus de ce caractère.

D'autre part, si l'on considère le solde cumulé des exercices 1988 à 2002 (+ 10.957.723 euros), il convient de relever en particulier le solde positif depuis l'exercice 1999 de l'article 35 (Remboursement par le Centre hospitalier neuropsychiatrique des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard: + 11.712.426 euros) ainsi que le solde négatif depuis l'exercice 1999 de l'article 40 (Versement d'avances temporaires au titre de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance au profit des services conventionnés d'aide et de soins ainsi que des foyers de jour conventionnés oeuvrant dans le domaine du maintien à domicile: - 1.551.252 euros). Ces articles sont à régulariser, ce d'autant plus que l'article 40 n'apparaît de fait qu'une seule fois, à savoir dans les comptes généraux de l'exercice 1999.

2. La situation globale de l'exécution du budget 2002

Lors de l'élaboration du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002, les hypothèses de croissance du P.I.B. en volume tablaient pour 2002 sur un taux de quelque 5,3% en version S.E.C. Dans sa note de conjoncture 2/2003, le Statec note cependant qu'en 2002, la croissance du P.I.B. ne s'élevait qu'à 1,1%. Ce résultat doit être comparé avec un taux de croissance annuel moyen de quelque 5,6% enregistré entre 1985 et 2002, avec une progression extraordinaire de la croissance du P.I.B. pour l'année 2000 de presque 9%.

Le budget voté de l'exercice 2002, tel qu'il fut arrêté par la loi du 21 décembre 2001, a été modifié par la loi relative à l'accord salarial dans la fonction publique, la loi relative à la protection des données à caractère personnel ainsi que par la loi portant création du Centre Virtuel de Connaissance sur l'Europe. Du point de vue budgétaire, ces trois lois ont eu pour effet de majorer d'un montant global de 23.065.670 euros le total des dépenses du budget voté de cet exercice.

Par rapport au budget de l'Etat de l'exercice 2002 tel qu'il fut arrêté par la loi modifiée du 21 décembre 2001, les variations des recettes et des dépenses enregistrées au compte général de l'Etat de l'exercice 2002 peuvent être résumées comme suit:

Tableau 2: Budget et compte 2002

	Budget définitif 2002	Compte général 2002	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
– courantes	5.935.153.555	6.149.413.915,08	214.260.360,08	+ 3,6
– en capital	42.020.329	51.007.071,56	8.986.742,56	+ 21,4
Total recettes (1)	5.977.173.884	6.200.420.986,64	223.247.102,64	+ 3,7
Dépenses				
– courantes	5.145.880.385	5.217.274.196,87	71.393.811,87	+ 1,4
– en capital	853.272.666	923.902.960,85	70.630.294,85	+ 8,3
Total dépenses (2)	5.999.153.051	6.141.177.157,72	142.024.106,72	+ 2,4
Excédent de recettes (1) - (2)	-21.979.167	59.243.828,92	81.222.995,92	

La comparaison des dépenses courantes prévues et réalisées fait ressortir un écart de 71.393.811,87 euros. De fait, ce montant correspond aux dépenses basant sur des autorisations de dépassement de crédits non limitatifs, diminuées du montant des crédits votés qui n'ont pas été consommés.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 2,4% le total des dépenses prévues pour 2002. Cet écart correspond à 142,02 millions d'euros. Tel qu'il ressort du tableau 4, ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 65.889.801 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 38.795.611 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 37.773.127 euros);
- aux dotations de fonds de réserve (+ 33.159.900 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations publiques locales (+ 20.535.745 euros).

Par rapport au compte 2001, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 7,61% (voir tableau 6).

Au niveau des recettes courantes, la plus-value réalisée par rapport aux prévisions de recettes se dégage des variations suivantes:

Impôts directs	248.813.094,70
Impôts indirects	4.177.764,44
Recettes d'exploitation, taxes et redevances	21.996.054,03
Recettes de participations ou d'avances de l'Etat	23.480.195,71
Remboursements de dépenses	3.796.688,68
Douanes et accises	73.199.270,25
Impôts, droits et taxes	-173.408.553,37
Recettes domaniales	- 4.369.774,27
Recettes d'exploitation et autres	17.164.683,95
Remboursements	-589.064,04
Total	214.260.360,08

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“, dont le solde positif s'établit alors à la fin de l'exercice 2002 à 564.860.147,78 euros.

Finalement, la Cour des comptes reproduit ci-après le détail des variations des recettes et des dépenses en comparant, d'une part, le budget 2002 avec le compte 2002 et, d'autre part, le compte 2001 avec le compte 2002 selon la classification comptable.

Tableau 3: Recettes budget 2002 et compte 2002

Code	Classes de comptes	Budget 2002	Compte 2002	Différence montant	Différence %
10	Recettes non ventilées	13.070.000	41.063.980	27.993.980	214,19
11	Remboursements de dépenses de personnel	8.650.528	11.542.305	2.891.777	33,43
12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	782.222	855.932	73.710	9,42
14	Remboursements de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur	2.220.100	1.521.260	-698.840	-31,48
16	Vente de biens non durables et de services	74.450.589	64.320.595	-10.129.994	-13,61
17	Vente de biens militaires durables	200	0	-200	-100,00
26	Intérêts de créance	100.000.000	93.756.792	-6.243.208	-6,24
27	Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques	100	0	-100	-100,00
28	Autres produits du patrimoine	56.920.270	87.244.211	30.323.941	53,27
29	Intérêts imputés en crédit	100	511.810	511.710	511.709,71
34	Remboursements de transferts de revenus aux ménages	2.828.675	2.761.582	-67.093	-2,37
36	Impôts indirects et prélèvements	2.810.470.700	2.718.840.347	-91.630.353	-3,26
37	Impôts directs	2.830.900.000	3.079.713.095	248.813.095	8,79
38	Autres transferts de revenus	23.336.800	37.943.798	14.606.998	62,59
39	Transfert de revenus à l'étranger	10.068.800	6.366.397	-3.702.403	-36,77
42	Part de communes dans les pensions et rentes sociales	127.500	199.283	71.783	56,30
53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	8.554.000	14.376.473	5.822.473	68,07
56	Impôts en capital	26.000.100	33.129.339	7.129.239	27,42
57	Autres transferts de capitaux des entreprises	50.000	9.418	-40.582	-81,16
58	Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages	237.200	1.152.965	915.765	386,07
59	Transferts en capital à l'étranger	3.356.500	0	-3.356.500	-100,00
74	Remboursements de dépenses d'acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	25.000	39.278	14.278	57,11
76	Vente de terrains et bâtiments	5.000.000	1.255.179	-3.744.821	-74,90
77	Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels	124.000	3.813.734	3.689.734	2.975,59
84	Remboursements de crédits octroyés à l'étranger	100	0	-100	-100,00
87	Remboursements de crédits par les organismes privés sans but lucratif au service des ménages et par les ménages	100	3.213	3.113	3.113,05
89	Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur administrations publiques	100	0	-100	-100,00
96	Produits des emprunts publics consolidés	200	0	-200	-100,00
Total		5.977.173.884	6.200.420.987	223.247.103	3,73

Tableau 4: Dépenses budget 2002 et compte 2002

Code	Classes de comptes	Budget 2002	Compte 2002	Différence montant	Différence %
1	Dépenses ventilées	0	0	0	0,00
10	Dépenses non ventilées	33.467.638	33.467.638	0	0,00
11	Salaires et charges sociales	1.143.366.352	1.113.020.596	-30.345.756	-2,65
12	Achat de biens non durables et de services	298.684.772	299.039.096	354.324	0,12
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	17.404.350	16.020.707	-1.383.643	-7,95
21	Intérêts de la dette publique	42.514.005	42.513.905	-100	0,00
23	Intérêts imputés en débit	681.000	1.638.730	957.730	140,64
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	2.322.611	2.053.816	-268.795	-11,57
31	Subventions d'exploitation	187.019.979	225.815.590	38.795.611	20,74
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	137.697.866	133.103.525	-4.594.341	-3,34
33	Transferts de revenus aux administrations privées	221.896.909	214.780.268	-7.116.641	-3,21
34	Transferts de revenus aux ménages	191.465.229	199.287.843	7.822.614	4,09
35	Transferts de revenus à l'étranger	52.495.556	50.265.252	-2.230.304	-4,25
36	Impôts indirects et „prélèvements“	300	0	-300	-100,00
37	Impôts directs non ventilés	305.000	807.841	502.841	164,87
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	7.986.186	7.313.078	-673.108	-8,43
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	1.980.768.957	2.018.542.084	37.773.127	1,91
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	60.052.658	80.588.403	20.535.745	34,20
44	Transferts de revenus à l'enseignement privé	30.437.476	30.728.098	290.622	0,95
51	Transferts de capitaux aux entreprises	61.068.692	60.417.406	-651.286	-1,07
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	7.955.680	6.263.807	-1.691.873	-21,27
53	Transferts de capitaux aux ménages	28.678.266	26.393.362	-2.284.904	-7,97
54	Transferts de capitaux à l'étranger	2.562.624	3.524.487	961.863	37,53
61	Transferts en capital à l'administration centrale	1.038.500	5.038.500	4.000.000	385,17
62	Transferts de capitaux aux administrations de sécurité sociale	1.115.521	1.818.476	702.955	63,02
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	32.554.580	28.810.165	-3.744.415	-11,50
64	Transferts de capitaux aux écoles privées	50.000	46.331	-3.669	-7,34
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	6.325.000	72.214.801	65.889.801	1.041,74
72	Construction de bâtiments	57.522.925	56.538.214	-984.711	-1,71
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	79.891.089	74.883.798	-5.007.291	-6,27
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	68.090.197	64.862.674	-3.227.523	-4,74
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	16.478.623	13.571.937	-2.906.686	-17,64
83	Octrois de crédits aux ménages	223.105	223.105	0	0,00
84	Octrois de crédits aux et participations à l'étranger	15.525.600	12.917.920	-2.607.680	-16,80
91	Remboursement de la dette publique	14.000.000	14.000.000	0	0,00
93	Dotations de fonds de réserve	1.197.505.805	1.230.665.705	33.159.900	2,77
Total		5.999.153.051	6.141.177.158	142.024.107	2,37

Tableau 5: Recettes compte 2001 et compte 2002

Code	Classes de comptes	Compte 2001	Compte 2002	Différence montant	Différence %
10	Recettes non ventilées	20.163.981	41.063.980	20.899.999	103,65
11	Remboursements de dépenses de personnel	12.747.201	11.542.305	-1.204.896	-9,45
12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	700.821	855.932	155.111	22,13
14	Remboursements de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur	1.866.915	1.521.260	-345.655	-18,51
16	Vente de biens non durables et de services	72.697.821	64.320.595	-8.377.226	-11,52
17	Vente de biens militaires durables	0	0	0	0,00
26	Intérêts de créance	128.261.985	93.756.792	-34.505.193	-26,90
27	Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques	0	0	0	0,00
28	Autres produits du patrimoine	51.532.003	87.244.211	35.712.208	69,30
29	Intérêts imputés en crédit	236.249	511.810	275.561	116,64
34	Remboursements de transferts de revenus aux ménages	2.687.095	2.761.582	74.487	2,77
36	Impôts indirects et prélèvements	2.434.645.648	2.718.840.347	284.194.699	11,67
37	Impôts directs	2.923.009.074	3.079.713.095	156.704.021	5,36
38	Autres transferts de revenus	24.049.966	37.943.798	13.893.832	57,77
39	Transfert de revenus à l'étranger	4.090.640	6.366.397	2.275.757	55,63
42	Part de communes dans les pensions et rentes sociales	60.009	199.283	139.274	232,09
53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	9.890.499	14.376.473	4.485.974	45,36
56	Impôts en capital	20.877.216	33.129.339	12.252.123	58,69
57	Autres transferts de capitaux des entreprises	29.833	9.418	-20.415	-68,43
58	Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages	383.774	1.152.965	769.191	200,43
59	Transferts en capital à l'étranger	0	0	0	0,00
74	Remboursements de dépenses d'acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	31.948	39.278	7.330	22,94
76	Vente de terrains et bâtiments	1.179.175	1.255.179	76.004	6,45
77	Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels	203.103	3.813.734	3.610.631	1.777,73
84	Remboursements de crédits octroyés à l'étranger	0	0	0	0,00
87	Remboursements de crédits par les organismes privés sans but lucratif au service des ménages et par les ménages	0	3.213	3.213	0,00
89	Remboursements de crédits à l'intérieur du secteur administrations publiques	0	0	0	0,00
96	Produits des emprunts publics consolidés	0	0	0	0,00
Total		5.709.344.956	6.200.420.987	491.076.031	8,60

Tableau 6: Dépenses compte 2001 et compte 2002

Code	Classes de comptes	Compte 2001	Compte 2002	Différence montant	Différence %
1	Dépenses ventilées	0	0	0	0,00
10	Dépenses non ventilées	30.865.389	33.467.638	2.602.249	8,43
11	Salaires et charges sociales	1.033.399.210	1.113.020.596	79.621.386	7,70
12	Achat de biens non durables et de services	259.917.636	299.039.096	39.121.460	15,05
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	15.075.796	16.020.707	944.911	6,27
21	Intérêts de la dette publique	42.555.419	42.513.905	-41.514	-0,10
23	Intérêts imputés en débit	790.664	1.638.730	848.066	107,26
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	1.625.780	2.053.816	428.036	26,33
31	Subventions d'exploitation	206.242.077	225.815.590	19.573.513	9,49
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	125.031.053	133.103.525	8.072.472	6,46
33	Transferts de revenus aux administrations privées	173.500.346	214.780.268	41.279.922	23,79
34	Transferts de revenus aux ménages	182.011.451	199.287.843	17.276.392	9,49
35	Transferts de revenus à l'étranger	53.876.334	50.265.252	-3.611.082	-6,70
36	Impôts indirects et „prélèvements“	0	0	0	0,00
37	Impôts directs non ventilés	0	807.841	807.841	0,00
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	6.808.510	7.313.078	504.568	7,41
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	1.830.427.572	2.018.542.084	188.114.512	10,28
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	57.030.092	80.588.403	23.558.311	41,31
44	Transferts de revenus à l'enseignement privé	27.504.032	30.728.098	3.224.066	11,72
51	Transferts de capitaux aux entreprises	40.105.262	60.417.406	20.312.144	50,65
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	6.527.754	6.263.807	-263.947	-4,04
53	Transferts de capitaux aux ménages	17.732.770	26.393.362	8.660.592	48,84
54	Transferts de capitaux à l'étranger	5.485.978	3.524.487	-1.961.491	-35,75
61	Transferts en capital à l'administration centrale	0	5.038.500	5.038.500	0,00
62	Transferts de capitaux aux administrations de sécurité sociale	1.380.249	1.818.476	438.227	31,75
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	29.317.130	28.810.165	-506.965	-1,73
64	Transferts de capitaux aux écoles privées	34.626	46.331	11.705	33,80
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	33.059.434	72.214.801	39.155.367	118,44
72	Construction de bâtiments	40.849.619	56.538.214	15.688.595	38,41
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	65.193.686	74.883.798	9.690.112	14,86
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	44.968.105	64.862.674	19.894.569	44,24
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	38.071.197	13.571.937	-24.499.260	-64,35
83	Octrois de crédits aux ménages	223.105	223.105	0	0,00
84	Octrois de crédits aux et participations à l'étranger	6.429.924	12.917.920	6.487.996	100,90
91	Remboursement de la dette publique	14.000.000	14.000.000	0	00,00
93	Dotations de fonds de réserve	1.316.919.965	1.230.665.705	-86.254.260	-6,55
Total		5.706.960.165	6.141.177.158	434.216.993	7,61

3. L'exécution du budget des dépenses

3.1 Introduction

Au niveau du contrôle a priori des dépenses, c'est la Direction du contrôle financier (DCF) qui assume le rôle de l'ancienne Chambre des comptes depuis le 1er janvier 2001. C'est pourquoi les chiffres repris dans le présent chapitre ont été fournis par la DCF.

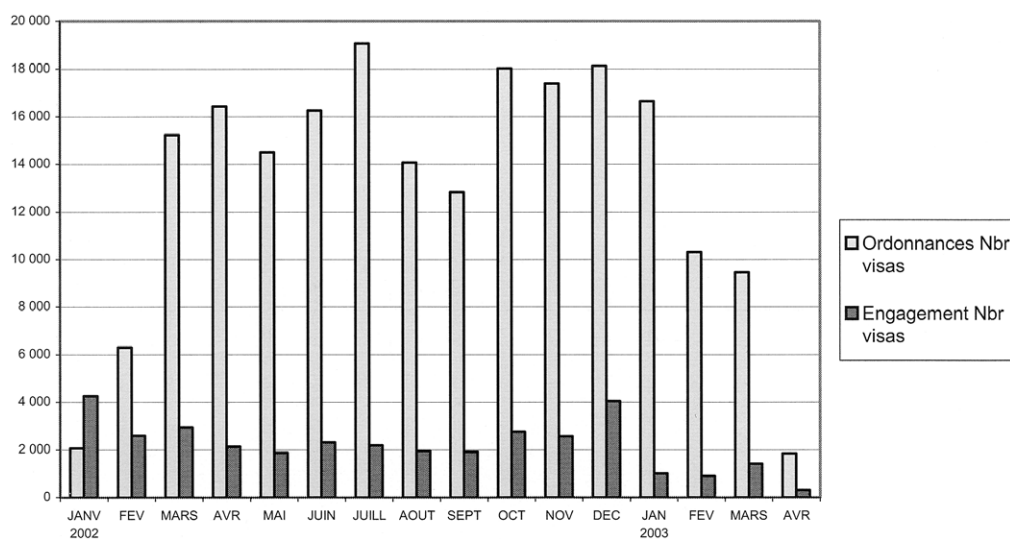
Pendant l'exercice budgétaire 2002, les contrôleurs financiers ont validé 243.828 opérations, dont 35.261 engagements et 208.567 ordonnances. Etant donné que certaines dépenses ont fait l'objet d'ordonnances collectives, le nombre de créances est bien entendu plus élevé: pour l'exercice 2002, il s'élève au total à 465.849 paiements représentant un montant ordonnancé de 11.292.332.035 euros.

Ce montant dépasse à première vue significativement le total du budget voté. Or, en effet le total des ordonnances visées par les contrôleurs financiers recouvre outre le budget des dépenses courantes et en capital également les dépenses pour ordre et les dépenses à charge des fonds spéciaux.

Le total du montant engagé au cours de l'exercice 2002 s'élève à 20.928.415.254 euros. Ce chiffre élevé s'explique par le fait qu'au niveau des engagements sur crédits sans distinction d'exercice, les ordonnateurs ont la possibilité de majorer le disponible à engager de 33% d'office et, après avoir recueilli l'accord du ministre du Trésor et du Budget, de tout montant qui leur semble justifié.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu du nombre des engagements et des ordonnances émis au cours des différents mois de l'exercice, y compris ceux de la période complémentaire.

Graphique 1: Nombre d'engagements et d'ordonnances



Les tableaux qui suivent renseignent sur le total du nombre de pièces et des montants engagés, voire ordonnancés après la clôture légale de l'exercice 2002, qui est fixée au 31.12.2002 pour les engagements et, en principe au 31.3.2003 pour les ordonnancements.

Selon la DCF, les opérations en matière d'engagement concernent des modifications d'engagements autorisés avant le 31.12.2002. Ces modifications seraient nécessaires pour permettre à l'ordonnateur d'ajuster l'engagement au montant de la créance à payer.

La saisie d'un nouvel engagement au-delà du 31.12.2002 fut par contre subordonnée à une demande écrite auprès du ministre du Trésor et du Budget, qui a de cas en cas autorisé la saisie des engagements en question. Pendant la période complémentaire de l'exercice 2002, le ministre a dû autoriser 29 nouveaux engagements.

Finalement, certains engagements saisis avant le 31.12.2002 n'ont été validés et visés qu'ultérieurement.

Notons que la loi budgétaire pour l'exercice 2003 a prévu une disposition visant à allonger au titre des exercices 2002 et 2003 la période complémentaire d'un mois. Ainsi par dérogation à l'article 9 (1)

de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, les opérations relatives à l'ordonnancement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les opérations relatives au paiement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril de l'année suivante.

Tableau 7: Montants engagés de janvier à avril 2003

<i>Mois</i>	<i>Nombre de pièces</i>	<i>% par rapport au total des pièces engagées (35.798)</i>	<i>Montants engagés</i>	<i>% par rapport au montant total des engagements (20.928.415.254)</i>
Janvier	1.040	2,90%	730.522.813	3,49%
Février	903	2,52%	730.963.286	3,49%
Mars	1.453	4,06%	4.408.042.391	21,06%
Avril	325	0,90%	134.190.041	0,64%
Total	3.721	10,39%	6.003.718.532	28,68%

Tableau 8: Montants ordonnancés en avril 2003

<i>Mois</i>	<i>Nombre de pièces</i>	<i>% par rapport au total des pièces ordonnancées (430.051)</i>	<i>Montants ordonnancés</i>	<i>% par rapport au montant total des ordonnances (11.292.332.035)</i>
Avril	3.381	0,79%	207.397.139	1,84%

Aux termes de l'article 24 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le contrôleur financier est appelé à procéder à un contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses ayant pour objet de constater:

- la disponibilité des crédits,
- l'exactitude de l'imputation budgétaire et comptable,
- la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales ou ministérielles afférentes,
- la régularité des pièces justificatives,
- l'exécution correcte des contrôles internes par l'administration et le respect des procédures.

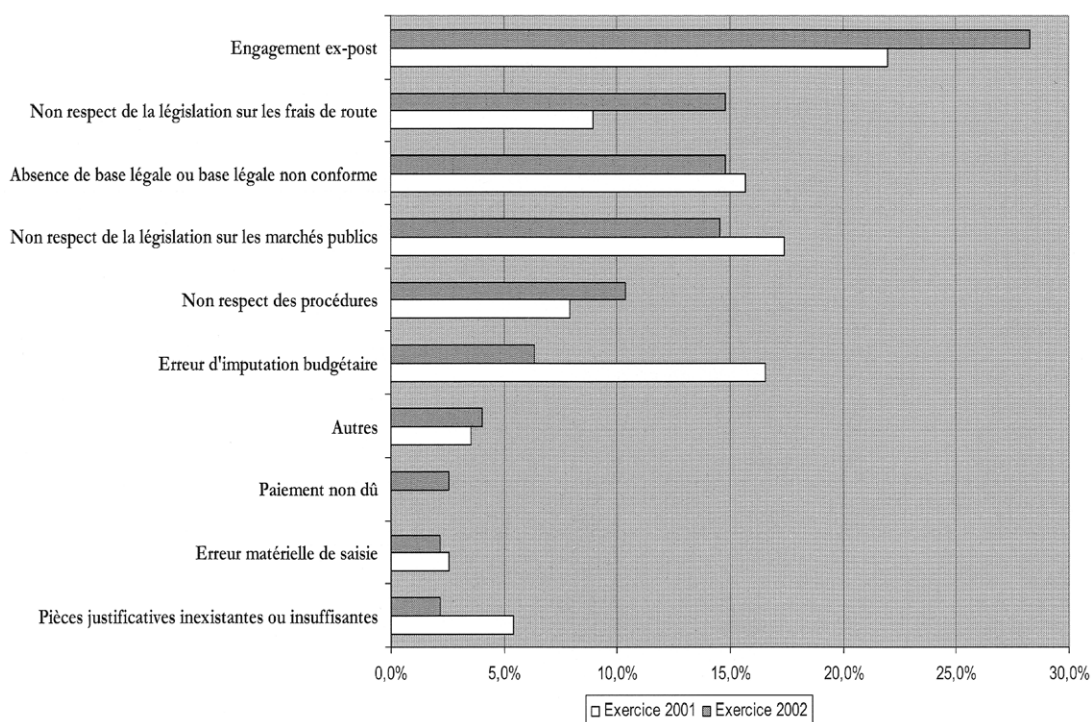
Au cours de l'exercice budgétaire 2002, l'intervention des contrôleurs financiers s'est traduite par 744 refus de visa. Suite aux observations et réponses transmises par l'ordonnateur, 105 refus ont été réitérés par la DCF. Finalement, 57 décisions de passer outre au refus de visa ont été prises par arrêtés motivés des ministres des départements ordonnateurs.

La répartition des refus de visa en fonction du motif du refus est présentée au tableau ci-dessous.

Tableau 9: Refus de visa en fonction du motif de refus

Refus de visa en fonction du motif de refus	Exercice 2001		Exercice 2002	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Engagement ex post	130	22,0%	210	28,3%
Non-respect de la législation sur les marchés publics	103	17,4%	108	14,5%
Erreur d'imputation budgétaire	98	16,6%	47	6,3%
Absence de base légale ou base légale non conforme	93	15,7%	110	14,8%
Non-respect de la législation sur les frais de route	53	9,0%	110	14,8%
Non-respect des procédures	47	7,9%	77	10,4%
Pièces justificatives inexistantes ou insuffisantes	32	5,4%	17	2,2%
Erreur matérielle de saisie	15	2,5%	16	2,2%
Paiement non dû	–	–	19	2,6%
Autres	21	3,5%	30	4,0%
	592	100,0%	744	100,0%

Graphique 2: Refus de visa – répartition en %



Lorsqu'en cas de refus de visa, l'ordonnateur veut maintenir la proposition d'engagement ou l'ordonnance de paiement, il transmet ses observations au contrôleur financier qui accorde ou refuse son visa dans un délai de six jours ouvrables à partir du jour de la réception de ces observations. Si le contrôleur financier réitère son refus, le ministre du département ordonnateur peut, par un arrêté motivé, passer outre au refus de visa.

Le tableau ci-après reprend par ministère le nombre de premiers refus, de deuxième refus et de passer outre aux refus de visa.

Tableau 10: Refus de visa par ministère

<i>Ministère</i>		<i>1er refus</i>	<i>2e refus</i>	<i>Passer outre</i>
00	Etat	35	4	
01	Affaires étrangères	148	28	12
02/03	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	14	1	
04/05/06	Finances et Budget	33		
07	Justice	43	3	1
08	Fonction publique et Réforme administrative	23	14	12
09	Intérieur	12		
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	73	11	8
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	25	2	
14	Santé	44	8	7
15	Environnement	0		
16	Travail et Emploi	34	9	7
17/18	Sécurité sociale	0		
19	Agriculture, Viticulture et Développement rural	10	5	4
20	Economie	8	1	1
21	Classes moyennes, Tourisme et Logement	4		
22	Travaux publics	224	19	5
23	Transports	14		
24	Promotion féminine	0		
Total		744	105	57

Au cours de l'exercice 2002, les ordonnateurs ont recouru à 57 reprises à la possibilité de passer outre au refus de visa et ce pour les dépenses ci-après:

Traitements fonctionnaires et indemnités employés	32
Frais de route et de séjour à l'étranger	12
Fonds pour l'emploi	7
Dépenses en matière de cantines scolaires	5
Travaux publics	1
Total	57

Bien que le ministre du département ordonnateur ait le pouvoir de passer outre au refus de visa, il reste à noter que 98 dossiers de l'exercice budgétaire 2002 n'ont pas été clôturés.

Tableau 11: *Dossiers non clôturés*

<i>Ministère</i>		<i>Dossiers non clôturés</i>
00	Etat	6
01	Affaires étrangères	10
07	Justice	4
08	Fonction publique et Réforme administrative	2
09	Intérieur	2
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	5
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	5
14	Santé	11
22	Travaux publics	52
23	Transports	1
Total		98

Il reste finalement à signaler qu'en cas de dossier incomplet (pièce manquante, défaut de signature, erreur matérielle, etc.), le contrôleur financier, plutôt que d'émettre un refus de visa, retourne le dossier à l'ordonnateur, accompagné d'une observation appropriée. D'après les informations de la DCF, le nombre de dossiers retournés pour les dépenses autres que de personnel, est passé de l'ordre de 6.500 en 2001 à 6.200 en 2002. A noter que pour 2001 ce nombre est d'ailleurs sous-évalué du fait qu'en début d'exercice ces retours n'étaient pas systématiquement opérés via l'application comptable.

3.2 Observations émises par la Direction du contrôle financier

Dans ce qui suit, la Cour entend présenter et, le cas échéant, commenter certaines observations émises par la Direction du contrôle financier au cours de l'exercice budgétaire 2002 à l'égard d'engagements ou d'ordonnances de paiement.

3.2.1 Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense

Défense nationale – Article 31.6.74.250: „Acquisition de mobilier et d'équipement connexe pour la cantine des volontaires de l'armée“

En date du 7 mars 2002, le contrôleur financier a refusé de marquer son accord à l'égard d'une proposition d'engagement de 139.889 euros au bénéfice de cinq sociétés au titre de l'acquisition de mobilier pour la cantine des volontaires de l'armée.

Le recours au marché de gré à gré, approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 22 février 2002, fut motivé par le renvoi aux dispositions de l'art. 36, 2°, e), 7) de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat, selon lesquelles il peut être dérogé à la règle générale de contrats à passer par adjudication publique lorsqu'un besoin imprévu et urgent surgit.

La DCF a refusé d'accepter cette argumentation étant donné que les crédits spécifiques avaient été inscrits dans le budget 2002 et que les offres des fournisseurs avaient été proposées par une architecte d'intérieur et de design dès le mois de novembre 2001.

Invoquant des errements administratifs pour justifier l'urgence, le ministère a soumis une nouvelle fois la proposition d'engagement à la DCF.

Le 4 avril 2002, le contrôleur financier a réitéré son refus en soulignant que „l'urgence“ ne peut être invoquée en raison de lenteurs éventuelles dans les procédures administratives, mais doit avoir des causes „externes et imprévisibles“.

Finalement, l'engagement en question a été annulé et le ministère a procédé à une soumission publique sur base d'une nouvelle proposition d'engagement.

Relations extérieures, promotion du commerce extérieur: Article 01.4.12.141: „Promotion de l'image de marque du Luxembourg“ (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)

En septembre 2002, la DCF a été saisie d'une proposition d'engagement concernant les frais relatifs à la mise à jour d'une publication intitulée „Portrait économique du Luxembourg“ et publiée dans le passé par le STATEC.

Cette proposition se basait sur un arrêté du Conseil de Gouvernement autorisant le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur à souscrire un marché de gré à gré étant donné que la mise en oeuvre du projet ne saurait être exécutée qu'avec l'aide d'une „agence spécialisée en conception de brochures“. L'arrêté se référait en outre à l'article 36, 2°, b), de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat qui stipule qu'il peut être dérogé à la règle générale que tous les travaux, fournitures ou services de l'Etat font l'objet de contrats à passer par adjudication publique lorsqu'il s'agit de prestations de services „d'ordre artistique“.

La DCF a refusé son visa en arguant qu'une multitude d'agences de publicité étaient spécialisées en conception de brochures et que la confection d'une brochure ne pouvait pas être considérée comme prestation de service „d'ordre artistique“.

Dans sa réponse du 14 octobre 2002, le ministère a souligné qu'il avait demandé des devis auprès de trois agences spécialisées en la matière dont deux avaient finalement introduit une offre. Par ailleurs, la prestation visée impliquait l'intervention d'un professionnel de la graphique et constituait par conséquent une prestation d'ordre artistique.

La DCF a réitéré son refus en date du 14 novembre 2002 en précisant que la notion de prestation de service d'ordre artistique était à appréhender au sens de „création d'une oeuvre d'art“. De plus, il aurait été possible d'appliquer la procédure de la soumission publique alors qu'un cahier des charges existait au moment de la demande des devis.

En date du 23 juillet 2003, le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a émis un arrêté ministériel de passer outre aux refus de la DCF. La dépense a été payée à charge de l'article budgétaire 01.4.12.141.

3.2.2 Ministère des Finances

Douanes et Accises – Article 04.3.12.030: „Fourniture de vêtements de travail et de protection“

En date du 22 novembre, le ministère des Finances a soumis une proposition d'engagement au contrôle financier concernant l'acquisition de parkas au montant de 11.000 euros pour les besoins de la douane. Après avoir autorisé cette dépense, la DCF s'est vu remettre une semaine plus tard une 2^{ème} proposition d'engagement à hauteur de 11.184 euros portant sur le même produit, proposé au même prix, mais par un fournisseur différent.

Pour motiver son refus la DCF s'est référée à l'article 36, 2°, a) de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat qui exige qu'il doit être tenu compte de l'ensemble des dépenses qui porte sur des travaux, fournitures et services de nature identique ou similaire s'il s'agit de dépenses à effectuer au cours d'une même année et que ces dépenses aient été prévisibles.

En l'espèce, l'ensemble des dépenses a excédé la limite de 9.916 euros. Dès lors, il aurait dû être procédé par voie d'adjudication publique.

Finalement, le ministère des Finances a procédé à l'annulation du deuxième engagement et a conclu avec le premier fournisseur un marché supplémentaire. La dépense a été payée en date du 22 décembre 2002.

3.2.3 Ministère de la Justice

Services judiciaires – Article 07.1.11.132: „Frais de justice; exécution des commissions rogatoires; expertises et missions spéciales“ (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)

En juin et juillet 2002, le ministère de la Justice a soumis au contrôle de la DCF des dépenses pour un montant de 16.958 euros relatives à l'allocation d'indemnités en faveur d'agents de l'Etat réquisitionnés pour effectuer des prestations dans l'intérêt de la Justice (autopsies, expertises et services d'interprète).

La DCF a refusé son visa au motif que les indemnités en question ont été calculées sur base du règlement grand-ducal du 23 décembre 1972 portant fixation des indemnités à allouer en toute matière aux

témoins, experts et interprètes. Or, les fonctionnaires ne pouvaient être placés sur un pied d'égalité avec ces témoins, experts et interprètes étant donné que l'exécution des prestations visées ne se traduisait pas par un manque à gagner. D'autre part, ces prestations ont été effectuées du moins partiellement pendant l'horaire normal de travail de ces fonctionnaires et ce en ayant recours en cas de besoin aux installations et équipements de l'administration.

Le contrôle financier a estimé dès lors que l'indemnisation desdites prestations était à faire sur base des dispositions de l'article 23 (1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, qui prévoit l'allocation d'une indemnité spéciale pour la fourniture d'un „travail extraordinaire, justement qualifié et nettement caractérisé comme tel“. Le 3^{ème} alinéa de l'article précité prévoit par ailleurs que de telles indemnités ne peuvent être allouées que „sur proposition du ministre du ressort, par une décision motivée du Gouvernement en Conseil“.

Suite aux explications des ministères de l'Intérieur et de la Santé, le ministère de la Justice a estimé dans une lettre du 11 octobre 2002 qu'une autorisation de la part du Gouvernement n'était pas nécessaire, les personnes concernées agissant en vertu d'une habilitation spéciale.

Finalement dans sa lettre du 24 octobre 2002, la DCF a accordé son visa tout en insistant toutefois sur le fait que les fonctionnaires étaient soumis aux dispositions du statut général des fonctionnaires de l'Etat et ne pouvaient donc toucher des indemnités spéciales que „sur la proposition du ministre du ressort, par une décision motivée du Gouvernement en Conseil“.

3.2.4 Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Education différenciée – Article 10.7.44.009: „(...) a.s.b.l.: participation de l'Etat aux frais de fonctionnement“

La DCF a refusé son visa relatif à une proposition d'engagement introduite le 16 janvier 2002 pour un montant de 32.828 euros représentant la contribution de l'Etat au frais de fonctionnement d'une a.s.b.l. Le refus du contrôleur financier s'est basé sur l'article 81 paragraphe (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat qui prévoit que toute participation aux frais de fonctionnement doit être retenue dans une convention indiquant clairement la nature, les conditions et modalités des justifications à fournir par les bénéficiaires.

En juin de la même année, une convention a été établie entre l'a.s.b.l. en question et le ministère responsable prévoyant le paiement de la participation financière de l'Etat par trimestre sur présentation de décomptes. Les paiements relatifs à la participation 2002 ont été effectués le 3 juillet 2002 (2 trimestres) et le 26 mars 2003.

Service des équipements et des restaurants scolaires – Article 10.6.12.211: „Exploitation des restaurants scolaires: frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régime privée“ (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)

En date du 4 mars 2003, le ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a soumis au contrôle de la DCF des dépenses pour un montant total de 39.632 euros concernant le renouvellement de matériel de cuisine.

La DCF n'a pas été en mesure de marquer son accord avec cette ordonnance de paiement étant donné que le cahier de charges faisant fonction de contrat disposait que „l'Etat assurera le renouvellement du gros matériel, des articles de batterie de cuisine, (...), lorsque ce sera nécessaire, à la demande du prestataire“ et „qu'à la fin de chaque année scolaire, toute disparition ou casse de matériels au-delà de 25% de la valeur du stock initial confié, fera l'objet d'une refacturation de l'Etat au prestataire pour la partie comprise au-delà des 25%“. Selon le contrôleur financier, il incombait donc à l'Etat, et plus précisément au „Service des cantines scolaires“, d'assurer le paiement direct de ces factures à charge des articles budgétaires distincts prévus à cet égard. Afin de pouvoir contrôler le respect de la limite précitée des 25%, la DCF a également demandé à obtenir communication de la valeur du stock initial par lot soumissionné.

Dans sa réponse du 24 mars 2003, le ministère a précisé que le préposé des cantines avait commandé le matériel en question de sa propre initiative sans avoir été chargé par le responsable du service. Un engagement à charge des crédits budgétaires afférents faisait donc défaut. Par ailleurs, ce même agent

n'avait pas établi un inventaire conformément aux stipulations du cahier des charges. Dès lors, ni le stock initial ni les besoins en nouvelles acquisitions ne pouvaient être déterminés.

Le 26 mars 2003, la DCF a réitéré son refus au vu de „ces constatations, particulièrement graves en ce qui concerne le non-respect des procédures et compte tenu du fait que le remboursement à l'exploitant de l'acquisition de matériel est contraire aux stipulations du contrat“.

En date du 27 mars 2003, le ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a décidé de passer outre au refus de visa, conformément à l'article 59 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, tout en soulignant que l'agent responsable de la dépense avait outrepassé ses compétences, mais que le fournisseur attendait de plein droit le paiement des services fournis.

Service des équipements et des restaurants scolaires – Article 10.6.12.211: „Exploitation des restaurants scolaires: Frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régie privée“ (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)

En date du 21 octobre 2002, la DCF a été saisie du contrôle d'une proposition d'engagement au montant de 1.000 euros relative à des frais de restauration. La DCF a refusé son visa en soulevant diverses irrégularités concernant la proposition d'engagement et l'exécution du marché public afférent.

En effet, elle a constaté que la proposition d'engagement avait été effectuée ex post étant donné que la soumission sous-jacente avait déjà été lancée le 2 mai 2002. D'autre part, le montant engagé était largement insuffisant pour couvrir la dépense en question, entraînant ainsi un dépassement prévisible des crédits budgétaires disponibles sur l'article en question. Dans une pareille situation, l'ordonnateur aurait dû solliciter, conformément à l'article 66 de la loi modifiée sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, une autorisation de dépassement de crédit auprès du ministre du Trésor et ceci préalablement à l'engagement de la dépense.

Par ailleurs, la DCF a refusé son visa à l'égard de la proposition d'engagement suite à des irrégularités constatées lors de l'adjudication des différents lots et ce aux motifs suivants:

- L'attribution des lots avait été effectuée sur base d'un système de notation qui ne tenait que très accessoirement compte de l'aspect économique des offres. En effet, il était basé sur l'attribution de points aux différentes offres, une façon de procéder jugée subjective par la Direction du contrôle financier et non conforme aux dispositions de l'article 32 (6) du règlement grand-ducal du 2 janvier 1989 portant institution d'un cahier général des charges applicable aux marchés publics de travaux et de fournitures pour compte de l'Etat. Par ailleurs le nombre de points à attribuer à un soumissionnaire avait été déterminé par un seul agent alors que le recours à un minimum de trois évaluateurs se serait imposé. L'ensemble de ces irrégularités a conduit à ce que seul 5 lots sur 15 ont été adjugés au fournisseur ayant offert le prix le plus bas.
- Alors que les offres d'un soumissionnaire avaient été écartées comme n'étant pas conformes au cahier des charges, le ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a informé la firme concernée que ses offres n'avaient pas pu être retenues en raison du fait qu'elles n'étaient pas économiquement les plus avantageuses. Cette manière de procéder était d'autant plus intolérable selon la DCF que dans le cas d'un écartement pour non-conformité, le soumissionnaire aurait dû être informé des raisons pour pouvoir déposer, le cas échéant, une réclamation auprès de la commission des soumissions.
- Finalement des conventions autorisant le ministère à procéder par voie de soumission publique pour compte de l'Etat au nom de divers établissements d'enseignement privé faisaient défaut.

Dans sa prise de position du 11 novembre 2002 et communiquée à la DCF le 12 décembre 2002, le chef du service des constructions, des équipements et de la restauration scolaire a argumenté que l'engagement global portant sur l'intégralité des crédits de l'article budgétaire 10.6.12.211 et pris en début d'année pouvait couvrir les dépenses en question; un changement de fournisseur n'obligerait pas l'ordonnateur à un nouvel engagement. Au moment de la soumission, le ministère n'aurait pas disposé d'éléments concrets lui permettant d'évaluer les prix des prestations. Pour cette raison, une autorisation de dépassement de crédit n'a pas été sollicitée. Le chef de service a confirmé que l'attribution des points aux soumissionnaires était effectuée par un fonctionnaire de son service et il a précisé les critères appliqués. Les raisons pour l'écartement des offres d'une firme ont été étayées. Finalement il a été expliqué qu'un projet de loi prévoit d'intégrer, dans un avenir proche, le fonctionnement des cantines scolaires

dans la détermination du coût par élève dans l'enseignement public qui sert de base au calcul des subventions des écoles privées.

En date du 20 décembre la DCF a réitéré ses observations.

En date du 13 janvier 2003, le ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a transmis à la DCF un arrêté de passer outre qui, par la suite, est devenu sans objet dû au refus du ministre ayant le budget dans ses attributions à l'égard du dépassement de crédit sollicité en vue du paiement de la dépense.

Les factures relatives à la soumission sous rubrique ont finalement été payées en date du 28 février 2003 et du 5 mars 2003 à charge du budget 2003.

3.2.5 Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

SF.D.XX.XXX: „Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales“

Dans le cadre de la modernisation et de la transformation du Château à Heisdorf en centre intégré pour personnes âgées, une convention conclue entre l'Etat d'une part et une a.s.b.l. d'autre part, prévoyait une participation étatique à hauteur de 80% du montant maximum de 12.407.580 euros (valeur 529,74 de l'indice annuel des prix à la construction).

Au mois de juin 2002, la DCF a été saisie d'une proposition d'engagement à raison de 250.000 euros, à charge du Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales, et représentant la participation de l'Etat à hauteur de 50% pour la réalisation d'une passerelle reliant les bâtiments Regina Pacis et Château à Heisdorf.

Elle a refusé son visa estimant que la gestion centralisée du site avait été établie dès le départ et que par conséquence les dépenses relatives à la construction de la passerelle auraient dû être imputées sur la proposition d'engagement relative à la convention précitée. Selon la DCF, il ne serait pas possible de dépasser le montant des dépenses retenues dans la convention par le biais d'aides supplémentaires. Etant donné que le projet de loi autorisant l'Etat à participer au financement des travaux à exécuter au Château de Heisdorf n'avait pas encore été adopté par la Chambre des députés, la DCF a proposé d'ajouter une aide supplémentaire moyennant amendement au texte initial et un avenant à la convention.

Dès lors, le ministère sous rubrique a informé l'a.s.b.l. qu'une participation de l'Etat au coût de construction de la passerelle n'était pas possible.

3.2.6 Ministère de la Santé

Laboratoire national de santé – Article 44.2.74.020: „Acquisition d'installations de télécommunications“

En date du 10 décembre 2002, le ministère de la Santé a soumis au contrôle de la DCF deux propositions d'engagement à hauteur de 12.218,75 respectivement 10.585,75 euros, relatives à l'achat de deux centraux téléphoniques pour les besoins du Laboratoire national de santé (LNS). Au même moment, l'Administration des Bâtiments publics a présenté au contrôleur financier une troisième proposition d'engagement pour un montant de 22.800 euros concernant un central téléphonique à installer au LNS.

Etant donné que, d'une part, le montant global des deux premières propositions d'engagement du LNS et, d'autre part, la proposition d'engagement de l'Administration des Bâtiments publics se situaient à 1,46 respectivement à 5,40 euros en dessous du seuil de 19.831 euros, la DCF en a déduit que l'objet du présent „splitting“ était de contourner le règlement grand-ducal du 30 septembre 1993 portant exécution de l'article 36, 2°, a) de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat et a refusé de marquer son accord aux propositions d'engagement susmentionnées.

Par la suite, le Laboratoire national de santé a informé le ministère de la Santé que le central téléphonique serait remplacé à charge de crédits figurant au budget 2003. Le crédit à hauteur de 38.000 euros, inscrit à l'article budgétaire 44.2.74.020 pour l'exercice 2002, est tombé en économie.

3.2.7 Ministère du Travail et de l'Emploi

EM.D.XX.XXX – Fonds pour l'emploi: „Garanties de salaire – faillites“

En juillet 2002, le ministre du Travail et de l'Emploi a soumis au contrôle de la DCF des dépenses à hauteur de 113.514 euros en relation avec le paiement „des indemnités de départ“ par le Fonds pour l'emploi à divers salariés de firmes touchées par une faillite.

La DCF a refusé son visa du fait que l'article 24 alinéa 1 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail disposant que „Le salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée qui est licencié par l'employeur, sans que ce dernier y est autorisé par l'article 27, a droit à une indemnité de départ (...)“ n'était pas applicable dans les cas sous rubrique, étant donné que les contrats de travail des personnes en question étaient résiliés par la mise en faillite de l'employeur. Ces „indemnités de départ“ ne pouvaient donc pas constituer des indemnités résultant de la rupture du contrat de travail et garanties par le Fonds pour l'emploi tel que prévu par l'article 46 alinéa 3 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

L'engagement de la dépense a été annulé et remplacé par un nouvel engagement ne tenant pas compte de l'indemnité de départ. Aussi l'indemnité de départ n'est plus accordée par l'Administration de l'Emploi en cas de faillite d'une entreprise.

3.2.8 Ministère des Travaux publics

Travaux publics, dépenses générales – Article 52.0.74.250: „Friches industrielles: Cité des Sciences, frais d'acquisition de biens durables et de biens incorporels spécifiques“ (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)

En date du 21 décembre 2001, le ministère des Travaux publics a été autorisé par le Conseil de Gouvernement à conclure avec une société luxembourgeoise un marché de gré à gré relatif à l'étude, au développement et à l'implantation des logiciels pour les besoins du futur établissement public „Cité des sciences“.

Sur base d'un nouvel arrêté en date du 8 février 2002, le Conseil de Gouvernement a autorisé le ministère de conclure un deuxième marché de gré à gré avec la même société relatif à l'acquisition et la maintenance de l'équipement informatique nécessaire à la mise en place de la solution logicielle précitée. Cette décision a été motivée par le fait que pour des „raisons techniques et de responsabilité“, la fourniture des équipements informatiques devrait être assurée par la même firme, en charge de l'étude et du développement des logiciels destinés à être installés sur ces équipements.

La proposition d'engagement de la dépense y afférente a été soumise le 26 février 2002 au contrôle de la DCF accompagnée d'un arrêté ministériel et d'un contrat complémentaire de mise à disposition d'équipements informatiques.

La DCF a refusé son visa à l'égard de cet engagement étant donné qu'aucune hypothèse d'exception pour déroger à la règle générale de l'adjudication publique prévue à l'article 36 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat n'a pu être invoquée. Puisqu'une multitude de sociétés étaient capables de fournir l'équipement informatique nécessaire, lesdites fournitures auraient dû faire l'objet d'une soumission publique.

Suite à un avis émis par le groupe de travail „Friches industrielles“ se ralliant aux arguments du Conseil de Gouvernement, le ministère des Travaux publics a soumis à la DCF une nouvelle proposition d'engagement en date du 12 mars 2002.

Le 18 mars 2002, la DCF a réitéré son refus en arguant que d'une part la considération ayant trait à la „responsabilité“ ne constituait pas une justification prévue par la législation sur les marchés publics en ce sens que l'hypothèse d'exception prévue à l'article 36, 2°, e), 3) fait état de „nécessités techniques“ et non de „raisons de responsabilité“. D'autre part, la société en question ayant défini les équipements informatiques nécessaires au bon fonctionnement de leurs logiciels, le matériel informatique standard et son service d'entretien et de dépannage devrait faire l'objet d'une soumission publique.

Un nouvel arrêté ministériel, daté au 12 avril 2002, a approuvé le contrat à conclure avec la société en question, motivé par le fait que la fourniture et la maintenance de l'équipement informatique ne pouvaient, en raison d'investissements importants préalables pour l'étude des logiciels, être confiées qu'à la firme chargée du développement de ces logiciels.

La DCF a réitéré son refus arguant que l'acquisition de l'équipement informatique standard aurait dû être considérée comme un deuxième marché à part et faire l'objet d'une soumission publique.

En date du 5 juillet 2002, le ministère a introduit sur base d'une nouvelle autorisation du Conseil de Gouvernement une nouvelle proposition d'engagement auprès de la DCF avec le souhait de viser rapidement cette proposition étant donné que le groupe de travail „Friches industrielles“ venait de recevoir une mise en demeure pour non-paiement de factures.

Dans son quatrième refus, la DCF a repris les arguments développés dans les refus de visa précédents tout en soulignant que le matériel informatique avait été acquis auprès de la société en question avant l'accord préalable du contrôleur financier en violation de l'article 51 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Le ministère des Travaux publics n'étant pas passé outre au refus de visa de la DCF, la Cour des comptes se demande dès lors comment il a pu honorer ses engagements vis-à-vis du créancier.

Bâtiments publics, compétences communes – Article 52.4.72.014: „Travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation de bâtiments et d'immeubles relevant du ministère des Finances“ (sans distinction d'exercice)

En date du 23 mai 2002, le ministère a introduit trois propositions d'engagement pour un montant de 12.000 euros chacune, relatives aux travaux de raccordement à la canalisation de trois maisons situées à Dudelange et occupées par l'Administration des Douanes et Accises.

Vu qu'il s'agissait de trois maisons avoisinantes, la DCF a estimé que les travaux de raccordement à la canalisation desdites maisons seraient à considérer comme un seul et unique chantier. Dès lors, la dépense en question dépassait le seuil de 19.831 euros prévu à l'article 1er du règlement grand-ducal portant exécution de l'article 36, 2^o, a) de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'Etat. Les travaux auraient donc dû faire objet d'une soumission publique.

Après revue des devis initiaux relatifs aux trois propositions d'engagement, l'Administration des Bâtiments publics a constaté que les locataires des maisons avaient commandé auprès de l'entrepreneur une exécution de luxe de leurs terrasses et a donc exigé un nouveau devis qui est resté au-dessous du seuil légal de 19.831 euros.

De son côté, le ministère a annulé les propositions d'engagement initiales et a introduit le 10 juillet 2002 auprès de la DCF une proposition unique pour les trois maisons au montant de 22.210 euros.

AD.D.XX.XXX: „Fonds d'investissements publics administratifs“

Au mois de mai 2002, la DCF a été saisie d'une proposition d'engagement à raison de 29.333 euros en vue de couvrir des dépenses déjà effectuées par le ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le cadre de la location d'un triple container de bureau pour la cellule culturelle „Neumünster“.

A la base de cette proposition figurait un arrêté du Conseil de Gouvernement qui avait autorisé le ministère des Travaux publics à conclure „ex post“ un marché de gré à gré avec une firme présente sur le chantier de l'Abbaye de Neumünster pour la mise en place de ces conteneurs.

La DCF a refusé trois fois de suite son visa étant donné que le Conseil de Gouvernement n'avait invoqué aucune hypothèse d'exception légale pour déroger à la règle générale de l'adjudication publique.

En date du 9 mai 2003, le ministère des Travaux publics a finalement décidé de „passer outre“ aux refus formulés par le contrôleur financier.

Bâtiments publics, compétences communes – Article: 52.4.74.090: „Acquisition et remplacement de mobilier pour les services relevant du ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports“ (sans distinction d'exercice)

La DCF a été saisie en date du 23 octobre de deux ordonnances de paiement (16.938 euros et 17.011 euros) concernant des fournitures de mobilier pour le Lycée technique d'Esch-Alzette, exécutées par deux sociétés. Selon la DCF, les deux fournisseurs représentaient en fait une seule entité étant donné que leurs numéros de téléphone et leurs adresses étaient identiques.

Pour étayer son opinion, la DCF a fait référence à une décision du Tribunal administratif aux termes de laquelle „est prohibé tout aussi bien le subterfuge consistant à répartir un objet unique sur deux ou

plusieurs contrats conclus avec une même entreprise que celui qui consiste à répartir un projet caractérisé par une unité fonctionnelle entre différentes entreprises, étant donné que dans les deux cas la réglementation relative au seuil des marchés de gré à gré est méconnue de la même façon“.

La DCF en a conclu que le seuil légal de 19.831 euros a été dépassé et que dès lors il y avait lieu de procéder par soumission publique.

Pour ne pas léser les intérêts du créancier, la DCF a finalement accordé son visa.

3.2.9 Ministère des Transports

Transports publics – Article 23.2.43.001: „Subventions aux communes en vue de compenser les déchets de recettes résultant de l’application sur leurs réseaux de transports publics de la tarification nationale uniforme“

En date du 16 mai 2002, le ministère des Transports a introduit une ordonnance de paiement en relation avec un subside à hauteur de 18.324 euros, accordé à une commune pour la mise en place d’un „city-bus“ et à imputer à charge de l’article susmentionné.

La DCF a refusé le visa étant donné qu’il s’agissait d’une créance relative à l’exercice 2001 et que la dépense afférente aurait donc dû être imputée sur les crédits budgétaires de cet exercice.

Le ministère a dû inscrire un „restant d’exercices antérieurs“ au budget 2003 pour régler la dépense en question.

4. Contrôles intensifiés de la Cour

L’article 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes définit entre autres les objectifs de contrôle incombant à la Cour. Ainsi, est-elle tenue d’examiner la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics. Dans ce contexte, la Cour est également chargée du contrôle-matières qui porte sur l’existence, l’emploi et la conservation de tous les actifs appartenant à l’Etat.

Dans le cadre de l’établissement du présent rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l’exercice 2002, la Cour des comptes a procédé au contrôle de deux types de dépenses à charge du budget 2002:

- dépenses en capital relatives aux *acquisitions de matériel informatique*;
- dépenses en relation avec les *rémunérations du personnel de l’Etat*
 - traitements des fonctionnaires de l’Etat
 - indemnités des employés de l’Etat.

4.1 Acquisitions de matériel informatique

4.1.1 Présentation du contrôle

La Cour a procédé dans tous les départements ministériels à des contrôles portant sur la légalité, la régularité et la réalité d’un échantillon de dépenses réalisées au cours de l’exercice 2002 en relation avec les acquisitions de matériel informatique. Parallèlement, la Cour s’est intéressée de façon sommaire à la gestion du parc informatique en place auprès de l’Etat.

Il convient de souligner que ce contrôle a été effectué de manière systématique à travers tous les départements ministériels et a porté sur plus ou moins 13% des acquisitions effectuées au cours de l’exercice budgétaire 2002 pour un montant de 11.276.432 euros (hors eLuxembourg). Entre juin et septembre 2003, six agents de la Cour des comptes ont mené des missions de contrôle pendant 31 jours ouvrables.

Après revue de l’ensemble des articles budgétaires pouvant être affectés par la dépense sous rubrique, il s’est avéré que les sources de financement pour l’acquisition de matériel informatique à considérer étaient au nombre de trois:

- Les crédits budgétaires inscrits au profit du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, section Centre Informatique de l’Etat (C.I.E.).

- Les articles budgétaires individuels des départements ministériels ayant trait à l'acquisition de matériel informatique.
- Les dépenses effectuées dans le cadre de la mise en oeuvre du plan gouvernemental pour la société de l'information (eLuxembourg) et couvertes par la ligne budgétaire 30.4.74.300 inscrite dans la section du ministère d'Etat.

4.1.2 *Les contrôles effectués auprès des différents acteurs intervenant au niveau de la gestion du parc informatique de l'Etat*

4.1.2.1 Centre informatique de l'Etat (C.I.E.)

En règle générale les ministères, administrations et services de l'Etat sont équipés en ordinateurs par le C.I.E. dont les missions sont définies par la loi modifiée du 29 mars 1974. Cette loi prévoit que le C.I.E. a entre autres pour mission de gérer les équipements informatiques et bureautiques de l'Etat.

Les besoins en ordinateurs sont déclarés, suivant une procédure établie, par les différents départements et administrations au C.I.E. qui procède à l'acquisition à charge des articles budgétaires prévus à cet effet.

Les crédits budgétaires inscrits au profit du C.I.E. pour l'acquisition de matériel informatique sont subdivisés en deux, à savoir les articles relatifs à „l'acquisition de matériel lourd“ (article budgétaire 38.5.74.050: serveurs, machines réseau) d'un côté, et „postes de travail individuels“ (article budgétaire 38.5.74.051: ordinateurs, imprimantes, scanner, portables, (...)) de l'autre. Outre ces deux articles budgétaires, le C.I.E. disposait en 2002 d'un crédit supplémentaire destiné à l'acquisition d'„équipements spéciaux pour la création d'un centre de secours informatique“ (article budgétaire 38.5.74.053), dont la nécessité était constatée dans la suite des événements du 11 septembre 2001.

Vu l'importance des acquisitions effectuées à charge des articles susmentionnés, la Cour a retracé les différents processus mis en place par le C.I.E., depuis la définition des besoins en matériel jusqu'au déclassement de ce même matériel. Des contrôles aléatoires au service comptabilité ainsi qu'auprès de la cellule responsable de la tenue de l'inventaire ont été réalisés.

En ce qui concerne le „matériel lourd“, la Cour a effectué sur base d'un échantillon un contrôle sur la réalité matérielle des acquisitions à charge de l'article budgétaire 38.5.74.050.

Du côté des „postes de travail individuels“ qui, pour leur grande majorité, sont acquis au moyen de soumissions publiques, la Cour des comptes a procédé dans un 1er temps à une revue de deux grandes soumissions lancées au cours de l'exercice 2002. Ensuite, la Cour a procédé, sur base de l'inventaire du C.I.E. et avec l'aide des correspondants informatiques sur place, à un contrôle de l'existence matérielle des équipements informatiques dans différents départements, administrations et services de l'Etat.

4.1.2.2 Les différents départements ministériels

Si une grande partie des ordinateurs pour les besoins des ministères sont fournis par le C.I.E., un nombre croissant de départements disposent cependant d'articles budgétaires individuels ayant trait à l'acquisition de matériel informatique afin de pouvoir satisfaire les besoins spécifiques des différents départements actifs dans des domaines sortant du cadre des applications purement administratives ou bureautiques (médecine, télécommunication, environnement, (...)). Actuellement, les différents parcs informatiques de l'Etat se composent donc d'un côté de matériel pour les applications administratives et de l'autre côté de matériel technique adapté aux besoins spécifiques du service public en question.

Dans le même ordre d'idées, il convient de noter que certains services publics sont devenus autonomes au fil du temps en ce qui concerne la gestion de leur parc informatique tel que par exemple le „Centre de Technologie de l'Education“ au sein du ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.

4.1.2.3 eLuxembourg

Pour les projets réalisés dans le cadre de la mise en oeuvre du plan gouvernemental pour la société de l'information, la Cour disposait des données relatives à l'ensemble des engagements pour l'année 2002 communiquées par les responsables de eLuxembourg. Ces données englobaient les dépenses pour la consultance, pour l'acquisition de logiciels et les dépenses pour matériel informatique.

La Cour a sélectionné deux projets „eLuxembourg“, dont les dépenses se rapportaient essentiellement à l’acquisition de matériel informatique pour un montant total représentant plus ou moins 10% des dépenses effectuées en 2002 à charge des crédits susmentionnés (6.537.905 euros) et, sur base des factures y relatives, la Cour a effectué un contrôle portant sur la réalité matérielle des acquisitions auprès des établissements bénéficiaires.

4.1.3 Résultats du contrôle

4.1.3.1 Contrôle de la légalité et de la régularité

Lors des contrôles sur place auprès des départements, administrations et services publics faisant partie de l’échantillon, les contrôles de légalité et de régularité en relation avec les acquisitions effectuées au cours de l’exercice 2002 n’ont pas fait apparaître d’erreurs significatives.

4.1.3.2 Contrôle de la réalité matérielle

La Cour a vérifié sur place si les acquisitions étaient physiquement présentes et si le matériel correspondait aux spécifications techniques figurant sur les pièces justificatives. Afin de garantir la continuité du matériel informatique existant, la Cour s’est assurée de l’existence d’un inventaire complet et actualisé auprès des entités contrôlées. Si l’examen de la réalité des équipements a connu un résultat globalement satisfaisant, il reste toutefois à soulever que certains fournisseurs ne reprennent pas systématiquement les numéros de série des appareils sur les factures respectives.

Dans quelques cas isolés, la Cour des comptes a constaté des irrégularités qui méritent d’être relevées.

1. En 2002, le Centre de Communications du Gouvernement (CCG) a acquis 30 ordinateurs „haute sécurité“. Il s’agit de matériel spécial, destiné à être employé par les ambassades à l’étranger et qui doit être configuré par les soins du CCG avant d’être transporté à destination. Lors de son contrôle, la Cour a constaté que toutes ces machines se trouvaient stockées, dans leurs emballages d’origine, et assorties de leurs imprimantes depuis novembre 2002. En dehors de ce matériel, 30 ordinateurs supplémentaires, acquis au cours de l’exercice budgétaire 2001, se trouvaient stockés au même endroit, c.-à-d. au moins depuis 18 mois.
2. Au ministère de l’Economie, en 2002, la totalité des équipements informatiques a été acquise à charge du budget propre au département (article 50.0.74.050). Les raisons invoquées par le responsable du service informatique pour ne pas s’équiper par l’intermédiaire du C.I.E. étaient l’urgence, le manque de flexibilité et les délais d’attente prolongés. La Cour a cependant constaté que pour la majorité des acquisitions, il s’agissait de matériel comparable à celui acquis par le C.I.E. et ne présentant pas de spécificités techniques particulières.
3. A l’Administration de l’Environnement, un inventaire du matériel informatique faisait défaut. Par ailleurs, une grande partie du matériel informatique livré à la mi-octobre 2002 (quinze ordinateurs sur seize livrés) est restée emballée dans les cartons d’origine et n’a donc pas été mise à la disposition des agents. Cet état des choses serait dû selon le responsable à une configuration de base du matériel qui ne correspondrait pas aux besoins de l’administration.
4. Au Laboratoire national de santé, l’inventaire du matériel informatique n’était pas encore dressé.

4.1.4 Constatations d’ordre général

Les contrôles sur place auprès du C.I.E. et des différents établissements sous revue amènent la Cour à faire un certain nombre de constatations d’ordre général quant à la gestion du matériel informatique:

- a) La Cour constate que le C.I.E. ne peut que difficilement remplir à l’heure actuelle l’intégralité de sa mission qui consiste à „gérer les équipements informatiques et bureautiques de l’Etat“, tel que prévue par la loi modifiée du 29 mars 1974, étant donné que le C.I.E. n’achète plus qu’environ 53% du matériel informatique et bureautique. Ce pourcentage ne tient pas compte des dépenses à charge de eLuxembourg.
- b) Vu le délai d’amortissement très réduit en matière de matériel informatique, la Cour souhaite qu’à l’avenir la mise en service des équipements se fasse dans les meilleurs délais.
- c) Finalement, la Cour recommande l’établissement d’un inventaire informatisé uniforme pour le matériel informatique des départements, administrations et services de l’Etat.

4.2 Rémunérations des agents de l'Etat

4.2.1 Présentation du contrôle de la Cour

Dans le cadre de l'établissement du rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002, la Cour des comptes a procédé au contrôle portant sur la légalité et la régularité d'un échantillon de dépenses réalisées au cours de l'exercice 2002 et ayant trait respectivement aux traitements des fonctionnaires et aux indemnités des employés de l'Etat. Pour l'exercice 2002, ces dépenses étaient de l'ordre de 1.072.685.581 euros, soit 20,6% des dépenses courantes.

Cet échantillon a couvert 10% du nombre total des fonctionnaires et employés. Il a été déterminé comme suit:

- Les dossiers relatifs aux fonctionnaires ont été choisis aléatoirement parmi toutes les administrations et services de l'Etat en fonction de l'année de naissance. L'Enseignement ne fait pas partie de l'échantillonnage, étant donné que le risque inhérent d'irrégularités est faible au vu de l'évolution plane des carrières dans ce domaine.
- Les dossiers relatifs aux employés ont été sélectionnés parmi 9 administrations et services et couvrent toutes les carrières existantes, les différentes catégories d'âge et d'ancienneté de service ainsi que tous les calculateurs de l'Administration du Personnel de l'Etat (APE) travaillant sur le fichier „employés“.

Plus de 1.000 dossiers ont ainsi été examinés par la Cour des comptes.

Cet examen a comporté deux volets :

- Il a porté en premier lieu sur la légalité et la régularité des actes émanant des départements ministériels: les arrêtés d'admission au stage, de nomination, de substitution de grade, d'octroi de congés; les contrats d'engagement; les décisions de classement, d'octroi d'allongements de grade, de primes ou autres suppléments de rémunération, et d'une façon générale, toute décision ayant un impact sur le statut, la situation de carrière ou la rémunération des agents concernés.
- Le deuxième volet a concerné les rémunérations versées mensuellement par l'Administration du Personnel de l'Etat. La Cour a examiné la conformité des paiements avec les textes légaux et réglementaires ainsi qu'avec les pièces composant le dossier des titulaires. Pour ce faire, elle s'est en règle générale basée sur les relevés mensuels reprenant uniquement les modifications intervenues au niveau des rémunérations par rapport au(x) mois précédent(s) (relevés des mutations). Pour certains mois, toutefois, la vérification s'est étendue à la rémunération de tous les agents de l'échantillon, à partir des relevés mensuels renseignant l'ensemble des paiements. Tel a notamment été le cas pour les traitements des fonctionnaires du mois de janvier, permettant ainsi la constatation de discordances éventuelles trouvant leur origine en 2001, ainsi que pour ceux du mois de décembre, afin d'être en mesure d'examiner cas par cas le calcul des allocations de fin d'année. Pour les employés au service de l'Etat, le contrôle s'est basé exclusivement sur les relevés des mutations étant donné que préalablement à la vérification des paiements de 2002, il a été procédé au contrôle des paiements effectués en 2001 au profit des agents de l'échantillon choisi. Les constatations qui en résultaient, furent transmises au ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

4.2.2 Communication défailante de pièces

Par lettre du 4 janvier 2001, la Cour des comptes avait prié le ministre du Trésor et du Budget d'intervenir auprès des départements ministériels, administrations et services de l'Etat en vue de se voir transmettre comme par le passé toutes les pièces ayant trait aux rémunérations du personnel de l'Etat.

Force est de constater que cette communication des pièces a été et continue d'être défailante.

Pour preuve, le ministère de l'Environnement a cessé toute communication des pièces depuis l'année 2001.

Quant à l'Administration du Personnel de l'Etat, la Cour des comptes a réitéré à deux reprises (le 19 avril 2001 et le 22 janvier 2002) sa requête de communication des données et documents concernant le personnel de l'Etat. En dépit de deux notes de service du directeur de l'Administration du Personnel de l'Etat ordonnant la communication à la Cour des comptes des copies de toutes les pièces demandées, presque aucune pièce concernant l'exercice 2002 n'est parvenue à la Cour.

Si en date du 7 juillet 2003, l'APE a communiqué 896 décisions individuelles de classement concernant des agents engagés ou reclassés pendant les années 2001, 2002 et 2003 suite à une nouvelle lettre de la Cour en date du 6 juin 2003, il s'est cependant avéré que pour 18 employés de l'échantillon considéré, engagés en 2002, la décision de classement faisait défaut. Plus grave, les décisions communiquées en réponse à une lettre de la Cour en date du 16 juillet 2003 ont montré que ces décisions avaient, dans certains cas, été produites après cette date.

En conclusion, la Cour a dû constater qu'une grande partie des dossiers sélectionnés se sont avérés incomplets, de sorte qu'un nombre considérable de documents justificatifs ont dû être réclamés auprès des départements ministériels concernés.

Dans ce contexte, la Cour rappelle avec insistance les dispositions de l'article 4 (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes: „Tout document ou toute information que la Cour des comptes estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission lui sont communiqués à sa demande, y compris ceux du contrôle interne. En ce qui concerne les documents comptables des organes, administrations et services de l'Etat relatifs aux engagements et aux paiements ainsi que toutes les pièces à l'appui de ces actes, la Cour des comptes peut en exiger une transmission périodique en copie. Il en est de même des documents relatifs aux constatations et aux versements des recettes au Trésor. Pour les gestions ou opérations faisant appel à l'informatique, le droit de communication implique l'accès à l'ensemble des données, y compris les programmes, ainsi que la faculté d'en demander la transcription par tout traitement approprié dans des documents directement utilisables pour les besoins du contrôle.“

4.2.3 Résultats du contrôle

4.2.3.1 Fonctionnaires

a) Dossiers incomplets

111 des 716 dossiers examinés (15,5%) se sont avérés incomplets. Pour ces 111 agents, 125 documents justificatifs de paiement ont été réclamés auprès des départements ministériels concernés en date du 15 juillet 2003 au moyen de 15 lettres. 101 dossiers ont été complétés jusqu'au 1er octobre 2003, tandis que les pièces concernant 10 dossiers n'ont pas été communiquées, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses afférentes. Après l'examen contradictoire, seul 1 dossier reste incomplet.

b) Observations

77 des 716 dossiers examinés (10,8%) ont donné lieu à 97 observations de la Cour des comptes. Après l'examen contradictoire, la Cour constate que 73 dossiers (10,2%) présentent 87 erreurs, dont 4 sont contestées par le ministère. A 9 observations de la Cour, aucune explication ou une explication peu claire a été donnée par le ministère. Concernant 74 observations, le ministère a indiqué que l'erreur correspondante a été ou sera redressée.

4.2.3.2 Employés

a) Dossiers incomplets

117 des 398 dossiers examinés (29,4%) se sont avérés incomplets. Pour ces 117 agents, 166 documents justificatifs de paiement ont été réclamés aux départements ministériels concernés et à l'APE au moyen de 8 lettres en date respectivement du 16 juillet 2003 et du 18 août 2003. 78 documents concernant 44 agents restent à produire, dont 76 documents relatifs à 42 agents concernent le ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Après l'examen contradictoire, 40 dossiers restent incomplets et 74 pièces justificatives font toujours défaut.

b) Observations

89 des 398 dossiers examinés (22,36%) ont donné lieu à 120 observations de la Cour des comptes. Après l'examen contradictoire, la Cour constate que 74 dossiers (18,59%) présentent 96 erreurs dont 52 sont contestées par le ministère. Parmi ces contestations, 46 seraient justifiées par le fait que la Direction du contrôle financier a validé les calculs en cause. A 14 observations de la Cour, aucune explication ou une explication peu claire a été donnée par le ministère. Concernant 30 observations, le ministère a indiqué que l'erreur correspondante a été ou sera redressée.

4.2.3.3 Fonctionnaires et employés

Pour l'ensemble des fonctionnaires et employés, les résultats du contrôle sont les suivants:

a) *Dossiers incomplets*

228 des 1.114 dossiers examinés (20,46%) se sont avérés incomplets. 291 documents justificatifs de paiement ont été réclamés par la Cour des comptes auprès des départements ministériels concernés. 88 documents concernant 54 agents restaient à produire. Après l'examen contradictoire, 75 documents concernant 41 agents font toujours défaut.

b) *Observations*

166 des 1.114 dossiers examinés (14,9%) ont donné lieu à 217 observations de la Cour des comptes. Après l'examen contradictoire, la Cour constate que 147 dossiers (13,20%) présentent 183 erreurs dont 56 sont contestées par le ministère.

Ces observations concernent, de manière schématique, 5 catégories:

- calcul de la tâche;
- allocation de fin d'année;
- rémunération de base;
- allocation de repas;
- décision d'engagement et de carrière.

Le tableau ci-dessous indique pour chacune de ces 5 catégories le nombre d'observations faites par la Cour des comptes.

	<i>Fonctionnaires</i>	<i>Employés</i>	<i>Total</i>
1) calcul de la tâche	1	26	27
2) allocation de fin d'année	31	10	41
3) rémunération de base	29	59	88
4) allocation de repas	22	0	22
5) décision d'engagement et de carrière	4	1	5
Total:	87	96	183

4.2.3.4 Déficiences structurelles

Les raisons à la base du pourcentage élevé d'erreurs sont multiples. Toutefois, la Cour voudrait mettre l'accent sur deux déficiences structurelles dans la procédure qui sont à l'origine de nombreuses erreurs.

4.2.3.4.1 *La procédure de l'ordonnancement*

La philosophie de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat est axée sur le rôle fondamental de l'ordonnateur dans les procédures qui règlent l'exécution du budget des dépenses de l'Etat. En tant qu'ordonnateur, le membre du Gouvernement a l'initiative des événements qui aboutissent, sous sa responsabilité expresse, à une dépense à charge du budget de l'Etat. La loi lui impose l'obligation de s'assurer de la légalité et de la régularité de ses actes, ce qui présuppose l'existence d'un contrôle interne. La signature par l'ordonnateur des actes de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement est le reflet matériel de l'accomplissement de ces obligations.

Toutefois, en matière de traitements des fonctionnaires, d'indemnités des employés et de salaires des ouvriers, l'ordonnateur intervient seulement après que les rémunérations en question ont été avancées par la trésorerie de l'Etat. Cette pratique est prévue à l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat qui permet dans certains cas au ministre ayant le budget dans ses attributions d'autoriser l'octroi d'avances temporaires de fonds.

Dans la pratique, la Cour des comptes est d'avis que la procédure actuelle en matière de régularisation budgétaire des rémunérations des agents de l'Etat néglige le rôle assigné par la loi à l'ordonnateur concernant plus particulièrement son obligation de s'assurer de la légalité et de la régularité de ses actes.

En effet, l'Administration du Personnel de l'Etat détermine le montant des avances à régulariser ainsi que leur ventilation budgétaire. Puis un engagement global, approuvé par le Gouvernement en Conseil, portant sur tous les paiements à régulariser est soumis pour approbation à la Direction du contrôle financier. Ensuite le Conseil de Gouvernement approuve la liste servant à produire dans SAP les ordonnances d'imputation et mandate le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative de s'occuper de la gestion administrative relative à l'émission des ordonnances d'imputation. Finalement, les ordonnances sont imputées à charges des crédits budgétaires respectifs. Pour 2002, ces ordonnances ont été classées sans être signées.

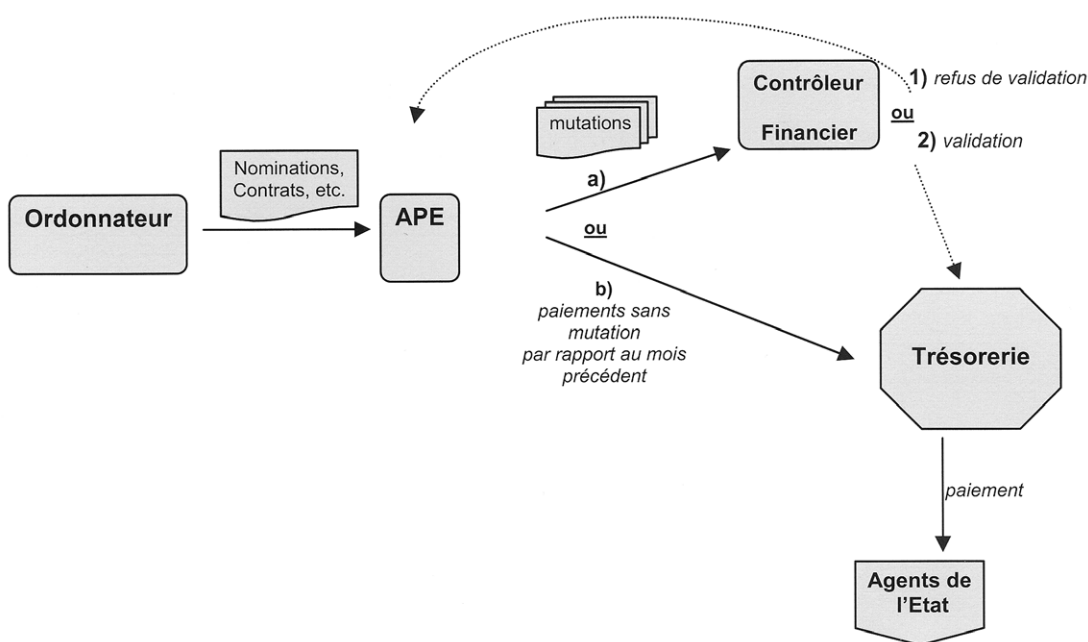
Il apparaît que cette procédure rend très difficile le contrôle que l'ordonnateur est pourtant amené à exercer aux termes de la loi précitée.

4.2.3.4.2 Le contrôle mis en oeuvre par la Direction du contrôle financier

Pour effectuer son contrôle, la DCF a opté pour une approche qui se base sur la vérification des mutations proposées à la validation par l'APE. Elle présente cependant le désavantage que des omissions de mutation ne sont détectées que très tard ou pas du tout. En d'autres termes, la DCF n'est souvent pas en mesure de détecter et de redresser un oubli de l'APE relatif à un changement dans la rémunération d'un agent de l'Etat, faute d'informations complètes.

Le schéma qui suit renseigne sur la procédure actuelle en matière de paiement par avance des rémunérations des fonctionnaires et employés publics.

Graphique 3: Procédure de „paiement par avance“ des traitements



24 employés ont ainsi dû attendre entre 2 et 17 mois pour se voir attribuer un avantage pécuniaire relatif à un avancement automatique dans leur carrière (majoration d'indice, biennale, avancement, allocation de famille) auquel ils avaient légalement droit et que l'APE avait oublié de mettre en compte immédiatement.

Après l'examen contradictoire, le nombre des employés en question a augmenté de 2 unités. 3 fonctionnaires ont également été concernés par ces retards.

5. Les transferts de crédits

En vertu de la règle de la spécialité budgétaire, les crédits prévus par la loi budgétaire doivent être affectés à une dépense déterminée. Chaque crédit est une autorisation de dépense pour un objet et un montant déterminés dont l'excédent inutilisé à la fin de l'exercice devrait tomber en économie.

L'article 18 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat déroge toutefois à ce principe en autorisant l'ordonnateur à effectuer des transferts de crédits à l'intérieur d'une même section. Il fixe de même les règles et les conditions à observer en cas de transferts d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre.

Selon ces dispositions, les membres du Gouvernement sont tenus de transmettre au ministre ayant le budget dans ses attributions et au contrôleur financier copie des arrêtés de transfert indiquant la raison justificative de chaque transfert. De même, ces arrêtés sont à communiquer à la Chambre des Députés.

Le montant des majorations de crédit par voie de transfert ne s'élève qu'à 12.619.248,74 euros, étant donné qu'un certain nombre de transferts ont été annulés. Le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transfert s'élève à 10.837.907,96 euros.

Comme pour les années précédentes, il convient de relever que nombre de transferts ont dû être effectués suite à des sous-estimations lors de l'établissement des propositions budgétaires pour l'exercice 2002. Afin d'illustrer ce phénomène survenu également au cours de l'exercice 2002, les quatre tableaux qui suivent renseignent sur:

- les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables qui ont été majorés par voie de transfert;
- les articles budgétaires qui ont fait l'objet de transferts égaux ou supérieurs à 25.000 euros;
- les crédits sous-estimés;
- les crédits transférés pour une valeur dépassant au moins 90% du crédit voté.

Tableau 12: Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Dépassement
	30 – MINISTÈRE D'ÉTAT				
	Section 30.6 – Centre de communications du Gouvernement				
30.6.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications.....	14.133,00	3.100,00	16.863,75	2.730,75
	31 – MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ÉTRANGER, DE LA COOPÉRATION ET DE LA DÉFENSE				
	Section 31.0 – Dépenses générales				
31.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques (Sans distinction d'exercice).....	22.000,00	15.000,00	35.849,91	13.849,91
	Section 31.6 – Défense nationale				
31.6.74.010	Acquisition de machines de bureau.....	50.000,00	10.000,00	59.669,49	9.669,49
31.6.74.080	Acquisition de mobilier de bureau.....	5.000,00	20.000,00	24.688,59	19.688,59
31.6.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes (Sans distinction d'exercice).....	308.280,00	747.000,00	1.055.203,46	746.923,46
31.6.74.320	Équipement de casernement et équipement divers.....	100.000,00	21.000,00	111.924,41	11.924,41
31.6.74.340	Acquisition d'instruments de musique.....	22.557,00	8.600,00	31.156,55	8.599,55
	32 ET 33 – MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE				
	Section 32.0 – Affaires culturelles				
32.0.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	29.000,00	4.189,00	33.189,00	4.189,00
32.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	13.635,00	4.255,00	17.889,40	4.254,40
	34 – MINISTÈRE DES FINANCES				
	Section 34.3 – Douanes et accises				
34.3.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	186.200,00	26.000,00	212.168,49	25.968,49

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidité</i>	<i>Dépassement</i>
	39 – MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR				
	Section 39.5 – Police grand-ducale				
39.5.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique.....	2.501.816,00	1.458.690,00	3.960.095,51	1.458.279,51
39.5.74.001	Acquisition d'un hélicoptère de police (Crédit non limitatif).....	100,00	172.500,00	149.500,00	149.400,00
	Section 39.6 – Protection civile-Incendie				
39.6.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications (Sans distinction d'exercice).....	433.434,00	78.640,00	457.383,10	23.949,10
	Section 39.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)				
39.7.74.010	Acquisition de machines de bureau.....	7.066,00	10.588,00	17.572,44	10.506,44
	Section 39.9 – Service pour la gestion globale de l'eau				
39.9.74.061	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens immatériels pour les besoins du laboratoire de l'eau.....	137.000,00	11.000,00	147.701,45	10.701,45
	40 ET 41 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS				
	Section 40.7 – Éducation différenciée				
40.7.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	65.000,00	12.700,00	76.876,63	11.876,63
	42 ET 43 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 42.0 – Famille				
42.0.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.....	44.000,00	7.650,00	48.980,87	4.980,87
	44 – MINISTÈRE DE LA SANTÉ				
	Section 44.1 – Direction de la santé				
44.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.....	231.016,00	4.820,00	232.090,48	1.074,48
	Section 44.2 – Laboratoire national de santé				
44.2.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	12.395,00	16.960,00	29.335,93	16.940,93

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Dépassement</i>
	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 45.1 – Administration de l'environnement				
45.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	22.500,00	17.100,00	33.956,00	11.456,00
	47 ET 48 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE				
	Section 47.1 – Inspection générale de la sécurité sociale				
47.1.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.....	26.000,00	6.887,00	32.886,30	6.886,30
47.1.74.050	Acquisition d'équipements informatiques (Sans distinction d'exercice).....	5,00	13.000,00	12.426,90	12.421,90
	50 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 50.1 – Service central de la statistique et des études économiques				
50.1.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.....	31.100,00	30.500,00	52.553,34	21.453,34
	52 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 52.0 – Travaux publics – Dépenses générales				
52.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.....	8.500,00	5.000,00	13.058,66	4.558,66

Tableau 13: Les crédits surestimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	00 – MINISTERE D'ETAT				
	Section 00.4 – Gouvernement				
00.4.33.018	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur associatif en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	100.000,00	-93.680,00	0,00	100.000,00
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE				
	Section 01.6 – Défense nationale				
01.6.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.....	200.000,00	-79.356,00	117.303,38	82.696,62
01.6.12.021	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles (Sans distinction d'exercice).....	215.000,00	-27.000,00	166.149,85	48.850,15
01.6.12.352	Frais de transport à l'occasion d'exercices à l'étranger, frais de transport pour matériel et personnel militaire (Sans distinction d'exercice)	250.000,00	-144.250,00	70.547,34	179.452,66
01.6.12.390	Frais de surveillance des installations militaires.....	272.000,00	-270.000,00	0,00	272.000,00
	Section 01.7 – Coopération au développement et action humanitaire				
01.7.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire.....	545.000,00	-169.844,57	304.733,08	240.266,92
	02 et 03 – MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				
	Section 02.0 – Culture: dépenses générales				
02.0.12.001	Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers	235.500,00	-33.331,00	185.722,47	49.777,53
02.0.12.303	Relations culturelles avec les pays partenaires ou non d'un accord culturel bilatéral conclu avec le Grand-Duché: frais divers	390.000,00	-57.730,00	311.126,16	78.873,84
02.0.33.001	Participation financière à l'organisation du bicentenaire de la naissance de Victor Hugo.....	100.000,00	-30.000,00	25.451,85	74.548,15
02.0.43.000	Animation socioculturelle: conventions avec des communes.....	116.000,00	-50.000,00	65.920,61	50.079,39

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
02.3.12.041	Section 02.3 – Bibliothèque nationale Bibliothèque nationale: frais d'alimentation et frais connexes (Sans distinction d'exercice)	900.000,00	-32.000,00	823.211,75	76.788,25
02.5.12.321	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel Archivage du patrimoine de la CLT-UFA	179.340,00	-27.963,00	151.359,75	27.980,25
03.0.12.121	Section 03.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales Frais d'experts et d'études	67.500,00	-31.108,00	35.526,21	31.973,79
03.0.12.220	Dépenses pour activités de recherche et de développement technologique pour les établissements d'enseignement supérieur ou universitaire autorisés à entreprendre des activités de recherche et de développement technologique relevant du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture (Sans distinction d'exercice)	489.506,00	-238.493,00	212.105,47	277.400,53
03.5.12.301	Section 03.5 – Recherche scientifique et recherche appliquée Projet ENA (European navigator): frais de fonctionnement, frais divers (Sans distinction d'exercice)	1.690.000,00	-399.865,16	1.290.134,84	399.865,16
03.5.34.060	Bourses de formation-recherche (Sans distinction d'exercice)	1.586.519,00	-25.000,00	1.542.683,00	43.836,00
07.1.12.125	07 – MINISTERE DE LA JUSTICE Section 07.1 – Services judiciaires Frais d'experts et d'études	814.000,00	-65.000,00	25.401,60	788.598,40
08.3.11.130	08 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires	155.770,00	-32.400,00	114.202,37	41.567,63
08.3.11.131	Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services extraordinaires	152.310,00	-43.000,00	96.741,27	55.568,73

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
08.6.12.044	Section 08.6 – Service central des imprimés Crédit commun: frais de location et d'exploitation des machines de bureau et d'équipements spéciaux	327.741,00	-41.790,00	285.703,01	42.037,99
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.5 – Police grand-ducale				
09.5.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	405.220,00	-319.037,59	65.099,52	340.120,48
09.5.12.021	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles	690.000,00	-36.136,00	601.688,93	88.311,07
09.5.12.350	Acquisition de munitions	300.000,00	-75.000,00	223.778,27	76.221,73
	Section 09.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)				
09.7.33.020	Participation à l'assistance technique nécessaire à l'élaboration des plans régionaux	92.812,00	-50.000,00	17.352,55	75.459,45
	Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau				
09.9.12.312	Mise en place d'un système intégré de gestion de l'eau	90.000,00	-28.000,00	58.937,20	31.062,80
09.9.14.018	Cours d'eau: travaux d'entretien et de curage à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau non navigables ni flottables (Sans distinction d'exercice)	300.000,00	-27.500,00	272.500,00	27.500,00
	10 et 11 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS				
	Section 10.2 – Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
10.2.12.221	Projets d'élaboration et de recherche pédagogiques (Sans distinction d'exercice)	1.606.188,00	-120.000,00	1.481.130,58	125.057,42
	Section 10.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire				
10.3.34.060	Subsides extraordinaires à des élèves de familles à revenu modeste fréquentant les enseignements primaire et postprimaire à l'étranger	115.000,00	-45.000,00	65.979,58	49.020,42
	Section 10.7 – Education différenciée				
10.7.12.000	Indemnités pour services de tiers	44.370,00	-30.000,00	4.500,59	39.869,41

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
11.0.43.008	Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire Mesures de promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement primaire	100.000,00	-30.000,00	70.000,00	30.000,00
11.2.12.307	Section 11.2 – Enseignement secondaire technique Elargissement de l'offre de formations professionnelles francophones: frais d'expertise, frais de formation, frais de traduction et dépenses diverses	50.000,00	-26.580,00	20.220,00	29.780,00
11.2.43.000	Remboursement des frais du personnel technique du régime préparatoire et des formations pour professions de santé (Sans distinction d'exercice)	513.127,00	-49.256,00	461.330,20	51.796,80
	12 et 13 – MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE				
12.1.12.320	Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes Information, consultation et promotion familiale: frais de publication, dépenses diverses	37.184,00	-37.184,00	0,00	37.184,00
12.1.33.001	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de services d'aide et d'assistance sociofamiliale et de services d'adoption conventionnés.....	2.497.707,00	-85.000,00	2.154.360,45	343.346,55
12.1.33.007	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil et de services conventionnés pour personnes handicapées	16.529.084,00	-1.569.493,00	14.249.611,75	2.279.472,25
12.1.33.024	Services de formation des mouvements de jeunes: participation aux frais de fonctionnement.....	259.389,00	-40.000,00	208.178,28	51.210,72
12.5.12.050	Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications.....	376.013,00	-62.924,73	313.088,27	62.924,73
	14 – MINISTERE DE LA SANTE				
14.0.12.080	Section 14.0 – Ministère de la santé Bâtiments: exploitation et entretien	249.799,00	-28.305,00	161.016,77	88.782,23
14.0.12.250	Service médical d'urgence des médecins généralistes: frais de fonctionnement et indemnités	1.620.000,00	-90.000,00	1.363.681,68	256.318,32
14.0.34.060	Formation, stages postuniversitaires et formation continue pour les médecins, médecins-dentistes et pharmaciens: subsides.....	62.481,00	-38.603,00	12.163,54	50.317,46

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	Section 14.2 – Laboratoire national de santé				
14.2.12.160	Acquisition de réactifs, verrerie, instruments, isotopes, vaccins et sérums.	2.187.872,00	-53.500,00	2.110.664,41	77.207,59
14.2.12.301	Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués, acquisition de réactifs	171.000,00	-31.000,00	133.858,31	37.141,69
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.0 – Dépenses générales				
15.0.12.140	Acquisition et publication de matériel d'information, de matériel didactique et audiovisuel, organisation de colloques et de conférences sur des problèmes de l'environnement, participation à des foires, dépenses diverses	325.000,00	-86.270,00	236.441,33	88.558,67
15.0.43.040	Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal (Sans distinction d'exercice)	175.000,00	-127.700,00	17.672,00	157.328,00
	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI				
	Section 16.2 – Inspection du travail et des mines				
16.2.12.300	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses	50.000,00	-50.000,00	0,00	50.000,00
	17 ET 18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE				
	Section 18.4 – Office des assurances sociales				
18.4.12.050	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications	109.800,00	-36.297,78	73.402,23	36.397,77
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.2 – Administration des services techniques de l'agriculture				
19.2.43.001	Voirie rurale communale: entretien et mise en état, nettoyage, rechargement, goudronnage d'entretien, assainissement, réfection de ponceaux, dalots, buses, murs, revêtement des talus: participation de l'Etat au coût des travaux (Sans distinction d'exercice)	650.000,00	-37.380,00	423.631,18	226.368,82

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
19.7.12.120	Section 19.7 – Sylviculture Etudes sur le milieu forestier: frais d'études et d'analyses, indemnités pour services de tiers, dépenses diverses	759.500,00	-27.200,00	619.173,12	140.326,88
19.8.33.012	Section 19.8 – Développement rural Participation de l'Etat dans le financement des „Groupes LEADER – Grand-Duché de Luxembourg“ dans le cadre de l'initiative communautaire LEADER (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale) (Sans distinction d'exercice).....	350.000,00	-150.000,00	146.789,01	203.210,99
	20 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 20.1 – Service central de la statistique et des études économiques (STATEC)				
20.1.12.310	Recensement général de la population: indemnités des agents recenseurs, frais de publication (Sans distinction d'exercice)	158.000,00	-27.651,00	0,00	158.000,00
	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT				
	Section 21.1 – Tourisme				
21.1.33.025	Participation aux frais de réalisation et d'édition de prospectus régionaux par l'office national du tourisme	81.115,00	-76.269,00	4.845,68	76.269,32
	Section 21.2 – Logement				
21.2.12.000	Indemnités pour services de tiers	76.400,00	-32.756,00	37.462,51	38.937,49
	22 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 22.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres				
22.2.14.005	Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation	315.000,00	-60.000,00	79.555,47	235.444,53
	Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres				
22.4.12.080	Bâtiments affectés à des services publics: entretien et réparation (Sans distinction d'exercice).....	4.600.000,00	-150.000,00	4.328.354,86	271.645,14

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS				
	Section 23.0 – Transports – Dépenses générales				
23.0.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation (Transports routiers, Euro-contrôle route, Sécurité routière).....	30.000,00	-25.500,00	963,09	29.036,91
	Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg				
23.6.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien.....	156.600,00	-29.588,11	116.120,94	40.479,06
23.6.14.030	Entretien des pistes, des voies de circulation et du domaine de l'aéroport.	232.000,00	-124.263,28	98.878,18	133.121,82
	31 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE				
	Section 31.6 – Défense nationale				
31.6.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice).....	639.000,00	-362.000,00	276.509,10	362.490,90
31.6.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.....	698.000,00	-550.930,00	135.834,01	562.165,99
31.6.74.300	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle, acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel (Sans distinction d'exercice).....	298.500,00	-61.000,00	229.431,27	69.068,73
	34 – MINISTERE DES FINANCES				
	Section 34.3 – Douanes et accises				
34.3.74.300	Acquisition de matériel nécessaire à la lutte antidrogues.....	106.400,00	-26.140,00	79.182,86	27.217,14
	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.1 – Finances communales				
39.1.63.020	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.) (Sans distinction d'exercice).....	371.840,00	-371.840,00	0,00	371.840,00
39.1.63.024	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du sud-est (S.E.S.E.) (Sans distinction d'exercice).....	495.000,00	-495.000,00	0,00	495.000,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
39.5.74.041	Section 39.5 – Police grand-ducale Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police	1.646.385,00	-1.631.190,00	15.151,10	1.631.233,90
39.6.74.000	Section 39.6 – Protection civile-Incendie Acquisition de véhicules automoteurs (Sans distinction d'exercice).....	1.986.351,00	-78.640,00	1.868.518,57	117.832,43
	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 45.1 – Administration de l'environnement				
45.1.51.041	Participation de l'Etat au financement d'études par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	25.000,00	-25.000,00	0,00	25.000,00
45.1.52.000	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	149.000,00	-144.950,00	4.050,00	144.950,00
45.1.52.020	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, à la réalisation d'économie d'énergie et une valorisation des énergies renouvelables et nouvelles. Participation à des projets pilotes et contrats de recherches (Sans distinction d'exercice)	50.000,00	-50.000,00	0,00	50.000,00
	50 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 50.1 – Service central de la statistique et des études économiques				
50.1.74.050	Acquisition d'équipements informatiques	100.000,00	-30.500,00	33.415,38	66.584,62
	51 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT				
	Section 51.1 – Tourisme				
51.1.51.040	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la construction, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'établissements hôteliers ainsi qu'à la création, l'extension et l'amélioration des infrastructures spécifiques prévues à l'article 3 du règlement grand-ducal y relatif (Sans distinction d'exercice)	1.437.782,00	-118.384,00	1.319.397,73	118.384,27

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
51.1.52.003	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiative et autres associations sans but lucratif dans l'intérêt de la mise en place d'équipements informatiques et d'équipements audiovisuels (Sans distinction d'exercice)	99.157,00	-78.800,0	20.320,51	78.836,49
51.1.53.040	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'aménagement, d'extension et de modernisation de gîtes ruraux et de gîtes à la ferme à réaliser par des particuliers (Sans distinction d'exercice)	123.947,00	-98.479,00	25.467,96	98.479,04
51.1.53.042	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à la création de campings privés et à l'exécution de projets de modernisation, de rationalisation, d'extension, d'assainissement et d'intégration dans l'environnement naturel de l'infrastructure et de l'équipement des campings privés existants (Sans distinction d'exercice)	148.736,00	-36.576,00	112.159,88	36.576,12
51.1.63.001	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets de conservation et de mise en valeur touristique du patrimoine culturel ainsi que de projets d'aménagements, d'extension et d'aménagement de gîtes ruraux à réaliser par des communes et syndicats de communes (Sans distinction d'exercice)	173.525,00	-53.998,00	119.526,68	53.998,32
Section 51.2 – Logement					
51.2.51.000	Participation de l'Etat aux frais exposés par les promoteurs publics dans le cadre des mesures d'accompagnement lors de la préparation et la réalisation de zones d'assainissement (Sans distinction d'exercice)	123.946,00	-105.642,00	18.304,00	105.642,00
51.2.52.000	Participation de l'Etat aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logements par des associations privées sans but lucratif (Sans distinction d'exercice)	116.200,00	-84.830,00	31.369,70	84.830,30
52 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS					
Section 52.1 – Ponts et chaussées					
52.1.73.012	Voirie de l'Etat: travaux d'aménagement visant à améliorer la sécurité routière (Sans distinction d'exercice)	1.504.000,00	-163.045,07	1.209.180,97	294.819,03

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Transfert</i>	<i>Liquidé</i>	<i>Surestimation</i>
52.1.73.013	Ouvrages d'art routiers: travaux de construction et de réfection (Sans distinction d'exercice).....	6.000.000,00	-246.316,03	5.537.220,24	462.779,76
52.1.73.014	Voirie de l'Etat: construction de trottoirs (Sans distinction d'exercice)	210.000,00	-30.224,78	169.725,44	40.274,56
52.1.73.061	Pistes cyclables: travaux de construction et de réfection (Sans distinction d'exercice).....	1.780.000,00	-193.933,77	1.566.942,15	213.057,85

Tableau 14: Les crédits sous-estimés

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE				
	Section 01.6 – Défense nationale				
01.6.12.000	Indemnités pour services de tiers	74.984,00	34.000,00	104.125,40	29.141,40
01.6.12.022	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers (Sans distinction d'exercice).....	1.389.000,00	395.900,00	1.761.347,00	372.347,00
01.6.12.040	Frais de bureau.....	85.000,00	30.000,00	98.868,78	13.868,78
01.6.12.300	Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage des divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux, dépenses diverses (Sans distinction d'exercice).....	976.000,00	37.000,00	998.022,50	22.022,50
	02 et 03 – MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				
	Section 02.0 – Culture: dépenses générales				
02.0.12.130	Frais de publication (Sans distinction d'exercice)	87.500,00	42.000,00	100.506,07	13.006,07
02.0.33.000	Animation socioculturelle: conventions avec des associations.....	2.320.000,00	50.000,00	2.337.407,15	17.407,15
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux				
02.1.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien (Sans distinction d'exercice).....	173.000,00	30.000,00	194.197,84	21.197,84
	04 – MINISTERE DES FINANCES				
	Section 04.1 – Contributions directes et métrologie				
04.1.12.040	Frais de bureau.....	180.000,00	33.000,00	200.319,79	20.319,79
	Section 04.3 – Douanes et accises				
04.3.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.....	35.000,00	25.000,00	51.204,01	16.204,01
	07 – MINISTERE DE LA JUSTICE				
	Section 07.1 – Services judiciaires				
07.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.....	55.000,00	40.000,00	77.915,90	22.915,90
07.1.12.040	Frais de bureau, dépenses diverses.....	261.000,00	25.000,00	276.930,16	15.930,16

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.5 – Police grand-ducale				
09.5.12.010	Frais de route et de séjour	112.886,00	67.000,00	172.960,20	60.074,20
09.5.12.022	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers	737.350,00	147.600,00	884.937,32	147.587,32
09.5.12.351	Frais d'entretien de l'armement et de l'équipement, frais d'acquisition de matériel de tir et d'équipements divers	453.000,00	75.000,00	517.615,13	64.615,13
	Section 09.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)				
09.7.12.122	Parcs naturels: frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice).....	99.157,00	50.000,00	149.087,81	49.930,81
	10 et 11 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS				
	Section 10.2 – Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
10.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	125.000,00	70.000,00	194.780,22	69.780,22
10.2.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation.....	195.000,00	50.000,00	243.998,01	48.998,01
	Section 10.3 – Centre de psychologie et d'orientation scolaire				
10.3.34.061	Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement postprimaire au Grand-Duché de Luxembourg	1.100.000,00	45.000,00	1.144.005,84	44.005,84
	Section 10.7 – Education différenciée				
10.7.12.080	Bâtiments: exploitation et entretien (Crédit non susceptible de transfert à d'autres articles).....	540.000,00	27.000,00	562.544,86	22.544,86
	Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire				
11.0.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique.....	30.000,00	30.000,00	59.995,44	29.995,44
	Section 11.2 – Enseignement secondaire technique				
11.2.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.....	251.600,00	26.580,00	268.159,46	16.559,46

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidité	Sous-estimation
	12 et 13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale – Enfants et adultes				
12.1.33.000	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des centres de consultation et d'information familiales prévus par la loi du 15.11.1978, ainsi que d'autres services pour enfants et familles	4.555.814,00	56.972,00	4.609.778,80	53.964,80
12.1.33.003	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des internats sociofamiliaux conventionnés.....	3.879.876,00	57.673,00	3.937.185,71	57.309,71
12.1.33.004	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de foyers de jour conventionnés pour enfants	19.000.777,00	310.539,00	19.299.417,91	298.640,91
12.1.33.005	Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés.....	5.335.765,00	85.000,00	5.354.683,33	18.918,33
12.1.33.008	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés créés dans le cadre de la décentralisation de l'HNPE	906.044,00	306.417,00	1.212.458,79	306.414,79
12.1.33.009	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de garderies conventionnées.....	360.960,00	123.059,00	484.019,00	123.059,00
12.1.33.018	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres de pédagogie professionnelle privés	3.990.676,00	786.687,00	4.777.361,94	786.685,94
12.1.33.023	Centre d'Etudes sur la Situation des Jeunes en Europe: participation aux frais de fonctionnement	252.582,00	38.500,00	291.082,00	38.500,00
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTE				
	Section 14.0 – Ministère de la santé				
14.0.31.020	Travaux de recherche effectués par le centre hospitalier de Luxembourg: participation aux frais	144.868,00	38.603,00	183.470,52	38.602,52
	Section 14.2 – Laboratoire national de santé				
14.2.12.120	Frais d'assistance technique en matière informatique (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	37.184,00	38.000,00	74.291,21	37.107,21
14.2.12.161	Entretien et réparation des équipements de laboratoire, frais d'élimination des déchets et de désinfection, animalerie et linge, matériel divers de laboratoire	289.250,00	41.000,00	312.174,27	22.924,27

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT				
	Section 15.0 – Dépenses générales				
15.0.12.315	Exploitation d'un système intégré de gestion de l'environnement (Sans distinction d'exercice).....	182.000,00	188.410,00	362.617,60	180.617,60
	Section 15.2 – Administration des eaux et forêts				
15.2.12.021	Préposés forestiers: frais d'exploitation des véhicules automoteurs.....	142.000,00	34.750,00	172.879,35	30.879,35
	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI				
	Section 16.2 – Inspection du travail et des mines				
16.2.12.121	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice).....	200.000,00	50.000,00	212.871,90	12.871,90
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
	Section 19.7 – Sybiculture				
19.7.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique.....	51.000,00	36.860,00	85.568,00	34.568,00
	Section 19.8 – Développement rural				
19.8.43.000	Participation de l'Etat en faveur des communes en milieu rural pour l'élaboration de plans de développement communaux et régionaux rural ou de renouveau local	170.000,00	130.000,00	299.504,73	129.504,73
	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT				
	Section 21.1 – Tourisme				
21.1.33.012	Participation aux frais des syndicats d'initiative, des Ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national	289.284,00	76.269,00	359.043,36	69.759,36
	Section 21.2 – Logement				
21.2.12.120	Frais d'experts et d'études (Sans distinction d'exercice).....	187.000,00	25.281,00	212.280,69	25.280,69
	22 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 22.2 – Ponts et chaussées – Travaux propres				
22.2.14.000	Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles)	5.570.000,00	75.000,00	5.633.617,64	63.617,64

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
22.4.12.085	Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres Installations thermiques: entretien et contrôle (Sans distinction d'exercice).	866.000,00	200.000,00	1.037.422,30	171.422,30
23.6.14.050	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg Participation de l'Etat aux frais de gestion et d'entretien des stations d'épuration du S.I.A.S. et de la ville de Luxembourg.....	137.400,00	86.000,00	221.973,21	84.573,21
31.6.72.000	31 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE Section 31.6 – Défense nationale Construction et aménagement d'un bâtiment en vue d'abriter un simulateur de tir	375.000,00	188.330,00	563.107,00	188.107,00
31.6.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes (Sans distinction d'exercice).....	308.280,00	747.000,00	1.055.203,46	746.923,46
34.3.74.000	34 – MINISTERE DES FINANCES Section 34.3 – Douanes et accises Acquisition de véhicules automoteurs.....	186.200,00	26.000,00	212.168,49	25.968,49
39.1.63.000	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR Section 39.1 – Finances communales Participation de l'Etat aux frais de construction d'écoles régionales groupant les classes primaires de plusieurs communes ou sections de communes ou de toutes les sections d'une commune (Sans distinction d'exercice).....	5.453.658,00	866.840,00	6.320.498,00	866.840,00
39.5.74.000	Section 39.5 – Police grand-ducale Acquisition de véhicules automoteurs et d'équipements d'intervention dans la circulation publique.....	2.501.816,00	1.458.690,00	3.960.095,51	1.458.279,51
39.6.74.020	Section 39.6 – Protection civile-Incendie Acquisition d'installations de télécommunications (Sans distinction d'exercice).....	433.434,00	78.640,00	457.383,10	23.949,10

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	50 – MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 50.1 – Service central de la statistique et des études économiques				
50.1.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.....	31.100,00	30.500,00	52.553,34	21.453,34
	51 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT				
	Section 51.1 – Tourisme				
51.1.52.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par les syndicats d'initiative et les ententes de syndicats d'initiative (Sans distinction d'exercice).....	495.787,00	372.252,00	868.005,99	372.218,99
51.1.63.000	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: aides financières, sous forme de subventions en capital, à l'exécution de projets d'équipement de l'infrastructure touristique régionale à réaliser par des communes et syndicats de communes (Sans distinction d'exercice).....	2.676.315,00	49.465,00	2.725.778,27	49.463,27
	52 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS				
	Section 52.1 – Ponts et chaussées				
52.1.73.010	Routes nationales: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements (Sans distinction d'exercice).....	18.400.000,00	600.000,00	18.493.406,74	93.406,74

Tableau 15: Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	00 – MINISTERE D'ETAT			
	Section 00.4 – Gouvernement			
00.4.33.018	Participation de l'Etat au financement de projets du secteur associatif en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information	100.000,00	-93.680,00	0,00
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE			
	Section 01.6 – Défense nationale			
01.6.12.390	Frais de surveillance des installations militaires	272.000,00	-270.000,00	0,00
	02 et 03 – MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE			
	Section 02.1 – Service des sites et monuments nationaux			
02.1.12.300	Frais de fonctionnement des ateliers de restauration	5.000,00	-5.000,00	0,00
	04 – MINISTERE DES FINANCES			
	Section 04.3 – Douanes et accises			
04.3.12.340	Frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle	2.500,00	-2.500,00	0,00
	08 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 08.3 – Institut National de l'Administration Publique			
08.3.12.002	Programme de préparation et de formation pour concours communautaire	1.500,00	-1.500,00	0,00
	09 – MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau			
09.9.12.161	Frais de laboratoire dans l'intérêt de la réalisation d'analyses par des étudiants	1.240,00	-1.240,00	0,00
	10 et 11 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS			
	Section 10.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires			
10.6.12.303	Elaboration d'un guide des bonnes pratiques en matière de sécurité alimentaire	3.200,00	-3.200,00	0,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidité
	12 et 13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE			
	Section 12.1 – Service d'action sociofamiliale. Enfants et adultes			
12.1.12.320	Information, consultation et promotion familiale: frais de publication, dépenses diverses.....	37.184,00	-37.184,00	0,00
	Section 12.4 – Fonds national de solidarité			
12.4.12.000	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services de tiers.....	75,00	-75,00	0,00
12.4.12.190	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.....	2.500,00	-2.500,00	0,00
12.4.12.300	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de surveillance et de contrôle.....	1.990,00	-1.990,00	0,00
	Section 12.5 – Caisse nationale des prestations familiales			
12.5.12.190	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation.....	4.960,00	-4.960,00	0,00
	Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat			
12.8.11.131	Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires.....	1.983,00	-1.983,00	0,00
	14 – MINISTÈRE DE LA SANTE			
	Section 14.1 – Direction de la santé			
14.1.12.146	Publication d'une recommandation en matière de critères de prescription des examens d'imagerie médicale.....	16.200,00	-16.200,00	0,00
	16 – MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
	Section 16.2 – Inspection du travail et des mines			
16.2.12.030	Fourniture de vêtements de travail et de protection.....	7.000,00	-7.000,00	0,00
16.2.12.131	Frais de publication Internet.....	13.000,00	-12.960,00	40,00
16.2.12.300	Evaluation des risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles: frais d'études, mise en place des plans d'alerte et de secours et des plans d'évacuation, frais d'équipements et d'entretien, frais de route et de séjour, dépenses diverses.....	50.000,00	-50.000,00	0,00
	17 et 18 – MINISTÈRE DE LA SECURITE SOCIALE			
	Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale			
17.2.12.000	Indemnités pour services de tiers.....	496,00	-496,00	0,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés			
18.5.11.130	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: indemnités pour services extraordinaires.....	100,00	-100,00	0,00
18.5.12.060	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: location et entretien des installations de télécommunications.....	1.870,00	-1.870,00	0,00
	19 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL			
	Section 19.7 – Sybiculture			
19.7.12.000	Indemnités pour services de tiers.....	21.070,00	-21.070,00	0,00
	21 – MINISTERE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT			
	Section 21.1 – Tourisme			
21.1.33.010	Amélioration de l'infrastructure touristique: subventions réduisant les intérêts relatifs aux prêts contractés par les syndicats d'initiative, les associations sans but lucratif et les organismes luxembourgeois exerçant une activité notable au profit du tourisme national et qui ne sont pas subventionnés dans le cadre des programmes quinquennaux	24.789,00	-24.789,00	0,00
21.1.33.019	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique réalisées par des syndicats d'initiative, des Ententes de syndicats d'initiative et d'autres associations sans but lucratif (Sans distinction d'exercice)	3.792,00	-3.792,00	0,00
21.1.33.025	Participation aux frais de réalisation et d'édition de prospectus régionaux par l'office national du tourisme	81.115,00	-76.269,00	4.845,68
21.1.43.004	Exécution du sixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation de l'Etat aux frais des communes et ententes de communes occasionnés par l'élaboration d'études relatives au développement et à l'équipement de l'infrastructure touristique (Sans distinction d'exercice).....	3.792,00	-3.792,00	0,00
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS			
	Section 23.1 – Circulation routière			
23.1.41.002	Cours de formation continue pour les examinateurs en matière des permis de conduire	2.335,00	-2.335,00	0,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidité
	39 – MINISTERE DE L'INTERIEUR			
	Section 39.1 – Finances communales			
39.1.63.020	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau des Ardennes (D.E.A.) (Sans distinction d'exercice)	371.840,00	-371.840,00	0,00
39.1.63.024	Participation extraordinaire de l'Etat au financement de dépenses d'investissement du syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du sud-est (S.E.S.E.) (Sans distinction d'exercice)	495.000,00	-495.000,00	0,00
	Section 39.5 – Police grand-ducale			
39.5.74.041	Acquisition d'équipement policier spécial pour l'hélicoptère de police	1.646.385,00	-1.631.190,00	15.151,10
	Section 39.7 – Direction de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (DATUR)			
39.7.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	7.488,00	-7.488,00	0,00
	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
	Section 45.1 – Administration de l'environnement			
45.1.51.041	Participation de l'Etat au financement d'études par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	25.000,00	-25.000,00	0,00
45.1.52.000	Participation de l'Etat au financement de projets d'investissements par des entreprises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique	149.000,00	-144.950,00	4.050,00
45.1.52.020	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, à la réalisation d'économie d'énergie et une valorisation des énergies renouvelables et nouvelles. Participation à des projets pilotes et contrats de recherches (Sans distinction d'exercice)	50.000,00	-50.000,00	0,00
	46 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
	Section 46.1 – Administration de l'emploi			
46.1.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels	1.240,00	-1.240,00	0,00
	47 et 48 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE			
	Section 47.1 – Inspection générale de la sécurité sociale			
47.1.74.010	Acquisition de machines de bureau	4.500,00	-4.500,00	0,00

6. Les crédits non limitatifs

De manière générale, les crédits budgétaires ont un caractère limitatif et ne permettent le paiement de dépenses que jusqu'à concurrence du montant voté. L'article 16 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat prévoit toutefois que des articles budgétaires peuvent être dotés de la mention „crédit non limitatif“ lorsqu'ils concernent des dépenses obligatoires en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ou à titre exceptionnel d'autres dépenses, résultant de facteurs externes indépendants de la volonté de l'ordonnateur.

Le montant total des autorisations de dépassement de crédits non limitatifs de l'exercice 2002 s'élève à 439.218.723,94 euros, dont 297.647.699,43 euros pour le budget des dépenses courantes et 141.571.024,51 euros pour le budget des dépenses en capital. Le montant total des liquidations effectuées sur base de ces autorisations de dépassement de crédits non limitatifs s'élève à 405.957.658,94 euros, dont 275.979.018,71 euros pour le budget des dépenses courantes et 129.978.640,23 euros pour le budget des dépenses en capital.

Le montant des liquidations effectuées à charge du *budget des dépenses courantes* et regroupées dans la classification administrative sous le code économique 11 „salaires et charges sociales“, s'élève à 66.519.907,11 euros. Pour l'ensemble des autres opérations du budget des dépenses courantes, le montant des liquidations s'élève à 209.459.111,60 euros. Les crédits non limitatifs dépassés de plus de 50% concernent entre autres les articles budgétaires suivants:

- Article 11.0.43.000 du ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: Enseignement préscolaire et enseignement primaire „Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat“, dépassement effectif: 15.631.302,35 euros.
- Article 01.4.31.030 du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Défense: Relations extérieures – Promotion du commerce extérieur „Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de services d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme; autres dépenses dans le même but“, dépassement effectif: 12.950.421,00 euros.
- Article 09.3.42.002 du ministère de l'Intérieur: Caisse de prévoyance „Prise en charge par l'Etat des pensions allouées aux anciens membres de la police et à leurs survivants“, dépassement effectif: 12.476.545,07 euros.
- Article 11.0.43.009 du ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: Enseignement préscolaire et enseignement primaire „Remboursement au Fonds de dépenses communales“, dépassement effectif: 8.380.401,00 euros.
- Article 06.0.12.301 du ministère des Finances: Dette publique „Dépenses en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor“, dépassement effectif: 5.577.138,40 euros.
- Article 12.4.34.014 du ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse: Fonds national de solidarité „Dotation du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation pour frais de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste“, dépassement effectif: 5.529.119,79 euros.

Au niveau du *budget des dépenses en capital*, des dépassements significatifs sont à constater pour les articles budgétaires suivants:

- Article 35.0.71.040 du ministère des Finances: Trésor et Budget: Dépenses générales „Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat“, dépassement effectif : 46.163.792,53 euros.
- Article 41.4.93.000 du ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports : Education physique et sports „Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un septième programme quinquennal d'équipement sportif à réaliser pendant la période du 1.1.1998 au 31.12.2002“, dépassement effectif: 22.034.374,00 euros.
- Article 35.0.71.050 du ministère des Finances: Trésor et Budget: Dépenses générales „Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat“, dépassement effectif: 20.436.249,59 euros.

- Article 50.0.51.040 du ministère de l'Economie: Economie „Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital à l'investissement, aides à la promotion, garantie de l'Etat“, dépassement effectif: 7.991.299,77 euros.

De même, la Cour des comptes a constaté que dans un cas un dépassement a pu être effectué sur un article budgétaire ne portant pas la mention „Crédit non limitatif“.

<i>Ministère</i>	<i>Article budgétaire</i>	<i>Montant dépassement en euros</i>
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	38.5.74.051: Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipements (Sans distinction d'exercice)	900.000,00
Total:		900.000,00

Tableau 16: Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	00 – MINISTERE D'ETAT			
	Section 00.4 – Gouvernement			
00.4.12.011	Frais de route et de séjour à l'étranger (gouvernement et autres administrations) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	768.500,00	1.539.957,10	771.457,10
00.4.12.110	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	37.500,00	260.976,14	223.476,14
00.4.12.131	Frais de publication du Mémorial (Crédit non limitatif)	3.222.616,00	6.174.283,19	2.951.667,19
00.4.12.321	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.250.000,00	2.682.451,20	1.432.451,20
00.4.12.350	Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000,00	1.467.324,18	1.457.324,18
00.4.34.040	Domages-intérêts dus à la suite de faits dommageables engageant la responsabilité de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000,00	297.332,00	247.332,00
	Section 00.8 – Médias et Communications			
00.8.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000,00	77.962,08	57.962,08
	01 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE			
	Section 01.0 – Dépenses générales			
01.0.12.300	Passports et visas: frais d'acquisition de matériel, entretien et réparation des machines, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	14.874,00	50.699,89	35.825,89
01.0.12.380	Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe – Dépenses de matériel, frais de réunion, réceptions officielles, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	18.294,00	397.275,33	378.981,33
	Section 01.1 – Relations internationales – Missions diplomatiques			
01.1.11.141	Remboursement partiel des frais médicaux des agents en fonction à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	57.300,00	115.086,27	57.786,27
01.1.12.011	Frais de déménagement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	255.000,00	482.167,13	227.167,13
01.1.12.110	Frais de contentieux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500,00	6.455,56	5.955,56
	Section 01.2 – Relations internationales – Contributions à des organismes internationaux			
01.2.11.300	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et des organisations internationales: dépenses de personnel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	44.440,00	95.132,48	50.692,48
01.2.12.300	Opérations de maintien de la paix et missions d'observation et de soutien organisées par le Luxembourg et des organisations internationales: dépenses administratives et opérationnelles (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	53.297,00	83.933,89	30.636,89

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	Section 01.4 – Relations extérieures – Promotion du commerce extérieur			
01.4.31.030	Aides financières aux entreprises privées exportatrices, destinées à faciliter l'exportation de biens et de services d'origine luxembourgeoise: bonifications d'intérêt sur des crédits à l'exportation à moyen et à long terme, autres dépenses dans le même but (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	49.579,00	13.000.000,00	12.950.421,00
	Section 01.5 – Direction de la Défense			
01.5.35.035	Contributions du Luxembourg aux opérations de maintien de la paix (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	71.840,00	1.307.113,72	1.235.273,72
01.5.37.010	Remboursement de l'ajustement fiscal dû aux termes de l'article 42 de la réglementation du régime des pensions des organisations coordonnées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	305.000,00	807.841,09	502.841,09
	02 et 03 – MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE			
	Section 02.0 – Culture: dépenses générales			
02.0.12.311	Frais d'assurances des divers départements du Ministère (Crédit non limitatif)	124,00	15.119,63	14.995,63
02.0.33.004	Dotation dans l'intérêt de l'établissement public chargé de diffuser des programmes de radio socio-culturels (Crédit non limitatif)	2.739.150,00	4.546.761,00	1.807.611,00
02.0.33.021	Dotation du Fonds social culturel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	99.789,00	299.609,00	199.820,00
02.0.43.006	Participation de l'Etat aux indemnisations prévues dans la loi sur le congé culturel (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.500,00	43.400,11	29.900,11
	Section 02.2 – Musée national d'histoire et d'art			
02.2.12.220	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	124.000,00	308.006,15	184.006,15
	Section 02.5 – Centre national de l'audiovisuel			
02.5.12.353	Programme de distribution „Films made in Luxembourg“: dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	73.130,00	203.218,20	130.088,20
	Section 03.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales			
03.0.12.130	Frais de publication, frais d'impression, dépenses diverses (Crédit non limitatif)	55.917,00	151.446,22	95.529,22
	04 – MINISTÈRE DES FINANCES			
	Section 04.2 – Enregistrement et domaines			
04.2.12.320	Dépenses à faire par les comptables de l'administration en vertu de la loi du 15.3.1892 sur la procédure en débat en matière de faillite ainsi que de la loi du 27.2.1979 portant règlement des honoraires des curateurs aux faillites clôturées pour insuffisance d'actif et des curateurs à successions vacantes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	170.000,00	359.744,54	189.744,54
04.2.23.000	Intérêts des consignations et dépôts (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000,00	400.000,00	280.000,00

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	05 – MINISTÈRE DES FINANCES: TRESOR ET BUDGET			
	Section 05.0 – Dépenses générales			
05.0.12.310	Crédit commun: dépenses sur exercices clos (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	1.000,00	22.436,86	21.436,86
05.0.32.020	Mesures et interventions destinées à favoriser l'introduction de l'euro: subventions (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000,00	41.915,99	16.915,99
	Section 05.1 – Inspection générale des finances			
05.1.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000,00	381.094,59	131.094,59
	Section 05.2 – Trésorerie de l'Etat			
05.2.23.010	Pertes de change en relation avec des paiements de factures en devises (Crédit non limitatif)	200.000,00	608.699,77	408.699,77
05.2.23.020	Intérêts à payer à la Caisse de Consignation sur les fonds placés auprès de la Trésorerie de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	360.000,00	630.030,47	270.030,47
	06 – MINISTÈRE DES FINANCES: DETTE PUBLIQUE			
	Section 06.0 – Dette publique			
06.0.12.301	Dépenses en relation avec la mise en circulation et le retrait de signes monétaires émis par le Trésor (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000,00	8.077.138,40	5.577.138,40
	07 – MINISTÈRE DE LA JUSTICE			
	Section 07.0 – Justice			
07.0.12.300	Frais divers en relation avec l'informatisation du registre du commerce (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100,00	433.393,71	433.293,71
07.0.34.090	Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles, indemnisation en cas de défection préventive inopérante, indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	100.000,00	230.619,55	130.619,55
	Section 07.1 – Services judiciaires			
07.1.12.310	Assistance judiciaire (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	750.000,00	1.789.277,54	1.039.277,54
	08 – MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 08.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses			
08.0.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	248,00	22.890,27	22.642,27
08.0.11.311	Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100,00	16.327.688,21	16.327.588,21
08.0.12.110	Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.437,00	25.747,33	18.310,33

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	09 – MINISTÈRE DE L'INTERIEUR			
	Section 09.3 – Caisse de prévoyance			
09.3.42.002	Prise en charge par l'Etat des pensions allouées aux anciens membres de la police et à leurs survivants (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	6.784.538,00	19.261.083,07	12.476.545,07
	Section 09.5 – Police grand-ducale			
09.5.11.060	Remboursement à la Ville de Luxembourg des rémunérations des agents chargés temporairement de certaines missions au Commissariat Central de la circonscription régionale de Luxembourg (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	798.000,00	2.749.843,31	1.951.843,31
09.5.11.090	Indemnité de poste et de logement du personnel à l'étranger (Crédit non limitatif).....	26.300,00	48.334,77	22.034,77
	Section 09.9 – Service pour la gestion globale de l'eau			
09.9.12.302	Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des eaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	1.240,00	11.680,93	10.440,93
	10 et 11 – MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS			
	Section 10.6 – Service des équipements et des restaurants scolaires			
10.6.12.302	Réparation et entretien des équipements spéciaux des restaurants scolaires (Crédit non limitatif) ..	24.790,00	52.937,19	28.147,19
	Section 11.0 – Enseignement préscolaire et enseignement primaire			
11.0.43.000	Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	10.103.453,00	25.734.755,35	15.631.302,35
11.0.43.009	Remboursement au Fonds de dépenses communales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100,00	8.380.501,00	8.380.401,00
	Section 11.3 – Service de la formation professionnelle			
11.3.41.005	Participation aux frais encourus par la chambre des métiers dans le cadre de la mise en route de la réforme du brevet de maîtrise (Crédit non limitatif)	49.579,00	96.321,39	46.742,39
	Section 11.4 – Sports – Dépenses générales			
11.4.35.060	Cotisations et subsides à des organisations et institutions internationales (Crédit non limitatif)	5.798,00	23.362,74	17.564,74
	12 et 13 – MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA JEUNESSE			
	Section 12.0 – Famille			
12.0.33.504	Participation exceptionnelle et transitoire aux découverts de fonctionnement intervenus dans les institutions conventionnées par l'Etat au 1er janvier 1999 accueillant ou traitant des personnes bénéficiant des prestations de l'assurance dépendance, suite à la nécessité, pour les institutions concernées, de disposer d'un délai d'adaptation de la structure d'exploitation et de l'organisation aux effets de l'entrée en vigueur de l'assurance dépendance (Crédit non limitatif)	100.000,00	261.022,98	161.022,98

<i>Article</i>	<i>Libellé</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Liquidité</i>	<i>Dépassement</i>
	Section 12.2 – Solidarité			
12.2.35.060	Remboursement de secours avancés à des résidents du Grand-Duché de Luxembourg en pays étrangers, subsides à des sociétés de bienfaisance à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	2.478,00	15.360,69	12.882,69
	Section 12.3 – Commissariat du Gouvernement aux étrangers			
12.3.34.010	Secours à des travailleurs migrants et de réfugiés reconnus (Crédit non limitatif).....	123.946,00	243.254,09	119.308,09
	Section 12.4 – Fonds national de solidarité			
12.4.34.014	Dotations du fonds national de solidarité dans l'intérêt du versement de l'allocation pour frais de chauffage en faveur des ménages à revenu modeste (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	5.000,00	5.534.119,79	5.529.119,79
	14 – MINISTERE DE LA SANTE			
	Section 14.1 – Direction de la santé			
14.1.12.128	Division de la radioprotection: frais d'expertises en cas de saisie d'armes chimiques (Crédit non limitatif).....	124,00	17.020,00	16.896,00
14.1.12.170	Division de la radioprotection: frais d'entretien des appareils (Crédit non limitatif).....	16.113,00	40.721,52	24.608,52
14.1.12.303	Prophylaxie des maladies contagieuses: indemnités pour déclarations de maladies contagieuses, indemnités des hommes de l'art chargés de missions en cas d'épidémies, participation à la lutte contre la rage, dépenses dans l'intérêt de la lutte contre les épidémies, frais concernant la médecine de catastrophe (Crédit non limitatif).....	92.797,00	231.510,33	138.713,33
	Section 14.2 – Laboratoire national de santé			
14.2.12.303	Frais d'analyses à l'étranger (Crédit non limitatif).....	9.916,00	40.136,21	30.220,21
	15 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
	Section 15.2 – Administration des eaux et forêts			
15.2.12.100	Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	20.400,00	31.319,65	10.919,65
15.2.12.340	Dépenses résultant de l'exécution de la loi sur la chasse et de celle sur l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, dépenses résultant de la destruction des animaux nuisibles, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).....	27.500,00	490.390,25	462.890,25
	16 – MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI			
	Section 16.0 – Travail. – Dépenses générales			
16.0.12.124	Création d'un observatoire des relations professionnelles et de l'emploi (ORPE): honoraires d'experts et de bureaux d'études, frais de confection de rapports (Crédit non limitatif).....	124.000,00	252.205,67	128.205,67
	Section 16.1 – Administration de l'emploi			
16.1.12.301	Frais résultant des missions dévolues à l'Administration de l'Emploi sur le plan national et international, frais résultant du fonctionnement du comité permanent de l'emploi et des actions de suivi des décisions prises par le comité de coordination tripartite en matière d'emploi (Crédit non limitatif)	100,00	38.750,25	38.650,25

Article

Libellé

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
17 et 18 – MINISTÈRE DE LA SECURITE SOCIALE				
Section 17.1 – Inspection générale de la sécurité sociale				
17.1.12.125	Frais d'experts en matière informatique (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	105.280,00	427.283,80	322.003,80
Section 17.6 – Assurance dépendance – Cellule d'évaluation et d'orientation				
17.6.12.250	Part dans les frais communs de l'office des assurances sociales (Crédit non limitatif)	24.292,00	36.595,02	12.303,02
Section 18.5 – Caisse de pension des employés privés				
18.5.12.110	Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais de contentieux (Crédit non limitatif)	18.000,00	50.137,23	32.137,23
19 – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL				
Section 19.1 – Mesures économiques et sociales spéciales				
19.1.12.300	Frais de stockage public et autres frais connexes résultant de l'achat, de la transformation ainsi que de l'écoulement de produits agricoles par les organismes d'intervention pour le compte des communautés européennes (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	38.608,00	69.383,80	30.775,80
19.1.31.055	Mesures spéciales prises en vertu de règlements du conseil de l'Union Européenne dans l'intérêt de nouvelles orientations des structures de production et de l'équilibre des marchés (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.579,00	5.465,36	2.886,36
19.1.31.056	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.645.000,00	6.927.574,94	5.282.574,94
19.1.31.058	Prise en charge par l'Etat du déficit d'exploitation concernant le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs par la société d'exploitation du clos d'équarrissage du Schwanenthal (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000,00	871.747,80	371.747,80
Section 19.5 – Administration des services vétérinaires				
19.5.12.051	Laboratoire de médecine vétérinaire: achat de biens et de services auprès de l'entreprise des postes et télécommunications (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.501,00	25.962,13	13.461,13
19.5.12.120	Frais d'analyses à effectuer dans des laboratoires à l'étranger (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000,00	302.163,05	182.163,05
19.5.12.150	Honoraires et prestations des vétérinaires praticiens dans l'intérêt de la police sanitaire du bétail (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.730,00	487.460,35	286.730,35
Section 19.7 – Sylviculture				
19.7.34.020	Octroi d'un salaire de compensation aux ouvriers forestiers occupés dans les forêts domaniales en cas de chômage dû aux intempéries hivernales (Crédit non limitatif)	2.500,00	40.227,30	37.727,30
20 – MINISTÈRE DE L'ECONOMIE				
Section 20.3 – Centrales hydroélectriques				
20.3.12.300	Frais d'exploitation des centrales hydroélectriques (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000,00	259.170,24	159.170,24

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement
	22 – MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 22.0 – Travaux publics – Dépenses générales			
22.0.12.250	Friches industrielles: Cité des Sciences, frais d'exploitation courants, frais d'expertises et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000,00	3.727.192,64	3.227.192,64
22.0.34.040	Domages-intérêts dus à la suite d'accidents et de faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée, subventions dans l'intérêt de l'indemnisation de dommages causés par d'autres accidents et faits (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000,00	557.944,33	457.944,33
	Section 22.4 – Bâtiments publics – Compétences propres			
22.4.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	59.000,00	185.829,56	126.829,56
22.4.12.300	Frais de déménagement des services publics (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	300.000,00	1.165.000,00	865.000,00
	23 – MINISTERE DES TRANSPORTS			
	Section 23.0 – Transports – Dépenses générales			
23.0.12.120	Frais d'experts et d'études (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000,00	824.830,16	324.830,16
23.0.35.060	Cotisations à des organismes internationaux (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)...	5.400,00	2.617.520,35	2.612.120,35
	Section 23.6 – Aéroport de Luxembourg			
23.6.12.200	Primes à payer pour assurances responsabilité civile et accidents et franchises à payer suite à des accidents et faits où la responsabilité civile de l'Etat est engagée (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	262.500,00	466.214,00	203.714,00
	Section 23.7 – Garage du gouvernement			
23.7.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs (Crédit non limitatif)	123.000,00	192.070,06	69.070,06
	30 – MINISTERE D'ETAT			
	Section 30.4 – Gouvernement			
30.4.74.300	Dépenses en relation avec la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour la société de l'information: frais d'infrastructure et d'équipement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.400.000,00	6.537.905,02	5.137.905,02
	31 – MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA COOPERATION ET DE LA DEFENSE			
	Section 31.5 – Direction de la défense			
31.5.54.060	Travaux internationaux à intérêt commun exécutés pour le compte de l'O.T.A.N. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.500,00	123.436,58	110.936,58
	32 et 33 – MINISTERE DE LA CULTURE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE			
	Section 33.0 – Enseignement supérieur – Dépenses générales			
33.0.53.010	Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 8.12.1977) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	124,00	242.798,28	242.674,28

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	34 – MINISTERE DES FINANCES			
	Section 34.0 – Dépenses générales			
34.0.54.100	Interventions financières en faveur de développement: participation à des organismes de développement économique et technique (Crédit non limitatif)	1.000.000,00	1.734.018,57	734.018,57
	35 – MINISTERE DES FINANCES: TRESOR ET BUDGET			
	Section 35.0 – Dépenses générales			
35.0.61.030	Commission de surveillance du secteur financier: dotation (Crédit non limitatif)	1.000.000,00	5.000.000,00	4.000.000,00
35.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000,00	46.663.792,53	46.163.792,53
35.0.71.050	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000.000,00	25.436.249,59	20.436.249,59
	38 – MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 38.0 – Fonction publique et réforme administrative – Dépenses diverses			
38.0.62.010	Transfert de cotisations à la caisse de pension des employés privés en exécution du chapitre II de la législation ayant pour objet la coordination des régimes de pension: assurance rétroactive et transfert de cotisations aux institutions internationales. Rachat, conformément au chapitre VII de la loi précitée, des pensions échues au 31.12.1987 en application de l'ancien article 16 de la loi du 16.12.1963 par le versement d'une valeur en capital (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.115.521,00	1.818.475,51	702.954,51
	40 et 41 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES SPORTS			
	Section 41.4 – Education physique et sports			
41.4.93.000	Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un septième programme quinquennal d'équipement sportif à réaliser pendant la période du 1.1.1998 au 31.12.2002 (Crédit non limitatif)	6.197.338,00	28.231.712,00	22.034.374,00
	45 – MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT			
	Section 45.1 – Administration de l'environnement			
45.1.53.000	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000,00	3.919.865,64	2.419.865,64
	49 – MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL			
	Section 49.5 – Administration des services vétérinaires			
49.5.53.030	Frais d'exécution de la loi modifiée du 29.7.1912 sur la police sanitaire du bétail: indemnisation pour bêtes abattues d'office, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ...	170.000,00	3.651.830,11	3.481.830,11

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidité	Dépassement
	50 – MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE			
	Section 50.0 – Économie			
50.0.51.040	Application de la loi-cadre ayant pour objet le développement et la diversification économique: subventions en capital à l'investissement, aides à la promotion, garantie de l'Etat (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.400.000,00	20.391.299,77	7.991.299,77
50.0.51.043	Application de la loi du 22 décembre 2000 ayant pour objet le développement économique de certaines régions du pays: subventions en capital à l'investissement et à la création d'emplois (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000,00	15.961.238,91	5.961.238,91
50.0.73.030	Installations hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre, d'Etrelbrück et de Rosport: travaux de renouvellement et de modernisation, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) ..	100,00	2.476,03	2.376,03
50.0.81.030	Participation dans le capital social de sociétés ou à des Groupements d'Intérêt Economique (Crédit non limitatif)	100,00	98.000,00	97.900,00
	51 – MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES, DU TOURISME ET DU LOGEMENT			
	Section 51.2 – Logement			
51.2.51.041	Participation aux frais de construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide à la Société nationale des habitations à bon marché (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	421.000,00	755.174,82	334.174,82
51.2.53.004	Aide au logement: participation aux frais d'aménagements spéciaux répondant aux besoins de personnes handicapées physiquement (loi modifiée du 25.2.1979) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000,00	46.421,03	21.421,03
	52 – MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS			
	Section 52.3 – Bâtiments publics			
52.3.72.012	Divers bâtiments de l'Etat: travaux de construction, de transformation et de remise en état (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.350.000,00	12.258.742,99	4.908.742,99
52.4.74.106	Section 52.4 – Bâtiments publics – Compétences communes Acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux pour personnes handicapées (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	12.400,00	45.919,49	33.519,49
	53 – MINISTÈRE DES TRANSPORTS			
	Section 53.2 – Transports publics			
53.2.52.010	Participation de l'Etat dans les dépenses d'aménagement des parkings d'accueil (P+R), d'équipements de sécurisation dans l'intérêt des transports publics (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	625.000,00	1.285.000,00	660.000,00
53.5.81.030	Section 53.5 – Direction de l'aviation civile Participation dans le capital social de compagnies aériennes (Crédit non limitatif)	100,00	3.738.314,28	3.738.214,28
53.7.74.000	Section 53.7 – Garage du gouvernement Acquisition de véhicules automoteurs (Crédit non limitatif)	250.000,00	405.804,35	155.804,35

7. Les restants d'exercices antérieurs

Les crédits pour restants d'exercices antérieurs sont destinés à la régularisation et au paiement de dépenses engagées au cours d'un exercice antérieur pour lesquelles n'existaient pas de disponibilités budgétaires et dont le règlement est resté en souffrance.

Le montant total des restants d'exercices est généralement connu au moment de l'élaboration du projet de budget. Les sommes liquidées devraient donc correspondre aux crédits votés. La Cour des comptes note toutefois que tel n'est pas le cas pour nombre de départements ministériels. Le tableau qui suit renseigne sur les écarts constatés pour l'exercice 2002.

Tableau 17: Gestion des restants d'exercices antérieurs

	<i>Ministères</i>	<i>Crédit voté</i>	<i>Modifications</i>	<i>Liquidations</i>	<i>Excédent</i>
00	Etat	6.980,00	0,00	6.921,67	58,33
01	Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense	101.344,00	0,00	61.663,40	39.680,60
02/03	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	1.270.955,00	120,00	1.129.891,20	141.063,80
04	Finances	874.264,00	0,00	822.443,23	51.820,77
05	Finances: Trésor et Budget	1.150,00	0,00	1.144,98	5,02
07	Justice	224.420,00	0,00	219.992,13	4.427,87
08	Fonction publique et Réforme administrative	100.767,00	0,00	83.316,46	17.450,54
09	Intérieur	557.935,00	0,00	538.741,09	19.193,91
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	1.229.783,00	0,00	1.227.919,13	1.863,87
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	146.084,00	161.025,00	299.604,07	-153.520,07
14	Santé	11.116,00	138,00	10.947,60	168,40
15	Environnement	5.029,00	0,00	4.726,22	302,78
16	Travail et Emploi	15.574,00	0,00	4.735,44	10.838,56
17/18	Sécurité Sociale	34.358,00	0,00	34.069,28	288,72
19	Agriculture, Viticulture et Développement rural	417.454,00	0,00	414.951,42	2.502,58
20	Economie	79.280,00	3.000,00	29.920,97	49.359,03
21	Classes moyennes, Tourisme et Logement	20.579,00	0,00	19.111,71	1.467,29
22	Travaux publics	315.708,00	0,00	306.040,18	9.667,82
23	Transports	1.907.615,00	0,00	1.905.087,84	2.527,16
30	Etat	12.200,00	0,00	10.361,65	1.838,35
31	Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération et Défense	218.691,00	0,00	218.616,38	74,62
32/33	Culture, Enseignement supérieur et Recherche	85.000,00	0,00	0,00	85.000,00
37	Justice	240.105,00	0,00	226.934,85	13.170,15
39	Intérieur	747.489,00	0,00	496.820,24	250.668,76
	Totaux:	8.623.880,00	164.283,00	8.073.961,14	549.918,86

8. Les comptables extraordinaires

Les articles 68 à 73 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat traitent des comptables extraordinaires de l'Etat qui sont nommés par le ministre ayant le budget dans ses attributions sur proposition du ministre ordonnateur. Cette décision doit fixer la durée du mandat, les modalités de la comptabilité et du contrôle périodique par le contrôleur financier et par la Trésorerie de l'Etat, la nature des dépenses à effectuer ainsi que le montant maximum des fonds à mettre à la disposition de chaque comptable extraordinaire, de même que les catégories de recettes à recouvrer. En bref, il leur est confié d'effectuer des recettes et des dépenses déterminées au nom et pour le compte de l'Etat.

Le législateur a prévu de procéder de cette manière lorsque le recours à la procédure normale en matière d'exécution des recettes et des dépenses s'avère trop compliqué ou trop lent. Surtout l'exécution des dépenses est accélérée, étant donné que la Direction du contrôle financier n'y intervient pas au préalable. Les comptes rendus par le comptable extraordinaire à l'ordonnateur ainsi que les observations y afférentes de ce dernier sont communiqués au contrôleur financier après la clôture de l'exercice concerné. Celui-ci en fait rapport au ministre ayant le budget dans ses attributions.

Le comptable extraordinaire doit rendre compte à l'ordonnateur de l'emploi de ses fonds au plus tard pour le 28 février de l'année qui suit l'exercice auquel se rapporte son compte.

Il est à noter que suite à une initiative du Trésor de concert avec la DCF, 108 mandats de comptable extraordinaire n'ont pas été renouvelés pour l'exercice 2003 suite à la constatation que les dépenses afférentes pouvaient très bien se dérouler suivant la procédure classique de l'ordonnancement via l'application SAP.

20 comptables extraordinaires n'ont pas encore rendu compte au 1er décembre 2002 de 129 crédits pour un montant de 1.881.248 euros qui leur avaient été alloués en 2000.

Le tableau qui suit renseigne sur le nombre de comptes restés en souffrance depuis 1990.

Tableau 18: Comptes non présentés depuis 1990

<i>Exercice</i>	<i>Nombre de comptables</i>	<i>Nombre de comptes</i>	<i>Nombre de crédits</i>	<i>Montants en euros</i>
1990	2	2	2	2.361
1991	6	9	17	131.521
1992	2	5	8	46.764
1993	6	13	32	283.027
1994	5	5	9	132.965
1995	6	8	30	434.746
1996	2	6	11	84.801
1997	12	18	60	1.234.170
1998	14	26	52	944.880
1999	11	20	63	1.163.686
2000	20	37	129	1.881.248
Total	86	149	413	6.340.169

Entre 1990 et 2000, le Gouvernement a alloué 413 crédits à des comptables extraordinaires pour un montant total de 6.340.169 euros pour lesquels aucun compte n'a été présenté jusqu'à présent. Ce montant a donc pu être consommé sans que la moindre pièce justificative n'ait été produite.

En ce qui concerne les exercices 2001 et 2002, la Direction du contrôle financier a transmis à la Cour les données suivantes dans le cadre de la procédure contradictoire.

En ce qui concerne l'exercice 2001, les contrôleurs financiers ont à la date du 21 novembre 2003 passé en revue 563 comptes sur 579, comptes établis par 128 comptables extraordinaires.

Bien évidemment du fait que tous les comptables n'ont pas encore remis tous leurs décomptes, que les contrôles afférents prennent du temps, que les observations des contrôleurs financiers et de la Trésorerie doivent être instruites par les ordonnateurs et comptables concernés, à l'heure actuelle un certain nombre de dossiers demeurent en suspens.

La répartition sur les différents départements ministériels se présente comme suit:

<i>Comptes par département ministériel en 2001</i>	<i>Nombre comptes</i>
Affaires étrangères, Coopération, Action humanitaire, Défense	391
Agriculture, Viticulture et Développement rural	34
Justice	25
Classes moyennes, Tourisme et Logement	25
Environnement	19
Education nationale, Formation professionnelle et Sports	17
Travaux publics	14
Travail	9
Etat	8
Finances	7
Economie	7
Famille, Solidarité et Jeunesse	6
Culture, Enseignement supérieur, Recherche	5
Santé	5
Intérieur	2
Transports	2
Trésor et Budget	2
Fonction publique	1
Total	579

Le nombre élevé de comptes du Ministère des Affaires étrangères s'explique par le fait que les allocations de fonds au profit des 37 missions diplomatiques proviennent de la quinzaine d'articles figurant aux sections 01.1 et 31.1 du budget de l'Etat et que le comptable extraordinaire doit établir un décompte au titre de chaque article budgétaire à charge duquel des fonds lui sont alloués.

La situation des comptes des comptables extraordinaires au regard des contrôles effectués par les contrôleurs financiers en vertu des dispositions de l'article 73(3) de la loi du 8 juin 1999 se présente comme suit:

<i>Etat des comptes des comptables extraordinaires pour 2001</i>	
Comptes rendus transmis au contrôleur financier	
– comptes transmis	566
– compte non transmis	13
	579
Excédents de recettes	
– excédents versés à la Trésorerie	344
– excédents non versés à la Trésorerie	235
	579
Contrôles effectués par la DCF	
– comptes non traités	16
– accord sans observations	124
– accord avec observations	171
– accord refusé	268
	579
Décharges aux comptables	
– décharges accordées	223
– décharges non encore accordées	356
	579

Conformément aux dispositions de l'article 73(3) de la loi du 8 juin 1999 le contrôleur financier transmet ses observations au Ministre du Trésor et du Budget afin d'accorder la décharge au comptable extraordinaire. Pour les cas mentionnés ci-dessus sous „accord refusé“, le compte a été retourné avec les observations du contrôleur financier et de la Trésorerie à l'ordonnateur afin que ce dernier puisse prendre position et, le cas échéant, compléter le dossier.

Pour ce qui est de l'exercice 2002, les contrôleurs financiers n'ont été saisis à la date du 21 novembre 2003 que de 282 comptes sur 599. Le nombre élevé de comptes en suspens s'explique notamment par l'intervention du contrôle interne préalable du Ministère des Affaires étrangères sur les innombrables comptes des missions diplomatiques.

<i>Etat des comptes des comptables extraordinaires pour 2002</i>	
Comptes rendus transmis au contrôleur financier	
– comptes transmis	282
– compte non transmis	317
	599
Excédents de recettes	
– excédents versés à la Trésorerie	232
– excédents non versés à la Trésorerie	367
	599
Contrôles effectués par la DCF	
– comptes non traités	338
– accord sans observations	124
– accord avec observations	62
– accord refusé	75
	599
Décharges aux comptables	
– décharges accordées	67
– décharges non encore accordées	532
	599

9. Les montants non régularisés

En 2002, les traitements des fonctionnaires, les indemnités des employés et les salaires des ouvriers ont continué d'être avancés mensuellement par la Trésorerie de l'Etat afin d'être régularisés par le biais d'ordonnances d'imputation.

Le règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 tel que prévu à l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et déterminant les conditions et les modalités suivant lesquelles le ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser l'octroi d'avances temporaires de fonds est seulement entré en vigueur début janvier 2003.

Tous les paiements de rémunérations doivent être soumis au contrôle préalable de la DCF. En pratique toutefois, uniquement les traitements et les pensions des fonctionnaires, les indemnités des employés et les salaires des ouvriers ayant subi une modification d'un mois à l'autre sont validés par la DCF avant de faire l'objet d'un paiement via avance de trésorerie.

En ce qui concerne la régularisation par imputation des avances versées au cours de l'exercice 2002, un engagement global portant sur tous les paiements à régulariser a été soumis pour approbation à la DCF. Le Conseil de Gouvernement a ensuite ordonné la totalité des différents paiements à régulariser et 332 ordonnances d'imputation ont été liquidées à charges des crédits budgétaires respectifs.

Pour un total avancé de 1.136.613.474,23 euros, un montant de 1.136.434.294,14 euros a été imputé. Ainsi, l'exercice budgétaire 2002 s'est finalement soldé par une moins-value de liquidation de 179.180,09 euros. Cette moins-value résulte d'une erreur d'imputation concernant les rémunérations des volontaires de police.

Régularisations sur les crédits de l'exercice 2002 de découverts d'exercices antérieurs

A l'occasion des opérations de régularisation des avances pour rémunérations des agents de l'Etat en 2002, il a été procédé à l'imputation de certains montants restés en souffrance de liquidation lors des exercices budgétaires 2000 et 2001.

Ainsi un montant de 22.067,1 euros relatif à des arriérés des exercices 2000 et 2001 a été régularisé par le biais de trois ordonnances à charge des articles 12.6.11.000, 12.7.11.010 et 12.7.11.030. De ce fait l'excédent d'imputation constaté pour l'exercice 2001 a encore grandi.

Une autre ordonnance d'imputation au montant de 16.052.261,38 euros à charge de l'article 08.0.11.311 de l'exercice 2002 a été liquidée pour régulariser 39 avances de l'exercice 2000 restées en suspens. En tenant entre autres compte de ces opérations, le total des arriérés de l'exercice 2000 a pu être réduit de 19.085.498,55 euros à 3.025.703,13 euros.

Après examen des paiements régularisés par le biais de l'ordonnance d'imputation, la Cour constate que parmi les 39 avances en question, trois avaient déjà fait l'objet d'une imputation antérieure. Il en résulte un double emploi.

Il s'agit des paiements suivants:

- Culture (article initial: 03.1.11.010 au montant de 282.338,92 euros)
Outre le fait que ce montant a été liquidé à charge de l'article 08.0.11.311 de l'exercice 2002, le même paiement a déjà été imputé en deux tranches à charge de l'article 03.1.11.010 des exercices 2001 et 2002 à raison de 282.104,0 euros pour 2001 et 234,92 euros pour 2002.
- Culture (article initial: 03.3.11.030 au montant de 300.782 euros)
Outre le fait que ce montant a été liquidé à charge de l'article 08.0.11.311 de l'exercice 2002, le même paiement a déjà été imputé en deux tranches à charge de l'article 03.3.11.030 des exercices 2001 et 2002 à raison de 298.203,0 euros pour 2001 et 2.579,0 euros pour 2002.
- Transport (article initial: Fonds du rail au montant de 42.421,65 euros)
Outre le fait que ce montant a été liquidé à charge de l'article 08.0.11.311 de l'exercice 2002, le même paiement a déjà été imputé à charge du Fonds du rail pour l'exercice 2001.

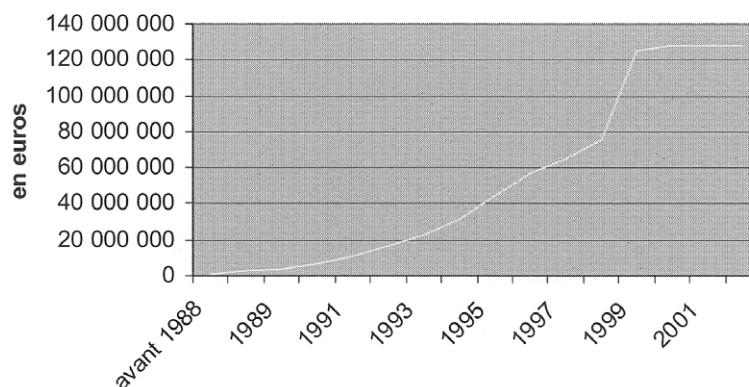
Le tableau et le graphique qui suivent renseignent sur le total des montants non régularisés budgétairement depuis l'exercice 1986.

Tableau 19: Total cumulé à imputer

Exercice	Employés et étudiants	Ouvriers	Fonctionnaires n'appartenant pas à l'enseignement	Fonctionnaires de l'enseignement	Total par exercice (en euros)
Avant 1988	667.900,32				667.900,32
1988	764.280,85		1.812.419,71	100.705,55	2.677.406,11
1989	112.495,49		818.567,13	65.857,50	996.920,12
1990	367.470,69		2.075.221,48	137.500,34	2.580.192,51
1991	858.274,66		2.647.590,67	323.377,33	3.829.242,66
1992	2.291.370,26		2.654.065,35	868.577,07	5.814.012,68
1993	1.231.217,45		3.796.142,21	1.106.313,25	6.133.672,91
1994	2.094.740,99		4.117.534,28	2.582.382,28	8.794.657,55
1995	2.613.550,06		4.753.635,61	5.643.992,08	13.011.177,75
1996	2.123.100,08		4.254.416,89	6.171.509,08	12.549.026,05
1997	803.820,93		2.575.678,05	4.392.278,07	7.771.777,05
1998	2.562.378,76		3.624.248,92	5.081.457,81	11.268.085,49
1999	19.824.907,30	48.014,52	23.777.745,66	5.044.432,91	48.695.100,39
2000	1.438.804,04	-248.245,29	25.703,06	1.809.441,32	3.025.703,13
2001	Divers				-43.508,83
2002	179.180,09	0,00	0,00	0,00	179.180,09
Total	37.933.491,97	-200.230,76	56.932.969,02	33.327.824,59	127.950.545,98

Graphique 4: Situation cumulée des avances non régularisées

(traitements des employés, fonctionnaires et ouvriers)



Ainsi délibéré et arrêté par la Cour des comptes en sa séance du 17 octobre 2003.

La Cour des comptes,

Le Greffier,
Marco STEVENAZZI

Le Président,
Norbert HILTMEN

*

II. LES REPONSES DU GOUVERNEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 5 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes, la Cour a fait parvenir en date du 23 octobre 2003 le rapport général de la Cour des comptes sur le compte général de l'Etat de l'exercice 2002 au ministre du Trésor et du Budget.

Lors de sa séance du 17 octobre 2003, la Cour des comptes a décidé de fixer le délai de réponse à la date du 18 novembre 2003, conformément à l'article 4 (6) de la loi précitée.

En date du 17 novembre 2003, le ministre du Trésor et du Budget a informé la Cour des comptes que son rapport général sur le compte général de l'Etat de l'exercice 2002 n'appellerait pas de prise de position particulière de la part des ministres des Finances, ministre du Trésor et du Budget, ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, ministre de la Sécurité sociale, ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et du ministre de la Promotion féminine. Le ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que le ministre des Travaux publics ont également informé la Cour des comptes en date du 30 octobre 2003 respectivement du 14 novembre 2003 que son rapport général sur le compte général de l'Etat de l'exercice 2001 n'appellerait pas de prise de position particulière de leur part.

Les prises de position du ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, de la Direction du contrôle financier, du ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, du ministère de l'Environnement, du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et du ministère de la Santé sont reproduites ci-après. La prise de position du ministère de la Justice n'est pas publiée s'agissant de données nominatives.

Prise de position du ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, par la présente, la prise de position du département du logement relative aux points concernant directement le département dans l'affaire émarginée.

- 1) En ce qui concerne le crédit figurant sous l'article 21.2.12.000, énuméré au tableau 13 dénommé „Les crédits surestimés“ du rapport, il y a lieu de souligner qu'un contrat de prêt de main-d'oeuvre avec la société ProfilARBED ainsi qu'un contrat d'auxiliaariat avec la firme ADECCO n'ont pu démarrer qu'en juillet respectivement en août de l'année en question à cause de retards survenus lors des négociations avec les sociétés concernées.

Quant aux crédits inscrits aux articles 51.2.51.000 et 51.2.52.000, figurant au même tableau 13, il y a lieu de noter que les économies ont été opérées en raison du fait que certains projets de construction d'ensembles de logements initialement prévus n'ont pas pu être achevés au cours de l'exercice budgétaire 2002.

- 2) En ce qui concerne le crédit figurant sous l'article 21.2.12.120, énuméré au tableau 14 dénommé „Les crédits sous-estimés“ du rapport, il y a lieu de souligner que certains engagements pris au cours de l'exercice précédent ont dû être reportés et régularisés à charge du budget 2002.
- 3) Quant aux crédits inscrits aux articles 51.2.51.041 et 51.2.53.004, figurant au tableau 16 dénommé „Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%“, il y a lieu de noter qu'il s'avère impossible d'évaluer ex ante le montant exact des dépenses en question. Elles sont susceptibles de varier substantiellement d'une année à l'autre en fonction du nombre des demandes présentées ou en fonction de l'évolution des projets de construction d'ensembles réalisés.

Prise de position de la Direction du contrôle financier

Le rapport dont question sous rubrique donne lieu aux observations ci-après de la part de la Direction du contrôle financier:

1. Dossiers non clôturés (tableau 11 page 13)

La Cour des comptes fait état de 98 dossiers non clôturés en tout pour l'exercice 2002.

D'après les informations détenues à ce jour par la Direction du contrôle financier le nombre de dossiers non clôturés s'établit désormais à 62 unités:

	<i>Ministères</i>	<i>Dossiers non clôturés</i>	<i>Chiffres rectifiés</i>
00	Etat	6	5
01	Affaires étrangères	10	9
07	Justice	4	1
08	Fonction publique et Réforme administrative	2	–
09	Intérieur	2	–
10/11	Education nationale, Formation professionnelle et Sports	5	4
12/13	Famille, Solidarité sociale et Jeunesse	5	2
14	Santé	11	6
22	Travaux publics	52	35
23	Transports	1	–
Total		98	62

A noter que sur les 16 dossiers non clôturés relevés par la DCF à l'époque de l'examen du rapport de la Cour des comptes sur le compte général de l'exercice 2001 (en date du 10 février 2003), 11 dossiers ont entre-temps été clôturés de sorte que 5 relatifs à cet exercice figurent toujours comme non clôturés dans la banque de données des refus de visa de la DCF. Il s'agit de dossiers relevant du Ministère des Travaux publics.

A noter tout particulièrement le nombre élevé en augmentation très nette par rapport à 2001 des dossiers en suspens auprès du Ministère des Travaux publics.

En raison du fait que ces dossiers ont trait à des refus portant sur des dépenses imputées à charge de crédits portant la mention „sans distinction d'exercice“ ou des crédits de fonds spéciaux, la régularisation peut évidemment être reportée au-delà de la clôture définitive de l'exercice d'engagement (engagement budgétaire reporté à l'exercice subséquent).

Périodiquement les contrôleurs financiers invitent les départements à prendre position à l'égard des refus de visa demeurés sans réponse depuis un certain temps, mais ce avec un succès tout relatif puisque le contrôleur financier ne dispose d'aucun moyen pour contraindre l'ordonnateur à répondre.

2. Refus de visa émis par les contrôleurs financiers

2.1 Commentaires relatifs au refus concernant la „garantie de salaire – faillite“ (page 18)

Il s'agit en l'occurrence d'un refus de visa ayant trait à un ordre de paiement et non à une proposition d'engagement.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi avait en effet soumis au contrôle une ordonnance de paiement à hauteur de 113.514,19 euros en relation avec la garantie de créance de divers salariés d'une firme touchée par une faillite.

Le contrôleur financier avait refusé son visa étant donné que les indemnités de départ figurant sur les décomptes de plusieurs salariés n'étaient pas dues.

En effet, l'article 24 alinéa 1er de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail dispose que „le salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée qui est licencié par l'employeur, sans que ce dernier y est autorisé par l'article 27, a droit à une indemnité de départ ...“. Or, comme les contrats de travail avaient été résiliés par la mise en faillite de l'employeur (article 30 de la même loi), le contrôleur financier était d'avis qu'il ne pouvait être question de licenciement.

Les indemnités de départ indûment demandées ne pouvaient donc pas constituer des indemnités résultant de la rupture du contrat de travail et être garanties par le fonds pour l'emploi tel que prévu par l'article 46 alinéa 3 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Suite au refus de visa, après avoir retranché les indemnités de départ à hauteur de 676,84 euros, le service compétent de l'ADEM a resoumis au contrôleur financier l'ordre de paiement sous rubrique.

Depuis lors, l'ADEM n'a plus mis en compte cette indemnité de départ dans pareils cas. Par contre, l'indemnité est toujours accordée par l'ADEM au cas où elle est légalement due du fait d'un licenciement régulier par le patron et qu'elle est encore due au jour du jugement déclaratif de la faillite.

*2.2 Commentaires relatifs au refus concernant
un marché de gré à gré dans l'intérêt d'une solution informatique
(logiciels et équipements) au profit de l'établissement public à créer pour
la gestion de la future „Cité des sciences“ (page 18)*

Après avoir exposé les tenants et aboutissants de ce dossier, dans le cadre duquel le contrôleur financier a été amené à émettre quatre refus de visa, la Cour des comptes s'interroge sur la façon dont le Ministère des Travaux publics, qui n'a pas recouru à la procédure du passé outre, a pu honorer ses engagements vis-à-vis du créancier.

Or, la réponse est simple, le Ministère des Travaux publics a opportunément attendu la création de l'établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest (loi du 25 juillet 2002) pour faire prendre en charge les dépenses afférentes (368.000 euros) par ce dernier. L'établissement public n'étant pas soumis au contrôle du contrôleur financier ce transfert de l'engagement pris par le département a permis de mettre ainsi un point final à ce dossier.

A noter que cette information figure dans la base de données Lotus Notes à laquelle la Cour des comptes a accès.

3. Rémunérations des agents de l'Etat (page 23)

3.1 Lacune dans la procédure de contrôle des rémunérations

La Cour des comptes a constaté lors de ses contrôles par sondages qu'un certain nombre de mutations (modifications de la rémunération d'agents) n'avaient pas été opérées par les calculateurs de l'Administration du personnel de l'Etat et n'ont pas été relevées par le Contrôle financier.

Dans l'état actuel de l'organisation des contrôles par les agents de la DCF, ce risque est malheureusement réel et inévitable: le contrôleur financier ne vérifie que les mutations qui lui sont soumises pour accord par les calculateurs de l'APE. Comme le contrôleur financier ne dispose pas d'une base de données propre de la situation de carrière des agents de l'Etat, il n'est évidemment pas en mesure de vérifier matériellement les mutations qui s'imposent mensuellement. A noter que la Chambre des comptes disposait d'une telle base de données (copie des dossiers détenus par l'APE), qu'elle a conservé celle-ci et s'applique à la tenir à jour.

Pour sa part le Contrôle financier, dans l'impossibilité de reconstituer une telle base de données, a dès le départ pris l'option d'opérer ses contrôles au vu des mutations communiquées par l'APE et ce en prévision du développement de la base de données électronique qui sera mise au point dans le cadre du projet SIGEP. Ce n'est en effet qu'au moyen d'une application centralisée permettant de recueillir toutes les informations ayant trait à la carrière des agents de l'Etat et ce à tous les niveaux (administrations et départements concernés, Commission d'économie et de rationalisation, Ministère de la Fonction publique, Administration du personnel de l'Etat, etc.) et concernant tous les paramètres ayant un impact sur la détermination de la rémunération de l'agent (décisions de classement, nominations, congés sans traitement/pour travail à mi-temps, etc.) que le contrôle financier pourra effectuer un tel contrôle de façon efficace.

Relevons à ce propos que l'oubli involontaire d'une mutation devrait en principe être redressé à l'occasion d'une mutation subséquente soumise au visa du contrôleur financier, qui dès lors procède à un examen exhaustif du dossier.

Il n'en demeure pas moins que le mode de contrôle ex ante actuel, malgré ce défaut, présente l'avantage, que le risque de paiements non dus est écarté et que les rémunérations effectivement versées sont comptabilisées budgétairement en fin d'exercice, alors que sous l'empire de l'ancienne législation les cas litigieux soulevés ex post par la Chambre des comptes se traduisaient par un volume croissant de dépenses réelles mais non renseignées dans les comptes généraux de l'Etat.

3.2 Documents non transmis à la Cour des comptes

La DCF n'a pas d'impact sur les documents qui sont mis à la disposition de la Cour des Comptes par l'APE; il se peut ainsi très bien que certains de ces documents aient été transmis par l'APE au Contrôle financier dans le cadre du contrôle ex ante, mais ne sont pas transmis à la Cour des Comptes pour effectuer son contrôle ex post (p.ex. certificats justifiant le droit à l'allocation de famille, pièce justifiant de la réussite à l'examen de promotion, contrats d'engagement, etc.).

3.3 Allocation de repas

En matière d'allocations de repas l'application informatique ne tient pas compte du fait qu'une tâche varie au cours d'un mois ou qu'un agent démissionne en cours de mois. Ces données doivent être saisies manuellement par l'APE. Le Contrôle financier n'a matériellement pas la possibilité de contrôler toutes les rectifications qui sont faites sur base des fiches individuelles remplies 2 fois par an par les agents de l'Etat.

3.4 Allocation de fin d'année

Les problèmes dans ce contexte sont également principalement, sinon exclusivement dus à une faiblesse/imperfection du système informatique, qui ne tient pas compte de toutes les données (p.ex. changement en cours d'année en matière d'allocation de famille). Le Contrôle financier ne peut pas vérifier les allocations de fin d'année de tous les agents.

A noter finalement que certaines informations sont transmises trop tard à la DCF: p.ex. un agent décède en janvier, mais le Contrôle ne dispose pas encore de cette information au moment où il valide un avancement en échelon pour février.

4. Dépassements sur crédits limitatifs (page 52)

La Cour des comptes a constaté qu'un dépassement de crédit a été opéré sur un crédit ne portant pas la mention „crédit non limitatif“.

Après examen des cas précités il appert que ce dépassement non sollicité auprès du Ministre du Trésor et du Budget et non d'ailleurs utilisé par l'ordonnateur, na pas été effectué intentionnellement mais résulte d'une erreur de manipulation dans SAP. En fait, l'ordonnateur avait l'intention de majorer le crédit d'engagement conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi du 8 juin 1999 relatives aux crédits portant la mention „sans distinction d'exercice“ (et non le crédit de paiement).

Depuis le début de cette année chaque transfert, dépassement ou majoration du budget d'engagement sur crédit sans distinction d'exercice donne lieu à l'édition d'une formule renseignant les mouvements opérés sur les articles budgétaires concernés et à l'image des ordonnances de paiements ces documents sont signés tant par l'ordonnateur que par le contrôleur financier qui valide l'opération dans SAP.

Les opérations de modification des crédits dans SAP étant dorénavant documentées, le genre d'erreur de manipulation susmentionné, qui pouvait échapper à la vigilance du contrôleur amené à viser l'opération exclusivement à l'écran, ne devrait plus se reproduire.

**Prise de position du ministère de l'Éducation nationale,
de la Formation professionnelle et des Sports**

<i>Page/Titre</i>	<i>Texte du rapport</i>	<i>Prise de position du département</i>
<p>Pages 15 à 17/3.2.4.– Observations émises par la Direction du contrôle financier</p>	<p><i>Service des équipements et des restaurants scolaires – Article 10.6.12.211: „Exploitation des restaurants scolaires: frais de fonctionnement des restaurants et cuisines sous régie privée“</i></p> <p>En date du 4 mars 2003, le ministère (...) a soumis au contrôle de la DCF des dépenses pour un montant total de 39.632 euros concernant le renouvellement de matériel de cuisine.</p> <p>La DCF n'a pas été en mesure de marquer son accord avec cette ordonnance de paiement (...) [pour non-respect du contrat].</p> <p>Dans sa réponse du 24 mars 2003, le ministère a précisé que le préposé des cantines avait commandé le matériel en question de sa propre initiative sans avoir été chargé par le responsable du service. (...)</p> <p>Le 26 mars 2003, la DCF a réitéré son refus au vu de „ces constatations, particulièrement graves en ce qui concerne le non-respect des procédures et compte tenu du fait que le remboursement à l'exploitant de l'acquisition de matériel est contraire aux stipulations du contrat“.</p> <p>En date du 27 mars 2003, le ministre (...) a décidé de passer outre au refus de visa (...) tout en soulignant que l'agent responsable de la dépense avait outrepassé ses compétences, mais que le fournisseur attendait de plein droit le paiement des services fournis.</p> <p>(...) <i>Article 10.6.12.211 (...)</i></p> <p>En date du 21 octobre 2002, la DCF a été saisie du contrôle d'une proposition d'engagement au montant de 1.000 euros relative à des frais de restauration. La DCF a refusé son visa en soulevant diverses irrégularités concernant la proposition d'engagement et l'exécution du marché public afférent. (...) (...)</p> <p>En date du 13 janvier 2003, le ministre (...) a transmis à la DCF un arrêté de passer-outre qui, par la suite, est devenu sans objet dû au refus du ministre ayant le budget dans ses attributions à l'égard du dépassement de crédit sollicité en vue du paiement de la dépense. (...)</p>	<p>Suite aux incohérences constatées par la DCF, le département a fait procéder en 2003, en concertation avec la DCF et l'Inspection générale des finances, à un audit du service des équipements et des restaurants scolaires.</p> <p>Afin de donner suite aux conclusions et recommandations du rapport de l'analyse, une société de consulting est actuellement en train d'élaborer des procédures visant notamment un meilleur suivi de la gestion administrative et des flux décisionnels du service.</p>

<i>Page/Titre</i>	<i>Texte du rapport</i>	<i>Prise de position du département</i>
page 56/ Les crédits non limitatifs (dépendances courantes)	<p>(...) Les crédits non limitatifs dépassés de plus de 50% concernent entre autres les articles budgétaires suivants:</p> <p>– Article 11.0.43.000 (...): Enseignement préscolaire et enseignement primaire „Frais de remplacement du personnel enseignant: part de l'Etat“</p> <p>dépassement effectif: 15.631.302,35 euros.</p>	<p>Ce dépassement a été compensé par une moins-value de 16.294.131 euros à l'article 11.0.11.020. – Indemnités des employés occupés à titre temporaire. Depuis 2002, les rémunérations des chargés de cours de l'enseignement primaire ne sont plus imputées sur le crédit prévu à cet effet à l'article 11.0.11.020, mais sont payées directement par les communes qui se font ensuite rembourser via l'article 11.0.43.000.</p> <p>Ce changement est la suite de l'arrêt du tribunal administratif du 27 septembre 2000 qui conclut que „l'Etat ne saurait être qualifié d'employeur“ (...) et que „l'Etat a dès lors revêtu la simple mission d'agent payeur avançant les rémunérations pour certains enseignants dans l'intérêt commun de la commune et lui-même pour y contribuer en définitive suivant les parts respectives convenues entre eux.“</p>
page 56/ Les crédits non limitatifs (dépendances courantes)	<p>– Article 11.0.43.009 Enseignement préscolaire et enseignement primaire „Remboursement au Fonds de dépenses communales“</p> <p>dépassement effectif: 8.380.401,00 euros.</p>	<p>L'article est doté d'un crédit symbolique, un montant ni même estimatif ne pouvant être avancé lors de l'élaboration du projet de budget. La répartition définitive de l'imputation des dépenses du personnel de l'enseignement primaire entre le budget de l'Education nationale et le Fonds de dépenses communales n'est arrêtée qu'après vérification des déclarations présentées par les communes pour l'exercice écoulé. Le présent crédit rembourse les sommes qui ont été imputées en défaveur du Fonds sur base de la répartition provisoire avant vérification des décomptes.</p>
pages 56 et 60 Les crédits non limitatifs (dépendances en capital)	<p>– Article 41.4.93.000: Education physique et sports „Alimentation du fonds d'équipement sportif national pour le financement d'un septième programme quinquennal d'équipement sportif à réaliser pendant la période du 1.1.1998 au 31.12.2002“</p> <p>dépassement effectif: 22.034.374,00 euros.</p>	<p>Le crédit inscrit à l'article 41.4.93.000 a été dépassé de 22.034.374 € et porté de 6.197.338 à 28.231.712 €.</p> <p>Il s'agit de l'enveloppe supplémentaire prévue par l'article 6 de la loi du 8 novembre 2002 autorisant le Gouvernement à subventionner un huitième programme quinquennal d'équipement sportif et modifiant l'article 1er de la loi du 24 décembre 1997 concernant le septième programme quinquennal d'équipement sportif.</p> <p>Le crédit initial a donc dû être dépassé de plus de 50% pour tenir compte de l'adaptation de l'enveloppe financière globale autorisée pour le financement du 7e programme quinquennal.</p>

<i>Page/Titre</i>	<i>Texte du rapport</i>	<i>Prise de position du département</i>
page 56/ Les crédits non limitatifs	<p>Tableau 16: Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%;</p> <p>– Article 11.4.35.060.– <i>Cotisations et subsides à des organisations et institutions internationales</i></p>	<p>Le crédit inscrit à l'article 11.4.35.060 a été dépassé à deux reprises de:</p> <p>7.550 € dans l'intérêt de la contribution initiale du Grand-Duché de Luxembourg aux frais de fonctionnement de l'Agence Mondiale Antidopage (A.M.A.) fixée pour l'année 2002, la décision concernant des contributions nationales au lieu d'une prise en charge de l'Union Européenne n'étant pas encore prise au moment des amendements budgétaires;</p> <p>10.150 € dans l'intérêt du versement de la première tranche du Grand-Duché de Luxembourg en tant que membre des Conférences Ministérielles de l'Education, de la Jeunesse et des Sports des Pays ayant le Français en Partage pour l'organisation des Jeux de la Francophonie en 2005 au Niger en Afrique. La contribution des pays du nord pour l'organisation des Jeux, qui était à payer jusqu'alors en une seule tranche à l'occasion du déroulement des Jeux, est échelonnée à partir de 2002 sur quatre années.</p> <p>Ce nouvel échéancier, qui n'était pas connu à l'occasion de l'établissement du budget de 2002, entraîne une moins-value de dépenses pour les exercices subséquents de 2003 à 2005.</p>

Prise de position du ministère de l'Environnement

En réponse à votre courrier électronique du 24 octobre 2002, je vous prie de trouver ci-après mes remarques relatives aux observations formulées par la Cour des Comptes sur les comptes généraux de l'exercice 2002.

En ce qui concerne les remarques au sujet du matériel informatique de l'Administration de l'Environnement (page 35), il y a lieu de signaler qu'en ce qui concerne l'inventaire du matériel informatique, une solution globale pour l'Etat est actuellement en discussion (système uniforme pour l'ensemble des administrations de l'Etat. L'Administration de l'Environnement a l'intention d'établir un inventaire lors de la prochaine campagne de remplacement des équipements bureautiques.

La mise en service tardive du matériel fourni par le CIE est liée à la décision de passer auprès de l'Administration de l'Environnement sur la plate-forme Windows 2000. Le matériel en provenance du Centre Informatique de l'Etat dispose d'une installation prédéfinie avec 4 composantes logicielles (Office, NetScape, Émulation 3270 et client Novell). Auprès de l'Administration de l'Environnement, 35 à 40 applications différentes sont actuellement en service. Lors d'un changement du système d'exploitation, il faut effectuer une installation-type pour tous ces logiciels, exécuter une série de tests concernant la stabilité des systèmes en tenant compte des différentes combinaisons possibles. L'hétérogénéité du matériel issu de différentes fournitures et l'intégration dans le réseau (p.ex. accès aux imprimantes en proximité de l'équipement installé) mène à une charge de travail importante.

En outre, l'installation tardive du nouveau matériel est aussi dû au fait que les ressources humaines restreintes du service informatique de cette administration sont liées à un bon nombre d'autres tâches (assistance courante des utilisateurs, gestion journalière des équipements, adaptations des systèmes aux nouveaux besoins, établissement de statistiques, développement d'un site Web, rédaction de notes justificatives, ...).

Il faut aussi tenir compte du fait que l'administration doit respecter les aspects juridiques en ce qui concerne les licences des systèmes d'exploitation, ce qui engendre qu'on ne peut pas installer un Windows 2000 sur un équipement fourni initialement avec une licence Windows NT 4.0.

Finalement, il est à noter que la gestion de différentes plates-formes (systèmes d'exploitation) en parallèle augmenterait considérablement la tâche de gestion du parc informatique. ...

Quant à la remarque que le Ministère de l'Environnement a cessé toute communication des pièces relatives au personnel à la Cour des Comptes (page 23), il est à noter que la lettre du 4 janvier 2001 de la Cour des Comptes dont question n'a jamais été transmise au responsable du personnel.

1. Transferts de crédits

Les dépenses de l'article 45.1.74.000 relatif à l'acquisition de véhicules automoteurs ont été largement dépassées parce qu'une ancienne voiture de service tout terrain était tombée en panne, que les réparations étaient trop chères et qu'il fallait cependant la remplacer d'urgence.

2. Crédits surestimés

Les dépenses de l'article 15.0.12.140 relatif aux frais des relations publiques ont été moins élevées parce que la participation à l'Oeko-Foire était moins onéreuse que prévue, et parce que la participation à la journée mondiale de l'environnement et la réalisation de certains workshops n'ont pas pu être réalisés à cause d'une restructuration des tâches/missions internes au Ministère.

Les mesures prévues pour imputer à l'article 15.0.43.040 concernaient des conventions à signer avec certains syndicats intercommunaux et/ou communes dans le cadre de la gestion et de l'entretien de l'environnement naturel. Ces conventions ont dû être approuvées par l'autorité de tutelle, ce qui explique le retard de leur mise en vigueur.

Les crédits des articles 45.1.51.041 et 45.1.52.000 sont destinés à des subsides pour des entreprises pour des mesures prises dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique. Ces crédits n'ont pas été utilisés en raison du manque de demandes de la part d'entreprises à de tels projets.

Les crédits de l'article 15.1.52.020 sont également destinés à l'allocation de subsides pour des projets en relation avec l'utilisation rationnelle de l'énergie, la réalisation d'économies d'énergie et la valorisation des énergies nouvelles et renouvelables. Il a été surestimé parce qu'il est toujours difficile de prévoir à l'avance le nombre de demandes présentées.

3. Crédits sous-estimés

Le crédit de l'article 15.0.12.315 avait été sous-estimé parce que l'élaboration d'une cartographie bioclimatique du Luxembourg a pu entièrement être réalisée au cours de l'exercice 2002 (au lieu de deux années initialement prévues) et parce que l'actualisation et la maintenance du logiciel „gestion des dossiers Conservation de la Nature“ s'est avéré plus coûteux dû d'une part à une amélioration importante de spécifications souhaitées par les utilisateurs et d'autre part à un besoin considérable de l'assistance méthodologique et technique fournies par le CRP Henri-Tudor.

Le crédit de l'article 15.2.12.021 relatif aux frais d'exploitation du parc automobile des préposés forestiers a été insuffisant en raison de l'augmentation importante du coût du carburant et de réparations importantes et imprévisibles de plusieurs voitures de service.

4. Crédits transférés dépassant 90% du crédit voté

Articles 45.1.51.041, 45.1.52.000 et 45.1.52.020: cf. remarques ci-dessus.

5. Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

L'insuffisance de crédit de l'article 15.2.12.100 est due à l'augmentation du loyer de l'immeuble abritant le service de la conservation de la nature de l'arrondissement de la conservation de la nature du centre et à la prise en location d'un hangar à Berbourg utilisé par les services du préposé forestier.

En ce qui concerne l'article 15.2.12.340, l'important dépassement a été nécessaire en vue de réaliser les différentes mesures prises conjointement par le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de l'Environnement en vue de la lutte contre la peste porcine qui s'est déclarée en 2002. Il reste à noter cependant que les dépenses imputées à cet article budgétaire ne concernent que des mesures de lutte contre la peste porcine auprès des sangliers.

Les dépenses de l'article 45.1.53.000 concernent des subsides aux particuliers conformément au règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables. Le dépassement important trouve son origine dans le fait que le nombre et le montant des demandes de subsides introduites sont beaucoup plus importants que prévu.

Prise de position du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

1. Le chapitre 4 sur les contrôles intensifiés de la Cour des Comptes nécessite, en ce qui concerne le volet „4.1 Acquisitions de matériel informatique“, certaines précisions:

Tout d'abord, il y a lieu de remarquer que le Centre Informatique de l'Etat (CIE) ne possède pas le monopole de l'acquisition du matériel informatique pour le secteur public. En effet, conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 29 mars 1974 créant un Centre Informatique de l'Etat, des réseaux différents existent au niveau des établissements de sécurité sociale, des administrations communales, de l'enseignement et de l'administration centrale. En outre, plus de 20 services informatiques locaux avec une certaine indépendance en matière d'acquisition de matériel informatique existent au niveau du réseau de l'administration centrale, géré par le Centre Informatique de l'Etat. De plus, au sein de chaque département ministériel, administration et service de l'Etat, un correspondant informatique est désigné pour assumer le rôle de responsable de la bonne gestion du matériel informatique mis à disposition du personnel.

- Concernant les ordinateurs du Centre de Communications du Gouvernement, il s'agit d'équipements hautement spécialisés qui nécessitent des droits d'accès et des qualifications très poussées qui sont exclusivement réservées au personnel de cette administration, en raison du caractère extrêmement confidentiel de ses missions.
- En ce qui concerne l'Administration de l'Environnement et le Laboratoire national de santé, la tenue de l'inventaire du matériel informatique est, pour les raisons invoquées, de la responsabilité exclusive du correspondant informatique de l'administration respective. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la recommandation de la Cour des Comptes concernant un inventaire informatisé uniforme fera l'objet d'un point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Bureau de la Commission Interministérielle à l'Informatique.

- A l'Administration de l'Environnement, la Cour des Comptes a constaté que „une grande partie du matériel informatique livré à la mi-octobre 2002 (quinze ordinateurs sur seize livrés) est restée emballée dans les cartons d'origine et n'a donc pas été mis à la disposition des agents“. L'administration concernée se justifie en faisant référence „à une configuration de base du matériel qui ne correspondait pas aux besoins de l'administration“. Or, le Centre Informatique de l'Etat commande les ordinateurs en fonction des besoins définis par l'administration. Le fournisseur des machines s'occupe en principe de l'installation et du test de chaque machine. Si les administrations ne recourent pas à ce service, il est de la compétence des correspondants informatiques locaux qui sont aussi responsables pour le transfert de fichiers et de programmes de machines existantes.
 - Si la Cour constate que le „CIE ne peut que difficilement remplir à l'heure actuelle l'intégralité de sa mission“ telle que prévue par la loi modifiée du 29 mars 1974, „étant donné que le C.I.E. n'achète plus qu'environ 53% du matériel informatique et bureautique“, il faut mettre cette affirmation dans le contexte de la répartition des responsabilités actuellement en vigueur et décrit sommairement ci-dessus. En tout cas, en ce qui concerne les départements ministériels, administrations et services de l'Etat gérés par le Centre Informatique de l'Etat, ce dernier remplit parfaitement l'intégralité de sa mission qui lui est dévolue par le législateur en fournissant le matériel informatique nécessaire et ce en pleine conformité avec les procédures légales en vigueur, souvent longues et pénibles.
2. Le chapitre 4 sur les contrôles intensifiés de la Cour des Comptes donne lieu en ce qui concerne le volet „4.2.1 Rémunérations des agents de l'Etat“ à certains commentaires:
- L'échantillon de la Cour des Comptes, dont l'enseignement ne fait pas partie, comprend plus de 1.000 dossiers relatifs aux fonctionnaires et aux employés. Il y a lieu de relever ici que l'Administration du Personnel de l'Etat (APE) a traité, en 2002, le nombre de dossiers suivants :
 - Fonctionnaires 14.317
 - Employés 4.965
 - Ouvriers 2.578
 - Etudiants 798
 - Autres 410
 - Si la Cour des Comptes constate que „la communication des pièces a été et continue d'être défaillante“, elle met l'accent sur une procédure compliquée et d'application depuis longue date, mais qui a présenté depuis toujours un certain nombre de désavantages:
 - transmission d'un volume considérable de pièces entre les différents acteurs;
 - classement fastidieux de pièces et archivage multiple de dossiers qui sont gérés physiquement à plusieurs endroits;
 - utilisation d'un nombre important de systèmes informatisés locaux plus ou moins évolués par les différents acteurs.

Les caractéristiques décrites ci-dessus sont bien sûr source d'erreur potentielle et il n'est pas du tout et en aucun moment garanti que le contenu du dossier de la Cour des Comptes correspond au contenu du dossier de l'APE. Ainsi, il se peut parfaitement qu'un paiement correct réalisé par l'APE soit considéré comme irrégulier par la Cour des Comptes. Qu'il soit permis de soulever la question si la procédure actuellement en vigueur ne nécessite pas d'urgence une révision étant donné qu'elle entraîne un surplus de travail énorme aussi bien pour l'APE que pour l'administration concernée, et qu'un nombre réduit de documents est utilisé par la Cour des Comptes pour ses contrôles. Une possibilité pour améliorer la collaboration entre l'APE, la Cour des Comptes et les administrations concernées serait d'inviter la Cour des Comptes à faire ses contrôles directement sur les dossiers de l'APE.
 - Le rapport de la Cour des Comptes retient que „presque aucune pièce concernant l'exercice 2002 n'est parvenue à la Cour“. Il y a lieu de remarquer que la responsabilité de la transmission des différentes pièces à figurer dans le dossier personnel incombe à l'ordonnateur. En effet, ce sont les départements et administrations concernés qui sont responsables de l'établissement des pièces documentant les événements et de leur transmission à la Cour des Comptes et à l'Administration du Personnel de l'Etat.

- Les dossiers incomplets restés en souffrance à la date de la délibération et de l'arrêt du rapport de la Cour des Comptes, de même que ses observations, ont fait l'objet d'un réexamen de la part tant des responsables que des agents concernés de l'Administration du Personnel de l'Etat. Les deux tableaux qui documentent en détail la position de l'APE sont repris en annexe. Elle peut se résumer dans le tableau qui suit:

Statut	Constat	Dossier Cour des Comptes	Dossiers APE complets et avec traitement correct		Dossiers APE incomplets et avec traitement incorrect	
Fonctionnaire	Dossier incomplet	10	8	80%	2	20%
Fonctionnaire	Observation	82	27	33%	55	67%
Employé	Dossier incomplet	47	44	94%	3	6%
Employé	Observation	102	71	70%	31	30%
Total		241	150	62%	91	38%

La vérification par l'Administration du Personnel de l'Etat confirme la proposition d'étudier la possibilité de supprimer la transmission des documents à la Cour des Comptes et de l'inviter à faire ses contrôles directement sur les dossiers de l'APE.

- En 2002, tout comme les années précédentes, le calcul de certains traitements non ou peu automatisés ont nécessité des traitements manuels fastidieux. L'amélioration sur certains points de l'actuel système informatisé de l'Administration du Personnel de l'Etat permettra dans le futur une meilleure qualité du travail effectué, aussi bien pour l'APE que pour la Direction du Contrôle Financier. Mais ce sera surtout la mise en place du nouveau système informatisé intégré, actuellement à l'étude et dont la mise en service est prévue pour le 1er janvier 2006, qui devrait permettre d'éliminer pratiquement toutes les erreurs, tout en réduisant les multiples contrôles manuels actuels à un strict minimum.
3. Dans son chapitre 6 concernant les crédits non limitatifs, la Cour des Comptes fait référence à l'article budgétaire „38.5.74.051: Programme d'équipement des administrations et services de l'Etat en matériel bureautique: acquisition d'équipements (Sans distinction d'exercice)“ pour lequel elle croit avoir enregistré un dépassement de 900.000 € sur un article budgétaire ne portant pas la mention „Crédit non limitatif“. Or, comme l'article budgétaire en question porte la mention „Sans distinction d'exercice“ il peut légalement être surengagé d'un tiers afin de favoriser le passage d'un exercice budgétaire à l'autre. Dans ce cas-ci, le dépassement prévu pour le budget des engagements a, par erreur, aussi été appliqué au budget des paiements. Le dépassement n'a pourtant jamais été consommé et le montant payé à travers cet article reste avec 2.792.271,94 € en dessous du niveau autorisé par la Chambre des Députés (2.793.740,00 €).
 4. Dans son chapitre 9 concernant les montants non régularisés relatifs aux rémunérations des agents de l'Etat, la Cour des Comptes rappelle qu'en 2002 „les traitements des fonctionnaires, les indemnités des employés et les salaires des ouvriers ont continué d'être avancés mensuellement“ et qu' „un engagement global portant sur tous les paiements à régulariser a été soumis pour approbation à la DCF“. La mise en place de nouvelles procédures d'engagement et d'ordonnement des rémunérations principales des agents de l'Etat a fait l'objet d'une lettre adressée le 23 janvier 2002 par le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative au Ministre du Trésor et du Budget. En effet, pour des raisons organisationnelles, administratives et techniques, il a été jugé utile par tous les acteurs concernés (Inspection Générale des Finances, Direction du Contrôle Financier, Trésorerie de l'Etat, Administration du Personnel de l'Etat) de charger le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative en principe exclusivement de la gestion de tous les articles budgétaires en relation avec les rémunérations principales des agents de l'Etat et de continuer à payer les rémunérations principales des agents de l'Etat par avances ainsi que de procéder périodiquement aux ordonnances d'imputation relatives à ces paiements. La base pour la mise en oeuvre de ces principes a été créée par le règlement grand-ducal du 20 décembre 2002 portant exécution de la loi du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2003 et le règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances tempo-

raires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat. L'année 2002 est par conséquent à considérer comme année de transition, avec la mise en place de nouvelles procédures d'engagement et d'ordonnancement d'une part et la mise en vigueur d'une réglementation adéquate y relative pour les années à venir d'autre part. Cela permet d'appliquer à partir de 2003 des procédures plus efficaces, tenant compte des contraintes organisationnelles, administratives et techniques, tout en garantissant un ensemble de contrôles suffisants à tous les niveaux.

Si la Cour des Comptes fait référence à une ordonnance d'imputation „au montant de 16.052.261,38 euros à charge de l'article 08.0.11.311 de l'exercice 2002“, elle met en évidence les efforts de mes services qui ont procédé à l'imputation des montants non régularisés de l'exercice 2000. Pour ce faire, et conformément à la décision du Conseil de Gouvernement du 20 décembre 2002 relative à la régularisation des arriérés en matière d'imputation des rémunérations des agents de l'Etat, ils ont eu recours aux montants avancés par la Trésorerie de l'Etat étant donné que ces données sont les plus complètes et que les opérations d'ordonnancement à entamer ne peuvent constituer que la contrepartie comptable formalisée des sorties de fonds effectivement opérés dans le temps à charge du Trésor au cours de chaque exercice. Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative n'hésitera certainement pas à prendre une nouvelle initiative afin de trouver une solution définitive au problème des avances non régularisées.

La Cour relève aussi un certain nombre d'avances régularisées pour l'exercice 2002 qui ont déjà fait l'objet d'une régularisation sur un exercice antérieur. Dans ce cas, il s'agit de rémunérations qui ont fait l'objet d'un recalcul et dont les montants sont par après comptabilisés sur deux exercices budgétaires.

Prise de position du ministère de la Santé

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après ma prise de position concernant la remarque formulée par la Cour des Comptes à la page 3 de son rapport sur l'exercice 2002 et qui concerne „le solde positif depuis 1999 de l'article 35 du budget des recettes et dépenses pour ordre. (Remboursement par le Centre hospitalier neuropsychiatrique des traitements, indemnités, salaires et charges sociales patronales des agents publics; intérêts de retard: + 11.712.426 euros)“.

Le solde positif mentionné résulte du fait que l'ordonnance d'imputation du 17 mars 2000 concernant une partie des traitements du personnel du CHNP et se rapportant à l'exercice 1999 n'a pas encore été liquidée par la Cour des Comptes.

Pour l'année 1999 la Trésorerie de l'Etat a avancé la somme totale de 730.619.199.- LUF à titre de rémunération des agents publics du CHNP. Sur initiative du Ministère de la Santé, ce montant a été recouvré par le Ministre des Finances et remboursé au Trésor en date du 18 décembre 2000.

Je suis donc d'avis que la remarque formulée par la Cour des Comptes est plutôt un problème d'écriture comptable et qu'il ne s'agit pas d'un déséquilibre réel entre recettes et dépenses pour ordre.

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171/04

N° 5171⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI**portant règlement du compte général de l'exercice 2002**

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(22.2.2005)

Par dépêche du 25 janvier 2005, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir au Conseil d'Etat un amendement gouvernemental adopté par le Conseil de gouvernement le 14 janvier 2005, relatif au projet de loi sous rubrique.

Le texte amendé du projet de loi était accompagné d'un commentaire.

La différence par rapport au projet de loi portant sur la même matière, déposé le 19 juin 2003 à la Chambre des députés, réside dans le fait de l'adoption de la loi du 6 décembre 2004 relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002 qui procède à la répartition de l'excédent budgétaire au programme pluriannuel des investissements de l'Etat (*doc. parl. No 5236*).

Le Gouvernement propose ainsi de remplacer le texte du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002 qui a fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat du 4 janvier 2005 par un nouveau texte qui tient compte de la répartition de l'excédent de recettes au titre de l'exercice sous rubrique.

Les modifications en question concernent l'article 1er et l'article 3. A l'article 1er, l'excédent des recettes est désormais diminué des 59 millions euros affectés à différents fonds spéciaux de l'Etat et passe ainsi de 59.243.828,92 euros à 243.828,92 euros. Cet excédent de recettes est porté au crédit du compte „Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“ dont le solde s'établit désormais à 505.860.145,78 euros.

L'article 3, qui reprend l'avoir disponible des fonds spéciaux arrêtés à la fin de l'exercice 2002, tient compte désormais des affectations opérées par la loi du 6 décembre 2004, ce qui fait passer le total de l'avoir disponible des fonds spéciaux de l'Etat de 2.515.523.313,14 euros à 2.574.523.313,14 euros.

Les dispositions de la loi du 6 décembre 2004 relatives à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002 se trouvent désormais intégrées dans la version amendée du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002.

Le Conseil d'Etat tout en approuvant cette démarche n'a pas de remarque à formuler sur le libellé actuel des trois articles du texte du projet de loi amendé et partant en propose l'adoption.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 février 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171/00B

N° 5171^B

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

* * *

ANNEXE 3

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(17.6.2004)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Trésor et du Budget, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'annexe explicative No 3 au projet de loi repris sous rubrique.

En effet, ledit document n'a pu être établi qu'après le calcul du revenu national brut par le STATEC.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour le Ministre aux Relations
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

Conseiller de Gouvernement Ire classe

*

PROJET DE LOI No 5171

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

ANNEXE 3

Quatre tableaux comparant, pour les années 2001 à 2002, les dépenses courantes ainsi que les recettes fiscales et parafiscales au produit intérieur brut (P.I.B.) à prix courants (tableaux 1 et 2) et au revenu national brut (R.N.B.) à prix courants (tableaux 3 et 4)

Unité: mio de EUR

*Tableau 1: Evolution comparée du produit intérieur brut (P.I.B.)
à prix courants et des dépenses ordinaires de 2001 à 2002*

<i>Année</i>	<i>P.I.B. à prix courants</i>	<i>Taux de crois- sance annuels en %</i>	<i>Dépenses courantes</i>	<i>Taux de crois- sance annuels en %</i>	<i>Dépenses courantes au P.I.B. en %</i>
2001	21.971,3	n.d.	4.785,8	n.d.	21,78
2002	22.506,2	2,43	5.217,3	9,02	23,18

Tableau 2: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au P.I.B. – Années 2001 à 2002

Année	Recettes fiscales (1)	en % du P.I.B.	Cotis. à la séc. soc. (2)	en % du P.I.B.	Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)	en % du P.I.B.
2001	5.939,6	27,03	2.412,8	10,98	8.352,4	38,02
2002	6.237,2	27,71	2.535,6	11,27	8.772,8	38,98

Remarque: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celle du produit national brut (P.N.B.)

Notes: 1) Recettes fiscales = voir STATEC: Comptes Nationaux, tableau C. 141

2) Cotisations sociales effectives = voir STATEC: Comptes Nationaux, tableau C. 143

Tableau 3: Evolution comparée du revenu national brut (R.N.B.) à prix courants et des dépenses ordinaires de 2001 à 2002

Année	R.N.B. à prix courants	Taux de croissance annuels en %	Dépenses courantes	Taux de croissance annuels en %	Dép. cour. par rapport au R.N.B. en %
2001	20.441,2	n.d.	4.785,8	n.d.	23,41
2002	20.212,2	-1,12	5.217,3	9,02	25,81

Tableau 4: Importance des recettes fiscales de l'Etat et des cotisations à la sécurité sociale par rapport au R.N.B. – Années 2001 à 2002

Année	Recettes fiscales (1)	en % du R.N.B.	Cotis. à la séc. soc. (2)	en % du R.N.B.	Total recettes fisc. et parafisc. (1 + 2)	en % du R.N.B.
2001	5.939,6	29,06	2.412,8	11,80	8.352,4	40,86
2002	6.237,2	30,86	2.535,6	12,54	8.772,8	43,40

Remarque: P.I.B. et R.N.B. = selon le nouveau système de comptabilité nationale SEC95, où la notion du revenu national brut (R.N.B.) remplace celle du produit national brut (P.N.B.)

Notes: 1) Recettes fiscales = voir STATEC: Comptes Nationaux, tableau C. 141

2) Cotisations sociales effectives = voir STATEC: Comptes Nationaux, tableau C. 143

5171/02

N° 5171²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI**portant règlement du compte général de l'exercice 2002**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(4.1.2005)

Par dépêche du 24 juin 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a saisi le Conseil d'Etat du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002, élaboré par le ministre du Trésor et du Budget. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs.

Le 24 juillet 2003, divers tableaux ne faisant pas partie intégrante du projet de loi sous rubrique, mais fournissant des explications supplémentaires et facilitant l'analyse du compte général en question, sont parvenus au Conseil d'Etat. L'annexe explicative numéro 3, portant sur les comparaisons budgétaires avec le produit intérieur brut (P.I.B.) et avec le revenu national brut (R.N.B.) est parvenue au Conseil d'Etat par dépêche du 17 juin 2004.

Le 18 octobre 2004, le Conseil d'Etat fut saisi de manière officielle, à la demande du président de la Chambre des députés, du rapport de la Cour des Comptes sur le compte général de l'Etat de l'exercice 2002 qui porte la date du 8 décembre 2003, ceci sans doute pour répondre à la critique du Conseil d'Etat formulée dans son avis du 28 septembre 2004 concernant le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001 relatif au fait que ledit rapport sur les comptes généraux de l'Etat ne lui avait pas été transmis par voie officielle.

*

Lors de l'établissement du projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002, les auteurs du projet de loi se basaient sur des hypothèses de croissance du P.I.B. de 5,3% en version SEC. Le désenchantement fut rapide: dans sa note de conjoncture 2/2003, le Statec retient pour 2002 une croissance du P.I.B. de 1,1%. A ce propos, le Conseil d'Etat ne peut s'empêcher de citer son avis du 8 novembre 2001 relatif au projet de loi (*No 4848*) concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 où il avait formulé les observations suivantes:

„L'ensemble de ces paramètres annonce, après une année de croissance économique très forte en 2000 et un ralentissement économique mondial en 2001, une reprise considérable en 2002, surtout en ce qui concerne le P.I.B., la consommation finale des ménages et l'exportation de biens et de services.

Or, force est de constater qu'aujourd'hui cet optimisme n'est plus fondé: l'économie mondiale déjà morose a connu une dégradation supplémentaire après les attaques terroristes sur New York et Washington le 11 septembre 2001. Le projet de budget sous avis ayant été déposé à la Chambre des députés le 19 septembre 2001, il est évident que les événements bouleversants s'étant produits quelques jours seulement avant ce dépôt, ainsi que leur impact sur les paramètres économiques mondiaux n'ont pas pu être pris en considération.“

Plus loin, le Conseil d'Etat avait remarqué:

„En résumé, le Conseil d'Etat considère que les paramètres à la base du présent projet de budget qui concernent l'économie internationale, sans doute justifiés et économiquement fondés avant les événements du 11 septembre, sont susceptibles d'être revus à la baisse, compte tenu des considérations qui précèdent.“

*

La loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 a été modifiée à la suite par la loi du 26 juillet 2002 relative à l'accord salarial dans la Fonction publique, la loi du 2 août 2002 relative à la protection des données à caractère personnel, ainsi que par la loi du 7 août 2002 portant création du Centre virtuel de connaissance sur l'Europe. Prises en conjonction, ces trois lois ont eu pour effet d'augmenter le montant des dépenses du budget voté d'un total de 23.065.670 millions d'euros.

En incluant ce montant dans le budget définitif de l'exercice 2002, la balance des comptes généraux de l'exercice 2002 s'établit désormais comme suit:

	<i>Budget définitif 2002</i>	<i>Compte général 2002</i>	<i>Variations</i>	
			<i>en valeur</i>	<i>en %</i>
Recettes				
– courantes	5.935.153.555	6.149.413.915,08	214.260.360,08	+ 3,6
– en capital	42.020.329	51.007.071,56	8.986.742,56	+ 21,4
Total recettes (1)	5.977.173.884	6.200.420.986,64	223.247.102,64	+ 3,7
Dépenses				
– courantes	5.145.880.385	5.217.274.196,87	71.393.811,87	+ 1,4
– en capital	853.272.666	923.902.960,85	70.630.294,85	+ 8,3
Total dépenses (2)	5.999.153.051	6.141.177.157,72	142.024.106,72	+ 2,4
Excédent de recettes (1) - (2)	-21.979.167	59.243.828,92	81.222.995,92	

La comparaison du total des dépenses avec le budget définitif de 2002 fait apparaître une différence de 142,02 millions d'euros, ce qui constitue un dépassement de 2,4% des prévisions budgétaires et qui s'explique par les dépenses supplémentaires suivantes:

- achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 65,9 millions d'euros);
- subventions d'exploitation (+ 38,8 millions d'euros);
- transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 37,8 millions d'euros);
- dotations de fonds de réserve (+ 33,2 millions d'euros);
- transferts de revenus aux administrations publiques locales (+ 20,5 millions d'euros).

Comparées au compte général de l'exercice 2001, on constate une progression des dépenses courantes et en capital de 7,61%.

Au niveau des recettes, l'exécution budgétaire fait apparaître une différence de 223.247.102,64 millions d'euros, ce qui constitue une progression de 3,7% par rapport au budget définitif 2002. Ces plus-values de recettes sont essentiellement dues à une augmentation des recettes sur impôts directs (+ 248,8 millions d'euros), des recettes d'exploitation, taxes et redevances (+ 22 millions d'euros), des recettes de participation ou avances de l'Etat (+ 23,48 millions d'euros), de recettes sur le poste douanes et accises (+ 73,2 millions d'euros), diminuée de moins-values de recettes sur les postes impôts, droits et taxes (- 173,4 millions d'euros) et des recettes domaniales (- 4,4 millions d'euros). Par rapport au compte général de l'exercice 2001, les recettes totales de l'Etat sont en augmentation de 8,6%.

Il en résulte pour le compte de l'exercice 2002 un excédent de recettes de 59.243.828,92 millions d'euros. La loi du 6 décembre 2004 relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002, avisée par le Conseil d'Etat le 20 avril 2004, dispose la répartition de cet excédent budgétaire au programme pluriannuel des investissements de l'Etat (*Doc. parl. No 5236*). Dans son avis relatif à la loi susmentionnée, le Conseil d'Etat avait remarqué que, „ d'un côté, l'estimation budgétaire se rapproche progressivement du résultat global de l'exercice mais que, de l'autre côté, le montant des plus-values budgétaires disponible pour alimenter les fonds d'investissement se rétrécit considérablement“.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à formuler concernant le libellé des trois articles du projet de loi soumis à son examen.

A la lumière des considérations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose l'adoption du projet de loi sous revue.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 4 janvier 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171/03

N° 5171³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

* * *

AMENDEMENT GOUVERNEMENTAL

(14.1.2005)

La loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat dispose que le dépôt du projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat pour un exercice donné doit se faire au plus tard le 31 mai de l'exercice subséquent. Afin de respecter cette exigence légale, le compte général pour 2002 a été dressé dans le délai et déposé à la Chambre des Députés en exécution d'un arrêté grand-ducal du 13 juin 2003.

Par la suite est intervenue la loi du 6 décembre 2004 qui a affecté à différents fonds spéciaux de l'Etat un montant de 59 millions d'euros provenant de l'excédent de recettes de l'exercice budgétaire 2002. Il est dès lors indispensable d'amender le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002, uniquement pour tenir compte de cette affectation.

Le Gouvernement propose dès lors de remplacer le texte du projet de loi déposé le 13 juin 2003 par la version ci-après. Le tableau détaillé par articles budgétaires qui fait partie intégrante du projet de loi reflétera exactement les mêmes modifications.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI AMENDE

Art. 1er.— Le compte général des recettes et des dépenses effectuées sur les budgets courant et en capital de l'Etat ainsi que sur le budget pour ordre pendant l'exercice 2002 annexé à la présente loi, est arrêté comme suit:

A.— Recettes et dépenses courantes et en capital

I.	Recettes effectives	6.200.420.986,64 euros
II.	Dépenses effectives	6.200.177.157,72 euros
III.	Excédent de recettes	243.828,92 euros

L'excédent de recettes est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital“ dont le solde positif s'établit alors à **505.860.145,78 euros**.

B.— Recettes et dépenses pour ordre

I.	Recettes pour ordre	3.089.667.111,95 euros
II.	Dépenses pour ordre	3.064.437.888,12 euros
III.	Excédent de recettes pour ordre	25.229.223,83 euros

L'excédent de recettes pour ordre est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et dépenses pour ordre“ dont le solde positif s'établit alors à **10.957.723,45** euros.

Art. 2.– Les comptes de fonds de tiers déposés auprès de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2002 comme suit:

I.– Fonds des communes

Fonds communal de péréquation conjoncturelle	41.727.670,80 euros
Fonds de dépenses communales	– 72.490.419,92 euros

II. – Fonds d'autres tiers

Consignations judiciaires	18.486.958,95 euros
Consignations faites par des étrangers	0,00 euros
Fonds des successions en déshérence non encore acquises à l'Etat	0,00 euros

Art. 3.– L'avoir disponible des fonds spéciaux et le solde des fonds de couverture de l'Etat sont arrêtés à la fin de l'exercice 2002 comme suit:

I.– Fonds spéciaux de l'Etat

Fonds d'investissements publics administratifs	377.684.346,64 euros
Fonds d'assainissement en matière de surendettement	138.508,64 euros
Fonds de la coopération au développement	35.404.600,13 euros
Fonds communal de dotation financière	0,00 euros
Fonds de la chasse	0,74 euros
Fonds de crise	21.715.472,77 euros
Fonds social culturel	60.832,45 euros
Fonds cynégétique	455.871,89 euros
Fonds de la dette publique	329.662.102,78 euros
Fonds des eaux frontalières	1.415.716,68 euros
Fonds pour l'emploi	109.253.003,38 euros
Fonds pour la loi de garantie	189.431.619,46 euros
Fonds pour la gestion de l'eau	94.106.837,87 euros
Fonds pour les monuments historiques	15.012.221,36 euros
Fonds d'équipement militaire	1.056.059,39 euros
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	29.043.235,17 euros
Fonds de la pêche	446.842,92 euros
Fonds pour la protection de l'environnement	79.445.994,88 euros
Fonds de pension	15.398.306,58 euros
Fonds du rail	142.687.354,32 euros

Fonds pour la réforme communale	61.973,38 euros
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	111.694.389,42 euros
Fonds des routes	161.304.821,72 euros
Fonds d'investissements publics scolaires	276.861.244,62 euros
Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales	161.237.455,77 euros
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières	334.106.964,48 euros
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	62.443.345,29 euros
Fonds d'équipement sportif national	24.394.190,41 euros
<i>Total de l'avoir disponible des fonds spéciaux de l'Etat</i>	2.574.523.313,14 euros

II.– Fonds de couverture de dettes de l'Etat sans incidence budgétaire

Fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor	64.495.299,93 euros
Fonds de couverture des avoirs sur comptes chèques postaux	531.296.925,46 euros

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171 - Dossier consolidé : 434

5171/05

N° 5171⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI**portant règlement du compte général de l'exercice 2002**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES COMPTES
ET DU CONTROLE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE**

(14.3.2005)

La Commission se compose de: M. Henri GRETHEN, Président; M. Norbert HAUPERT, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, John CASTEGNARO, Lucien CLEMENT, Ben FAYOT, Mme Colette FLESCHE, MM. Robert MEHLEN, Laurent MOSAR et Michel WOLTER, Membres.

*

I. INTRODUCTION ET TRAVAUX DE LA COMMISSION

Le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'exercice 2002 a été déposé à la Chambre des Députés le 19 juin 2003. Au texte du projet de loi était joint un exposé des motifs. Les annexes relatives au projet de loi ont été communiquées à la Chambre des Députés le 23 juillet 2003 et le 17 juin 2004. Le rapport de la Cour des comptes est parvenu à la Chambre des Députés le 8 décembre 2003. Y étaient incluses les réponses du gouvernement aux points soulevés par la Cour des comptes. Au cours de la réunion du 8 décembre 2003, M. Norbert Hauptert a été désigné comme rapporteur du présent projet de loi.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 4 janvier 2005. Le gouvernement a soumis un amendement au Conseil d'Etat le 14 janvier 2005. La Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 14 février 2005. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été rendu le 22 février 2005.

Le présent rapport a été examiné et adopté par la Commission des comptes et du contrôle de l'exécution budgétaire le 14 mars 2005.

*

II. CONSIDERATIONS GENERALES

Le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 a été le deuxième à être exécuté dans son intégralité sous le nouveau régime mis en place par la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes et celle sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Les **comptes généraux** de l'exercice 2002 peuvent, suite aux amendements gouvernementaux, être résumés comme suit:

A. – Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	6.200.420.986,64
II. Dépenses	6.200.177.157,72
III. Excédent de recettes	243.828,92
IV. Report du solde des recettes et dépenses	505.860.145,78

B. – Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.089.667.111,95
II. Dépenses pour ordre	3.064.437.888,12
III. Excédent de recettes pour ordre	25.229.223,83
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	10.957.723,45

C. – Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

I. Recettes	1.854.997.767,73
II. Dépenses	1.949.135.510,20
III. Excédent de dépenses	94.137.742,47
IV. Report du solde des recettes et dépenses	3.158.039.748,36

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2002, les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2002	Compte général 2002	Variations	
			En valeur	En %
Recettes				
– courantes	5.935.153.555,00	6.149.413.915,08	214.260.360,08	+ 3,6
– en capital	42.020.329,00	51.007.071,56	8.986.742,56	+ 21,4
Total recettes (1)	5.977.173.884,00	6.200.420.986,64	223.247.102,64	+ 3,7
Dépenses				
– courantes	5.145.880.385,00	5.217.274.196,87	71.393.811,87	+ 1,4
– en capital	853.272.666,00	982.902.960,85	129.630.294,85	+ 15,2
Total dépenses (2)	5.999.153.051,00	6.200.177.157,72	201.024.106,72	+ 3,3
Excédent de recettes (1)-(2)	-21.979.167,00	243.828,92	22.222.995,92	

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,3% le total des dépenses prévues pour 2002. En valeur absolue, cet écart correspond à 201,02 millions d'euros. Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 65.889.801 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 38.795.611 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 37.773.127 euros);
- aux dotations de fonds de réserve (+ 33.159.900 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations publiques locales (+ 20.535.745 euros).

Par rapport au compte 2001, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 8,64%.

Les **plus-values de recettes** se présentent comme suit:

Impôts directs	248.813.094,70
Impôts indirects	4.177.764,44
Recettes d'exploitation, taxes et redevances	21.996.054,03
Recettes de participations ou d'avances de l'Etat	23.480.195,71

Remboursements de dépenses	3.796.688,68
Douanes et accises	73.199.270,25
Impôts, droits et taxes	-173.408.553,37
Recettes domaniales	- 4.369.774,27
Recettes d'exploitation et autres	17.164.683,95
Remboursements	-589.064,04
Total	214.260.360,08

– En ce qui concerne le contrôle des **dépenses**, les contrôleurs financiers ont validé 243.828 opérations, dont 35.261 engagements et 208.567 ordonnances pendant l'exercice budgétaire 2002. Etant donné que certaines dépenses ont fait l'objet d'ordonnances collectives, le nombre de créances est plus élevé (465.849 paiements représentant un montant ordonnancé de 11.292.332.065 euros). Ce montant dépasse à première vue le total du budget voté, car le total des ordonnances visées par les contrôleurs financiers recouvre outre le budget des dépenses courantes et en capital également les dépenses pour ordre et les dépenses à charge des fonds spéciaux.

Le total du montant *engagé* au cours de l'exercice 2002 s'élève à 20.928.415.254 euros. Ce chiffre élevé s'explique par le fait qu'au niveau des engagements sur crédits sans distinction d'exercice, les ordonnateurs ont la possibilité de majorer le disponible à engager de 33% d'office et, après avoir recueilli l'accord du ministre du Trésor et du Budget, de tout montant qui leur semble justifié.

La clôture légale de l'exercice 2002 était initialement fixée au 31.12.2002 pour les engagements et au 28.2.2002 pour les ordonnancements. La loi budgétaire pour l'exercice 2003 a cependant prévu de rallonger la période complémentaire d'un mois pour les exercices 2002 et 2003. Les opérations d'ordonnement des dépenses peuvent ainsi se prolonger jusqu'au 31 mars de l'année suivante et les opérations de paiement peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril de l'année suivante. Pendant la période complémentaire de l'exercice 2002, le ministre a dû autoriser 29 nouveaux engagements.

Au cours de l'exercice budgétaire 2002, l'intervention des contrôleurs financiers s'est traduite par 744 refus de visa (contre 593 en 2001), alors que 6.200 dossiers incomplets (pour des dépenses autres que de personnel) ont été retournés. Les principales raisons ayant donné lieu à un refus de visa sont:

- engagement ex-post,
- non-respect de la législation sur les frais de route,
- absence de base légale ou base légale non conforme,
- non-respect de la législation sur les marchés publics.

En comparaison avec les comptes de l'exercice 2001, on constate que les refus de visas pour non-respect de la législation sur les marchés publics sont restés plus ou moins constants, alors que ceux pour non-respect de la législation sur les frais de route sont en nette progression.

En ce qui concerne la répartition des refus de visas par département ministériel, on constate que les ministères des Affaires Etrangères et des Travaux Publics rassemblent à eux seuls la moitié des refus.

Suite aux observations et réponses transmises par l'ordonnateur, 105 refus ont été réitérés par la DCF. Finalement, 57 décisions de passer outre au refus de visa ont été prises par arrêtés motivés des ministres des départements ordonnateurs. Ces décisions de passer outre se répartissent comme suit parmi les différents départements ministériels:

– Affaires Etrangères	12
– Fonction Publique et Réforme Administrative	12
– Education Nationale et Formation Professionnelle	8
– Santé	7
– Travail et Emploi	7
– Travaux Publics	5
– Agriculture	4
– Economie	1
– Justice	1

Les dépenses concernant ces décisions de passer outre se réfèrent aux sujets suivants:

– Traitements des fonctionnaires et indemnités des employés	32
– Frais de route et de séjour à l'étranger	12
– Fonds pour l'emploi	7
– Dépenses en matière de cantines scolaires	5
– Travaux Publics	1

Notons encore que, bien que le ministre du département ordonnateur ait le pouvoir de passer outre au refus de visa, 98 dossiers de l'exercice 2002 n'ont pas été clôturés.

*

III. CONSIDERATIONS PARTICULIERES

1. Observation à l'égard d'engagements ou d'ordonnances de paiement

La Cour des comptes consacre un sous-chapitre de son rapport aux divers motifs de refus de visas de la part de la Direction du contrôle financier (DCF) et des actions qui ont suivi ces refus. Le présent rapport reprend les motifs les plus marquants.

1. La DCF a refusé son accord à l'égard d'une proposition d'engagement de 139.889 euros concernant cinq marchés de gré à gré pour l'acquisition de mobilier pour la cantine des volontaires de l'armée au motif qu'il n'y avait pas urgence pour contourner la procédure d'un marché public. L'engagement en question a été annulé en fin de compte et le ministère a procédé à une soumission publique sur base d'une nouvelle proposition d'engagement.

2. La DCF a refusé son accord à l'égard d'une proposition de dépense de 39.632 euros concernant le renouvellement de matériel de cuisine d'une cantine scolaire sous régie privée au motif de non-respect du cahier de charge faisant fonction de contrat entre l'Etat et le prestataire privé. En outre, il a été constaté que le préposé des cantines avait outrepassé ses compétences. Le ministère de l'Education Nationale a décidé de passer outre le refus de visa au motif que le fournisseur attendait de plein droit le paiement du matériel fourni.

3. La DCF a refusé son accord concernant une proposition de dépense du ministère du Travail et de l'Emploi de 113.514 euros en relation avec le paiement d'indemnités de départ à divers salariés de firmes touchées par une faillite au motif que les contrats de travail des personnes en question étaient résiliés par la mise en faillite de l'employeur et que par conséquent l'article de la loi disposant que „le salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée, qui est licencié ... a droit à une indemnité de départ“ n'est pas applicable. L'engagement de la dépense a été annulé et remplacé par un nouvel engagement ne tenant pas compte de l'indemnité de départ. Depuis, l'ADEM n'a plus mis en compte cette indemnité de départ dans pareils cas. Par contre, l'indemnité est toujours accordée par l'ADEM au cas où elle est légalement due du fait d'un licenciement régulier par le patron et qu'elle est encore due au jour du jugement déclaratif de la faillite.

4. La DCF a refusé à quatre reprises son accord concernant l'engagement d'une dépense du ministère des Travaux Publics sur base d'un marché de gré à gré relative à une acquisition d'équipement informatique pour les besoins du futur établissement public „Cité des sciences“ en faveur de la firme qui avait déjà procédé à l'étude de développement et de l'implantation des logiciels en question. Finalement, l'établissement public institué par la loi a pris en charge le paiement de la facture.

La Commission des comptes et du contrôle de l'exécution budgétaire (COMEXBU) constate avec satisfaction que les ministères suivent dans beaucoup de cas la DCF dans ses arguments de refuser son visa et que les décisions de passer outre le refus se tiennent dans des limites raisonnables. Tout en exprimant sa compréhension pour des décisions de passer outre au motif de ne pas léser les tierces personnes, la COMEXBU est d'avis que les ministères devraient à l'avenir prendre en considération encore davantage les dispositions légales avant de prendre des engagements financiers.

2. Contrôle intensifié de certaines dépenses

La Cour des comptes est tenue d'examiner la *légalité et la régularité* des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics d'après l'article 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour. Elle est également chargée du *contrôle matières* qui porte sur l'existence, l'emploi et la conservation de tous les actifs appartenant à l'Etat.

Dans cette optique, la Cour des comptes a contrôlé d'une part les dépenses en capital relatives aux acquisitions de matériel informatique, et les dépenses en relation avec les rémunérations du personnel de l'Etat d'autre part.

2.1. Acquisitions de matériel informatique

La Cour des comptes a procédé dans tous les départements ministériels à des contrôles portant sur la légalité, la régularité et la réalité d'un échantillon de dépenses réalisées au cours de l'exercice 2002. Elle s'est également intéressée à la gestion du parc informatique de l'Etat.

La Cour des comptes a constaté qu'il existe trois possibilités d'acquisition de matériel informatique. En effet, son financement peut passer par le Centre Informatique de l'Etat, les départements ministériels ou le plan gouvernemental pour la société de l'information (eLuxembourg).

En ce qui concerne le *contrôle de la légalité et de la régularité des dépenses*, la Cour des comptes constate que les résultats obtenus lors de ces contrôles n'ont pas fait apparaître d'erreurs significatives.

Dans le cadre du *contrôle de la réalité matérielle*, la Cour des comptes est globalement satisfaite, même si certains fournisseurs ne reprennent pas toujours les numéros de série des appareils sur les factures respectives.

Quelques anomalies ont tout de même été soulevées par la Cour des comptes:

1. Dans son rapport, la Cour des comptes relève qu'en 2002, le Centre de Communications du Gouvernement (CCG) a acquis 30 ordinateurs „haute sécurité“ destinés aux ambassades à l'étranger. Ces machines étaient stockées dans leurs emballages d'origine et assorties de leurs imprimantes depuis novembre 2002 au même endroit que 30 autres ordinateurs acquis au cours de l'exercice budgétaire 2001.

En réponse à cette constatation, le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique qu'il s'agit d'équipements hautement spécialisés qui nécessitent des droits d'accès et des qualifications très poussées qui sont exclusivement réservées au personnel de cette administration, en raison du caractère extrêmement confidentiel de ses missions.

2. En 2002, le service informatique du ministère de l'Economie a procédé lui-même à la totalité des acquisitions de ses équipements informatiques au lieu de passer par le Centre Informatique de l'Etat. Le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique que le Centre Informatique de l'Etat (CIE) ne possède pas le monopole de l'acquisition du matériel informatique pour le secteur public. Il ajoute qu'il existe plus de 20 services informatiques locaux avec une certaine indépendance en matière d'acquisition de matériel informatique au niveau du réseau de l'administration centrale, géré par le Centre Informatique de l'Etat. De plus, au sein de chaque département ministériel, administration et service de l'Etat, un correspondant informatique est désigné pour assumer le rôle de responsable de la bonne gestion du matériel informatique mis à disposition du personnel.

3. L'Administration de l'Environnement ne possède pas d'inventaire de son matériel informatique. D'autre part, une partie du matériel informatique livré en octobre 2002 n'a pas été mis à la disposition des agents parce qu'apparemment sa configuration ne correspond pas aux besoins de l'Administration.

En réponse aux critiques émises, l'Administration de l'Environnement a signalé qu'en matière d'inventaire du matériel informatique une solution globale pour l'Etat est actuellement en discussion, et qu'elle établira un inventaire lors de la prochaine campagne de remplacement des équipements bureautiques.

Concernant la mise en service tardive du nouveau matériel, la même administration soulève que tout changement de plate-forme mène à une charge de travail importante, que les ressources humaines du service informatique sont restreintes et que l'administration doit respecter des aspects juridiques concernant les licences des systèmes d'exploitation.

Le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique que le Centre Informatique de l'Etat commande les ordinateurs en fonction des besoins définis par l'administration. Le fournisseur des machines s'occupe en principe de l'installation et du test de chaque machine. Si les administrations ne recourent pas à ce service, il est de la compétence des correspondants informatiques locaux qui sont aussi responsables pour le transfert de fichiers et de programmes de machines existantes.

4. Au Laboratoire national de santé, un inventaire du matériel informatique fait défaut.

Selon le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, la tenue de l'inventaire du matériel informatique est de la responsabilité exclusive du correspondant informatique de l'administration respective.

Conclusions:

ad 1:

Vu le délai d'amortissement très réduit du matériel informatique, la Cour souhaite qu'à l'avenir la *mise en service des équipements se fasse dans les meilleurs délais.*

La COMEXBU ne peut que soutenir la Cour dans sa conclusion.

ad 2 et 3:

La Cour des comptes constate que le Centre Informatique de l'Etat ne peut actuellement que difficilement remplir l'intégralité de sa mission qui consiste à „gérer les équipements informatiques et bureautiques de l'Etat“. En effet, le CIE n'achète plus que 53% du matériel de l'Etat (les dépenses à charge de eLuxembourg exclues).

Le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative estime qu'il faut mettre cette affirmation dans le contexte de la répartition des responsabilités actuellement en vigueur. En ce qui concerne les départements ministériels, administrations et services de l'Etat gérés par le Centre Informatique de l'Etat, ce dernier remplit parfaitement l'intégralité de sa mission qui lui est dévolue par le législateur en fournissant le matériel informatique nécessaire et ce en pleine conformité avec les procédures légales en vigueur, souvent longues et pénibles.

La COMEXBU comprend que les différents ministères et administrations disposant d'un service informatique qualifié sont mieux placés que le Centre Informatique de l'Etat pour définir leurs propres besoins en matériel informatique et qu'il est tout à fait logique qu'ils passent eux-mêmes leurs commandes en matériel. Elle est cependant d'avis qu'il faudrait dans ce cas repenser le rôle du CIE en ce qui concerne l'acquisition de matériel informatique.

ad 3 et 4:

Enfin, la Cour recommande l'établissement d'un *inventaire informatisé uniforme pour le matériel informatique* des départements, administrations et services de l'Etat.

Dans ce contexte, le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative indique que la recommandation de la Cour des comptes concernant un inventaire informatisé uniforme fera l'objet d'un point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Bureau de la Commission Interministérielle à l'Informatique.

La Commission des comptes et du contrôle de l'exécution budgétaire ne peut que recommander au ministère de la Fonction Publique de procéder dans les meilleurs délais à l'établissement d'un inventaire informatisé uniforme pour le matériel informatique appartenant à l'Etat.

2.2. Rémunérations des agents de l'Etat

La Cour des comptes a procédé au contrôle portant sur la légalité et la régularité d'un échantillon de dépenses réalisées au cours de l'exercice 2002 et ayant trait respectivement aux traitements des fonctionnaires et aux indemnités des employés de l'Etat. Cet échantillon a couvert 10% du nombre total des fonctionnaires et employés. La Cour a également examiné la conformité des paiements effectués mensuellement par l'Administration du Personnel de l'Etat (APE) avec les textes légaux et réglementaires ainsi qu'avec les pièces composant le dossier des titulaires.

2.2.1 *Communication défailante des pièces relatives aux rémunérations du personnel de l'Etat*

La Cour des comptes déplore la communication défailante des pièces ayant trait aux rémunérations du personnel de l'Etat de la part des départements ministériels, administrations et services de l'Etat. Elle constate que si l'Administration du Personnel de l'Etat a communiqué en 2003 896 décisions individuelles de classement concernant des agents engagés ou reclassés pendant les années 2001, 2002 et 2003, une grande partie des dossiers sélectionnés se sont avérés incomplets, de sorte qu'un nombre considérable de documents justificatifs ont dû être réclamés auprès des départements ministériels concernés.

Dans ce contexte, la Cour rappelle les dispositions de l'article 4 (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes: „Tout document ou toute information que la Cour des comptes estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission lui sont communiqués à sa demande, y compris ceux du contrôle interne. En ce qui concerne les documents comptables des organes, administrations et services de l'Etat relatifs aux engagements et aux paiements ainsi que toutes les pièces à l'appui de ces actes, la Cour des comptes peut en exiger une transmission périodique en copie. Il en est de même des documents relatifs aux constatations et aux versements des recettes au Trésor. ...“

La Direction du contrôle financier répond qu'elle n'a pas d'impact sur les documents qui sont mis à la disposition de la Cour des Comptes par l'APE; elle estime qu'il se peut que certains de ces documents aient été transmis par l'APE au Contrôle financier dans le cadre du contrôle ex ante, mais ne sont pas transmis à la Cour des comptes pour effectuer son contrôle ex post.

Le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative explique que la communication de pièces relatives aux rémunérations du personnel de l'Etat se base sur une procédure compliquée et qui présente depuis toujours un certain nombre de désavantages. Il se demande dès lors si cette procédure ne devrait pas être révisée étant donné qu'elle entraîne un surplus de travail énorme aussi bien pour l'APE que pour l'administration concernée, et qu'un nombre réduit de documents est utilisé par la Cour des comptes pour ses contrôles.

La Commission des comptes et du contrôle de l'exécution budgétaire est d'avis que la mise à jour des documents concernant les agents de l'Etat devrait se faire régulièrement sous la responsabilité d'une unité centrale. Elle ne peut qu'encourager le ministère de la Fonction Publique et de la Réforme administrative dans ses efforts de procéder à une révision de la procédure de mise à jour des dossiers personnels des agents de l'Etat.

2.2.2 *Dossiers incomplets et observations*

228 des 1.114 dossiers examinés (20,46%) se sont avérés incomplets. Après l'examen contradictoire, 75 documents concernant 41 agents faisaient toujours défaut.

166 des 1.114 dossiers examinés (14,9%) ont donné lieu à 217 observations de la Cour des comptes. Après l'examen contradictoire, la Cour a constaté que 147 dossiers (13,20%) présentent 183 erreurs dont 56 sont contestées par le ministère.

Le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative indique que la mise en place du nouveau système informatisé intégré, actuellement à l'étude et dont la mise en service est prévue pour le 1er janvier 2006, devrait permettre d'éliminer pratiquement toutes les erreurs, tout en réduisant les multiples contrôles manuels actuels à un strict minimum.

2.2.3 *Déficiences structurelles*

Même si les raisons à la base du pourcentage élevé d'erreurs sont multiples, la Cour des comptes met l'accent sur *deux déficiences structurelles* dans la procédure qui sont à l'origine de nombreuses erreurs.

D'une part, le membre du Gouvernement a, en tant qu'ordonnateur, l'initiative des événements qui aboutissent, sous sa responsabilité expresse, à une dépense à charge du budget de l'Etat. La loi lui impose l'obligation de s'assurer de la légalité et de la régularité de ses actes, ce qui présuppose l'existence d'un contrôle interne. Il s'avère toutefois, qu'en matière de traitements des fonctionnaires, d'indemnités des employés et de salaires des ouvriers, l'ordonnateur intervient seulement après que les

rémunérations en question aient été avancées par la trésorerie de l'Etat. Cette pratique est prévue à l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

En pratique, la Cour des comptes est d'avis que *la procédure actuelle en matière de régularisation budgétaire des rémunérations des agents de l'Etat néglige le rôle assigné par la loi à l'ordonnateur* concernant plus particulièrement son obligation de s'assurer de la légalité et de la régularité de ses actes. Pour 2002, les ordonnances d'imputation ont été classées sans être signées.

Il apparaît que la procédure en place rend très difficile le contrôle que l'ordonnateur est pourtant amené à exercer aux termes de la loi précitée.

D'autre part, la Cour des comptes constate que la *Direction du contrôle financier*, pour effectuer son contrôle, a opté pour une approche qui se base sur la *vérification des mutations proposées à la validation par l'APE*. Cette approche présente cependant le désavantage que des omissions de mutation ne sont détectées que très tard ou pas du tout. La DCF n'est ainsi souvent pas en mesure de détecter et de redresser un oubli de l'APE relatif à un changement dans la rémunération d'un agent de l'Etat, faute d'informations complètes.

Après l'examen contradictoire, le nombre des employés qui ont ainsi dû attendre entre 2 et 17 mois pour se voir attribuer un avantage pécuniaire relatif à un avancement automatique dans leur carrière auquel ils avaient légalement droit et que l'APE avait oublié de mettre en compte immédiatement en question est passé à 26 unités. 3 fonctionnaires ont également été concernés par ces retards.

La Direction du contrôle financier confirme qu'elle ne vérifie que les modifications de la rémunération d'agents qui lui sont soumises pour accord par les calculateurs de l'APE. Comme le contrôleur financier ne dispose pas encore d'une propre base de données de la situation de carrière des agents de l'Etat et se trouve dans l'impossibilité de reconstituer une telle base de données, il a pris l'option d'opérer ses contrôles au vu des mutations communiquées par l'APE et ce en prévision du développement de la base de données électronique qui sera mise au point dans le cadre du projet SIGEP. Ce n'est qu'au moyen d'une application centralisée permettant de recueillir toutes les informations ayant trait à la carrière des agents de l'Etat et ce à tous les niveaux et concernant tous les paramètres ayant un impact sur la détermination de la rémunération de l'agent que le contrôle financier pourra effectuer un tel contrôle de façon efficace.

La Direction du contrôle financier estime finalement que le mode de contrôle ex ante actuel, malgré ses défauts, présente l'avantage que le risque de paiements non dus est écarté et que les rémunérations effectivement versées sont comptabilisées budgétairement en fin d'exercice, alors que sous l'empire de l'ancienne législation les cas litigieux soulevés ex post par la Chambre des comptes se traduisaient par un volume croissant de dépenses réelles mais non renseignées dans les comptes généraux de l'Etat.

La Cour des comptes, dans son rapport spécial sur la mise en application de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, insiste à ce que la DCF continue à centrer ses efforts sur l'amélioration du contrôle des rémunérations et pensions des agents de l'Etat et indique que l'élaboration d'une base de données centralisée concernant les informations ayant trait à la carrière des agents serait d'un grand soutien à cet effet.

A ce sujet, le Directeur du Contrôle Financier confirme les remarques faites par la Cour au sujet du contrôle exclusif de la part de la DCF des dossiers des agents de l'Etat dont le traitement est susceptible de changer sur base de mutation. Il ajoute que l'APE et le ministère de la Fonction Publique développent un système de gestion informatisée des ressources humaines de l'Etat, appelé SIGEP et basé sur SAP, qui permettra de procéder à des contrôles en ligne.

Les membres de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire recommandent au ministre de la Fonction publique d'impliquer les deux membres du personnel de la Cour des comptes, qui ont une longue expérience dans le domaine des rémunérations des agents de l'Etat, dans les travaux liés au système SIGEP.

En ce qui concerne le calcul des pensions des agents de l'Etat, seul un nouveau programme informatique permettrait de contrôler son exactitude.

2.3. Les comptables extraordinaires

Les articles 68 à 73 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat traitent des comptables extraordinaires de l'Etat qui sont nommés par le ministre ayant le

budget dans ses attributions sur proposition du ministre ordonnateur. Il leur est confié d'effectuer des recettes et des dépenses déterminées au nom et pour le compte de l'Etat. Les comptes rendus par le comptable extraordinaire à l'ordonnateur ainsi que les observations y afférentes de ce dernier sont communiqués au contrôleur financier après la clôture de l'exercice concerné. Celui-ci en fait rapport au ministre ayant le budget dans ses attributions.

La Cour des comptes note que suite à une initiative du Trésor de concert avec la DCF, 108 mandats de comptable extraordinaire n'ont pas été renouvelés pour l'exercice 2003 suite à la constatation que les dépenses afférentes pouvaient très bien se dérouler suivant la procédure classique de l'ordonnement via l'application SAP.

20 comptables extraordinaires n'ont pas encore rendu compte au 1er décembre 2002 de 129 crédits pour un montant de 1.881.248 euros qui leur avaient été alloués en 2000.

En ce qui concerne l'exercice 2001, les contrôleurs financiers ont à la date du 21 novembre 2003 passé en revue 563 comptes sur 579, comptes établis par 128 comptables extraordinaires. Un certain nombre de dossiers demeurent en suspens.

Pour ce qui est de l'exercice 2002, les contrôleurs financiers n'ont été saisis à la date du 21 novembre 2003 que de 282 comptes sur 599. Le nombre élevé de comptes en suspens s'explique notamment par l'intervention du contrôle interne préalable du Ministère des Affaires étrangères sur les innombrables comptes des missions diplomatiques.

Entre 1990 et 2000, le Gouvernement a alloué 413 crédits à des comptables extraordinaires pour un montant total de 6.340.169 euros pour lesquels aucun compte n'a été présenté jusqu'à présent. Ce montant a donc pu être consommé sans que la moindre pièce justificative n'ait été produite.

La Commission des comptes et du contrôle de l'exécution budgétaire avait, lors du vote du compte général 2001, demandé aux différents comptables extraordinaires de présenter leurs comptes sans délai. Il lui semble que depuis, le gouvernement a bien suivi sa politique de réduction du nombre des comptables extraordinaires autres que ceux du ministère des Affaires étrangères, alors qu'il se voyait contraint de considérer le recours à la formule du comptable extraordinaire comme étant la règle et non l'exception. La Cour des comptes avait, dans le cadre du compte général 2001, confirmé l'initiative du ministère des Affaires étrangères en vue de l'informatisation des comptables extraordinaires et la position du contrôle financier tendant à chercher une solution intégrée et à traiter à l'avenir les comptables extraordinaires comme des services de l'Etat à gestion séparée.

*

Le Conseil d'Etat rappelle qu'il avait dans son avis relatif au projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 remarqué que la croissance du PIB à la base du projet de budget 2002 devrait être revue à la baisse. Il conclut en rappelant que dans son avis relatif à la loi du 6 décembre 2004 relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002 il avait indiqué que „d'un côté, l'estimation budgétaire se rapproche progressivement du résultat global de l'exercice, mais que, de l'autre côté, le montant des plus-values budgétaires disponible pour alimenter les fonds d'investissement se rétrécit considérablement.“.

Suite à cette observation, la Commission réitère son accord avec le Conseil d'Etat, qui, dans son avis sur les comptes de l'exercice 1996, regrettait que „le règlement des comptes généraux reste muet sur le contexte économique dans lequel s'est déroulée l'exécution du budget“. La Commission note par exemple que les plus- ou moins-values budgétaires de recettes et dépenses sont énumérées par le gouvernement, mais qu'aucune analyse économique concernant les raisons de ces variations souvent importantes n'est fournie.

Dans le cadre d'une revalorisation politique du règlement des comptes généraux et de la situation économique actuelle plus difficile, la Commission, tout en constatant que sa demande n'a pas encore été suivie d'effet, réitère dès lors sa demande au gouvernement de procéder à une analyse économique des comptes généraux.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des comptes et du contrôle de l'exécution budgétaire recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la *dernière version* proposée par le gouvernement.

Luxembourg, le 14 mars 2005

Le Rapporteur,
Norbert HAUPERT

Le Président,
Henri GRETHEN

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171/06

N° 5171⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2004-2005

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(13.4.2005)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 25 mars 2005 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 23 mars 2005 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'Etat en ses séances des 4 janvier 2005 et 22 février 2005;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 13 avril 2005.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

5171

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 77

17 juin 2005

Sommaire

COMPTE GENERAL DE L'EXERCICE 2002

Loi du 25 avril 2005 portant règlement du compte général de l'exercice 2002..... page 1224